Les

Empires germaniques

et la Politique de la Force

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

Notre Défense Maritime. 1 vol. in-16 . . . . 3 fr. 50
Nos Forces Militaires. 1 vol. in-16 . . . . 3 fr. 50
Nos Forces Navales. *Organisation. Répartition.* 1 vol. in-16 . . 3 fr. 50
Le Bilan de notre marine. 1 vol. in-16 . . . . 3 fr. 50
Le Programme Maritime de 1900-1906. 1 vol. in-16 . . . . . . 3 fr. 50
L'Indo-Chine française. *Étude économique, politique et administrative.* 1 fort vol. in-8, avec cartes (1889). . . . . 15 fr.
Les missions et leur protectorat. 1 vol. in-16 . . . . 3 fr. 50
L'État et les Églises de France. *Évolution de leurs rapports, des origines à la loi de séparation.* 1 vol. in-16 . . . . 3 fr. 50
La crise de la République. 1 vol. in-16 (1914). . . . . 3 fr. 50
Principes de colonisation. 1 vol. in-8, cart . . . . 6 fr.
La lutte pour l'existence et l'évolution des sociétés. 1 vol. in-8, cart . . . . 6 fr. »
La concurrence sociale et les devoirs sociaux. 1 vol. in-8, cart. 6 fr. »
La Tunisie. 2e édition revue. 1 vol. in-8, avec carte. (*Sous presse.*)
La lutte contre le crime. 1 vol. in-8, cart. . . . . 6 fr. »
La morale des religions. 1 vol. in-8 . . . . 10 fr. »
La morale naturelle. 1 vol. in-8 . . . . 7 fr. 50
L'éducation de la femme moderne. 1 vol. in-16 . . . . 3 fr. 50
Comment l'éducation allemande a créé la barbarie germanique. 1 broch. in-8 . . . . 0 fr. 60
Pourquoi les Germains seront vaincus. 1 br. in-8° . . . . . . 1 fr. 50
L'Empire germanique sous la direction de Bismarck et de Guillaume II. 1 broch. in-8 . . . . 1 fr. 25

Ces deux dernières brochures sont des extraits du présent volume.

67-15. — Coulommiers. Imp. PAUL BRODARD. — 9-15.

Les Empires germaniques et la Politique de la Force

INTRODUCTION A LA GUERRE DE 1914

PAR

J.-L. DE LANESSAN
Ancien Ministre de la Marine,
Ancien Gouverneur général de l'Indo-Chine.

PARIS
LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1915

PRÉFACE

J'ai commencé d'écrire ce livre le jour où le gouvernement de la République fit proclamer dans toutes les communes de France l'ordre de mobilisation générale. Tandis que j'en traçais les premières lignes, les cloches de Bourbon-l'Archambault sonnaient le tocsin, le garde champêtre posait les affiches officielles et la population atterrée mais admirablement calme, se déclarait prête à faire son devoir envers la Patrie. Sous mes fenêtres, se tenaient des conversations où revenait à chaque instant la phrase : « C'était inévitable, mieux vaut aujourd'hui que plus tard; puisqu'il le faut allons-y. » Ce n'était pas de l'enthousiasme, comme à Berlin, le soir du 25 juillet, lorsqu'on apprit que l'Autriche avait rompu ses relations avec la Serbie, ou le 26 lorsque le Kaiser rentra de sa croisière; c'était une résolution froide, inébranlable, d'en finir avec une situation devenue intolérable par le fait des menaces incessantes auxquelles se livrait, depuis quelques années, l'empire germanique à l'égard de la France.

Quant à moi, je redoutais, depuis quelque temps, une rupture entre l'Allemagne et la France. C'est ce qui m'avait décidé à voter l'institution du service de trois ans, malgré les multiples objections que la mesure comportait, malgré aussi la certitude où

j'étais que ce vote me ferait battre aux élections, par quelque prometteur de paix éternelle. Mais je croyais le gouvernement de l'empire germanique assez raisonnable pour n'entreprendre sa guerre contre la France — celle qu'il préparait depuis quarante ans — que le jour où il se serait assuré la neutralité soit de la Russie, soit de l'Angleterre.

J'avais constaté la mollesse presque indifférente avec laquelle il était procédé, depuis la retraite du cabinet Waldeck-Rousseau, à l'organisation de nos forces militaires et maritimes. Je savais que nos escadres seraient incapables de protéger, dans le Nord et l'Océan, nos intérêts et notre littoral contre la flotte germanique. Je savais aussi que trop confiants dans les traités internationaux, nous n'avions dressé aucune défense sur nos frontières du côté de la Belgique. Je connaissais par un de nos meilleurs généraux les préparatifs formidables faits par l'Allemagne au double point de vue de sa défense contre une attaque de notre part et de son offensive sur notre territoire. Je ne pouvais ignorer, en conséquence, que notre défaite serait certaine si nous n'avions pas le concours de la Russie sur terre et celui de l'Angleterre sur mer.

Ces concours nous étaient-ils assurés d'une manière absolue? Depuis l'affaire de Fachoda, d'où faillit sortir une guerre entre la Grande-Bretagne et la France, j'avais suivi avec attention les efforts faits par Guillaume II pour attirer dans la zone d'influence de son empire tantôt la France, tantôt l'Angleterre et tantôt la Russie. La France n'avait pu céder à ses avances parce qu'il avait exigé d'elle une sorte de consécration volontaire du traité de Francfort; mais

j'avais vu les libéraux d'Angleterre lui prodiguer les témoignages de sympathie et rechercher une entente qui aurait permis de limiter les énormes dépenses de construction de la marine britannique. J'avais pu aussi, comme tout le monde, noter le rapprochement qui, à une heure donnée, s'était produit entre les gouvernements de Berlin et de Saint-Pétersbourg. J'avais, enfin, eu connaissance des allusions faites à Kiel, en 1907, par le Kaiser, à un remaniement de la situation internationale européenne qu'il avait annoncé comme prochain. Sachant tout cela, je redoutais qu'un jour vînt où le Kaiser pourrait provoquer une guerre en vue de laquelle il aurait obtenu la neutralité de quelqu'un de ceux dont le concours nous était nécessaire. Et cela me paraissait d'autant plus redoutable que ni la Russie, ni l'Angleterre, ni la France elle-même ne s'étaient suffisamment préparées à cette éventualité. La Grande-Bretagne était menacée d'une guerre civile que les partis irlandais préparaient publiquement et n'avait qu'une armée expéditionnaire insuffisante. La Russie, troublée par des révolutions incessantes, ne possédait ni les chemins de fer, ni l'organisation militaire indispensables à la défense de son sol. Ne serait-il pas possible à l'Allemagne d'imposer à l'une ou à l'autre la neutralité qui lui permettrait d'engager le conflit dans les conditions les plus favorables pour elle?

Ces conditions, à coup sûr, n'existaient pas au mois de juillet 1914. La manière dont le conflit avait été préparé par le gouvernement de François-Joseph et les plans militaires de l'Allemagne qui comportaient l'envahissement de la Belgique, me paraissaient rendre inévitables l'intervention des Russes

et des Anglais ainsi que la neutralité de l'Italie.

La Russie ne pouvait permettre l'écrasement de la Serbie, car elle y aurait perdu toute son influence dans les Balkans. Il était impossible que l'Angleterre restât indifférente à la violation de la neutralité de la Belgique et à l'envahissement de la France, dont la conséquence serait l'établissement de l'empire germanique sur la mer du Nord, depuis Anvers jusqu'à Calais, et la déchéance de la puissance britannique en attendant sa ruine. L'Italie ne pourrait rester fidèle à une alliance dont les victoires amèneraient forcément l'extension de l'Autriche-Hongrie sur les bords orientaux de l'Adriatique. J'estimais donc que provoquer un conflit belliqueux à l'occasion de la querelle austro-serbe, c'était, de la part de l'Allemagne, rendre inévitable une lutte à mort entre les deux empires germaniques et les trois grandes puissances de la Triple-Entente. Je ne pouvais supposer Guillaume assez fou pour se lancer dans une aventure qui, fatalement, mettrait en péril son empire et peut-être son trône.

La paix n'avait-elle point permis aux Allemands, appuyés sur leur redoutable puissance militaire, de se répandre dans le monde entier, de prendre partout des situations prépondérantes dans le commerce, l'industrie, la navigation internationale, et de concurrencer jusque chez eux les commerçants ou industriels de tous les pays? Une guerre où l'Europe entière, où tous les peuples peut-être seraient entraînés, ne mettrait-elle pas en péril les fortunes édifiées, les situations conquises par l'Allemagne et les Allemands dans toutes les parties du monde?

Ces réflexions m'amenaient à croire que Guil-

laume II retarderait encore, comme il l'avait fait aux heures de Tanger et d'Agadir, le geste par lequel son formidable organisme militaire devait tôt ou tard être mis en mouvemeut. Le fait contredisait mes précisions.

La guerre où l'Allemagne entraînait la Russie, la France, la Grande-Bretagne et la Belgique, à propos du minuscule conflit austro-serbe, m'apparaissait donc comme un acte criminel et fou tout à la fois, dont il importait de rechercher l'explication et de déterminer les motifs ou prétextes.

Tel est le but que je m'assignai le jour où j'entrepris d'écrire le présent livre. Celui-ci comportait tout d'abord un tableau de l'histoire des deux empires germaniques montrant la manière dont ils se sont formés, les éléments ethniques, nationaux, confessionnels et sociaux qui constituent chacun d'eux et les luttes auxquelles ils se sont livrés en vue d'acquérir la suprématie en Allemagne. C'est l'objet de l'introduction historique.

Une seconde partie du livre est consacrée à l'examen de l'évolution de l'empire germanique depuis 1870 jusqu'à ce jour, sous la direction successive de Bismarck et de Guillaume II. Le premier, brutal, violent, déloyal, prototype de la traditionnelle barbarie prussienne, mais habile et soucieux de conserver par la paix tout ce que la guerre avait donné à l'empire fondé de ses mains; le second non moins prussien par la nature et l'éducation, mais impulsif, brouillon, incapable d'avoir une conduite méthodique, condamné par son incapacité politique à détruire tout ce que son aïeul et le chancelier de fer avaient édifié.

Dans une troisième série de chapitres, je me suis efforcé de mettre en lumière les procédés d'éducation par lesquels Bismarck et Guillaume II pervertirent l'esprit de leurs peuples, au point de créer les monstres scientifiquement criminels révélés par les massacres de la Serbie, de la Pologne, de la Belgique, du nord de la France.

Abordant ensuite l'examen des théories sur lesquelles a été fondée, depuis un demi-siècle, l'éducation de toutes les classes sociales de l'Allemagne, je crois avoir scientifiquement établi que ces théories, plus mystiques encore que matérialistes, sont contraires à tous les faits révélés par l'observation, ont faussé le cerveau du peuple allemand, lui ont enlevé tout esprit critique, lui ont fait commettre de lourdes fautes diplomatiques et militaires et le condamnent à succomber avec son kaiser sous les coalitions de forces nationales que sa politique de Force a fait naître.

Si je pouvais résumer en une seule phrase les conclusions auxquelles ces longues et patientes études m'ont conduit, je dirais qu'en faisant de l'empire germanique un monstre par l'éducation qu'ils ont donnée à ses peuples, Bismarck et Guillaume II l'ont condamné à subir le sort de tous les monstres : la mort.

J.-L. de Lanessan.

Ecouen, le 29 juillet 1915.

LES EMPIRES GERMANIQUES ET LA POLITIQUE DE LA FORCE

INTRODUCTION HISTORIQUE

I

LA LUTTE DES RACES ET DES NATIONALITÉS EN AUTRICHE

§ I. — L'AUTRICHE ET SES AGRANDISSEMENTS. LE SAINT-EMPIRE ROMAIN D'ALLEMAGNE.

L'Autriche actuelle s'est constituée, depuis le XVIe siècle, par l'agglomération de peuples de races diverses autour d'un noyau germain représenté par les habitants de la région qui forme aujourd'hui la Basse et la Haute-Autriche et qui représente la *marchia austriaca*, établie par Charlemagne en travers du cours du haut Danube pour protéger son empire contre les Huns.

En 1192, les ducs autrichiens ne possèdent que la Haute et la Basse-Autriche, avec Linz et Vienne pour capitales. En 1192, la Styrie, peuplée à peu près exclusivement de Germains, leur est léguée par son possesseur mort sans enfants. Le duc d'Autriche achète ensuite, à prix d'argent, la Carniole, éga-

lement peuplée de Germains. En 1273, Rodolphe de Habsbourg, empereur d'Autriche, est élu empereur d'Allemagne par la diète ou assemblée des États allemands. En 1335, la maison de Habsbourg reçoit, par investiture impériale, la Carinthie peuplée en grande majorité de Germains. A la même époque, Marguerite à la grande bouche lui cède le Tyrol que peuplent une majorité de Germains et une minorité d'Italiens, et qu'elle devait agrandir jusqu'aux frontières de la Suisse et de l'Italie. Vers 1365, Trieste, où la majorité de la population est italienne, avec une minorité slave, se donne à l'Autriche pour échapper à la tyrannie de Venise. En 1522, Ferdinand, frère de Charles-Quint et empereur d'Autriche, épouse Jeanne Jajellon, sœur et unique héritière de Louis, roi de Bohême et de Hongrie qui meurt, tué par les Turcs à la bataille de Mohacz en 1522, faisant passer son royaume, par sa sœur, à la maison de Habsbourg. La Bohême était peuplée en majorité de Slaves et en minorité de Germains; la Hongrie était depuis longtemps habitée par les Magyars, tribus de race ouro-altaïque, comme les Finnois et les Turcs. Avec la Bohême, la maison de Habsbourg reçoit ses dépendances : la Moravie et les deux Luzaces dont la population était formée d'une majorité slave et d'une minorité germaine. Avec la Hongrie, elle recevait la Croatie et la Slavonie peuplées en majorité de Slaves, et acquérait des droits éventuels sur la Dalmatie peuplée de Slaves et d'Italiens. En 1699, la maison de Habsbourg réunit à ses domaines la Transylvanie que peuplaient une majorité de Roumains (race latine) et une tribu de même race que les Magyars, les Sicules ou Szîklers, établis là depuis l'invasion des Huns d'Attila. En 1718, le traité de Panarvitz, imposé aux Turcs par l'Autriche, donne à cette dernière le Banat de Témesvar peuplé par des Slaves. En 1772, le premier partage de la Pologne lui attribue la Galicie orientale peuplée de Polonais. En 1795, le troisième partage de la Pologne lui donne la Galicie occidentale, également peuplée de Polonais. En 1797, l'Autriche gagne, par le traité de Campo-Formio, l'Istrie, la Dalmatie vénitienne et les bouches de Cattaro que peuplent des Italiens et des Slaves. En 1846, la maison de Habsbourg s'annexe la ville libre de Cracovie et son territoire peuplés de Polonais. De

1774 à 1790, elle avait possédé la partie des Pays-Bas qui forme la Belgique actuelle. Elle a possédé aussi le royaume Lombardo-Vénitien, perdu en 1859 et 1866, et, dans le Brisgau allemand, les domaines de Fribourg et de Vieux-Brisach qu'elle a cédés au grand-duché de Bade.

La monarchie autrichienne et la papauté ont presque toujours été associées dans l'œuvre de domination qu'elles poursuivaient l'une et l'autre. De même que l'Église rêvait d'être une puissance « universelle » pour les âmes, la monarchie autrichienne prenait pour devise : *Austriæ est imperare orbi universo*; et c'est parce que cette dernière fut toujours la fidèle auxiliaire des papes que l'Église romaine veillait à ce que ses souverains fussent placés à la tête du Saint-Empire Romain d'Allemagne.

Parmi ses états ou territoires, deux sont prédominants à tous les égards : l'Autriche haute et basse, traversées par le haut Danube et peuplées en presque totalité de Germains; la Hongrie ou Magyarie, étendue dans les grandes plaines du Danube moyen et de la Theiss et peuplée par environ cinq millions de Magyars auxquels s'ajoutent, dans le nord, une minorité de Slaves et de Polonais. Les pays situés au nord, à l'ouest et au sud de l'Autriche proprement dite, forment avec elle la Cisleithanie. A la Hongrie sont réunies, sous le nom de Transleithanie, les pays situés au delà de la Leitha : la Slavonie et le Banat de Témesvar au sud, la Transylvanie à l'est. Dans la Cisleithanie, tous les pouvoirs et influences sont aux mains des Germains; dans la Transleithanie ils sont aux mains des Magyars. Cependant, ni les Germains ni les Magyars ne représentent la majorité des populations de la Cisleithanie ou de la Transleithanie.

§ II. — LES SLAVES DE LA MONARCHIE DES HABSBOURG.

Les Slaves n'existent pas dans l'Autriche proprement dite et ne sont que peu nombreux dans la Basse-Hongrie, mais ils forment la majeure partie des populations habitant au nord et au sud de l'Autriche et de la Hongrie.

Les Slaves du nord, au nombre de plus de douze millions,

sont représentés par les Tchèques de la Bohême et de la Moravie, par les Slovaques des comitats du nord de la Hongrie, par les Polonais de la Galicie, par les Ruthènes ou Petits-Russes de la Galicie et de la Bukovine.

Les Slaves du sud, nommés ausi Yougo-Slaves, sont environ cinq millions et forment deux groupes distingués par des noms différents :

1° Le groupe *Slovène* qui habite la Styrie, la Carinthie, la Carniole et l'Istrie.

2° Le groupe *Serbo-Croate* qui habite la Croatie, la Slavonie, la Bosnie et l'Herzégovine, la Dalmatie, le Banat de Temesvar et les anciens Confins militaires. Dans ce groupe, l'élément principal est représenté par les Serbes, dont la plupart émigrèrent, à diverses époques, de la Serbie indépendante pour échapper aux mauvais traitements des Turcs et sur la promesse d'être bien traités par la Hongrie. Mais au lieu de voir se réaliser ces promesses, ils furent soumis par les Magyars, comme tous leurs congénères, à la tyrannie la plus odieuse. D'où la haine de tous les Serbes du Sud pour les Hongrois.

Au total, les Slaves de la monarchie des Habsbourg sont au nombre de plus de vingt-trois millions, dont une quinzaine de millions habitent au nord de l'Autriche et de la Hongrie, et plus de cinq millions au sud de ces deux parties principales de l'empire.

§ III. — LES LATINS ROUMAINS ET ITALIENS DE LA MONARCHIE DES HABSBOURG.

Celui-ci contient encore un grand nombre de Latins, divisés en deux groupes ethniques : les Roumains et les Italiens.

Les Roumains forment 57 p. 100 de la population de la Transylvanie et 12 p. 100 de la population de la Hongrie. Dans la Bucovine, ils forment 43 p. 100 de la population ; dans les anciens Confins militaires, ils en représentent 13 p. 100.

Les Italiens forment 37 p. 100 de la population de Trieste-

Goritz, 42 p. 100 de celle du Tyrol et 10 p. 100 de celle de la Dalmatie.

§ IV. — PERSISTANCE DU RÉGIME FÉODAL DANS TOUTE LA MONARCHIE DES HABSBOURG.

Tous les pays dont nous venons de parler ont toujours été et sont encore essentiellement féodaux. Dans chaque pays, tandis que l'une des races, la plus riche et la plus cultivée opprime les autres, la haute classe, particulièrement celle des grands propriétaires terriens, traite les classes inférieures de telle sorte que les paysans sont encore presque des serfs et que la formation d'une classe moyenne est fort difficile. Dans chaque pays, le pouvoir ou l'influence sont aux mains d'un petit nombre de dirigeants dont la préoccupation principale est de maintenir leurs privilèges, et c'est surtout pour les accroître qu'ils réclament l'indépendance. L'ensemble de l'empire lui-même est aux mains d'un petit nombre de familles qui, à l'exemple des souverains, s'appuient à la fois sur l'Église et sur les traditions féodales pour asseoir leur puissance et leur fortune.

§ V. — LA HONGRIE ET LES MAGYARS.

De toutes les parties constituantes de l'empire, celle qui montra toujours le plus d'ardeur à se rendre, sinon indépendante, du moins aussi puissante et exigeante que possible, c'est celle que peuplent les Magyars.

Venus de l'Asie où ils étaient aparentés aux Tartares nomades et aux Turcs, les Magyars s'établirent, au VIIe siècle, dans les vastes et fertiles plaines qu'arrosent le Danube et la Theiss et où ils retrouvèrent une tribu isolée de leur race, les Sicules ou Szicklers établis là depuis l'invasion des Huns conduite par Attila.

Vers l'an mille, les Magyars furent convertis au catholicisme par un de leurs rois que le pape Sylvestre II couronna sous le nom d'Étienne, en lui donnant le titre d'*apostolique*

porté encore aujourd'hui par le roi de Hongrie et empereur d'Autriche François-Joseph.

Au XIIIe siècle, les magnats magyars imposent à leur roi André la « bulle d'or », qui accordait les droits les plus étendus, non point au peuple de Hongrie, mais aux nobles et aux évèques, en consacrant le régime féodal le plus absolu. En 1526, l'empereur d'Autriche Ferdinand, en héritant de la Hongrie par sa femme, prête le serment de « maintenir dans leurs immunités et libertés, droits, lois, privilèges et antiques, bonnes et approuvées coutumes, les Églises de Dieu, les seigneurs, prélats, barons, magnats, nobles, villes libres et tous habitants ». A partir de 1622, les empereurs d'Autriche, rois de Hongrie, signent en outre un « diplôme d'inauguration » où ils promettent non seulement de maintenir les lois, droits et franchises du royaume, mais encore d'abandonner la décision des affaires publiques à la diète formée par les représentants de la noblesse et autres corps privilégiés. En 1711, par la convention de Szattimar, les Magyars admettent que la couronne de Hongrie soit héréditaire dans la maison de Habsbourg, mais ils posent pour condition que le Habsbourg régnant à Vienne se fera couronner roi de Hongrie à Pesth, avec le cérémonial traditionnel et prêtera serment à la constitution autonome du royaume de Hongrie.

Les Magyars ont toujours réclamé des empereurs d'Autriche, rois héréditaires de Hongrie, l'exécution des engagements de leurs ancêtres, mais ne l'obtinrent jamais. Sans remonter au delà de la fin du XVIIIe siècle, Marie-Thérèse, lors de son couronnement, en 1740, prêta les serments traditionnels, mais ne convoqua la diète hongroise qu'une seule fois en dix-huit ans. Son fils, Joseph II, refusa de se faire couronner roi de Hongrie et traita les Magyars comme s'ils eussent simplement habité l'une des provinces entre lesquelles il divisa tout l'empire, organisation qui, du reste, fut abandonnée par lui-même avant sa mort.

En 1805, François II ayant pris le titre « d'empereur héréditaire d'Autriche », comme pour indiquer qu'à ses yeux la Hongrie était une simple province de l'empire, les Magyars

lui répliquèrent, après la prise de Vienne par les Français, en proclamant leur « neutralité », comme si leur royaume était entièrement autonome, mais ils se rejetèrent vite dans les bras des Habsbourg, sachant très bien à quels dangers ils s'exposeraient s'ils s'en séparaient complètement. Pendant toutes les guerres de la Révolution et de l'Empire, ils prodiguèrent leur sang et leur or pour appuyer l'Autriche; mais leurs prétentions à une puissance rivale de celle de l'Autriche s'accroissaient en proportion de leurs sacrifices. Ils avaient conscience de ne pouvoir se séparer d'elle, mais ils voulaient être aussi forts qu'elle.

Leurs ambitions se manifestèrent avec une extrême énergie en 1825, lorsque l'empereur François fit couronner reine de Hongrie sa quatrième femme, Charlotte de Bavière. Elles se montrèrent plus impérieuses encore dans la diète qui dura de 1832 à 1836. Elles prirent un caractère essentiellement national dans la diète ouverte le 17 octobre 1847 par l'empereur roi Ferdinand Ier qui, pour la première fois, prononça le discours du trône en langue magyare.

Après notre révolution de 1848 et celle qui éclata dans Vienne avec une telle violence que Ferdinand dut se réfugier à Inspruck, la Hongrie prit une allure nettement révolutionnaire. Le 15 mars, une délégation de Magyars, conduite par Kossuth, soumettait à l'empereur Ferdinand tout un programme ayant pour base l'indépendance de la Hongrie et l'union complète de la Transylvanie à la Hongrie. Ferdinand promit tout ce qui lui était demandé et le premier ministère hongrois autonome fut constitué le 23 mars; mais Kossuth refusait de prononcer la séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche réclamée par l'opposition démocratique.

Un autre trait caractéristique de la politique traditionnelle des Magyars se retrouve dans la brutalité avec laquelle Kossuth repoussa les réclamations des Slaves et des Roumains de la Hongrie, de la Slavonie et de la Transylvanie. Il tenait à conserver la suprématie des Magyars sur toutes les autres races. Par là, du reste, il ouvrait la guerre des nationalités qui suivit la révolution de 1848.

§ VI. — LA GUERRE DES NATIONALITÉS EN 1848.

Les Serbes, les Croates, les Roumains, proclament alors leur résolution de ne pas être « magyarisés » et prennent les armes contre les Hongrois. Le 13 mai 1848, des milliers de Serbes réunis à Carlovitz votent que « les Serbes se constituent en nation libre et indépendante, sous le sceptre de la maison d'Autriche et sous la couronne de Hongrie ». Le 15 mai, une grande assemblée constituée par les Roumains de Transylvanie réclame « la reconnaissance de la nation roumaine comme quatrième nation constitutionnelle » de Hongrie, ce qui leur avait toujours été refusé. Le nouveau ministère hongrois, présidé par Bathyani et dont Kossuth faisait partie, repoussa toutes ces demandes.

Pendant ce temps, les Tchèques réclamaient la reconstitution de l'antique royaume de Bohême et demandaient que l'empereur d'Autriche se fît couronner roi de Bohême comme roi de Hongrie. Le 1er mai, ils lançaient un appel à tous les Slaves de la monarchie en vue de la réunion à Prague d'une assemblée, car, disait l'appel « nous autres Slaves nous sommes également obligés de nous concerter pour agir ».

L'assemblée s'ouvrit le 31 mai par un grand cortège où figuraient les étudiants, les corps francs, des amazones et les représentants de toutes les nationalités appartenant à la race Slave. Le commandant militaire, prince Windisgratz, ayant refusé des armes aux étudiants, la population s'insurge, attaque le palais où la princesse, ayant eu l'imprudence de se présenter à une fenêtre, est tuée. Le prince lance ses troupes dans les rues, mais ne pouvant vaincre la révolution, fait évacuer la ville et la bombarde pendant deux jours du haut des collines qui la dominent. La ville se rend, l'assemblée disparaît, les cours martiales fonctionnent impitoyablement.

Les provinces autrichiennes de l'Italie qui essayèrent aussi de réclamer leur indépendance furent traitées de la même façon que les Slaves. Venise avait proclamé la République le 6 août 1848, imitée bientôt par Florence et par

Rome. Le Piémont avait pris les armes contre l'Autriche. Celle-ci détruisit bientôt toutes les résistances dans le nord de l'Italie, tandis que la France abattait la République romaine.

Les Magyars, seuls, mirent alors la monarchie des Habsbourg en danger. La diète qui s'ouvrit à Pesth le 5 juillet 1848, vota, au milieu d'acclamations enthousiastes, que « si le gouvernement autrichien se trouvait impliqué dans une guerre avec l'Allemagne, l'Autriche ne pourrait pas compter sur le concours de la Hongrie ». Depuis cette époque, les Hongrois se sont toujours montrés très attachés à l'Allemagne. En même temps, la diète manifestait un autre sentiment caractéristique de l'esprit magyare, en votant tous les crédits nécessaires pour la répression de la rébellion slave contre laquelle le commandant de l'armée hongroise, Berchtold, luttait avec une armée fournie par l'Autriche.

Le résultat de ces résolutions fut qu'au mois de septembre la Hongrie était envahie à la fois par les Croates et par les Autrichiens. Elle avait contre elle, les Slaves et le Habsbourg. Les troupes hongroises battent les troupes autrichiennes et se mettent en marche vers Vienne où le peuple, formé en totalité de Germains, leur est favorable. L'empereur effrayé quitte Vienne, se réfugie à Olmütz, mais Windisgratz, qui avait déjà bombardé Prague, menace de bombarder Vienne et fait procéder à d'affreux massacres dans les rues. Le 30 octobre, la révolution s'éteint dans le sang des Viennois, après avoir été écrasée de la manière la plus sanglante à Prague et en Italie.

Le 2 décembre 1848, Ferdinand abdiqua en faveur de son neveu François-Joseph, agé de 18 ans, après avoir nommé Windisgratz commandant en chef de l'armée qui allait opérer contre les Hongrois, et lancé une proclamation contre Kossuth et les Hongrois rebelles.

Dans le manifeste qu'il fit publier en prenant le pouvoir, le jeune François-Joseph exprimait des sentimente de nature à satisfaire les diverses nationalités. « L'édifice nouveau que nous allons construire, disait-il, sera comme une grande tente où, sous le sceptre héréditaire de nos aïeux, les diverses races de l'empire s'abriteront plus libres et plus

unies que jamais. » Cette promesse n'était qu'un mensonge.

Cependant, la guerre continuait avec la Hongrie, l'Autriche étant aidée par les Roumains de la Transylvanie et les Serbes du Banat de Temesvar, désireux de se débarrasser de la tyrannie des Magyars. Elle fut marquée par des atrocités de toutes sortes et par les jeux de politique les moins loyaux. Le 27 février 1849, les Hongrois étant vaincus à Kapolna, François-Joseph crut la Hongrie anéantie et laissa percer ses sentiments véritables dans un manifeste du 4 mars où il disait : « Grâce à la marche victorieuse de nos armées en Hongrie, la grande œuvre de *l'Unité de l'Autriche*, œuvre dont nous nous sommes proposé la réalisation comme but de notre règne a été avancée d'une manière notable, c'est pourquoi la diète est dissoute et nous octroyons de notre volonté impériale une constitution à toute la monarchie une et indivisible. » Cette constitution, qui ne fut jamais appliquée, réduisait la Hongrie à l'état de simple province de l'empire et proclamait l'égalité des races, sous l'autorité souveraine de l'empereur.

Les armées hongroises ayant retrouvé la victoire, Kossuth répondit au manifeste du 4 mars en proposant à la diète hongroise de proclamer l'indépendance de la Hongrie. Le 14 avril, sa proposition fut adoptée par acclamation. La Hongrie fut déclarée « royaume indépendant avec un territoire indivisible et inviolable ». La maison de Habsbourg-Lorraine était déchue pour toujours du gouvernement et proscrite du sol hongrois. La forme définitive du gouvernement était réservée et Kossuth élu gouverneur-président, avec libre choix des ministres. Le 24 avril, la déclaration d'indépendance fut lue solennellement devant les deux chambres réunies.

Les armées hongroises continuaient de remporter des victoires; mais le 1er mai, la presse officielle de Vienne annonçait le concours donné à l'Autriche par la Russie. Le 6 mai, l'avant-garde russe entrait à Cracovie, fort bien accueillie par les Slaves. Envahie par les troupes russes et l'armée autrichienne, la Hongrie était vaincue d'avance. Les Magyars offrirent alors à Nicolas de remettre leur royaume à un prince russe. Ils donnaient le singulier spec-

tacle d'adversaires acharnés du slavisme sollicitant l'hégémonie de l'empire Slave. Nicolas refusa d'accéder à leur demande, mais il n'est pas inutile que l'histoire la note.

Dans la Hongrie vaincue, François-Joseph et son ministre favori Schwarzenberg se livrèrent alors à une véritable orgie de sang. Tous les ministres hongrois sur lesquels on put mettre la main furent fusillés ou pendus, quatre généraux furent également fusillés, des milliers de gens furent condamnés au bagne, des femmes de la haute noblesse magyare furent fouettées publiquement, etc.

§ VII. — L'ABSOLUTISME DE FRANÇOIS-JOSEPH ET SES CONSÉQUENCES.

A la fin de 1849, François-Joseph avait établi son absolutisme sur tout l'empire austro-hongrois. Il devait le maintenir pendant une dizaine d'années, avec les ministres Schwarzenberg d'abord, Bach ensuite, dont le but était double : créer un empire centralisé et unifié, dont les diverses parties n'auraient constitué que des provinces et rétablir la prépondérance de l'Autriche en Allemagne.

En 1858, Cavour, qui tenait à émanciper l'Italie de la domination autrichienne, n'eut pas de peine à convertir Napoléon III à l'idée d'une guerre qui aurait ce résultat et l'Autriche ne trouva d'appui nulle part.

Elle perdit la Lombardie et aurait pu subir des pertes plus graves encore si, après les batailles de Magenta et de Solférino, Napoléon III n'avait consenti brusquement à une paix, dont la signature provoqua un très vif mécontentement en Italie. L'Autriche ne conservait plus dans la péninsule que la Vénétie, toujours prête à se révolter contre sa domination.

Encouragées par le grave échec de François-Joseph, la Hongrie et les autres nationalités commencent alors à s'agiter au point que l'empereur est obligé de se débarrasser du ministère absolutiste et centralisateur de Bach et de promettre à ses sujets une constitution libérale. Avec Goluchouski, il essaie, tour à tour, une constitution fédéraliste

(1861) qui ne peut pas fonctionner à cause de l'opposition des Germains et des Magyars, et une constitution centraliste parlementaire (1861) qui soulève les résistances de toutes les nationalités.

Après avoir été vaincu, en 1864, par la Prusse, à Sadowa, et rejeté en dehors de la Confédération germanique dans des conditions sur lesquelles nous reviendrons, François-Joseph dut chercher le salut provisoire de sa dynastie dans une soumission complète aux exigences des Magyars.

§ VIII. — LE RÉGIME DUALISTE ET LES AGITATIONS QU'IL DÉTERMINE.

Son acceptation, en 1867, du régime dualiste préparé depuis trente ans par les hommes d'État de la Hongrie, fut et est resté le signe caractéristique d'une soumission aux Magyars qui devait le conduire jusqu'à la guerre actuelle. A la veille de la signature de l'entente qui établit le régime dualiste, un historien bohême célèbre, Palacky, écrivait les lignes prophétiques que voici : « Si cet empire composé d'un assemblage de peuples unique dans son genre, refusant d'accorder à tous les mêmes droits, organise la suprématie des uns sur les autres; si les Slaves, considérés comme une race inférieure, ne doivent plus être qu'une matière à gouvernement entre les mains des deux peuples dominateurs, alors la nature reprendra ses droits; une résistance invincible changera l'esprit de paix en esprit de guerre, l'espérance en désespoir, et l'on verra s'élever des conflits, éclater des luttes dont nul ne saurait prévoir la direction, l'étendue et la fin.... Nous existions avant l'Autriche, nous existerons après elle. »

En Hongrie, le parti de Déak avait triomphé avec le régime qui admettait l'existence d'intérêts communs à la Hongrie et à l'Autriche, mais il était ardemment combattu par une opposition qui aurait voulu la Hongrie indépendante de l'Autriche sous la dynastie des Habsbourg. En Bohême, le parti dominant était celui des trialistes, qui désiraient une monarchie à trois têtes (Autriche, Hongrie

et Bohême) sous une même couronne. Dans la plupart des provinces, le parti dominant était celui des partisans d'un régime fédéraliste dans lequel toutes les nationalités auraient joui de droits et de pouvoirs égaux. De 1867 à 1870, toutes ces opinions contradictoires s'agitèrent avec une telle violence que François-Joseph, au moment où éclata la guerre franco-allemande, était sur le point de renoncer au régime dualiste et d'instituer un régime nettement fédéraliste.

Mais, à la suite des victoires allemandes, les Germains et les Magyars de l'empire austro-hongrois, qui s'étaient montrés particulièrement ardents à célébrer les triomphes de la Prusse, firent une opposition violente aux projets de fédéralisme. La presse, inspirée par Bismarck et par les Germains de Vienne, combattait ces projets avec un tel acharnement que, malgré l'approbation dont ils avaient été l'objet lors des élections des diverses provinces, François-Joseph hésitait à les réaliser. Il y renonça complètement à la suite des entrevues qu'il eut, en 1871, avec le nouvel empereur d'Allemagne Guillaume Ier, à Ischl, à Gastein et à Salzbourg, entrevues auxquelles assistaient Bismarck, grand chancelier de l'empire germanique et Andrassy, premier ministre de l'empire austro-hongrois. Bismarck craignait que les satisfactions données par le Habsbourg aux Slaves de son empire déterminassent un rapprochement de l'Autriche et de la Russie, qui aurait soustrait la première à l'hégémonie de l'empire germanique. Or, Bismarck tenait essentiellement à dominer la politique autrichienne. Le régime dualiste lui en fournissait les moyens, car il donnait toute la puissance aux Magyars et aux Germains d'Autriche tout dévoués à l'Allemagne.

§ IX. — LA CORRUPTION PARLEMENTAIRE.

La dynastie des Habsbourg a tiré sa force jusqu'à ce jour des rivalités d'ambitions et d'intérêts qui animent les dirigeants des diverses nationalités de l'empire austro-hongrois. François-Joseph s'est montré particulièrement

habile à exploiter ces rivalités, voire à les faire naitre. Le parlement commun de l'empire lui a été, à cet égard, précieux. Ainsi que le fait justement observer M. Wickham Steed[1], l'assemblée où sont représentés toutes les nationalités et tous les partis est devenue « un institut de corruption politique. Le gouvernement, composé de fonctionnaires nommés par l'empereur, achète des majorités par des concessions aux intérêts que les partis représentent ou que des chefs de parti veulent individuellement favoriser. Les chemins de fer, les canaux, les ponts, les bureaux de tabac pour les protégés et toutes autres ressources locales ou individuelles, forment la matière du Kuhandel (littéralement : marché de vaches). » A cette politique de corruption s'ajoute la préocupation incessante du gouvernement de provoquer et d'entretenir les divisions, voire les hostilités, entre les différentes races.

La politique de division et de corruption, de faiblesses et de brutalités, d'absolutisme souvent caché sous le masque d'un certain libéralisme, pratiquée par François-Joseph depuis 1848, a permis à ce représentant de la monarchie des Habsbourg de conserver pendant soixante-six ans la couronne à laquelle son prédécesseur avait dû renoncer, mais elle n'a pu empêcher ni la perte de toutes les provinces italiennes de l'Autriche, ni l'établissement de la prépondérance morale de la Hongrie sur l'Autriche, ni l'élimination de l'Autriche de la Confédération germanique, ni la soumission de l'empire austro-hongrois à l'empire germanique, et il est probable qu'elle aboutira, par la guerre actuelle, à la dislocation de la monarchie des Habsbourg.

1. *La Monarchie des Habsbourg*, p. 194.

II

LA LUTTE DE L'AUTRICHE ET DE LA PRUSSE POUR L'EMPIRE GERMANIQUE

§ I. — L'ALLEMAGNE AU MOMENT DE LA RÉVOLUTION.

A la fin du XVIIIe siècle, l'Allemagne, encore féodale, était divisée en plus de trois cents états « souverains », dont quelques-uns n'avaient que quelques kilomètres carrés de surface, mais dont les chefs prétendaient avoir les droits les plus absolus et usaient fréquemment de ces droits avec autant de cynisme, de brutalité et d'amoralité que les césars romains les plus despotiques et les plus corrompus.

En tête de cette agglomération féodale venaient, par l'importance, les royaumes de Prusse, de Bavière, de Saxe, de Wurtemberg et de Hanovre. A côté de ces rois se plaçaient, avec des prétentions à l'égalité : le landgrave de Hesse-Cassel, les margraves d'Anspach et de Bade, les ducs des Deux-Ponts, de Brunswick, de Mecklembourg, de Saxe-Weimar et de Saxe-Gotha, le prince d'Anhalt-Dessau, les Électeurs de Mayence, de Trèves et de Cologne, des évêchés, des abbayes, des villes libres impériales, de simples chevaliers, les baillages de l'ordre teutonique, etc. Une apparence de confédération était donnée à cet agrégat disparate par la diète de Ratisbonne, assemblée permanente dont le fonctionnement ressemblait à une machine trop usée pour faire œuvre utile. Son rôle le plus important consistait à élire le titulaire du Saint-Empire Romain d'Allemagne. Or, cette élection, depuis longtemps, n'était qu'une simple formalité,

car le titre d'empereur d'Allemagne passait, en quelque sorte de droit, de la tête d'un Habsbourg sur la tête d'un autre Habsbourg.

Parmi les petits souverains allemands, quelques-uns, au moment de la Révolution, possédaient en France, notamment en Lorraine et dans la Franche-Comté, des domaines dans lesquels ils jouissaient des droits féodaux. C'était le cas des ducs de Wurtemberg et de Deux-Ponts, du landgrave de Hesse-Darmstadt, du margrave de Bade, des princes de Nassau, de Leisingen et de Lavenstein, des archevêques de Mayence, de Trèves et de Cologne, des évêques de Spire, de Bâle et de Strasbourg, et de l'ordre teutonique. Lorsque la Constituante, dans la nuit du 4 août 1789, abolit tous les privilèges féodaux, les seigneurs allemands que nous venons de citer refusèrent, non seulement de s'incliner devant cette décision, mais encore d'accepter la compensation que la France leur offrait. L'empereur d'Autriche, Léopold II, prenant leur défense, en sa qualité d'empereur d'Allemagne, prétendait que les terres « privilégiées » possédées en France par les seigneurs d'Allemagne « n'étaient pas tellement soumises à la souveraineté du roi de France que celui-ci pût en disposer en indemnisant les propriétaires ». Admettre cette thèse eût été reconnaître l'existence d'enclaves allemandes sur le territoire français; le gouvernement de Louis XVI la repoussa. Léopold prit prétexte de ce refus pour entreprendre contre la France une guerre que Louis XVI lui-même provoquait, d'autre part, en écrivant au roi de Prusse le billet mémorable par lequel il le priait de venir au secours de sa couronne et de ses pouvoirs.

Léopold avait pour but essentiel, dans cette affaire, de consolider son titre d'empereur d'Allemagne. En cela il était fidèle aux traditions de la maison de Habsbourg. Déjà, son prédécesseur à l'empire, Joseph, fils de Marie-Thérèse, impératrice d'Autriche, avait, en 1784, offert au duc Charles-Théodore, de lui céder la Bavière en échange de laquelle il lui aurait donné les Pays-Bas autrichiens, trois millions de florins et le titre de roi de Bourgogne ou d'Austrasie. En devenant roi de Bavière l'empereur d'Autriche aurait pris pied en Allemagne. Le duc de Bavière était dis-

posé à consentir au troc, mais il en fut empêché par son héritier le duc de Deux-Ponts qui en appela aux gouvernements de France et de Russie et au roi de Prusse Frédéric II.

§ II. — LA PRUSSE CONTRE L'AUTRICHE.

Celui-ci, en prévision du coup de force que l'Autriche aurait pu tenter, forma, en juillet 1785, avec la Saxe et le Hanovre, une ligue connue dans l'Histoire sous le nom de « Fédération des Princes », à laquelle se rallièrent une partie des seigneurs les plus importants de l'Allemagne. Par cette ligue, Frédéric ouvrait publiquement la lutte entre l'Autriche et la Prusse qui, déjà, aspirait à constituer sous sa propre hégémonie, un empire germanique n'ayant rien de commun avec le Saint-Empire Romain d'Allemagne, lequel, du reste, comme disait Voltaire, ami de Frédéric II, « n'était plus ni saint, ni empire, ni romain ».

La Prusse était gouvernée, depuis 1618, par la maison de Hohenzollern, à laquelle appartenait déjà le Brandebourg et qui se distinguait par son humeur militariste et ses ambitions. Par le Brandebourg et la Prusse, elle tenait tout le territoire qui s'étend de la Baltique à la Vistule. Elle commença de l'organiser militairement avec Frédéric-Guillaume Ier, le roi Sergent, qui créa une armée permanente, organisa les finances et se fit une grande réputation de libéralisme en appelant dans son royaume les protestants chassés de France, sous Louis XIV, par la révocation de l'édit de Nantes.

En 1740, lorsque Frédéric II, dit le grand, fils de Frédéric-Guillaume Ier, monta sur le trône, la Prusse avait une surface de 2186 milles carrés, avec 2242000 habitants; lorsqu'il mourut, en 1786, la surface du territoire prussien s'élevait à 3452 milles carrés et les habitants étaient au nombre de 5430000. L'augmentation de la population était due en partie à l'annexion de nouveaux territoires, tels que la Silésie, en partie à une forte immigration que Frédéric avait provoquée par des avantages divers concédés aux habi-

tants des régions voisines de son royaume. Il laissait des finances prospères et l'armée la mieux organisée de toutes celles de l'Europe. Il en avait fait une sorte de grande école militaire nationale par laquelle passaient tous les Prussiens et à laquelle tous restaient attachés pendant toute la durée de la jeunesse et de l'âge mûr. On a pu dire avec raison qu'il fut le promoteur du régime de la nation armée que tous les peuples du continent européen ont aujourd'hui adopté.

Fidèle à l'exemple de son prédécesseur, Frédéric II s'était posé en philosophe et en protecteur des idées libérales, ce qui, du reste, ne l'empêchait pas d'user de despotisme dans son gouvernement. Il était aux yeux de l'Europe le protecteur armé du protestantisme et l'ennemi de l'absolutisme catholique, représenté par la maison de Habsbourg.

Il faut noter encore que Frédéric II avait admirablement compris l'antagonisme existant entre l'Allemagne et la Russie, entre les Germains et les Slaves. A la fin de sa vie, il écrivait à propos de la Russie : « Je croirais faire une faute impardonnable, si je travaillais à l'agrandissement d'une puissance qui pourra devenir un voisin redoutable pour toute l'Europe. » Afin de barrer la route aux ambitions russes, il encourageait l'Autriche à marcher vers l'Orient, et il protégeait la Turquie.

La Prusse avait retiré du régime de Frédéric II une influence morale d'autant plus grande, parmi les souverains allemands, que l'Allemagne presque entière était protestante et que tous ses habitants appartenaient à la race germanique. A ce double point de vue, la Prusse se trouvait, au moment de la Révolution, dans une admirable situation pour lutter contre l'Autriche.

§ III. — LA PRUSSE ET L'AUTRICHE PENDANT LA RÉVOLUTION ET L'EMPIRE.

La révolution française devait déterminer une accentuation de l'antagonisme des situations occupées par la Prusse et l'Autriche, car cette dernière était, en quelque sorte,

condamnée à incarner la contre-révolution politique, sociale et religieuse.

A la veille de la première guerre qu'eut à supporter la Révolution, François II, empereur d'Autriche et roi de Hongrie, se fait couronner empereur d'Allemagne par l'Électeur archevêque de Mayence. Ce fut le couronnement du dernier empereur du Saint-Empire Romain d'Allemagne par le dernier archevêque-roi du Saint-Empire. Dès le lendemain, à Mayence même, où s'étaient réunis en congrès, autour du nouvel empereur d'Allemagne, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume III, le roi de Naples, les Électeurs de Trèves et de Cologne, les comtes d'Artois et de Provence, de vives querelles d'ambitions se produisirent entre les Autrichiens qui voulaient se faire donner la Bavière et les Prussiens qui, tout en la leur refusant, réclamaient la Pologne pour eux-mêmes.

Les souverains se séparèrent avec assez de haines au cœur pour que la Prusse laissât l'Autriche supporter seule, avec l'or de l'Angleterre, le fardeau des campagnes de 1792, 1793 et 1794. Néanmoins, Frédéric-Guillaume signa, comme roi de Prusse et membre du corps germanique, la paix de Bâle du 5 avril 1795, qui cédait à la France les provinces de la rive gauche du Rhin jusqu'à la conclusion de la paix générale. La Prusse, sans avoir fait la guerre, prenait la direction de la politique de l'Allemagne du Nord. L'Autriche était écartée par l'hostilité que son absolutisme et son ultramontanisme inspiraient à nos révolutionnaires auxquels les Prussiens cherchaient à plaire jusqu'à faire jouer la carmagnole par les musiques de leurs régiments.

En 1794, l'Autriche s'étant associée à la Prusse et à la Russie pour écraser la formidable insurrection polonaise organisée par Kosciuzko, reçut pour sa part, dans ce troisième partage de la Pologne, les territoires qui devaient former la Galicie orientale. Mais elle ne trouva pas l'appui de la Prusse lorsque s'ouvrit la campagne de 1795. L'Allemagne entière se confina dans une neutralité qui devait durer jusqu'au traité de Lunéville (9 février 1801). L'Autriche reconnaissait à la France par ce traité la possession de la Belgique et des provinces rhénanes; elle perdait la Lom-

bardie entière et ne conservait que l'État vénitien. Elle avait agi constamment sous la pression de l'Angleterre qui, elle-même, dut signer avec la France le traité de paix d'Amiens, le 25 mars 1802.

La guerre reprit en 1805 dans des conditions particulières : Napoléon s'était élevé à l'empire le 18 mai; il s'était fait couronner roi d'Italie à Milan et paraissait résolu à imposer son hégémonie à l'Europe entière. Il en devait résulter l'alliance de l'Angleterre, de la Russie et de l'Autriche. Menacé par cette formidable coalition, Napoléon sollicita le concours du roi de Prusse, en lui offrant le Hanovre et lui faisant espérer la couronne impériale d'Allemagne. Frédéric-Guillaume, menacé d'un autre côté par la Russie et l'Angleterre, resta neutre. Ce fut encore l'Autriche qui supporta tout le poids de la campagne de 1805, pendant laquelle la Hongrie alla jusqu'à proclamer sa neutralité.

N'ayant pu obtenir, en 1805, le concours du roi de Prusse, même en lui promettant la couronne impériale d'Allemagne, Napoléon voulut séparer de lui le plus grand nombre possible des états de l'Allemagne. Le 17 juillet 1806, il signait avec divers princes, tels que les rois de Bavière et de Wurtemberg, le grand-duc de Bade, le prince primat de Mayence, etc., un acte dit de la « Confédération du Rhin », à la suite duquel les confédérés signifièrent à la diète de Ratisbonne leur séparation de la confédération germanique. Le 6 août, l'empereur François faisait publier sa renonciation à la diète impériale. C'était la fin du Saint-Empire Romain d'Allemagne.

Mais c'était l'entrée de la Prusse dans un conflit d'où elle s'était tenue écartée jusqu'alors, c'était la Prusse prenant la tête de l'Allemagne, c'était la Prusse incarnant aux yeux de tous les Germains la lutte contre le despotisme napoléonien, c'était la Prusse faisant un pas décisif vers l'empire germanique et le faisant en dehors de tout concours étranger. La sanglante défaite infligée aux troupes prussiennes à Iéna, en 1806, par Napoléon, ne fut que le premier acte d'un drame dont les actes ultérieurs devaient être : l'entrée de la Prusse, renovée militairement et administrativement,

dans la quadruple-alliance (Russie, Autriche, Prusse, Angleterre) formée contre la politique napoléonienne plus encore que contre la France, l'adhésion de la confédération du Rhin à cette alliance, l'entrée à Paris le 31 mars 1813 d'une armée prussienne commandée par Blücher avec le roi de Prusse et l'empereur de Russie, l'abdication de Napoléon à Fontainebleau le 11 avril 1813, suivie de sa déchéance prononcée par son sénat, le désastre de Waterloo (18 juin 1815) où Blücher et les Prussiens jouèrent le rôle décisif, puis la mort de Napoléon sur le rocher de Sainte-Hélène et, enfin, la constitution, au congrès de Vienne, d'une Prusse assez forte pour incarner les ambitions germaniques.

§ IV. — LE CONGRÈS DE VIENNE.

Les événements dont l'Europe est aujourd'hui le théâtre donnent au congrès de Vienne de 1814 un intérêt d'autant plus considérable que la carte de l'Europe établie par ce congrès, devra être profondement remaniée dans un esprit tout à fait opposé à celui qui régnait chez les vainqueurs de 1814.

Le grand acteur du congrès de Vienne fut le premier ministre de l'empire austro-hongrois, Metternich. Les empereurs de Russie et d'Autriche, les rois de Prusse, de Bavière, de Wurtemberg, de Danemark, les représentants de l'Angleterre et de la France subirent presque toutes ses volontés avec la même docilité que les principicules d'Allemagne, parce que tous trouvaient dans cette haute personnalité le représentant audacieux et résolu de leurs idées absolutistes, de leurs haines pour tout progrès social et politique. La cour de Vienne, l'aristocratie autrichienne ou hongroise, la bourgeoisie et jusqu'au peuple s'efforçaient, d'ailleurs, d'exercer sur tous ces étrangers les séductions d'une ville où le plaisir sous toutes ses formes a toujours occupé une très grande place. L'après-midi et la nuit on vivait dans les galas, les bals, les comédies, etc. Le matin, on se querellait dans les séances du congrès avec un cynisme

d'ambitions et d'appétits qui scandalisait Talleyrand lui-même.

L'Autriche, qui avait fait les plus gros sacrifices pour combattre et détruire l'hégémonie de l'empire napoléonien, reçut pour sa part le royaume Lombardo-Vénitien, l'Illyrie et la Dalmatie qui la rendaient maîtresse de tout le littoral oriental de l'Adriatique, la Valteline qui fut enlevée à la Suisse, le Tyrol qui fut détaché de la Bavière, le Vorarlberg, les distincts de l'Inn et de l'Hamruck et la partie méridionale du territoire de Salzbourg. On lui refusa les légations romaines de Ferrare, de Bologne et de Ravennes dont elle s'était emparée pendant la guerre au détriment du pape, mais on l'autorisa à tenir garnison à Ferrare et à Comacchio et l'on attribua la Toscane, le royaume de Naples, les duchés de Modène et de Parme, à des lignes collatérales de la maison de Habsbourg, de telle sorte que celle-ci étendait directement ou indirectement sa domination sur toute l'Italie.

Elle fut affaiblie considérablement dans ses ambitions allemandes car elle perdait ses possessions de Souabe, cédées à la Bavière et à Bade, et les Pays-Bas belges unis à la Hollande en un royaume indépendant, conformément aux exigences de l'Angleterre. Elle était rejetée vers l'Orient, tandis que la Prusse s'agrandissait vers l'Occident d'une partie de la Saxe et des principautés catholiques de la rive gauche du Rhin.

Grâce au concours de la France, représentée par Talleyrand, et à celui de l'Angleterre, de la Bavière, de tous les princes allemands petits ou grands, l'Autriche empêcha la Prusse de s'annexer la Saxe déjà occupée par les troupes prussiennes.

Alexandre annonçait sa résolution de reconstituer l'ancien royaume de Pologne sous l'hégémonie de la Russie. Metternich fit tout ce qui dépendait de lui pour l'empêcher de réaliser ce projet. Il y fut aidé par Castlereagh, représentant de l'Angleterre, qui préconisait la création d'un royaume de Pologne tout à fait indépendant, avec la certitude que la Russie n'accepterait pas cette idée, par Talleyrand, représentant de la France, et par la Bavière, le

Hanovre, le Wurtemberg et tous les petits souverains allemands qui ne pouvaient ignorer que s'ils laissaient annexer la Saxe à la Prusse, ils ne tarderaient pas à subir le même sort.

La Russie et la Prusse laissaient entendre que si le congrès ne leur donnait pas satisfaction, elles en appelleraient aux armes, mais leurs menaces n'eurent pas d'autre effet que de rapprocher l'Autriche de la France et de l'Angleterre, et de déterminer la conclusion entre ces trois pays, le 9 janvier 1815, d'une convention à laquelle se joignirent la Bavière, le Hanovre, les Pays-Bas et la Sardaigne et par laquelle fut étudié un projet militaire contre la Prusse et la Russie. Celles-ci durent renoncer à leurs prétentions. La Russie n'obtint qu'une partie du grand-duché polonais de Varsovie, tandis que la Prusse reçut le grand-duché de Posen.

§ V. — LA SAINTE-ALLIANCE ET LA DIÈTE DE FRANCFORT SOUS LA DIRECTION DE L'AUTRICHE.

L'Autriche avait vu disparaître en 1806 le Saint-Empire Romain d'Allemagne; elle était écartée de la Germanie proprement dite par le congrès de Vienne et pourtant Metternich eut l'habileté de lui assurer une influence morale sur les États allemands, en lui faisant attribuer la présidence perpétuelle de la diète permanente dont l'existence fut décidée et qui devait se tenir à Francfort. Humboldt avait déclaré, au nom de la Prusse, que celle-ci ne se soumettrait jamais à un pouvoir impérial *réel*; les rois de Wurtemberg et de Bavière refusaient, de leur côté, d'accepter que leurs États fussent placés sous une surveillance quelconque, et n'acceptaient, en fait de Confédération, qu'une alliance des États allemands dirigée contre l'étranger; ils refusaient même le droit pour cette Confédération de se faire représenter collectivement auprès des puissances; il n'était donc possible de rien constituer qui ressemblât à l'ancien Saint-Empire Romain d'Allemagne. La présidence de la diète n'entraînait pour l'Autriche aucun pouvoir politique; mais Met-

ternich s'en servit fort habilement pour entraîner l'Allemagne, particulièrement la Prusse, dans le mouvement de réaction générale qui faisait l'objet de ses préoccupations.

Sous son impulsion, les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse signèrent le pacte connu sous le nom de « Sainte-Alliance, » dont le but était de faire prévaloir dans toute l'Europe les principes du droit divin et du pouvoir absolu, au moyen d'une assurance mutuelle de ces chefs d'État, envisagés « comme délégués par la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille ».

L'Allemagne fut la première visée par la Sainte-Alliance : on se servit de la diète pour instituer un régime complet de réaction devant lequel devraient s'incliner tous les États allemands. Les bases de ce régime furent posées dans une entrevue qu'eurent, à Carlsbad, l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse assistés de leurs premiers ministres, Metternich pour l'empereur François, Hardenberg pour le roi Frédéric-Guillaume. Il s'agissait surtout de surveiller les universités, considérées comme des foyers « révolutionnaires ». Il fut institué auprès de chacune un surveillant de la doctrine enseignée et de la conduite des professeurs et élèves. Une commission d'enquête fut créée à Mayence, avec mission de rechercher et de poursuivre tous les affiliés aux sociétés secrètes. Les journaux, les revues périodiques et les brochures étaient soumis à une censure sévère et pouvaient être supprimés par ordre de la diète.

Par un acte final du congrès de Vienne, il avait été déclaré que les constitutions des États ne devaient porter aucune atteinte aux pouvoirs de souveraineté qui « restent réunis dans le chef suprême du gouvernement ». La publicité des séances des chambres élues devait être limitée. Les États pouvaient intervenir dans le cas où les révoltes intérieures de l'un d'entre eux menaceraient la sécurité des autres. Comme cette intervention n'était possible que de la part des grands États, toutes les principautés de l'Allemagne se trouvaient placées sous le contrôle de l'Autriche et de la Prusse.

L'autorité de la première était tellement considérable que le ministre de Prusse, Humboldt, fut éloigné du gouverne-

ment sous la pression de l'Autriche parce qu'il avait tenté de s'opposer à l'application des mesures prises par la diète. Le roi de Wurtemberg reçut de l'empereur de Russie de violents reproches pour avoir accordé à son peuple, en 1819, une constitution relativement libérale, imitée de celles de la Bavière et du duché de Bade. Le roi de Prusse avait promis une constitution à ses sujets; il fut empêché de tenir sa promesse par Metternich.

Les mesures de réaction adoptées par la diète provoquaient, dans l'Allemagne du Sud particulièrement, un vif mécontentement. En 1817, cinq cents étudiants d'Iéna, de Halle et de Leipzig et quelques professeurs se réunirent au château de Wartbourg où ils arborèrent un drapeau national rouge, noir et or, en se grisant de discours libéraux; mais ce mouvement n'eut pas de suites. Un autre beaucoup plus grave se produisit en Italie, mais fut arrêté par des emprisonnements, des exécutions, des mesures extrêmement violentes. L'Espagne s'étant aussi agitée au nom des idées libérales, Louis XVIII revendiqua l'honneur d'y combattre la révolution. Des congrès de souverains ou de ministres veillaient à l'organisation de ces répressions, au triomphe des idées absolutistes et au progrès de la théorie qui accordait au trois grandes puissances de la Sainte-Alliance, Autriche, Russie et Prusse, le droit d'intervention dans la politique intérieure des autres États. Metternich alla jusqu'à faire en France, pendant le cours de l'an 1825, un voyage dont le but, affirma-t-on, était la suppression de la liberté de la tribune parlementaire.

La révolution française de 1830 fut suivie, en Allemagne et en Italie, de mouvements libéraux, mais ceux-ci furent réprimés par suite de l'entente qui existait entre l'Autriche et la Prusse pour maintenir le régime absolutiste. La diète alla jusqu'à interdire aux ouvriers allemands de voyager dans les États où les associations politiques étaient tolérées.

Les historiens et écrivains libéraux ont montré, en général, quelque étonnement de ce que la Prusse, « protestante et libérale » se fût prêtée à toutes les mesures de réaction provoquées par l'Autriche, dont la politique avait toujours été absolutiste et ultramontaine. « La prusse protestante,

écrivait Asseline en 1877[1], la Prusse espoir des patriotes, désertant son rôle, gravitait humblement dans l'orbite de la grande puissance catholico-latine. » Cette observation et toutes celles de même nature faites par les écrivains libéraux témoignent d'une méconnaissance complète du véritable esprit de la plupart des États allemands. En dehors du Wurtemberg et de la Bavière, dont les souverains manifestèrent, dès l'époque de notre révolution, quelques tendances libérales, les chefs des États et, au plus haut degré, ceux de la Prusse avaient encore, au milieu du siècle dernier, la mentalité féodale. Chacun tenait, à la fois, à l'indépendance de son État, grand ou petit, et à son autorité personnelle. Lorsque Metternich leur parlait du droit divin dont les rois sont revêtus, il ne trouvait chez eux que des approbations, mais ils repoussaient sa théorie relative au droit d'intervention des grands États dans la politique intérieure des petits, parce qu'ils y voyaient, non sans raison, une atteinte à leur indépendance.

Il faut avoir ces faits présents à l'esprit pour comprendre la facilité avec laquelle tous les États allemands, y compris la Prusse, supportèrent la politique de réaction introduite dans la diète allemande par l'Autriche. Cette politique ne rencontra d'opposition qu'en France et en Angleterre.

Le 31 mars 1848, des délégués de la plupart des États d'Allemagne se réunirent à Francfort-sur-Mein avec la résolution d'organiser l'unité allemande. Deux thèses s'y trouvaient en présence : l'une comportait la création d'un pouvoir central qui s'exercerait à la fois sur l'Allemagne et sur l'Autriche-Hongrie avec toutes ses annexes (Gross Deutsch, grande Allemagne); l'autre ne plaçait sous l'autorité du pouvoir central que les États d'Allemagne, en excluant l'Autriche sous le prétexte qu'elle contenait des pays non allemands.

1. Louis Asseline, *Histoire de l'Autriche depuis la mort de Marie-Thérèse jusqu'à Sadowa*, p. 128. Il disait encore (*Ibid.*, p. 123) : « La Prusse, centre d'attraction du protestantisme, espoir des patriotes allemands, manquait, une fois de plus, à l'occasion de se poser devant sa rivale et d'ébranler à son profit le dualisme. »

Ce fut cette seconde thèse qui obtint la majorité des voix. Après diverses hésitations et combinaisons, un accord se fit, grâce aux radicaux prussiens, pour confier le pouvoir central au roi de Prusse, à la condition qu'il y aurait dans l'empire germanique un parlement élu par le suffrage universel et que l'empereur ne jouirait que d'un droit de veto suspensif des décisions du Parlement. Frédéric-Guillaume IV refusa d'accepter l'empire dans ces conditions. Son refus eut pour conséquence de rendre vaine l'œuvre de l'assemblée de Francfort, à la grande satisfaction de l'Autriche. Afin de consacrer cette première victoire, Schwarzenberg fit voter, le 8 août, par l'assemblée de Francfort, la reconstitution de l'ancienne diète sur les bases féodales. Pas encore satisfait, il déclarait que « pour démolir la Prusse, il fallait l'avilir » et il profita, pour atteindre ce but, d'un incident qui se produisit dans le grand-duché de Hesse.

Les Hessois, mécontents du gouvernement de leur électeur, le chassèrent. L'électeur réclama l'appui de la nouvelle diète, tandis que les Hessois demandaient celui de la Prusse. Schwarzenberg réunit à Bregenz, le 12 octobre 1850, un congrès où se trouvaient l'empereur d'Autriche François-Joseph, le tsar Nicolas I[er] et dans lequel la cause de l'électeur de Hesse triompha. La Prusse d'une part, l'Autriche de l'autre, ayant fait entrer simultanément leurs troupes dans la Hesse, l'Autriche somma le gouvernement prussien de retirer les siennes. Le ministre de Prusse Manteuffel y consentit et signa, le 29 novembre 1850, à Olmütz, une convention d'après laquelle la Prusse s'engageait à joindre ses troupes à celles de la fédération allemande pour rétablir l'électeur dans ses pouvoirs, et consentait à ce que des conférences fussent réunies à Dresde en vue de déterminer la constitution future de l'Allemagne. L'Autriche triomphait : elle avait rétabli la vieille diète féodale de Francfort et « avili » la Prusse, mais elle devait payer cher ce double triomphe.

§ VI. — LA PRUSSE CONTRE L'AUTRICHE. L'AFFAIRE DES DUCHÉS.

Rappelons tout d'abord que la guerre de 1859, où l'Italie et la France étaient unies pour revendiquer l'indépendance italienne, fit perdre à l'Autriche la Lombardie et aurait été suivie de son élimination complète de la péninsule italienne, si Napoléon III n'avait pas manqué aux promesses qu'il avait faites au roi de Sardaigne Victor-Emmanuel. L'Autriche ne conservait plus en Italie que la Vénétie dont la perte, à une heure donnée, était certaine, car le nouveau royaume Lombardo-Sarde était bien résolu à étendre sa domination sur l'Italie entière. La guerre de 1859 marquait le premier pas de l'Autriche vers la déchéance. Presque éliminée de l'Italie, elle n'allait pas tarder à l'être de l'Allemagne.

Les hommes d'État prussiens n'attendaient que l'occasion de lui infliger cette humiliation. La première affaire qui se présenta fut celle des duchés de Holstein, de Lauenbourg et de Slesvig, depuis longtemps convoités par la Prusse en raison des ports qui s'y trouvent sur la mer du nord, aux embouchures du Weser, de l'Ems, de l'Elbe et de l'Eider. Ses revendications pouvaient s'appuyer sur ce que le Lauenbourg, le Holstein et la moitié du Slesvig sont peuplés de Germains. Le Holstein faisait partie, depuis le moyen âge, de la Confédération germanique mais se trouvait placé sous la suzeraineté du Danemark. Le Lauenbourg était en partie indépendant, en partie placé sous l'hégémonie du Holstein. Quant au Slesvig, il n'avait jamais fait partie de la Confédération germanique et se trouvait uni au Holstein par une constitution commune. Tous les trois tenaient beaucoup, comme tous les États féodaux, à leur indépendance et s'étaient révoltés lorsque, en 1846, le roi de Danemark Christian VIII avait proclamé leur rattachement à son royaume.

Sous le prétexte de les arracher au Danemark, la Prusse et l'Autriche, celle-ci en sa qualité de présidente de la diète germanique, celle-là par ambition pure, décidèrent l'occupation des duchés, non par les troupes de la Confédération, mais par une armée austro-prussienne. Bismarck, qui con-

duisait l'affaire, montrait à la diète qu'il ne tenait aucun compte de son autorité et déconsidérait l'Autriche aux yeux de cette même diète en la rendant complice de son acte de rébellion contre un pouvoir dont elle avait la présidence.

L'occupation austro-prussienne des duchés eut lieu en 1863. L'année suivante, Bismarck faisait déclarer par les juristes de la couronne que le roi de Danemark seul avait des droits légitimes sur les duchés, que la Confédération germanique n'avait rien à voir dans leurs destinées et que la Prusse et l'Autriche en étaient seules propriétaires par droit de conquête. Puis, il se tourna vers l'Autriche et lui proposa de céder ses droits de copropriété à la Prusse, moyennant finances. L'Autriche ayant rejeté cette proposition, il la menaça de la guerre. Au mois d'août 1865, il prononçait devant le premier ministre bavarois, cette parole qu'il savait devoir être répétée : « L'Autriche n'est ni armée ni en état de s'armer et il suffirait à la Prusse de porter un seul coup, de livrer une seule grande bataille du côté de la Silésie, pour dicter la paix au gouvernement de Vienne. » Celui-ci céda. Le 14 août il signa, à Gastein, une convention par laquelle François-Joseph cédait à la Prusse le duché de Lauenbourg pour 12 500 000 francs et acceptait que la Prusse administrât seule désormais le Slesvig, tandis que l'Autriche administrerait le Holstein. Il n'était pas question de la diète qui avait attribué le Holstein au duc d'Augustenbourg; elle était censée ne plus exister même aux yeux de l'Autriche, sa présidente perpétuelle.

Tous les États secondaires allemands se montrèrent indignés de la conduite du gouvernement autrichien : ils l'accusaient d'être disposé à les vendre tous comme il avait vendu le Lauenbourg. Le 1er octobre eut lieu à Francfort une manifestation solennelle où les députés des diverses chambres allemandes déclarèrent la convention de Gastein « attentatoire au droit et à la sécurité de l'Allemagne ». Bismarck avait atteint son premier objectif : il avait soulevé tous les États allemands contre le Habsbourg.

§ VII. — SADOWA. — L'AUTRICHE ÉLIMINÉE DE LA CONFÉDÉRATION GERMANIQUE.

Dès l'année suivante, il devait réaliser le second, qui était d'éliminer complètement l'Autriche des duchés et de la Confédération germanique. N'ayant pu y réussir par une nouvelle offre d'argent, il se résolut à l'obtenir par la guerre. Mais, avant de provoquer un conflit armé, il devait s'assurer des complicités parmi les grandes puissances. Ce fut l'objet du voyage qu'il fit à Biarritz, en octobre 1865, pour y rencontrer Napoléon III, et obtenir que la France restât neutre dans une guerre entre la Prusse et l'Autriche. Ce fut aussi l'objet de pourparlers engagés avec l'Italie et d'où sortit une promesse de concours de cette dernière à la condition que la Vénétie lui serait attribuée.

Tandis que ces pourparlers avaient lieu, une campagne de presse très vigoureuse était menée dans notre pays en faveur d'une entente de la Prusse, de l'Italie et de la France, contre l'Autriche rendue responsable des traités de 1815, dans lesquels nous avions été si durement traités. On y présentait le rôle de la Prusse en Allemagne comme identique « au rôle d'initiateur que la France de la Révolution a joué en Europe »; l'alliance franco-prussienne y était exaltée comme « devant faire triompher en Europe la cause de la civilisation et de la liberté ». Les journaux césariens montraient la Prusse comme « le pivot de la révolution en Allemagne » et préconisaient la formation des grands États — théorie que Napoléon III cultivait volontiers dans ses rêveries. Il l'avait appliquée en 1859 à l'Italie en favorisant son unification sous la souveraineté de la Lombardie; il l'appliquait maintenant à l'Allemagne, sans comprendre le danger qui résulterait pour la France et même pour l'Europe entière de l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie d'une puissance essentiellement militaire comme la Prusse. Allant lui-même plus loin que la presse, il prononça, le 6 mai 1866, à Auxerre, un discours où il attaquait violemment les traités de 1815 « dont on voulait faire l'unique base de notre politique exté-

rieure ». Dans toutes les parties de l'Europe, ces paroles furent interprétées comme une déclaration plus ou moins nette d'alliance de la France avec la Prusse et l'Italie contre l'Autriche.

Bismarck profita de l'effet qu'elles avaient produit pour accentuer les manœuvres d'où la guerre entre la Prusse et l'Autriche devait nécessairement sortir. Prétendant que le Holstein était mal administré par le représentant de l'Autriche, il fit prendre par le roi Guillaume Ier un édit qui prononçait des peines sévères contre toute personne coupable de porter atteinte aux droits souverains de la Prusse « dans les duchés ou dans l'un des duchés ». C'était intervenir dans l'administration du duché que la convention de Gastein avait attribuée à l'Autriche. Celle-ci fit des préparatifs militaires et soumit la question à la diète de la Confédération germanique. Bismarck répondit par une circulaire aux États allemands dans laquelle il déclarait que la Confédération germanique n'existait plus, puis il fit occuper militairement, du 15 au 18 juin, la Saxe, le Hanovre et la Hesse, tandis que l'armée prussienne pénétrait en Autriche où eut lieu, le 25 juin, à Liebenau le premier combat dans lequel fut employé le fusil à aiguille. Le 4 juillet eut lieu la grande bataille de Sadowa, dans laquelle les Prussiens firent 20 000 prisonniers, prirent 7 drapeaux et 160 canons, tuèrent 4 861 hommes et en mirent 19 020 hors de combat. L'Autriche sollicita immédiatement la médiation de Napoléon III, en lui remettant la Vénétie. Guillaume Ier accepta la médiation de la France, en faisant ses conditions et les préliminaires de paix furent signés le 26, à Nikolsbourg, à dix milles seulement de Vienne. Les États allemands qui, avec le concours de troupes autrichiennes et au nom de la diète de Francfort, avaient pris parti pour l'Autriche furent battus et très durement traités. Quant à l'Italie, quoiqu'elle eût été battue sur terre et sur mer, elle gagna la Vénétie par le traité de paix qui fut signé à Prague le 23 août.

L'Autriche reconnaissait non seulement la dissolution de la Confédération germanique, mais encore sa propre exclusion de l'Union fédérale qui la remplacerait sous la présidence du roi de Prusse et qui devait être formée avec les

États situés au nord du Mein. Elle reconnaissait encore la formation d'une union particulière des États du Sud dont elle serait également exclue et qui, sous la direction militaire de la Prusse, s'entendrait avec la fédération du nord. Elle renonçait formellement au Holstein et au Slesvig qui devenaient exclusivement prussiens et acceptait d'avance les modifications territoriales qui seraient opérées par la Prusse dans le nord de l'Allemagne.

L'Autriche, en un mot, était entièrement éliminée de l'Allemagne. Comme elle l'était aussi de la péninsule italique, son double rêve d'hégémonie sur l'Allemagne et de domination en Italie était évanoui. La Prusse, au contraire, voyait ses territoires s'agrandir et sa situation en Allemagne devenir prépondérante. Enfin, par l'entrée en possession des duchés, elle atteignait la mer du Nord.

Il ne restait plus à Bismarck qu'à créer l'empire d'Allemagne, en plaçant la Prusse à sa tête. Ce fut l'objet de la guerre de 1870.

CHAPITRE PREMIER

L'EMPIRE GERMANIQUE SOUS LA DIRECTION DE BISMARCK

§ I. — LA GUERRE DE 1870 ET LA FONDATION DE L'EMPIRE GERMANIQUE.

On a souvent dit et écrit que la guerre de 1870 aurait pu être évitée, qu'elle l'aurait été, par exemple, si Napoléon III, au lieu de rester neutre entre la Prusse et l'Autriche en 1866, s'était prononcé en faveur de l'Autriche. L'observation n'est pas sans valeur, mais la France, en 1866, n'était pas assez forte militairement pour intervenir dans un conflit où la Russie serait entrée à son tour en faveur de la Prusse.

Napoléon III avait si bien compris l'insuffisance de notre armée, que le 14 janvier 1867 il affirma devant le Corps législatif la nécessité « d'augmenter nos forces défensives », et de « nous organiser de manière à être invulnérables ». Il avait lui-même préparé un projet qui fut déposé sur le bureau de la Chambre des députés par le maréchal Niel, ministre de la Guerre, le 21 juin 1867. Devant l'opposition qui se manifesta sur tous les bancs de la Chambre, le gouvernement crut devoir remplacer ce projet pas un autre moins étendu, mais qui cependant dotait la France d'une armée active de 400 000 hommes, d'une armée de réservistes de 400 000 hommes et d'une territoriale comprenant égale-

ment 400 000 hommes. Ce nouveau projet fut voté par la majorité gouvernementale; mais les députés les plus ministériels eux-mêmes se montrèrent ensuite rebelles aux augmentations de crédits qui auraient été nécessaires pour réaliser la nouvelle organisation.

L'armée permanente était condamnée, en principe, par les républicains. Les autres partis reconnaissaient sa nécessité; mais, pour être agréables aux électeurs, ils s'efforçaient d'en réduire le plus possible les effectifs. Tous, en outre, étaient hostiles au principe du service militaire obligatoire que Napoléon III et le maréchal Niel voulaient introduire dans notre législation.

La conséquence de leur conduite fut que le jour où la guerre éclata notre armée active se trouva très inférieure à ce qu'elle aurait dû être pour que nous pussions résister à l'attaque brusquée de l'Allemagne, car celle-ci disposait d'un million d'hommes.

La guerre était pourtant inévitable. Après avoir éliminé l'Autriche de la Confédération germanique, la Prusse avait résolu d'unifier tous les États de l'Allemagne. Elle y était poussée par les populations, mais pas un seul des multiples souverains allemands n'était disposé à perdre, dans cette unification, la moindre parcelle de son omnipotence féodale. Après la victoire de Sadowa, la Prusse put constater la persistance de l'attachement des États du Sud pour l'Autriche qui incarnait les principes féodaux chers à ces États. En juillet et août 1868, les fêtes de tir qui eurent lieu à Vienne servirent de prétexte à des manifestations bruyantes en faveur de l'Autriche et contre la Prusse, de la part des représentants de Francfort et de Heidelberg.

D'un autre côté, l'Autriche saisissait assez habilement toutes les occasions de témoigner des sympathies à la France et de montrer qu'elle ne se désintéressait pas des affaires allemandes. En 1867, François-Joseph et l'impératrice d'Autriche firent, à Salzbourg, une réception brillante à Napoléon III et à l'impératrice Eugénie

et François-Joseph tint à se rendre à Paris pour visiter l'Exposition universelle. Lorsque la question du Luxembourg faillit faire éclater la guerre entre la France et la Prusse, François-Joseph se posa en médiateur. En 1869, le chancelier de l'empire austro-hongrois, Beust, essaya même de former une entente de l'Autriche, de l'Italie et de la France, contre la Prusse, mais ce projet « fut contrecarré par l'attitude de la Russie dont Bismarck avait assidûment cultivé la bienveillance[1] ».

Tout cela irritait vivement la Prusse ; elle en déduisait, non sans raison, d'une part que l'Autriche n'avait pas renoncé à sa prétention de jouer un rôle dans les affaires allemandes et, d'autre part, que les États allemands étaient peu disposés à accepter l'hégémonie prussienne. Bismarck en concluait que pour édifier l'empire germanique, il faudrait une grande guerre d'où la Prusse sortirait avec le prestige de la victoire et de la force. Il a dit lui-même[2] : « J'étais convaincu que l'abîme qu'avaient creusé au cours de l'histoire entre le sud et le nord de la patrie, la divergence des sentiments, de race, de dynastie et la différence du genre de vie ne pouvait être plus heureusement comblé que par une guerre nationale contre le peuple voisin qui était notre séculaire agresseur. »

N'ayant rien fait pour nous garantir contre cette guerre, ni au point de vue de la préparation militaire ni à celui des relations internationales, nous étions condamnés à la défaite d'où devait sortir l'empire germanique. Celui-ci fut proclamé à Versailles le 18 janvier 1871. Guillaume II fut couronné « empereur allemand ». L'empire était constitué par la fédération de 26 États[3] ayant chacun son gouvernement et son

1. Wickham Steed, *La Monarchie des Habsbourg*, p. 51.
2. *Mémoires*.
3. Prusse, Bavière, Saxe, Wurtemberg, Bade, Hesse, Mecklem-

parlement (Landtag). A la tête de l'empire était le roi de Prusse avec un gouvernement et un parlement (Reichstag) commun à tout l'empire. L'empereur communique avec le Reichstag par un chancelier d'empire et des ministres; mais si le parlement a le droit de critique, il n'a le droit de renverser ni le chancelier ni les ministres. Il vote les lois d'empire et le budget des dépenses communes et jouit par là d'une autorité morale incontestable, mais il s'y trouve presque toujours une majorité pour suivre avec docilité les indications du gouvernement impérial. L'empire germanique est, en somme, un empire autocratique en même temps que fédératif.

§ II. — LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'EMPIRE DANS SES RELATIONS AVEC LA CENTRALISATION ET L'ACCROISSEMENT DES FORCES MILITAIRES.

Bismarck devait chercher ailleurs que dans les réformes politiques le moyen de gagner au nouvel empire les sympathies des populations et des chefs des divers États. C'est dans les progrès économiques qu'il le trouva.

Ses desseins à cet égard furent singulièrement favorisés par les conditions dans lesquelles naissait l'empire germanique. Aussitôt après sa constitution, l'Allemagne subit nécessairement l'évolution qui se manifeste toujours comme conséquence de la fusion de

bourg-Schwerin, Saxe-Weimar, Mecklembourg-Strelitz, Oldenbourg, Brunswicg, Saxe-Meiningen, Saxe-Oldenbourg, Saxe-Cobourg et Gotha, Anhalt, Schwarzburg-Rudolstadt, Schwarzburg-Sondershausen, Waldeck, Reuss (ligne aînée), Reuss (ligne cadette), Schomburg-Lipp, Lipp, Lubeck, Brême, Hambourg, Alsace-Lorraine.

multiples petits États jusqu'alors indépendants, rivaux et dépourvus de ressources, dans un grand État centralisé au triple point de vue politique, militaire et économique.

Pour maintenir dans un tel État l'unité politique, il faut multiplier les voies de communication entre toutes les parties de son territoire, sans quoi les directions centrales ne se feraient pas sentir assez rapidement sur toute son étendue. Pour le mettre à l'abri des convoitises et des attaques de l'étranger, il faut la doter d'une armée proportionnée, par le nombre de ses hommes et la puissance de son matériel de guerre, aux forces des pays voisins. Cette armée elle-même ne peut remplir son rôle que si elle est bien logée, bien nourrie, bien armée, bien approvisionnée en munitions de guerre. Il faut donc que l'État provoque le développement sur son sol de toutes les industries nécessaires aux besoins de l'armée. Et plus celle-ci comprendra d'hommes, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, plus il faudra que soient développées les industries destinées à faire face à son entretien et à son armement. Enfin, la centralisation économique a pour conséquence inévitable la disparition de toutes les barrières intérieures que les petits États opposent au commerce en vue de leurs intérêts particuliers. Il suffit de jeter un coup d'œil sur l'histoire de la France pour s'assurer que plus l'État y a été concentralisé par la disparition graduelle des principautés féodales et plus s'y sont développées, en même temps que les armées d'État, les industries nationales, les voies de communication et les lois ayant pour objet le développement économique général.

L'évolution qui s'est faite en France lentement, au cours de plusieurs siècles, se produisit brusquement en Allemagne après la constitution de l'empire germanique. Au point de vue militaire, une modification profonde fut introduite dans l'État. D'après le statut de la constitution fédérale de 1866, l'effectif budgétaire de

l'armée de la Confédération ne devait pas dépasser 1 p. 100 du chiffre total de la population des États confédérés. En 1871, le principe ne fut pas modifié, mais il fut plus rigoureusement appliqué que dans le passé et il en résulta une augmentation notable des effectifs réels de l'armée germanique. Plus tard, le principe lui-même a été violé sans mesure.

Il faut ajouter à la formidable augmentation des armées allemandes, la création de la flotte de guerre réalisée par l'empire depuis 1870. C'est par milliards que se comptent les sommes dépensées pour la construction de cette flotte et celle des arsenaux, des ports, etc., qui lui sont nécessaires, sans parler du canal de Kiel dont le creusement n'a été exécuté qu'en vue de son passage de la Baltique dans la mer du Nord et réciproquement. S'il est une vérité incontestée dans le monde industriel, c'est que l'État joue, par ses commandes, un rôle capital dans la vie des grandes industries. En Allemagne, ce rôle a toujours été plus considérable qu'en France, non seulement parce que l'État germanique dépensait plus que nous pour son armée ou sa marine, mais encore parce que ses dépenses pour ce double objet étaient très régulières. Les industries métallurgiques, par exemple, et les chantiers de construction auxquels il assurait des bénéfices certains, se trouvaient en excellente posture pour solliciter les commandes des gouvernements étrangers et des particuliers.

L'examen des développements des chantiers de construction et des sociétés de navigation en Allemagne établit qu'ils se sont accentués surtout à partir du moment où l'empire germanique s'est lancé dans la construction d'une marine de guerre, c'est-à-dire depuis une vingtaine d'années. En 1891, le nombre des navires marchands de l'Allemagne jaugeant 100 tonneaux et au-dessus n'était que de 689; en 1907, il s'élevait à 1351. Dans le même laps de temps, le tonnage

total de cette flotte était passé de 2110 tonnes à 3780000 tonnes[1].

Il est intéressant et nécessaire de noter que l'énorme accroissement de la marine marchande réalisé par l'Allemagne s'est produit au détriment des nations maritimes de l'Europe. C'est ainsi que les sociétés de navigation allemandes ont pris la première place dans les ports d'Anvers et de Rotterdam, dans le port français de Cherbourg, dans les ports italiens de Gênes, de Naples et de Palerme, dans les ports autrichiens de Trieste et Fiume, etc. Marseille elle-même vit sa marine marchande concurrencée par les navires allemands. Le Norddeutscher-Lloyd avait établi un service luxueux de navires pour passagers et marchandises ayant pour tête de ligne Marseille et desservant Naples et Alexandrie. Diverses lignes hambourgeoises avaient établi aussi à Marseille leur point d'attache principal pour le service des ports de la Méditerranée orientale et de la mer Noire.

En même temps que les forces militaires et maritimes du nouvel empire se développaient, tous les services publics s'accroissaient et les voies de communication se multipliaient pour mettre en relations les unes avec les autres toutes les parties du territoire. Le budget de l'empire n'était que de 340 millions de marks en 1872; il atteignit, en 1913, le chiffre d'environ 3 milliards et demi de marks. En ajoutant à ce chiffre les budgets des différents États, on obtient le chiffre énorme de 9 milliards 661 millions de marks, soit près de 12 milliards de francs.

Dans ces budgets figurent des sommes considérables pour les travaux publics[2]. En 1870, l'Allemagne ne possédait que 19 575 kilomètres de voies ferrées; en 1910 elle en avait 61 148 kilomètres. L'empire a racheté toutes

1. Voir Lucien Hubert, *L'Effort allemand*, p. 34. (Paris, F. Alcan.)
2. Voir G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 312.

les lignes afin d'être maître de leurs tarifs. Des sommes énormes ont été dépensées pour améliorer les voies navigables naturelles, creuser des canaux, créer des ports, etc. L'Elbe et l'Oder sont unis par des canaux qui font de l'Oder un véritable affluent de l'Elbe. Grâce à la multiplication des voies ferrées et à l'aménagement des voies fluviales, le prix du transport des marchandises est extrêmement réduit et le tonnage des bateaux circulant sur les fleuves a quintuplé depuis trente ans[1]. Les services postaux, télégraphiques et téléphoniques qui sont, avec les voies de communication, les outils les plus utiles au commerce et à l'industrie ont pris une extension telle que le nombre des bureaux de poste s'élève à 79,4 pour 1 000 000 d'habitants en Allemagne, tandis qu'il est seulement de 34,7 en France. Le développement de l'armée, de la marine et des services publics a eu pour conséquence nécessaire celui de toutes les industries[2].

L'évolution ascendante de l'industrie allemande a été encore beaucoup déterminée et favorisée par deux conditions qui sont particulières à l'Allemagne : les défectuosités de son agriculture et l'accroissement rapide de sa population.

En raison de la nature de son sol et de son climat, l'Allemagne est incapable de produire tous les aliments nécessaires à sa population. Chaque année, elle est obligée d'acheter aux étrangers une partie considérable des produits exigés pour son alimentation. « En 1890[3], elle en importait pour un milliard de marks; en 1900, elle en importait déjà pour 1 584 000 000; en 1908, elle a acheté à l'étranger pour 2 043 000 000 marks de denrées. En 1908 elle dut acheter pour 600 millions de marks de blé, de seigle, d'avoine, d'orge et de maïs, pour 115 millions de marks de son et pour 145 millions de marks de viande. » Sa population agricole ne représente que

1. Voir L. Hubert, *Loc. cit.*, p. 29-30.
2. Voir G. Bourdon, *Loc. cit.*, p. 313.
3. Voir L. Hubert, *Loc. cit.*, p. 122.

28 1/2 p. 100 de la population totale, tandis qu'en France près de la moitié des citoyens actifs se livrent à l'agriculture. « Si, dit fort justement M. Bourdon [1], l'Allemagne a retenu le geste de Bismarck lui montrant les mines à creuser, l'industrie à créer, c'est par besoin vital.... La terre allemande est pauvre, incapable de nourrir plus de 50 millions d'habitants, et lorsque la nation doit faire venir du dehors la nourriture de 20 millions de ses enfants, comment la payera-t-elle, si elle ne trouve, dans les produits de sa fabrication, l'équivalent des biens que lui refuse la terre? c'est ainsi que l'Allemagne poussée par la parcimonie de son sol et la richesse du sous-sol, devint industrielle et commerçante. »

Ses industries, une fois créées et organisées, se développèrent avec d'autant plus de rapidité que l'accroissement incessant de sa population lui fournissait une main-d'œuvre abondante et, par conséquent, bon marché. En 1870, la population de l'empire germanique ne dépassait guère, au total, le chiffre de 40 800 000 individus; en 1910 il dépassait celui de 64 800 000 individus. En outre, l'émigration des Allemands à l'étranger est allée sans cesse en diminuant. En 1880, elle atteignait le chiffre de 184 000. Depuis cette date, elle a diminué graduellement au point qu'en 1909, le chiffre des émigrants allemands n'était plus que de 18 315. La diminution de l'émigration, déterminée par le développement croissant des industries, a été accompagnée d'une élévation des salaires et d'un accroissement de la consommation de tous les produits indigènes ou importés.

L'évolution ascendante de l'industrie allemande a été considérablement favorisée par la remarquable activité des industriels et des commerçants, par la dispersion dans toutes les parties du monde de la jeunesse allemande instruite et par la création d'établissements

1. Voir G. Bourdon, *Loc. cit.*, p. 314.

allemands partout où il y avait quelque chose à faire et quelque argent à gagner. Il n'y a guère de pays où l'on ne trouve de jeunes Allemands dans les comptoirs commerciaux ou dans les usines. Tout ce personnel était recherché en raison de son assiduité, de sa discipline, et des bas prix dont il se contentait. Après avoir servi dans les comptoirs commerciaux étrangers, beaucoup s'établissaient à leur compte et se servaient de ce qu'ils avaient appris chez leurs patrons pour tenter de leur enlever leurs clientèles.

Les grandes industries allemandes elles-mêmes fondaient des établissements dans les divers pays. Plus de la moitié des mines de Saint-Pierremont, dans le riche bassin de Longwy, les concessions voisines de Jouaville et de Batilly, les mines de fer de Normandie appartiennent aux Allemands. « La même ardeur entreprenante et envahissante se remarque chez les financiers allemands. C'est ainsi que la *Deutsche Bank* et, stimulées par son exemple, les autres grandes banques allemandes, poursuivent la conquête des marchés étrangers. Elles se sont déjà implantées en Amérique, en Extrême-Orient, en Afrique. A plus forte raison, leurs efforts pour conquérir l'Europe ont-ils été méthodiques et persévérants. Elles font preuve d'une obstination et d'une discipline merveilleuse, réussissant, à force de patience et grâce à des procédés souples et séduisants, à attirer l'épargne et à créer des débouchés nouveaux pour l'industrie et le commerce allemands[1]. » Il n'y a pas, en un mot, un seul des domaines de l'activité humaine dans lequel, depuis la création de l'empire germanique et avec les encouragements des autorités impériales, les Allemands n'aient fait des efforts incessants pour conquérir des situations humbles ou fortes, peu productives ou prédominantes, en concurrençant les nationaux de tous les autres peuples, même chez eux.

1. Voir L. Hubert, *Ibid.*, p. 39.

Le développement des industries allemandes a été favorisé encore par des mesures législatives et administratives de divers ordres. Par exemple, tout produit allemand destiné aux pays d'outre-mer jouit sur les voies ferrées de tarifs réduits, à la condition d'être embarqué dans un port allemand et sur un navire allemand. D'après une commission d'enquête anglaise, la diminution des frais de transport résultant de cette mesure est tellement considérable, que les produits fabriqués en Angleterre, similaires de ceux de l'Allemagne, ne peuvent pas faire concurrence à ces derniers. La commission anglaise notait le fait que le consul général de Grande-Bretagne à Hambourg avait été avisé que « des commerçants britanniques en rapport d'affaires avec le Levant et l'Afrique orientale se trouvent obligés, dans l'intérêt de leurs clients du Levant et de l'Afrique orientale, de confier des commandes de ces clients à des fabricants allemands; les commandes pourraient être exécutées dans le Royaume-Uni, mais il est impossible au fabricant britannique de faire concurrence aux articles allemands, dont les prix inférieurs sont dus, dans une large mesure, aux taux de transport fortement réduits d'Allemagne en ces pays[1] ».

Elle applique aux émigrants des procédés analogues. Beaucoup de Russes traversent le territoire allemand afin d'aller s'embarquer pour l'Amérique; mais on ne les y laisse pénétrer que s'ils sont munis d'un billet de passage sur les bâtiments de quelque Compagnie de navigation allemande. L'Allemagne assure ainsi du fret humain à sa marine marchande, comme elle lui assure du fret de matières par ses tarifs de transport sur les voies ferrées[2].

La nécessité absolue dans laquelle se trouvent les industriels allemands de vendre leurs produits à n'im-

1. Voir P. Baudin, *L'Empire allemand et l'Empereur*, p. 161.
2. *Ibid.*, p. 59.

porte quel prix les a conduits à un système d'association ou cartel qui, tout en fixant la production de chaque industriel, autorise la vente aux étrangers à des prix inférieurs à ceux que paient les nationaux. C'est ainsi qu'on voit des tôles fabriquées en Allemagne servir à construire dans les chantiers anglais des navires pour le compte d'armateurs allemands.

Toutes les statistiques du commerce et de la navigation prouvent que ces mesures avaient favorisé le développement des industries, des ports de commerce et de la navigation marchande de l'Allemagne, au point de lui permettre de concurrencer avantageusement sur la plupart des marchés du monde les industries, le commerce et les lignes de navigation de tous les autres pays.

§ III. — BISMARCK ET LA COLONISATION.

Bismarck n'était pas favorable à l'expansion coloniale de l'empire germanique. Il estimait que l'impérialisme militaire et économique pratiqué comme il vient d'être dit, suffirait pour permettre à l'Allemagne d'étendre sur le monde son influence politique en même temps que d'y répandre les produits de ses industries. En février 1871, après la signature des préliminaires de paix entre la France et l'Allemagne, le *Times* ayant parlé de l'éventualité dans laquelle le gouvernement de Berlin réclamerait la session de notre colonie de Pondichéry, Bismarck déclarait [1] : « Je ne veux pas de colonies. Elles ne sont bonnes qu'à créer des sinécures. C'est tout ce que l'Angleterre et l'Espagne en font. Nous autres, Allemands, si nous avions des colonies, nous ressemblerions aux nobles de Pologne : ils ont des fourrures d'hermine sur les épaules et pas de chemise dessous. » Il avait néanmoins fait procéder à l'occupation des îles Samoa dans le Pacifique, du Cameroun

1. *Mémoires de Bismarck*, par Maurice Busch, I, p. 319.

sur la côte occidentale d'Afrique, peut-être pour donner quelque satisfaction au parti colonial qui déjà se constituait en Allemagne.

Son hostilité à l'égard de l'expansion coloniale allemande est encore partagée par les impérialistes de son école. Le comte de Reventlow disait à ce sujet, dans l'interview rapportée par M. Bourdon [1] : « Souvenons-nous des conseils de Bismarck, selon qui l'Allemagne, loin de s'éparpiller, avait le devoir de se concentrer et de constituer chez elle un foyer très intense, capable de faire rayonner au loin son influence politique et commerciale. Là est, selon moi, la vérité allemande. Tenons-nous-y. »

§ IV. — LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE BISMARCK. SA CONDUITE ENVERS LA FRANCE.

Lorsque le premier ambassadeur de la République à Berlin fut reçu par le nouvel empereur d'Allemagne, il n'eut qu'à se louer de l'accueil dont il fut l'objet. « Quand les portes de la salle d'audience s'ouvrirent, dit M. de Gontaut-Biron [2], j'entrai seul et j'aperçus, au milieu du salon, un homme grand, à l'air martial et bienveillant, debout, la tête découverte et ceint du grand cordon de la Légion d'honneur. Je m'avançai vers lui en le saluant profondément : il marcha à ma rencontre. » Notre ambassadeur ayant déclaré qu'il avait pour mission de « renouer entre deux grandes nations des relations régulières et pacifiques », et qu'il comptait sur « la bienveillance » de Sa Majesté pour « remplir sa tâche avec toute la loyauté qu'il tenait à y apporter » car « la paix dans l'honneur est un bien essentiel au peuple », l'empereur Guillaume Ier répliqua : « Tous ces sentiments sont les miens. Je tâcherai de

1. *Loc. cit.*, p. 208.
2. Voir duc de Broglie, *La Mission de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 8.

vous rendre le séjour de Berlin aussi agréable que possible. » L'impératrice et le prince héritier, qui devait régner pendant quelques semaines seulement sous le nom de Frédéric III, se montrèrent non moins aimables que l'empereur. Faisant allusion à la guerre : « C'est une terrible saignée, dit le prince Frédéric, qui a été faite à nos deux pays; elle nous a occasionné comme à vous des pertes considérables et bien douloureuses. A présent, il faut maintenir la paix. »

Seul, M. Bismarck manifestait des sentiments d'une autre nature. Son banquier favori, M. Bleichrœder, dit un jour à notre ambassadeur : « M. de Bismarck est fort content de vous voir ici, mais il n'est pas content de M. Thiers. — Et pourquoi donc? — C'est que M. Thiers augmente dans de trop fortes proportions l'armée française. Il assure que le nouvel effectif est plus fort que celui de l'Empire, ce qui serait contraire aux promesses faites à lui-même, à Versailles, par M. Thiers. C'est le point noir de l'horizon. » M. de Moltke, faisant allusion au rapport de M. de Chasseloup-Laubat sur la réorganisation de l'armée, disait : « Il demande le service obligatoire, croyez-vous qu'il l'obtienne? » Et M. de Gontaut-Biron se voyait contraint d'insister sur l'opposition de principe que M. Thiers faisait à l'institution du service obligatoire. Moltke ajoutait : « M. Thiers s'occupe joliment à refaire cette armée. Au printemps prochain, elle sera en état de recommencer la guerre. » Les inquiétudes de M. Bismarck furent poussées à leur apogée par la souscription en France de l'emprunt de libération de trois milliards qui fut couvert quarante fois en quelques jours. La France était relevée moralement aux yeux du monde entier, tandis qu'elle se relevait matériellement par la réorganisation de son armée et de ses finances.

Bismarck, dès lors, pensa au renouvellement du conflit. Mais l'état d'esprit des grandes puissances n'était plus le même qu'à la veille de 1870. Traduisant

les impressions éprouvées en 1872 par notre ambassadeur à Berlin, le duc de Broglie dit[1] : « Le premier éblouissement causé en Europe par le tourbillon des victoires prussiennes commençait à se dissiper, et les spectateurs, un instant frappés de stupeur, se réveillaient avec un sentiment de malaise. Tous ceux qui allaient avoir affaire avec le favori de la fortune s'inquiétaient de voir se dresser une force prépondérante que personne ne serait de taille à contenir.... L'idée que, puisque la France qu'on croyait anéantie paraissait revivre, elle pourrait avoir encore un jour ou l'autre un rôle à jouer pour servir de point d'appui à la résistance contre le colosse qu'on avait si complaisamment laissé croître, se présentait à beaucoup d'esprits. »

M. de Gontaut-Biron en eut la certitude lorsque se réunirent à Berlin, en 1872, auprès du nouvel empereur d'Allemagne, le tsar de Russie Alexandre II et l'empereur d'Autriche François-Joseph. Le but de Bismarck, en provoquant cette sorte de congrès des trois empereurs, avait été probablement de faire consacrer par la Russie et par l'Autriche, les remaniements profonds que le nouvel empire avait opérés dans l'Europe occidentale et centrale, et surtout d'isoler la France. Ce double but ne fut pas atteint. Dans l'audience privée qu'il accorda à M. de Gontaut-Biron, le tsar lui dit : « J'ai pour M. Thiers la plus grande estime; veuillez l'assurer de ma part qu'il n'a rien à redouter de ce qui se passe ici : la France pouvait être certaine d'avance que je n'aurais participé à rien de ce qui pourrait être tenté contre elle. » Gortchakof, chancelier de Russie, qui avait accompagné le tsar, précisait la pensée de ce dernier dans les termes suivants : « Nous avons intérêt et sympathie pour la France. Il faut que la France soit forte et sage. » Le terme de « sage » avait, à cette époque, dans la bouche des gouvernants étrangers, une signifi-

1. Voir duc de Broglie, *La Mission de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 44.

cation très précise : ils désiraient que la France revînt à la monarchie ou du moins ne se laissât pas choir dans les doctrines et les pratiques révolutionnaires. « Il importe, disait Gortchakof, qu'elle soit forte pour qu'elle puisse jouer dans le monde le rôle qui lui est assigné; il faut qu'elle soit sage précisément pour qu'elle puisse jouer ce rôle avec autorité et pour que son action soit bienfaisante. Soyez rassuré et rassurez aussi M. Thiers : si vous remplissez vos engagements, rien de plus ne vous sera demandé. On parle de votre armée et de son organisation, il est naturel qu'ici on n'y demeure pas indifférent, mais sur ce point l'Allemagne n'a le droit de vous adresser aucune réclamation. Vous faites ce que vous jugez convenable et vous avez raison.... Entre nous il a pu y avoir ici échange de vues et d'idées, mais point de protocole tenu; nous nous séparons sans qu'il y ait rien d'écrit entre nous. Ne manquez pas de le faire savoir à votre gouvernement. » Un agent russe, précisant davantage, dit à M. de Gontaut-Biron : « La Russie et l'Autriche ne veulent pas intervenir dans la question des annexions accomplies (par l'Allemagne).... *Ce que la guerre lui a donné, la guerre peut le lui ôter*; elle a conquis, qu'elle soit conquise à son tour, cela ne nous regarde pas. »

Il ressort bien de toutes ces déclarations que si Bismarck avait provoqué la réunion de Berlin pour obtenir l'approbation de la politique de la Prusse, il échoua dans son entreprise. En le faisant savoir au gouvernement de la République, M. de Gontaut-Biron ajoutait : « La Russie et l'Autriche estiment que la France est nécessaire à l'Europe.... Elles tiennent à l'encourager dans les efforts heureux qu'elle fait pour se relever, témoins les éloges donnés par Alexandre et François-Joseph, et par le chancelier de l'empire russe à la réorganisation de notre armée. La Russie et l'Autriche veulent donc une France forte, et l'Allemagne voudrait garder une France faible. Voilà une différence capitale

entre la politique des trois puissances, dont l'Allemagne, quoi qu'elle fasse, sera bien obligée de tenir compte. »

L'échec de M. de Bismarck n'avait fait que l'irriter. Les tentatives de restauration de la monarchie, qui furent faites dans notre pays en 1873, et la lutte contre la papauté ouverte en Allemagne vers le même temps lui fournirent des prétextes et des occasions de montrer l'esprit de domination universelle dont était animé le nouvel empire germanique.

En Russie, en Autriche et dans la plupart des milieux allemands on aurait vu avec plaisir restaurer la monarchie en France, parce que l'on redoutait l'esprit révolutionnaire de notre pays. Bismarck, au contraire, manifestait ses préférences pour la République parce qu'il croyait qu'elle serait incapable de donner à la France les forces dont elle a besoin. Au moment où M. Thiers fut remplacé par le maréchal de Mac-Mahon, M. de Gontaut-Biron écrivait de Berlin au nouveau ministre des Affaires étrangères, M. de Broglie : « Le roi, je crois pouvoir l'affirmer, a favorablement accueilli le 24 mai ; il est particulièrement très sympathique à M. de Mac-Mahon et tout ce qui est conservateur à Berlin partage la manière de voir du roi.... On a vu avec plaisir l'arrêt mis au progrès du radicalisme par l'avènement du nouveau gouvernement, mais on veut que la convalescence se prolonge bien longtemps et on redoute le rétablissement. C'est le sentiment de M. de Bismarck, et son esprit hardi autant qu'ingénieux ne négligera pas les occasions de nous empêcher de nous relever. »

Une première occasion de cette sorte se présenta lors de la notification du nouveau gouvernement français aux puissances étrangères. M. de Bismarck voulait que nos représentants reçussent du maréchal de nouvelles lettres de créance, comme si le régime politique de la France avait été modifié. Il prétendait que « notre République n'était que provisoire et que la traiter comme la Suisse ou les États-Unis, c'eût été lui recon-

naître un caractère définitif. » Allant beaucoup plus loin, il déclarait « avec une certaine insistance, qu'il ne voulait pas s'engager à reconnaître indistinctement tous les élus qu'il nous plairait de mettre à notre tête »[1]. Il faisait surtout allusion à Gambetta « avec qui il ne lui conviendrait pas d'entrer en relation » et que l'on croyait alors, à Berlin, susceptible de devenir président de la République. La France dut céder et renouveler les lettres de créance de nos agents auprès de toutes les puissances.

Les sentiments intimes de M. de Bismarck au sujet de la restauration monarchique en France furent exprimés par lui-même, dès le 20 décembre 1872, dans une lettre adressée à M. d'Arnim, ambassadeur d'Allemagne en France et ami de M. Thiers : « Nous n'avons assurément pas pour devoir, disait Bismarck, de rendre la France puissante en consolidant sa situation intérieure et en y établissant une monarchie en règle, de rendre ce pays capable de conclure des alliances avec les puissances qui ont jusqu'à présent avec nous des relations d'amitié. La France est pour nous un salutaire épouvantail. Tant que les monarchies marcheront d'accord, la République ne pourra rien leur faire. Telle est ma conviction, et elle m'empêche de conseiller à Sa Majesté de soutenir en France les droits monarchiques[2]. »

Engagé contre l'Église catholique dans une lutte très violente, Bismarck redoutait que la restauration en France d'une monarchie alliée à la papauté eût du retentissement en Allemagne. M. de Gontaut-Biron écrivait à notre ministre des Affaires étrangères, M. de Broglie, le 12 août 1873 : « Il est un point qui m'a toujours inquiété.... C'est la question religieuse en Allemagne. M. de Bismarck, emporté par sa passion, en a

1. Voir duc de Broglie, *La Mission de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 110.
2. *Ibid.*, p. 123.

fait une des bases de sa politique. La résistance qu'il rencontre et qui s'accentue de plus en plus, l'irrite.... De plus, il craint la France, il redoute le réveil de l'esprit religieux chez elle, et le regarderait comme un encouragement possible à la résistance que les catholiques lui opposent.... Il croit que M. le comte de Chambord, nommé roi, adoptera avant tout une politique de réaction religieuse, papale, etc. » Notre ambassadeur ne cachait pas que la presse et les députés monarchistes français faisaient, par « leurs commentaires inopportuns et indiscrets », tout ce qu'il fallait pour justifier les craintes de Bismarck. Mais, en réalité, ces craintes prouvent que le chancelier ne se rendait pas un compte exact de l'état des esprits en France : il prenait pour une majorité, ce qui n'était qu'une infime minorité de notre pays.

Bismarck, d'ailleurs, n'était pas seul à commettre cette erreur. L'Italie, notamment, voyait dans les projets de rétablissement de la monarchie au profit du comte de Chambord, une menace pour son unité. « La crainte que le rétablissement de la monarchie française ne fut le signal d'une agression contre l'unité italienne, avoue M. de Broglie[1], s'empara rapidement, dans la péninsule, des imaginations épeurées.... Les commentaires allant leur train peu s'en fallut qu'on ne nous vît préparer une grande réaction en faveur de l'autorité catholique et du dogme de la légitimité poursuivie à la fois pour rétablir Don Carlos à Madrid, l'héritier proscrit de la maison de Bourbon à Naples et tous les princes dépossédés, aussi bien en Allemagne qu'en Italie. Ce fut pour dénoncer et prévenir en même temps ce danger imaginaire que Victor-Emmanuel vint avec un certain appareil faire visite, dès les premiers jours de septembre, à Berlin puis à Vienne, afin de montrer aux populations tous les grands pouvoirs unis et la

1. *Ibid.*, p. 131.

main dans la main, prêts à les défendre contre l'agitation cléricale. »

Après avoir rappelé la campagne de presse qui se faisait en Allemagne, en Italie et en France contre les menaces de réaction cléricale, M. de Broglie ajoutait : « Comment ce bruit du péril clérical, répété par tant d'échos, n'aurait-il pas inquiété sérieusement même de bons esprits, quand on voyait jusqu'à M. Thiers, l'un des auteurs principaux de la fameuse loi d'enseignement de 1850, et le défenseur autrefois attitré du pouvoir temporel du Saint-Siège faire mine de s'associer à une émotion générale et promettre, dans une lettre publique, qu'il allait reprendre son siège à l'assemblée pour défendre la *liberté religieuse menacée.* » L'attitude de M. Thiers aurait dû, non point inquiéter, mais rassurer les esprits timorés, car elle mettait en pleine lumière l'impossibilité d'établir une réaction ultramontaine dans notre pays. Mais Bismarck, en particulier, avait tout intérêt à ne voir que les faits susceptibles de faire croire à la menace de cette réaction, car il y trouvait un argument contre nous auprès de certaines puissances étrangères.

Des mandements imprudents publiés en 1875 par les évêques français, au sujet de la querelle de Bismarck et du pape, fournirent au chancelier l'occasion de montrer ses mauvaises dispositions à notre égard et ses prétentions à régenter l'Europe entière. Ce fut la première manifestation de la politique d'hégémonie européenne qui devait être appliquée ultérieurement par l'empire germanique. Le cardinal Ledochowski, archevêque polonais de Posen, ayant été condamné à la prison et à l'amende et déposé de ses fonctions épiscopales par un tribunal séculier, le Pape Pie IX protesta dans une encyclique à laquelle nos évêques donnèrent une publicité qui pouvait faire accuser notre épiscopat de se mêler des affaires intérieures de l'Allemagne. Ils

offraient par là un prétexte à Bismarck pour intervenir dans les nôtres. Il demanda impérieusement à notre ambassadeur des poursuites contre les évêques coupables et, en particulier, contre celui de Nancy. Faisant allusion à une circulaire par laquelle M. de Fourtou avait invité les évêques à se taire, il dit à notre ambassadeur : « Le gouvernement allemand ne juge pas suffisante la satisfaction que vous avez cru lui donner par la circulaire de M. de Fourtou; il lui faut un pas de plus. Il ne suffit pas d'avertir les évêques; ils doivent être punis; c'est la seule manière de prouver que vous n'êtes pour rien dans les offenses que nous recevons d'eux, et que vous en répudiez la solidarité.... Vos évêques fomentent la révolte dans l'empire : c'est ce que nous ne pouvons supporter. C'est le cas, en particulier, pour l'évêque de Nancy dont la juridiction est encore mixte et s'étend aux districts récemment annexés. Si vous laissez continuer ces procédés, c'est vous qui aurez rendu la guerre inévitable, et nous la ferons avant que le parti clérical, se rendant maître du pouvoir, la déclare au nom de la religion catholique persécutée. Voilà pourquoi vos projets de restauration monarchique ne m'ont jamais plu; je me méfiais de l'influence que vos cléricaux prendraient sur le comte de Chambord. »

Il eut soin de faire publier cette conversation, à propos de laquelle l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* disait : « Du moment où la France s'identifie avec Rome, elle devient notre ennemie jurée. La paix du monde ne peut exister avec une France soumise à la théocratie pontificale. » Bismarck lui-même disait à qui voulait l'entendre[1] : « Je ne suis pas l'ennemi de la France... mais je le déclare, si la France soutient les catholiques en Allemagne, je n'attendrai pas qu'elle soit prête. Elle le sera dans deux

1. Voir duc de Broglie, *La Mission de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 166.

ans, je saisirai auparavant l'occasion favorable. »

Pendant ce temps, il pesait sur la Belgique pour qu'elle limitât la liberté de sa presse où les catholiques d'Allemagne étaient soutenus et il essayait d'agir dans la même direction auprès des grandes puissances. M. de Broglie[1] affirme « qu'il avait plusieurs fois exprimé la pensée de réclamer une législation internationale contre la presse qui l'offensait » et qu'il en était résulté « une impatience générale ». « Je ne le suivrai pas dans cette voie, crut devoir dire l'empereur d'Autriche à notre ambassadeur. » Le prince Gortchakof disait au général Leflô : « Il a voulu nous entraîner dans sa malheureuse campagne religieuse, mais nous lui avons formellement déclaré que nous ne le suivrions pas. » Un ambassadeur d'une grande puissance disait à M. de Gontaut-Biron : « Que veut donc cet homme? Il faudra que quelque jour toutes les puissances s'entendent pour mettre un terme à ses empiétements sur la liberté d'autrui. » La reine Victoria écrivit une lettre personnelle à l'empereur Guillaume Ier pour protester contre les prétentions de Bismarck. Celui-ci dut, en ce qui concerne notre pays, se contenter de poursuites dirigées contre la *Gazette de France* pour reproduction du mandement de l'évêque du Nancy qui « pouvait donner lieu à des difficultés diplomatiques », et l'on sait qu'il fut contraint de renoncer à sa lutte contre la papauté.

§ V. — BISMARCK ET SON COUP DE 1875 CONTRE LA FRANCE.

Il ne tarda pas à invoquer un autre prétexte pour nous faire la guerre. Il lui fut fourni par le relèvement de notre armée et, en particulier, par la création des quatrièmes bataillons, interprétée faussement par sa

1. *La Mission de Gontaut-Biron à Berlin*, p. 217.

presse officieuse comme devant avoir pour conséquence l'accroissement de notre armée. Bismarck avait dit au ministre de Belgique qui en fit part à notre ambassadeur : « La France est incapable de supporter longtemps le poids dont sa réorganisation militaire charge ses finances; il faut qu'elle réduise ses armements ou qu'elle fasse la guerre; elle est acculée à une folie ou à une inconséquence. » Au prince Orlof, ambassadeur de Russie à Berlin, le chancelier avait dit encore : « La France se relève trop vite; nous lui prendrons Nancy. » Il avait écrit à l'ambassadeur allemand à Paris : « Nous sommes toujours prêts à faire la guerre dès que de nouveaux actes présomptueux de la France nous y contraindront : *Oderint dum metuant.* » M. de Moltke disait au ministre de Belgique : « Je ne vois que les faits; un bataillon peut être de mille hommes, cent quarante-quatre bataillons de plus, c'est donc cent quarante-quatre mille hommes que la France vient d'ajouter à son armée! C'est l'attaque à brève échéance et nous ne devons pas l'attendre. » En réalité, Bismarck prétendait s'arroger le droit d'intervenir dans l'organisation de notre armée, ce qui était contraire au traité de Francfort et à notre dignité. Permettre à l'Allemagne de se mêler de ces questions eût été renoncer à notre indépendance. Bismarck le savait fort bien, mais il cherchait à nous intimider.

On ne peut voir que ce sentiment dans les propos que tint à notre ambassadeur un des diplomates favoris du chancelier de fer, M. de Radowitz. A la suite d'explications que M. de Gontaut-Biron avait fournies au ministre des Affaires étrangères d'Allemagne et qui avaient été bien accueillies par ce dernier, notre ambassadeur eut avec M. de Radowitz une conversation où fut exposée la théorie de Bismarck. « Convenons, dit M. de Radowitz, qu'il y avait lieu d'être surpris du supplément dont on voyait vos régiments renforcés à l'improviste tant qu'on n'en connaissait pas

l'explication. Vous l'avez donnée maintenant et elle a paru suffisante. Si je n'étais pas autorisé à le dire je me tairais. » Puis, répondant à M. de Gontaut qui lui affirmait les sentiments pacifiques de la France, il dit : « Pouvez-vous assurer que la France, regagnant son ancienne prospérité, ayant réorganisé ses forces militaires, ne trouvera pas alors des alliances qui lui manquent aujourd'hui, et que les ressentiments qu'elle conserve très naturellement pour la prise de deux provinces ne la pousseront pas inévitablement à déclarer la guerre à l'Allemagne? Et si nous avons alors laissé la France ressusciter et grandir, n'avons-nous pas tout à craindre? Et si la revanche est la pensée intime de la France (et elle ne peut être autre) pourquoi attendre pour l'attaquer qu'elle ait contracté des alliances? » La théorie était simple : afin d'empêcher la France de se relever et de contracter des alliances, il fallait l'attaquer tout de suite.

Notre ambassadeur apprenait en même temps que Radovitz avait été chargé par Bismarck d'une mission secrète à Saint-Pétersbourg, au cours de laquelle[1] il avait dit : « N'est-ce pas un devoir d'humanité, du moment que la France ne peut pas arracher de son cœur les provinces perdues et se prépare en secret à les reconquérir, de prévenir une nouvelle guerre en lui imposant un désarmement nécessaire ou, du moins, de réduire autant que possible les effets désastreux de la guerre en l'attaquant alors qu'elle n'a pas encore complété l'organisation de ses forces? » et il avait prétendu établir qu'agir de la sorte c'était servir l'intérêt de la paix européenne et celui de la France elle-même. Ses conclusions étaient : que la Russie laisse l'Allemagne faire en Europe tout ce que l'Allemagne croira devoir faire et l'Allemagne laissera la Russie faire en Orient tout ce qu'elle voudra. Mais la Russie, fait observer

1. Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 713.

M. de Broglie, « avait fait semblant de ne pas comprendre[1] ».

Le duc Decazes, ministre des Affaires étrangères, ayant attiré l'attention de nos représentants à l'étranger sur les propos tenus par Radowitz, le général Leflô, notre ambassadeur en Russie, en entretint le tsar Alexandre II qui lui répondit : « Soyez tranquille, si vous étiez sérieusement menacés, vous le sauriez bien vite : vous le sauriez par moi. » L'empereur ayant demandé au général Leflô : « Que peuvent-ils vous reprocher à Berlin » et le général lui ayant répondu « l'unique grief qu'on fait valoir est l'opiniâtre espoir que nous conservons de recouvrer un jour l'Alsace et la Lorraine », le tsar ajouta : « Ah! quant à cela, ils n'ont pas le droit de se plaindre; on ne saurait vraiment vous reprocher de nourrir au fond de vos cœurs une semblable espérance, et si j'étais Français, je la garderais comme vous[2]. » Informé de cet entretien, M. Decazes écrivit au général Leflô qu'il croyait à la sincérité et à la loyauté du tsar, mais que celui-ci pourrait être trompé, ou surpris, et il ajoutait : « Je n'aurais plus cette crainte et ma sécurité serait absolue le jour où elle (Sa Majesté le tsar) aurait déclaré qu'elle considérerait une surprise comme une injure, et qu'elle ne laisserait pas cette iniquité s'accomplir. Avec ce mot la paix du monde serait assurée, et il est bien digne de l'empereur Alexandre de le prononcer. Sa Majesté a daigné vous dire qu'au jour du danger nous serions prévenus et prévenus par elle.... Mais si elle-même n'avait pas été prévenue à temps, elle devra comprendre et reconnaître qu'elle aussi aura été trompée et surprise, qu'elle se trouvera pour ainsi dire la complice involontaire du piège qui nous aura été tendu, et je dois avoir aussi cette confiance qu'elle vengera ce qui sera son

1. *Loc. cit.*, p. 214.
2. Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 714.

injure propre et couvrira de son épée ceux qui se sont reposés sur son appui[1]. » Le général Leflô ayant lu cette lettre au chancelier de Russie, celui-ci le pria de la lui confier pour qu'elle fût mise sous les yeux de l'empereur. Deux jours après, il la renvoyait à notre ambassadeur avec ce mot : « Général, l'empereur m'a remis ce matin les pièces que vous m'avez confiées; il m'a chargé de vous remercier de cette marque de confiance. Sa Majesté a ajouté qu'elle vous confirmait tout ce qu'elle vous a dit de vive voix. » A ce moment, Alexandre se disposait à partir pour Ems, en passant par Berlin.

Cependant, le duc Decazes était à peine au courant de ces faits qu'il reçut la visite inopinée de l'ambassadeur d'Allemagne, prince de Hohenlohe. Celui-ci lui tint un langage d'où il résultait que le gouvernement allemand ne tarderait pas à réclamer une diminution de nos armements : « Je suis averti par M. de Bülow, dit l'ambassadeur allemand, que M. de Gontaut, dans les rapports qu'ils vous a faits, s'est montré trop optimiste. M. de Bülow n'est pas si satisfait que M. de Gontaut l'a dit des explications du gouvernement français sur ses armements. M. de Bülow lui-même croit que la France n'a pas d'intentions hostiles et ajoute foi à la sincérité de vos intentions pacifiques, mais l'état-major allemand considère toujours que la guerre contre l'Allemagne est le but final de votre organisation militaire. Un autre grief dont on trouve à Berlin qu'il y a lieu de s'inquiéter, c'est l'entassement dans les caisses de la banque de six cents millions de billets retirés de la circulation, qui paraissent de nature à constituer un véritable trésor de guerre. Enfin, aucun apaisement ne sera possible tant que les journaux français continueront à dénoncer les intentions de l'Allemagne. » Comme le prince de Hohenlohe, qui se disposait à prendre un

1. Duc de Broglie, *Loc. cit.*, p. 220.

congé, avait affirmé qu'il ne faisait pas « officiellement » cette communication, le duc Decazes en profita pour lui dire simplement : « Au revoir; nous en causerons à votre retour. » Mais il s'empressa d'informer nos représentants, et il recommanda à M. de Gontaut-Biron de ne laisser s'ouvrir à Berlin aucune conversation sur nos armements militaires. Notre chargé d'affaires à Londres, M. Gavard, eut l'heureuse pensée de faire part à lord Derby de la communication du prince de Hohenlohe et obtint « la promesse que le gouvernement anglais ne manquerait pas à ce qu'il devait à la paix du monde et à l'humanité[1] ». Le lendemain, le *Times* publiait un article où la théorie de M. de Radowitz et les projets du parti militaire allemand étaient mis en pleine lumière. Toute l'Europe était avertie, et ce fut partout un mouvement d'indignation contre la politique bismarckienne.

Bismarck, voyant son piège éventé, faisait déclarer, le 10 mai, jour de l'arrivée à Berlin de l'empereur de Russie, par l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, que l'émotion de l'Europe était incompréhensible, « attendu qu'entre les gouvernements français et allemand il n'était pas survenu le moindre incident inquiétant ». Le même jour, le prince Gortchakof disait à M. de Gontaut : « Vous avez été inquiets, rassurez-vous. L'empereur qui désire vous voir vous rassurera plus complètement encore; Bismarck s'est montré animé des intentions les plus pacifiques; il assure que les rapports avec la France n'ont jamais été meilleurs. » Le tsar lui-même dit à M. de Gontaut, à la fin d'un long entretien : « La paix est nécessaire au monde, chacun a assez à faire chez soi. Comptez sur moi et soyez tranquille.... J'espère que nos relations seront de plus en plus cordiales, nous avons des intérêts communs : nous devons rester unis. »

A la Chambre des Communes de Londres, lord Derby

1. *Ibid.*, p. 233.

ayant été interpellé sur le rôle de l'Angleterre, déclara qu'il était intervenu parce que « il avait été dit par des personnes ayant l'autorité et la position la plus haute que, pour éviter une guerre, l'interruption des armements français était nécessaire, et il y avait de bonnes raisons de craindre que le premier pas fût une invitation formelle faite par l'Allemagne à la France de discontinuer ses armements. Si cette demande eût été faite, il eût été difficile de maintenir la paix. » Et lord Derby laissait entendre qu'il avait agi pour prévenir cette demande.

Bismarck fit donner à lord Derby un démenti par ses journaux. Il se livrait sans aucune réserve aux attaques les plus insolentes contre les ministres d'Angleterre et de Russie, mais il ne pouvait effacer la communication faite par le prince de Hohenlohe au duc Decazes, car on la connaissait dans les milieux diplomatiques. « Pour la première fois, fait observer le duc de Broglie[1], sur le théâtre où il régnait en maître, M. de Bismarck avait paru, devant un public railleur, convaincu de duplicité et d'impuissance. »

Il en gardait une rancune toute particulière à notre ambassadeur. Au mois de décembre 1875, M. de Gontaut lui ayant exprimé la satisfaction que « cette année s'ouvrît sans aucun sujet de dissentiment entre les deux pays », M. de Bismarck lui répondit avec brusquerie : « Vous trouvez? Je suis bien aise de vous entendre parler ainsi. Vous ne croyez donc plus que je veuille commencer la guerre et mettre l'Europe à feu et à sang? » Puis, avec une amertume et une mauvaise humeur non dissimulée, il se lança dans une explication des incidents racontés plus haut, dont le but était d'en rejeter toute la responsabilité « sur les manœuvres des agioteurs et des cléricaux et sur les fausses nouvelles envoyées de Paris à Saint-Pétersbourg ».

1. *Loc. cit.*, p. 241.

A la suite des élections de 1877, M. de Gontaut-Biron lui fut sacrifié. Les nouveaux ministres disaient : « M. de Bismarck ne pouvait plus le souffrir et nous voulons bien vivre avec lui. » Seul, le vieux Guillaume lui savait gré d'avoir travaillé au maintien de la paix. « J'ai trop vu et trop fait de guerres en ma vie, disait-il souvent ; à mon âge, on veut mourir en paix[1]. » Lorsqu'il apprit le départ de M. de Gontaut, il lui dit, d'après M. de Broglie[2] : « Quelle nouvelle j'ai apprise, vous nous quittez? C'est une grande affliction pour moi. C'est à vous que nous devons les bonnse relations avec la France; oui, ajouta-t-il en prenant les mains de M. de Gontaut dans les siennes, c'est bien à vous. » Et les yeux du vieillard se mouillèrent de larmes. « J'ai demandé à M. de Hohenlohe pourquoi vous devez partir. On m'a répondu que le ministère l'exigeait du maréchal. » Puis il s'arrêta, ne voulant rien dire ou ne sachant rien du motif de l'exigence.

Il est probable qu'il n'en savait rien, car Bismarck l'avait tenu à l'écart de toute sa conduite à l'égard de la France en 1875. Lorsque le tsar Alexandre lui fit part des faits racontés plus haut, il fut très étonné de nos inquiétudes. « Il ne pensait pas, a déclaré plus tard Schouvalof, que la guerre fût imminente, mais il était le seul aussi mal informé à Berlin. Il n'était pas au courant de ce qui se tramait autour de lui [3]. » Il ne fut probablement pas tenu non plus au courant des manœuvres par lesquelles Bismarck, désireux de se venger de la Russie, prépara la guerre russo-turque de 1877 et l'humiliation qui fut infligée à la diplomatie russe au congrès de Berlin de 1878.

1. *Ibid.*, p. 295.
2. *Ibid.*, p. 311.
3. Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 715.

§ VI. — BISMARCK ET LA GUERRE RUSSO-TURQUE.

M. de Broglie[1], très bien renseigné par Gontaut-Biron, dit à ce sujet : « Rien ne parut, dans le temps, plus obscur et plus énigmatique que l'attitude de M. de Bismarck dans cette première phase de la question orientale (celle où les puissances tentèrent de se mettre d'accord pour imposer au sultan les réformes nécessitées par l'état profondément troublé de la Turquie d'Europe) et les explications qu'on essaya de tirer de lui à la tribune du Reichstag ne contribuèrent nullement à l'éclaircir. Ce qu'on peut affirmer aujourd'hui avec certitude, surtout à la lumière des événements qui ont suivi, c'est qu'il avait vu la crise éclater sans regret, c'est qu'il en suivit le développement avec moins de regret encore, et que ce fut lui qui, en définitive, à la dernière heure, fit échouer toutes les tentatives d'où aurait pu sortir une solution pacifique. » Tandis que Guillaume Ier se montrait « très favorable aux vœux formés par la Russie », mais désirait qu'ils fussent réalisés « sans recourir à des extrémités belliqueuses dont il redoutait toujours pour l'Europe et pour son propre voisinage l'influence contagieuse », Bismarck n'était préoccupé que « de donner à la Russie assez d'occupation en Orient pour lui faire perdre le goût de renouveler, dans les affaires de l'Europe occidentale, l'ingérence qu'elle venait d'exercer contre lui d'une manière impérieuse et dont il lui gardait rancune. Une guerre sur le Bosphore, — qu'elle fût heureuse ou malheureuse..., c'était la Russie écartée pour longtemps du chemin de l'Allemagne ; c'était réaliser en fait, de gré ou de force, ce partage entre l'Orient abandonné aux tsars et l'Occident aux Hohenzollern, dont la proposition avait été refusée quand M. de Radowitz l'avait portée à

1. *Loc. cit.*, p. 294.

Saint-Pétersbourg, mais qu'il faudrait bien subir quand toutes les forces moscovites auraient leur emploi sur la mer Noire. Ainsi, le conflit redouté par l'empereur était, au contraire, tout à fait à la convenance du chancelier et toutes les fois qu'un rapprochement s'opérant entre les esprits, les chances de lutte paraissaient s'éloigner, il trouvait sous main quelque moyen pour les faire renaître et pour mêler de nouveau les cartes. »

Lorsque les chanceliers des empires allemand, autrichien et russe se réunirent à Berlin pour rédiger le mémorandum à imposer au gouvernement ottoman, Bismarck eut soin d'y faire introduire des menaces telles que l'Angleterre fut conduite à refuser de le signer. Plus tard, lorsque l'Angleterre eut fait accepter l'idée d'une conférence qui, à Constantinople même, dresserait le tableau des volontés des puissances, l'envoyé prussien empêcha la conférence d'aboutir, en « traitant toutes les tentatives pacifiques avec un dédain presque insultant, et déclarant qu'il n'était pas digne de grands gouvernements de se contenter, dans de si graves questions, d'impuissants compromis.... A partir de ce moment tout espoir d'accord fut perdu... l'appel aux armes fut inévitable ». Un des collègues à Berlin de M. de Gontaut-Biron lui disait, faisant allusion aux sentiments de Bismarck, qu'il connaissait à fond : « Ici, on ne cache pas sa joie[1]. »

La guerre dura moins longtemps que Bismarck ne l'avait espéré et se termina par des victoires telles que la Russie put, dans le traité de San-Stefano, le 3 mars 1878, imposer ses volontés au gouvernement ottoman. C'était un énorme succès non seulement pour la Russie, mais encore et surtout pour les clients de l'empire russe. Le Monténégro voyait doubler son territoire et recevait les deux ports d'Antivari et de Spizza. La Serbie et la Roumanie étaient agrandies et

1. *Ibid.*, p. 297.

reconnues indépendantes. La Bulgarie, étendue du Danube à la mer Noire et à l'Archipel, coupait devant l'Autriche la route de Salonique. « La puissance du tsar, fait justement observer M. Rambaud [1], se substituait à celle du sultan dans la péninsule des Balkans. L'État ottoman, réduit aux proportions de l'État bizantin à la veille de sa destruction totale, surchargé d'une lourde contribution de guerre, devenait une principauté de la Russie. Les rêves ambitieux de Pierre le Grand, de Catherine II et de Nicolas semblaient réalisés. »

Ils ne l'étaient que provisoirement. L'Autriche ne voulait pas admettre que la Russie subtituât son influence à la sienne dans les Balkans; l'Allemagne ne voulait pas que la marche des Germains vers l'Orient fût arrêtée et que la Russie attirât à elle tous les Slaves des Balkans; l'Angleterre, fidèle à ses traditions, ne voulait pas que la Russie étendît son hégémonie sur Constantinople. La France, par tradition plutôt que par raison, tenait à l'intégrité de l'empire ottoman. Bismarck profita fort habilement de ces dispositions pour obtenir la revision du traité de San-Stefano dans un sens favorable aux intérêts germaniques.

En vue de cette conférence, qui se réunit à Berlin le 13 juin 1878, le gouvernement britannique obtint de la Turquie, par un traité particulier, la cession de l'île de Chypre à l'Angleterre. La Russie, de son côté, essaya de s'entendre avec l'Autriche. Déjà, en 1876, dans une entrevue qu'il eut à Reichtat avec François-Joseph, le tsar avait consenti à l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche. En 1877 et le 13 juillet 1878 des conventions précisèrent ce consentement. M. Wickham Steed a écrit à ce sujet [2] : « L'idée primitive de la Russie paraît avoir été d'acheter la neutralité de l'Autriche-Hongrie pendant que la Russie établirait

1. Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 734.
2. Voir Wickham Steed, *La Monarchie des Habsbourg*, p. 326.

sa propre hégémonie dans les Balkans en créant, au détriment du territoire turc, un grand État slave, la Bulgarie. » L'Autriche obtint également de l'Angleterre, à la veille du congrès de Berlin, une convention par laquelle « le gouvernement de Sa Majesté britannique s'engage à soutenir toute proposition concernant la Bosnie que le gouvernement austro-hongrois jugera à propos de faire au congrès ».

Dans la conférence de Berlin, les plénipotentiaires russes, Gortchakof et Schouwaloff ne purent obtenir le maintien des conditions du traité de San-Stefano auxquelles ils tenaient le plus, c'est-à-dire la création d'une grande Bulgarie qui aurait coupé la route de Salonique à l'Autriche; aussi hésitèrent-ils à autoriser l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par cette dernière, mais ils durent céder devant la pression de l'Allemagne et de l'Angleterre, celle-ci appuyée par la France.

Les limites de la Bulgarie furent réduites et son territoire divisé en deux portions : l'une, sous le nom de principauté de Bulgarie, pouvait élire un souverain qui gouvernerait sous la suzeraineté de la Turquie ; l'autre, sous le nom de Roumélie orientale, restait soumise directement à la Turquie. Les deux portions de la Bulgarie n'allant plus jusqu'à la mer Égée, la route de Salonique restait ouverte devant l'Autriche qui était, en outre, autorisée à occuper et administrer la Bosnie et l'Herzégovine. La Serbie restait indépendante, mais on lui enlevait le sandjak de Novi-Bazar et Mitrovitza qui étaient remis aux Turcs. Le Monténégro abandonnait Dulcigno à la Turquie et Spizza à l'Autriche; il gardait le port d'Antivari, mais l'Autriche en avait la police, et il lui était interdit d'avoir des navires de guerre. La Grèce, presque abandonnée par l'Angleterre et la Russie, n'obtenait que des promesses vagues. Toutes les forteresses du Danube, depuis les Portes de Fer jusqu'à la mer Noire devaient être rasées et cette partie du fleuve, interdite aux navires de guerre, était

placée sous la surveillance de la commission européenne du Danube. L'Angleterre s'était assurée le concours de la France par l'insertion d'une phrase très vague, en vertu de laquelle nos droits acquis en Orient étaient « expressément réservés ». C'était peu pour compenser le mécontentement que notre attitude devait provoquer à Saint-Pétersbourg.

La Russie était cyniquement dupée. Le seul bénéfice qu'elle tirait d'une guerre où elle avait livré plus de vingt batailles et fait camper ses troupes à la porte de Constantinople, était l'acquisition de la Bessarabie et de quelques districts arméniens, tandis que l'Autriche, par suite de la suppression de la Grande Bulgarie, de l'acquisition de la Bosnie-Herzégovine, de l'isolement du Monténégro et de la Serbie, acquérait dans les Balkans une situation prépondérante.

A Saint-Pétersbourg, on ne se fit pas faute de nous faire entendre que nous récompensions mal Alexandre II du service qu'il nous avait rendu en 1875. Mais Waddington, qui avait succédé au duc Decazes, ne voulait pas entendre parler d'un accord avec la Russie et Jules Grévy était hostile à toute combinaison de politique étrangère[1]. Aussi Waddington s'était-il, au congrès de Berlin, attaché uniquement à plaire à l'Angleterre. Nous faisions ainsi, consciemment ou inconsciemment, le jeu de Bismarck, dont le but était d'affaiblir autant que possible la Russie.

Nous fûmes éloignés encore de celle-ci par l'attitude que notre gouvernement prit, en 1879, à l'égard des nihilistes. Priés par la Russie de lui livrer un révolutionnaire russe soupçonné d'avoir préparé la destruction d'un train impérial, nous refusâmes de céder à cette demande; le tsar en fut si vivement froissé que son ambassadeur reçut l'ordre de s'éloigner de Paris.

1. Voir Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 810.

§ VII. — BISMARCK ET LA CONVENTION SECRÈTE AUSTRO-ALLEMANDE CONTRE LA RUSSIE.

Depuis l'échec de son coup de 1875, Bismarck, malgré la brouille momentanée du tsar et de la République, était sans cesse très préoccupé par la crainte d'une entente possible entre la France et la Russie. Afin d'en prévoir les conséquences, il se mit d'accord avec le chancelier d'Autriche-Hongrie, Andrassy, en vue d'une entente de l'Allemagne et de l'Autriche. Il voulait, d'après M. Wickham Steed [1], « se prémunir contre la possibilité d'une alliance franco-russe contre l'Allemagne, alliance dans laquelle aurait pu être attirée une Autriche isolée ». De son côté, Andrassy voulait « prévenir le danger d'un conflit entre la Monarchie et la Russie. De plus, Andrassy et peut-être aussi Bismarck considéraient l'alliance austro-allemande comme une garantie pour le maintien en Autriche-Hongrie du système dualiste, que tous deux, pour des raisons différentes, regardaient comme une sauvegarde contre le triomphe des tendances antiallemandes et antimagyares dans la monarchie. »

L'empereur Guillaume Ier opposa de très vives résistances au projet de Bismarck. Le 15 septembre 1879, faisant allusion à la convention qui, depuis 1873, liait l'Allemagne à la Russie, il écrivait au chancelier : « Vous n'ignorez pas que cette convention qui a été signée en 1873 à Saint-Pétersbourg par les maréchaux de Moltke et Baratinsky, qui a été ensuite ratifiée par l'empereur Alexandre et par moi, et que vous avez, vous, refusé de signer, est toujours en vigueur. Comment voulez-vous vous y prendre maintenant pour signer une nouvelle convention avec un autre pays, sans dénoncer auparavant celle qui a été conclue à Saint-Pétersbourg?

1. *La Monarchie des Habsbourg*, p. 330.

Ces conventions sont toutes deux des conventions défensives. Celle de Saint-Pétersbourg oblige la Prusse et la Russie à se prêter mutuellement assistance dans le cas où l'une des deux serait attaquée. Comment allez-vous la concilier avec celle que vous voulez signer à Vienne? » Le 2 octobre 1879, il écrivait de nouveau à Bismarck : « L'Autriche et l'Allemagne voudraient arriver toutes deux à se protéger contre des attaques subites d'un ennemi extérieur. Or, je ne puis accepter que vous considériez la Russie comme cet ennemi extérieur, ni que vous concluiez un traité contre elle dans les termes proposés. Lorsque je viens de tendre amicalement la main à l'empereur Alexandre (à Alexandrowo, 4 septembre 1879), lorsque tout malentendu vient d'être dissipé entre nous, puis-je maintenant conclure secrètement contre lui une alliance même défensive, dans laquelle lui seul est considéré comme pouvant être l'agresseur? Je ne puis pas commettre un pareil acte de déloyauté[1]. » Malgré ses répugnances, Guillaume Ier se décida pourtant à signer le traité, mais le kronprinz Frédéric écrivait à ce sujet, le 4 octobre 1879, à Bismarck : « Je dois vous dire que le roi est très ennuyé et continue de répéter qu'il s'est déshonoré en prenant cette décision, et qu'il a manqué de loyauté vis-à-vis de son ami le tsar. Vous voyez par là combien cette décision a coûté à sa conscience droite[2]. »

1. Voir *Les Mémoires de Bismarck*, par Maurice Busch, *Les Papiers du Chancelier*.

2. Ce traité fut signé à Vienne le 7 octobre 1879. Son article premier comportait que si l'un des deux empires « venait à être attaqué par la Russie, les deux hautes parties contractantes sont tenues de se prêter réciproquement secours, avec la totalité de la puissance militaire de leur empire et, par suite, de ne conclure la paix que conjointement et d'accord ». D'après l'article 2, si l'un des deux empires venait à être attaqué par une troisième puissance, l'autre s'engageait « à ne pas soutenir l'agresseur ». Si l'agresseur était soutenu par la Russie, l'obligation d'assistance réciproque s'imposerait comme à l'article premier. Il était stipulé que ce traité resterait secret. Il ne fut divulgué qu'en 1888. L'article 2

Bismarck aurait voulu que la convention secrète austro-allemande fût dirigée nommément à la fois contre la Russie et contre la France, mais Andrassy refusa de viser cette dernière, afin, d'après M. Wickham Steed, de se « ménager la possibilité d'une entente avec la France ».

§ VIII. — RÔLE DE BISMARCK DANS LA POLITIQUE ANTI-SLAVE ET ANTI-ITALIENNE DE L'AUTRICHE-HONGRIE.

Renouvelée à la fin de 1882, la convention austro-allemande contre la Russie était complétée, en quelque sorte, par la politique anti-slave que Bismarck ne cessait d'inspirer à François-Joseph. C'est lui qui avait imposé le maintien du régime dualiste si désagréable aux Slaves; c'est lui qui eut, paraît-il, la première idée de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche; c'est lui qui fut l'inspirateur de la politique caractérisée par les formules *Drang nach Osten* et *Drang nach Triest*, c'est-à-dire la marche vers l'Orient et la marche vers Trieste. En poussant François-Joseph vers Salonique d'une part, vers Trieste de l'autre, il savait fort bien qu'il créait à l'Autriche deux ennemis, la Russie et l'Italie, mais il savait aussi qu'il la subordonnait à l'empire germanique. Il profitait en outre des ambitions de l'Autriche pour faire avancer les Germains d'Allemagne dans la vallée du Danube et vers l'Adriatique, de manière que l'empire germanique se trouvât en état

visait évidemment le cas où la France. attaquant l'Allemagne, serait appuyée par la Russie, car Bismarck disait : « Contre une alliance française, le coup qu'il faut jouer est une alliance austro-allemande. » Il disait aussi : « Si les forces unies de l'Autriche et de l'Allemagne avaient la même cohésion et la même unité de commandement que celles de la France et de la Russie, je ne considérerais pas l'agression de nos deux voisins comme une menace de mort, l'Italie ne dût-elle pas faire partie de notre alliance. » (Voir Hanotaux, *Hist. illustr. de la Guerre de 1914*, p. 16.)

d'absorber ces territoires le jour où la monarchie des Habsbourg se disloquerait.

Dès 1877, Louis Asseline[1] signalait ce fait en des termes qu'il n'est pas inutile de rappeler aujourd'hui : « L'Allemagne, à notre sens, disait-il, ne tentera jamais une annexion violente des provinces germaniques de l'Autriche : elle attendra que le fruit parfaitement mûr lui tombe naturellement dans la main.... La germanisation de la vallée du Danube marche avec une rapidité qu'on ne soupçonne pas en Europe. Il y a longtemps que l'économiste Frédérick Litz affirmait que l'Allemagne devait s'emparer du cours du Danube et les Allemands accomplissent à bas bruit ce programme, s'emparant du commerce, de l'industrie, de la banque.... L'envahissement commence par les villes. Les Allemands représentent déjà 48 p. 100 de la population de Buda-Pesth, 35 p. 100 à Karchau, 47 p. 100 à Temesvar, 70 p. 100 à Hermanstadt, 35 p. 100 à Czernovitz. Ils se sont emparés de la navigation du Danube tout entière. Ils ont conquis économiquement la Roumanie par les chemins de fer et par la convention commerciale qui a été si inexactement appréciée à l'étranger, et la germanisation de ce pays est favorisée par le prince Charles de Hohenzollern.... Nous sommes de ceux qui, en dépit de l'universalité de l'opinion contraire, croient beaucoup plus, le cas échéant, à une alliance austro-allemande contre la Russie qu'à une alliance russo-allemande imposant ses volontés et ses vues à la fragile monarchie de Habsbourg. » Cette prévision fut réalisée par le traité du 22 octobre 1879.

La marche des Germains d'Allemagne vers l'Adriatique s'est effectuée avec la même activité que leur marche le long de la vallée du Danube. Ainsi que le fait justement observer M. Wickham Steed[2] « le *Drang nach*

1. *Histoire de l'Autriche*, p. 357 (Paris, F. Alcan).
2. *Loc. cit.*, p. 420.

Triest a toujours été et reste un facteur plus positif et plus pratique de la politique européenne (allemande) que le *Drang nach Osten* austro-hongrois ou le rêve d'une marche vers Salonique ».

Depuis fort longtemps on s'était habitué, en Prusse, à considérer Trieste comme un port allemand. En 1860, un lieutenant de Cavour ayant pris un arrêté d'après lequel les navires venant « de la ville italienne de Trieste » devaient être traités dans les ports italiens de l'Adriatique comme des navires italiens, le ministre de Prusse Schleinitz adressa une protestation au gouvernement italien, dans laquelle il priait ce dernier de se souvenir que Trieste était « une ville allemande ». Depuis longtemps déjà, en effet, les Allemands étaient fort nombreux à Trieste où ils n'ont fait que gagner par le nombre et l'influence. « L'Italie, dit avec raison M. Wickham Steed[1], peut s'éveiller trop tard au fait que l'Adriatique, dont le littoral oriental de Quarnero à Antivari est serbo-croate, est en passe de devenir non pas une mer italienne, non pas une mer slave, mais une mer allemande. Les Compagnies de navigation allemandes, à peine déguisées sous des noms italiens, défient déjà la suprématie du Lloyd autrichien à Trieste; les banques allemandes, portant des noms viennois et italiens, sont en train d'absorber graduellement le commerce et le contrôle des intérêts du port.... Les entreprises des Allemands du Nord dévorent la Trieste italienne et autrichienne et se préparent à justifier la prétention de Schleinitz que Trieste est une ville allemande. »

Comme Louis Asseline le disait en 1877, M. Wickham Steed ne croit pas que l'Allemagne pousse à la dislocation de l'Autriche. « L'Allemagne, très vraisemblablement, dit-il, ne consentira à aucun démembrement essentiel de l'Autriche-Hongrie, aussi longtemps

1. Wickham Steed, *Loc. cit.*, p. 411-420.

que l'empire allemand, grâce à une action de pénétration économique, peut faire de la monarchie son instrument. Un des principaux objets de cette pénétration, est de rendre l'Allemagne maîtresse de la route de Trieste et, par l'Adriatique, de la Méditerranée. La monarchie des Habsbourg ne sera probablement exposée à aucun danger mortel, aussi longtemps qu'elle s'abstiendra de toute insubordination sérieuse contre l'Allemagne. »

En même temps que Bismarck poussait l'Autriche vers Salonique d'une part, en lui rendant la Russie hostile et vers l'Adriatique d'autre part en provoquant une hostilité non moins grande de l'Italie, il encourageait François-Joseph à développer la marine autrichienne, sachant fort bien qu'il en résulterait une nouvelle cause de mécontentement en Italie, car il est impossible que deux marines de guerre se développent dans l'Adriatique sans y devenir rivales, puis ennemies.

En somme, la politique de Bismarck consistait à brouiller les cartes entre l'Autriche et la Russie d'un côté, entre l'Autriche et l'Italie de l'autre, de manière à tenir les Habsbourg sous la dépendance de l'empire germanique.

§ IX. — LE TRAITÉ SECRET GERMANO-RUSSE DE 1884.

Il s'efforçait, en même temps, d'isoler la France et il y était aidé, en ce qui concerne la Russie, par le mécontentement qu'avait provoqué notre conduite à la conférence de Berlin et dans l'affaire des nihilistes. Lors de son avènement au trône (1881) Alexandre III fit des démonstrations d'amitié à l'Allemagne. En 1884, profitant du quatre-vingt-huitième anniversaire de Guillaume Ier, il lui envoya un bâton de feld-maréchal enrichi de diamants.

Profitant de ces dispositions, Bismarck provoqua la signature d'une convention secrète entre la Russie et

l'empire germanique dont l'objet était de garantir l'Allemagne contre l'Autriche, de même que la convention austro-allemande de 1879 la garantissait contre la Russie. « Si, dit avec raison M. W. Steed[1], la Russie et l'Autriche en arrivaient à se surveiller mutuellement avec une défiance jalouse, chacune d'elles serait mieux disposée à cultiver de bonnes relations avec l'Allemagne, dans l'espoir de s'assurer sa neutralité sinon son appui. Celle-ci trouverait là l'occasion permanente d'un honnête courtage. »

Le traité secret de 1884 ne fut connu qu'en 1896, après sa dénonciation par Guillaume II. Ce fut M. de Bismarck qui le fit révéler. Il en résulta une grande émotion dans toute l'Europe et particulièrement en Allemagne où le ministre des Affaires étrangères, baron Marschall von Biberstein, fut interpellé devant le Reichstag. La justification qu'il en donna est l'un des témoignages les plus remarquables de la duplicité de la politique étrangère de Bismarck. « Dans notre traité de 1879 avec l'Autriche-Hongrie, dit le baron Marschall le 16 novembre 1896, nous nous sommes engagés à aider la Monarchie avec toutes nos forces armées, si la Monarchie est attaquée par la Russie. C'est là une position parfaitement claire. Mais si les révélations sont exactes, nous pouvons par le traité de contre-assurance avec la Russie, dans le cas d'un conflit austro-russe, être placés entre l'obligation d'une neutralité bienveillante envers une des deux puissances et l'obligation de prêter à l'autre l'aide de nos forces armées; et nous aurions alors à décider entre les deux parties laquelle est l'agresseur. » Bismarck se réservait ainsi de se prononcer, suivant l'intérêt exclusif de l'Allemagne, soit en faveur de l'Autriche, soit en faveur de la Russie; et, en attendant, comme les traités de 1879 et de 1884 étaient secrets, il les trompait toutes les deux. Il les

1. Wickham Steed, *Loc. cit.*, p. 330.

avait, en outre, l'une et l'autre à sa disposition dans le cas où la France attaquerait l'Allemagne.

§ X. — BISMARCK ET L'ITALIE.

La conduite de Bismarck à l'égard de l'Italie ne fut ni moins habile ni plus loyale. Victor-Emmanuel avait profité de nos défaites en 1870 pour s'emparer de Rome, mais il craignait que la France ne cherchât à rétablir le pouvoir temporel du pape, redoutait que l'Autriche ne revînt à sa traditionnelle politique d'ambition en Italie, et pensait que l'Allemagne seule était en état de le protéger à la fois contre la France et contre l'Autriche. En 1873, il fit à Berlin un voyage solennel avec ses deux ministres Minghetti et Visconti Venosta. Ceux-ci se montrèrent fort empressés auprès de Bismarck, mais n'en obtinrent que la proposition d'envoyer à Civita-Vecchia, — où la France entretenait déjà un navire à la disposition du pape pour le cas ou celui-ci voudrait quitter le Vatican, — un détachement allemand qui aurait marché sur Rome pour y résoudre par la force la question du *Kulturkampf.* Accepter la proposition de Bismarck eût été placer le royaume d'Italie sous la protection de l'Allemagne, Minghetti et surtout Visconti Venosta ne voulurent pas aller jusque-là, et le voyage de Victor-Emmanuel à Berlin n'eut pas de suite importante. Il en eut d'autant moins que la France, sous la présidence de Mac-Mahon, retira l'*Orénoque* de Civita-Vecchia.

En 1875, une tentative de rapprochement de l'Italie avec l'Autriche eut lieu à l'occasion d'une visite que fit François-Joseph à Victor-Emmanuel dans la ville de Milan. L'empereur d'Autriche alla jusqu'à boire à l'unité italienne qui s'était faite contre lui, tant il était désireux d'entraîner l'Italie dans son sillage. Mais si le rapprochement de l'Italie avec l'Allemagne et l'Autriche

était alors désiré par les partis de droite de la péninsule, il était combattu par les partis de gauche qui arrivèrent au pouvoir en 1876 et qui étaient disposés à s'entendre avec la France plutôt qu'avec l'Allemagne et surtout avec l'Autriche. L'hostilité à l'égard de l'empire austro-hongrois devint même générale en Italie, lorsque l'on vit l'Autriche obtenir du congrès de Berlin l'autorisation d'occuper et administrer la Bosnie et l'Herzégovine. Cette marche des Habsbourg vers la côte orientale de l'Adriatique provoqua des manifestations antiautrichiennes violentes.

Quant à Bismarck, il traitait l'Italie avec une extrême arrogance et même beaucoup de mauvaise humeur. En 1881, il alla jusqu'à faire offrir au pape Léon XIII sa protection contre l'Italie et un refuge en Allemagne, s'il voulait quitter le Vatican. En même temps, d'accord avec l'Autriche, il « émit l'idée que l'Italie puisse être appelée à reviser la loi des garanties pour la mettre en conformité avec les exigences catholiques, et qu'une conférence internationale soit réunie pour régulariser la situation du pape[1] ». Il se produisit dans le gouvernement italien une émotion d'autant plus vive que vers le même temps la France, encouragée par l'Allemagne, procédait à l'établissement de son protectorat en Tunisie, sans tenir aucun compte de la situation prépondérante occupée par les Italiens dans la Régence.

Bismarck montrait à l'Italie qu'elle ne pouvait se passer de l'Allemagne ni pour résister à la France ni pour résoudre la question fort délicate de la papauté. Le gouvernement italien, cédant à cette double pression, fit des démarches en vue d'une entente avec l'empire germanique, mais Bismarck tenait à ce que l'Italie s'humiliât devant l'Autriche : « il fit répondre aux suggestions italiennes que pour aller à Berlin il fallait

1. Voir Wickham Steed, *Loc. cit.*, p. 407.

traverser Vienne[1] ». Or, à Vienne, on était très irrité par les manifestations irrédentistes et l'on ne pardonnait guère à l'Italie d'avoir supprimé le pouvoir temporel du pape. L'Italie se trouvait ainsi à peu près entièrement isolée; elle n'avait de relations amicales qu'avec l'Angleterre.

Le roi Humbert se décida donc à faire une démarche personnelle auprès de l'empereur d'Autriche, ainsi que l'exigeait Bismarck. En novembre 1881, il alla voir à Vienne l'empereur François-Joseph sans qu'aucune condition fut posée au sujet de la manière dont cette visite lui serait rendue. Il en résulta, en 1882, la signature d'une convention qui constitua la Triple-Alliance sur des bases purement défensives, du moins en ce qui concernait l'Italie. En cas d'attaque de l'une des trois puissances par la France « l'Autriche-Hongrie garderait l'Adriatique sur mer et sur terre, pendant que l'Italie opérerait contre la frontière sud-est de la France et placerait une seconde armée à la disposition directe de ses alliés[2] ». L'Italie avait demandé que l'Allemagne et l'Autriche s'engageassent à soutenir ses intérêts dans la Méditerranée, mais sa demande fut repoussée. D'après M. Wickham Steed, « Depretis pensait que l'adhésion italienne à l'alliance austro-allemande assurerait à l'Italie, étant donné qu'il s'agissait d'un pacte secret, l'avantage de voir son intégrité territoriale garantie par l'Autriche et l'Allemagne, sans qu'il lui en coutât les inconvénients de l'hostilité française ». Il avait compté sans Bismarck qui s'empressa de faire connaître la conclusion de cette Triple-Alliance germanique, afin d'aiguiser le mécontentement déjà provoqué en France par l'attitude de l'Italie au moment de la guerre de 1870.

L'hostilité réciproque de la France et de l'Italie

1. Voir Wickham Steed, *Loc. cit.*, p. 407.
2. *Ibid.*, p. 408-409.

s'accrut encore, à partir de 1887, sous le ministère de Crispi, qui était devenu un simple séide de Bismarck. Les relations commerciales furent alors rompues entre les deux pays, au détriment surtout de l'Italie à laquelle l'Allemagne ne prêta aucun concours lorsqu'elle subit en Abyssinie les désastres qui entraînèrent la chute du ministère Crispi. L'Allemagne se servait de l'Italie contre la France, en la poussant à développer sa marine et lui promettant la maîtrise de la Méditerranée, mais elle la laissait dans ses embarras et la traitait avec une désinvolture quelque peu dédaigneuse.

§ XI. — BISMARCK ET L'ANGLETERRE.

La conduite de Bismarck à l'égard de l'Angleterre était inspirée par la seule préoccupation d'empêcher son rapprochement avec la France, que rendait possible l'identité de la politique orientale des deux nations. Bismarck avait habilement exploité ces sentiments pour amener, dans le congrès de Berlin, l'Angleterre et la France à mécontenter la Russie ; il voulait maintenant séparer les deux nations, créer entre elles des causes d'inamitié : il en trouva les moyens dans les ambitions que l'Angleterre avait sur l'Égypte et dans celles que la Tunisie inspirait à la France. En même temps qu'il encourageait Jules Ferry à occuper la Régence de Tunis, il poussait l'Angleterre à mettre la main sur l'Égypte et à s'y maintenir. On n'a oublié ni l'opposition que fit l'Angleterre à l'établissement de notre protectorat sur la Tunisie et à la création du port de Bizerte, ni l'hostilité que provoquèrent, dans notre pays, les opérations à la suite desquelles l'Angleterre institua sa domination sur l'Égypte. Encore moins peut-on avoir perdu le souvenir du conflit diplomatique engendré par la tentative que nous fîmes ultérieurement pour nous établir sur le Haut-Nil, à Fachoda — conflit d'où faillit sortir la guerre entre la France et l'Angleterre.

§ XII. — BISMARCK ET SON COUP DE 1887.

En 1887, la politique tortueuse, déloyale, mais indiscutablement habile de Bismarck avait abouti à l'isolement complet de la France. La Tunisie nous avait brouillés avec l'Italie; l'Égypte nous avait brouillés avec l'Angleterre; l'Autriche était enchaînée à l'Allemagne; l'Italie l'était également; la Russie était encore liée à l'Allemagne par le traité secret de 1884. Bismarck estima que le moment était venu de nous amener à quelque acte qui lui donnerait prétexte à nous attaquer. Alors commença dans toute l'Allemagne une campagne de presse contre la France qui était accusée de vouloir la guerre. Alors aussi un vaste service d'espionnage fut organisé dans notre pays pendant que l'on nous accusait de couvrir l'Allemagne d'espions. Alors encore furent prises de multiples mesures de vexation pour mécontenter l'Alsace-Lorraine. Puis surgit, sur la frontière de Lorraine, le 20 avril 1887, l'incident Schnæbelé : un agent français des douanes arrêté contre tout droit, dans la pensée que notre gouvernement perdrait la tête et provoquerait un conflit armé. Bismarck crut alors, pour la seconde fois, qu'il aurait cette guerre dont il disait le 11 janvier 1887 au Reichstag : « Si la prochaine guerre nous ramène en vainqueurs dans Paris, nous nous appliquerons à mettre la France, pour trente ans, hors d'état de nous être dangereuse. La guerre de 1870 n'aura été qu'un jeu d'enfants en comparaison de celle de 1890 (ou de celle qui éclatera à toute autre date) dans ses résultats pour la France; car de part et d'autre on n'aura qu'un but : se saigner à blanc [1]. »

Grâce à Grévy, président de la République, et à M. de Freycinet, président du conseil des ministres,

1. Voir Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 817.

l'incident Schnæbelé ne provoqua pas l'effet que Bismarck en attendait. Le gouvernement et la France conservèrent leur sang-froid. Le tsar Alexandre III, dont l'attention était déjà éveillée sur les dangers de la politique bismarckienne, écrivit à l'empereur Guillaume Ier une lettre autographe, à la suite de laquelle ordre fut donné de remettre Schnæbelé en liberté. L'incident se terminait, comme en 1875, à la confusion de Bismarck.

§ XIII. — LA RUSSIE, LA FRANCE ET BISMARCK.

Depuis plusieurs années, déjà, on s'inquiétait, en Russie, de l'esprit de domination de l'Allemagne et l'on s'irritait en apprenant les propos que Bismarck tenait sans la moindre réserve. On faisait circuler dans les milieux politiques cette « insolence » du chancelier allemand : « La Russie n'a rien à faire en Occident; elle n'y peut gagner que le nihilisme et d'autres maladies; sa mission est en Asie; là, elle représente la civilisation. » Aussi était-on bien disposé, à Saint-Pétersbourg, en faveur d'une entente de la Russie et de la France. Le tsar lui-même le manifestait en assistant, pendant l'hiver de 1885, pour la première fois depuis l'institution de la République, à une soirée de notre ambassadeur, le général Appert, avec tous les princes et les princesses de la famille impériale. Mais dans notre pays les dispositions étaient très différentes ou du moins paraissaient l'être. Nos radicaux irritaient violemment le tsar par les manifestations répétées de leurs sympathies pour les nihilistes. Notre gouvernement le blessa si cruellement par le rappel du général Appert en faveur duquel il avait fait la manifestation rappelée plus haut, que lorsqu'on le fit pressentir sur le nom du remplaçant du général il répondit : « Ni celui-là ni personne. » Et il invita son propre ambassadeur, le baron de Morenheim, à quitter Paris pour un

temps indéterminé. Grévy était peu favorable à une entente de la France avec quelque puissance que ce fût. Dans l'automne de 1886, lorsque M. Louis de Laboulaye, désigné pour remplacer le général Appert, lui demanda s'il « n'avait rien à faire dire à l'empereur », il répondit : « Absolument rien, nous n'avons rien à en attendre ». Plus tard, ajoute M. Rambaud [1], on l'entendait dire : « Vous n'aurez pas plus la Russie que vous n'avez eu l'Allemagne. Personne ne veut de nous, ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni l'Autriche, et c'est tant mieux puisque nous n'avons besoin de personne.... Si nous restons tranquillement chez nous, on ne viendra pas nous attaquer. » Nos radicaux, allant plus loin que Grévy, auraient préféré un rapprochement avec l'Allemagne à une entente avec la Russie. Ils vantaient le « libéralisme » de la première et critiquaient violemment « l'autocratisme » de la seconde.

Notre attitude d'indifférence ou d'hostilité à l'égard de la Russie faisait le jeu de Bismarck qui, lui, employait tous les moyens imaginables pour maintenir l'entente de la Russie avec l'Allemagne. Il importe de rappeler à cet égard son action, sous le court règne de Frédéric III, dans l'affaire du mariage de la princesse Victoria. Guillaume Ier était mort le 6 mars 1888, laissant la couronne à son fils Frédéric III. Celui-ci était marié à une Anglaise qui avait promis la main de sa fille au prince Alexandre de Battenberg. Alexandre III avait une telle haine pour ce prince qu'il aurait, sans nul doute, fait la guerre à la Prusse si le mariage avait eu lieu. Pour éviter cette rupture, Bismarck alla jusqu'à offrir sa démission de chancelier de l'empire, dans le cas où le projet de mariage ne serait pas rompu. Il obtint gain de cause. Ce fut son dernier grand acte politique; il eut pour résultat le maintien de l'accord de l'Allemagne et de la Russie dans des conditions particulièrement

1. Voir Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 820.

délicates, car Frédéric III était très attaché à l'Angleterre et, par conséquent, peu favorable à la Russie.

§ XIV. — LA RETRAITE FORCÉE DE BISMARCK ET LA SITUATION INTERNATIONALE EN 1890.

Frédéric III mourut le 15 juin 1888 et eut pour successeur Guillaume II. En 1890, celui-ci congédiait Bismarck et prenait personnellement la direction de l'empire germanique.

La situation qu'il héritait de Bismarck était la suivante :

Par la Triple-Alliance germano-austro-italienne, l'Allemagne dirigeait à peu près souverainement la politique de l'Autriche et de l'Italie, exerçait une influence considérable dans les Balkans et en Turquie et rivalisait, dans la Méditerranée, au moyen de ses alliées, avec la France et l'Angleterre.

Par le concours donné aux Anglais en Égypte, Bismarck avait rapproché l'Angleterre de l'Allemagne et suscité la discorde entre l'Angleterre et la France.

Par son hostilité pour la politique coloniale et sa prudence dans le développement de la flotte de guerre allemande, il avait gagné les sympathies de l'Angleterre au point que vers la fin de son gouvernement celle-ci penchait vers la Triple-Alliance germanique.

Par le concours donné à la France en Tunisie, il avait créé une hostilité très vive de l'Italie et de l'Angleterre à l'égard de la France.

Par l'ensemble de ces actes il avait isolé la France, tandis qu'au moyen de l'entente secrète de 1884, il avait lié la Russie à l'Allemagne. Mais les expériences de 1875 et de 1887 lui avaient appris que l'empire germanique ne pourrait pas impunément prendre l'initiative d'attaquer notre pays. En février 1888, comme le Reichstag discutait une loi ayant pour objet l'augmentation des

effectifs de l'armée allemande, il déclara[1] : « La force que nous voulons nous donner nous rendra pacifiques.... Si nous en venions à attaquer, tout le poids des impondérables qui pèsent beaucoup plus que le poids matériel, serait du côté de nos adversaires attaqués par nous. La « Sainte Russie » serait exaspérée de nos attaques. La France jusqu'aux Pyrénées se dresserait en armes.... Je ne suis donc point pour une guerre agressive, quelle qu'elle soit. »

Dans l'isolement où se trouvait la France, il suffisait à l'Allemagne de ne pas nous attaquer pour qu'elle eût out loisir de digérer en paix les conquêtes et les milliards que la guerre de 1870 lui avait rapportés.

En résumé, sous la direction de Bismarck, l'empire germanique avait grandi et prospéré par l'habileté en même temps que par la force ; sous celle de Guillaume II, la raison elle-même devait y être soumise à la domination d'une force devenue aveugle.

1. Voir Georges Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 281.

CHAPITRE II

L'EMPIRE GERMANIQUE SOUS LA DIRECTION DE GUILLAUME II

§ I. — GUILLAUME II ET SON ÉDUCATION.

Lorsque Guillaume II, petit-fils de Guillaume Ier hérita, en 1888, de la double couronne du royaume de Prusse et de l'empire d'Allemagne, il avait vingt-neuf ans. Son éducation avait été essentiellement militaire. On lui avait fait suivre les leçons du gymnase et les cours de l'université, comme au fils d'un simple bourgeois, mais son grand-père, dont il était le favori, ne laissait passer aucune occasion de lui rappeler les épopées guerrières de ses ancêtres et de lui parler des lauriers qu'ils cueillirent sur les champs de bataille. A dix ans, il est lieutenant dans un régiment de la garde impériale; au sortir de l'université, il est fait colonel.

Avec un caractère impulsif, il était agité, très entier, d'un orgueil incommensurable. Dans les solennités universitaires il ne parlait que de « sa maison », de ses aïeux, de la gloire militaire et des beautés de la guerre. Sous ses yeux, il avait l'exemple d'une politique reposant sur la force; dans les leçons de son aïeul, il n'était question que d'autocratie; son milieu avait conservé les formes les plus archaïques de la féodalité

moyenâgeuse et la persuasion que la source de l'autorité royale est en Dieu seul [1].

Dès le premier jour de son accession au pouvoir,

1. Le 17 octobre 1861, Guillaume I[er], à la veille de son couronnement, disait : « Les souverains de Prusse reçoivent leur couronne de Dieu. Je prendrai donc demain la couronne sur l'autel de Dieu, et je la poserai sur ma tête. Voilà le sens de la royauté de droit divin, et c'est là-dedans que réside la sainteté de la couronne qui est indestructible. » Le lendemain, il ajoutait : « Par la grâce de Dieu, les rois de Prusse portent la couronne depuis cent soixante ans ».

Le 5 mars 1890, à la fin d'un banquet du parlement de Brandebourg, Guillaume II affirme l'origine divine du pouvoir des Hohenzollern. « Mon grand-père, dit-il, considérait que la fonction de roi était une tâche que lui avait assignée Dieu.... Ce qu'il pensait, je le pense aussi, et je vois dans le peuple et dans le pays qui m'ont été transmis un gage qui m'est confié par Dieu, que c'est mon devoir d'accroître, comme il est dit dans la Bible, et dont j'aurai un jour à rendre compte. Je pense, autant qu'il sera en moi, administrer ce gage de telle manière que *je pourrai y ajouter encore pas mal*. Ceux qui voudront m'aider dans cette tâche, je leur souhaite la bienvenue de tout mon cœur, quels qu'ils soient; ceux qui voudront me gêner dans ce travail, je les écrase. »

Le 10 mai 1896, inaugurant à Francfort le monument élevé à Guillaume I[er], il déclare : « Nous avons tous devant les yeux le moment où, à Kœnigsberg, affirmant tenir la royauté de la grâce de Dieu, le sceptre dans une main, le glaive de l'Empire dans l'autre, ne rendant hommage qu'à Dieu seul, il reçut de lui son pouvoir. C'est ainsi qu'il devint l'instrument du Seigneur. »

Le 31 août 1897, à Coblentz, dans une cérémonie semblable, il dit de son aïeul : « Il était un instrument choisi par Dieu et il le savait. Pour nous tous, et surtout pour nous, princes, il a élevé et fait briller du plus vif éclat un joyau que nous devons vénérer et tenir pour sacré : c'est la royauté de droit divin. »

Le 24 février 1894, dans un banquet des membres du parlement de Brandebourg, il disait : « La maison des Hohenzollern possède un sentiment de son devoir qu'elle tire de la conscience que Dieu l'a mise à la place qu'elle occupe, et qu'elle doit rendre compte à lui seul et à sa conscience de ce qu'elle fait pour le bien du pays ». Voir Jules Arren, *Guillaume II, ce qu'il dit, ce qu'il pense.*

Le Central News a cité ce mot de lui, prononcé dans une réunion du conseil privé en 1908 : « Je ne suis responsable de mes actes qu'envers le Seigneur qui est au-dessus de nous tous. »

« il s'annonçait bien, fait observer M. Lavisse [1], comme un autocrate et un ambitieux.... Je crois qu'il n'a pas donné le change à son peuple et à l'Europe. » Rappelant ce mot de la proclamation impériale : « Je maintiendrai la paix autant que cela dépendra de moi » ; M. Lavisse demandait quelle serait « la mesure de cet autant »? Qui la déterminerait? Serait-ce le nouvel empereur lui-même, dans la certitude de son omnipotence et de son omniscience? Et alors, à quels dangers la paix ne serait-elle pas exposée entre les mains d'un potentat tout jeune qui « voudra écrire sa page »?

L'éminent professeur citait le mot de Frédéric III, père de Guillaume, esprit modéré, philosophique, soldat éminent, qui avait fait la guerre de 1870 et en avait conservé la vision terrifiante : « La guerre! Vous en parlez bien à votre aise; mais vous ne l'avez pas vue, la guerre! Si vous l'aviez vue, la guerre? » Et M. Lavisse ajoutait : « Guillaume II ne l'a vue que dans l'histoire de ses ancêtres; il ne la connaît que par les dépêches triomphantes, par le retour des troupes couronnées de fleurs et de lauriers, par la majesté que donnait à la victoire la vieillesse de l'inoubliable grand-père. » Le jeune héritier du glorieux vieillard n'aurait-il pas la tentation de voir les couronnes de fleurs et de lauriers se poser sur son propre front? Son orgueil et son impulsivité exaspérés par les gâteries de l'aïeul et surexcités par une éducation où le culte de la force tenait le premier rang ne le conduiraient-ils pas, tôt ou tard, à l'imitation des actes guerriers de ses ancêtres?

M. Lavisse, indulgent, répondait : « Il écoutera ses conseils naturels. Il trouvera dans sa famille, auprès de l'impératrice, sa grand'mère, auprès de l'impératrice sa femme, une douce influence pacifique. » A ceux qui craignaient de voir le jeune Guillaume II congédier le vieux chancelier, M. Lavisse disait justement de Bismarck :

1. *Trois Empereurs d'Allemagne*, p. 173 et suiv.

« En même temps qu'il est le plus hardi, il est le plus sage des hommes d'État. Ouvrier de la première œuvre, il entend se reposer l'œuvre faite. Il sait que la paix prolongée consolide l'édifice qu'il a élevé.... Le chancelier de fer est aujourd'hui le conservateur de la paix. » Il pensait que Bismarck, alors âgé de soixante-quatorze ans, resterait jusqu'à sa mort le conseiller intime, le conseiller pacifique de Guillaume II.

Or, deux ans plus tard, Bismarck devait être mis brutalement à la retraite par le jeune empereur, impatient de gouverner lui-même, de n'être plus gêné par les conseils d'un mentor qui se permettait de n'être point toujours de son avis.

L'éminent historien français voyait aussi Guillaume II ayant « pour ami de cœur », le tsar, « l'autre empereur, le seul vrai empereur qui existe avec lui sous le soleil » et se concertant avec cet « autre empereur » en vue d'ambitions qui « s'étendraient d'Amsterdam à Constantinople, voire même au delà » et de conceptions communes sur « le devoir de protéger contre la révolution les trônes et les autels ». Or, Guillaume devait bientôt devenir jaloux de « l'autre empereur » dont les territoires étaient beaucoup plus vastes que les siens, dont les sujets étaient trois fois plus nombreux que ceux de son propre empire.

M. Lavisse espérait aussi que Guillaume II comprendrait la nécessité de renoncer à la politique exclusivement militariste de la Prusse. « Son intelligence apte à tout comprendre, disait-il, peut être tentée par des problèmes plus grands que ceux de la stratégie, de la tactique ou de la balistique.... La réflexion, la pratique du gouvernement, les difficultés mêmes qu'il rencontrera, la maturité qui s'achèvera persuaderont à l'empereur Guillaume II que sa tâche est tout autre que celle de ses ancètres. » Et l'historien traçait de cette tâche nouvelle un tableau bien fait pour séduire l'esprit du jeune empereur : « Trouver les conditions les meilleures

de la vie économique, adoucir les « contrastes malsains », apaiser les rancunes sociales, donner à la conscience religieuse la pleine liberté de ses manifestations, apprendre à un peuple l'art de se gouverner soi-même, déshabituer les nations de la haine, réconcilier l'Europe et féconder de nouveau par la paix cette vieille terre historique épuisée par la guerre.... »

Pour remplir la superbe tâche à laquelle l'appelait M. Lavisse, le jeune empereur n'avait qu'à consulter les besoins de ses peuples et à faire disparaître, dans l'intérêt de ses sujets autant que dans son propre intérêt, les excès de l'impérialisme que le chancelier de fer avait inauguré.

Malheureusement pour l'Allemagne, ni le tempérament et le caractère de Guillaume II, ni l'éducation qu'il avait reçue[1] ne lui permettaient de corriger les défauts de la politique outrancièrement impérialiste de Bismarck. Dans le domaine économique, il en exagéra les vices; dans celui de la politique étrangère, il devait la transformer au point de faire converger vers la France les sympathies que Bismarck avait eu l'habileté d'écarter de notre pays. Dans la sphère économique aussi bien que dans la sphère militaire et politique, Guillaume II était condamné par sa nature et par la manière dont il avait été éduqué à incarner le pangermanisme le plus brutal et le plus aveugle.

§ II. — GUILLAUME II ET L'IMPÉRIALISME ÉCONOMIQUE. L'EXCITATION DES APPÉTITS.

Dans le domaine économique il suivit les directions données par Bismarck, mais en exagérant la politique du chancelier, poussant toutes les industries et tous les

1. Il semble que Guillaume Ier ait complètement négligé l'éducation politique de son petit-fils, dont il se préoccupait exclusivement de faire un soldat. « Quand la mort de Guillaume Ier et la

commerces, ainsi que toutes les compagnies de navigation à se développer sans mesure, comme si le nombre de leurs clients ne devait avoir de limites ni dans le présent ni dans l'avenir et multipliant à l'adresse de toutes les nations la menace de les écraser sous la puissance militaire de l'empire germanique si elles ne se prêtaient pas de bonne grâce à une législation dont le but était l'envahissement de leurs territoires par les produits et les nationaux allemands. Ne se contentant plus de favoriser les exportations allemandes par les mesures relatives aux tarifs de transport dont il a été question plus haut, sa législation encouragea l'imitation des produits étrangers et permit aux commerçants ou industriels allemands de copier les marques de fabrique de leurs concurrents anglais ou français. Son régime douanier fut conçu de manière à favoriser partout la pénétration des produits de l'Allemagne, tandis que ses frontières seraient fermées à ceux des produits étrangers qui auraient pu concurrencer les siens. Il n'y avait pas de discussion douanière qui, avec l'Allemagne de Guillaume II, ne prît l'allure d'une discussion politique et ne risquât de provoquer un conflit[1]. « L'Allemagne,

maladie de Frédéric III le rapprochèrent du trône, un professeur reçut la mission d'enseigner la politique à cet empereur de demain, à raison de trois leçons par semaine. » (Lavisse, *Trois Empereurs d'Allemagne*, p. 216.)

1. La Ligue pangermaniste allait jusqu'à réclamer l'abrogation de l'article 11 du traité de Francfort par lequel la France et l'Allemagne s'étaient garanties, réciproquement, au point de vue douanier, la situation de la nation la plus favorisée. « Il faut, disait la Ligue, poser à la France l'obligation d'entrer dans notre « Zollverein » ou de rendre à l'empire d'Allemagne la liberté de conclure des traités de commerce avec ses voisins sans égard à la clause de la nation la plus favorisée. » L'article 11 qui nous fut imposé par Bismarck afin de faire profiter l'Allemagne des avantages que nous concéderions à d'autres nations, ne paraissait plus suffisant aux pangermanistes; ils voulaient bien en garder le bénéfice mais ils voulaient nous arracher celui que nous pouvions en tirer.

par ses derniers traités de commerce, écrivait M. Baudin[1] en 1907, a consolidé un système de spécialisations qui met obstacle à l'exportation de certains articles français » et il ajoutait, non sans mélancolie : « Nous ne pouvons que regretter les mesures douanières allemandes. »

Très adonné à la pratique des affaires en vue de l'accroissement de sa propre fortune, le kaiser poussa de toutes ses forces et par tous les moyens ses sujets à se jeter dans les affaires avec une âpreté dont aucun peuple n'avait encore donné le spectacle.

La soif insatiable du gain, pour la jouissance brutale, conduisit les industriels à se comporter comme les joueurs qui, se croyant en veine, précipitent leur jeu. Ils développèrent leur outillage au delà de leurs besoins normaux et augmentèrent, par conséquent, leurs frais généraux dans des proportions excessives. Il en résulta la nécessité de produire sans cesse de plus en plus, au risque de ne pouvoir écouler les produits qu'à très bas prix et de voir éclater à chaque instant des crises économiques qui, en effet, ont été fort nombreuses[2].

La politique économique de Guillaume II le conduisit fatalement à s'attribuer le droit d'intervenir dans toutes les questions internationales, sous le prétexte que les intérêts du commerce et de l'industrie allemands y étaient engagés. Le 4 juillet 1900, à l'occasion du lancement d'un cuirassé à Wilhelmshaven, il disait : « Rien de grand ne peut se décider sans l'Allemagne et sans l'empereur allemand. Je ne pense pas que notre peuple allemand a vaincu et répandu son sang sous la conduite de ses princes il y a trente ans pour qu'il soit laissé de côté dans les grandes décisions internationales. Si cela se produisait, c'en serait fait une fois pour toutes de la position de l'empire allemand dans le monde, et je ne suis pas disposé à laisser arriver cela. »

1. Voir Pierre Baudin, *L'Empire allemand*, p. 93.
2. *Les Embarras de l'Allemagne*, p. 30.

§ III. — LA POLITIQUE MARITIME ET COLONIALE DE GUILLAUME II.

Tout cela ne suffisant pas encore pour assurer aux industriels et commerçants allemands les clients dont leur surproduction avait besoin, Guillaume II se lança dans la politique coloniale devant laquelle Bismarck avait reculé. Il ne trouva pas suffisant que ses sujets et les produits allemands eussent pénétré dans la plupart des colonies anglaises, portugaises, espagnoles, françaises au point d'y occuper une situation prépondérante. Il ne lui suffisait pas que l'Allemagne concurrençât la navigation britannique et japonaise dans les mers d'Extrême-Orient et la première dans l'Atlantique, les navigations française et italienne dans la Méditerranée. Il ne lui suffisait pas que le port belge d'Anvers, le port hollandais de Rotterdam, le port autrichien de Trieste, etc., etc., fussent devenus presque allemands par les banques, les maisons de commerce, les sociétés de navigation, etc. Il ne trouvait pas suffisant d'avoir, au moyen de la concession du chemin de fer de Bagdad, assuré à l'Allemagne la colonisation de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie. Il lui fallait des colonies qui fussent la propriété exclusive de l'empire germanique et, sans réfléchir que l'émigration allemande est devenue presque nulle, il voulut peupler de ses sujets des terres où ne flotterait que son impérial pavillon, où son nom seul serait respecté par les populations. Comme la plupart des terres colonisables par les Européens étaient déjà aux mains des vieilles puissances maritimes, il conçut la pensée de les en déposséder. Sous son impulsion se constitua la Ligue des coloniaux allemands qui, avec la Ligue pangermaniste, devait, à une heure donnée, devenir un embarras pour sa propre politique, tant étaient vastes les ambitions qu'il lui avait fait concevoir. Il put connaître les dangers de ses excitations dans

l'affaire du Maroc. Kiderlen-Wæchter avait commis la faute de se servir des ligues coloniales et pangermanistes pour échauffer le sentiment public au début de cette affaire; il y gagna, fait observer son confident M. Bourdon[1] « la défiance, le chantage, l'hostilité brutale, lorsque, remontant des bas-fonds du nationalisme, il s'efforça de trouver pour sa politique une voie nationale[2] ».

En somme, la politique économique outrancièrement impérialiste de Guillaume II eut pour conséquence de placer le commerce et l'industrie allemands dans une situation telle que leur ruine serait certaine le jour où, par suite de circonstances que les esprits avisés prévoyaient, la clientèle mondiale de l'Allemagne serait diminuée.

1. G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 136.

2. L'affaire du Maroc permet de saisir sur le vif le vice capital de la politique extérieure de Guillaume II. Par ses discours ambitieux et mégalomanes, il excite les ambitions et les appétits de son peuple. il encourage les ligues pangermanistes et coloniales, il inspire à l'Allemagne entière le désir de conquérir ou de dominer le monde; et pourtant il déclare un jour : « Je crois bien qu'en Allemagne il n'y a que moi et mon chancelier à vouloir la paix. » Mais, en réalité, il est entraîné par les passions qu'il a déchaînées. Le fait apparait en pleine lumière dans l'affaire du Maroc. Le 14 avril 1904, le chancelier Bülow, répondant au pangermaniste Reventlow, se déclare résolu « à ne pas lancer son pays dans une aventure à propos du Maroc ». Les coloniaux et les pangermanistes protestent contre cette déclaration, mènent une campagne violente pour la revendication de cette colonie et finissent par dicter à Guillaume II le geste de Tanger. Instruit par cette expérience, Kiderlen-Wæchter se met d'accord avec les coloniaux et les pangermanistes, encourage la publication de brochures et d'articles où l'on revendique au moins tout l'ouest du Maroc pour l'Allemagne, mais il est arrêté lui-même par l'intervention de l'Angleterre et se voit contraint de signer la convention franco-allemande du 4 novembre 1911. Il est alors accusé de trahison par ceux qu'il a poussés, tandis que le Kaiser reçoit le surnom de « Guillaume le lâche ». On l'accuse d'avoir reculé devant la France et l'Angleterre et Kiderlen-Wæchter se lamente au spectacle de sa propre impopularité. (Voir Paul Vergnet, *La France en danger*, p. 69-79.)

D'autre part, la prétention qu'avait le gouvernement de l'empire germanique d'intervenir dans toutes les affaires internationales et coloniales devait inévitablement avoir pour effet de faire naître chez toutes les puissances des inquiétudes. Chacune d'entre elles se sentait exposée à des conflits avec un empire dont toutes redoutaient la formidable puissance militaire.

§ IV. — GUILLAUME II ET LA RUSSIE.

La politique extérieure de Guillaume II était-elle de nature à corriger les vices de sa politique économique? Un rapide examen des faits permettra d'en juger.

Je rappelle qu'au moment où Guillaume II condamna brutalement Bismarck à la retraite, l'Allemagne était renforcée directement par son alliance avec l'Autriche et l'Italie, indirectement par la convention de 1884 avec la Russie et par l'hostilité que Bismarck avait provoquée, au moyen de la Tunisie et de l'Égypte, entre l'Italie et la France d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre. Il en résultait l'isolement complet de notre pays. Cet isolement ne nous mettait pas à la merci de l'Allemagne car la Russie et l'Angleterre avaient compris la faute qu'elles commirent en 1870 en nous laissant écraser, mais elle nous condamnait à subir sans réplique possible les humiliations qu'il plairait à l'Allemagne de nous imposer.

L'un des premiers actes de Guillaume II, en 1890, fut de ne pas renouveler le traité germano-russe de 1884, malgré le désir qu'en avait la Russie. Ce désir était fort légitime, car si le traité de 1884 assurait à l'Allemagne la neutralité bienveillante de la Russie dans le cas où l'Allemagne serait attaquée par la France, il garantissait à la Russie la neutralité bienveillante de l'Allemagne dans le cas où la Russie serait attaquée par l'Autriche.

La dénonciation du traité de 1884 constituait donc une sorte de menace indirecte pour la Russie de la part de l'Allemagne. Or, en même temps, la Russie se sentait menacée en Orient par l'Angleterre dont la politique traditionnelle lui était hostile et qui, à ce moment, « inclinait plutôt vers l'alliance italo-germanique[1] ».

§ V. — L'ALLIANCE FRANCO-RUSSE.

La Russie n'avait qu'un moyen de sortir de cette situation : le rapprochement avec la France. Celui-ci fut facilité par la démission de Grévy, qui était hostile à toute alliance de notre pays avec une autre puissance, et par l'arrivée à la présidence de la République, le 3 décembre 1887, de Sadi Carnot, dont les dispositions étaient tout à fait différentes. A partir de ce moment, les relations de la France et de la Russie se nouèrent avec un caractère amical qui devait aller en s'accentuant jusqu'à la conclusion d'une alliance formelle.

Dès la fin de décembre 1887, la Russie contracte en France un premier emprunt de 500 millions de francs. En mars 1889, elle en émet un second de 700 millions. En mai de la même année, il en est émis un troisième de 1 242 millions. En 1890 et 1891 d'autres emprunts se succèdent et sont couverts un grand nombre de fois. « C'est avec de l'argent français que la Russie allait construire ses chemins stratégiques et renouveler son armement[2]. » En 1890 elle avait été autorisée par le gouvernement français à faire fabriquer à Châtellerault des fusils de notre modèle et nous l'initiâmes à la fabrication des nouvelles munitions, ainsi qu'à nos procédés de mobilisation et de transport sur les voies ferrées. « On agissait comme si les deux armées devaient être

1. Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 819.
2. *Ibid.*, p. 822.

appelées prochainement à combattre un ennemi commun[1]. » En juillet de la même année, le gouvernement et le peuple russes faisaient une réception enthousiaste à une escadre française dans le port de Cronstadt, et, à Peterhof, l'empereur écoutait, debout, la *Marseillaise*. Le 29 juillet une flotte russe était reçue avec le même enthousiasme populaire à Cherbourg. En 1893, un traité de commerce était signé entre la France et la Russie. Le 13 octobre de la même année une escadre russe visitait Toulon, son commandant et son état-major faisaient une visite à notre gouvernement et le président du conseil municipal de Paris portait un toast à « la patrie russe sœur de la patrie française ». Le 27 octobre, le président de la République passait en revue, à Toulon, l'escadre russe. En 1896, le tsar Nicolas II vint en France où des discours caractéristiques furent échangés entre lui et le président de la République, Félix Faure. Après une revue à Châlons, celui-ci disait : « A Paris, vos majestés ont été acclamées par la nation tout entière; à Cherbourg et à Châlons elles ont été reçues par ce qui tient le plus au cœur de la France : son armée et sa marine. » Et le tsar répondait : « Les deux pays sont liés par une inaltérable amitié; de même il existe entre nos deux armées un profond sentiment de confraternité d'armes. » En 1897, le président Félix Faure, faisant visite au tsar à Saint-Pétersbourg, recevait un accueil enthousiaste de la part de la population russe. Dans les toasts échangés à bord du *Pothuau*, les deux chefs d'État prononçaient les mots de « nations amies et alliées », en affirmant qu'elles étaient « également résolues à contribuer par toute leur puissance au maintien de la paix du monde dans un esprit de droit et d'équité ». L'alliance de la France et de la Russie était affirmée devant le monde entier.

Le *Times* fit observer que les déclarations du président

1. Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 823.

de la République et du tsar « mettaient fin à la primauté et pour ainsi dire à la puissance dictatoriale que l'Allemagne, depuis un quart de siècle, veut exercer en Europe ». Les journaux allemands, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, se plurent à souligner le caractère pacifique de l'alliance, disant que « auparavant la France était liée à la paix sans l'alliance et qu'elle y était liée maintenant par l'alliance ». En France, les nationalistes outranciers voulaient voir dans les toasts du *Pothuau*, l'annonce de la revanche, mais la masse saine de la nation comprit que son but réel était de nous assurer contre les menaces incessantes de l'Allemagne. M. Rambaud[1] a dit fort justement : « Chez les deux peuples (russe et français) se dégageait le sentiment que l'entente avait et devait avoir pour objet non l'agression contre une autre nation, mais le maintien de la paix, auquel le peuple français concourrait avec d'autant plus de bonne volonté qu'il ne lui serait plus imposé par la conscience douloureuse de son isolement, mais qu'il y apporterait son libre consentement, conscient en sa propre force et dans celle qu'y ajoutait une « précieuse amitié ». A la Russie également le maintien de la paix ne pourrait plus apparaître commandé ni par les armements comminatoires des puissances rivales, ni par les boutades menaçantes d'un Bismarck ni par les manœuvres tendant à ruiner sa situation financière. Si elle restait pacifique, c'était pour la même raison que la France, parce qu'il ne s'agissait plus d'une paix, suivant l'expression du journal *Le Nord* « imposée et pour ainsi dire coercitive ».

L'homme qui comprit le mieux les conséquences de l'alliance franco-russe fut celui qui avait le plus travaillé pour l'empêcher. J'ai nommé Bismarck. A la suite des toasts de Châlons, en 1896, il fit publier par son journal officieux, les *Hamburger Nachrichten* un article

1. Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 827.

qui révélait l'existence jusqu'alors inconnue du traité secret germano-russe de 1884 et les conditions dans lesquelles il avait été dénoncé. « Peu de temps après l'avènement au trône de Russie d'Alexandre III et la retraite de Gortchakof, disait le journal de Hambourg, un accord s'établit entre la politique allemande et la politique russe et dura jusqu'en 1890. Jusqu'à cette époque il fut entendu entre les deux empires que si l'un d'eux était attaqué, l'autre garderait une neutralité bienveillante. Par exemple, si l'Allemagne était attaquée par la France, elle serait en droit de compter sur la bienveillante neutralité de la Russie qui, de son côté, serait assurée de la neutralité bienveillante de l'Allemagne, si c'était elle qui était attaquée sans provocation. Après la retraite du prince de Bismarck (mars 1890) cet accord ne fut pas renouvelé et si nous sommes bien informés en ce qui concerne les événements de Berlin, ce ne fut pas la Russie, mal disposée par la retraite du prince de Bismarck, mais le comte Caprivi, son successeur, qui déclina de continuer l'assurance réciproque, comme la Russie en avait le désir. »

Ces révélations produisirent dans toute l'Europe un véritable scandale. La *Gazette impériale* d'Allemagne accusa Bismarck de violer les secrets d'État; l'ex-chancelier répondit que son traité de contre-assurance avec la Russie était parfaitement compatible avec l'alliance austro-allemande. Il persistait dans la conception d'après laquelle l'Allemagne avait intérêt à neutraliser la Russie en cas de conflit avec la France, et les faits qui venaient de se dérouler lui donnaient parfaitement raison. Il n'est pas contestable que Guillaume II avait inauguré sa politique personnelle par un acte très préjudiciable aux intérêts particuliers de l'Allemagne.

§ VI. — GUILLAUME II ET L'ANGLETERRE.

L'alliance franco-russe devait avoir pour conséquence, non seulement d'arracher la Russie à l'influence de l'Allemagne, mais aussi de déterminer un changement d'attitude en Angleterre. Après la visite de l'escadre française à Cronstadt, la reine Victoria voulut recevoir nos marins et, à l'exemple du tsar, écouta debout la *Marseillaise*. C'était le premier pas vers l'entente cordiale qui devait plus tard s'établir entre la France et la Grande-Bretagne. La nouvelle attitude de l'Angleterre s'expliquait facilement par le caractère que Guillaume II assigna, dès la mise à la retraite de Bismarck, à la marine de guerre allemande et à la politique coloniale.

Tant que le chancelier de fer avait dirigé la politique de l'empire, il n'avait considéré la marine de guerre que comme une protectrice de la marine marchande allemande, et une protectrice dont il ne développait la puissance que lentement, soit parce qu'il n'attachait aux flottes de guerre qu'une valeur de second ordre au point de vue de la force militaire de l'empire, soit parce que ne jugeant pas nécessaire de doter l'Allemagne de colonies, il en déduisait l'inutilité d'une grande puissance maritime; soit encore parce qu'il tenait à éviter de provoquer des inquiétudes en Angleterre. Si le gouvernement britannique, vers la fin de la carrière du chancelier, penchait vers la Triple-Alliance germanique plutôt que vers une entente avec la Russie ou la France, c'est, sans nul doute, parce que la politique coloniale et maritime de Bismarck, n'allait à l'encontre d'aucun de ses intérêts. Au contraire, la France et la Russie l'inquiétaient; la première en raison de son caractère de grande puissance maritime et coloniale, la seconde à cause de ses ambitions orientales et extrême-orientales.

Il était impossible que les sentiments de l'Angleterre ne se modifiassent pas lorsqu'elle vit Guillaume II tourner ses préoccupations vers la mer en proclamant sa résolution de donner à l'Allemagne, à la fois, une flotte de guerre qui serait la rivale de celle de l'Angleterre et des colonies qu'elle acquerrait dans toutes les parties du monde [1].

Il n'est point inutile de noter que le dernier conflit diplomatique ayant surgi entre la France et l'Angleterre (celui de Fachoda) coïncida avec l'époque où Guillaume II établit le grand programme maritime de l'empire germanique. Et peut-être n'est-il pas déraisonnable de croire que si le conflit se résolut pacifiquement, c'est que la Grande-Bretagne commencait à prévoir le danger dont elle serait bientôt menacée par l'Allemagne. Il eût été, en effet, facile, en 1898, au gouvernement britannique de provoquer une guerre dont la France aurait fait tous les frais, car nous n'avions alors aucune flotte à opposer aux puissantes escadres britanniques et pas une seule de nos colonies n'était pourvue de défenses sérieuses. Étant donné le caractère essentiellement pratique de la politique anglaise, il est permis de croire que ce ne fut point pour des motifs de pur sentiment que la Grande-Bretagne renonça à profiter des avantages de la situation où elle se trouvait en face d'un conflit qui avait été provoqué par l'outrecuidance maladroite de notre ministère des Affaires étrangères. Mais une guerre avec la France, même si l'An-

1. Ce n'est pas seulement en Angleterre que sa mégalomanie pouvait provoquer des inquiétudes lorsqu'il déclarait, en 1896, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de l'empire germanique : « L'empire d'Allemagne est devenu un *empire mondial*. Partout, dans les contrées les plus éloignées de la terre, il y a des millions de nos compatriotes. Les marchandises allemandes traversent l'océan. Les valeurs que l'Allemagne confie à la mer atteignent des millions de millions. A vous incombera le devoir, plein de responsabilités, de m'aider à rattacher *un plus grand empire allemand* à celui de notre patrie. »

gleterre en sortait victorieuse, ne serait-elle pas inopportune, à l'heure où l'Allemagne manifestait sa résolution de devenir la rivale maritime et coloniale de la Grande-Bretagne? Je suppose que cette réflexion ne fut pas étrangère à la terminaison pacifique du conflit diplomatique de Fachoda; je le pense d'autant plus volontiers que les premiers pas vers un rapprochement de la France et de l'Angleterre furent faits aussitôt après ce conflit et que l'initiative en fut prise plutôt par le gouvernement de la Grande-Bretagne que par celui de la République.

Les défiances de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne furent beaucoup accrues par la visite tapageuse de Guillaume II au sultan Abd-ul-Hamid en 1898, par l'attitude qu'il prit en Asie Mineure où il alla jusqu'à revêtir le burnous des Arabes et par les entreprises de haute envergure qu'il provoqua de la part de ses sujets dans toutes les régions de l'Orient où l'influence britannique avait été jusqu'alors prédominante. Il était évident que l'Allemagne de Guillaume II cherchait à établir son hégémonie sur la Turquie et y parvenait dans une très large mesure. Or, un pareil fait devait avoir pour conséquence inévitable la suppression de l'influence anglaise dans cet empire ottoman pour le maintien duquel l'Angleterre avait fait, depuis plus d'un siècle, des efforts et des sacrifices sans nombre.

Au cours de son voyage à Constantinople et dans l'Asie Mineure, Guillaume II avait, en outre, affecté de se poser en grand protecteur de l'islamisme [1] et, à la suite de ce voyage, des moyens de toutes sortes furent employés pour persuader aux musulmans des colonies anglaises et françaises que l'empereur Guillaume, ami du sultan turc, était désigné par Allah pour rendre

1. Dans un discours prononcé le 8 novembre à Damas, il déclare : « Puisse le sultan, puissent les 300 millions de Musulmans, qui dispersés sur la terre le vénèrent comme leur calife, être assurés qu'en tout temps l'empereur allemand sera leur ami. »

l'indépendance à tous les peuples « opprimés » par l'Angleterre et la France. En Tunisie, en Algérie, dans l'Inde, on répandit parmi les musulmans des images représentant Abd-ul-Hamid et Guillaume unis pour la libération des sectateurs de Mahomet.

L'empereur Guillaume saisissait, du reste, toutes les occasions de se montrer hostile à l'Angleterre. En 1896, lorsqu'elle commença d'être aux prises avec les Boers du Transvaal, il adressa au président de la république transvalienne, M. Kruger, et fit publier un télégramme qui, par son caractère, constituait un acte formel d'hostilité à l'égard de la Grande-Bretagne[1]. Plus tard, au cours de la lutte des troupes anglaises contre les Boers, il fit faire à notre gouvernement « des propositions d'intervention que la France déclina » parce qu'elles eussent été dirigées contre l'Angleterre[2].

En agissant de la sorte, Guillaume II ne faisait que traduire les sentiments d'hostilité du peuple allemand à l'égard de l'Angleterre, sentiments qui, depuis une dizaine d'années surtout, sont allés sans cesse en s'accentuant. On en trouve l'expression dans presque toutes les interviews recueillies par M. G. Bourdon. Le professeur von Smoller déclare très formellement[3] : « La preuve de l'esprit accommodant de l'Allemagne est en ceci notamment qu'elle a laissé la France se livrer en toute tranquillité à son expansion coloniale. La

1. Dans ce télégramme, qui est du 3 janvier 1896, Guillaume II disait au président Kruger : « Je vous exprime mes sincères félicitations de ce que, sans faire appel au secours de puissances étrangères, vous avez réussi, avec votre peuple et par vos propres forces, à repousser les bandes armées qui venaient troubler la paix dans votre pays, à rétablir l'ordre et à défendre l'indépendance de votre peuple contre les attaques du dehors. » La publication de ce télégramme provoqua en Angleterre un tel mécontentement que les journaux attaquèrent violemment Guillaume II et que des manifestations eurent lieu contre les commerçants allemands.

2. Voir Hanotaux, *Hist. ill. de la Guerre de 1914*, p. 32.

3. *L'Énigme allemande*, p. 97.

preuve de l'esprit hostile de la France, c'est qu'elle s'est alliée à l'Angleterre, ennemie de l'Allemagne. Celle-ci doit donc songer à se défendre, à la fois contre l'Angleterre et contre la France.... D'où la nécessité d'une flotte. D'où l'accroissement de la force militaire. » Un autre professeur, Son Excellence Wagner, membre de la Chambre des seigneurs de Prusse, déclare : « Notre véritable adversaire, c'est l'Angleterre. Elle ne nous pardonne pas de lui avoir ravi sa suprématie industrielle et commerciale, elle nous trouve audacieux d'oser avoir une marine. Elle nous déteste. Parce qu'elle nous déteste, elle essaye aujourd'hui contre nous ce qu'elle a, tout le long de son histoire, réussi contre qui, en Europe, semblait lui disputer l'empire. »

Après avoir cité d'autres déclarations analogues, M. Bourdon ajoutait : « Dans chaque pensée allemande, ou passionné ou contenu, le sentiment qui s'inscrit avec le plus de force, c'est la rancune contre l'Angleterre, celle de Lloyd George, qui formule des *non possumus*, celle de Churchill qui prétend limiter l'armement allemand. »

Ce dernier mot doit être expliqué. Les Allemands n'ont jamais voulu comprendre que l'Angleterre, n'ayant pas d'autre garantie de la sécurité de son territoire que sa flotte, est absolument obligée de la maintenir dans une supériorité constante par rapport aux autres marines de l'Europe. Cette supériorité les irrite d'autant plus qu'ils se sentent incapables de la vaincre. C'est pourquoi aussi le rêve de Guillaume II était une entente de l'Allemagne et de la France à la suite de laquelle nous développerions notre flotte en réduisant notre armée et nous aiderions l'empire germanique à prendre dans le monde la place coloniale occupée aujourd'hui par l'Angleterre. M. Hanotaux[2] a raconté, non sans

1. Voir G. Bourdon, *Loc. cit.*, p. 131.
2. *Hist. popul. de la Guerre de 1914*, p. 95.

quelque discrétion, un entretien qui eut lieu à Kiel, en 1907, entre Guillaume II et un ancien ministre français qu'il me serait facile de nommer, dans lequel le premier laissa voir toute son hostilité pour l'Angleterre et son désir d'une alliance de l'Allemagne et de la France qui serait dirigée contre la Grande-Bretagne. A propos du Maroc, il disait : « Je sais que c'est mon oncle (Édouard VII) qui mène tout.... Croyez que je sais tout ce qui se fait à Londres. Vous n'écoutez que John Bull.... Tout cela ce sont des misères, je les arrangerai. Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit et je vous parlerai très nettement.... Entre les deux pays (Allemagne et France) ce qu'il faut, c'est l'alliance. Alors, les deux pays, s'appuyant l'un sur l'autre, seront les maîtres du monde. » Il ajouta, comme argument à l'appui de sa proposition : « Prenez garde, l'heure est critique. J'ai annoncé et prévu le péril jaune : on m'a traité d'hurluberlu. Et bien ! les vaisseaux japonais sont maintenant ici, dans les eaux européennes et je vous jure que ce n'est pas moi qui les ai amenés. Il y a deux dangers, celui de l'Asie et celui de l'Amérique. Si nous continuons à nous entredéchirer en Europe, nous serons surpris : il n'y a qu'une issue, c'est l'alliance. » Je crois pouvoir ajouter qu'il insista sur la nécessité de tourner d'abord l'alliance de ses rêves contre la Grande-Bretagne. L'entretien fut repris à diverses reprises. Il se termina par une sorte de menace. « Réfléchissez bien, dit le kaiser. Il se prépare des modifications importantes dans les arrangements des puissances en Europe.... » Faisait-il allusion à un rapprochement de l'Allemagne et de la Russie, comme le pense M. Hanotaux, ou bien pensait-il aux avances qu'il faisait, vers le même temps, à certaines hautes personnalités anglaises? Il serait difficile de le dire, tant ses pensées étaient fugaces et ses projets contradictoires, ainsi qu'il arrive chez tous les impulsifs. Ce qui n'est point douteux, car cela ressort des paroles mêmes prononcées

dans cet entretien, c'est qu'il était dominé par la préoccupation très personnelle d'aboutir à la réalisation de ses projets mégalomanes et d'imposer ses conceptions mondiales.

§ VII. — GUILLAUME II ET LA FRANCE.

Contrairement à la politique suivie par Bismarck, le kaiser désira, presque dès le début de son règne, un rapprochement de la France et de l'Allemagne. Mais son esprit absolu ne comprenait ce rapprochement qu'à deux conditions : que la France contresignât le traité de Francfort pour bien marquer sa soumission à l'hégémonie allemande et qu'elle prêtât à l'Allemagne son concours dans la lutte que Guillaume avait ouverte contre la Grande-Bretagne en inaugurant sa politique maritime et coloniale.

En Allemagne, c'était une idée courante que la France devait oublier les faits accomplis, les défaites et les vexations subies, les provinces perdues, comme des événements irréparables. « La solution la plus simple de ces malentendus, écrivait à M. Bourdon, le général Keim, président de la « ligue militaire », serait qu'un ministre français déclarât ouvertement et officiellement le traité de Francfort intangible et définitif pour la France, et cela par conviction intérieure, non par pure formalité. Si cela ne se produit pas, la France demeurera notre ennemie secrète en dépit de toutes les assurances pacifiques données d'une façon générale[1]. »

Sous des formes diverses les mêmes propos étaient tenus par la plupart des personnalités que M. Bourdon interrogea. Doté de la même mentalité que ses sujets, Guillaume II dut être fort étonné, lorsque, vers 1900, notre gouvernement lui fit entendre que la France ne

1. G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 201.

pourrait, sans se déshonorer, reconnaître, spontanément, en pleine paix, l'intangibilité d'un traité qui lui avait été imposé par la force. Il y a des choses — et l'honneur national en est — que les cerveaux allemands ne peuvent pas comprendre.

Dans les interviews recueillies par M. Bourdon en 1913 on voit revenir avec insistance dans la bouche des plus hauts personnages allemands, cette considération que le gouvernement de Guillaume II a fait à la France maintes avances et gracieusetés dont les Français ne tinrent aucun compte. « Ils rappellent, dit M. Bourdon[1], la grâce du capitaine D... signée le matin des obsèques de Carnot, le transfert des cendres du grand Carnot, les inaugurations d'ossuaires de soldats français morts en terre allemande, auxquelles le chevaleresque kaiser ne manque jamais de se faire représenter personnellement, les chaleureux et délicats télégrammes de sympathie lancés par lui, à la minute immédiate, en hommage à tous les deuils et à toutes les joies de la France, sa participation personnelle à la section des beaux-arts dans l'Exposition de 1900, l'aménité rayonnante avec laquelle il a recherché et accueilli, durant ses croisières, certains personnages français, tant de marques enfin de courtoisie empressée dont le dessein fut manifeste. » Et M. Bourdon rappelant ses entretiens sur ce sujet avec le ministre des Affaires étrangères qui signa le traité franco-allemand relatif au Maroc, ajoutait : « Ces avances de l'Allemagne, M. de Kiderlen les atteste à son tour, et il ajoute que toute l'opinion allemande y fut partie. Mais quand il veut donner un exemple, ce n'est pas au transfert des cendres de Carnot que ce réalisateur pense tout de suite : le souvenir qui s'offre à lui, c'est qu'il dépendait de la France d'entrer, soit en tiers avec l'Allemagne et l'Angleterre, soit même, plus tard, à égalité avec l'Allemagne seule, dans l'affaire

1. *L'Énigme allemande*, p. 63.

du Bagdad, que celle-ci le lui proposa, et que tout d'un coup, se ravisant et s'enfermant dans sa bouderie, elle se récusa. » M. de Kiderlen ne comprenait pas que la France n'eût pas voulu, dans cette affaire, se séparer de l'Angleterre à laquelle l'unissait déjà l'Entente cordiale, et il disait : « Si le gouvernement de la République s'attache, dans toutes les questions extérieures, à demeurer en accord avec son amie et avec son alliée, les Allemands s'impatientent à la fin, et ne le cachent pas. »

Ce qui irritait particulièrement l'Allemagne et son empereur, c'était que nous restions fidèles à notre entente cordiale avec l'Angleterre. Et pourtant, les plus sincères d'entre eux ne dissimulaient ni les avantages que la France tirait de cette entente, ni les dangers auxquels elle s'exposerait si elle y renonçait pour se jeter dans les bras de l'Allemagne. Le directeur de la revue *Pan*, M. Kerr, disait à M. Bourdon[1], en rappelant le concours que l'Angleterre nous avait donné au moment d'Agadir : « L'Angleterre alors vous a bien servis; elle peut vous servir encore ; elle est l'amie forte dont vous avez besoin; au lieu qu'une alliance avec l'Allemagne, en vous brouillant avec elle, vous laisserait sans amis.... Avec l'Angleterre vous avez partagé le monde, et vous savez à quoi vous en tenir. Avec l'Allemagne ce serait une autre affaire. » Il dit que l'Allemagne veut des colonies, et ajoute : « Les vôtres sont belles » et elle voudra les prendre. « C'est de cette manière que l'Allemagne songe à régler ses petites affaires. Si, comme elle, vous cherchez à déchiffrer l'énigme de demain, réfléchissez bien. Or, la clef est dans votre poche : la France et l'Angleterre unies sont invulnérables.... Désunies,... ah! dame, elles seront à la merci de l'Allemagne, et la guerre s'ensuivra d'une façon presque automatique. »

1. *L'Énigme allemande*, p. 218.

§ VIII. — L'ENTENTE FRANCO-ANGLAISE.

C'est précisément ce que le gouvernement de la République et celui de la Grande-Bretagne avaient compris, dès le lendemain de Fachoda, au spectacle des ambitions maritimes et coloniales bruyamment manifestées par Guillaume II et qui constituaient une menace pour les deux grandes puissances occidentales. C'est pour cela que sous le ministère Waldeck-Rousseau les bases de l'amitié franco-anglaise furent posées. Le roi d'Angleterre, Édouard VII, devait faire une visite au président de la République pendant l'été de 1901 ; il en fut empêché par une crise d'appendicite ; mais, dès ce moment, la Grande-Bretagne avait renoncé au « splendide isolement » dans lequel elle s'était confinée depuis un grand nombre d'années. Elle se sentait menacée par l'activité fébrile que Guillaume II déployait en vue de l'accroissement de la flotte germanique. C'est par des lois votées au Reichstag en 1898 et 1900 que l'Allemagne a inauguré la politique maritime propre à Guillaume II, politique caractérisée par la construction rapide de cuirassés du plus grand tonnage, et c'est à 1901 que remontent les premières manifestations de ce qui devait devenir plus tard l'entente cordiale franco-anglaise. Celle-ci se manifesta, en 1904, par les conventions relatives à Terre-Neuve, au Maroc et à l'Égypte. Du côté de l'Allemagne, elle fut accompagnée par une activité croissante des constructions navales.

En 1908, le roi Édouard, redoutant, non sans raison, les conséquences financières et internationales de la lutte pour le développement des flottes engagée par l'Allemagne, fit personnellement une tentative auprès de Guillaume II pour obtenir une limitation des constructions dans les deux pays. Dans l'entrevue qu'il eut avec l'empereur d'Allemagne au château de Friedrischshof,

près Hambourg, il aborda cette question déjà discutée entre les deux gouvernements, mais il n'obtint aucun résultat. « On croit, dit M. Wickham Steed[1], qu'en arrivant à Ischl, le roi Édouard ouvrit son cœur à son vieil ami l'empereur François-Joseph et lui demanda d'employer l'influence que lui donnaient ses bons rapports avec l'empereur Guillaume, en faveur d'un accord naval, qui, selon l'opinion du roi Édouard, contribuerait à diminuer notablement la tension dans les rapports anglo-allemands. Soit spontanément, soit sous influence du baron d'Ærenthal, — dont les tendances anti-anglaises étaient alors très prononcées et qui soupçonnait le roi Édouard de vouloir attirer l'Autriche-Hongrie hors de la Triple-Alliance pour compléter « l'encerclement » de l'Allemagne, — l'empereur François-Joseph refusa d'accueillir la suggestion anglaise, et le roi Édouard quitta Ischl très découragé, pour aller faire à Marienbad sa cure annuelle. »

Depuis cette époque, l'activité des chantiers allemands fut d'autant plus grande que les manifestations de l'Entente franco-anglaise devenaient plus cordiales et plus officielles. C'est aussi vers le même temps que l'Italie et l'Autriche, poussées par l'Allemagne, commencèrent de se lancer dans la construction des plus grandes unités navales, sans cacher, la première surtout, qu'elles ambitionnaient la maîtrise de la Méditerranée orientale.

Malgré le désir très sincère qu'elle avait de limiter ses dépenses de construction, la Grande-Bretagne fut obligée de répondre à l'activité maritime des nations de la Triple-Alliance germanique. Au début du ministère radical de Campel-Bannermann, l'amirauté anglaise, sous la direction du ministre Mac Kenna, avait ralenti ses constructions navales, parce que les radicaux anglais

1. *La Monarchie des Habsbourg*, p. 372.

avaient conçu la possibilité d'une entente de l'Angleterre avec l'Allemagne; mais, comme l'Allemagne n'en poursuivait qu'avec plus d'ardeur l'accroissement de sa flotte cuirassée, l'opinion anglaise se souleva contre la conduite des radicaux. Le nouveau ministre de la Marine, M. Winston Churchill et M. Asquith qui avait pris la place de M. Bannermann, décédé, durent déclarer publiquement qu'ils maintiendraient, coûte que coûte, la suprématie navale de l'Angleterre. Ils se contentèrent de modifier la formule de cette suprématie : jusqu'alors il avait été entendu que la flotte anglaise devait être toujours au moins aussi forte que les deux flottes les plus fortes de l'Europe. Dès lors, il fut décidé que la flotte anglaise se contenterait d'être plus forte de 60 p. 100 que la flotte germanique. C'est sur ces bases que furent établis les programmes de constructions navales de la Grande-Bretagne.

§ IX. — LES AVANCES DE GUILLAUME II A L'ANGLETERRE.

La pratique ayant confirmé cette décision, Guillaume II comprit qu'il lui serait impossible de posséder jamais une flotte supérieure à celle de l'Angleterre et conçut la pensée de se rapprocher de cette dernière en se tournant contre la France. C'est dans ce but qu'il fit publier, le 28 octobre 1908, par le *Daily Telegraph* une interwiew dont toute l'Europe retentit. « Vous, Anglais, êtes fous, fous comme des lièvres de mars. Pourquoi vous laissez-vous aller à des soupçons indignes d'une grande nation?... J'ai déclaré aussi nettement que je l'ai pu, dans mon discours du Guildhall que mon cœur est à la paix, que mon vœu le plus cher est de vivre avec l'Angleterre dans les meilleurs termes possibles.... Mais vous ne prêtez l'oreille qu'à ceux qui interprètent mes actes faussement et les dénaturent. Je considère cette attitude comme une injure personnelle....

Cela met ma patience à bout.... J'ai répété dix fois que je suis un ami de l'Angleterre, et votre presse, tout au moins une grande partie de votre presse, demande au peuple anglais de refuser la main qui lui est tendue et insinue que mon autre main tient un poignard. Comment puis-je convaincre une nation contre sa volonté? Je répète que je suis l'ami de l'Angleterre, mais vraiment vous me rendez cette affirmation difficile. Ma tâche n'est pas des plus aisées, les sentiments prévalants dans une grande partie de la basse classe et de la classe moyenne de mon peuple n'étant pas amicaux pour l'Angleterre; donc, c'est une minorité seulement qui, dans mon propre pays, reçoit mes paroles, une minorité composée, il est vrai, des meilleurs éléments, de même qu'en Angleterre c'est une minorité qui est bien disposée envers l'Allemagne. C'est une autre raison pour laquelle je vous en veux de refuser ma parole quand je vous affirme mon amitié pour votre pays. » L'émotion provoquée par cette interwiew fut vive en Allemagne où l'on reprochait surtout à l'empereur Guillaume de vouloir faire une politique personnelle. Pour répondre à cette accusation, le chancelier de l'empire, M. de Bülow, dut faire dire par la presse que l'interwiew de Guillaume II avait été, avant sa publication, communiquée à la chancellerie et examinée par le service compétent. Les polémiques n'en devinrent que plus vives et l'affaire fut portée devant le Reichstag où M. de Bülow subit un violent assaut de l'opposition. Le seul résultat de tout ce bruit fut d'accroître les défiances de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne dont les véritables sentiments avaient été mis à nu par le kaiser lui-même et qui se manifestèrent avec éclat dans la presse allemande.

On crut généralement que cette aventure servirait de leçon à Guillaume II ; il n'en fut rien. Le résultat qu'elle produisit dans son esprit fut de l'exciter contre l'Angleterre au point de l'amener à rendre vains tous les efforts

que fit encore le ministère radical anglais pour se rapprocher de l'Allemagne. Le rapprochement était facile : il suffisait que le gouvernement de l'empire consentît à une limitation des constructions navales dans les deux pays, basée sur l'état existant, c'est-à-dire une supériorité de 60 p. 100 accordée à la flotte anglaise sur la flotte allemande. L'intérêt manifeste de l'Allemagne était d'accepter cette combinaison, car de la limitation de ses dépenses maritimes aurait résulté la possibilité d'accroître ses forces militaires sans grever outre mesure les contribuables de l'empire. D'autre part, l'accord de l'Allemagne et de l'Angleterre, c'était la paix européenne assurée, car la France aurait suivi l'exemple de la Grande-Bretagne. Parmi nos hommes politiques les plus autorisés, il en existait un certain nombre très favorable à un rapprochement des trois puissances.

§ X. — GUILLAUME II HOSTILE A LA LIMITATION DES CONSTRUCTIONS NAVALES ET DES ARMEMENTS.

Mais un pareil but n'aurait pu être atteint ou même envisagé sérieusement que si l'Angleterre et la France avaient eu la certitude de ne point être dupes. Or, cette certitude n'aurait pu résulter que d'un accord ayant pour objet une limitation générale des armements maritimes et terrestres. L'Allemagne ne voulait pas en entendre parler. Le monde entier en eut la certitude, en 1898, lors de la tentative que fit Nicolas II en vue de cette limitation. La circulaire russe du 24 août 1898 est un acte trop honorable de la politique de Nicolas II pour que nous ne la rappelions pas ici. « Le maintien de la paix générale et une réduction possible des armements excessifs qui pèsent sur toutes les nations se présentent, disait la circulaire du comte Mouravief, dans la situation actuelle du monde, comme l'idéal auquel devront tendre les efforts de tous les gouverne-

ments », car les charges militaires « atteignent la prospérité publique dans sa source » et « l'amoncellement du matériel de guerre, transformant la paix armée en un fardeau écrasant risque de conduire à un cataclysme « dont les horreurs font frémir à l'avance toute pensée humaine ». La circulaire concluait par la proposition d'une conférence internationale dont le programme indiqué dans un second document comportait : la recherche des moyens de mettre un terme à l'accroissement progressif des armements; l'interdiction de l'emploi de certaines armes et de certains engins ou substances destructifs; l'étude des procédures à appliquer pour prévenir les conflits armés, etc.

L'Allemagne, dont les armements militaires étaient alors déjà formidables et qui entrait dans la voie des constructions navales était, évidemment, appelée à donner l'exemple. Si elle avait adopté la pensée de la Russie, toutes les autres puissances auraient suivi. Elle repoussa, dès le début de la conférence, toute idée de limitation des armements, en déclarant que « le peuple allemand n'est point écrasé sous le poids des charges et des impôts ». L'Autriche fit des déclarations analogues. Les représentants des États germains étaient d'accord pour refuser de s'engager à ne pas augmenter leurs armements, même pendant cinq ans comme le proposait la Russie. En dépit de l'institution d'un tribunal arbitral permanent, la conférence de la Haye se terminait par un avortement. La même fin était réservée aux propositions de limitation des constructions navales que devait faire plus tard l'Angleterre.

§ XI. — L'AFFAIRE DU MAROC.

Bismarck, hostile à l'expansion coloniale de l'Allemagne, n'attachait à la question du Maroc aucune importance au point de vue des intérêts allemands;

mais il savait toute celle qu'y attachait l'Angleterre et, dans sa préoccupation constante de nous mettre en opposition avec cette puissance, il avait fortement encouragé nos visées sur le Maroc.

Il pensait que pousser la République au Maroc, « c'était la paralyser pendant des années en Europe ». En 1880, lorsque la question marocaine fut discutée dans la conférence de Madrid, le délégué allemand, « tenant la promesse faite par le chancelier (Bismarck) au comte de Saint-Vallier, votait toujours, les yeux et les oreilles fermés, avec l'amiral Jaurès[1] ».

Guillaume II, en raison de sa politique d'expansion coloniale, ne pouvait envisager la question marocaine du même œil que Bismarck. Il arrivait trop tard pour revendiquer quelque droit que ce fût sur le Maroc au sujet duquel la France, l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie s'étaient déjà entendues en 1903 et 1904. En compensation de la reconnaissance de notre situation privilégiée au Maroc, nous abandonnions toute revendication en Égypte et nous cédions nos droits sur Terre-Neuve à l'Angleterre. A l'Espagne nous reconnaissions une situation dans le nord du Maroc anologue à celle que nous occuperions dans le reste du pays. A l'Italie nous promettions de ne contrarier d'aucune manière ses ambitions sur la Tripolitaine.

L'Allemagne n'avait pas eu à intervenir dans ces accords, car elle n'avait encore au Maroc que des intérêts économiques minimes; mais Guillaume avait résolu de nous imposer des conditions au moyen desquelles l'Allemagne pourrait se développer économiquement au Maroc en concurrence avec la France. Tout d'abord, en 1905, par son voyage à Tanger, il se posa officiellement en protecteur de l'indépendance du sultan et de l'intégrité de l'empire marocain et déclara ne vouloir traiter

1. Voir G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 237.

qu'avec le sultan les intérêts allemands au Maroc[1]. Le souvenir n'est perdu en France ni de l'émotion que ce geste détermina dans nos milieux politiques, ni des pénibles révélations qui résultèrent de l'examen attentif de l'état de nos forces militaires et des défenses de nos frontières. Plus de deux cents millions de francs durent être dépensés, sans ouverture de crédits par les Chambres, pour faire face aux nécessités les plus urgentes de notre armée. Il n'est pas inutile de noter que la visite de Guillaume II à Tanger et son geste provocateur s'étaient produits un mois environ après la défaite des Russes par les Japonais à Moukden. Cette défaite avait eu lieu le 24 février 1905; le débarquement du kaiser à Tanger fut effectué le 21 mars 1905. Guillaume profitait des embarras de la Russie pour menacer la France, elle-même nullement préparée à une guerre.

Le conflit fut évité; une conférence internationale qui se tint à Algésiras en 1906 établit le statut du Maroc; mais elle l'établit sur des bases dont la solidité ne pouvait exister qu'aux yeux de diplomates plus soucieux des formes que des réalités. Le sultan conservait son indépendance; l'intégrité du territoire marocain était garantie; la France avait la mission de maintenir l'ordre dans le pays et de le représenter à l'extérieur; il lui était reconnu une situation privilégiée dans la zone voisine de l'Algérie; toutes les nations jouissaient des mêmes droits au point de vue économique dans toutes les parties du pays; Tanger était internationalisé; la police des autres ports était répartie entre la France et l'Espagne; celle-ci avait autorité sur toute la portion du Maroc qui borde la Méditerranée, etc.

1. « Ma visite à Tanger, disait-il, à eu pour but de faire savoir que je suis décidé à faire tout ce qui est en mon pouvoir pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc. Considérant le sultan comme un souverain absolument libre, c'est avec lui que je veux m'entendre sur les moyens propres à sauvegarder ces intérêts. »

C'était un régime incapable de résister aux premiers troubles qui se produiraient, car dès que la France userait de la force pour maintenir l'ordre ou le rétablir les gens de mauvaise foi pourraient l'accuser de vouloir faire la conquête du pays.

Notre gouvernement en eut la preuve, en 1908, lors de l'incident des déserteurs de la légion étrangère que nos agents arrêtèrent à Casablanca et que le consul d'Allemagne prétendait garder sous sa protection. La France proposait de soumettre le litige à un arbitrage ; l'Allemagne voulait que notre gouvernement lui exprimât des regrets. On craignit fort justement qu'il en résultât un conflit. L'Allemagne pourtant finit par accepter l'arbitrage et des négociations s'ouvrirent pour le règlement de la situation que les deux nations occuperaient désormais au Maroc. Elles se terminèrent par la convention du 9 février 1909, signée quelques jours avant une visite du roi d'Angleterre à Berlin. L'Allemagne déclarait n'avoir aucune prétention politique au Maroc. Elle s'engageait à respecter le rôle de police assigné à la France par l'acte d'Algésiras et les droits spéciaux que cet acte nous avait accordés dans la zone frontière algéro-marocaine ; la France reconnaissait à l'Allemagne une égalité économique complète au Maroc et prenait l'engagement de collaborer avec elle dans un certain nombre d'affaires coloniales ayant un intérêt égal pour les deux nations.

C'est dans ces conditions que s'ouvrirent les pourparlers en vue de l'affaire dite de la Ngoko-Sangha (œuvre commune à accomplir au Congo) et de la construction des chemins de fer marocains. Que notre diplomatie se soit, à une heure donnée, montrée hostile à la collaboration de la France avec l'Allemagne dans le règlement de ces deux questions, il serait difficile de le contester. Mais ce n'est pas de là que vint la nouvelle crise d'où faillit, une fois de plus, sortir un conflit armé.

La grosse question restait celle de la police du Maroc. Chaque fois qu'il nous arrivait de faire quelque opération pour maintenir l'ordre, nous étions accusés de vouloir « tunisifier » le Maroc. En mars 1911, lorsque nous fûmes contraints de châtier la tribu des Zaers, M. de Kiderlen-Wæchter, ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, disait à M. Cambon, notre ambassadeur, « que, par petites opérations militaires successives, nous pourrions être progressivement entraînés à une sorte d'occupation toujours plus étendue, qui finirait par annuler l'acte d'Algésiras[1] ». En avril, lorsque les Européens furent menacés à Fez et que le gouvernement français avisa les puissances de la nécessité où il se trouvait d'occuper la capitale du Maroc, M. de Kiderlen-Wæchter commença par nier la gravité du danger que nous lui signalions, puis il écrivit à notre ambassadeur que le gouvernement de l'empire était disposé « à entrer avec le gouvernement français dans un échange de vues sur les mesures que celui-ci jugerait alors devoir prendre ». Le 27 avril, il disait à M. Cambon[2] : « Si, une fois que vous serez entrés dans Fez, vous ne pouvez en sortir; si, pour être maintenu, le pouvoir du sultan a besoin des baïonnettes des soldats français, nous ne considérerons pas que les conditions de l'acte d'Algésiras seront respectées et nous reprendrons notre liberté. » A ce moment, la presse allemande, précisant la pensée qui avait dicté ces paroles, réclamait la revision du statut du Maroc et l'attribution à l'Allemagne d'une portion du territoire marocain sur l'Atlantique. « La Wilhelmstrasse, affirme M. Bourdon, désireuse de se concilier les bonnes grâces des pangermanistes et des coloniaux, songeait à installer au Maroc le pavillon allemand, et, le long de la côte atlantique, c'est sur Mogador qu'elle avait jeté son

1. Voir G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 28.
2. *Ibid.*, p. 35.

dévolu. Elle n'osait l'avouer encore, elle devait le nier plus tard, mais c'était là son dessein caché, et l'on en trouverait la preuve parmi les documents que la vigilance des parties n'a pas permis de publier au Livre Jaune. »

Le 20 juin, à Kissingen, M. de Kiderlen-Wæchter disait à M. Cambon : « Je ne conteste pas votre influence; mais qui dit influence ne dit pas protectorat, et c'est un véritable protectorat que vous êtes en train d'organiser. Cela n'est ni dans l'acte d'Algésiras ni dans l'accord de 1909, pas plus que ce que vous faites à l'est et à l'ouest du Maroc, dans la Chaouïa et sur la Moulaya. »

Le 22 juin 1911, M. Cambon s'entendait avec M. de Kiderlen pour reprendre dans des entrevues qui auraient lieu à Kissingen toute la question marocaine.

Le 1er juillet le *Panther* mouillait dans le port d'Agadir. Le 16 juillet, pour justifier l'envoi du *Panther* à Agadir, M. de Kiderlen disait à notre ambassadeur : « Vous avez acheté à l'Espagne, à l'Angleterre et même à l'Italie, votre liberté au Maroc; quant à nous, vous nous avez laissés de côté. Vous auriez dû négocier avec nous avant d'aller à Fez. » Puis il répéta que nous avions violé l'acte d'Algésiras, que nous avions pris des territoires à l'ouest et à l'est, que nous avions occupé les ports de Rabat et de Mehedya, que nous avions mis de la mauvaise volonté dans le traitement des affaires économiques, notamment dans celles des chemins de fer marocains et de la Ngoko-Sangha, enfin que nous avions traité les intérêts allemands avec une « espèce de mépris ».

Les Allemands bien informés ne cachent pas qu'en expédiant le *Panther* à Agadir le gouvernement de Berlin avait voulu frapper un « grand coup ». M. Bourdon[1] a raconté, d'après l'interview d'un haut person-

1. Voir G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 41-43.

nage allemand, l'histoire de ce « coup ». Après avoir rappelé les échecs subis par l'Allemagne à la conférence d'Algésiras, le personnage en question montre M. de Kiderlen-Wæchter cherchant à restaurer la politique bismarckienne et choisissant le Maroc pour terrain de sa première action. « Il s'en ouvre au chancelier (M. de Bethman-Holweg) qui, nouveau venu dans la politique étrangère, se laisse aisément convaincre; mais il y a quelqu'un dont l'esprit conciliant et pacifique est avéré, et qu'il sera moins facile d'entraîner : c'est l'empereur. Il est à Wiesbaden. Tous deux, le chancelier et le ministre s'y rendent, et font si bien qu'ils obtiennent son approbation; on frappera donc le coup qu'ils souhaitent : à eux de déterminer le moment où il conviendra de frapper. » Cependant, en quittant Wiesbaden, Guillaume II est allé à Strasbourg où il parle de cette affaire au stathalter, M. de Wedel, « homme sage et de bon conseil, qui a la confiance de son souverain ». M. de Wedel « représente à Guillaume II les dangers d'une démarche aussi vive, et fait si bien que celui-ci reprend sa décision ». Désenchantement de M. de Kiderlen qui entraîne le chancelier à Kiel où l'empereur s'est rendu. Ils font un dernier effort et Guillaume II, changeant de nouveau d'avis, autorise le « coup ». Comme M. Bourdon demande quels arguments le ministre et le chancelier purent faire valoir, son interlocuteur lui répond : « Ah! vous ne me croirez pas. Ils lui ont dit que tout cela, après des cris, de la colère et de la résistance, finirait par un rapprochement définitif entre la France et l'Allemagne! — Et l'empereur l'a cru? — Sans doute. Il y a autour de lui des gens pour lui répéter que le moyen de ramener la France à l'Allemagne est qu'elle en sente fortement la nécessité. »

Si Guillaume II avait eu la moindre connaissance de la mentalité française, il aurait fait observer à ces gens que la France est trop sensible aux coups pour qu'il

soit possible de la frapper sans raison et qu'à la suite du *Panther* des cuirassés français pourraient bien être envoyés à Agadir. C'est, en effet, ce que proposa M. de Selves. Guillaume II aurait dû savoir aussi que l'Angleterre ne tolérerait pas l'installation d'une puissance comme l'Allemagne à la porte de la Méditerranée et en travers de la route de l'Afrique du Sud. Avant de donner son approbation à la politique marocaine de la France, la Grande-Bretagne n'avait-elle pas exigé que nous abandonnions à l'Espagne tout le nord du Maroc, afin d'éviter que la France, puissance maritime, put faire un établissement en face de Gibraltar? Ce que l'Angleterre n'avait pas voulu que la France pût faire, tolérerait-elle que l'Allemagne l'exécutât? Or, il semble bien que dans les discussions relatives au coup d'Agadir, Guillaume II et ses ministres ne tinrent compte ni de la mentalité française, ni des intérêts anglais.

Ceux-ci se défendirent, dès la fin de juillet, par la bouche de M. Lloyd George, ministre des Finances, partisan connu d'un rapprochement de l'Angleterre et de l'Allemagne, et de M. Asquith, premier ministre. L'un et l'autre déclarèrent, le premier dans une réunion populaire, le second à la Chambre des Communes, que l'Angleterre ne voulait pas intervenir dans les relations diplomatiques de la France et de l'Allemagne, mais que si l'empire germanique prétendait exercer ses prétentions au Maroc, renforcer la représentation de sa marine à Agadir, et y effectuer un débarquement, « l'Angleterre agirait à la fois comme directement intéressée et en vertu de son entente avec la France ». Ce fut un coup de massue sur la tête des diplomates allemands, si bien appliqué que l'on n'entendit plus personne, en Allemagne, réclamer le partage du Maroc.

Diplomates et journaux se rabattirent sur la demande d'une compensation coloniale à donner par la France, en échange de l'abandon du Maroc qui lui serait consenti par l'Allemagne. Nous ne discuterons pas la ques-

tion de savoir si la France eut raison ou tort de céder une portion de son domaine congolais en échange de la reconnaissance par l'Allemagne de son protectorat sur le Maroc, mais il nous est impossible de nier que ceux-là avaient raison qui critiquaient les clauses de la convention du 4 novembre 1911, car elles créaient une source inépuisable de prétextes à discussions et à querelles. Celles-ci se produisirent, dès le lendemain de la signature du traité, sous la pression des pangermanistes coloniaux.

Je me suis étendu quelque peu sur l'affaire du Maroc parce qu'elle avait été marquée par deux faits d'une haute importance au point de vue international : la résolution de l'Angleterre de ne pas permettre que l'Allemagne attentât à ses intérêts maritimes et coloniaux; la fidélité du gouvernement britannique à l'Entente cordiale. De ces faits devait nécessairement résulter une exacerbation de l'hostilité des éléments nationalistes de l'empire germanique et de Guillaume II contre la Grande-Bretagne. A partir du jour où M. Asquith et M. Lloyd George affirmèrent, au nom de l'Angleterre, qu'ils seraient fidèles à l'Entente cordiale, il y eut dans l'esprit du gouvernement de Berlin et dans celui de Guillaume une inquiétude non douteuse, provoquée par la crainte qu'en cas de guerre de l'Allemagne, soit avec l'Angleterre, soit avec la France, l'Entente cordiale fonctionnât les armes à la main. M. de Kiderlen-Wæchter en faisait l'aveu lorsque, à l'observation de M. Bourdon[1] : « La France ne vous menace pas », il répondait : « Que nous soyons engagés dans une guerre contre les Anglais, connaissez-vous, chez vous, un gouvernement qui, le voulût-il, pourrait résister plus de trois heures à la poussée populaire qui jetterait le pays à la frontière?[2] » Au moment

1. *L'Énigme allemande*, p. 63.

2. Bismarck avait appliqué un raisonnement analogue à la Russie. En 1888, après l'échec du « coup Schæneblé », il disait à

d'Agadir, l'Allemagne n'avait pas osé affronter les chances d'une guerre parce qu'elle était certaine de voir l'Angleterre marcher avec la France que la Russie aurait nécessairement appuyée puisque notre pays eût été l'offensé.

§ XII. — LA GUERRE RUSSO-JAPONAISE. — LA FORMATION DE LA TRIPLE-ENTENTE DONT LE JAPON SE RAPPROCHE.

La loyauté de l'Angleterre fut la cause de l'amitié qui se produisit entre cette nation et la Russie à la suite de l'Entente cordiale. Lorsque le conflit éclata, au sujet de la Corée, entre la Russie et le Japon, l'Angleterre employa « son influence diplomatique et privée à convaincre la Russie que le Japon avait « fait ses dents[1] » et à persuader au gouvernement russe d'éviter la guerre au moyen d'un arrangement amiable ». L'Allemagne, au contraire, encourageait le gouvernement de Saint-Pétersbourg dans la pensée que le Japon n'était pas redoutable « qu'il faisait du bluff et céderait au dernier moment, si la Russie restait ferme ». Malgré « l'insistance » de l'Angleterre, la Russie prêta l'oreille aux excitations du gouvernement de Berlin jusqu'au jour où « les hostilités devinrent inévitables ». L'Allemagne

Busch, au sujet du rapprochement de la Russie et de la France qu'il redoutait : « Je sais bien que la Russie ne prendrait peut-être pas les armes contre nous, si la France nous attaquait, mais la France, elle, les prendrait à coup sûr si la Russie nous déclarait la guerre. Dans une pareille lutte il n'est nullement prouvé que ce soit nous qui gagnions. Nous sommes bien armés, mais nous aurions contre nous des masses énormes. L'Autriche n'a pas encore développé ses forces, et quant à l'Italie, nous ne pouvons faire aucun fond sur elle.... Même si nous étions victorieux, ce ne serait qu'au prix d'une dépense effroyable de sang et d'argent, et jamais nous ne pourrions rien prendre à la Russie ou à la France qui pût compenser nos sacrifices et nos pertes. Il n'y a que les Anglais qui gagneraient à une pareille guerre. »

1. Voir Wickham Steed, *La Monarchie des Habsbourg*, p. 351.

avait atteint son but : la Russie allait être humiliée et affaiblie.

La déloyauté du gouvernement de Guillaume II ne tarda pas à produire ses inévitables conséquences. « Quand la guerre éclata, au commencement de février 1904, le roi Édouard et lord Lansdone furent à même, dit M. Steed, de rechercher avec une conscience limpide les moyens de localiser un conflit qu'ils s'étaient efforcés de prévenir. Ces voies et moyens conduisirent en trois mois à l'Entente cordiale entre l'Angleterre et la France. » Il devait en sortir aussi l'entente de la Russie et de l'Angleterre. M. Wickham Steed rappelle que ce double accord avait été désiré par Édouard VII dès son avènement au trône, « non seulement à cause de sa sympathie sincère pour la France, mais encore parce qu'il se rendait compte des dangers auxquels l'Angleterre avait été et pourrait encore être exposée par la politique de « splendide isolement » de lord Salisbury.... Au moment le plus critique de la guerre sud-africaine, une proposition avait été faite par l'Allemagne de ressusciter contre l'Angleterre la coalition franco-russe-allemande, qui avait été dirigée contre le Japon après le traité de Simonosaki. La France et la Russie avaient décliné la proposition; mais la leçon n'avait pas été perdue pour le roi Édouard, alors prince de Galles, qui était bien décidé, en montant sur le trône, à ne pas laisser l'Angleterre exposée à un pareil danger. C'est pourquoi il chercha à améliorer les relations avec la France, et en même temps à rendre service à la Russie, en empêchant la guerre dans l'Extrême-Orient. Il ne réussit pas à ce dernier point de vue; mais son insuccès donna à l'Angleterre une occasion de rester avec la France en dehors de la lutte russo-japonaise, et de conclure trois mois plus tard une convention plus positive sous la forme de l'accord anglo-français du 8 avril 1904, concernant l'Égypte et le Maroc. »

L'écrivain anglais montre ensuite comment se noua l'entente anglo-russe. « La conclusion de la guerre russo-japonaise par le traité de Portsmouth, et la tendance croissante de la Russie vers une réforme constitutionnelle, amenèrent naturellement une amélioration dans les relations anglo-russes. La confiance dans la bonne foi anglaise, première condition d'un tel progrès, avait augmenté constamment dans les cercles russes influents. »

La déloyauté de Guillaume II et la loyauté d'Edouard VII avaient, en somme, déterminé l'entente cordiale franco-anglaise et préparé l'entente anglo-russe. De ces ententes devait résulter celle du Japon avec l'Angleterre, la France et la Russie, car Guillaume II ne laissait passer aucune occasion de dénoncer les Japonais comme des ennemis irréductibles de la civilisation européenne. Il ne tarissait pas sur les menaces de ce qu'il appelait le « péril jaune[1] » et ne cachait pas ses intentions d'étendre les limites de son empire jusqu'en Extrême-Orient. En s'alliant avec les puissances de la Triple-Entente, les Japonais prenaient une garantie contre l'hostilité et les ambitions de l'Allemagne.

1. Pour exprimer et répandre sa peur du « péril jaune » Guillaume II fit exécuter par le peintre Knackfuss un tableau représentant un rocher sur lequel étaient réunies toutes les nations de l'Europe, attendant les Jaunes qui se dressaient en masses énormes à l'horizon. Le kaiser avait lui-même rédigé pour cette allégorie la phrase : « Peuples d'Europe, défendez vos biens les plus sacrés. » (P. Vergnet, *La France en danger*, p. 198.)

Dans un discours prononcé en mars 1905, à Wilhelmshaven, à l'occasion de la prestation du serment des recrues, faisant allusion aux victoires des Japonais sur les Russes, il disait : « Les Japonais seraient un fléau de Dieu comme jadis Attila et Napoléon. » (Jules Arren, *Guillaume II*, p. 103.)

§ XIII. — TENTATIVE AUTRICHIENNE D'UNE QUADRUPLE-ENTENTE CONTRE L'ANGLETERRE.

Le rapprochement de la France, de la Russie, de l'Angleterre et du Japon détermina chez Guillaume II une très vive irritation. Il en faisait retomber la responsabilité principalement sur l'Angleterre qu'il accusa « d'avoir pour but l'encerclement et l'isolement de l'Allemagne[1] » et il poussa le gouvernement autrichien, représenté par M. d'Ærenthal, à proposer une entente de l'Autriche, de la Russie, de la France et de l'Allemagne, dirigée contre l'Angleterre. Ærenthal était à la fois sottement anglophile et servilement germanophile. Il demandait couramment : « Qu'est-ce que l'Angleterre peut nous faire? » et prétendait ne tenir aucun compte de l'influence anglaise. Conformément aux traditions de la diplomatie autrichienne, il estimait, non sans raison, que l'antagonisme de l'Angleterre et de la Russie servait les intérêts de la monarchie des Habsbourg en Orient et il s'efforçait de l'entretenir ou de l'accroître par tous les moyens, même les moins loyaux comme on le verra plus bas. Au printemps de 1907, d'accord avec M. de Bülow, chancelier de l'empire germanique, Ærenthal fit au ministre des Affaires étrangères russes, M. Isvolsky, « une proposition dont les détails, dit M. Wickham Steed [2], n'ont jamais été divulgués, mais dont le caractère général est connu de plusieurs gouvernements européens. Cette proposition avait pour objet d'élargir l'entente austro-russe de 1897, de manière à y faire entrer l'Allemagne d'un côté, et la France de l'autre. La base de cette entente à quatre devait être un système de compensations consistant pro-

1. Voir Wickham Steed, *Loc. cit.*, p. 353.
2. *Ibid.*, p. 349.

bablement dans l'annexion de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, l'ouverture des Dardanelles pour la Russie, l'aide diplomatique et financière de la France pour l'Allemagne dans l'affaire du chemin de fer de Bagdad, enfin une attitude bienveillante de l'Allemagne à l'égard de la politique française au Maroc.... Le principal objet des propositions était naturellement de rompre l'entente franco-anglaise et de mettre obstacle au rapprochement grandissant entre l'Angleterre et la Russie, ou en d'autres termes d'empêcher la formation de la Triple-Entente qu'Ærenthal aussi bien que l'Allemagne considéraient comme un danger sérieux. »

Mais il était trop tard : la Russie avait fait l'expérience de la déloyauté de l'Allemagne et de la loyauté de l'Angleterre; tous ses intérêts étaient contraires à ceux de l'Autriche; elle était déjà l'alliée de la France; ce qu'on lui promettait, l'ouverture des Dardanelles, ne dépendait ni de l'Autriche ni de l'Allemagne seules. « On ne sait pas, dit M. Steed, d'une façon précise sous quelle forme les propositions de M. Ærenthal furent faites, mais on sait d'une manière indéniable que M. Isvolsky déclina la proposition d'une entente à quatre, au commencement de mai 1907. » La tactique enfantine des Germains était déjouée.

§ XIV. — LA CONVENTION ANGLO-RUSSE.

Le 31 août 1907, la Russie et l'Angleterre signèrent une convention [1] par laquelle étaient réglées « toutes les questions qui, en Asie, pouvaient diviser les deux puissances. Elles s'engageaient, d'abord, à ne pas entretenir de rapports avec le Thibet; les Anglais renonçaient donc aux bénéfices de l'expédition victorieuse que lord Curzon y avait envoyée en 1904. De son

1. Voir Rambaud, *Hist. de la Russie*, p. 919.

côté, la Russie reconnut que l'Afghanistan était hors de sa sphère d'intérêt et promit de se servir de l'intermédiaire du gouvernement britannique pour communiquer avec l'émir de Kaboul. » Restait la Perse : le gouvernement russe y reconnut les intérêts spéciaux de l'Angleterre dans le sud, tandis que dans le nord l'influence russe était reconnue prépondérante et l'Angleterre s'engagait à n'y solliciter aucune concession. « En somme, c'était le partage de la Perse entre ses voisines du nord et de l'est, partage d'autant plus opportun que, les années suivantes, la Perse tomba en pleine dissolution.... A plusieurs reprises, les troupes russes durent intervenir.... Aucune de ces complications n'entraîna de difficultés avec l'Angleterre, grâce à l'accord de 1907, à la confiance qui s'était établie autre les souverains (entrevues de Revel et de Portsmouth) et surtout à la solidarité que développait entre Anglais et Russes la marche des affaires balkaniques. »

§ XV. — LA QUESTION DES RÉFORMES EN TURQUIE. DÉLOYAUTÉ DE L'AUTRICHE.

Dans son incessante préoccupation de maintenir l'intégrité de l'empire ottoman en Europe, l'Angleterre ne laissait passer aucune occasion de réclamer de la Porte et de lui faire réclamer par les autres puissances les réformes administratives les plus propres à maintenir l'ordre parmi les populations des Balkans. C'était surtout en Macédoine que ces réformes étaient nécessaires, car les Grecs, les Bulgares, les Serbes et les Turcs s'y livraient les uns contre les autres aux actes les plus criminels. En septembre 1903, l'Angleterre demanda au sultan Abd-ul-Hamid la nomination d'un gouverneur chrétien en Macédoine et la création d'une gendarmerie ayant des cadres chrétiens. Son opinion était que la question macédonienne devait être internationalisée,

de manière que toutes les puissances fussent intéressées à la réalisation des réformes considérées par toutes comme nécessaires.

Afin d'éviter cette internationalisation, l'Autriche commença par obtenir de la Russie, dans une entrevue de Nicolas et de François-Joseph, qui eut lieu au château de Murzteg, en Styrie, que la question des réformes fût réglée exclusivement par la Russie et l'Autriche. Mais, plus tard, Ærenthal décida de « cesser de soutenir l'œuvre des réformes de Macédoine, en échange d'une concession de la Turquie, autorisant la construction d'un chemin de fer austro-hongrois, à travers le sandjak de Novi-Bazar[1] », par lequel l'Autriche eût été reliée à Salonique. Ærenthal eut soin de ne pas révéler cette concession à M. Isvolsky qui était venu lui faire visite à Vienne. Il affecta même de se mettre d'accord avec lui pour soumettre à une conférence des ambassadeurs, à Constantinople, le plan de réformes qu'ils avaient arrêté ensemble et sur lequel la Russie était d'accord avec l'Angleterre.

Quelques semaines plus tard, M. Isvolsky étant allé voir le tsar à Livadia, fut questionné par son souverain sur ses arrangements avec l'Autriche-Hongrie. M. Isvolsky « exposa qu'Ærenthal et lui étaient parfaitement d'accord.... Le tsar produisit une dépêche secrète de Constantinople, établissant qu'Ærenthal avait offert à la Porte d'abandonner la réforme judiciaire, si la Turquie accordait à l'Autriche-Hongrie une concession lui permettant la construction d'un chemin de fer à travers le sandjak de Novi-Bazar.... M. Isvolsky répondit que la dépêche devait reposer sur un bruit malveillant, et le tsar acceptant cet argument jeta la dépêche au feu. Néanmoins, il devait être prouvé rapidement qu'elle était exacte. Dans le courant de décembre 1909, le drogman d'une ambassade européenne à Constantinople

1. Voir Wickham Steed, *Loc. cit.*, p. 349 et suiv.

obtint une copie de la proposition austro-hongroise à la Porte. » Le 28 janvier 1908, M. Ærenthal annonçait lui-même aux délégations austro-hongroises que le chemin de fer de Novi-Bazar serait construit et qu'il « constituerait une route nouvelle et importante de l'Europe centrale à l'Égypte et aux Indes ». D'autre part, lorsque la conférence des ambassadeurs, à Constantinople, examina la question de la réforme judiciaire, le représentant de l'Autriche et celui de l'Allemagne se réunirent pour empêcher sa réalisation. M. Isvolski avait été trompé par M. Ærenthal qui devait, lui-même, l'être par les Turcs.

Le seul résultat auquel il était réellement arrivé était le mécontentement de la Russie et celui de l'Angleterre. La première neutralisa le projet de voie ferrée de Novi-Bazar, par un autre qui aurait mis le Danube en rapport direct avec l'Adriatique. La seconde, par la bouche de sir Édouard Grey, ministre des Affaires étrangères, critiqua devant la Chambre des Communes la conduite déloyale de l'Autriche-Hongrie « cherchant à obtenir une concession du sultan, au moment où toutes les puissances s'étaient engagées à le contraindre à accepter la réforme judiciaire » et combattant cette réforme après s'être engagée à la soutenir.

La Russie et l'Angleterre, éclairées sur la déloyauté des puissances germaniques, étudièrent alors les moyens d'assurer ensemble la réalisation des réformes en Macédoine. Leur accord fut conclu les 9 et 10 juin 1908, dans l'entrevue que le roi Édouard VII et le tsar Nicolas II eurent à Réval, mais cet accord n'eut pas d'effet à cause de la révolution qui renversa Abd-ul-Hamid et donna le pouvoir aux Jeunes-Turcs.

§ XVI. — L'ANNEXION DE LA BOSNIE-HERZÉGOVINE. NOUVEL ACTE DÉLOYAL DE L'AUTRICHE.

Ærenthal avait projeté de transformer l'occupation de la Bosnie-Herzégovine en une annexion pure et simple; mais comme il était certain de se heurter à l'opposition de la plupart des puissances, il eut recours à la ruse et au mensonge. Dans l'entrevue que le roi Édouard avait eue à Ischl avec François-Joseph, il n'avait pas été dit un seul mot de l'annexion projetée par le gouvernement autrichien. Aussi lorsqu'on en parla au roi Édouard, à Marienbad, le 14 août 1908 [1], « il fit remarquer que, dans ce cas, l'empereur François-Joseph aurait fait allusion à ce projet dans sa conversation avec lui ». Le 26 août, M. Isvolsky, à Karlsbad, exprimait « la conviction que l'Autriche-Hongrie ne s'engagerait pas dans une aventure aussi sérieuse que l'annexion, autrement elle soulèverait une question grave qui exigerait l'intervention de l'Europe ». Un ambassadeur d'Autriche-Hongrie, accrédité auprès d'une grande puissance, déclarait, au commencement de septembre, après des conversations répétées avec le baron d'Ærenthal, que l'idée d'annexer les deux provinces avait été abandonnée. Cependant, dès le début du mois de septembre, M. Isvolsky reçut l'information que « l'annexion était décidée et qu'elle serait accompagnée d'une proclamation de l'indépendance de la Bulgarie. » Il eut à ce sujet une conversation avec le baron d'Ærenthal, à Buchlau, en Moravie, dans laquelle il accepta l'annexion moyennant la promesse de compensations parmi lesquelles on croit que figurait l'ouverture des Dardanelles. Il se préparait à parler de cette affaire aux ministres des Affaires étrangères de France

1. Voir Wick. Steed, *Loc. cit.*, p. 372.

d'Angleterre, lors d'un voyage qu'il devait faire à Paris et à Londres. Mais le 5 octobre le baron d'Ærenthal faisait publier un manifeste de l'empereur François-Joseph proclamant l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Les puissances n'étaient prévenues qu'au moment de cette publication, par des lettres personnelles de François-Joseph aux chefs d'État. Le même jour, la Bulgarie, d'accord avec l'Autriche, proclamait son indépendance. L'Europe entière avait été jouée et l'ambassadeur d'Angleterre, M. Goschen, put « reprocher au baron d'Ærenthal sa déloyauté en présence de plusieurs diplomates ». Cette déloyauté résultait, non du fait même de l'annexion, mais de ce « qu'il avait été convenu à Buchlau que M. Isvolsky serait prévenu longtemps à l'avance de la date fixée pour l'annexion » de façon qu'il pût la faire accepter par la Triple-Entente. Pour la seconde fois, M. Isvolsky avait été trompé par le gouvernement de Vienne.

La mauvaise humeur provoquée par la déloyauté de l'Autriche fut très prononcée, surtout en Russie et en Italie. La Russie se trouvait atteinte dans sa protection des Slaves; l'Italie voyait sa rivale autrichienne se rapprocher de la côte orientale de l'Adriatique. M. Isvolsky proposa une conférence internationale dont l'idée fut acceptée par l'Angleterre et la France, mais rejetée par l'Autriche et l'Allemagne. La surexcitation en Russie devint telle que le gouvernement dut ordonner la mobilisation d'une partie des troupes, au moment même où l'Autriche mobilisait les siennes. L'Allemagne, de son côté, menaça d'intervenir militairement. En Turquie et en Serbie l'indignation contre l'Autriche était à son comble. On put croire pendant quelques jours qu'une guerre générale de l'Europe sortirait de l'acte déloyal accompli par l'Autriche-Hongrie.

Pour éviter la guerre, l'Autriche apaisa la Turquie en renonçant au sandjak de Novi-Bazar qui lui avait été accordé par le traité de Berlin, elle concéda aux musul-

mans diverses libertés dans la Bosnie-Herzégovine, paya à la Turquie une indemnité de 2 millions et demi de livres turques, et lui consentit une augmentation des droits de douane, etc. D'un autre côté, Ærenthal renonça au droit de police maritime que le traité de Berlin avait accordé à l'Autriche sur le Monténégro. Il donna ainsi quelque satisfaction à l'Italie, protectrice de cet État.

Quant à la Russie, elle cessa ses manifestations de guerre dans des conditions restées obscures[1]. « Au moment décisif, alors qu'Ærenthal, sachant que la Russie n'était pas prête au point de vue militaire, croyait être à même de forcer M. Isvolsky à reconnaître l'annexion et à abandonner la Serbie, l'Allemagne donna ordre à son ambassadeur à Saint-Pétersbourg d'informer M. Isvolsky, qu'en cas de guerre avec l'Autriche-Hongrie, la Russie aurait aussi à se mesurer avec les armées allemandes. Les termes exacts et les circonstances de cette intervention n'ont jamais été révélés. Quoi qu'il en soit, c'est un fait que les autorités militaires russes avaient décidé de ne pas faire la guerre quarante-huit heures avant l'intervention allemande. » Cependant le comte Pourtalès, ambassadeur d'Allemagne à la cour de Russie, put télégraphier à Berlin, le 24 mars 1909, la déclaration de M. Isvolsky « que la Russie proclamerait formellement son adhésion sans réserve à l'abolition de l'article xxv (concernant la Bosnie-Herzégovine) du traité de Berlin, au cas où l'Autriche-Hongrie demanderait à la Russie de reconnaître la convention austro-turque ». M. Wickham Steed affirme qu'Ærenthal, qui désirait la guerre, fut très mécontent de l'intervention de l'Allemagne, parce qu'elle lui « arrachait du front au dernier moment la couronne de laurier qu'il croyait être sur le point de recevoir ». De son côté, Guillaume II, qui avait fait sonner très haut la protec-

1. Voir Wick. Steed, *Loc. cit.*, p. 392.

tion donnée à l'Autriche fut, affirme M. W. Steed, très irrité de la froideur manifestée par Ærenthal. Quelles qu'aient été les circonstances qui accompagnèrent la conduite de la Russie, l'attitude et le langage de Guillaume II ne purent qu'irriter fortement le gouvernement et le peuple russes, car il s'attachait à représenter la Russie comme s'étant soumise à la force. Néanmoins, le gouvernement de Saint-Pétersbourg, d'accord avec celui de Londres, engagea la Serbie à accepter le fait accompli, moyennant la promesse d'un traité de commerce entre elle et l'Autriche.

§ XVII. — L'AUTRICHE TENTE DE SE RAPPROCHER DE L'ANGLETERRE.

Attaqué sans cesse par les Allemands qui le considéraient comme trop indépendant vis-à-vis de l'empire, Ærenthal comprit alors la nécessité de se rapprocher de l'Angleterre qui, elle-même, jugea opportun de préciser sa politique à l'égard de l'Autriche-Hongrie. Dans un article officieux publié le 30 août 1909, le *Times* faisant allusion à l'accusation de vouloir « encercler » l'Allemagne que la presse pangermaniste reproduisait quotidiennement [1], disait : « L'idée que l'objectif de la Grande-Bretagne a été de détacher les autres pays de leurs alliances, et d'entourer l'Allemagne d'un cercle d'États demi-hostiles, est une de ces perversions de la vérité qui ont été trop volontiers propagées en Allemagne et acceptées en Autriche-Hongrie. La politique

1. Guillaume II lui-même, dans un discours prononcé en juin 1908 à Dœberitz, à la suite d'une inspection de cavalerie, avait dit : « Il semble vraiment que l'on veuille nous encercler et nous provoquer. Nous ne saurions le supporter. Jamais le Germain n'a mieux combattu que lorsqu'il eut à se défendre de tous les côtés. Qu'ils viennent donc contre nous, nous serons prêts! » (Jules Arren, *Guillaume II*, p. 303.)

anglaise a été inspirée par un désir honnête et nullement offensif de supprimer les points de frottement entre l'Angleterre et les autres pays. Ce désir l'anime encore, et son objectif est d'arriver à ce que ses relations avec l'Autriche-Hongrie redeviennent aussi cordiales qu'elles l'étaient auparavant. Mais la clarté est une condition essentielle pour la réalisation de ce désir. Afin d'éviter tout malentendu, il est éminemment désirable de savoir si, dans leurs relations avec l'Autriche-Hongrie, les hommes d'État anglais auront à compter avec une puissance consciente de sa propre individualité ou avec une puissance qui, à chaque conjecture critique, se croit obligée, au delà de ses engagements comme alliée, de s'identifier avec une autre puissance, envers laquelle les intentions de l'Angleterre ne sont pas moins amicales, mais avec laquelle la Grande-Bretagne a dans ses tractations une classe différente d'intérêts à sauvegarder. »

En d'autres termes, l'Angleterre manifestait son désir de se rapprocher de l'Autriche, mais seulement à la condition que l'Autriche ne se crût pas obligée d'aller, en toutes circonstances, prendre le mot d'ordre à Berlin. Il est permis d'ajouter que les mêmes dispositions existaient en France. Malheureusement, François-Joseph et le prince héritier François-Ferdinand étaient entièrement soumis à la direction allemande. On le vit clairement lorsque éclatèrent les événements des Balkans.

§ XVIII. — L'AFFAIRE DES BALKANS ET LES GUERRES BALKANIQUES.

En 1910, l'empereur de Russie Nicolas II reçut à Saint-Pétersbourg, successivement, la visite du tsar de Bulgarie et du roi de Serbie, puis alla lui-même rendre visite au roi d'Italie, en faisant un long détour pour éviter de traverser l'Autriche. A la suite de ces visites,

dont la signification fut soulignée par toute la presse européenne, un rapprochement se fit entre la Bulgarie, la Serbie, le Monténégro et la Grèce. En 1912, tandis que l'Italie et la Turquie étaient en guerre au sujet de la Tripolitaine envahie par les troupes italiennes, la Bulgarie et la Serbie se lièrent par un traité formel d'alliance. En octobre 1912, prenant prétexte des désordres de la Turquie et de l'insurrection de l'Albanie, le Monténégro d'abord, les autres puissances balkaniques ensuite déclarèrent la guerre à la Turquie. En novembre, celle-ci avait perdu toutes ses provinces d'Europe; elle ne détenait plus que Constantinople et ses alentours.

On put croire qu'il allait se former une grande confédération balkanique. Mais la Bulgarie, qui avait rêvé de prendre Constantinople en plaçant les autres États des Balkans sous son hégémonie et qui en avait été empêchée par le choléra, les Turcs et l'Europe, n'était pas satisfaite. En juin 1913, poussée par l'Autriche, elle rouvrit la guerre contre les Serbes et les Grecs, détermina la rentrée en scène des Turcs qui reprirent Andrinople, et des Roumains qui réclamèrent leur part. Battue, elle dut reconnaître Andrinople aux Turcs et céder une portion de son territoire à la Roumanie. L'Autriche mobilisa, mais la Russie ayant imité son exemple, elle n'intervint pas. La Bulgarie fut la dupe des rêves qu'elle avait faits ou des espoirs qui lui avaient été inspirés.

Les conséquences de ces événements, — conséquences soulignées par toute la presse européenne — furent : l'affaiblissemeut considérable de l'influence germanique dans les Balkans; l'installation de la Serbie en Macédoine, en travers de la route de Salonique et celle de la Grèce à Salonique même, c'est-à-dire la ruine des ambitions de l'Autriche dans le *Drang nach Osten*; l'émancipation de la Roumanie qui, depuis longtemps, était soumise à l'hégémonie autrichienne et allemande

et qui serait désormais intéressée à se rapprocher de la Russie; la constitution d'une grande Serbie autour de laquelle ne tarderaient pas à se grouper les Slaves du Sud, contre l'Autriche: la conviction inspirée à la Bulgarie qu'elle n'avait plus à compter sur les empires germaniques; enfin, l'obligation pour la Russie de prendre, envers et contre tous, la défense des Slaves de l'Europe orientale. De toutes les conséquences des guerres balkaniques, cette dernière était, à coup sûr, la plus importante et la plus grave au point de vue de l'avenir.

Les inquiétudes inspirées au gouvernement allemand par les désastres de la Turquie et les victoires des Slaves des Balkans se manifestèrent publiquement dans le discours que le chancelier de l'empire, M. de Bethmann-Hollweg prononça, à la tribune du Reichstag, le 6 avril 1913. « Un des résultats de cette guerre, dit-il, ne saurait être douteux. Si jamais il se produisait une conflagration européenne qui mît face à face les Slaves et les Germains, il serait pour nous désavantageux que la place occupée autrefois par la Turquie d'Europe, dans l'équilibre des forces, fût prise maintenant en partie par les États slaves. » Il s'efforçait d'écarter l'idée qu'un conflit pût se produire entre la Russie et l'Allemagne, affirmait sa résolution de ne rien faire pour le provoquer, déclarait qu'il n'y avait pas « d'opposition d'intérêts entre la Russie et l'Allemagne », mais, les triomphes des Slaves des Balkans se dressant de nouveau devant ses yeux, il ajoutait: « Cependant, nous savons, et les hommes d'État russes savent aussi bien que nous, que les courants panslavistes dont Bismarck se plaignait déjà, dont il était inquiet, ont été puisamment renforcés par les victoires des Slaves des Balkans. Les milieux panslavistes ont, en partie, célébré les victoires de la pensée panslaviste sur la pensée germanique. » Puis, il faisait entendre que l'Allemagne appuierait toujours l'Autriche dans sa lutte contre les

Slaves. Mais il laissait percer la crainte que la puissance de la Russie lui inspirait : « Le tsar, disait-il, mettra toujours sur pied plus de soldats que nous. » Et il expliquait le projet d'augmentation des effectifs de l'armée allemande, au sujet duquel son discours était prononcé, par le fait que la Russie était en train de réorganiser son armée et que la France voulait rétablir le service de trois ans.

§ XIX. — LE MÉPRIS DE GUILLAUME II POUR LES PETITS ÉTATS.

Parmi les puissances neutres, on n'en citerait pas une seule qui n'ait eu à se plaindre du gouvernement de Guillaume II, parce qu'il n'y en a pas une seule dont il ait respecté les droits, les libertés, la neutralité. Il était comme Bismarck, comme tous ses ancêtres Hohenzollern, convaincu que les petits États ne jouissent d'aucun droit vis-à-vis des grandes puissances, puisque la force seule crée le droit [1]. Il n'y a pas un

1. « On ne saurait admettre, a écrit M. Paul Roshbach dans un livre très répandu, que l'humanité a autant d'intérêt à la conservation de petites nationalités sans valeur qu'à la prospérité des nations mondiales qui représentent la civilisation. A l'avenir, les petits peuples seront forcés de se joindre au milieu cultural vers lequel ils se sentent le plus attirés ou vers lequel leur situation géographique les pousse. »

M. Daniel Frymann, précisant la même pensée, disait dans son livre *Si j'étais l'Empereur* : « Il est impossible de tolérer à nos frontières du nord-ouest des petits États qui ne donnent aucune garantie contre des violations de la neutralité de la part de l'Angleterre et de la France, et qui, au contraire, offriraient bien volontiers des points d'appui à nos ennemis. C'est pourquoi il faut que nous exigions que, dès que l'opposition entre l'Allemagne et la France ou l'Angleterre tendra à des complications guerrières, la Belgique et la Hollande soient sommées de choisir entre ces États et l'empire allemand. »

En attendant que cette heure vînt, l'Allemagne poussait ses nationaux par milliers vers la Belgique et la Hollande où ils

écrivain politique allemand qui ne considère cette doctrine comme essentielle, et il n'est pas un seul écrivain militaire qui n'ait parlé des États neutres comme de pays que l'Allemagne envahirait et traverserait quand elle le jugerait utile pour attaquer un ennemi. La Suisse et la Belgique figuraient dans les plans de l'état-major de Berlin à l'état de simples routes pour l'envahissement de la France. La Suisse avait vu construire, en dépit des traités de 1815, une tête de pont fortifiée, à la porte de Bâle, par les autorités militaires allemandes, et elle pouvait lire, dans les ouvrages où des Allemands traitaient de la prochaine guerre, l'exposé des voies que les armées allemandes ou autrichiennes suivraient à travers son territoire pour pénétrer en France [1].

Quant à la Belgique, elle avait vu établir tout auprès de ses frontières un camp militaire allemand et construire les multiples voies ferrées par lesquelles les troupes de l'empire pénétreraient sur son territoire. Elle avait entendu tous les professeurs germains d'art militaire enseigner que la meilleure et la plus sûre route pour pénétrer en France traversait la Belgique. Sa conviction d'être un jour envahie par les troupes allemandes fut telle qu'on la vit dresser, en travers de la route projetée, les fortifications de Liége et de Namur, tandis qu'elle édifiait le camp retranché d'Anvers, pour servir de refuge à son gouvernement et de point d'appui à son armée. Elle jugea nécessaire de se doter d'une armée puissante [2]. Et l'expérience a dé-

détenaient une grande partie du commerce, de l'industrie et de la navigation.

Le même fait s'est produit en Suisse où il existe déjà plus de trois cent mille Allemands sur trois millions et demi d'habitants.

1. Voir Général Maitrot, *Nos frontières de l'Est et du Nord*, p. 15 et 49.

2. J'ai entendu raconter par un ami personnel du roi des Belges, Léopold II, l'anecdote suivante qui témoigne de la crainte inspirée au vieux souverain par les ambitions de l'Allemagne. Il avait eu des résistances multiples à vaincre pour obtenir de la Chambre belge le vote de la loi par laquelle fut organisée l'armée belge et

montré qu'elle avait fait preuve de sagesse en agissant de la sorte.

Le Danemark a connu, dès 1864, les ambitions germaniques; il s'est vu enlever ses provinces du Sleswig et du Holstein uniquement parce qu'elles convenaient à la Prusse et lui permettraient de se créer sur la mer du Nord un grand port de guerre. Le Danemark n'a-t-il point jugé indispensable de fortifier Copenhague afin de protéger sa capitale et son port contre les attaques de la puissance qui déjà l'avait dépouillé? La Suède et la Norvège, enfin, n'ont-elles pas été l'objet de fréquentes menaces de la part de l'Allemagne?

§ XX. — GUILLAUME II, LES ÉTATS-UNIS ET LE JAPON.

Les États-Unis conçurent, dès le début du règne de Guillaume II, des inquiétudes manifestes au spectacle des établissements créés par les Allemands en Amérique et de leur prise de possession de certaines îles du Pacifique, coïncidant avec le développement de la flotte germanique et la manifestation des ambitions mondiales du jeune kaiser. « Après avoir, pendant des années, dit un écrivain anglais [1], dirigé méthodiquement des colons sur la province brésilienne de Rio Grande del Sul où ses colons formèrent de véritables communautés allemandes, elle provoqua une alarme

avait hâte de la voir passer au Sénat. Ayant subi l'opération à la suite de laquelle il devait mourir, il demanda au chirurgien pour combien de temps il avait encore à vivre. La réponse étant évasive, il lui dit très fermement : « Comme roi, j'ai des affaires urgentes à régler, je vous donne l'ordre de me dire très nettement ce qu'il me reste de temps à vivre. — Vingt-quatre heures environ. » Il fit alors appeler le président du Conseil et lui ordonna d'aller, en son nom, demander au Sénat le vote immédiat de la loi militaire. Ses volontés ayant été exécutées, il put signer la promulgation de la loi une heure avant sa mort.

1. Cloudesley Brereton, *Qui est responsable?* Trad. franç. de Legouis (Paris, F. Alcan).

bien naturelle chez les Brésiliens qui avertirent les États-Unis. Ceux-ci ne furent pas moins inquiets de voir l'Allemagne acquérir des possessions sur le continent américain. Il leur sembla que c'était une infraction à la doctrine de Monroë et ce fut là une des principales raisons de l'augmentation de la marine américaine qui se fit entre 1880 en 1895. » A cette dernière époque, tandis que les États-Unis étaient en guerre avec l'Espagne, Guillaume II manifesta une réelle hostilité à leur égard. D'après M. Brereton, il tenta de « rallier les États d'Europe contre les États-Unis ». L'écrivain anglais ajoute : « Nous refusâmes de nous y laisser entraîner et le résultat net de ses efforts fut de nous réconcilier avec les États-Unis.... L'auteur se trouvait dans les États-Unis peu après la conclusion de la guerre d'Espagne, et il était très intéressant de voir alors les Américains retirer de leurs écoles les manuels d'histoire qui avaient prêché le mépris et même la haine de l'Anglais pour y substituer des livres animés d'un esprit tout à fait différent. » Il pense que « c'est probablement la présence de vaisseaux anglais à Manille qui empêcha l'amiral allemand d'attaquer l'amiral Dewey », c'est-à-dire le commandant des forces navales américaines qui opéraient contre la grande colonie espagnole. Il était visible, dès ce moment, que les ambitions de Guillaume II s'exerceraient dans le monde entier, car c'est vers le même temps qu'il envisageait d'intervenir dans les affaires de l'Afrique du Sud, contre l'Angleterre. Plus tard, en 1908, dans l'interview publiée par le *Daily Telegraph*, il visait nettement le Pacifique, c'est-à-dire les États-Unis autant que le Japon, lorsqu'il disait : « L'Allemagne a la tête dressée vers l'avenir; son horizon s'étend fort loin; elle doit être préparée à toute éventualité en Extrême-Orient. Qui peut prédire les événements dont le Pacifique peut être le théâtre, dans des jours à venir, moins éloignés peut-être que nombre de gens ne le supposent? Consi-

dérez les succès du Japon, songez au réveil national de la Chine, et jugez alors des vastes problèmes dont le Pacifique est chargé. Les seules puissances qui posséderont de grandes marines seront écoutées avec respect, quand l'avenir du Pacifique réclamera une solution. Quand ce ne serait que pour cette raison, l'Allemagne devrait avoir une flotte puissante. » Comme il s'adressait à des Anglais, on doit voir une allusion aux États-Unis et aux rivalités d'intérêts qu'ils pourraient avoir dans le Pacifique avec l'Angleterre dans les paroles suivantes : « Il se peut, du reste, que l'Angleterre elle-même soit heureuse un jour d'avoir une flotte allemande à ses côtés, lorsque les grandes nations parleront ensemble dans les grands débats qui s'ouvriront. » Je rappelle encore qu'il visait les États-Unis dans ses entretiens avec les hommes d'État français dont il a été question plus haut. « Il y a, disait-il, deux dangers : celui de l'Asie et celui de l'Amérique [1]. »

Au sujet du Japon, M. Brereton[2] dit justement : « Mis en échec en Amérique, l'empereur tourna alors son attention vers l'Orient. Sa dénonciation du péril jaune intéressa fort l'Europe et contraria profondément les Japonais et les Chinois. Grâce à l'action vigoureuse de l'Allemagne, le Japon fut obligé d'abandonner Port-Arthur qu'il eut désormais pour un de ses premiers soucis de recouvrer. C'est en fait ce qui l'entraîna finalement à faire la guerre à la Russie. L'Allemagne elle-même saisit le prétexte du meurtre de deux missionnaires pour extorquer à la Chine la location de 140 milles carrés (ou 200 selon certaines autorités) du territoire connu sous le nom de Kiao-Tchéou, ce territoire que le Japon assiège aujourd'hui pour le rendre à la Chine. » Toujours à la recherche de manifestations scéniques, il fit faire et exposer un tableau représentant les nations

1. Voir Hanotaux, *Hist. ill. de la guerre de 1914*, p. 95.

2. *Loc. cit.*

européennes groupées sur un rocher, prêtes à repousser l'invasion des « Jaunes » qui s'avançaient en masses compactes à l'horizon.

C'est en grande partie à l'hostilité que Guillaume II montra aux Japonais et à la manifestation de ses ambitions en Extrême-Orient que doit être attribuée l'alliance du Japon avec l'Angleterre et la France et sa réconciliation avec la Russie. En se rapprochant des puissances de la Triple-Entente, les Japonais voulaient se mettre à l'abri des haines et des appétits de l'Allemagne.

Tous les États, en fait, eurent à subir les conséquences de l'esprit de domination universelle qui animait Guillaume II. Ceux qui touchent à l'Allemagne durent prendre des mesures pour se protéger, en cas de guerre, contre l'envahissement de leur territoire par les troupes allemandes.

§ XXI. — GUILLAUME II ET SES ALLIÉS.

L'Autriche et l'Italie elles-mêmes, malgré leur alliance avec l'Allemagne, ne furent pas toujours à l'abri des caprices autocratiques de Guillaume II. Celui-ci n'admettait pas que les gouvernements de Vienne et de Rome manifestassent les moindres velléités d'indépendance.

En 1906, lorsque le comte Goluchowski, chancelier de l'empire austro-hongrois, prit parti, dans la conférence d'Algésiras, pour la thèse française, l'empereur lui envoya et fit publier un télégramme dans lequel, sur le ton d'une lourde raillerie, il le félicitait de son action comme étant celle « d'un brillant second sur le terrain ». Appliqué à l'Autriche-Hongrie le terme de « second » fut considéré, dans la monarchie des Habsbourg, comme injurieux, Goluchowski y vit un blâme pour sa conduite et profita de la première occasion pour abandonner ses hautes fonctions où il se sentait combattu par l'Allemagne.

Le baron d'Ærenthal, son successeur, paya plus cher encore le désir qu'il avait de soustraire l'Autriche-Hongrie à la situation humiliée dans laquelle l'Allemagne l'avait toujours tenue depuis la conclusion de la Triple-Alliance. Dans ce but, il tenta de rapprocher l'Autriche de la France et il réussit à la mettre d'accord avec l'Italie dans l'affaire des Balkans; mais plus il prenait d'initiatives et plus le gouvernement de Guillaume II lui manifestait de mauvaise humeur, quoiqu'il fut à la fois germanophile et anglophobe. On ne concevait pas à Berlin que l'Autriche-Hongrie pût s'entendre avec quelque puissance que ce fût, car il en résultait une diminution de sa subordination à l'Allemagne. Aussi, Ærenthal fut-il l'objet, à la fin de sa vie, d'attaques si violentes, de la part de tous les éléments germaniques de l'Allemagne et de l'Autriche, qu'il eût été contraint de renoncer à ses fonctions, comme Goluchowski, si la mort ne l'en avait pas débarrassé.

Ce que le gouvernement de Guillaume II lui pardonnait le moins, sans aucun doute, c'était l'entente qu'il avait déterminée entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. Tant qu'il dirigea l'empire germanique, Bismarck avait traité l'Italie avec autant de mépris que d'arrogance, soit qu'il n'attachât aucun prix à son entrée dans l'alliance austro-allemande, soit qu'il la tînt en défiance à cause de ses relations amicales avec l'Angleterre. Après la retraite de Bismarck, Guillaume II parut tenir surtout à ce que l'Autriche et l'Italie restassent les ennemies qu'elles avaient toujours été, que leur situation géographique et leurs intérêts veulent qu'elles soient. Ærenthal et M. Tittoni semblent avoir été les premiers à comprendre que « la méthode de l'Allemagne pour rester maîtresse de la Triple-Alliance avait consisté ordinairement, fait observer M. Wickham Steed [1], à empêcher les relations directes entre Vienne et Rome

1. Voir Wickham Steed, *Loc. cit.*, p. 412.

et à fomenter les soupçons contre l'Italie en Autriche-Hongrie et les soupçons contre l'Autriche-Hongrie en Italie, afin d'obliger les deux alliées à avoir constamment recours aux bons offices de l'Allemagne. Pendant une longue période de l'histoire de la Triple-Alliance, le « fil » italien allant à Vienne et le « fil » austro-hongrois allant à Rome ont passé par Berlin et Berlin a bien rarement manqué de prélever une taxe pour la transmission des messages. Lorsqu'un fil direct eut été établi entre Rome et Vienne, le déplaisir de Berlin se manifesta d'une manière curieuse, et des « incidents fâcheux » se produisirent, destinés à porter atteinte à l'intimité des alliés de l'Adriatique ». Ærenthal, en réagissant contre les prétentions de l'Allemagne, en se mettant d'accord avec M. Tittoni pour régler les questions de la Bosnie-Herzégovine et de l'Albanie échappait si bien à l'autorité de l'Allemagne que celle-ci ne fut informée que trop tardivement de l'annexion de la Bosnie. Or, cette annexion, dont elle paraissait être complice, risquait de lui aliéner la Turquie.

L'Allemagne manifesta la mauvaise humeur que l'indépendance de ses alliés lui témoignaient lorsque l'Italie entreprit la conquête de la Tripolitaine. M. Stephen Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères de France, a précisé le fait de la manière suivante dans le *Petit Journal* du 15 août 1914 : « Pendant la guerre de Tripolitaine, Enver Pacha, le ministre de la Guerre de la Turquie, a travaillé avec les Allemands contre les Italiens. On lui avait envoyé de Benghazi un officier (allemand) qui n'a cessé d'être jusqu'au bout l'instigateur de sa lutte contre l'Italie.... Et non seulement l'Allemagne fournissait alors à la Turquie des officiers pour diriger la guerre contre les Italiens, mais encore elle lui fournissait, comme l'Autriche, des mines sous-marines pour couler, si possible, les bâtiments de guerre partis de la péninsule. » Dans le numéro suivant du *Petit Journal*, M. Stephen Pichon écrivait

encore : « J'ai dit hier et je répète aujourd'hui que, pendant toute la durée de la guerre de Tripolitaine, l'Allemagne n'a pas cessé un instant de donner hypocritement le concours le plus actif à la Turquie. Elle l'a donné sous la forme administrative, politique et militaire. Son ambassadeur à Constantinople, feu le baron de Marschall, était le conseiller principal du gouvernement ottoman. Ses officiers étaient les guides et les inspirateurs d'Enver Pacha. Elle fournissait des armes et des munitions aux musulmans qui combattaient contre les troupes italiennes. Je pourrais préciser l'histoire de la fourniture des mines sous-marines, à laquelle j'ai fait allusion, et qui étaient destinées à couler les navires italiens. Le baron de Marschall se répandait à Constantinople en propos outrageants contre l'Italie, ses officiers et son armée. Tout cela est connu des hommes que leurs fonctions et leurs relations ont mis au courant des péripéties de la guerre libyenne. Voilà comment s'est comporté le gouvernement de Berlin à l'égard de son allié d'alors, le gouvernement de Rome, et c'est lui qui s'étonne aujourd'hui que l'Italie refuse de le suivre dans sa guerre odieuse et sauvage contre la civilisation européenne! Qu'en pensent nos amis d'Italie? »

Au sujet des mines sous-marines fournies à la Turquie par l'Autriche et l'Allemagne pour faire sauter les navires italiens, M. Stephen Pichon disait : « Je précise aujourd'hui les conditions dans lesquelles les mines sous-marines, destinées à couler les navires italiens, avaient été fournies à la Turquie par l'Allemagne. C'était d'abord l'Autriche qui avait fait cette fourniture. Mais la qualité des mines fut reconnue défectueuse. L'Allemagne s'offrit à les remplacer. Un officier de marine allemand fut envoyé à Constantinople pour les poser dans le Bosphore. Ce qui fut fait. »

La conduite de l'Allemagne et surtout celle de l'Autriche dans cette circonstance furent d'autant plus

déloyales que l'acquisition éventuelle de Tripoli par l'Italie avait été, fort probablement, acceptée par l'Autriche comme compensation à l'adhésion de l'Italie à l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Lorsque M. Tittoni annonça à la Chambre italienne l'accord qui s'était établi entre lui et Ærenthal au sujet de cette annexion, l'opinion publique italienne fut unanime à douter de la sincérité de l'Autriche-Hongrie; les révélations de M. S. Pichon témoignent qu'elle avait raison. Ærenthal avait trompé M. Tittoni, comme il avait trompé M. Isvolsky.

§ XXII. — LES POLONAIS SOUS LE GOUVERNEMENT DE BISMARCK ET DE GUILLAUME II.

Sans insister sur les promesses de bienveillance et de liberté faites aux Polonais de l'Allemagne par la plupart des souverains de la Prusse chaque fois qu'ils redoutèrent un rapprochement de la Pologne allemande avec les Polonais de la Russie et de l'Autriche, il n'est pas inutile de rappeler ce que disait aux populations du grand-duché de Posen Frédéric-Guillaume III, en 1815 : « Votre religion sera respectée et ses ministres recevront une dotation conforme à leur état. Vos droits personnels et vos propriétés seront placés sous la protection des lois, à la délibération desquelles vous prendrez part dans l'avenir. Votre langue doit être en usage dans toutes les réunions publiques, à l'égal de la langue allemande. Les fonctions publiques sont accessibles à chacun d'entre vous dans la mesure de ses capacités, etc. » Lorsque, en 1848, les Polonais s'avisèrent de rappeler ces promesses, on leur répondit par les mesures de violence familières à la Prusse. Avant d'arriver au pouvoir, Bismarck avait écrit : « Comment un Allemand peut-il donc, par sentimentalité pleurarde et par amour de théories impraticables, faire ce rêve

extravagant de créer dans le plus proche voisinage de sa patrie un ennemi infatigable qui s'efforcera toujours de faire dévier vers la guerre ses agitations fiévreuses du dedans et qui nous tombera sur le dos à chaque complication que nous aurons à l'ouest? En conséquence, je tiens notre politique actuelle en Posnanie... pour le plus regrettable donquichottisme que jamais un État ait entrepris pour sa ruine. » L'un de ses premiers actes, après la constitution de l'empire germanique, fut de procéder à la germanisation de la Pologne allemande. Il interdit l'usage de la langue polonaise dans les écoles par l'ordonnance du 27 octobre 1873, sous le prétexte que la Pologne représentait à l'intérieur de l'empire « le parti de l'étranger ». Le seul résultat qu'il obtint fut de réveiller le nationalisme polonais dans l'aristocratie et de le faire naître, en quelque sorte, chez les paysans qui, préoccupés surtout, comme dans tous les pays, de leurs intérêts matériels, avaient oublié leur origine ethnique. En 1904, un membre de la Diète raconta une anecdote qui est, à cet égard, très caractéristique [1]. « Une grande dame polonaise, visitant un jour un paysan malade, vit, suspendus au mur de la chaumine, trois portraits : Kosciusko, Léon XIII et Bismarck. — Comment, dit-elle, Bismarck chez toi! Tu l'honores donc à l'égard de notre héros national, de notre Saint-Père le pape? — Mais, oui, répondit-il : ce grand homme m'a révélé à moi, pauvre paysan, que j'avais une patrie polonaise. » Cet effet s'étendit jusqu'en Silésie. « Les écoliers, fait observer justement M. Moysset, apprennent pas force à parler l'allemand dont ils tirent avantage dans la lutte pour la vie quotidienne; mais ils continuent à penser et à sentir dans la langue maternelle, la seule dans laquelle on compte, on jure, on aime, on prie. »

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 30 (Paris, F. Alcan).

Bismarck ayant reconnu que la loi scolaire ne produisait pas les effets de germanisation sur lesquels il avait compté, s'avisa d'un autre moyen qu'il exposa lui-même, le 28 janvier 1886. « On se demande, disait-il devant le Landtag, si la Prusse, dans son intérêt et dans celui de l'empire allemand, ne sera pas amenée par les circonstances à débourser cent millions de thalers pour acquérir les biens de la noblesse polonaise, — parlons clair et net, pour exproprier la noblesse. » Et comme des exclamations se produisaient, il ajouta : « Cela paraît monstrueux, mais quand nous exproprions pour un chemin de fer, quand nous démolissons les maisons, traversons les cimetières uniquement pour la commodité d'une compagnie de chemin de fer, quand nous exproprions pour construire un fort, pour percer une rue, quand nous exproprions tout un quartier dans une ville, comme à Hambourg, pour bâtir un port, nous détruisons des habitations qui existent depuis des siècles : pourquoi dès lors un État ne pourrait-il pas, dans certaines circonstances, garantir sa sécurité dans l'avenir et s'assurer la tranquillité? La sécurité n'est-elle pas un but supérieur au commerce, n'est-elle pas, pour la communauté, plus importante que la fortification?... Il n'y a pas d'injustice puisqu'on paie une indemnité. » Mais, sentant que sa théorie n'était pas encore acceptée, il avait soin d'ajouter qu'il ne songeait pas « en ce moment » à proposer l'expropriation de la noblesse polonaise. « Je ne fais mention, disait-il, de cette possibilité qu'afin qu'on y réfléchisse et qu'on s'en souvienne dans le public, et que messieurs les Polonais, qui se trouvent si mal sous le gouvernement prussien, y songent de leur côté.... »

Le régime auquel il s'arrêta consistait à acheter aux Polonais leurs terres pour les revendre à des Allemands. La loi autorisant ces opérations, dite « loi de colonisation », fut votée par le Landtag le 26 avril 1886. En vue de son application, il fut constitué une « Com-

mission de colonisation » dotée de pouvoirs très considérables pour acheter et revendre les terres, organiser des communes allemandes, etc. On croyait que les nobles polonais, dont un grand nombre étaient endettés, s'empresseraient de vendre leurs terres et que l'on serait débarrassé de l'élément le plus actif, le plus hostile à la germanisation et le plus influent des provinces polonaises. Il n'en fut rien. Dès que les grands propriétaires et les paysans polonais se virent menacés dans la possession de la terre, ils se rapprochèrent et s'associèrent pour la défendre contre l'ennemi commun. « La plupart des grands seigneurs, dit M. Moysset[1], restèrent sur leurs terres ou revinrent sur leurs terres », tandis que les paysans devenaient avides de la propriété convoitée par les Allemands. Des associations se formèrent, dans lesquelles on vit la noblesse terrienne, la bourgeoisie des villes, les paysans, les ouvriers et le clergé s'unir. « Les associations professionnelles et les sociétés de crédit s'abstinrent rigoureusement de faire de la politique, mais hors de la maison corporative où l'on discute les intérêts du métier, les membres recouvrent leur liberté de mouvement. Ils président des comités électoraux, dirigent des sociétés d'enseignement populaire, fondent des bibliothèques, distribuent des bourses d'études, jouent un rôle dans la presse. Les activités sont diverses, l'action est une unité de but, unité de commandement. Quelques têtes font la synthèse des pensées et des sentiments de la foule que discipline un idéal commun. Qui mène? Souvent les hommes sans naissance et sans fortune.... Les éliles se recrutent parmi les compétences formées au service de la nation et de la profession[2]. »

L'objet principal et immédiatement tangible des associations était de défendre la terre et les métiers

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 31.
2. *Ibid.*, p. 33.

contre les Allemands. La réussite dans les deux directions fut complète. Au début du fonctionnement de la commission de colonisation, celle-ci trouvait assez aisément de grands domaines polonais à acheter. Mais les associations professionnelles et de crédit étant venues à l'aide des propriétaires polonais, les ventes cessèrent. « Depuis 1898, il n'y a plus un lopin polonais à vendre, si ce n'est par voie d'intermédiaires retors[1]. » Par contre, une foule de propriétaires allemands profitèrent de l'élévation des prix pour offrir leurs terres à la commission de colonisation, en la menaçant de les vendre aux Polonais si elle ne voulait pas les acheter au prix demandé. « D'après la statistique des mutations de biens, de 1896 à 1906, en onze ans, 75 437 hectares sont passés des mains allemandes en mains polonaises dans les deux provinces de Posnanie et de Prusse occidentale. Si l'on compte ce qu'ils ont gagné en Prusse orientale, en Poméranie et en Silésie, il faut estimer à près de cent mille hectares la superficie perdue par les Allemands[2]. » Il est résulté de ces faits, non prévus par Bismarck, que « sur les 335 383 hectares achetés par la commission de colonisation au 1er janvier 1908, 106 120 hectares seulement provenaient de mains polonaises[3] ». D'autre part l'attachement à cette terre que la Prusse voulait leur arracher se développa tellement parmi les paysans et les ouvriers agricoles, que le nombre des propriétaires polonais augmenta.

Des banques spéciales, dites de « parcellarisation » se créèrent pour provoquer la division des grandes propriétés, tandis que les ouvriers agricoles qui vont, chaque année, travailler par milliers en Prusse au moment des moissons ou dans les mines faisaient des économies pour acheter des parcelles de terre. « La « faim de la terre » les mène et fait d'eux une force

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 48.
2. *Ibid.*, p. 71.
3. *Ibid.*, p. 49.

redoutable dans la lutte des deux nationalités depuis qu'elle est devenue une dispute du sol[1]. »

Le seul effet pratique de l'œuvre de colonisation fut la mise en valeur, aux frais du gouvernement prussien, d'un très grand nombre de terres que la commission de colonisation dut faire défricher, drainer, etc., avant de pouvoir les revendre aux colons allemands. Il fut introduit ainsi dans la Pologne prussienne plusieurs centaines de millions de marks qui se répandirent dans les populations polonaises et leur permirent d'acheter des terres. « L'État a répandu 350 millions, les colons en ont apporté 50, et de l'Ouest il n'est pas venu moins de 50 millions pour fructifier dans les banques et sociétés financières[2]. » Grâce à ces énormes capitaux, une grande prospérité agricole s'est développée, suivie du développement des villes où les campagnes s'approvisionnent de vêtements, de meubles, d'objets d'alimentation, etc.

Mais la lutte des deux races s'est manifestée aussi bien dans les villes que dans les campagnes et elle a été, grâce aux associations, plus avantageuses aux Polonais qu'aux Allemands. Partout le nombre des artisans originaires de Pologne s'est accru plus que celui des artisans allemands.

La loi de 1886 ayant donné des résultats contraires à ceux que le gouvernement prussien espérait atteindre, le chancelier Bülow fit voter par le Landtag prussien, en 1908, une loi qui autorise le gouvernement à exproprier les Polonais pour les remplacer par des Allemands. M. von Bülow revenait à l'idée première de Bismarck, idée qui avait été propagée par l'Association des Marches de l'Est (*Ostmarkenverein*) et par les ligues pangermanistes. La formule de propagande était : « Nous ne serons les maîtres que quand nous posséderons le sol[3]. »

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 44.
2. *Ibid.*, p. 25.
3. *Ibid.*, p. 63 et suiv.

Au cours de la discussion qui eut lieu devant le Landtag prussien, M. de Bülow reproduisit sous toutes les formes imaginables la théorie exposée par Bismarck en 1886. Il disait entre autres choses[1] : « On disserte sur la notion du « bien public ». Il est impossible d'expliquer avec des phrases juridiques ce qu'est le bien public. Dans le cas posé, le gouvernement affirme que le bien public exige l'expropriation. On objecte la morale. Elle doit céder devant le bien de l'État qui est, en politique, le vrai point de vue moral. On dit que nous sommes injustes pour les Polonais. Il n'y a pas d'illégalité commise, puisque les deux conditions de l'expropriation légale sont établies : intérêt général, indemnité. » Un député conservateur disait aux Polonais : « Si vous ne voulez pas donner votre cœur, messieurs, alors nous devons avoir votre terre.... L'État vous demande de reconnaître que la domination de la maison de Hohenzollern et de la Prusse sur les pays polonais annexés est définitive et non provisoire.... L'histoire universelle enseigne que le droit du fort, et du plus fort, a créé les États[2]. » On retrouve dans ces paroles la préoccupation constante des Allemands. Ils n'ont jamais pu pardonner aux Polonais de conserver leur langue, leur religion, la mentalité particulière qui constituent les traits essentiels de toutes les nationalités. Ils ne se sont jamais doutés que la force ne peut rien contre cette mentalité

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 68.

2. Si ces doctrines ont pu être formulées au Reichstag, c'est qu'elles sont adoptées depuis longtemps par l'unanimité des populations allemandes. En septembre 1913, un savant connu pour ses travaux ethnographiques écrivait dans les *Alldeutsche Blœttern*, en distinguant les races humaines en *conductrices* et *inférieures* et en réservant les droits politiques aux premières : « Les vainqueurs agissent d'après les règles de la logique et de la biologie quand ils s'appliquent à faire disparaître la langue et à anéantir la nationalité étrangère. Voilà pourquoi il ne faut pas de ménagements, mais simplement l'assurance du droit du seigneur, l'étalage le plus large de la puissance et le refus le plus

et qu'à vouloir la faire disparaître par la contrainte, ils ne font que la rendre plus âpre.

Un député polonais, le Dr de Jazdzenski, répondant à l'accusation que les Polonais faisaient de l'opposition au gouvernement de l'empire, disait : « Il y eut des temps où la population Polonaise vivait en paix avec la population allemande. Les familles des deux nationalités se visitaient, des relations amicales s'établissaient. Ce ne sont pas les Polonais qui les ont rompues. Elles cessèrent pendant le *Kulturkampf*, quand une partie de la population allemande prit parti contre eux et appuya les lois de combat par la parole et par les actes. » Puis il rappelait que de la lutte religieuse étaient sorties les mesures vexatoires auxquelles les populations polonaises avaient été soumises par les fonctionnaires prussiens et les lois d'exception dont le seul résultat avait été d'aviver les haines. « Ce sont, disaient d'autres orateurs, en 1908, devant la Chambre des seigneurs de Prusse, les mesures vexatoires qui ont fait le bloc polonais. L'école allemande a fait du jeune paysan polonais un concurrent supérieur au jeune paysan allemand, mais les tracasseries policières sont une mauvaise méthode pédagogique. Que feront les lois d'exception? Elles rendront plus fort, plus violent, plus redoutable le radicalisme polonais. »

sévère des droits politiques. La constitution pour le vainqueur, jamais pour le vaincu. Qu'on reconnaisse les droits de l'homme aux vaincus, mais sous aucun prétexte les droits du seigneur. Nous naissons hommes, nous gagnons la qualité de seigneurs et maîtres sur les champs de bataille.... Il faut que le conquérant ait la volonté absolue de dominer et qu'il travaille à l'anéantissement politique et ethnique des vaincus. » Les races conductrices manifestent leur caractère par la conquête : « Des hommes pareils peuvent conquérir, il leur est permis de conquérir, ils ont le devoir de conquérir. » La conquête par une « race noble » est « utile au Seigneur des armées et son œuvre est une œuvre de délivrance ».

« Aujourd'hui, dit M. Moysset[1], tout Polonais qui vend sa terre à un Allemand est un traître déshonoré. » Les associations polonaises s'empressent de venir en aide à l'exproprié afin de le maintenir dans le pays; il devient citadin et fait concurrence à l'artisan ou au commerçant allemand. Les millions avec lesquels on achète les terres polonaises servent à l'établissement des expropriés dans les villes.

Traiter les pays conquis avec bienveillance et respect de leur mentalité nationale est une conception qui ne saurait entrer dans le cerveau des Allemands tel que l'a façonné l'éducation imaginée par Bismarck et poussée jusqu'à l'extravagance par Guillaume II. Ce qu'ils ont voulu réaliser en Pologne, c'est la destruction de la nationalité polonaise ou, pour parler plus exactement, de la mentalité polonaise, car le terme de « nationalité » ne signifie pas autre chose que la manière de sentir, de penser, d'agir commune à une collectivité humaine et qui s'acquiert par l'éducation, puis se perpétue par elle de génération en génération.

La nationalité est une chose tout à fait différente de la race. Aux caractères ethniques s'ajoutent, sous l'influence du climat, du genre de vie, des mœurs, de la religion et, en particulier de l'éducation familiale, enfin de l'organisation sociale et politique, des caractères divers, de telle sorte que d'une race déterminée, la slave par exemple, sont sorties des nationalités ou, pour mieux dire, des mentalités distinctes et qui resteront distinctes tant que subsisteront les causes qui les ont produites. L'Allemagne a pu tenter en Pologne de détruire l'une de ces causes en rendant obligatoire l'enseignement de la langue germanique dans les écoles, mais elle n'a pu détruire l'éducation familiale, celle qui se donne autour du foyer, dès le premier âge, à laquelle s'ajoutent les enseignements et les pratiques de

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 95.

la religion, et qui est la plus efficace parce qu'elle s'adresse à des cerveaux qui n'ont encore subi aucune influence extérieure. L'Allemagne ne pouvait pas non plus détruire le climat, la manière de vivre, les mœurs, tout ce qui crée la mentalité polonaise, et c'est pour cela que, malgré une domination durant depuis près d'un siècle et demi, les Polonais sont toujours Polonais.

Un vieux Polonais me disait récemment : « L'influence de la langue est si puissante et la langue polonaise s'est transmise si parfaitement de génération en génération que nul à nos yeux n'est Polonais s'il ne parle pas le polonais. » Quant à l'influence de la religion, elle est si grande que d'après tous les observateurs compétents, les seuls Polonais qui se laissent germaniser sont ceux qui passent du catholicisme au protestantisme, et ils sont fort rares. Aussi la presse piétiste prussienne engage-t-elle la commission de colonisation à ne vendre les terres qu'à des protestants. « Dans les Marches de l'Est, dit M. Moysset, protestant est devenu synonyme d'Allemand, et catholique de Polonais[1]. »

Le programme qui aurait permis à la Prusse de s'assimiler les Polonais était fort nettement indiqué devant la chambre des seigneurs de Prusse, par le prince de Radziwill, lors de la discussion du projet de loi relatif à l'expropriation, lorsqu'il disait[2] : « On nous reproche de ne pas nous être clairement expliqués sur le fait de notre dépendance vis-à-vis de l'État. Ceux qui formulent ce reproche désirent donc qu'une telle déclaration implique la renonciation à notre nationalité. Si je reconnais les soins d'ordre matériel dont nous avons été l'objet, je formule une lourde accusation contre l'administration prussienne qui n'a pas fait ce qui était destiné pour le développement intellectuel des Polonais et leurs besoins nationaux : langue, histoire, littérature,

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 23.
2. *Ibid.*, p. 103.

conscience populaire nationale, mais au contraire a employé tous les moyens dont elle dispose pour les entraver.... Vous ne pouvez pourtant pas exiger que le Polonais qui veut conserver ses qualités nationales, sa manière propre de sentir intellectuellement et moralement, dépouille sa nationalité comme on quitte son manteau à l'entrée d'un *Verein.* »

L'orateur aurait pu ajouter que même si les Polonais voulaient abandonner leurs qualités nationales ils ne le pourraient pas. Plus adhérente encore que la robe de Nessus, la mentalité d'un homme pénètre tout son être, détermine d'une façon irrésistible ses pensées et ses actes et ne peut être modifiée que par une éducation familiale prolongée pendant une longue suite de générations ou par un changement de milieu. Un Polonais isolé dans un pays étranger où il est contraint à un genre d'existence nouveau, au milieu de gens qui n'ont ni sa religion ni ses mœurs, perdra, dans une certaine mesure, sa mentalité polonaise et ne la transmettra pas à ses enfants aussi entière qu'il l'avait reçue de ses parents. Ses enfants eux-mêmes, continuant à vivre dans les mêmes conditions, ne donneront à leurs descendants qu'une mentalité polonaise encore réduite et, au bout de quelques générations, la descendance du Polonais primitif ne serait plus polonaise, en ce sens qu'elle aurait perdu la mentalité de la Pologne, en perdant sa langue et peut-être sa religion. Mais il suffit qu'un nombre même minime de gens d'une même nationalité, se groupent dans une ville étrangère, pour que leur mentalité nationale se maintienne à peu près intacte pendant une longue série de siècles. Les Juifs émigrés à Rome, à Alexandrie, etc. avant notre ère, ne conservaient-ils pas la mentalité, la nationalité d'Israël?

La Prusse et l'empire germanique ont donc commis la plus grave des erreurs scientifiques en s'imaginant qu'ils germaniseraient par la force les Polonais de la

Pologne. Ceux-ci sont d'autant plus Polonais qu'on les a plus brutalement traités, car ils se sont rapprochés, associés pour résister à l'oppresseur, comme les oiseaux ou mammifères faibles se rapprochent, se groupent, s'associent pour se défendre contre l'animal de proie. S'il s'était trouvé en Allemagne de véritables savants, ils auraient pu dire à Bismarck préconisant la germanisation de la Pologne par la force : « Prince, vous allez faire une sottise ».

Le prince de Bülow qui fut le continuateur de Bismarck dans l'œuvre de germanisation de la Pologne et à qui incombe tout particulièrement la responsabilité de la loi d'expropriation de 1908 avouait récemment l'échec de cette œuvre. « La politique prussienne suivie dans les Marches de l'Est a toujours été, disait-il [1], en butte à de violentes critiques du côté allemand. L'argument le plus probant en apparence de la critique, c'est que la politique suivie de ce côté n'a pas eu de résultat tangible, puisque, après vingt ans environ d'application, cette politique n'a pas modifié d'une façon essentielle le pourcentage de la population polonaise des provinces de l'Est. Or, comme c'était là le but fixé par Bismarck, il faudrait considérer comme ayant échoué notre politique à cet égard, et surtout l'œuvre de colonisation. Il est exact que nous n'avons pas encore beaucoup approché du but. » M. de Bülow se consolait de cet échec en pensant que si la Prusse n'a pas pu obtenir la germanisation de la Pologne, elle a du moins empêché « une insensible mais sûre polonisation des provinces de l'Est ». Et il ajoutait : « Si à cette polonisation croissante, on n'avait pas opposé une germanisation voulue, soutenue par l'État, la situation en Posnanie et dans la Prusse occidentale serait aujourd'hui la même qu'en Galicie. « On ne saurait formuler une critique plus sévère que celle-là de la politique prussienne. Que

1. Prince de Bülow, *La Politique allemande*, p. 305.

penser d'un État qui au lieu d'absorber, d'assimiler les populations qu'il s'est adjoint par la conquête, voit ses propres peuples acquérir la mentalité des vaincus? Un esprit formé à la critique par l'éducation latine aurait été frappé de ces faits et aurait compris que la méthode de gouvernement appliquée à la Pologne était fausse. Le cerveau germain de M. de Bülow n'était pas capable de se livrer à cette fructueuse critique. La seule conclusion qu'il tire de l'échec de sa politique polonaise est la nécessité de la poursuivre à outrance : « La lutte pour la possession du sol, déclare-t-il [1], sera toujours l'alpha et l'oméga de notre politique nationale allemande dans l'Est. »

§ XXIII. — L'ALSACE-LORRAINE SOUS LE GOUVERNEMENT DE BISMARCK ET DE GUILLAUME II.

La génération qui avait vécu la guerre de 1870 avait le désir de la revanche — il serait puéril de le contester; — mais au fur et à mesure qu'elle vieillissait sa passion s'apaisait; elle pesait les avantages et les inconvénients d'un nouveau conflit et tendait en général à reculer devant les seconds. Quant aux générations postérieures à 1870, n'ayant pas connu la guerre, elles n'auraient certainement pas songé à une revanche dont elles étaient appelées à faire tous les frais. Si l'Allemagne s'était comportée à l'égard des provinces conquises et envers la France elle-même comme toute nation civilisée devrait se conduire à notre époque, il n'y aurait pas eu de question d'Alsace-Lorraine.

On a beaucoup répété ce mot de Bismarck, lancé de la tribune du Reichstag aux députés protestataires d'Alsace : « Ce n'est pas pour vous, ce n'est pas dans votre intérêt, que nous vous avons conquis, mais dans

1. Prince de Bülow, *La Politique allemande*, p. 304.

l'intérêt de l'empire »; il ne se trouva personne au Reichstag pour faire observer à Bismarck que « l'intérêt de l'empire » était de traiter les provinces conquises avec une telle bienveillance qu'elles fussent attirées vers l'empire par la satisfaction de leurs intérêts et le respect de leurs libertés. Agir de la sorte eût été rendre vains l'espoir de revanche qui aurait pu subsister chez certains Français.

En réalité, de 1870 à 1890, les deux peuples d'Allemagne et de France se montrèrent pacifiques. Le gouvernement républicain était attaché à la paix par principe. Guillaume Ier ne voulait pas la guerre : soit en 1875, soit en 1887, il fit ce qui était nécessaire pour empêcher d'éclater les conflits que Bismarck avait savamment et déloyalement préparés. Il ne laissait passer aucune occasion de préconiser la paix et son exemple était suivi au point que Bismarck lui-même se défendait d'avoir préparé les mauvais coups que son empereur faisait échouer.

En Allemagne et en France il y avait des partis nationalistes, voire jingoïstes et belliqueux, auxquels leurs manifestations patriotiques donnaient une certaine popularité, mais ni dans l'un ni dans l'autre des deux pays, ces partis ne se sentaient assez forts pour pousser les peuples à faire la guerre. On me pardonnera de citer deux petits faits qui sont, à cet égard, particulièrement instructifs. En 1877, ayant été chargé par le Conseil municipal de Paris d'une mission scientifique en Allemagne, il me fut donné de voir un assez grand nombre de professeurs et de me rendre compte de l'état d'esprit des universitaires. Il était alors très pacifique, ainsi qu'on en jugera par l'anecdote suivante. Assistant, à Munich, à un congrès scientifique auquel s'étaient rendus plusieurs centaines de professeurs de toutes les universités de l'empire germanique, j'étais l'objet d'attentions de toutes sortes et n'entendais parler de la France qu'en termes excellents. Un soir,

cependant, au cours de l'une de ces réunions générales où l'on fait des discours en buvant de la bière, un orateur s'étant laissé entraîner à quelques allusions belliqueuses, fort mal accueillies d'ailleurs par l'assemblée, les professeurs allemands qui m'entouraient m'engagèrent à faire une réponse. Cédant à leurs instances, je protestai, au nom de la science qui doit rapprocher les hommes et les peuples, contre les excitations qui tendraient à ramener un passé profondément douloureux et à réveiller des passions en train de s'apaiser. Mes paroles furent accueillies par les applaudissements unanimes de la salle, et presque tous les assistants vinrent me serrer la main en me remettant leurs cartes. Puis, dans une réunion plus intime de naturalistes, on causa longuement de la situation faite aux deux peuples de France et d'Allemagne par la guerre de 1870; on me raconta le mécontentement qu'elle avait provoqué dans certaines parties de l'Allemagne et l'on me fit part du peu d'enthousiasme que l'on avait, en général, pour la politique outrancièrement militariste du nouvel empire. Tous ces universitaires souhaitaient ardemment un rapprochement des deux pays.

Deux années plus tard, étant candidat au conseil municipal de Paris dans le quartier de la Monnaie, un nationaliste outrancier, me reprocha le petit discours de Munich et tenta de soulever le public contre moi. Je reproduisis textuellement mes paroles; elles furent applaudies par toute la salle, à la grande confusion de mon interpellateur. A Paris comme à Munich, on voulait vivre en paix et l'on était peu disposé à prêter l'oreille aux excitations belliqueuses.

En France, la masse était peu favorable aux hommes ou aux partis politiques qui inscrivaient la revanche dans leur programme. Ce fut le cas de Gambetta et de ses amis. S'ils étaient violemment combattus dans les milieux populaires, c'était beaucoup moins à cause de leur programme de politique intérieure qu'en raison de

l'allure belliqueuse qu'ils se donnaient. En 1881, lorsque Gambetta prononça, à Cherbourg, le discours où il fit allusion à la revanche, sous la forme de « la justice immanente », je me trouvais en Italie, délégué avec quelques-uns de mes collègues par le Conseil municipal de Paris à un congrès de Bienfaisance. Nous assistions à un grand banquet sur les bords du lac de Bellaggio et l'on en était arrivé à l'heure des toasts, lorsqu'on apporta un télégramme où était résumé le discours de Cherbourg. Une très grande émotion se produisit dans la salle où se trouvaient réunis quatre ou cinq cents Italiens de diverses conditions officielles et de tous les partis politiques. On voyait dans les paroles du grand tribun français une menace pour la paix de l'Europe et l'on en éprouvait une visible inquiétude. Des personnages importants vinrent communiquer le télégramme à notre groupe en nous priant d'y faire allusion dans le toast que nous devions prononcer. Désigné par mes collègues pour prendre la parole, je protestai des sentiments pacifiques du Conseil municipal de Paris et de la population que nous avions l'honneur de représenter, tout en affirmant la résolution bien arrêtée de la France de faire respecter son honneur et de se maintenir assez forte pour que l'on ne pût pas la provoquer sans danger. Ces paroles de paix et de dignité furent couvertes d'applaudissements et, à la sortie du banquet, un très grand nombre d'Italiens vinrent m'en féliciter. A Bellaggio, comme à Munich et comme à Paris, les populations redoutaient tout ce qui aurait pu troubler la paix.

En France, le parti radical qui, de 1870 à 1890, fut à peu près seul pour représenter au Palais-Bourbon les éléments les plus avancés politiquement de la population, avait parmi les articles de son programme la suppression des armées permanentes et multipliait, dans toutes les élections, municipales ou législatives, les déclarations en faveur du maintien de

la paix. Quant au gouvernement de la République, il faisait tout ce qui était en son pouvoir pour éviter les conflits avec l'Allemagne. J'ai rappelé plus haut comment, en 1877, M. de Gontaut-Biron fut contraint par Waddington, ministre des Affaires étrangères de Mac-Mahon, de donner sa démission d'ambassadeur à Berlin parce qu'il déplaisait au chancelier et quoiqu'il fut admirablement traité par Guillaume Ier. Je puis ajouter sans crainte de démenti que plus nos ministres étaient radicaux, plus il s'attachaient à plaire à Bismarck.

La conduite tenue par Bismarck en 1875 et en 1887 serait, par conséquent, incompréhensible, si l'on ne savait qu'il redoutait au plus haut degré les conséquences de la manière dont la France avait été traitée en 1870 [1]. Il nous avait vus relever nos finances et réorganiser notre armée avec une telle rapidité et dans un tel accord de toute la nation, qu'il ne pouvait pas concevoir qu'il nous fût possible de ne point songer sans cesse à la revanche. Les paroles de guerre prononcées de temps à autre par quelques-uns de nos orateurs politiques et les manifestations de nos ligues de patriotes lui apparaissaient comme les traductions de la pensée de la nation entière.

1. On a dit que Bismarck était opposé à la clause du traité de Francfort relative à l'Alsace et à la Lorraine. Le peintre Lembach qui vécut dans son intimité, a dit : « Bismarck n'a pas voulu l'annexion de la Lorraine et de l'Alsace à l'empire germanique; c'est de Moltke qui l'a exigée au nom des intérêts militaires. Bismarck a résisté tant qu'il l'a pu; il a dû fléchir devant l'arrêt de l'empereur. Voilà la vérité. » (Voir Hanotaux, *Hist. popul. de la Guerre de 1914*, p. 8.) Bismarck avait assez d'esprit politique pour se rendre compte des conséquences qu'aurait l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine au point de vue des relations de la France avec l'Allemagne et de l'avenir de la situation européenne. De Moltke lui-même avait prévu ces conséquences, car il disait : « L'Allemagne en aura pour cinquante ans à se tenir armée jusqu'aux dents. » Mais peut-être, comme tout le parti prussien, n'était-il pas fâché de voir l'Allemagne condamnée au militarisme.

L'Alsace-Lorraine fut traitée avec moins de brutalité que ne l'avait été la Pologne à la fin du XVIIIe siècle. Elle ne fut pas incorporée à la Prusse, mais simplement proclamée Terre-d'Empire (Reichsland), avec un gouverneur spécial et plus tard une représentation élue; mais, dès le premier jour, on s'efforça de la germaniser, en y combattant par tous les moyens la langue et la culture Françaises, en y soumettant la partie intellectuelle des populations à une surveillance intolérable et à des tracasseries sans nombre, et en exigeant que les Français ne pussent y pénétrer que munis d'un passeport qui les mettait à la discrétion de la police. Aussi, plus les années se sont multipliées depuis la conquête et moins l'Alsace-Lorraine s'est montrée satisfaite de son sort.

« Nous sommes livrés pieds et poings liés, déclarait l'abbé Wetterlé, ancien député au Reichstag, au bon vouloir du législatif et de l'exécutif de Berlin. On nous a imposé les pires entraves et la nouvelle constitution représente un arrêt presque définitif du libre développement d'un particularisme légitime. » Dans une conférence faite à Paris, le 17 février 1913, M. Jacques Preiss, ancien député d'Alsace-Lorraine au Reichstag, exposait dans les termes suivants l'opinion de l'immense majorité des Alsaciens-Lorrains : « L'Alsace-Lorraine réclame sa mise à complète égalité avec les autres parties de l'Empire. Elle veut son gouvernement à elle, son pouvoir législatif à elle, indépendants l'un et l'autre dans la même mesure que le gouvernement et le pouvoir législatif du grand-duché de Bade, de Mecklembourg et de la minuscule principauté de Reuss, branche cadette. Elle veut se gouverner elle-même, régler ses affaires intérieures à sa guise, vivre de sa vie propre, selon ses goûts, son originalité et ses traditions. Elle veut qu'on respecte son individualité particulière, comme on respecte celle des Badois, des Bavarois et des autres États particuliers de l'Empire. Nous avons les mêmes devoirs

et les mêmes charges que les autres parties de l'Allemagne; nous devons, en bonne justice, avoir les mêmes droits et les mêmes libertés. »

Mécontents des constitutions qui leur ont été successivement octroyées, les Alsaciens-Lorrains le sont également de la place prise chez eux par les Allemands. « On veut, a dit M. Blumenthal[1], que l'Alsace continue à vivre sous un régime qui permet aux Allemands de dominer les Alsaciens dans toutes les branches de l'activité du pays, qui a pour conséquence d'assurer aux Allemands toutes les bonnes places. Cela, nous ne pouvons l'accepter. »

En Alsace-Lorraine comme en Pologne, ce qui indisposait le plus les populations, c'est la prétention qu'avait le gouvernement de Guillaume II et l'empereur lui-même de les prussianiser, de détruire leur mentalité particulière. « Nous ne voulons pas, disait M. Anselme Laugel[2], qu'on s'oppose au libre développement de notre esprit national, nous voulons qu'on nous reconnaisse le droit de perfectionner simultanément et la partie allemande et la partie française de notre culture.... Nous considérons que la civilisation française est le contrepoids nécessaire de notre culture nationale, qu'elle est la sauvegarde de notre personnalité historique. »

M. Georges Blondel, à qui j'ai emprunté les citations précédentes, note que les Allemands eux-mêmes avouent n'avoir pu germaniser l'Alsace et s'en montrent très affectés. « Dans une brochure, dit-il, qui a récemment eu beaucoup de retentissement, le professeur Werner Wittich reconnaît que tout ce qui représente en Alsace l'élite intellectuelle est imprégné de culture française. Il constate qu'avec cette culture on voit survivre aujourd'hui dans la population entière, et cela même

1. Blondel, *Les Embarras de l'Allemagne*, p. 203.
2. *Ibid.*, p. 205.
3. *Ibid.*, p. 200.

après la disparition du sentiment national actif, un sentiment de piété envers la terre où fleurit cette culture. C'est, ajoute-t-il, un témoignage de la reconnaissance du peuple envers la France pour tout ce qu'elle lui a donné de gloire et d'honneur par ses héros, de liberté, de bien-être et de beauté pour tous. »

N'y a-t-il pas, dans cet aveu d'un Allemand, la condamnation la plus formelle et la plus rationnelle de la politique appliquée par l'Allemagne à l'Alsace-Lorraine? N'est-il pas de toute évidence que la force est incapable de faire disparaître un sentiment tel que celui attribué aux Alsaciens par M. Werner Wittich? Or, la prétention des Allemands qui dominaient matériellement l'Alsace et la Lorraine fut de les dominer, en outre, par l'esprit et le cœur.

L'Allemagne se plaignait de ne pas être aimée par les Alsaciens-Lorrains et de ne pouvoir leur inculquer la pensée allemande avec les sentiments allemands; cette prétention était d'autant moins réalisable, que la Lorraine est en partie française et que l'Alsace est dotée d'une mentalité assez particulière pour qu'on puisse la qualifier de nationale. Tous les Alsaciens, à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, parlent un dialecte très distinct de l'allemand. Une bourgeoise d'Alsace, née après 1870, mariée à Paris depuis longtemps, parlant le français comme une Parisienne, me disait récemment qu'elle parlait l'alsacien mieux encore que le français, parce que c'était avec l'alsacien qu'elle avait été élevée pendant toute son enfance. Entre eux, même aujourd'hui, les Alsaciens ne parlent guère que leur dialecte, leur « patois » comme ils disent; ils ont créé une littérature alsacienne, un théâtre alsacien, etc. Les bourgeois parlent en outre, presque tous, le français, particulièrement dans la Haute-Alsace. On m'a cité le cas d'Alsaciens germanisés qui, entre eux, parlaient exclusivement le français, même en public et devant des officiers ou fonctionnaires allemands.

Il s'est produit en Alsace un phénomène analogue à celui qui a été signalé plus haut à propos de la Pologne : les enfants que l'on contraint à apprendre l'allemand dans les écoles publiques tirent profit de cette langue dans la concurrence quotidienne de la vie avec les Allemands et jouissent, en outre, des avantages que leur assure la connaissance de l'alsacien qu'ils apprennent dans la famille, dès leur naissance. La langue a donc constitué une puissante barrière contre la germanisation de l'Alsace.

La religion catholique a joué un rôle analogue dans les familles et les localités où elle domine, c'est-à-dire particulièrement dans la Haute-Alsace où la catholique Autriche régna pendant plusieurs siècles, dans l'ancien évêché de Strasbourg, etc. Dans les élections municipales, provinciales ou législatives, la religion joue toujours un très grand rôle, les catholiques se montrant moins disposés que les protestants à faire des concessions au germanisme. Les candidats « nationalistes » c'est-à-dire hostiles à la germanisation, ne peuvent être élus qu'avec le concours des catholiques; partout où la majorité des électeurs est protestante ou socialiste, on considérait, en général, les candidats nationalistes comme battus d'avance. Les socialistes particulièrement fournissaient à la germanisation un concours précieux. Les fonctionnaires de l'empire faisaient officiellement voter pour eux quand ils étaient en mesure de battre un candidat nationaliste.

Les instituteurs, même quand ils étaient d'origine alsacienne, se montraient partisans très zélés de l'empire et s'efforçaient de travailler à la germanisation de l'enfance. Dans les élections, ils agissaient toujours très énergiquement contre les candidats nationalistes. Ils se faisaient payer ces services par des augmentations incessantes de traitement. Mais s'ils pouvaient jouer un rôle efficace dans le domaine politique, ils se heurtaient, dans leur œuvre de germanisa-

tion, à la mentalité alsacienne que protège l'éducation familiale.

Tous les observateurs attentifs et impartiaux sont, en somme, d'accord pour affirmer qu'en dépit de tous ses efforts, l'empire allemand s'est heurté, en Alsace, dans son œuvre de germanisation, à des résistances invincibles. Il n'a pu détruire, dans le peuple, la mentalité alsacienne, et la « Kultur » germanique s'est heurtée, dans les classes instruites, à la culture française.

En Alsace comme en Pologne, comme au Sleswig danois, l'empire germanique a fait la preuve de son incapacité à s'assimiler les populations de nationalités non germaines auxquelles il a imposé sa domination. Et ce qui l'en rend incapable, c'est sa prétention de gouverner toujours et partout au moyen de la force. Or, plus la civilisation se répand, plus les peuples s'instruisent, et moins il devient facile de gouverner par la force.

§ XXIV. — LES SENTIMENTS DES DIVERS ÉTATS DE L'EMPIRE GERMANIQUE.

On s'est souvent demandé, en Allemagne même, dans quelle mesure l'empire germanique avait obtenu les sympathies des divers États qui le constituent. En ce qui concerne les souverains, il est permis, semble-t-il, au gouvernement de Berlin de se déclarer satisfait. Ayant conservé leurs privilèges, les chefs des petits États se montrent fidèles à l'empire. Leurs sujets n'ont pas les mêmes motifs d'être satisfaits. Tous les États qui composent l'empire n'ont pas non plus les mêmes intérêts, et n'ont pas exactement la même mentalité.

Il existe, tout d'abord, à ce dernier point de vue, une différence notable entre les populations des bords du Rhin et celles d'au delà de l'Elbe. Tandis que les Prussiens, les Brandebourgeois, les Poméraniens sont exclusivement Germains, les Rhénans ont reçu plus ou moins

l'éducation romaine et ont entretenu des rapports étroits avec la population de la France depuis l'époque reculée de la Gaule romaine. Physiquement, ils sont moins lourds que les Prussiens; intellectuellement, il sont plus ouverts et moins serviles. Politiquement, il sont plus libéraux et ont échappé jusqu'en 1870 à la domination prussienne.

Entre les États du Sud et la Prusse, les différences sont encore plus profondes. Le Sud de l'Allemagne, resté agricole, se plaint des mesures qui, pour favoriser l'industrie, nuisent souvent aux agriculteurs. En 1909, par exemple, lorsque le Conseil fédéral, sous la pression du chancelier de l'empire, vota l'établissement d'un péage sur les voies navigables, tout le Sud fit entendre de véhémentes protestations. La *Gazette de Francfort* alla jusqu'à dire : « La Prusse menace par là l'idée d'empire[1]. » Les agriculteurs du Sud se plaignent encore de ce que leurs produits ne sont pas assez protégés et en attribuent la cause à ce que les ouvriers industriels du Nord réclament sans cesse en faveur de l'introduction des blés, de la viande, etc., de l'étranger, ce qui amène une diminution du prix des denrées produites par le pays lui-même. Les propriétaires fonciers se plaignent de la raréfaction de la main-d'œuvre agricole et de l'élévation des salaires qui en résulte, phénomène déterminé par l'attraction que les industries du Nord exercent sur les paysans; ils rappellent qu'avant la constitution de l'empire et son développement industriel la population agricole formait les deux tiers des habitants de l'Allemagne, tandis qu'elle en représente aujourd'hui à peine un tiers. Les habitants des campagnes ajoutent que les jeunes gens des villes industrielles étant moins vigoureux que ceux des champs sont en grand nombre exemptés du service militaire qui, en conséquence, pèse plus lourdement sur les

1. Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 283.

paysans qu'autrefois. Propriétaires et paysans se plaignent du poids sans cesse croissant des impôts d'État et des charges communales. Moins belliqueux que les gens du Nord et en particulier que les Prussiens, ils se plaignent de l'augmentation des charges militaires et se demandent[1] « s'il convient que l'Allemagne s'engage de plus en plus dans la politique mondiale, si cette politique est favorable à son indépendance, si elle n'est pas, au contraire, une cause de faiblesse. » Le Sud agricole se plaignait, en un mot, d'être sacrifié par la législation économique de l'empire au Nord industriel.

Le Sud et la région rhénane sont, d'autre part, et ont toujours été beaucoup plus libéraux et démocrates que le Nord. « Il est exact, dit M. de Bülow[2], que par suite d'autres traditions politiques, maintes idées radicalement différentes de celles qui ont poussé sur le sol des traditions prussiennes règnent, dans l'Allemagne non prussienne, sur la domination de l'État et la liberté politique. » Il déclare, non sans raison, que le but à atteindre doit être « l'unité de vie intellectuelle et politique », mais il avoue que « cette adaptation n'est pas encore obtenue. Le représentant de la vie intellectuelle allemande voit encore dans l'État prussien une puissance ennemie; le Prussien de vieille roche voit parfois encore une force dissolvante dans le libre développement du génie allemand auquel nulle règle ne fait obstacle.... L'avenir de l'Allemagne dépend de la façon dont nous réussirons à amalgamer l'esprit allemand avec la monarchie prussienne. » Ces derniers mots rapprochés des considérations précédentes n'indiquent-ils pas que l'ancien chancelier avoue l'échec subi par le gouvernement de l'empire germanique dans son œuvre « d'amalgamation » de la Prusse avec les autres États allemands?

1. G. Blondel, *Les Embarras de l'Allemagne*, p. 125.
2. *La Politique allemande*, p. 317.

§ XXV. — LA SITUATION INTÉRIEURE, EXTÉRIEURE ET ÉCONOMIQUE DE L'EMPIRE GERMANIQUE CRÉÉE PAR GUILLAUME II.

Le gouvernement de Guillaume II est-il parvenu, du moins, à établir l'union des esprits dans la Prusse elle-même? La réponse des faits est significative. Les idées libérales du Sud se sont glissées dans les cerveaux prussiens. Au spectacle des États du Sud dont les landtags sont élus au suffrage universel, une grande partie de la population de la Prusse réclama ce régime, mais se heurta à une opposition énergique du gouvernement de Guillaume II. « La Prusse, déclara devant le Reichstag le chancelier de l'empire, le 10 février 1910, ne se laissera pas égarer dans les voies du parlementarisme, tant que la puissance de la royauté ne sera pas brisée, sera intacte, et à la puissance de cette royauté... on ne touchera pas. »

La même année, interpellé au Reichstag, au sujet du discours de Kœnigsberg dont il a été question plus haut, dans lequel le kaiser avait renouvelé les prétentions de tous ses prédécesseurs au pouvoir autocratique, M. Bethmann-Hollweg appuyait la théorie de la royauté de droit divin : « Les rois de Prusse sont, vis-à-vis du peuple, rois par leur propre droit. Si le roi de Prusse a exprimé ses convictions dans une forme solennelle, consacrée par la tradition, dans une vieille ville prussienne, il n'a fait qu'exprimer, en face des opinions du jour, les sentiments que lui dicte la conscience de son droit et de ses devoirs. En partageant cette opinion du souverain et roi, en ce qui touche sa situation, je reste sur le terrain constitutionnel. »

Lorsque Bismarck organisa l'empire germanique, il créa le suffrage universel pour l'élection des membres du Reichstag avec la pensée qu'il trouverait dans une assemblée élue de la sorte un contrepoids aux

influences particularistes des divers États fédérés, mais il fit élire les membres du Landtag de Prusse par un corps électoral où les grands propriétaires et industriels sont prépondérants, dans l'espoir de faire de cette assemblée un appui docile pour la monarchie absolue prussienne. Ses prévisions ont été réalisées sur les deux points, mais l'introduction du suffrage universel dans la constitution impériale devait nécessairement provoquer, à une époque déterminée, un mouvement d'opinion en faveur de l'extension de ce régime au Landtag de la Prusse. Depuis une dizaine d'années, cette question a pris une importance considérable. Les radicaux d'abord, puis les socialistes s'en sont emparés comme d'une arme pour combattre le gouvernement de Guillaume II; des désordres publics ont eu lieu, le kaiser s'en est inquiété et a cru devoir, en 1908, reconnaître, dans un message au Reichstag, l'importance que lui-même attachait au problème.

Aujourd'hui, le suffrage universel pour le Landtag prussien est réclamé non seulement par les socialistes et les radicaux mais encore par la majorité de la bourgeoisie industrielle dont les intérêts sont opposés à ceux de l'aristocratie terrienne, par les artisans, les boutiquiers, les petits fonctionnaires, d'après certaines statistiques par 5 électeurs sur 7. Toutes les observations directes aboutissent à la conclusion qu'il ne sera pas possible au gouvernement impérial de résister longtemps encore à la pression du peuple de Prusse. Or, dès que la Prusse ne servira plus de contrepoids au libéralisme relatif des États du Sud, l'empire germanique sera fatalement conduit au régime représentatif et parlementaire.

Il ne faudrait pas croire, du reste, que Guillaume II n'ait pas connu les oppositions dont souffrent plus ou moins tous les gouvernements. Dès le lendemain du jour où il contraignit Bismarck à la retraite, il vit se produire des mécontentements assez vifs. Les Bis-

marckiens lui reprochaient l'éloignement du pouvoir de leur chef et manifestaient la crainte qu'il modifiât la politique suivie par le chancelier de fer. Très sensible à cette opposition, Guillaume II y faisait allusion dans ses discours. Le 20 février 1891, il se plaint auprès de ses fidèles Brandebourgeois de ce que « l'esprit de désobéissance se glisse dans le pays ». Le 24 février 1892, dans un banquet du parlement de Brandebourg, il renouvelle ses plaintes plus amèrement : « C'est hélas! dit-il, une coutume de critiquer tout ce que fait le gouvernement. Ces perpétuels grognements, ces attaques finissent par faire naître chez beaucoup de gens l'idée que notre pays est le plus mal gouverné du monde, et que c'est une calamité d'y vivre. Naturellement, nous savons tous qu'il n'en est rien. Mais ne serait-ce pas mieux que les ronchonneurs et les mécontents secouent la poussière allemande de leurs pantoufles et s'éloignent le plus tôt possible de notre pays, dont la situation est si misérable et si lamentable. Ils s'en trouveraient mieux et nous feraient grand plaisir. » Le 26 février 1899 il invite les députés du Brandebourg à « entreprendre le combat contre la Révolution », contre « ce parti qui ose s'attaquer aux fondements mêmes de l'État, qui se dresse contre la religion et qui ne s'arrête pas devant la personne du souverain suprême », parti qui « doit être réduit à l'impuissance » et il déclare : « Nous n'abandonnerons pas le combat avant d'avoir débarrassé le pays de cette maladie. » Un autre jour, faisant allusion aux attaques des socialistes, il dit : « Puisse le peuple entier trouver en lui la force de repousser les attaques inouïes! Mais s'il ne le faisait pas, je vous convoque à un combat contre cette bande de traîtres, pour que nous nous débarrassions de pareils éléments. » En vue de ce « combat » il fait un appel retentissant à « son » armée. Le 23 novembre 1893, à la revue de prestation du serment par les recrues de Potsdam, il dit : « Plus que jamais l'incroyance et le

mécontentement dressent leur tête; il peut arriver — Dieu vous en préserve! — qu'il vous faille tirer sur vos propres parents, sur vos frères. Alors attestez votre fidélité en sacrifiant votre sang. »

En 1906, comme il avait renouvelé, le 8 septembre, dans un discours prononcé à Breslau, ses invitations aux « pessimistes » à « chercher une meilleure patrie », la presse lui répliqua que si tous les pessimistes quittaient le royaume, le problème de la surpopulation serait résolu et il y eut au Reichstag une interpellation dans laquelle tous les partis furent représentés. « Nous sommes, disait le chef du parti libéral national, M. Bassermann, entrés dans une ère de voyages, de discours, de télégrammes et d'avances aimables prodiguées à tout le monde, notre politique manque de calme et de stabilité, et l'on voit des mains brutales déranger les plans une fois préparés. L'étranger nous observe avec attention et méfiance. » Un socialiste, M. de Vollmar, disait : « C'est un sujet d'étonnement pour l'étranger de voir un peuple d'aussi haute culture dans un tel état d'asservissement politique. » M. Wienner, libéral, disait : « Nous nous opposerons au régime personnel partout où il se manifestera. Un régime autocratique et personnel est néfaste dans la politique intérieure, plus inquiétant encore dans la politique extérieure. » Un autre libéral, M. Gothein, disait : « Il serait temps de mettre un terme aux vains discours et aux bruits de sabre. » On se plaignait unanimement du « byzantinisme dont l'encens capiteux cache le trône au peuple et le peuple au trône, de l'immixtion maladroite de la diplomatie allemande dans tout, des conseils qu'elle donne importunément, de son agitation vaine, de la faveur qui préside seule au choix de diplomates incapables, etc., etc. » Le chef du centre, M. Spahn, s'abstint de critiques de cette sorte mais fut peut-être le plus dur, effectivement, de tous les orateurs, car il demanda que le Reichstag exerçât sur la politique

extérieure de l'empire un contrôle « sévère » et que l'on réunît, en vue d'un fonctionnement régulier, la commission des affaires extérieures, présidée par la Bavière, que la constitution prévoit et qui n'a jamais été convoquée. La presse, les brochures et les livres donnaient la même note que le Reichstag. Le comte de Reventlow, dans un livre qui fit beaucoup de bruit, résumait l'opinion d'un très grand nombre d'intellectuels lorsqu'il disait que Guillaume II était un féodal amoureux de la pompe du moyen âge, n'écoutant que les flatteurs, les « byzantins », qu'il était nécessaire de mettre des barrières parlementaires à sa puissance personnelle, que la question de légitimité était incompréhensible pour les générations actuelles, que l'empereur avait ouvert un abîme entre lui et le peuple, qu'il avait fait fausse route et mis l'empire en danger, que la situation extérieure était mauvaise, la situation intérieure incohérente et inextricable, que la Prusse s'illusionnait sur la prétendue diminution du particularisme dans le Sud, que l'empereur avait tort de se considérer comme infaillible, de s'attribuer une essence supérieure et de se croire empereur et roi par la grâce de Dieu, car cette théorie ruinait l'idée monarchique, que sa religion, enfin, était un simple mysticisme fumeux et que s'il prêchait la religion aux masses, c'était uniquement parce qu'il la considérait comme un soutien de son trône, etc.

A la suite de la publication, en 1908, de l'interview de Guillaume II, relative à l'Angleterre, dans le *Daily Telegraph*, les critiques devinrent plus acerbes encore et les attaques plus irrespectueuses. Pendant plus d'une semaine, que l'on qualifia de « semaine noire de la monarchie » ce fut, dans la presse de toutes les opinions, un concert de doléances et d'imprécations contre le pouvoir personnel [1]. Le journal des conservateurs

1. Voir Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 221.

libres, la *Post*, disait : « Le Trésor de sentiments monarchiques que l'empereur Guillaume Ier laissa à son successeur, est sans doute très riche, mais l'héritage le plus considérable peut être dissipé, si on le gère de façon irresponsable. En face des droits des monarques, il y a des devoirs dont la violation peut saper les fondements d'une monarchie. » Et Maximilien Harden, avec sa brutalité irrespectueuse coutumière, concluait : « L'empereur et roi veut-il renoncer à la couronne? Il ne doit pas s'illusionner. Tous ses sujets sont maintenant contre lui. » Au Reichstag, des vérités fort dures furent exprimées et le chancelier de Bülow ne défendit que fort peu son kaiser, dont le député socialiste Singer n'avait pas craint de dire : « Dans la fiction constitutionnelle dans laquelle nous vivons, le roi doit être le premier serviteur de l'État et je crois pouvoir dire avec raison que si un serviteur de l'État, un fonctionnaire, faisait quelque chose de semblable, le tribunal d'empire le mettrait en accusation. » Guillaume II dut promettre de ne plus se livrer à aucun acte personnel. Il le fit dans une entrevue qu'il eut à Potsdam avec le chancelier Bülow, le 17 novembre 1908, et dont le compte rendu officiel, dicté sans doute par le chancelier lui-même, soulignait si cruellement la soumission du despote que l'on se plut à y voir l'inauguration d'un nouveau régime politique, une sorte d'entrée de l'Allemagne dans le système parlementaire. Le chancelier faisait savoir qu'il avait proposé sa démission à l'empereur pour le cas où celui-ci ne manifesterait pas le regret de son acte et la résolution de ne plus le renouveler. Guillaume II avait déclaré que « le programme de gouvernement auquel l'empereur se tiendra à l'avenir, conformément aux déclarations du chancelier, consiste dans le devoir, pour lui le plus élevé « d'assurer la stabitité de la politique de l'empire sous le couvert de la responsabilité constitutionnelle ». L'officieuse *Gazette de l'Allemagne du*

Nord, qui eut la primeur de l'entrevue du chancelier et de l'empereur terminait son récit par une considération où le chancelier mettait tout son dépit du rôle ridicule auquel il avait été condanné. « L'empereur, disait le journal officieux, a décidé comme nous l'espérions. Merci à l'empereur.... L'orgueil et le tempérament étaient opposés à ce retour sur soi-même, mais le patriotisme et la nécessité politique l'exigeaient et si la lutte intérieure qui s'est poursuivie chez l'empereur a abouti à la renonciation, ce fait est d'autant plus digne de gratitude qu'il ne correspond pas avec son caractère. »

Il ne faudrait pas exagérer la part de libéralisme sincère qui existait dans les mouvements d'opinion que nous venons de rappeler. Ce que l'Allemagne reprochait à Guillaume II, c'était moins d'avoir exercé un pouvoir personnel que de l'avoir exercé dans une direction opposée à celle que le nationalisme germain aurait voulu qu'il suivît. L'Allemagne à peu près entière était, depuis longtemps, très excitée contre l'Angleterre; si elle avait consenti, pour la création de la flotte germanique, les sacrifices énormes qui lui avaient été demandés par l'amiral von Tirpiz, inspirateur favori de la conduite de Guillaume II, c'est qu'elle aspirait à détruire un jour la puissance maritime et coloniale des Anglais; la guerre qu'elle attendait avec le plus d'impatience ce n'était pas la guerre avec la France, c'était la guerre contre la Grande-Bretagne dont elle constatait l'initiative dans toutes les unions qui se fondaient en Europe pour résister à l'hégémonie de l'empire germanique, et elle ne pardonnait pas à son empereur de faire des avances au peuple contre lequel étaient soulevées toutes ses envies et ses haines.

La preuve que le souci des libertés publiques ne jouait qu'un rôle secondaire dans le mouvement d'opinion hostile au kaiser que je viens de rappeler, se trouve dans le fait que le parlement vit partir sans regret le chancelier Bülow, renversé par l'aristocratie terrienne,

oubliant qu'il avait défendu les droits du parlement en 1908, et qu'il avait par là inauguré, dans toute la mesure où la chose était alors possible, le régime parlementaire. Il suffit au kaiser, pour faire tomber la mauvaise humeur dont il avait été l'objet de lancer la presse pangermaniste et les ligues contre la France « l'ennemi héréditaire » et, après la guerre des Balkans, contre la Russie accusée d'avoir provoqué le réveil des Slaves en opposition avec le germanisme.

Au moyen de ces excitations jingoïstes Guillaume II espérait aussi, sans doute, détourner l'attention publique du mouvement socialiste par lequel une partie notable de la population commençait de se laisser entraîner. Le développement, excesssif peut-on dire sans exagération, pris par l'industrie en Allemagne depuis 1870, a modifié profondément les anciennes conditions sociales du pays, en augmentant dans d'énormes proportions le nombre des prolétaires. « Le prolétariat, c'est-à-dire la classe sociale qui vit au jour le jour d'un salaire quotidien, sans certitude du lendemain, et qui est la plus prolifique de toutes forme aujourd'hui la majorité de la nation [1]. » Or, partout, ce sont les prolétaires qui constituent l'élément essentiel du parti socialiste.

En Allemagne, il s'y ajoute un autre élément, représenté par toutes les fractions du corps social qui ont des motifs économiques, politiques ou sentimentaux de n'être pas satisfaites. Les syndicats ouvriers qui, tous, sont socialistes, à quelque confession religieuse qu'ils appartiennent, comptent environ deux millions de membres payant cotisation d'une façon régulière. Les électeurs qui votent, dans les élections au Reichstag, pour les candidats socialistes, représentant 3 259 020 voix sur 11 303 483 votants, il faut que plus d'un million et demi d'électeurs non adhérents au socialisme votent

1. Moysset, *L'Esprit public en Allemagne*, p. 118.

pour les candidats socialistes. Ces électeurs appartiennent à la petite bourgeoisie et leur nombre va sans cesse en augmentant. Ils représentent les gens qui trouvent que la vie est devenue trop chère par suite des droits protectionnistes institués en faveur des propriétaires fonciers, que la viande fait défaut, que les charges militaires sont trop lourdes, que le suffrage censitaire pour le Landtag prussien les annihile, etc. Grâce à ces concours, le parti socialiste jouit d'une influence politique d'autant plus considérable que le seul groupe constituant un véritable parti, celui du centre, compte un nombre d'électeurs inférieur de plus d'un million à celui des électeurs socialistes ou socialisants. Le Reichstag ne jouissant encore d'aucun pouvoir légal, les socialistes y sont à peu près impuissants; mais ils représentent, dans le pays, une force d'agitation d'autant plus grande qu'il n'existe pas en dehors d'eux de véritables partis politiques.

Le régime absolutiste ayant pour conséquence la prépondérance des intérêts matériels sur les idées, les grands propriétaires fonciers, plus ou moins énergiquement appuyés par les paysans, ont vu se dresser contre eux la grande bourgeoisie de l'industrie et de la finance dont les intérêts sont opposés aux leurs et dont la puissance dans l'État s'accroît en même temps que les affaires industrielles et financières se développent. Bismarck avait conçu le projet d'unir ces deux éléments en un bloc conservateur qui aurait résisté à la démocratie; mais celle-ci s'est développée trop rapidement et trop fortement pour que son projet ait pu être réalisé.

La marée de la social-démocratie monte sans cesse, en même temps que l'émancipation des esprits à l'égard de l'autocratie du kaiser. Comme il n'existe pas encore en Allemagne une classe moyenne, à la fois libérale et conservatrice, analogue à la nôtre, le gouvernement autocratique de Guillaume II était fatalement condamné à ne plus trouver bientôt aucune puissance politique ou

sociale sur laquelle il put s'appuyer. Deux mois après le jour où, dans le discours de Kœnigsberg rappelé plus haut, il faisait allusion au « rocher de bronze » sur lequel la maison de Hohenzollern prétendait avoir fondé son autocratie de droit divin, le 25 septembre 1910, il pouvait entendre du palais royal de Berlin son peuple tirer sur ses agents de police et donner au monde, pendant près d'un mois, le spectacle d'une véritable insurrection.

En résumé, sous la direction de Guillaume II, l'empire germanique vit disparaître le traité que Bismarck avait conclu avec la Russie pour assurer à l'Allemagne la neutralité bienveillante de sa voisine de l'Est au cas où l'empire germanique serait attaqué par la France; il vit se former les rapprochements successifs de la Russie avec la France, de la France avec l'Angleterre et de celle-ci avec la Russie d'où devait sortir la Triple-Entente. Il dut constater que la Triple-Alliance germanique ne pouvait conduire à aucune politique d'ensemble, car sur les trois alliées, deux étaient séparées par des intérêts absolument contraires et des ambitions forcément rivales. Par contre, il assista au rapprochement de l'Angleterre et de l'Italie et à celui de la France avec l'Angleterre, l'Espagne et l'Italie sur la question du Maroc. Il vit l'Autriche se séparer de l'Allemagne dans la conférence d'Algésiras et dans l'affaire de Casablanca, puis ne tenir aucun compte des sentiments de l'Allemagne lors de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, tandis que le gouvernement de Vienne s'entendait avec ceux de Russie, d'Angleterre et de France. Il assista aux humiliations que subit la politique du kaiser dans l'affaire d'Agadir où n'avait pas été prévue l'intervention pourtant inévitable de l'Angleterre, puis dans celle de Casablanca. A la suite de la guerre russo-japonaise, vers laquelle Guillaume II avait maladroitement et déloyalement poussé le gouvernement de Saint-Pétersbourg, il vit la Russie se réconcilier avec le Japon sous les

auspices de l'Angleterre et de la France et le Japon devenir d'une façon non douteuse l'adversaire de l'Allemagne. Il vit plus tard la guerre des États Balkaniques contre la Turquie, que l'Allemagne avait armée et encouragée, se terminer par la ruine de l'empire ottoman d'Europe, la diminution de l'influence germanique dans les Balkans et le triomphe du slavisme dans tout l'Orient. Enfin, il vit se dresser, comme conséquence fatale de la politique inspirée par Guillaume II à l'Autriche, la plus grave de toutes les questions au point de vue de l'avenir, celle de la lutte du slavisme contre le germanisme.

A l'intérieur, le gouvernement de Guillaume II a été marqué par l'hostilité croissante des Polonais et des Alsaciens-Lorrains à l'égard du régime de germanisation par la force auquel ils furent soumis ; il a vu grandir la puissance du socialisme en même temps que les aspirations des Prussiens eux-mêmes vers le régime parlementaire et le suffrage universel, tandis que le respect pour l'autocratie de droit divin du kaiser allait en s'affaiblissant.

Quant à la situation économique de l'empire, elle subit fortement les conséquences de l'impérialisme excessif avec lequel Guillaume II présida au développement de l'industrie, du commerce, de la navigation commerciale, aux relations douanières de l'Allemagne avec les autres pays, etc. Tous les hommes qui connaissaient pour les avoir étudiées de près les questions soulevées en Allemagne par la surproduction de toutes les industries, l'insuffisance de la production agricole, les excès du banquisme, etc., s'accordaient pour comparer la situation économique de l'empire germanique à celle d'un joueur abusant de la veine et s'exposant par cet abus à toutes les causes de la ruine.

D'une façon générale, le gouvernement de Guillaume II s'est caractérisé par l'abus de la puissance que Bismarck avait créée, et le jour n'était pas éloigné où les

nations menacées par les ambitions et les appétits de l'empire germanique se ligueraient pour y résister aussi bien dans le domaine économique que dans celui de la politique mondiale.

Il était impossible que Guillaume II et son entourage n'eussent pas une connaissance plus ou moins précise de cette situation, et peut-être faut-il chercher dans les craintes qu'elle leur inspira, une des causes de leurs résolutions de guerre. Les autocrates n'ont-ils pas été toujours assez fous pour demander à la force le moyen de renverser les obstacles dressés en travers de leurs prétentions à l'omnipotence? N'ont-ils pas toujours ignoré qu'il n'y aura jamais de force assez puissante pour qu'en face d'elle ne se dresse une force supérieure?

CHAPITRE III

L'EMPIRE GERMANIQUE ET LA THÉORIE DE LA FORCE L'ÉDUCATION DE L'ALLEMAGNE

§ I. — LA MENTALITÉ ALLEMANDE.

Malgré leurs prétentions à une « kultur » qui serait, à les en croire, infiniment supérieure à celle de la Grèce et de Rome, les Allemands — je parle de la partie instruite de la population — ne sont en général que des observateurs imparfaits et manquent presque toujours d'esprit critique. A la suite d'un voyage d'études qu'il fit en 1877 en Allemagne, M. Georges Renard [1], aujourd'hui professeur au Collège de France, avait fort bien saisi le défaut de la « kultur » que les Allemands voudraient imposer à l'humanité entière. Leur méthode, faisait-il justement observer, « consiste à soumettre toute chose à une analyse sévère, à assembler les observations de détail, à étudier les faits à la loupe en bannissant de cette enquête universelle tout esprit de système, en se défiant même de toute idée générale. Pas de vues d'ensemble, mais des coins de la nature fouillés à fond, des vérités menues mises patiemment bout à bout.... Pour former quelque chose qui mérite le

1. L'Influence exercée par l'Allemagne sur la France, in *Nouvelle Revue*, août 1884.

nom de science, il faut compléter l'analyse par la synthèse. C'est ce complément indispensable que l'Allemagne de nos jours a le tort de négliger. » Toutes les publications scientifiques ou littéraires faites par des Allemands depuis quarante ans ont confirmé le jugement de M. G. Renard. Elles ont fourni une foule de détails dont beaucoup sont intéressants et d'innombrables analyses, mais elles n'ont apporté aucune grande synthèse de faits ou d'idées. La documentation et la bibliographie y sont abondantes : les généralisations, les vues philosophiques sans lesquelles les sciences ne seraient que des buissons d'épines, y sont rares et presque toujours enfantines.

Cela tient à la tournure d'esprit donnée aux Allemands par leur éducation et consolidée en quelque sorte par la langue germanique. L'observation suivante est d'un philosophe allemand, fort illustre parmi ses compatriotes : « Tandis que l'écrivain français, dit Schopenhauer, enchaîne ses pensées dans l'ordre le plus logique et en général le plus naturel, et les soumet ainsi successivement à son lecteur, l'Allemand, au contraire, les entrelace dans une période embrouillée, parce qu'il veut dire six choses à la fois... tout apparaît comme dans un brouillard.... » M. Alfred Fouillée [1], à qui j'emprunte cette citation, y ajoute l'explication suivante : « C'est que l'Allemand *sent* la complication infinie des choses, et le Français leur simplification possible par l'intelligence. »

L'observation de M. Fouillée est exacte si l'on y remplace le mot « sent » par le terme « cherche ». L'Allemand a été éduqué, en effet, au moyen d'une langue compliquée, alambiquée, diffuse, dont chaque phrase, extrêmement longue et remplie d'incidentes, exige la recherche du mot ou de l'ensemble de mots qui lui donnent sa signification. Et, de même que l'Allemand cherche dans

1. *L'Idée moderne du Droit*, p. 12.

chaque phrase le mot important, il cherche dans chaque fait ou chaque idée quelque chose de plus que ce que contiennent le fait ou l'idée.

J'ai eu, jadis, pour élève une jeune Allemande fort intelligente qui me dit, un jour, un mot indiquant bien cette tournure d'esprit. Comme je corrigeais sa thèse pour le doctorat en médecine et que je m'efforçais d'introduire autant de clarté que possible dans son texte, elle m'arrêta tout à coup la main et me dit : « mais, monsieur, si c'est si clair que cela, il n'y aura plus rien à chercher pour l'esprit », et elle fut très scandalisée lorsque je lui répondis que mon but, en effet, était de rendre son exposé assez clair pour que le lecteur n'eût rien à « chercher ».

A. Fouillée dit avec raison : « La métaphysique allemande repose sur ce principe qu'il y a de l'inconnaissable, de l'inintelligible, conséquemment une sorte de nuit primitive que la lumière de l'intelligence est impuissante à pénétrer. La philosophie française est plus portée à admettre, avec Descartes, que les idées vraies sont les « idées claires » et que toute réalité est intelligible. » M. Fouillée[1] faisait observer, non sans raison, que le mysticisme systématique des Allemands conduit souvent les plus savants d'entre eux à l'absurdité et il citait le cas du grand philosophe Strauss qui déclare « la République rationnellement supérieure à la monarchie », mais lui préfère cette dernière par ce que « il y a dans la monarchie quelque chose d'énigmatique, d'absurde même en apparence; c'est en cela que consiste le secret de sa supériorité : tout mystère paraît absurde, et pourtant sans mystère rien de profond, ni la vie, ni l'art, ni l'État ».

La métaphysique mystique des Allemands devait naturellement conduire les esprits les plus élevés à verser dans la recherche de l'absolu. Après avoir rappelé que

1. *L'Idée moderne du Droit*, p. 21.

notre philosophie a fait considérer par tous les penseurs le génie français comme « le moins exclusivement national et le plus vraiment humain ». M. Fouillée ajoutait[1] : « L'espoir de l'Allemagne va plus loin encore : selon ses philosophes et ses politiques, elle ne représente rien moins que « l'esprit universel, l'idée « absolue », qui est aussi dans le fond la puissance absolue. » Pour les philosophes panthéistes du passé, ces « absolus » étaient d'ordre spirituel et c'est du point de vue spiritualiste qu'ils envisageaient la question du droit. Kant et son école placent à la base de toute leur doctrine du droit « l'autonomie de la volonté humaine », c'est-à-dire la volonté agissant, en toute liberté, pour établir la loi morale, l'idée du droit. Et cette « volonté humaine » n'est pas, à leurs yeux, celle de tels ou tels hommes, mais la « volonté universelle » par conséquent la volonté absolue, « l'essence de la volonté », aurait dit Platon. C'est de la pure métaphysique, mais c'est, si je puis dire, une métaphysique de liberté. Ce sera celle de Fichte qui « fait de la Loi morale, du Devoir, du Droit, un principe absolu, une fin absolue dont nous sommes les instruments[2] ». Avec Hegel, une première transformation se produira. Il « soutiendra que le droit absolu se révèle par la puissance qui réussit à se réaliser elle-même par le succès durable ». Cette puissance s'incarne en quelque sorte dans la nation. « L'homme, dit Hegel[3], est sans doute fin en soi, et doit être respecté comme tel; mais l'homme individuel n'est à respecter comme tel que par l'individu et non quant à l'État, parce que l'État ou la nation est sa substance. » Mais l'État lui-même n'est pas un absolu. Au-dessus des États « est l'Esprit qui se réalise dans l'histoire du monde et se pose comme juge absolu entre les États. » L'Esprit juge surtout par la

1. *L'Idée moderne du Droit*, p. 10.
2. *Ibid.*, p. 30.
3. *Ibid.*, p. 35.

guerre. C'est encore de la métaphysique pure, mais une métaphysique d'autorité, peu dangereuse encore parce qu'elle ne s'adressait qu'à un petit nombre de gens. L'orgueil que les philosophes inspiraient au peuple allemand, en lui assignant un rôle « universel » analogue à celui des Grecs et des Romains ne pouvait que le pousser au travail littéraire, scientifique, économique, en le faisant grandir dans la paix.

§ II. — DE L'ABSOLU DE L'IDÉE A L'ABSOLU DE LA FORCE.

Il n'en fut pas ainsi. Le Prussien barbare, brutal, belliqueux, rapace, formé par les guerres incessantes du moyen âge, où il vendait sa force au plus offrant, et par l'éducation militariste des Hohenzollern, pose, après Sadowa, sa main gantée de fer sur la sentimentale et idéaliste Germanie ; il impose une volte-face complète à sa mentalité; il tourne vers l'absolu de la Force son incessante recherche de l'absolu de l'Idée et lui inspire la poursuite de la puissance matérielle au lieu de celle de la puissance de l'Esprit. Pour Hegel, la mission *universelle* de l'Allemagne était de conserver le « feu sacré de la philosophie » ; pour les politiques prussiens et les philosophes qu'ils inspirent, la mission *universelle* de l'Allemagne est la domination par la force militaire. La douce gretchen de Gœthe est transformée en un soudard violent autant que rapace.

Pour opérer cette transformation du génie allemand, les politiques prussiens surent tirer un remarquable profit du mysticisme germain. Dès que surgit la théorie de Darwin sur l'évolution, d'où il semblait résulter que dans la nature entière, la victoire, dans la lutte pour l'existence, appartenait toujours au plus fort, c'est-à-dire au mieux armé pour l'offensive, il n'y eut pas un écrivain, pas un philosophe, pas un savant allemand qui ne s'en emparât pour établir la supériorité de la

race germanique sur toutes les autres races, de l'intelligence germaine sur toutes les autres formes de l'intelligence humaine, de la vertu germaine sur la vertu de tous les autres hommes, et pour en déduire que le Germain était appelé, en tant que supérieur à tous les autres peuples, à conquérir le monde entier, pour lui imposer sa mentalité au moyen de sa « Kultur ».

Pour les philosophes allemands, le droit se confond dès lors avec la force. Max Stirner déclare : « Que m'importe le droit, je n'en ai pas besoin. Ce que je puis acquérir par la force je le possède et j'en jouis, ce dont je ne puis m'emparer j'y renonce, et je ne vais pas, en manière de consolation, me pavaner avec mon prétendu droit, mon droit imprescriptible. » D'après Ihering « tout droit, dans le monde, n'a été conquis qu'à l'aide du combat, car la notion du droit n'est pas une conception logique, c'est une conception pure de la force ». Et Schopenhauer déclare nettement : « Le droit n'est que la mesure de la puissance de chacun. » C'est ce que Bismarck admettait lorsqu'il laissait entendre qu'il ne connaissait pas le droit, qu'il connaissait seulement des compromis entre les forces, compromis dans lesquels la force supérieure devait nécessairement l'emporter[1].

1. Voir *L'Idée moderne du Droit*, p. 42-46.
Bismarck s'est maintes fois défendu d'avoir jamais employé l'expression « la force prime le droit » qui lui est communément attribuée. L'origine de cette expression se trouve dans une séance de la Chambre de Prusse du 27 janvier 1863. On discutait l'usage que le gouvernement prussien avait fait illégalement du budget. Bismarck disait : « Un homme d'État d'une grande expérience en matière de constitution a dit que toute la vie constitutionnelle n'est qu'une suite de compromis. Que l'un des pouvoirs veuille persister dans ses propres vues avec un absolutisme doctrinaire, la série des compromis se trouve interrompue ; à leur place naissent les conflits, et, comme l'existence de l'État ne peut s'arrêter, les conflits dégénèrent en questions de force ; car celui qui a la force en main continue d'avancer dans le sens qui est le sien, parce que la vie de l'État, je le répète, ne peut

§ III. — L'ÉDUCATION ALLEMANDE.

Tandis que la philosophie allemande affirmait que « la force crée le droit », l'histoire, la géographie, la biologie et l'anthropologie, la morale et la théologie elles-mêmes se donnaient pour mission d'établir que la force donne toujours la puissance, et que le Germain, possédant la véritable force, devait aspirer à la puissance « absolue ».

Dans toutes les écoles de l'empire germanique « on enseigne, dit un universitaire français qui a beaucoup vécu et étudié en Allemagne[1], une doctrine officielle qui n'a pas toujours avec l'histoire véritable un rapport exact, mais qui est propre à exalter, à exaspérer en de jeunes âmes l'orgueil national et le goût belliqueux. Ainsi les maîtres de la jeunesse allemande lui représentent l'Allemagne comme un pays qui, par excès de bonté, a été pendant des siècles la dupe et la victime des autres nations. On l'a ravagée à plaisir et cependant elle seule a conservé toujours le souci des grands intérêts humains; c'est d'elle que sont partis tous les

s'arrêter un instant. » Le comte de Schverin, dans une réplique, ayant interprété les paroles de Bismarck par la formule « la force prime le droit », Bismarck protesta qu'il altérait sa pensée. Il renouvela ses protestations le 12 mars 1869. Il y revint encore le 1er avril 1870 et le 1er avril 1871. Mais il appliqua toujours dans sa conduite la formule dont il repoussait la paternité, ce qui amenait A. Fouillée à poser la question : « Si le peuple allemand, se trouvant en possession de la force, et jugeant que la vie de l'État, c'est-à-dire la sienne ne peut s'arrêter, en usait pour renverser le gouvernement, aurait-il, à son tour, le droit parce qu'il aurait la force? » A quoi Bismarck était assez sincère pour répondre par l'affirmative, car cette réponse eût été la seule conforme à sa doctrine. En fait, du reste, les choses se sont toujours passées ainsi dans l'histoire.

1. A.-F. Poncet, *Ce que pense la jeunesse allemande*, p. 19 et suiv.

grands mouvements qui ont porté en avant la civilisation ; c'est elle qui a toujours assuré la direction morale de l'Europe.... Le premier, un Germain, Arioviste, osa tenir tête à la folie dominatrice des Romains. Le premier aussi qui fonda en Europe un grand empire administré par la raison et la justice, fut un Allemand, Charlemagne.... Ses empereurs osèrent livrer, au nom de la liberté et de la dignité de la conscience, un formidable assaut à la papauté, et s'ils échouèrent, du moins la vertu allemande n'en fut pas abattue, puisqu'elle s'incarna par la suite dans la personne de Luther. Et n'est-ce pas un Allemand qui a inventé l'imprimerie, un Allemand qui a découvert la poudre? En échange de tant de bienfaits, l'Europe a, par un exemple jusqu'alors inouï, ravagé systématiquement pendant trente années la patrie allemande, et à la tête des envahisseurs, et parmi les plus acharnés, étaient les Français. Ainsi le Français est l'ennemi héréditaire de l'Allemagne. »

Vient alors la Prusse; c'est à elle qu'appartient l'honneur d'avoir fait « sortir l'Allemagne du rôle obscur et naïf qu'elle avait joué jusque-là.... Ses rois ont compris qu'ils étaient marqués au front pour être un jour les sauveurs de l'Allemagne. Ils se sont voués, eux et leurs peuples, à cette grande œuvre. Ils ont chassé une première fois les Français du territoire en 1813, construit patiemment l'empire.... Une ère nouvelle s'est ainsi ouverte. L'Allemagne doit imposer à l'Europe sa suprématie. »

Par ces traits particuliers, l'enseignement des écoles allemandes constitue, pour les enfants et les jeunes gens, une excitation d'autant plus malsaine qu'il n'est corrigé par aucune notion de philosophie critique et présenté comme l'expression de la vérité « absolue ». En Allemagne[1] « on a banni des lycées ou gymnases l'enseignement philosophique, tel que nous le prati-

1. A.-F. Poncet, p. 24 et suiv.

quons. Les Allemands s'étonnent que nous ne craignions pas d'habituer et d'exercer d'aussi jeunes esprits à réfléchir personnellement et à discuter des idées. »

Un éminent professeur de l'Université de Paris me faisait observer récemment qu'en Allemagne on bourre l'enfant, l'adolescent ou le jeune homme de tout ce qu'il est possible de faire entrer dans sa mémoire, en adaptant le niveau de l'enseignement à son âge, mais on ne permet pas à son esprit de sortir du cadre dans lequel les matières de l'instruction sont enfermées. Il en résulte que la plupart des élèves savent assez bien ce qui leur a été enseigné mais ne savent rien en dehors et n'ont pas l'esprit critique.

Parmi les idées qui ne doivent pas être discutées, la pédagogie et le monde officiel allemand qui la dirige — car il n'y a pas d'écoles allemandes vraiment libres — font figurer toutes celles qui ont trait à la religion, au respect de l'autorité et à la force militaire. L'enseignement religieux est détourné au profit du kaisérisme. « Dans les cours d'instruction religieuse, protestante ou catholique, on enseigne que la soumission et l'amour sont dus au souverain, monarque de droit divin, investi du soin de garder son peuple avec le concours des Églises. »

§ IV. — LES INCARNATIONS DE LA FORCE.

A l'école, la force est incarnée dans le maître. « Il faut avoir vu, dit M. Poncet, les bambins de l'école primaire défiler au pas cadencé, avant d'entrer dans leur classe, sous l'œil dur du « schulmeister » et se découvrir d'un geste mécanique et déjà raide lorsqu'ils arrivent à trois pas du maître, pour comprendre comment l'esprit militaire prussien a pu gagner si rapidement l'Allemagne. » Ce que l'on enseigne ainsi à l'enfant, ce n'est pas le respect du maître dont la raison développera la science ; ce n'est pas non plus le sentiment de la disci-

pline nécessaire partout où un grand nombre d'hommes sont réunis en vue d'un but commun à atteindre; non, ce que, systématiquement, on inculque à l'enfant, c'est la crainte de la force représentée par le maître.

On n'en saurait douter lorsqu'on sait quel abus est fait des corrections corporelles dans les écoles allemandes, avec quelle facilité les maîtres et maîtresses frappent les enfants. « Les petits Français et les petites Françaises écrivent presque tous, me disait l'autre jour une dame élevée dans les écoles allemandes, en tenant leur index à demi fléchi; vous ne voyez pas cela en Allemagne. Les instituteurs et les institutrices y sont armés d'une règle en fer avec laquelle ils frappent impitoyablement tous les index qui ne s'allongent pas sur le porte-plume. » Elle ajoutait : « Dans les écoles allemandes, les maîtres ne connaissent que la force. »

Comme tout ce qui s'acquiert par la première éducation, le sentiment de crainte inspiré aux enfants persistera chez l'Allemand pendant toute la vie. « L'apprenti qui entre dans une usine ou dans un magasin, dit M. Poncet, aura avec ses patrons les mêmes rapports qu'il a eus avec ses maîtres, les mêmes qu'il aura à la caserne avec ses sous-officiers et ses chefs. »

C'est naturellement à l'armée que les procédés éducatifs chers à l'empire sont plus facilement observables. On sait avec quelle brutalité les soldats allemands sont traités par les sous-officiers et les officiers pendant le temps de paix.

Pendant la guerre, c'est le revolver au poing que les chefs conduisent leurs subordonnés au combat. Pour être certains qu'ils ne prendront aucune initiative individuelle et ne se soustrairont pas au feu de l'ennemi, on les oblige à combattre en masses compactes que les officiers et sous-officiers ont toujours sous la main.

En somme, du haut en bas de la société allemande et dans toutes les classes ou conditions, les rapports des

individus les uns avec les autres sont dominés par un sentiment de crainte que, suivant l'observation très juste de M. Lavisse[1], caractérisent « l'obséquiosité des façons, l'humilité, la bassesse des attitudes et des formules ». Mais chacun se rattrape en traitant tous ceux qui lui sont inférieurs avec arrogance et brutalité. Et comme il n'y a personne qui n'ait, à la fois, des supérieurs et des inférieurs, tout Allemand est, tour à tour, dans la même journée, suivant les heures et les relations, humble ou arrogant.

La crainte de la force et de ceux qui l'incarnent se manifeste également dans les relations des diverses catégories sociales entre elles. « Le corps des officiers, dit M. Poncet, occupe dans la société allemande la première place; il a le pas sur tous les autres fonctionnaires. Un sous-lieutenant est reçu à la cour, par le fait qu'il est officier, tandis que dans les carrières civiles les hauts emplois confèrent seuls le même privilège. » Le corps des officiers constitue d'ailleurs une véritable caste sociale. On n'y admet pas d'officiers sans fortune à moins qu'ils ne soient de vieille noblesse ou fils d'officiers, et dans ce cas l'empereur les aide de sa cassette personnelle. Un fils de bourgeois en devenant officier pénètre dans une véritable aristocratie entourée du respect ou plutôt de la crainte de tous. Aussi « un commerçant, un industriel, qui a travaillé toute sa vie, n'a pas de plus haute ambition ni de plus grand orgueil que de voir son fils devenir officier. C'est le signe de la dernière étape franchie, de l'ascension à la caste supérieure. » On comprend, en présence de ces faits, ce mot du major allemand interviewé par M. Bourdon. « Tel ou tel pays possède une armée, mais l'Allemagne est une armée qui possède un pays[2]. »

Au-dessous de la caste militaire et de celle des fonctionnaires qui, à certains égards, n'est pas moins

1. *Essais sur l'Allemagne*, Int. p. VIII.
2. Georges Bourdon, *L'Enigme allemande*, p. 269.

omnipotente que la première, se range celle des universitaires dont le rôle politique, très considérable, s'exerce dans la même direction que celui de la caste militaire.

Parmi les professeurs, le pangermanisme domine. Quelques-uns cependant, surtout dans le sud, manifestent publiquement, en certaines circonstances, notamment au congrès de Heidelberg, en 1912, des sentiments pacifistes. D'autres vont au socialisme. Mais tous, dans leur enseignement, font étalage d'un grand loyalisme à l'égard de l'empereur et proclament la supériorité de la race germanique. S'ils agissaient d'autre manière ils auraient à s'en repentir, car presque tous leurs élèves sont ardemment militaristes et belliqueux et leur enseignement est très surveillé par l'autorité.

La jeunesse universitaire, dit M. Poncet[1], « se considère elle-même comme une caste qui a sa place à la tête de l'État, après la caste des officiers et celle des hauts fonctionnaires ». Comme les officiers, la plupart des étudiants appartiennent à des familles aisées sinon riches. « Aller à l'université ou n'y point aller, c'est se ranger parmi la bourgeoisie d'en haut ou s'en exclure.... La condition d'étudiant est une condition sociale supérieure.... L'étudiant copie le lieutenant. Il en prend l'extérieur, le port raide, l'allure mécanique. Il taille ses moustaches comme lui, salue en joignant les talons. Point de toast, au cours des banquets d'étudiants, qui ne célèbre les deux casquettes de couleurs, les deux casquettes jumelles, celle de l'étudiant, celle de l'officier. » Bismarck disait : « Nous, Prussiens, nous naissons tous avec un uniforme. » L'uniforme entraîne l'opinion. L'étudiant, comme l'officier, croit ce que le gouvernement veut que l'on croie, et il commence à le croire dès le gymnase. M. Poncet raconte la plaisante anecdote

1. Poncet, *Ce que pense la jeunesse allemande*, p. 39.

d'un élève qui dit à son père : « Je ne peux vraiment pas croire à l'existence d'un dieu personnel » et à qui le père répond : « Mon garçon que tu croies à Dieu ou que tu n'y croies pas, cela n'a aucune importance. Mais à l'école, la consigne est de croire à Dieu. »

La plupart des étudiants font partie de corporations ou associations universitaires. Pour entrer dans les plus huppées qui sont les « corporations » proprement dites, il faut appartenir à la noblesse où à la très riche industrie et « avoir une somme déterminée à jeter tous les mois sur la table». D'autres associations, d'un niveau inférieur, les *Burschenschaft* sont formées des fils de médecins, de professeurs, de fonctionnaires. Dans les unes et les autres, l'étudiant est soumis à une discipline non moins sévère que celle de la caserne. Les paroles sont surveillées, les pensées sont corrigées. « Partout la loi, dit M. Poncet. Toujours l'obéissance. La personnalité est pétrie, comprimée, mise d'uniforme. » Mais en même temps, tout membre d'une de ces associations est éduqué à se considérer comme un être supérieur. M. Poncet cite, à cet égard, un mot de la revue satirique *Simplicissimus* fort typique. « J'ai appris aujourd'hui, dit un étudiant, quelque chose d'incroyable. Cet Erich Mayer, avec qui nous avons passé dés soirées si agréables est un employé! Et nous qui l'avions tous pris pour un homme convenable! »

En 1908, lorsque le chancelier de l'empire Bülow proposa de remplacer le ministre des Colonies démissionnaire, M. de Hohenlòhe, par un banquier, M. Dernburg, il y eut dans toute la presse allemande, même dans la presse socialiste, un mouvement général de protestation. Tout le monde cria au scandale. Pourquoi? Tout simlement parce que M. Dernburg n'appartenait ni à l'aristocratie terrienne, ni à l'aristocratie militaire, ni à l'aristocratie bureaucratique; c'était, d'après un journal de Berlin, « un homme sans titre et sans pensée ».

Tous les étudiants sont à la fois, obéissants à plus

forts qu'eux et convaincus qu'ils sont eux-mêmes une incarnation de la force. « Vous ne croyez pas, demande à l'un d'eux M. Poncet, que la social-démocratie fasse courir à l'Allemagne le danger d'une République? — Non, nous n'avons pas peur des socialistes. Ils pourraient être deux fois plus nombreux. Leur nombre resterait égal à zéro. Nous avons la force. » Un autre rappelle ce mot de Bismarck : « Le jour où il y aura trop de socialistes au Reichstag, il suffira d'y faire entrer huit lieutenants de la garde! » et il ajoute : « La social-démocratie userait ses dents à mordre à l'armée. La discipline militaire ploie, annihile le jeune ouvrier qui a de la sympathie pour la social-démocratie. Impossible qu'il bronche. » A quoi le premier interlocuteur ajoute : « Vous ne pouvez pas comprendre que nous autres, Allemands, nous avons besoin, avant tout, d'un pouvoir exécutif très fort. C'est par là que l'Allemagne tient ensemble. Si non, elle s'écroule. »

Les membres des simples associations chorales ou sportiques que forment les étudiants peu fortunés ou les employés de commerce, ont les mêmes habitudes, les mêmes servitudes peut-on dire, que ceux des corporations à casquettes colorées.

Les associations socialistes agissent comme celles des étudiants : « Elles développent chez les ouvriers l'esprit de discipline; elles les enrégimentent. Une Allemagne socialiste ne cesserait pas pour cela d'être une Allemagne militaire[2]. »

Si l'on considère que la plupart des jeunes gens ayant passé par l'université ou occupant une situation quelque peu élevée dans le commerce et l'industrie deviennent officiers de réserve, on comprend sans peine que la population entière de l'Allemagne soit adonnée, en raison de l'éducation reçue, au culte de la Force et n'ait pas d'autre idéal que la domination du monde par l'empire

1. Poncet, *Ibid.*, p. 85.
2. *Ibid.*, p. 34.

germanique, au moyen de la Force. Ainsi s'explique cette sortie plus naïve encore que brutale de l'un des interlocuteurs de M. Bourdon[1] : « Vous êtes, en France, aveuglés d'illusions. Vous rêvez. Vous vous donnez le luxe d'idées humanitaires. Vous croyez à la justice, à la bonne foi, à la paix, à la fraternité : C'est très dangereux. Vous dites : « La guerre, la violence, la conquête, tout cela est « bien démodé, bien vieux jeu. » Moi je vous réponds : « Ce n'est pas démodé, ce sera demain ! » Et ce sera demain parce que « la loi de la vie veut que les moins forts soient éliminés ; et les vrais conquérants ce sont les affamés. Or ces affamés, c'est nous. L'argent gagné nous en a donné le goût, et le bien-être conquis a accru les appétits. »

§ V. — CARACTÈRE ANTI-SCIENTIFIQUE DE LA THÉORIE DE LA FORCE.

Pour le malheur du peuple allemand, la théorie de la force est fausse. Rien n'est plus contraire à la vérité de la science que le mot de Nietzsche dans lequel est résumée la théorie de la force appliquée par Guillaume II et ses peuples : « L'humanité en tant que masse sacrifiée à la prospérité d'une seule espèce d'hommes plus forts serait un progrès. »

Contrairement à cette affirmation, l'étude des espèces animales et des races humaines établit de la manière la plus irréfutable que chaque espèce d'animaux et chaque race d'hommes trouve avantage non point à « sacrifier » tout ce qui est plus faible qu'elle, mais à s'associer à d'autres espèces ou races même plus faibles, et que les individus et les familles d'une même espèce ou race ont intérêt à s'entr'aider. Il en est ainsi parce qu'il n'y a aucune espèce animale, aucune race humaine, aucun individu, parmi les animaux ou les hommes, qui possède

1. S. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 226.

toutes les qualités au suprême degré. En s'associant, les espèces animales, les races humaines et les individualités se prêtent une assistance réciproque, puisque chaque associé assure à ceux avec lesquels il s'unit le bénéfice des qualités spéciales qu'il possède.

Parmi les animaux, l'association est, si je puis-dire, l'arme la plus puissante dans la lutte pour l'existence à laquelle la nature les condamne. On voit les individus et les familles d'une même espèce former des sociétés d'autant plus étendues et harmonieuses que l'espèce est plus faible, c'est-à-dire moins pourvue d'armes défensives contre les animaux qui la menacent. Et plus les sociétés de ces êtres faibles sont nombreuses, plus facilement elles échappent à leurs ennemis, parce que l'ensemble de la société tire profit des qualités particulières de chacun de ses membres. Celui dont la vue est la plus perçante aperçoit l'ennemi de plus loin ; celui dont l'odorat est le plus délicat le flaire à une plus grande distance, celui dont l'intelligence est la plus développée donnera le signal de la fuite et indiquera la meilleure direction à suivre.

On voit même, souvent, sur le bord de la mer par exemple, des oiseaux d'espèces différentes vivre ensemble dans une intimité parfaite, se lancer tous, en poussant de grands cris, contre l'oiseau de proie qui voudrait s'emparer de l'un d'entre eux et l'obliger à s'enfuir le ventre vide.

Dans ces cas et une foule d'autres qu'il serait facile de citer, que tous les naturalistes doués d'esprit philosophique connaissent, on voit des êtres très faibles, désarmés, se préserver par leur union des êtres les plus forts et, dans beaucoup de lieux, rendre la vie des plus grands carnassiers si difficile que chacun d'entre eux est obligé de vivre isolé sur une sorte de domaine où il ne permet pas que des congénères s'établissent, car il en résulterait une réduction de ses ressources alimentaires. Les seuls animaux carnivores qui forment

des sociétés sont ceux qui, se nourrissant de cadavres, n'ont aucun effort à faire pour se procurer leurs aliments; et encore ces sociétés ne se constituent-elles que dans les lieux où la matière morte abonde. L'isolement et les difficultés de la vie ou de la multiplication déterminent la disparition de beaucoup d'animaux très forts [1].

Presque tous les géants de l'antique monde animal ont disparu, tandis que des espèces très faibles, vivant en sociétés nombreuses, ont traversé des centaines de milliers de siècles pour arriver jusqu'à nos jours.

L'espèce humaine ne se distingue pas à cet égard des espèces animales. Certes, depuis qu'il existe des hommes, il y a eu des luttes, soit entre individus, soit entre familles, soit entre classes sociales, tribus ou nations, mais dans ces luttes ce n'est pas toujours le plus fort qui l'emporte et la destruction des faibles ne contribue pas nécessairement au progrès de l'humanité; quelques faits historiques ou actuels suffiront pour l'établir.

Tout d'abord, un individu qui, s'inspirant du surhomme de Nietszche, abuserait de ce qu'il serait supérieur par la force ou l'intelligence pour sacrifier à son égoïsme et à son intérêt personnel les intérêts de tous les autres hommes; qui n'hésiterait pas à mentir et porter des faux témoignages pour s'assurer un profit quelconque; ni à voler afin de vivre et jouir sans rien faire; ni à tuer pour s'emparer du bien ou de la femme de son voisin, etc., cet homme-là aurait beau avoir toute la force et toute l'intelligence imaginables, il ne tarderait pas à succomber sous une force et une intelligence supérieures aux siennes : celles de la masse des gens qui redouteraient sa mauvaise foi et ses violences. Il y

1. Sur la question de l'association en vue de la lutte pour l'existence, voyez : J.-L. de Lanessan, *La Morale naturelle*, p. 188. *La Lutte pour l'existence et l'Évolution des Sociétés*. (Paris, Félix Alcan.)

a eu dans tous les temps de très grands criminels qui se croyaient des surhommes ; ils ont tous fini par être pendus, fusillés ou guillotinés. Cette sorte d'hommes ne peut réussir que dans les époques de profonds désordres sociaux. Notre grande Révolution en a offert des exemples sur lesquels il me paraît inutile d'insister ; je me borne à rappeler que ces surhommes furent, en majeure partie, supprimés par la force même dont ils s'étaient servis pour asseoir leur éphémère suprématie. Ne sait-on pas que les plus grands tyrans eux-mêmes furent supprimés, en dépit de leur omnipotence et de leur force, par ceux qu'ils avaient tyrannisés?

Dans les conditions normales des sociétés humaines, la lutte pour l'existence entre individus d'une même famille ou d'une même nation contribue puissamment au progrès par les efforts que chacun fait pour améliorer sa situation, mais elle ne produit cet effet qu'à la condition que chaque individu n'use de ses forces physiques, de son intelligence et des qualités diverses dont il est doué que dans la mesure où aucune atteinte n'est portée à l'exercice des forces, de l'intelligence et des qualités de tous les autres individus. C'est pour assurer cet équilibre et cette harmonie de toutes les forces individuelles que les nations se donnent des lois. Et le progrès général déterminé par la lutte individuelle pour l'existence est d'autant plus grand que les lois et la manière de les appliquer maintiennent d'une façon plus parfaite l'équilibre de toutes les forces individuelles.

Toutes les sociétés humaines sont aussi condamnées par la nature à des luttes de familles et de classes, dont l'âpreté peut être atténuée par les lois et les mœurs, mais qui sont inévitables, car elles naissent, comme les luttes des individus, de l'égoïsme naturel à tous les hommes. L'éducation et les mœurs en atténuent la violence en développant les sentiments altruistes ; les lois agissent dans la même direction en mettant un frein aux

manifestations des égoïsmes de familles et de classes, mais il n'y a pas de peuple, même parmi les plus civilisés, qui n'en donne le spectacle. Or, chez tous, il est facile de s'assurer que plus ces luttes sont violentes, plus en souffrent tous ceux qui s'y livrent, les forts autant que les faibles, parfois même plus que les faibles. Il me suffira d'en citer quelques exemples historiques et actuels.

Les aristocraties de la Grèce et de Rome furent d'une extrême habileté dans la défense de leurs intérêts. Elles s'assurèrent pour des siècles la prédominance politique et le monopole de la richesse, en inspirant à la classe des plébéiens libres le mépris du travail rémunéré et lui faisant contracter l'habitude de vivre aux dépens des aristocrates. Elles enlevaient ainsi à la masse la seule arme vraiment redoutable dans la lutte des classes, la seule qui puisse permettre aux pauvres intelligents et laborieux de se substituer aux riches paresseux ou inintelligents. Mais, en se donnant à elles-mêmes la certitude qu'elles n'auraient plus d'efforts à faire pour conserver leur suprématie, elles préparaient l'arrèt certain de leurs progrès et condamnaient leur force à être vaincue, à une heure déterminée, par quelque autre force supérieure. A Rome, César n'eut qu'à remuer du bout de son glaive l'esprit de rébellion, qui toujours exista dans les classes misérables, pour se substituer à une aristocratie ploutocratique qui se croyait à l'abri de toute atteinte. En Grèce, il n'y avait pas de ville qui ne fût sans cesse en proie aux luttes de l'aristocratie et de la démocratie, et ces luttes n'eurent d'autre résultat final que de ruiner et de détruire à la fois toutes les parties de la société grecque. Dans l'empire romain, les césars étaient rendus très forts par leurs armées; mais ce furent ces armées elles-mêmes, lorsqu'elles eurent pris conscience de leur force, qui détruisirent l'empire. Au moyen âge, en France, l'âpre concurrence sociale à laquelle se livrent l'aristocratie

terrienne et l'oligarchie religieuse, toutes les deux très fortes, l'une par l'épée, l'autre par la foi, détermine la ruine de l'une et de l'autre, tandis que la bourgeoisie se constitue, se développe et, petit à petit, acquiert une force qui sera un jour assez grande pour devenir prépondérante. Grâce à la Révolution qu'il provoque et dirige, le Tiers-État s'empare du pouvoir, mais l'obligation dans laquelle il s'était trouvé de s'appuyer sur le peuple le condamnait à préparer l'avènement de la démocratie qui, en 1848 et 1870, par de nouvelles révolutions, devenait la puissance supérieure. Et il est impossible de nier que chacune de ces luttes ait porté aux intérêts de l'ensemble de la nation, en même temps qu'à chacune de ses classes, des préjudices qui auraient été évités par une évolution pacifique.

Les luttes des peuples produisent des effets plus nuisibles encore. Toutes les grandes guerres ont ruiné pour un temps les peuples vaincus ou vainqueurs qui les avaient faites, et les ruines furent toujours d'autant plus grandes, d'autant plus difficiles à relever, que la durée de la guerre avait été plus grande. Les très longues guerres de Louis XIV et de Napoléon I[er] ont fait tout autant, sinon plus de mal, à la France victorieuse qu'aux peuples vaincus et dévastés par les armées françaises. Les dernières ont produit, en ce qui concerne l'Allemagne, un effet contraire à celui qui en était attendu par Napoléon. Il croyait, après la bataille d'Iéna, avoir dompté la Prusse; il n'avait fait qu'exciter son patriotisme et réveiller les passions belliqueuses que les successeurs immédiats de Frédéric II avaient laissé s'assoupir. Avec des peuples faibles, les guerres napoléoniennes firent des peuples assez forts pour écraser la France en 1870; avec des États divisés, hostiles les uns aux autres, rendus impuissants par leurs rivalités autant que par leur faiblesse, elles firent l'empire militaire le plus puissant qui ait encore existé. Et qui oserait prétendre que ces guerres contribuèrent

au progrès général de l'humanité? Qui pourrait affirmer que le Wurtemberg, la Saxe, le Hanovre, la Bavière, la Prusse elle-même n'auraient pas progressé dans les sciences, les lettres et les arts, l'industrie et le commerce, s'ils n'avaient pas connu les combats et les victoires de 1870? Est-ce que la Suisse, la Belgique, la Hollande, le Danemark n'ont pas évolué, depuis quarante ans, dans toutes les directions, avec autant de rapidité que la Bavière ou la Prusse, quoiqu'elles n'aient connu que les tranquillités et les douceurs de la paix?

Il est impossible de contester que la formation de l'empire germanique ait été suivie d'un très grand développement économique dans toutes les parties de l'Allemagne; mais il est de toute évidence que les mêmes progrès auraient pu être obtenus sous la direction et l'impulsion d'un gouvernement prussien pacifique, assez habile pour provoquer l'union, l'association, la confédération des États allemands en vue de la garantie de leur sécurité et de leur développement économique. Est-ce que les multiples États, autrefois indépendants, qui constituent aujourd'hui la puissante République des États-Unis américains, ne se sont pas développés dans d'énormes proportions, au point de vue économique, au cours d'un état de paix qui a duré pendant plus de cent ans? Est-ce que les cantons dont l'union forme la confédération helvétique n'ont pas constitué une nation prospère et assez forte pour se faire respecter, quoiqu'ils n'aient jamais songé à opprimer les États plus faibles et moins favorisés par la nature, au point de vue défensif, qui les entouraient?

En somme, l'histoire de l'humanité, comme celle des animaux, témoigne de l'erreur commise par les savants et les philosophes allemands qui prétendent considérer la force offensive comme l'élément nécessaire du progrès et la destruction des faibles comme une condition de l'évolution ascendante des individus, des familles, des nations ou des races. Aveuglés par les ambitions

et les appétits qu'a engendrés et développés incessamment, depuis un demi-siècle, leur vicieuse éducation, les Allemands n'ont pas vu que les faits sont contraires à la théorie sur laquelle ils ont réglé leur pensée et leur conduite; ils n'ont pas vu que partout, dans la nature, les faibles deviennent, par leurs associations, supérieurs aux forts.

§ VI. — LA PÉRIODE LIBÉRALE DE L'HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE.

L'Allemagne elle-même a traversé une période pendant laquelle tous ses penseurs, tous ses écrivains, et même quelques-uns de ses hommes politiques les plus distingués aspiraient à un régime libéral. N'y avait-il pas des libéraux très sincères parmi les hommes qui, après le désastre d'Iéna, relevèrent les forces militaires de la Prusse et préparèrent la revanche de Waterloo? Le baron de Stein ne voulait-il pas donner au peuple prussien une constitution représentative, au moment même où il organisait secrètement dans chaque village, malgré l'occupation française, les éléments de l'armée qui, plus tard, délivrerait la Prusse et battrait Napoléon sous les ordres de Blücher?

Pendant toute la première moitié du XIXe siècle, l'université allemande fut à la tête d'un mouvement libéral qui entraînait toute la partie intellectuelle des États germaniques. Gœthe préconisait la création des États-Unis d'Europe. « Les Professeurs allemands faisaient l'histoire de l'esprit germanique, suivaient ses manifestations libérales, commentaient les succès et les défaillances du libéralisme, jugeaient, condamnaient les discours de la couronne, publiaient des brochures et appelaient aux méditations libérales leurs jeunes auditoires », tandis que « la presse, malgré la censure et les colères royales, multipliait ses organes dont l'in-

fluence allait sans cesse croissant, les journaux les plus hardis étant les plus recherchés [1] ».

Cette éducation devait aboutir au mouvement libéral de 1848. Il fut marqué d'abord par la déclaration de la diète germanique du 3 mars, affirmant que désormais « chaque État aurait la faculté d'abolir la censure et d'accorder la liberté de la presse », puis, par des manifestations révolutionnaires plus ou moins prononcées dans la plupart des États.

A Berlin, la révolution atteignit un degré extrême de gravité, comme pour répondre aux déclarations autocratiques faites par Frédéric-Guillaume IV, à la diète de Berlin, le 11 avril 1847. « Héritier, avait-il dit, d'une couronne que j'ai reçue sans atteinte et que je dois et veux laisser sans atteinte à mes successeurs..., jamais je ne permettrai qu'une feuille écrite (une constitution) vienne s'interposer pour jouer le rôle d'une seconde providence entre Dieu, notre Seigneur du ciel, et ce pays, pour nous gouverner par ses paragraphes et pour remplacer par eux la sainte et antique fidélité.... La couronne ne peut pas, elle ne doit pas plier à la volonté des majorités. » Cependant, un an plus tard, le peuple de Berlin imposait au roi des promesses libérales, ne s'en contentait pas et, le 13 mars 1844, ouvrait une révolution sanglante qui dura pendant plusieurs jours. Des représentants éminents des provinces du Rhin et de Westphalie, en même temps, déclarèrent au roi que leurs territoires se sépareraient du royaume de Prusse « si le programme libéral n'était pas sincèrement adopté ».

Le 18 mars, cédant à la révolution de Berlin et aux menaces de ses provinces, Frédéric-Guillaume IV faisait publier une ordonnance, dans laquelle, afin de détourner ses sujets des revendications particulières à

1. Eugène Véron, *Histoire de la Prusse*, p. 267 et suiv. (Paris, F. Alcan.)

la Prusse, il déclarait vouloir « que l'Allemagne fût transformée d'une confédération d'États, en un État confédéré » c'est-à-dire unifiée, et qu'il fût institué « une représentation fédérale de tous les États des pays allemands » à convoquer « immédiatement ». Il réclamait pour les divers États allemands « des institutions constitutionnelles » et « un régime militaire uniforme pour toute l'Allemagne » ainsi qu'un pavillon allemand. Pour consacrer encore l'unification, il proposait l'institution d'un Zollverein allemand commercial. Et, pour affirmer son libéralisme, il proposait la liberté de la presse dans toute l'Allemagne. Le peuple de Berlin, crédule comme tous les peuples, acclama le roi et attendit avec impatience les résultats de l'assemblée constituante qui fut immédiatement réunie. Mais les acclamations étaient à peine terminées que l'armée devenait menaçante. L'insurrection reprit avec une extrême violence et le roi ne put en obtenir la cessation qu'en promettant le retrait des troupes, l'armement de la garde bourgeoise, la délivrance des prisonniers, le renvoi des ministres, etc. Il dut saluer, devant la porte de son palais, les cadavres des insurgés tués par la troupe. Il alla plus loin : il fit adresser des félicitations à la jeunesse de l'Université qui s'était « conduite avec tant d'éclat dans ces jours de gloire ».

L'armée ajouta la cocarde allemande à la cocarde prussienne et le roi annonça que « la Prusse se transformait en Allemagne », qu'il allait convoquer un parlement allemand dont le rôle serait de délibérer sur « la régénération et la fondation d'une Allemagne nouvelle, unie et non pas uniforme, unie dans la diversité et dans la liberté », avec des « institutions vraiment constitutionnelles, la responsabilité des ministres des États particuliers, le jury en matière criminelle, les droits politiques et civils égaux pour tous les cultes, une administration libérale et vraiment populaire ».

Il n'en fallait pas davantage pour enthousiasmer le

peuple de Berlin et pour provoquer dans toute l'Allemagne un mouvement en faveur de l'unification, sur le terrain de la liberté. Cinquante délégués des divers États se réunirent spontanément à Heidelberg, le 5 mars, et invitèrent tous les États à nommer des représentants à une assemblée générale qui se tiendrait à Francfort le 30 du même mois. J'ai dit dans un précédent chapitre comment et pourquoi cette assemblée ne put aboutir à créer l'unification de l'Allemagne. Je me borne à reproduire le mot qu'y prononça l'un des délégués de la Prusse, le comte Otto de Bismarck, qui appartenait au parti des hobereaux violemment conservateurs : « Je suis de la marche de Brandebourg, je suis du sol même où la monarchie prussienne a été bâtie et cimentée avec le sang de nos pères ; cette raison me suffit pour ne pas vouloir que mon roi devienne le vassal de M. Simon. » En d'autres termes : « Je ne veux pas que la volonté du roi de Prusse soit dominée par la volonté du peuple. »

Il était, pour tenir ce langage, plus à son aise que le roi de Prusse. Celui-ci avait refusé l'empire non seulement parce qu'on voulait le soumettre au contrôle d'un Parlement, mais encore et surtout parce qu'il craignait les résistances des États allemands et celles de l'Autriche. Il refusait, en somme, une fonction qu'il n'était pas certain de pouvoir exercer. Mais, dans son royaume de Prusse, il était en possession d'un trône qu'il désirait conserver, et pour le garder il se vit obligé de faire des concessions aux libéraux qui constituaient une puissante majorité.

Le 2 avril, il fait voter par la Diète de Berlin une loi électorale relativement libérale, en vue de la nomination d'une assemblée constituante. Celle-ci, de l'avis des historiens, représentait l'opinion de l'immense majorité du pays : elle voulait instituer un régime libéral, tout en conservant la monarchie. Dans son adresse au roi, le 20 juin 1848, elle déclarait : « Élus du peuple, notre

mission est d'organiser, de concert avec Votre Majesté, une constitution qui réponde au degré de civilisation du peuple prussien et allemand, et lui assure un gouvernement populaire avec une administration exercée par lui-même, jusque dans les dernières communes. Cette constitution éloignera toutes les restrictions légales contraires au principe d'égalité, restrictions qui jusqu'à présent ont existé en faveur de castes particulières. Elle accordera le suffrage universel, la liberté personnelle, celle de la parole et de la presse, le droit d'association et de réunion, l'indépendance de tous les cultes; elle créera une législation populaire pour l'État entier; elle réformera la justice et l'armée et mettra en vigueur l'armement général du peuple. D'accord avec les tendances persévérantes de Votre Majesté, nous gardons en vue le but immuable de l'unité allemande. »
Comme le gouvernement alla beaucoup moins loin que cela dans son projet de constitution, le peuple fit mine de se révolter une seconde fois; mais son énergie s'était épuisée au cours des manifestations que, fort habilement, Frédéric-Guillaume IV avait provoquées en faveur de l'unification de l'Allemagne sous l'hégémonie de la Prusse. Il suffit au roi d'ordonner la rentrée de l'armée dans Berlin pour que l'assemblée constituante se disloquât et que la révolution s'apaisât. Les Prussiens ne pensèrent plus à la liberté; leur esprit ne se porta plus que vers l'accroissement de la puissance militaire de la Prusse en vue de la domination de l'Allemagne. « La faiblesse du peuple de Prusse, a dit avec raison l'un de ses historiens [1], c'est ce patriotisme grossier, qui se repaît d'annexions et qui mesure au mètre la grandeur des nations. C'est par là qu'il offre une prise facile à ses rois. Quand il parle de liberté, il suffit pour détourner ses regards de faire miroiter à ses yeux les rêves de l'orgueil national. »

1. Eugène Véron, *Loc. cit.*, p. 314.

§ VII. — LE DRESSAGE MILITARISTE DE L'ALLEMAGNE PAR LES HOHENZOLLERN.

Il ne faut pas chercher la source de cet état d'esprit ailleurs que dans l'éducation, le dressage peut-on dire, auquel furent soumises les populations de l'Allemagne, en particulier celles du Brandebourg et de la Prusse, pendant tout le moyen âge et les débuts des temps modernes. Tant que les grandes puissances recrutèrent leurs soldats par l'enrôlement volontaire, l'Allemagne fut leur grand fournisseur. « Au XVIe siècle, au XVIIe encore, dit M. Lavisse [1], l'Allemagne est un marché où l'on s'approvisionne de soldats. On achetait des Allemands comme aujourd'hui des chevaux. Cette vente de chair à canon était un des meilleurs revenus de maint prince ecclésiastique et laïque. » Il y avait des soldats allemands au service de tous les princes, de toutes les factions. Ils étaient grossiers et violents, mais servaient bien. Montluc note que dans les plus épaisses fumées de l'ivresse, ils retrouvaient le mot d'ordre et le chemin du quartier. Ils étaient poussés vers le métier de soldat non seulement par la misère qui régnait dans leur pays où la terre est maigre et le climat défavorable, non seulement encore par l'appât des salaires, mais, à un plus haut degré, par le pillage, le vol, le viol, les abus de la force, sous toutes les formes, qui étaient le privilège des gens de guerre.

Lorsque les grandes puissances, la France en particulier, cessèrent de recruter leurs soldats à l'étranger, les populations allemandes se trouvèrent privées de l'une de leurs meilleures sources de profit. On comprend avec quelle satisfaction celles du Brandebourg et de la Prusse virent inaugurer par les Hohenzollern

1. E. Lavisse, *Trois Empereurs d'Allemagne*, p. 25.

le régime militariste et la politique de conquêtes qui devait les enrichir en même temps que satisfaire les ambitions de leurs maîtres. Cela explique aussi, combien il fut facile, après les désastres d'Iéna, aux hommes d'État et aux généraux prussiens de provoquer le mouvement qui leur permit de relever rapidement leur pays de ses défaites.

§ VIII. — GUILLAUME Ier ET BISMARCK.

Ce peuple reconnut, en 1861, les hommes qu'il attendait dans le roi Guillaume Ier et dans son ministre favori Otto de Bismarck. Le premier affirmait son autocratisme de droit divin dans le discours qu'il fit entendre à Kœnigsberg, en octobre 1861, le jour de son couronnement; le second traçait le programme de la politique qu'il devait suivre avec son maître lorsqu'il disait, en 1862 : « Ce qui importe à l'Allemagne, ce n'est pas le libéralisme de la Prusse, c'est sa force. Elle doit l'accroître et la concentrer pour saisir le moment favorable qu'on a laissé échapper.... Souvenez-vous de ceci : ce n'est point par des discours et des votes que se décideront les grandes questions. Ça été l'erreur de 1848 et de 1849 de le croire! Ce sera par le fer et par le sang. »

En même temps qu'ils réorganisaient et renforçaient l'armée prussienne, Guillaume Ier et Bismarck s'attachaient à faire donner aux enfants de toutes les classes sociales de la Prusse l'éducation la plus propre à en faire l'instrument docile de leur politique. C'est à eux qu'incombe la responsabilité de la transformation qui s'est produite, au cours de la seconde moitié du XIXe siècle, dans la mentalité des intellectuels allemands. Les rêveries mystiquement idéalistes des Kant, des Gœthe, des Schiller, etc., qui avaient alimenté les leçons de l'Université avant 1848, furent étouffées par un mysticisme non moins ardent mais d'une nature toute différente, qui conduisit à la seule religion qu'ait

jamais eue la famille des Hohenzollern, celle de la Force.

Si Frédéric II, qui peut être considéré comme le représentant le plus parfait de la famille, affirmait tenir son pouvoir de Dieu, ce n'est pas qu'il crût à la divinité, car il était aussi peu chrétien que peu moral; mais il trouvait bon d'avoir, aux yeux du peuple de Prusse, Dieu pour complice de son autocratie, de ses vices et de ses ambitions. Le Dieu invoqué par la maison de Hohenzollern ne fut jamais, du reste, le Dieu de tout le monde, mais un Dieu exclusivement et jalousement hohenzollern et allemand, *Unser Gott.*

§ IX. — UNSER GOTT.

Lorsque le petit Guillaume, en 1879, à l'âge de quatorze ans, reçut le sacrement de la Confirmation dans la chapelle de Potsdam, en uniforme du premier régiment de la garde, orné du grand cordon de l'Aigle Noir, il fut traité comme si, dit M. Lavisse, il était de « l'intimité de Dieu ». Lorsqu'il reçut l'investiture de l'ordre de l'Aigle Noir — cet aigle dont l'une des serres tient les carreaux de la foudre et l'autre une couronne de lauriers, emblèmes de la force victorieuse, — il prêta le serment, devant toute la famille de Hohenzollern et les grands dignitaires de Prusse, de « défendre l'honneur de la maison royale et la prérogative royale » — serment imposé à tous les Hohenzollern depuis que le premier roi de Prusse, Frédéric Ier, fonda, à Kœnigsberg, l'ordre de l'Aigle Noir. Au moment de son incorporation officielle dans l'armée, le vieil empereur Guillaume Ier lui adressa un discours où étaient célébrées la valeur militaire et la gloire des ancêtres comme une invitation pressante à marcher sur leurs traces. « Un jeune prince ainsi élevé, disait avec raison M. Lavisse[1],

1. *Trois Empereurs d'Allemagne*, p. 194.

n'appartient pas tout entier à la civilisation de ce siècle qui finit. Il est capable, à coup sûr, d'en exploiter les forces, moins capable d'en comprendre tout l'esprit. Dieu, la chevalerie, les ancêtres le grandissent. Ils fortifient en lui la vertu du commandement. Ils le font supérieur à nous. » La puissance de l'éducation étant absolue, surtout dans le jeune âge, on comprend facilement pourquoi, à l'exemple de tous les Hohenzollern et pour le même motif, le petit-fils de Guillaume Ier était voué à l'autocratie de droit divin, et l'on n'est pas étonné de l'entendre aujourd'hui parler de son « vieux Dieu » comme d'un être de son « intimité ».

Les populations allemandes imitant l'exemple des Hohenzollern et celui des Juifs de Jérusalem, dont les livres sacrés sont mis entre leurs mains dès l'enfance, ont voulu aussi avoir leur dieu particulier, un dieu allemand comme Jéhovah était un dieu juif, un dieu guerrier, qui leur assurerait la domination du monde.

Dans son *Histoire du peuple d'Israël*[1], Ernest Renan a présenté une observation qui trouve ici tout naturellement sa place : « Ce qui, dit-il, changea le plus profondément par la conquête israélite de la Palestine, ce fut la situation du dieu Iahvé.... L'individualisme national veut un dieu particulier. A partir de ce moment, Iahvé est le dieu protecteur d'Israël, engagé à lui donner raison, même quand il a tort.... Quand Iahvé devint un dieu local, patriote, national... il fut féroce.... Tous les crimes vont être commandés au nom d'Iahvé.... Une telle évolution est bien dans la nature des choses, et nous l'avons vue se passer de nos jours. L'Allemagne, par la haute philosophie sortie de ses entrailles, par la voix de ses hommes de génie, avait proclamé mieux qu'aucune autre race le caractère absolu, impersonnel, suprême de la Divinité. Or, quand elle est devenue une nation, elle a été amenée, selon la voix de toute chair,

1. T. I, p. 261.

à particulariser Dieu. L'empereur Guillaume I[er], à diverses reprises, a parlé de *Unser Gott*, et de sa confiance en ce Dieu des Allemands.... »

Dans un recueil de discours, poésies et chansons à l'usage des écoles primaires de l'Allemagne, édité presque aussitôt après la proclamation de l'empire germanique, un recteur s'écrie : « Il vit encore l'antique Dieu allemand, il est avec nous (*Gott mit uns*). Dieu des combats et de la guerre conduis ton peuple allemand à la victoire. » Quant à la nature du culte dont le Dieu allemand est l'objet, elle est indiquée dans la poésie suivante : « Tu ne peux, Français, comprendre notre patois allemand? Eh bien! Voilà la bouche du canon qui va te le siffler! Il faudra bien que tu attrappes la chanson! Debout, soldats, battez-lui la mesure, dragons et hussards.... Sus uhlans, au grand trot! Sus avec vos lances! A vous de maintenir l'ordre dans la danse! » Et ce n'est pas seulement à la France que ce langage s'adresse, c'est à toutes les nations : « Surtout, dit un autre morceau du recueil, nous ne voulons pas oublier que notre peuple allemand est un peuple où règne la crainte de Dieu, les bons principes et la morale, et qu'à ce point de vue il a une mission glorieuse à remplir parmi les nations, comme il l'a remplie jusqu'ici (c'est-à-dire par la guerre).... Notre peuple se souviendra toujours de sa vocation et restera fidèle à sa mission. » Ne croirait-on pas entendre les prophètes de Jérusalem lancer l'anathème et les menaces des foudres de Iahvé à tous les peuples dont Israël convoitait les terres? — Lorsque les artilleurs qui invoquent le Dieu allemand bombardaient Louvain, les églises catholiques des villages belges et la cathédrale de Reims, lorsque les fantassins brûlaient les maisons et égorgeaient les vieillards, les femmes ou les enfants et massacraient les prêtres de la Belgique, n'avaient-ils point présentes à l'esprit ces paroles d'Iahvé, conservées par le *Deutéronome* : « Quand l'Éternel, ton Dieu, t'aura fait entrer dans

le pays dont tu vas prendre possession... qu'il aura ôté de devant toi beaucoup de nations... et que l'Éternel, ton Dieu, te les aura livrées, et que tu les auras battues.... Vous démolirez leurs autels, vous briserez leurs statues.... Tu détruiras donc tous les peuples que l'Éternel te livre; ton œil sera pour eux sans pitié. »

De même que Dieu est allemand, toutes les vertus sont allemandes. Il n'y a chez les autres peuples que des vices. « Enfants, dit un morceau du recueil cité plus haut, pratiquez, vous aussi, la vertu allemande. Mes enfants, fils et filles du peuple allemand, gardez bien l'honnêteté allemande, la loyauté allemande, la vraie piété allemande. » Dieu et toutes les vertus étant allemands et exclusivement allemands, faut-il s'étonner que dans les écoles, comme dans les réunions publiques et les brasseries, on crie : « Allemagne, Allemagne, par-dessus tout au monde! » Et n'est-il point naturel que le Hohenzollern, intime du Dieu allemand, incarnation allemande d'*Unser Gott*, soit qualifié de « Guillaume l'Unique », dans ce livre destiné aux instituteurs, où on « leur enseigne, fait observer M. Georges Renard [1] qui nous l'a fait connaître, les doses précises de piété, de patriotisme et de haine qui devaient entrer dans la composition de leurs harangues officielles ».

Dans toutes les écoles, il y a un buste de l'empereur et la classe s'ouvre par des hommages variés au maître de l'empire représenté comme le créateur de tous les progrès, le dispensateur de tous les biens, en réalité le vrai Dieu, puisque c'est à lui que l'on fait remonter tout ce dont le peuple se réjouit et de lui que l'on attend tout ce que le peuple désire, en particulier la guerre victorieuse qui étendra sur le monde la domination de l'Allemagne, en comblant de butin et d'or tous les Allemands.

1. Voir G. Renard, Un Livre d'école allemand, in *Nouvelle Revue*, décembre 1880.

Envers un maître aussi puissant, aussi bon, aussi généreux, envers ce familier d'*Unser Gott* le respect ne suffit pas. En lui et en sa parole tout Allemand doit avoir une confiance absolue. « Le Kaiser ne ment pas », déclare le soldat allemand. A lui, comme au Dieu allemand, on doit aussi l'obéissance la plus passive et cette obéissance devra s'exercer envers tous ceux auxquels il délègue une part quelconque de sa toute-puissance.

§ X. — L'ESPRIT D'OBÉISSANCE PASSIVE ET SES RÉSULTATS.

Le sentiment qui résulte de cette éducation n'est pas, comme on l'a dit souvent, pour en faire l'éloge, celui de la discipline, dont les avantages ne sont pas contestables, et que l'on a justement reproché aux Français de ne pas avoir à un degré suffisant, mais celui d'une obéissance purement passive, dont les effets sont nuisibles aussi bien à celui qui les éprouve qu'à la société ou à la collectivité dont il fait partie. Prenons quelques exemples.

Les armées allemandes sont, de l'avis de tous les hommes compétents, admirablement organisées et elles se battent avec beaucoup de courage, mais l'habitude qu'ont les soldats d'obéir constamment, de n'exercer aucune initiative individuelle, fait qu'ils ne se battent bien qu'en grandes masses et quand ils ont auprès d'eux des sous-officiers et des officiers nombreux. Un peloton détaché cède tout de suite devant un ennemi même plus faible, qui montre de l'audace. « Quand leurs fractions sont attaquées isolément, affirme le général Cherfils[1], elles se rendent. »

Les officiers allemands eux-mêmes, en raison de la manière dont ils ont été éduqués, manquent, en général,

1. *Écho de Paris*, 7 octobre 1914.

de l'esprit d'initiative qui existe chez les nôtres. Tous les techniciens militaires ont insisté sur la difficulté qu'éprouvent les plus grands chefs pour modifier les plans qui leur ont été inspirés par l'état-major général ou qu'ils avaient eux-mêmes arrêtés. Si quelque difficulté imprévue se présente, ils ont beaucoup de peine à la résoudre. L'esprit de l'Allemand est méthodique, mais il n'est pas souple; il s'obéit en quelque sorte à lui-même, au point de ne pouvoir modifier les idées qu'il a conçues.

Enfin, s'il est incontestable que l'obéissance stricte des soldats aux ordres de leurs chefs soit une des conditions les plus nécessaires de la force des armées, il n'est pas moins vrai qu'une partie des avantages de cette obéissance est perdue si les soldats n'ont pas pour leurs sous-officiers et leurs officiers autant de sympathie ou d'affection que de docilité. Or, cette condition n'est jamais remplie dans l'armée allemande. Le soldat craint ses sous-officiers et ses officiers; il ne les aime pas; il n'existe entre lui et eux que des relations de subordination absolue. Il est souvent injurié ou frappé, il n'est jamais traité avec bienveillance. Même lorsqu'ils sont blessés ou prisonniers, les officiers allemands ne témoignent aucune sympathie aux hommes qui partagent leur mauvaise fortune; on prétend même qu'en général il les craignent[1]. Rien de tout cela n'existe

1. « Imbu du sentiment absolu de sa caste, dit M. Paul Marguerite, l'officier garde vis-à-vis de ses subordonnés la même morgue et la même attitude de Dieu descendu de son Olympe. Inhumain, au nom d'un idéal de force armée et de préexcellence nationale, l'officier garde, que ce soit en paix, que ce soit en guerre, cette figure raide et figée, hautaine et impérieuse, calquée d'après l'effigie suprême, le modèle parfait, le grand reître, l'empereur. Ce que cette inhumanité peut atteindre de vil et d'odieux, à quel degré l'obéissance farouche aux ordres reçus constitue pour l'officier allemand un devoir sans réplique, les cruautés et les sauvageries prescrites par le commandement en ont foi.... L'officier allemand est peu aimé de ses soldats et ne mérite pas de l'être puisqu'il ne fait rien pour eux, sinon de les

dans l'armée française. Les officiers et les sous-officiers, les premiers surtout, témoignent presque toujours à leurs hommes une grande bienveillance, voire une véritable affection. Cela tient non seulement à ce que notre

traiter souvent avec insultes et menaces, les frappant au besoin et les conduisant, revolver braqué, à l'ennemi.... L'officier allemand, comme chef, vaut surtout par le servilisme mécanique des troupes; là où il manque, l'élan s'arrête; là où il tombe, le soldat est bien près de lever la crosse. » Dans un livre écrit par un officier allemand, les officiers sont décrits comme joueurs, ivrognes et peu scrupuleux. (*Petite Gironde*, 29 oct. 1914.)

Au sujet du sous-officier allemand, M. l'abbé Wetterlé (*Écho de Paris*, 10 déc. 1914) écrit : « Le soldat le redoute; car le sous-officier est par tempérament et par tradition d'une excessive brutalité. Pour se faire obéir, le sergent allemand emploie les plus grossières injures et ne recule pas devant les plus mauvais traitements. Les journaux satiriques d'outre-Rhin sont remplis de ces « fleurs de style de caserne » où la sauvagerie native de ces brutes galonnées se donne libre cours. A la tribune du Parlement, les députés socialistes peuvent chaque année rapporter les scènes répugnantes de tortures dont les casernes ont été le théâtre. Le sous-officier est, en effet, un tortionnaire prodigieux. Il n'est pas de supplice ou douloureux ou dégradant qu'il n'imagine pour faire du soldat un être sans dignité et sans volonté. Sa moralité est, d'ailleurs, à la hauteur de sa férocité. Pour éviter les éclats de sa colère, les recrues se soumettent aux plus grandes privations. Quand leurs parents leur envoient des colis de charcuterie ou d'autres « délicatesses » ils offrent la dîme au sergent qui ne se fait aucun scrupule de l'accepter, car dans la vertueuse Allemagne le bachschich est partout à l'ordre du jour.... Le volontaire d'un an est la bête à bon Dieu du sous-officier, car sa bourse est bien garnie. Dès qu'il arrive au régiment il essaie de se renseigner sur les « besoins » de son sergent et il y pourvoit largement. S'il est généreux à souhait, il obtient toutes les permissions, est dispensé de toutes les corvées, peut changer à son gré d'ordonnance. S'il refuse d'acheter un piano à madame la « sergente » son année de service devient particulièrement pénible.... Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si son court passage à la caserne coûte aux parents du volontaire de 5 à 10 000 francs. »

L'abbé Wetterlé note que depuis quelques années, les mœurs des sous-officiers tendent à s'adoucir et il ajoute que les conservateurs prussiens s'en alarment, ce qui donne une idée de l'état de servilisme dans lequel sont tombés les soldats allemands.

jeunesse reçoit une éducation tout à fait différente de celle qui est donnée à la jeunesse allemande, mais encore à ce que le recrutement de nos officiers diffère de celui des officiers allemands. Ceux-ci, comme il a été dit plus haut, proviennent tous de l'aristocratie ou de la bourgeoisie riche, et forment une véritable caste qui se considère comme supérieure à toutes les autres parties de la société, tandis que la plupart de nos officiers sont d'origine démocratique et conservent, malgré leurs galons ou leurs étoiles, l'esprit démocratique. Il n'y a pas, d'autre part, un seul de nos soldats ou de nos sous-officiers qui ne puisse aspirer à l'épaulette, tandis qu'entre les sous-officiers et les officiers allemands se dresse une barrière infranchissable. Entre nos soldats et leurs chefs, il existe donc des liens que ne connaît pas l'armée allemande. Pendant la guerre, il n'y a pas d'attentions que nos officiers n'aient eues pour leurs subordonnés, et il n'y a pas de marques de confiance ou d'affection que nos soldats n'aient données à leurs chefs.

Il me paraît inutile de conclure qu'une armée dans laquelle l'esprit de discipline est doublé d'un sentiment de confiance et d'affection des chefs pour leurs subordonnés et de ceux-ci pour leurs chefs, est plus homogène, plus solide par conséquent, qu'une armée dans laquelle l'esprit d'obéissance et le sentiment de la crainte existent seuls chez les soldats tandis que les chefs n'ont que morgue et dureté dans le commandement. Et il paraîtra évident à tous ceux qui se donnent la peine de raisonner, que l'éducation allemande commet une erreur lorsqu'elle n'inspire aux enfants et à la jeunesse de l'empire que l'esprit d'obéissance et le culte de la force.

Les inconvénients de cette erreur se font sentir dans l'industrie de l'Allemagne au même degré que dans son armée. Les employés et les ouvriers craignent leurs patrons; ils ne peuvent pas les aimer parce qu'il existe

entre eux des barrières et point de liens. Dans un livre où abondent des observations du plus haut intérêt, M. Victor Cambon fait les remarques suivantes[1] : « L'état-major subalterne de l'industrie (allemande) est-il à la hauteur de ses chefs? Il m'a toujours paru qu'une large dénivellation les sépare. Sans doute les *meisters* (contremaîtres) sont laborieux et disciplinés; ils ont passé trop de temps dans les écoles professionnelles pour ne pas être compétents; mais, je ne les crois pas, dans la moyenne, capables de s'élever au-dessus de l'exécution consciencieuse d'un travail commandé. Ce sont de bons sous-officiers. Or, en Allemagne, dans le civil comme dans le militaire, être sous-officier est une carrière dont on ne sort pas. Il est bien peu d'exemples de contremaîtres devenus patrons. Peut-être la hiérarchie sociale s'y oppose-t-elle, mais plus encore l'insuffisance du savoir. » La vérité est que les deux causes sont réunies. Les écoles dans lesquelles se forment les ingénieurs coûtent trop cher pour qu'il soit possible aux enfants du peuple de les fréquenter; elles ne recrutent leurs élèves que dans la classe bourgeoise riche ou très aisée. Elevés dans de simples écoles professionnelles, les contremaîtres n'ont pas l'instruction nécessaire pour devenir ingénieurs et les ingénieurs s'attachent, en vertu de leurs préjugés sociaux, à ne pas leur donner les moyens de s'élever socialement.

Au sujet des ouvriers, M. Victor Cambon présente des observations non moins intéressantes. « Le meilleur ouvrier allemand, dit-il, est certainement supérieur en instruction générale et en savoir professionnel à celui des autres pays, et, cependant, on se tromperait fort si on le croyait meilleur artisan. Ce serait plutôt le contraire. Ils sont respectueux de la consigne et possèdent du sang-froid, voilà pour les qualités : il leur manque l'adresse, le goût et l'initiative, et aussi la

1. Victor Cambon, *L'Allemagne en travail*, p. 51.

notion du travail fini, soigné, car l'instruction les a dégrossis et non affinés. La fabrication allemande se reconnaît à une conception rationnelle, une étude sérieuse et une exécution fruste. »

L'esprit d'obéissance et l'absence d'initiative chez les ouvriers sont le résultat inévitable de l'éducation allemande. Et comme ils existent chez tous les ouvriers allemands, il n'y a entre eux aucune émulation pour acquérir l'adresse, le goût, la recherche du fini qui caractérisent les ouvriers français.

L'industrie allemande est, en somme, comparable à une armée dans laquelle les patrons sont généraux, les ingénieurs officiers, les contremaîtres sous-officiers et les ouvriers soldats, armée dans laquelle chacun obéit à ses chefs et leur obéira toujours, sans aucun espoir de devenir chef à son tour. Il me paraît douteux qu'une pareille organisation soit favorable au progrès général de la nation. Je ne cache pas mes préférences pour le régime industriel français, dans lequel la discipline est moins en honneur, où l'obéissance l'est encore moins, mais où les initiatives individuelles se produisent facilement et où chacun, depuis le plus humble apprenti jusqu'au plus habile ingénieur, peut aspirer à se hausser d'une classe à une autre jusqu'au sommet de la hiérarchie sociale.

En somme, l'esprit d'obéissance inculqué à tous les Allemands par l'éducation que le gouvernement des Hohenzollern impose à ses sujets peut être considéré comme ayant mis de sérieuses entraves au progrès social dans l'empire germanique, parce qu'il a maintenu des barrières presque infranchissables entre les diverses classes de la société et limité l'essor des initiatives individuelles.

Il a contribué, en outre, puissamment, à la survivance du régime féodal et de l'autocratie du souverain.

Éduqués à obéir, les Allemands trouvent presque naturel de vivre, dans les campagnes, sous l'autorité du

grand propriétaire et de ne jouir, au point de vue politique, d'aucune liberté véritable.

§ XI. — L'ESPRIT DE DOMINATION ET SES EFFETS.

Le peu de souci que la plupart des Allemands montrent pour les libertés les plus élémentaires résulte, en outre, de ce que ses gouvernants ont dirigé son attention exclusivement vers les conquêtes territoriales et les appétits matériels. Leur action a été beaucoup aidée par l'esprit de domination qui, chez tous les hommes, est le corollaire et, en quelque sorte, le contrepoids de l'esprit d'obéissance. Tout Allemand est à la fois plein de servilité à l'égard de ses supérieurs et de morgue brutale vis-à-vis de ses inférieurs. Envisagé dans son ensemble, le peuple allemand se montre d'autant plus désireux et impatient de dominer les autres peuples qu'il est lui-même plus soumis à ses propres maîtres. Esclave entre ses frontières, il prétend être « seigneur » au delà.

Les illusions qu'il conçoit au sujet de la réalisation de ses ambitions mondiales ne sont pas sans offrir de réels avantages au double point de vue du progrès individuel et du progrès national. Tout homme qui se sent fort, toute société qui se croît puissante trouve dans cette confiance en soi une source de progrès. Si l'Empire a tout fait d'une manière « kolossale » et si chaque Allemand a voulu, de son côté, faire du « kolossal », c'est que l'Empire et les Allemands ont eu conscience de la force morale énorme qu'ils puisaient dans la puissance de l'Allemagne. « Les Allemands font grand et voient plus grand encore dans l'avenir », écrit M. Victor Cambon à propos des industriels. « Ils sont heureux ainsi, ajoute-t-il, et ne peuvent s'empêcher de donner à leurs établissements industriels des apparences de châteaux forts, avec pignons, machicoulis et

tourelles, dominées par d'immenses panneaux à jour en fer ouvragé sur lesquels s'étale orgueilleusement le nom de la firme. Cet ensemble a un aspect opulent que ne démentent pas la magnificence des bureaux et l'ampleur des installations. Et souvent, pourtant, la société qui travaille dans ce riche décor ne marche que grâce au crédit des banquiers. »

Cette dernière observation indique l'un des inconvénients qui résultent de l'esprit de domination inculqué aux Allemands par l'éducation à laquelle ils sont soumis. Il incite les industriels, les commerçants, les compagnies de navigation, etc., à faire tellement « kolossal » que la ruine de l'édifice est toujours menaçante, en raison même de ses dimensions excessives. En 1876, à l'occasion d'une crise économique qui avait frappé le nouvel empire en plein cœur, M. Ernest Lavisse écrivait : « La France et l'Allemagne ont donné au monde, pendant ces dernières années, un spectacle inattendu. Un pays écrasé par la défaite et condamné à payer une indemnité de guerre colossale se remet au travail avec ardeur et inspire confiance au monde entier.... Un autre pays, passé tout d'un coup à l'état de première puissance du monde, perd le sentiment du possible et du réel. Il se croit aussi riche qu'il est victorieux, spécule sur cette imagination, et s'aperçoit, après qu'il a célébré ses triomphes et distribué les trophées des batailles gagnées, que son industrie et son commerce sont compromis, son honneur même atteint par le scandaleux abus de l'improbité financière [1]. » Cette première crise avait été provoquée surtout par les spéculations « kolossales » et malhonnêtes des sociétés industrielles et des banques. Elle ne fut que passagère. Ainsi que je l'ai montré dans un précédent chapitre, les industries et le commerce de l'Allemagne se développèrent avec une extrême rapidité; mais animés de l'esprit de domination que donne

1. *Essais sur l'Allemagne impériale*, p. 217.

à tout Allemand une éducation mégalomane, les industriels construisirent des usines produisant plus qu'ils ne pouvaient vendre et se trouvèrent sans cesse exposés à de nouvelles crises. En 1892 puis en 1902, ils en subirent de terribles, par lesquelles un grand nombre d'entre eux et d'ouvriers furent cruellement éprouvés. Les débouchés manquaient à une trop excessive production. D'autres crises se sont produites en 1907 et 1911, toujours déterminées par la surproduction.

Les inconvénients de ces crises répétées étaient beaucoup atténués par la facilité avec laquelle la bourgeoisie allemande plaçait ses économies dans les entreprises industrielles, alors que la nôtre, plus défiante, les place surtout dans les emprunts des États. Néanmoins, l'industrie allemande, en raison de sa perpétuelle surproduction, est toujours exposée à de grosses pertes. M. G. Blondel[1] écrit à ce sujet : « L'économiste Walter Conrad a dit très justement : L'Allemagne est dans la situation d'un homme riche qui s'est lancé dans une grosse entreprise industrielle pour laquelle ses capitaux sont insuffisants. En dépit de sa richesse, cet homme sera constamment aux prises avec des embarras d'argent. » M. G. Blondel ajoute : « Les efforts faits par l'Allemagne pour développer son commerce extérieur ont eu aussi quelques inconvénients. L'Allemagne s'est finalement placée dans une dépendance si étroite de l'étranger, que la fermeture des marchés du dehors peut entraîner la ruine d'un grand nombre d'usines ou de fabriques.... Et comme aujourd'hui la politique commerciale de la plupart des nations est orientée vers la protection, les hommes d'état allemands se montrent très inquiets pour le développement ultérieur du pays. »

Les crises subies par l'industrie et le commerce allemands ont puissamment contribué à développer les ambitions coloniales. Celle de 1902 ne fut certainement

1. *Les Embarras de l'Allemagne*, p. 35.

pas étrangère à son intervention dans l'affaire du Maroc. Depuis cette époque, l'Allemagne n'a pas cessé de convoiter nos colonies et celles de l'Angleterre, et ses appétits mondiaux ont joué, sans contredit, le rôle principal dans l'éclosion de la formidable guerre actuelle.

§ XII. — DISPARITION DE L'IDÉAL INTELLECTUEL, MORAL ET RELIGIEUX.

L'esprit de domination poussé jusqu'au paroxysme et les appétits purement matériels qui en résultent ont produit un autre résultat que Bismarck et Guillaume n'avaient probablement pas prévu : ils ont fait disparaître, chez la plupart des Allemands, les sentiments et l'idéal qui font l'honneur de l'humanité civilisée. Dès 1877, l'éminent biologiste allemand du Bois Raymond disait : « L'Allemagne est devenue une et forte, son vœu de jeunesse est accompli : le nom allemand est respecté sur le continent et l'océan ; mais si nous revenons en pensée à l'Allemagne d'autrefois, morcelée, impuissante, pauvre, philistine et bourgeoise, ne trouverons-nous pas qu'il manque quelque chose à ce présent si brillant, si prestigieux? » Et il regrettait « cette fleur éphémère de la littérature germanique qui a passé comme un rêve [1] ».

Le 15 juillet 1895, le professeur H. de Treitschke disait aux étudiants de Berlin [2] : « Tout est maintenant plus grossier dans les mœurs, dans la politique et dans la vie.... Bien des choses que nous croyions autrefois l'apanage de la décadence romaine, sont en vérité un fruit de cette culture intensive qui nous envahit. »

Quelques années plus tard, en 1910, M. Marx, président d'un Congrès des catholiques allemands qui se tint à Augsbourg, faisait entendre des plaintes analogues :

1. Voir Alfred Fouillée, *L'Idée moderne du Droit*, p. 24.
2. Voir Georges Blondel, *Les Embarras de l'Allemagne*, p. 4.

« Aucun temps, disait-il, n'a connu à un pareil degré la virulence de l'incrédulité. On va jusqu'à considérer comme arriéré celui qui préfère la foi en Dieu à la foi dans la « culture ». Nous assistons à un *déficit lamentable de pensée et de vie morale.* » M. Georges Blondel[1], à qui j'emprunte cette citation, a observé directement « la désertion des temples protestants dans certaines régions du nord de l'Allemagne » et note que « dans les faubourgs de la plupart des villes la majorité des enfants n'est pas baptisée ». Comme autre preuve de l'abandon des idées religieuses, il cite ce mot d'un pasteur : « Je ne pense pas qu'il y ait plus d'un dixième de la population ouvrière (il s'agissait de régions protestantes de la Saxe) qui fasse dans sa vie une place appréciable à la religion ». M. Blondel ajoute : « J'ai pu constater plus d'une fois, dans les faubourgs des grandes villes qu'il y a un certain nombre de familles qui n'ont du christianisme à peu près aucune idée. On a pu dire avec raison qu'il y a en Prusse un sous-sol athée. »

M. Blondel fait encore la constatation suivante : « En ce qui concerne l'immoralité, il y a déjà longtemps qu'on a signalé dans la classe aristocratique une grande corruption. Le nombre des scandales y est considérable. La vie bourgeoise n'a pas été à l'abri de cette décomposition morale, mais depuis quelques années la situation a empiré. J'ai recueilli à ce sujet des déclarations significatives.... Les rapports présentés au congrès de l'association pour le maintien des bonnes mœurs en Allemagne renferment des détails navrants.... Cet abaissement du niveau moral est en rapport étroit avec le développement d'une littérature abominable (on l'appelle (*Schund litteratur*), contre laquelle il ne semble pas que, à juger par ce qu'on vend dans la plupart des librairies allemandes, qu'on réagisse avec beaucoup d'énergie. Le mal que font les mauvais livres est accru par celui

1. Georges Blondel, *Ibid.*, p. 163.

que font certains théâtres et un grand nombre d'exhibitions immorales. » « Les liens familiaux, ajoute-t-il, se relâchent de plus en plus. » Ce fait exerce, comme le développement de la richesse, une influence considérable sur la natalité. « Entre 1876 et 1910, le chiffre des naissances s'est progressivement abaissé de 42,6 à 30,7 p. 1000. » Enfin, la criminalité est en voie de progression, surtout en ce qui concerne « la prostitution, la débauche, les attentats contre les mœurs, les avortements, les suicides, sans parler des vices innommables sur lesquels les journaux se sont peut-être même trop longuement étendus[1]. »

Au fur et à mesure que la Divinité universelle a été ravalée au rang de dieu nationaliste, n'ayant d'autre rôle que de servir les intérêts, les passions, les ambitions et les appétits du peuple allemand, la religiosité véritable s'est graduellement affaissée et le culte d'*Unser Gott* s'est fondu dans celui de la Force. Les « vertus allemandes » n'ont plus été que les manifestations extérieures d'un pharisaïsme semblale à celui d'Israël. On acclame très bruyamment le Dieu allemand, on célèbre avec non moins d'éclat « l'honnêteté allemande », la « loyauté allemande », la « vraie piété allemande », puis on s'abandonne sans scrupule à

1. « Le nombre des naissances illégitimes croît à Berlin plus rapidement qu'à Paris, les divorces augmentent, la natalité diminue. Berlin est tombé à 17 p. 1 000, c'est-à-dire au niveau du coefficient de Paris. Charlottenbourg, Wiesbaden, Magdebourg sont déjà au-dessous.... Suivant un mémoire laissé par un ancien chef de la police des mœurs, le nombre des homo-sexuels inscrits sur les listes de la police à Berlin atteignait, il y a dix ans, soixante mille et un grand nombre de hauts personnages y figuraient.... La prostitution habite chez l'ouvrier et s'y trouve en contact avec les enfants.... Tandis que la Prusse orientale fournit 3 p. 100 de recrues valides et incorporées, le contingent de Berlin ne s'élève qu'à 32 p. 100.... En Saxe, où l'industrie a tout absorbé, la race est devenue chétive et les malingres sont nombreux. » (G. Hanotaux, *Hist. illustr. de la Guerre de 1914*, p. 30.)

l'égoïsme, à l'orgueil et à la cupidité d'où doivent sortir la grandeur de l'Allemagne et les richesses des Allemands.

Au moment où je trace ces lignes, il me revient à la mémoire un petit fait qui met bien en lumière le pharisaïsme allemand. A Berlin, il y a de nombreuses années, je dînais à la terrasse d'un restaurant avec un professeur de grand mérite et qui se montrait fort aimable. Il pleuvait. Devant nous passe une dame dont la robe traînait sur le trottoir boueux. Je la lui montre et fais un geste indiquant ma surprise de ce peu de souci de la propreté. « Vous préféreriez, me dit mon interlocuteur, d'un ton bourru, qu'elle fît voir ses mollets, comme les Parisiennes. » Me voyant sourire de ce que je considérais comme un petit accès de pudibonderie, il m'expliqua que pour éviter le scandale que provoquerait la vue du bas de leurs jambes, les Berlinoises faisaient ajouter en dedans de la traîne de leurs robes une bande de caoutchouc imperméable à l'eau et à la boue. Les mœurs et la vertu « allemande » voulaient qu'il en fût ainsi.

Il n'y a peut-être pas plus de religiosité vraie en France qu'en Allemagne; mais, dans notre pays, il existe chez les incrédules comme chez les croyants, chez les libres penseurs, voire les athées et matérialistes, comme chez les catholiques, les protestants ou les juifs, un idéal de bonté, de justice, de générosité, d'humanité pour tout dire en un mot, qui fait l'honneur de notre peuple. « Chaque peuple, dit le docteur Walther Ratheneau, industriel allemand se piquant de philosophie, a son idéal de hauteur morale où il puise ses principales raisons d'agir. Il exalte telles qualités de l'âme, fait moins de cas de telles autres. En France, l'amour-propre, l'orgueil sont les grands mots des âmes collectives et individuelles, le levier des fortes ambitions. Cela n'entre pas dans des cervelles de Germains.... Vertus chez vous, faiblesses chez nous. Je ne dis pas

notez bien, que vous ayez tort. Je constate seulement que dans l'échelle des valorisations, nous les plaçons très bas. Les héros de Corneille ont sans cesse à la bouche des mots tels que « mon honneur, ma gloire, « ma vertu ». Vous ne trouverez rien de pareil dans notre littérature, et c'est là ce qui, dans la vôtre, nous choque le plus [1]. » Il est impossible de mieux exprimer la différence existant entre la mentalité morale de l'Allemand et celle du Français, que ne le fait cet Allemand lui-même. Le docteur Ratheneau, aurait pu ajouter, pour compléter sa pensée, en faisant allusion au très haut prix que nous attachons à l'idée de droit, déclarer que « le Droit est l'arme des faibles », nous jeter à la face le mot de Schopenhauer « le droit n'est que la mesure de la puissance de chacun » et conclure qu'il ne nous suffirait pas d'invoquer le droit pour éviter l'écrasement de la France par l'Allemagne, si la première était moins forte que la seconde; mais en tenant ce langage il aurait simplement fait preuve de l'absence d'esprit critique et de la fausse science qui détermineront fatalement la chute de la puissance germanique. De même que les philosophes et les savants allemands se sont trompés ou ont trompé la jeunesse lorsqu'ils lui ont enseigné que la force brutale et offensive est la reine du monde, ils ont erré ou bien ils ont induit l'Allemagne en erreur quand ils lui ont présenté la bonté, la générosité, la justice, le droit, la dignité, individuelle ou nationale comme de simples « faiblesses ». Ils considéraient ou affectaient de considérer ces qualités comme inutiles ou nuisibles. Or, l'observation et l'expérience établissent d'une manière irréfutable que l'entr'aide et l'association d'où naissent ces qualités et qui ne sauraient exister sans elles, constituent la force par excellence dans la lutte pour l'existence à laquelle les nations comme les individus sont

1. G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 169.

soumises. La fausse science et la fausse morale sous l'influence desquelles l'empire germanique avait rêvé de conquérir la terre et de dominer l'humanité n'auront finalement pour effet que sa ruine.

M. Ernest Lavisse avait grandement raison, en 1888, lorsque, après avoir parlé de l'éducation exclusivement « germanique », c'est-à-dire très particulariste et jingoïste de l'Allemagne, il écrivait [1] : « Il n'y a pas de doute que nous avons charge de représenter la cause de l'humanité.... En face d'un empire fondé par la force, contenu par elle, et qui a immolé à des convenances de stratégie les droits de millions d'hommes, la République française représente ces droits violés. Si quelque jour, dans une grande mêlée européenne, elle revendique le territoire arraché de la patrie indivisible, elle le pourra faire au nom de l'humanité. » « Voilà, ajoutait l'éminent professeur, ce qu'il faut expliquer aux générations qui auront quelque jour à défendre la France sur les champs de bataille. » C'est cela, réellement, qui a été enseigné à nos enfants et à notre jeunesse sur les bancs de nos écoles, de nos collèges ou lycées et de nos universités, et c'est pour cela qu'aujourd'hui les Français montrent tant de bravoure et de ténacité sur les champs de bataille, c'est pour cela aussi qu'ils ont des alliés fidèles et qu'ils obtiennent l'admiration de tous les peuples qui n'ont pas été dépouillés par l'éducation germanique des sentiments de justice, de générosité, de bonté, que les Allemands se vantent de ne pas posséder.

1. *Essais sur l'Allemagne impériale*, p. 281.

CHAPITRE IV

DE LA THÉORIE DE LA FORCE A LA GUERRE

§ I. — CEUX QUI ONT VOULU LA GUERRE ET POURQUOI ILS L'ONT VOULUE

Le 29 septembre 1914, un professeur éminent de Berlin, M. Lasson écrivait à un ami de Hollande, pour être publiée dans une grande revue de ce pays, une lettre où il déclarait : « Depuis des mois, je n'ai pas écrit à un seul étranger. Un étranger est un ennemi jusqu'à preuve du contraire. On ne saurait rester neutre vis-à-vis de l'Allemagne et du peuple allemand. Ou bien on considère l'Allemagne comme la création politique la plus parfaite que l'histoire ait connue, ou bien on approuve sa destruction, son extermination.... Car nous sommes moralement et intellectuellement supérieurs à tous, hors de pair. Il en est de même de nos organisations et de nos institutions. Guillaume II, *deliciæ generis humani*, a toujours protégé la paix, le droit et l'honneur bien qu'il lui eût été possible par sa toute-puissance de tout anéantir.... Nous n'avons pas d'amis. Tous nous craignent et nous regardent comme dangereux, parce que nous sommes intelligents, actifs et moralement supérieurs.... Dans un monde de méchanceté, nous représentons l'amour et Dieu est avec nous. »

Le même professeur exposait, dès 1868, dans une bro-

chure intitulée *La Guerre et le but idéal de la culture*, une théorie qu'il présentait comme « scientifique », d'après laquelle deux formes distinctes de « culture » seraient nécessairement en opposition au point de ne pouvoir s'étendre que par la guerre. En conséquence, « toute guerre est une question de vie ou de mort » car l'État qui réalise la plus haute forme de culture ne peut s'étendre « que par la destruction des autres États », laquelle « ne peut logiquement s'effectuer que par la violence ». Du reste, « le droit à l'indépendance n'est pas un droit inné chez un peuple », même un « peuple de haute culture, mais de culture peu favorable à la concentration et à l'action militaire de l'État, doit en toute justice obéir au barbare dont l'organisation politique et militaire est supérieure », car le « caractère d'une époque, d'un peuple » s'incarne « dans le guerrier dont chaque pas ébranle un monde et dont chaque pensée incendie les villes, prosterne les peuples dans la poussière, dévaste les pays et chasse devant soi les armées [1] ».

Ne riez pas. Cet homme a écrit tout cela le plus sérieusement du monde. Tout ce qu'il dit, il le pense, et ce qu'il pense tous les Allemands le pensent; ce qu'il dit tous les Allemands le disent, parce que tous ont reçu la même éducation que lui. Tous sont absolument convaincus, en raison des enseignements qui leur ont été donnés depuis plus d'un demi-siècle par les maîtres d'école, les professeurs des gymnases, les docteurs des universités, les orateurs des ligues, les écrivains des journaux et Guillaume II lui-même, qu'ils sont tous des surhommes, que leurs forces physiques et intellectuelles sont invincibles et qu'elles sont encore doublées par la toute-puissance du Dieu allemand (*Unser Gott*).

Tous ont appris que par la force, la Prusse a conquis la Silésie, une partie de la Pologne, le Sleswig et le Holstein; que par la force la Prusse a vaincu l'Au-

1. Voir *Le Temps*, 4 décembre 1914.

triche-Hongrie, l'a chassée de la confédération germanique et l'a domestiquée ; que par la force la Prusse a conquis l'Alsace et la Lorraine sur la France et imposé sa domination à l'Allemagne entière avec la création de l'empire germanique; que par la force l'empire germanique a imposé à la plupart des nations du monde les produits de son industrie et les tarifs douaniers les plus avantageux pour le commerce allemand; que par la force de ses armées, les plus puissantes que le monde eût encore connues, l'empire germanique se faisait craindre par toutes les armées; qu'enfin, par la force de sa marine, il commençait d'être redouté par le peuple maritime et colonial le plus considérable. Et tous, depuis le plus petit jusqu'au plus grand, depuis le plus pauvre jusqu'au plus riche, grisés par l'éducation reçue, espéraient, désiraient acquérir encore par la force de nouveaux territoires et de nouveaux avantages économiques. La force ne leur donnerait-elle pas même la domination du monde?

Puisque la force était la seule chose respectable et utile, le seul vrai Dieu, les maîtres et les éducateurs de l'empire germanique inspirèrent au peuple allemand tout entier la conviction que rien ne pouvait être interdit par « la morale allemande » de ce qui contribuerait à amener le triomphe de « la force allemande ». L'exécution fidèle des traités ou autres engagements pouvant mettre obstacle à l'emploi de la force et retarder les conquêtes ou les rapines rêvées, on enseigna au peuple allemand que les traités et conventions n'étaient que « chiffons de papiers », que la bonne foi dans les relations entre individus ou nations n'est qu'une maladresse et que la seule morale convenant au plus fort est d'employer sa force de la manière et dans les conditions les plus aptes à lui procurer la victoire.

La guerre étant, pour les peuples et leurs gouvernements, le moyen le plus efficace d'exercer leurs forces, l'organisation de l'empire germanique fut conçue exclu-

sivement en vue de la guerre : guerre par les armes, guerre par l'industrie, le commerce et la navigation, guerre dans le domaine des arts; guerre par la morale et la religion.

Puisque, d'autre part, la guerre devait avoir pour but de supprimer tout ce qui n'était pas germain, afin de le remplacer par les hommes, la culture et les produits de la Germanie, il fut entendu que la guerre « allemande » serait une guerre d'extermination. En même temps que le pas de parade, le tir du fusil ou du canon, l'art de creuser des tranchées et autres matières dont la connaissance est indispensable pour faire la guerre, les officiers enseignèrent à leurs soldats les meilleurs procédés pour incendier les maisons, détruire les usines et leur outillage, terroriser les populations inoffensives, persuader au monde entier que la force germanique était une force invincible. On leur enseigna même à détruire les temples de l'ennemi, afin de bien établir que le Dieu des Allemands était supérieur aux dieux de tous les autres peuples et n'avait rien à redouter du Dieu universel adoré par les plus puissantes nations civilisées.

En Europe, d'une façon générale, en France particulièrement, on ne voulait pas croire que tout cela fût sérieux. On ne pouvait pas s'imaginer que l'une des nations les plus instruites du globe, une nation qui prétendait avoir atteint le plus haut degré de la civilisation pût mettre en pratique, à une heure donnée, les leçons scientifiquement barbares de ses chefs militaires et l'égoïsme féroce de ses moralistes.

Ceux qui concevaient ou formulaient ces doutes méconnaissaient ou ignoraient la formidable puissance de l'éducation. Ils ne savaient pas avec quelle facilité, par un dressage commencé dès le premier âge, on peut faire du même enfant un parfait honnête homme ou un abominable criminel, et comment d'une nation entière on peut faire un peuple de rêveurs ou un peuple de

proie. Ils avaient présente à l'esprit l'Allemagne de Schiller et de Gœthe, imprégnée de sentimentalisme et de métaphysique, se nourrissant de tartines de confiture et de littérature vaporeuse, aspirant à faire de la race germanique la race idéale par son caractère de grande science et de haute moralité; ils ne pouvaient pas croire que la domination de Bismarck et de Guillaume II eût suffi pour créer des mégères qui prescriraient à leurs fils de ne ménager, dans la guerre, ni les femmes ni les enfants, et qui se conduiraient en pillardes incendiaires des maisons de l'ennemi [1].

La guerre de 1914 devait fournir la preuve que l'éducation reçue par le peuple allemand pendant les quarante-trois années qui ont suivi la constitution de l'empire germanique et surtout depuis que Guillaume II en a pris la direction a suffi pour lui faire atteindre l'apogée de la barbarie.

En raison même de cette éducation et de l'organisation essentiellement militaire de l'empire germanique, cette guerre était inévitable, elle avait été annoncée par tous les hommes clairvoyants des divers États de l'Europe. C'est en France, peut-être, c'est-à-dire dans le pays pour lequel cette éventualité offrait le plus de gravité, qu'elle fut le moins envisagée. Pacifique par son esprit, par la logique de son régime politique et par son attachement au travail, la France s'est toujours plu à croire que les autres nations lui ressemblaient.

1. Les journaux ont publié la lettre d'une femme allemande à son mari lui recommandant de « ne ménager ni les femmes ni les enfants ». Ils ont publié également la lettre d'un sous-officier français à sa mère où se trouvait le renseignement suivant : « Lorsque les Allemands sont entrés à Saint-X... ainsi que dans beaucoup d'autres villes, les femmes des officiers étaient en auto derrière la colonne, et avec des voitures à échelles qu'ils prenaient dans le pays, elles emportaient tout le linge, les meubles, la vaisselle qu'elles pouvaient trouver et ensuite mettaient le feu aux maisons. » (*Petite Gironde*, 15 oct. 1914.)

Cependant, dès 1888, M. Ernest Lavisse[1] écrivait : « La guerre est certaine, car l'Allemagne impériale vient de la guerre et va à la guerre. *A bello ad bellum*, voilà son épigraphe. Elle vient de la guerre parce que la Prusse qui l'a faite vient de la guerre, est un être historique né sur les champs de bataille.... Elle va vers la guerre... parce que l'excuse du budget de la guerre, c'est la guerre, parce que tout ce personnel hautain et superbe, tous ces hommes armés et galonnés, qui font sonner le sabre sur les pavés, seraient ridicules s'ils ne mettaient jamais le sabre au clair. »

Après la crise économique de 1902, de nouvelles raisons se sont ajoutées à celle que M. Lavisse avait justement indiquée. L'éducation qui inspirait au peuple allemand les ambitions et les appétits insatiables avoués par les intellectuels allemands eux-mêmes et la politique économique par laquelle l'industrie était poussée à une production excessive, devaient nécessairement placer l'empire germanique dans l'obligation, à une heure donnée, de choisir entre la faillite ou la guerre.

On ne pouvait douter que l'heure du choix à faire étant venue, il se prononcerait pour la guerre plutôt que pour la faillite. Il n'y avait pas, en effet, sur tout le territoire de l'empire, un seul Allemand qui ne fût convaincu que l'Allemagne sortirait victorieuse d'une guerre qu'elle préparait depuis quarante-cinq ans. Ses professeurs, ses instituteurs, ses ligues, ses journaux, ses conférenciers, son empereur lui-même ne répétaient-ils pas chaque jour, que la France était dégénérée, assoupie dans la corruption, prête à se révolter pour éviter de se battre, dépourvue d'armée et de marine, de soldats, d'officiers et de matériel de guerre, que la Russie n'était pas organisée, que l'Angleterre ne consentirait jamais à se battre pour ses alliés, que le

1. *Essais sur l'Allemagne impériale*, Introd., p. IX.

monde entier était prêt à s'incliner, par crainte, devant la puissance allemande?

Persuadé qu'il était invincible et que ses armées ne rencontreraient aucune opposition dans leur marche sur Paris d'abord, sur Varsovie et Saint-Pétersbourg ensuite, le peuple d'Allemagne attendait avec impatience la guerre qui commencerait sa conquête du monde et qui l'enrichirait. Dans son orgueil incommensurable, il répétait volontiers, après Bismarck, le mot célèbre du poète latin : *oderint dum metuant,* et se félicitait d'être haï parce qu'il en concluait que l'on avait peur de lui.

Mais, comme en Allemagne le peuple n'exerce aucune direction, l'on a dû se demander qui était particulièrement responsable de la guerre actuelle.

§ II. — LA RESPONSABILITÉ DE LA CASTE MILITAIRE.

L'accord est général, dans l'empire et au dehors, pour attribuer une grande part de cette responsabilité à la caste militaire et au kronprinz qui s'en est constitué le chef.

Les militaires, d'après certaines personnes, seraient même les seuls auteurs responsables de cette guerre. Les journaux ont publié une interview d'un professeur de l'Académie de Munich où se trouvaient sur ce sujet des considérations intéressantes. Il disait de l'Allemagne, lui, Allemand : « Il n'y a dans ce pays que la violence absolue et systématique, croyez-le bien. Le droit international et le droit civil n'existent qu'en paroles. Il n'y a que l'armée qui compte et, pour plus des deux tiers de la population, c'est cette force qui est le rouage essentiel : Voilà pourquoi règne ce respect superstitieux et soumis qu'on a à l'égard du corps des officiers qui, en Allemagne, ont tous les droits, tous les privilèges, toutes les licences. »

Après avoir dit, qu'en raison de l'état d'esprit de la

caste militaire « les vandalismes de Louvain et autres » ne devaient pas surprendre, il ajoutait : « Le parti militaire, qui est le seul maître de l'Allemagne, a voulu la guerre; or, l'idée du mal qu'il peut infliger aujourd'hui le rend absolument insensible à la crainte du mal qu'il peut souffrir, soyez-en certain. Il ne s'avouera jamais vaincu et trompera son souverain pour aller jusqu'au bout. Il ruinera plutôt le pays que de consentir une paix qui l'annihilerait complètement[1]. »

D'après cet universitaire bavarois, on aurait pu croire que les militaires allemands devaient être considérés comme seuls responsables de la guerre; mais son opinion a été contredite par la solidarité qu'une foule d'autres universitaires des divers États de l'Allemagne se sont plu à établir entre eux et la caste militaire. Dans « l'appel aux nations civilisées » publié[2] par 93 intellectuels et professeurs allemands dont quelques-uns de Munich, non seulement les « vandalismes de Louvain » ne sont pas flétris, mais, tout au contraire, ils sont justifiés et en partie niés, ainsi que les incendies, massacres et autres atrocités dont les troupes allemandes se sont rendues coupables soit individuellement soit par ordre. Les 93 affirmaient même que tout avait été fait conformément à la discipline. Quant aux responsabilités de la caste militaire ils la noyaient dans celle du peuple et du gouvernement, en proclamant la solidarité de la culture allemande et du militarisme. « Il n'est pas vrai, affirmaient-ils, que la luttte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme (notez qu'ils disent militarisme et non puissance militaire) notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. » Ils ne disent ni pourquoi ni par qui cet anéantissement

1. *Petit Journal*, 26 septembre 1914.
2. Voir *Le Temps*, 13 octobre 1914.

aurait été déterminé, mais ils tiennent à ne se séparer ni de la caste militaire ni de la responsabilité que celle-ci pourrait avoir assumée dans l'éclosion de la guerrre, et dans les crimes commis parmi les populations inoffensives.

La vérité est que la caste militaire a été de tout temps, en Allemagne, l'initiatrice de tous les mouvements d'opinion et de tous les actes gouvernementaux ayant pour aboutissement la guerre; mais celle-ci n'aurait pas eu lieu, si l'empereur et ses conseillers politiques ne l'avaient pas également voulue. Dans l'empire germanique rien ne se fait et ne peut se faire que par la volonté de l'empereur. Tant que Guillaume II n'a pas voulu la guerre, il n'y a pas eu de guerre, malgré les criailleries et les menaces des pangermanistes et du parti militaire.

§ III. — CEUX QUI PROTESTAIENT CONTRE LES BRUITS DE GUERRE.

Une seconde question a été discutée, celle de savoir dans quelle mesure la responsabilité de la guerre incombait au peuple allemand. L'opinion publique, dans notre pays, s'est montrée à cet égard très divisée, et pouvait l'être en s'appuyant sur des témoignages d'une indiscutable valeur.

Il n'est point douteux qu'il existait, en Allemagne, une foule de gens, de toutes professions et de toutes conditions sociales, désireux de voir la paix se maintenir entre l'empire germanique et les autres grandes puissances européennes. Parmi les nombreuses personnes interrogées, un an ou deux avant que la guerre éclatât, par M. Georges Bourdon, il ne s'en trouva pas une seule qui ne manifestât le désir de voir écarter tout conflit entre l'Allemagne et la France. Ceux mêmes qui considéraient la guerre comme inévitable affirmaient y

être personnellement hostiles, comme à un événement dont les conséquences seraient terribles.

Le président du Reichstag, M. Johannes Kampf, disait à M. Bourdon [1] : « Je ne suis pas seulement un homme politique; je suis d'abord un industriel. Comme tel, puis-je souhaiter autre chose que la tranquillité, la paix avec tout le monde, d'heureuses relations avec un grand voisin? Or nous sommes, en Allemagne, beaucoup d'industriels. Tous pensent comme moi, et avec eux, la grande masse allemande. La guerre? Mais personne ici ne la croit possible! » Et il affectait de ne tenir aucun compte ni des coteries militaires ni des pangermanistes, répétant et concluant : « Nous ne souhaitons que la paix, et notre empereur n'est pas le dernier à la vouloir avec nous. »

Un autre parlementaire, un libéral, M. von Lizst faisait au même interlocuteur [2] l'aveu singulier qu'en 1911 « personne, à aucun moment, n'avait eu l'idée qu'un conflit pût sortir de la négociation du Maroc »; et il rappelait qu'il avait dit au Reichstag : « Sous quel régime vivons-nous donc pour qu'il soit possible que nous passions près de la guerre sans que le Reichstag ni personne en Allemagne en ait le soupçon. » Puis il ajoutait, faisant allusion à l'incident d'Agadir : « Qu'a voulu le gouvernement? Pourquoi tant d'incidents et de coups de tam-tam, pour revenir en 1911 au point où l'on était arrivé en 1909? Mais vous n'êtes plus, je pense, à croire que l'Allemagne ait une politique? La seule certitude qui nous apparaisse, c'est que nous sommes dirigés à l'aveugle par un gouvernement qui vit au jour le jour, qui n'a ni idée ni plan pour le dehors, non plus que pour le dedans, qui accumule les fautes et, pour les réparer, en accomplit de nouvelles. »

Le prince Hatzteldt, duc de Tachenberg, déclarait [3] :

1. Voir *Le Temps*, *Ibid.*, p. 77.
2. *Ibid.*, p. 85.
3. *Ibid.*, p. 133.

Une guerre serait, aujourd'hui, quelque chose de si ffroyable que je n'y crois pas. » Un financier, M. Gutıann affirmait[1] : « Pour la paix ou la guerre, l'Alleıagne est unanime. Elle veut la paix. » Il disait encore : Il est bien certain que nous voulons la paix avant tout. Ious sommes des hommes d'affaires. » Un autre financier, écrivain de mérite, disait[2] : « La paix seule nous ermettra de développer notre industrie et d'accroître otre richesse nationale. »

Dès que se manifestèrent les premiers prodromes du onflit dont l'assassinat de l'archiduc héritier d'Autriche ıt le point de départ, les socialistes autrichiens et alleıands firent de très bruyantes manifestations contre la uerre. Le 25 juillet, après que l'Autriche-Hongrie eut ıncé son ultimatum à la Serbie, le groupe parlementaire u parti socialiste autrichien adressait aux « Travaileurs, Camarades du parti » un manifeste où il était dit : La paix ne tient plus qu'à un fil, et si ce fil se rompt, i la Serbie ne supporte ni n'accepte les conditions que ıi dicte l'Autriche-Hongrie, ce sera la guerre — la uerre avec ses terreurs et ses misères, avec ses soufances et ses peines ! Et comme ce sont surtout les ıasses qui en portent le fardeau redoutable, l'appel u'on s'apprête à lancer, c'est la vie et le sang du peuple ui serviront d'enjeu.... Nous sommes convaincus que ɔut ce que l'Autriche-Hongrie exige dans l'intérêt du ıaintien de son existence comme État, on pouvait l'obenir, on peut encore l'obtenir par la paix. Nous sommes onvaincus qu'aucune nécessité politique, aucune conidération de prestige de grande puissance ne la conaint, ne l'autorise à abandonner les voies d'une entente acifique. Aussi, comme représentants de la classe uvrière allemande en Autriche, déclarons-nous en son om que nous ne pouvons accepter la responsabilité de

1. Voir *Le Temps*, *Ibid.*, p. 286.
2. *Ibid.*, p. 290.

cette guerre, responsabilité que nous rejetons, ainsi que toutes les conséquences terribles qu'elle peut produire, sur ceux qui ont imaginé, appuyé, accompli la démarche fatale qui nous met en face de la guerre.... »

Dans une réunion tenue à Bruxelles le 29 juillet, le « Bureau socialiste international », après avoir entendu « les délégués de toutes les nations menacées par la guerre mondiale » y compris ceux de l'Allemagne; fit « une obligation aux prolétaires de toutes les nations intéressées, non seulement de poursuivre, mais encore d'intensifier leurs démonstrations contre la guerre, pour la paix et pour le règlement arbitral du conflit austro-serbe ».

Tous les hauts personnages ou bourgeois, tous les conservateurs ou libéraux, tous les radicaux ou démocrates, tous les ouvriers socialistes qui proclamaient leur attachement à la paix, soit avant la menace du conflit, soit au moment où celui-ci se produisit, étaient-ils sincères? Je n'hésite pas à le penser. Car tous pouvaient mettre en balance les énormes progrès réalisés par l'Allemagne pendant quarante-trois ans de paix laborieuse et les risques auxquels une guerre — la plus effroyable sans doute des guerres, car toute l'Europe y serait mêlée — exposerait les progrès obtenus et les richesses acquises, tout en provoquant des pertes d'hommes qui seraient énormes, en raison de l'effroyable puissance atteinte par les engins meurtriers. Oui, sans nul doute, au moment où les uns parlaient dans le calme de leur cabinet, où les autres s'agitaient dans des conciliabules ou des réunions populaires, tous ces hommes étaient sincères.

§ IV. — LE PEUPLE ALLEMAND ET LA GUERRE.

Mais quelle serait la mentalité de ces mêmes hommes, le jour où leur empereur, leurs chefs militaires, leurs fonctionnaires, leurs hobereaux, leurs ligues, associa-

tions et corporations militaristes, proclameraient la nécessité de cette guerre, en promettant des victoires, des conquêtes, des pillages et des milliards d'indemnité, la suppression des concurrences étrangères et l'élévation des salaires qui en résulterait, la satisfaction de toutes les ambitions et de tous les appétits qui couvent au fond du cœur humain, qu'aiguise l'égoïsme naturel à tous les hommes et que surexcitait, depuis un demi-siècle, l'éducation distribuée par les Hohenzollern à leurs peuples?

Les faits ont répondu à cette question : le jour où l'on apprit, à Berlin, la rupture entre l'Autriche et la Serbie, il se produisit de bruyantes manifestations en faveur de la guerre et l'on chanta partout le *Wacht am Rhein* qui indiquait le but réel de cette guerre. Alors, toutes les ambitions et tous les appétits surexcités depuis l'avènement au trône de Guillaume II se donnèrent publiquement libre cours. Et si j'ai noté les déclarations qui avaient été faites en faveur de la paix quand le peuple allemand ne croyait pas que la guerre fût proche, c'est parce que les défaites de l'Allemagne seront, probablement, à une heure donnée, suivies de manifestations par lesquelles le peuple — suivant l'usage de tous les peuples — tentera de rejeter sur ses gouvernants la responsabilité de la guerre.

Dans un article publié au début de la guerre par un grand journal de Paris[1], M. l'abbé Wetterlé, ex-député d'Alsace au Reichstag, écrivait que « la guerre actuelle a été voulue et préparée par le peuple allemand ». Il rappelait tout d'abord qu'au moment où se produisit l'affaire d'Agadir, « si habilement machinée par les pangermanistes », certains journaux d'outre-Rhin reprochèrent à l'empereur d'Allemagne de ne pas nous avoir déclaré la guerre, allèrent jusqu'à le surnommer « Guillaume le lâche » et « menacèrent la dynastie des

1. *Écho de Paris*, 4 août 1914.

colères populaires si l'Empereur devait continuer à capituler devant la Triple-Entente ». Il énumérait les ligues et associations des « hyperpatriotes d'Allemagne » dont « chacune compte de 200 à 300 000 membres recrutés dans l'armée, dans les universités et les collèges, dans le monde du grand commerce et de la grande industrie » et qui, « disposant de fonds considérables, subventionnent et alimentent de correspondances la plupart des journaux de la capitale et de la province, font distribuer des tracts incendiaires, donnent des conférences, organisent des expositions ambulantes, accaparent le personnel enseignant, même les écoles primaires, surveillent les Allemands résidant dans d'autres pays, les groupent et les soutiennent de leurs subsides, publient des guides où sont indiqués non seulement

1. La Ligue pangermaniste (*Alldeutscher Verbund*) fut fondée en 1891, c'est-à-dire après la mise à la retraite de Bismarck et la prise de possession directe du pouvoir par Guillaume II. Elle fut constituée sur le modèle des ligues qui existèrent en Prusse après le désastre d'Iéna ou qui furent instituées au début du règne de Guillaume Ier pour exciter le chauvinisme prussien. Elle revêtit son véritable caractère en 1894 lorsque le Dr Hasse, ami de Guillaume II, en devint le président. Elle déclara alors que « le développement de l'Allemagne est loin d'être terminé par les événements de 1870 et 1871 », que « l'empire allemand est devenu un empire mondial ». Elle prit ensuite une énorme extension, mais les noms de ses membres furent toujours tenus secrets. Elle provoqua autour d'elle la création d'une foule d'autres associations ayant des buts particuliers, mais marchant avec elle vers le but commun qui était « l'empire mondial » réalisé par l'absorption des petits États neutres et d'une partie de la France, de la Russie, voire de l'Angleterre, etc., en même temps que l'expansion de la puissance allemande dans le monde entier. Par la presse, les conférences, etc., l'action de la Ligue et de ses filiales devint très vite fort importante, si importante qu'elle finit par diriger l'opinion publique et inspirer une véritable terreur au gouvernement.

Elle eut des filiales en Autriche parmi les Germains et en usa pour pousser ces derniers contre les autres nationalités de la monarchie de Habsbourg.

l'origine, mais les sentiments nationaux des commerçants et des hôteliers étrangers[1] ».

Il exposait ensuite la théorie sur laquelle reposent les prétentions de ces ligues à faire dominer le monde par l'empire germanique : « Trois millions d'Allemands vivent sous le joug de la Russie, neuf millions sont opprimés en Autriche-Hongrie par des Slaves trois fois plus nombreux, les Flamands, les Hollandais, les Danois, les deux tiers des Suisses sont des Germains. Les Francs qui s'établirent dans les Gaules, se rattachent à la grande race germanique. Les Berbères de l'Atlas, qui ont les cheveux blonds et les yeux bleus, descendent des Wisigoths qui étaient des Germains. Les territoires occupés par tous ces peuples doivent faire retour à la « plus grande Allemagne ». En même temps qu'elles répandaient ces conceptions ambitieuses, en les revêtant d'un vernis scientifique capable de séduire les esprits simples et prédisposés à se laisser convaincre, les ligues, fait justement observer M. Wetterlé, s'efforçaient de « convaincre » la population allemande que « la race germanique est supérieure à toutes les autres et qu'elle doit dominer l'univers », de leur « inspirer le mépris pour le Slave barbare et pour le Latin corrompu », de leur « prouver que la science allemande rayonne d'un éclat incomparable et que toutes les vertus sont spécifiquement allemandes ».

M. Wetterlé notait avec raison que : « constamment répétées, ces folles théories ont fini par pénétrer profondément dans l'esprit des foules. Couramment on les entend exprimer avec une conviction déconcertante et par l'instituteur de village et par l'étudiant des universités. Elles sont devenues la monnaie courante de la vie intellectuelle en Allemagne. Les professeurs en font la base de leur enseignement. »

Les « meilleurs collaborateurs des ligues, disait M. Wetterlé, sont l'industriel et le grand commerçant », et il en donnait la raison : « Il faut de nouveaux débou-

chés à leurs produits. L'Allemagne doit donc s'étendre, s'étirer sur le continent, acquérir de riches colonies, détruire la concurrence étrangère. La lutte pacifique ne lui suffit plus, puisque tous les pays étrangers commencent à se défendre contre ses exportations. Dès lors, il ne reste plus qu'à faire tomber par la force les barrières douanières. On consentira donc à tous les sacrifices pour l'armée, afin que celle-ci arrive à établir sur le monde des affaires l'hégémonie allemande. »

Il faisait observer justement que par l'effet du prosélytisme incessant et ardent des ligues, les idées rappelées ci-dessus « ont pénétré si profondément dans l'esprit des masses que même les socialistes allemands ont fini par les adopter ». Il précisait : « L'ouvrier allemand sait que si l'armée agrandit le territoire de l'empire, et dès lors augmente la clientèle de l'industrie, sa situation sera plus assurée et son travail rémunéré plus largement. Il est donc militariste comme le bougeois. »

Et M. Wetterlé tirait de tous ces faits la conclusion suivante : « C'est donc bien le peuple allemand qui a voulu cette guerre. Préparée de longue main par les intellectuels, qui forment l'état-major du pangermanisme, la poussée formidable est venue d'en bas.... Généraux, professeurs, industriels, commerçants et ouvriers sont également responsables des carnages actuels[1] ».

1. En pleine guerre, au mois de novembre 1914, alors que les dirigeants de l'Allemagne cherchaient à rejeter la responsabilité de la guerre sur la France, l'Angleterre ou la Russie, M. Maximilien Harden écrivait dans le *Zukunft* : « Renonçons à nos misérables efforts pour excuser l'action de l'Allemagne, cessons de déverser de méprisables injures sur l'ennemi. Ce n'est pas contre notre volonté que nous nous sommes jetés dans cette aventure gigantesque. Elle ne nous a pas été imposée par surprise. Nous l'avons voulue, nous devions la vouloir. Nous ne comparaissons pas devant le tribunal de l'Europe ; nous ne reconnaissons pas semblable juridiction.

« Notre force créera une loi nouvelle en Europe. C'est l'Alle-

Tout cela est fort exact; mais l'abbé Wetterlé allait plus loin : il en déduisait l'irresponsabilité de Guillaume II et de son gouvernement dans l'éclosion de la guerre de 1914. Parlant du kaiser, il disait : « Il fut toujours le grand velléitaire, l'homme du premier mouvement tragique, que suivaient immédiatement l'hésitation, la réflexion, la reculade. Il aimait à jouer au soldat; mais il restait, malgré toutes les apparences, le bourgeois cossu, qui entend bien ne pas risquer sa grosse fortune dans une opération aventureuse de bourse. » A propos des circonstances dans lesquelles la guerre surgit, M. Wetterlé disait encore : « La guerre a été voulue et préparée, non pas, comme on paraît le croire en France, par l'Allemagne officielle, mais par le peuple allemand.... Qu'on n'essaie pas d'apitoyer le peuple français en lui montrant une nation d'esclaves conduite à la boucherie par une dynastie démesurément ambitieuse. L'empereur Guillaume eût compromis sa couronne s'il avait résisté à l'entraînement général. L'Allemagne orgueilleuse croyait que le moment était venu d'établir sa domination incontestée sur tout l'univers. » L'abbé Wetterlé ajoutait que l'empereur Guillaume avait tenté, au dernier moment, d'éviter le conflit, mais qu'il était trop tard et que « l'opinion populaire,

magne qui frappe. Quand elle aura conquis de nouveaux domaines pour son génie, alors les prêtres de tous les dieux vanteront la guerre bénie....

« L'Allemagne ne fait pas cette guerre pour punir des coupables ou pour libérer des peuples opprimés et se reposer ensuite dans la conscience de sa magnanimité désintéressée. Elle la fait en raison de la conviction immuable que ses œuvres lui donnent droit à plus de place dans le monde et à de plus larges débouchés pour son activité.

« L'Espagne et les Pays-Bas, la France et l'Angleterre ont saisi, colonisé de grands territoires, les plus fertiles du monde. L'heure de l'Allemagne a maintenant sonné et elle doit prendre sa place de puissance dirigeante dans le monde. »

Voir *Temps*, 20 novembre 1914.

savamment travaillée, fut cette fois plus forte que ses légitimes appréhensions. »

Je me propose d'examiner dans un autre chapitre les circonstances dans lesquelles la guerre fut déclarée et de rechercher les responsabilités encourues à ce moment précis par l'empereur Guillaume, mais celui-ci en avait assumé antérieurement qu'il est impossible de ne pas noter tout de suite.

§ V. — LA RESPONSABILITÉ DE GUILLAUME II.

Lorsque les populations germaniques entendaient les agitateurs pangermanistes leur promettre la domination du monde et les richesses de leurs voisins, elles étaient d'autant plus disposées à écouter ces propos d'une oreille favorable et à désirer la guerre, que leur empereur vantait la gloire des batailles, les profits des conquêtes et leur promettait « l'empire mondial » rêvé par les Ligues [1].

N'est-ce pas encore le gouvernement de Guillaume II qui établit les programmes des écoles, des gymnases, des universités, qui préside à l'instruction de l'enfance et de la jeunesse allemandes? Guillaume II n'est-il point, en conséquence, responsable des idées qui sont

1. M. I. Vergnet dans son livre *La France en danger*, a rappelé quelques phrases caractéristiques des discours de Guillaume II : « Nous avons un grand avenir et je vous conduis à des jours de gloire.... Nous sommes le sel de la terre.... Il n'y a plus que le peuple allemand qui soit appelé à défendre, avant tout, à cultiver, à développer les grandes idées. L'empire allemand est devenu un empire mondial.... Rien ne peut se décider sans l'Allemagne et sans l'empereur allemand.... Notre peuple allemand sera le bloc de granit sur lequel le bon Dieu pourra terminer l'édification de son œuvre de civilisation du monde.... Ils peuvent venir tous, nous sommes prêts!... La poudre sèche, le glaive aiguisé; ne perdons pas notre but, tendons nos forces et bannissons les pessimistes. Hourra pour le peuple allemand en armes! » (Voir Jules Arren, *Guillaume II, ce qu'il dit, ce qu'il pense*.)

répandues par l'enseignement dans toutes les classes sociales de l'empire germanique, de même qu'il est responsable de la formation et de la propagande des innombrables sociétés et ligues qui, depuis une vingtaine d'années surtout, n'ont eu d'autre rôle que de pousser à la guerre contre la France, au nom de la « plus grande Allemagne » et pour la satisfaction des appétits allemands?

M. Wetterlé oubliait tout cela lorsqu'il écrivait que c'était le peuple allemand et non l'Allemagne officielle ou l'empereur Guillaume qui avaient « voulu et préparé la guerre ». Certes, le peuple a sa grande part de responsabilité, mais celle de Guillaume II fut d'autant plus lourde que son autorité était plus absolue.

Guillaume II cependant, avait, comme son peuple, intérêt au maintien de la paix. Jamais peut-être un souverain d'Europe ne se trouva dans une situation comparable à la sienne. Grâce à son aïeul et à Bismarck, il était à la tête de l'empire le plus puissant, le plus prospère, le plus redouté qui ait jamais existé. Passant pour pacifique, il était estimé par les nations voisines. Attaché au développement économique de son empire, il avait fait, pour assurer les progrès de l'industrie, du commerce, de la navigation, de l'agriculture de l'Allemagne de tels efforts, que l'on donnait volontiers son gouvernement en exemple. Ses fautes étaient nombreuses : il avait mécontenté, froissé, blessé tous ses voisins; ses discours étaient plutôt d'un reître du moyen âge que d'un chef d'État moderne, mais on lui pardonnait tout cela parce qu'on le mettait sur le compte de simples excès de tempérament. On lui attribuait, plus que de raison peut-être, la prospérité de l'Allemagne et l'on croyait qu'il avait compris la nécessité de maintenir la paix dans l'intérêt de son empire et pour sa propre gloire. On était allé jusqu'à lui donner le surnom de « Pacifique », en reconnaissance de ce que, pendant les vingt-six années de son règne, il avait su résister aux

passions guerrières de la caste militaire prussienne et aux excitations belliqueuses des pangermanistes.

On avait compté sans l'impulsivité de sa nature, son colossal orgueil et l'absolutisme qui lui fut inculqué par son éducation. On n'avait pas prévu que cette impulsivité, cet orgueil et cet absolutisme le condamnaient à la folie spéciale qui guette tous les autocrates et à laquelle il était d'autant plus exposé que pendant tout son règne il avait jeté l'Allemagne dans le culte de la force jusqu'à lui en faire perdre la raison. Ayant surexcité jusqu'au paroxysme l'esprit de domination, les ambitions et les appétits de ses sujets, il devait fatalement surgir une circonstance dans laquelle il serait contraint de donner satisfaction à toutes les passions populaires provoquées par lui-même, au risque de compromettre sa couronne. Il était prédestiné à subir les effets de la démence que sa propre folie avait déterminée chez son peuple.

Personne, en aucun pays, ne met plus en doute, aujourd'hui, que le conflit austro-serbe ait été autre chose qu'un prétexte saisi par le gouvernement de Guillaume II. Le 24 février 1914, plusieurs mois, par conséquent avant l'assassinat du grand-duc héritier d'Autriche, la *Post* de Berlin publia un article dans lequel la guerre était annoncée en termes d'une admirable précision [1] : « Il y a, disait l'organe conservateur pangermaniste, autour de la vie des peuples des antagonismes qui ne se laissent résoudre que par le glaive. Il n'y a pas d'issue diplomatique honorable à la situation actuelle. Actuellement l'état des choses nous est favorable. La France n'est pas encore prête pour la guerre. L'Angleterre a des difficultés intérieures et coloniales et la Russie recule devant la lutte parce qu'elle craint la révolution intérieure. Faut-il attendre que nos adversaires soient prêts? Ou, au contraire, ne

1. Voir *Écho de Paris,* 2 octobre 1914.

faut-il pas se servir du moment favorable pour décider du sort ? » Cette thèse était, on se le rappelle, celle que soutenaient Bismarck et ses agents diplomatiques en 1875 pour légitimer l'attaque qu'ils préparaient contre la France. Ils voulaient nous surprendre avant que notre armée fût réorganisée et, chose remarquable, ce fut alors la *Post*, organe officieux de M. de Bismarck, qui fit entendre la première le cliquetis des armes germaniques.

Mais, en 1914, si l'Allemagne appréciait exactement la situation militaire de la France dont l'armée avait été négligée depuis la retraite du cabinet Waldeck-Rousseau, elle ne tenait compte ni du soubresaut violent d'orgueil national qui surgirait dans notre pays à la menace d'une attaque dont aucun fait ne pourrait fournir la justification, ni de l'effet que cette attaque injustifiée produirait soit chez les alliés et amis de la France, soit dans le reste du monde. Guillaume renouvelait l'erreur mentale qui avait déterminé Bismarck à tenter ses attaques de 1875 et de 1887; il aurait dû prévoir qu'il n'obtiendrait pas de meilleurs résultats que le chancelier de fer.

Une pareille idée ne vint sans doute pas à l'esprit de ses conseillers, car la *Post* déclarait qu'il faudrait profiter de la première circonstance venue pour « courir la chance d'une guerre et commencer par une hardie offensive ». « Le prétexte, ajoutait-elle, est absolument indifférent. Il ne s'agit pas de cela, mais de notre avenir qui est en jeu. La raison officielle de la guerre n'est jamais qu'une expression de la situation. La tâche de la politique allemande n'est pas de conserver la paix autant qu'il est possible, mais au contraire de préparer la guerre inévitable avec activité et clairvoyance et de la commencer sous les conditions les plus favorables [1]. » Étant donné le caractère officieux du journal,

1. En 1893, dans la seconde édition de son livre populaire *Deutschland und der nächte Kriege*, le général von Bernhardi,

cet article aurait dû être considéré comme un avertissement, il n'en fut rien.

§ VI. — LA FRANCE NE CROYAIT PAS A LA GUERRE.

Ainsi que le fait observer justement M. André Mévil à qui j'ai emprunté la citation qui précède, on ne prêta nulle attention au langage de la *Post*. En France, on croyait généralement à la paix avec une obstination dont on peut juger par les résistances acharnées, irréductibles que les radicaux, les radicaux-socialistes et les socialistes indépendants ou unifiés opposèrent à l'institution du service de trois ans et par les succès qu'obtinrent aux élections genérales de mai 1914, la plupart des candidats qui promirent aux électeurs le retour immédiat au service de deux ans en même temps que le maintien de la paix.

Parmi ceux de nos compatriotes ou de nos hommes politiques qui ont l'habitude de raisonner et que ne dominaient pas les soucis électoraux, beaucoup ne croyaient pas à la possibilité d'une guerre prochaine. Tout en votant la loi militaire réclamée par le gouvernement, en tant que garantie contre un conflit possible, ils pensaient que Guillaume II et ses sujets ne seraient

sachant fort bien que la France ne prendrait jamais l'offensive, disait « ni la France, ni la Russie, ni l'Angleterre n'ont besoin de nous attaquer pour défendre leurs intérêts. Aussi longtemps que nous craindrons de penser à l'attaque, elles prévaudront contre nous par les moyens diplomatiques, comme l'a prouvé le résultat du conflit marocain et comme le prouvera probablement le résultat de la crise balkanique. Si nous voulons nous faire attaquer par nos ennemis, il faut que nous entreprenions une action politique qui, sans attaquer directement la France, lèse ses intérêts et ceux de l'Angleterre, d'une façon assez grave pour que les deux États soient, de leur côté, forcés de nous attaquer. Des possibilités de ce genre se trouvent aisément en Afrique et en Europe. » Il ajoutait : « alors nous aurions des chances que la Russie reste neutre provisoirement ».

pas assez fous pour se lancer dans une aventure dont les esprits clairvoyants, même en Allemagne, ne pouvaient méconnaître les terribles conséquences.

Notre gouvernement commit la faute de ne pas faire connaître alors au public certains documents que le *Livre jaune* du 1er décembre a mis sous ses yeux pour la première fois et dans lesquels, dès le début de 1913, les intentions belliqueuses et les projets militaires de l'Allemagne étaient exposés. En mai 1913, notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon faisait part au ministre des Affaires, M. Pichon, d'une conversation dans laquelle le chef d'état-major allemand, général de Moltke avait déclaré dans un milieu allemand : « Il faut laisser de côté les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur. Lorsque la guerre est devenue nécessaire, il faut la faire en mettant toutes les chances de son côté. Le succès seul la justifie. L'Allemagne ne peut ni ne doit laisser à la Russie le temps de mobiliser car elle serait obligée de maintenir sur sa frontière est une force telle qu'elle se trouverait en situation d'égalité, sinon d'infériorité avec la France. Donc, il faut prévenir notre principal adversaire dès qu'il y aura neuf chances sur dix d'avoir la guerre et la commencer sans attendre pour écraser brutalement toute résistance. » Le 22 novembre 1913, M. Cambon rendant compte d'une conversation qui avait eu lieu entre le kaiser, le roi des Belges et le général de Moltke, disait de Guillaume II : « Il en est venu à penser que la guerre avec la France est inévitable et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre. Il croit naturellement à la supériorité écrasante de l'armée allemande et à son succès certain. » Le général de Moltke de son côté avait dit au roi des Belges : « Cette fois, il faut en finir et votre majesté ne peut se douter de l'enthousiasme irrésistible qui, ce jour-là, entraînera le peuple allemand tout entier. » « Lui aussi, ajoutait M. Cambon, déclara la guerre nécessaire et irrésistible, mais il se

montra plus assuré encore du succès » que Guillaume. Le roi des Belges avait insisté sur les sentiments pacifiques de la France, mais n'avait nullement modifié les sentiments des interlocuteurs et il avait trouvé l'empereur « surmené et irritable ». M. Cambon disait encore : « L'hostilité contre nous s'accentue et l'empereur a cessé d'être partisan de la paix.... L'empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois, et pour lui emprunter une expression qu'il aime à employer, nous devons tenir notre poudre sèche. »

Dans un rapport allemand secret, parvenu à la connaissance de notre ministre de la Guerre en mars 1913, l'état-major allemand examinait les moyens de provoquer des soulèvements en Égypte, en Tunisie, en Algérie, au Maroc et, parlant des États neutres, en particulier de la Belgique et de la Hollande, il posait en principe que les petits États devaient être « contraints de suivre l'Allemagne ou être domptés. »

La révélation de ces documents eût préservé le pays sinon de la guerre, du moins, des discussions interminables et dangereuses pour la paix intérieure que provoqua le projet de loi sur le service de trois ans.

§ VII. — L'ANGLETERRE, LA RUSSIE, ET L'ITALIE NE VOULAIENT PAS LA GUERRE.

J'ai à peine besoin de faire observer que si la France ne croyait pas à la guerre, l'Angleterre et la Russie étaient loin de la désirer. Le gouvernement russe était encore dominé par le souci d'organiser les finances, l'armée et l'administration de l'empire de manière à prévenir le retour des mouvements révolutionnaires qui avaient profondément troublé le pays et de le mettre à l'abri des humiliations qu'il avait subies dans la guerre avec le Japon et lors de l'annexion de la Bosnie-

Herzégovine par l'Autriche. Quant à l'Angleterre elle avait fait, depuis l'avènement des libéraux au pouvoir, des efforts de toute sorte pour maintenir la paix européenne. Nous savons même que malgré ses rapports amicaux avec l'Italie elle n'avait rien tenté en vue de séparer cette dernière de la Triple-Alliance[1]. L'Italie, de son côté, avait intérêt au maintien de la paix européenne, afin de réparer les gros sacrifices financiers qu'elle avait dû faire pour la conquête de la Lybie, et restaurer sa flotte très éprouvée par l'obligation dans laquelle elle s'était trouvée de faire tenir la mer à ses navires pendant toute la durée de la guerre avec la Turquie.

1. Un éminent homme d'État roumain, M. Take Jonesko a publié, au mois de novembre 1914, dans le journal *La Roumanie*, une lettre qui fournit sur ce point un témoignage du plus haut intérêt.

« Le mardi 21 juillet dernier, disait-il, deux jours avant la remise de l'ultimatum autrichien à la Serbie, j'ai eu l'honneur d'être reçu à Londres en une longue audience par sir Edward Grey.

« Je voulais l'amener à venir en aide à l'État albanais... et à mettre un peu plus d'argent à la disposition du prince Guillaume de Wied.

« Je faisais voir à sir Edward le côté européen des difficultés albanaises... et j'ajoutai textuellement : « Je sais qu'il y a des « gens qui se figurent qu'en tolérant l'imbroglio en Albanie, on « peut arriver à un conflit entre l'Autriche et l'Italie, et, par con- « séquent, détacher l'Italie de la Triple-Alliance. Ce serait une « politique à courtes vues parce que dangereuse. »

« Et Sïr Edward Grey, avec l'accent de la plus profonde sincérité — de cette sincérité des hommes d'État anglais qui impose le respect et la confiance — m'interrompit et me dit : « — Mais « je ne veux pas détacher l'Italie de la Triple-Alliance, et je ne « l'ai jamais essayé. J'ai toujours su que, si l'Italie quittait la Tri- « ple-Alliance et passait du côté de la France et de la Russie, le « groupement contraire à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie « deviendrait tellement puissant que la paix de l'Europe, qui ne « repose que sur l'équilibre des forces, serait en danger. Or, ce « que je veux, c'est la paix, et je ne travaille que pour la paix. »

§ VIII. — SEULES L'ALLEMAGNE ET L'AUTRICHE VOULAIENT LA GUERRE.

Seules, en Europe, l'Allemagne et l'Autriche avaient manifesté, depuis quelques années, des intentions belliqueuses qui, à diverses reprises, avaient semé l'inquiétude chez tous les peuples.

Le plan de l'état-major allemand était fort simple : violant les territoires belges et luxembourgeois malgré les traités qui, avec la signature de la Prusse, garantissent leurs neutralités, les meilleures troupes de l'armée allemande traversaient les frontières françaises du nord-est que ne protégeaient aucunes fortifications sérieuses, et se porteraient vers Paris avec une telle rapidité qu'elles y entreraient vers le vingtième jour du conflit. L'occupation de Paris par une armée allemande ferait de notre capitale l'otage, non seulement de la France, mais de la Triple-Entente tout entière. Quant aux autres forces allemandes entrées en France, elles seraient transportées rapidement, par les voies ferrées, sur les frontières orientales de l'empire germanique, au-devant des armées russes dont la concentration est nécessairement rendue très lente par l'insuffisance des voies ferrées et les énormes distances à parcourir dans l'immense empire moscovite. Les armées allemandes qui auraient vaincu la France arriveraient assez à temps dans l'est pour pénétrer en Russie avant que les troupes russes fussent en état de leur résister.

Pendant ce temps, l'Autriche écraserait la Serbie et tiendrait tête aux troupes russes qui tenteraient d'envahir la Galicie.

On ne comptait pas sur l'Italie dont Guillaume II, dans un déjeuner intime, avait dit « l'Italie est une fille », faisant allusion sans doute aux relations amicales que le gouvernement de Rome avait liées depuis 1901

avec la France et antérieurement avec l'Angleterre. Mais on estimait que la crainte des représailles maintiendrait les Italiens dans une neutralité bienveillante d'où résulterait l'entière liberté d'action de l'Autriche.

On considérait, d'autre part, l'Angleterre comme une quantité négligeable pour toutes les opérations militaires terrestres. La puissante armée germanique n'avait que du dédain pour la « misérable petite armée anglaise ». On était, du reste, persuadé que les Anglais n'interviendraient pas.

On pensait donc, à Berlin, que tout se passerait entre l'Allemagne et l'Autriche alliées d'une part, la France, la Russie et la Serbie de l'autre. La Serbie serait vite anéantie. La France serait battue et domptée en vingt jours et la Russie, malgré sa supériorité numérique, ne pourrait pas résister à la formidable attaque dont elle serait l'objet de la part des armées allemandes et autrichiennes réunies, armées déjà surexcitées par les victoires remportées sur les Français et les Serbes.

Afin de faciliter la réalisation de ce plan, le kaiser aurait soin de préparer la mobilisation de ses armées dans le plus grand mystère, tandis qu'il échangerait des propos amicaux avec la France, la Russie et l'Angleterre. Sachant très bien que les nations de la Triple-Entente ne prendraient jamais l'initiative d'un conflit belliqueux, il ne déclancherait la formidable machine de guerre organisée et sans cesse perfectionnée en Allemagne depuis un demi-siècle, que le jour et à l'heure qui lui paraîtraient les plus favorables à la réalisation de ses plans.

Il savait du reste, que la France ne croyait pas à la guerre, que son gouvernement ne songeait qu'aux luttes politiques et religieuses, favorisait l'action dissolvante des socialistes antimilitaristes et des anarchistes révolutionnaires, négligeait l'armée et la marine, n'avait fait aucun préparatif de défense sur les frontières belges et luxembourgeoises, avait déclassé ou délaissé tous les

ouvrages anciens depuis Lille jusqu'à la Meuse et n'avait pris aucune mesure pour mettre le camp retranché de Paris en état de résister, soit à un investissement et à un siège, soit à une attaque brusquée. La Russie, de son côté, n'avait que peu de voies ferrées, procédait à la réorganisation de son armée et vivait sous la menace incessante d'insurrections qu'il serait facile de provoquer.

Près de cinq millions d'Allemands instruits dans le métier de la guerre, étant prêts à se lever au geste que Guillaume ferait du fond de son cabinet, et le moment de ce geste étant à sa discrétion, le kaiser avait quelque droit de penser que les plans préparés et remaniés depuis quarante ans par son état-major étaient d'une réalisation certaine et facile. Les lauriers de Frédéric II le Grand, et de Guillaume Ier le Grand reverdiraient sur la tête de Guillaume II, devenu plus grand encore que tous ses aïeux et l'empire germain mondial ne tarderait point à être fondé.

Dans son infatuation d'enfant gâté et de despote impulsif, Guillaume II n'avait prévu aucun obstacle; il ne supposait pas que rien pût empêcher la réalisation des plans dressés par son caprice impérial et son grand état-major. Et c'est en un coup de tête frisant la démence qu'il décida la guerre.

§ IX. — LES MOTIFS, LES PRÉTEXTES ET LE BUT DE LA GUERRE.

Les raisons véritables pour lesquelles Guillaume II et son peuple ont voulu la guerre qui ensanglante toutes les parties du monde découlent des faits exposés ci-dessus. Elles ont été résumées par le kaiser lui-même, en même temps que les prétextes invoqués pour sa justification, dans un discours à ses troupes où il disait : « Nous combattons pour l'existence de l'Allemagne. Nos ennemis veulent tuer l'Allemagne, mais si nous

sommes vainqueurs — et nous devons être vainqueurs — un nouvel empire, plus magnifique qu'aucun de ceux que le monde ait pu voir, s'élèvera, un nouvel empire romain-allemand qui gouvernera le monde, et le monde sera heureux. » Ces paroles ne faisaient que résumer les innombrables livres, brochures, articles de journaux, manifestes des ligues militaristes et pangermanistes dont l'Allemagne est inondée depuis près d'un demi-siècle et l'enseignement donné dans les écoles, les gymnases ou les universités de l'empire germanique par tous les maîtres et maîtresses qui ont la charge de former l'esprit allemand, de répandre la « kultur » allemande et de créer la mentalité germanique.

Dans cet ensemble de moyens d'éducation se trouve la meilleure réponse à l'assertion de Guillaume II que l'Allemagne « combat pour son existence » et que « ses ennemis veulent la tuer ». Un demi-siècle avant qu'aucun peuple ni aucun gouvernement eût songé à se lever contre l'Allemagne, on enseignait sur tous les points de son territoire, aux enfants, aux jeunes gens, aux adultes et aux vieillards des deux sexes que l'Allemagne était la nation élue du Dieu allemand pour dominer le monde. En admettant que l'Allemagne eût des ennemis désireux de la « tuer », Guillaume II devrait reconnaître, s'il était doué de quelque logique, que ces ennemis auraient été suscités par l'éducation donnée au peuple allemand, par les manifestations incessantes de ses dirigeants et par la proclamation violente de ses ambitions et appétits. Mais la vérité pure est que ces ennemis n'existaient pas huit jours avant la guerre actuelle.

La presse allemande elle-même le reconnaissait implicitement, lorsqu'elle pressait Guillaume II d'attaquer la France, en faisant valoir que notre armée n'était pas prête et que nos divisions politiques nous mettaient

1. Discours publié par l'*Evening News*, sur les indications d'un Allemand. Voir : *Matin*, 4 novembre 1914.

dans l'impossibilité de l'organiser, que l'Angleterre n'avait pas d'armée et que la guerre civile menaçante entre les protestants de l'Ulster et les catholiques de l'Irlande la mettrait dans l'impossibilité d'entrer en scène, que la Russie, en proie aux révolutions, sans organisation militaire, avec des finances en désordre, ne pourrait donner aucune aide à son alliée.

Que tout cela fût vrai ou faux, il en résultait évidemment que ni la France, ni l'Angleterre ni la Russie ne pouvaient être considérées par Guillaume II, son gouvernement, son état-major et son peuple comme menaçantes pour l'Allemagne, comme désireuses de « tuer » l'Allemagne.

La même presse, du reste, ne dissimulait pas que si elle poussait le kaiser à nous attaquer, que si elle l'avait surnommé « Guillaume le lâche » parce qu'il ne nous avait pas déclaré la guerre au moment d'Agadir, c'est parce qu'elle croyait l'heure venue de réaliser les rêves que l'Allemagne entière caressait depuis un demi-siècle. Ces rêves un professeur de Leipzig en avait résumé tous les éléments dans un manifeste intitulé *L'Europe sous la direction de l'Allemagne.* « Victorieuse, dit M. Lavisse[1] qui fit récemment connaître ce mémoire en France, l'Allemagne assurera la paix de l'avenir en instituant une Confédération des États-Unis d'Europe où elle fera entrer d'abord les vaincus et où les autres seront invités à prendre place, « l'Allemagne après cette guerre victorieuse étant de taille à les y contraindre par force ». L'Allemagne seule demeurera en armes; la flotte militaire d'Angleterre sera supprimée, quant aux armées de terre autres que celles de l'Allemagne, elles n'auront plus de raison d'être; pour protéger la Confédération contre tout péril, l'Allemagne suffira; elle sera

1. Discours prononcé le 5 novembre 1914, à la séance de rentrée de la faculté des lettres de l'Université de Paris. (Voir *Temps*, 15 novembre 1914.)

« le centre de gravité militaire ». L'Europe pourra enfin travailler dans la sécurité de la paix, mais non point comme auparavant selon la convenance de chacun, au hasard des volontés particulières; le travail sera « organisé », c'est-à-dire qu'à chacun devra échoir la part de travail qu'il est le plus capable d'accomplir. L'Allemagne discernera les aptitudes et distribuera les tâches. Seule, d'ailleurs, elle possède la science économique et s'entend à manier la richesse; en ce moment la Reichsbank montre sa supériorité sur la banque d'Angleterre et la banque de France; il faudra retirer de Londres le marché monétaire et le transférer à Hambourg tout désigné pour le recevoir. Et l'Allemagne deviendra « le centre de gravité économique ». L'Allemagne ne prétend pas imposer aux peuples sa langue, sa pensée, son esthétique, mais une fois établie « la prédominance » de son *Deutschtum*, les obstacles que « les manifestations particulières des peuples opposent aux progrès de la culture » tomberont. Et l'Allemagne sera « le centre de gravité intellectuel ».

Plus récemment encore, le professeur allemand Ostwald, lauréat du prix Nobel pour la chimie, l'un des agents les plus actifs de la propagande allemande en Suède, disait à un journal de Stockholm[1] : « L'Allemagne, grâce à sa faculté d'organisation, a atteint une étape de civilisation plus élevée que les autres peuples. La guerre un jour les fera participer, sous la forme de cette organisation, à une civilisation plus élevée. Parmi nos ennemis, les Russes en sont encore à la période de la horde, alors que les Français et les Anglais ont atteint le degré de développement cultural que nous-mêmes avons quitté il y a plus de cinquante ans. Cette étape est celle de l'individualisme. Mais au-dessus de cette étape se trouve l'étape de l'organisation. Voilà où en est l'Allemagne aujourd'hui. Vous me demandez

1. Voir, *L'Homme enchaîné*, 26 novembre 1914.

ce que veut l'Allemagne? Eh bien, l'Allemagne veut organiser l'Europe, car l'Europe jusqu'ici n'a pas été organisée. L'Allemagne veut s'engager dans une voie nouvelle pour réaliser l'idée du travail collectif. Comment l'Allemagne se propose-t-elle de réaliser ses projets d'organisation à l'ouest? Elle exigera que les Allemands et les Français soient accueillis dans les deux pays respectifs; qu'on leur permette de travailler et d'acquérir des biens exactement dans les mêmes conditions que les habitants du pays même; à l'est, l'Allemagne créera une confédération d'États, une sorte de confédération baltique, qui comprendrait les États Scandinaves, la Finlande et les provinces baltiques. Finalement on arrachera la Pologne à la Russie et on en fera un nouvel État indépendant. Je crois le moment venu de remanier la carte de l'Europe. » Ce remaniement, en somme entraînerait l'absorption d'une grande partie de l'Europe par l'Allemagne.

Ceux qui seraient tentés de considérer ces programmes comme de simples manifestations d'esprits chimériques, devront se rappeler les déclarations récentes des hommes d'État allemands. M. de Bethmann-Hollweg, chancelier de l'empire germanique, n'a-t-il pas affirmé que l'Allemagne « ne pourrait tirer un profit quelconque d'une annexion du territoire belge sans s'agrandir en même temps aux dépens de la Hollande[1] ». Or, en ce moment même, l'empire germanique administre la Belgique au moyen d'un gouverneur général allemand.

Quant à la Hollande, M. Zimmermann, secrétaire d'État allemand, déclarait plus récemment encore, à un député socialiste hollandais, M. Troelstra, que « son indépendance et son intégrité seraient respectées », mais « qu'en ce qui concerne les relations économiques rien ne peut être dit actuellement ». M. Zimmermann

1. Voir *Livre Blanc* anglais, n° 157.

laissait néanmoins prévoir ce que seraient les relations du royaume néerlandais avec l'empire germanique dans cette phrase : « J'imagine que la guerre amènera un rapprochement économique qui se développera entre divers États, et que la Hollande elle-même pensera que son intérêt sera de s'y associer. » Il ajoutait du reste que « tout ce qui serait fait se ferait d'une manière amicale ».

Ce langage rappelle singulièrement celui des professeurs von Liszt et Otswald et permet de se demander si les projets exposés par ces derniers ne furent pas dictés par le gouvernement de Guillaume II. L'interlocuteur de M. Zimmermann s'est chargé de faire lui-même une réponse topique à cette question. Dans une lettre adressée à la fin du mois de novembre 1914, au *Volk*, organe du parti socialiste hollandais, M. Troelstra affirma[1] que : « les déclarations de M. Zimmermann, au sujet d'un rapprochement économique entre différents pays dont la Hollande aurait fait volontairement partie n'étaient que la confirmation officielle des désirs des classes dirigeantes avoisinant le chancelier de l'empire ». Il cite la brochure du professeur von Liszt comme contenant l'expression en quelque sorte officielle de ces idées que « professent les éléments dits modérés autour du chancelier et qui ont la confiance du kaiser et aussi la sympathie de la Marine, puisque des hommes politiques et des publicistes en rapport avec le ministère de la marine propagent les mêmes idées ». M. Troelstra ajoutait que « M. Lizst avait laissé de côté la question de savoir si la France y serait comprise, mais un homme politique en vue n'hésite pas à affirmer que la France et la Belgique devraient s'y joindre ». Quant à la Belgique, « on l'annexerait ou on la mettrait sous l'influence de la Hollande.... La fédération comprendrait également les pays scandinaves et

1. Voir *Le Temps* du 2 décembre 1914.

toute la côte de la mer du Nord serait ainsi placée sous l'influence de la Hollande. » Il faut ajouter que si le professeur Ostwald a développé ces idées en Suède et en Norvège, c'était dans l'espoir de les faire accepter par ces pays et que M. Troelstra représente le parti allemand parmi les socialistes hollandais.

Tout cela est encore éclairé par la littérature qui, depuis quarante ans, affirme le *devoir* pour l'empire germanique d'absorber les peuples de race germanique qu'étaient les Belges, les Hollandais, les Danois, les Suédois et les Norvégiens. Toute cette littérature, avec les cartes qui l'accompagnaient, indique nettement, parmi les raisons réelles de la guerre voulue par Guillaume II et ses sujets, la volonté de soumettre à l'empire germanique tous les neutres du nord et de l'ouest de l'Europe, sous le prétexte qu'ils sont Germains. La Suisse subirait sans aucun doute le même sort sous le même prétexte.

Il est permis de déduire de ces faits que si l'Allemagne viola le territoire de la Belgique malgré le risque de voir l'Angleterre entrer en scène, c'est qu'elle tenait à soumettre les Belges à sa domination. Elle n'ignorait pas, en effet, que la Belgique se défendrait contre ses envahisseurs quels qu'ils fussent, car elle avait, dans ce but, créé une armée et fortifié ses frontières. Pour attaquer la Belgique il lui fallait un prétexte : Elle le trouva dans une prétendue nécessité militaire qui, en réalité, n'existait pas, car l'invasion de la Belgique par l'armée allemande a été la première cause de l'échec des plans de l'état-major de Berlin. Il ne faut pas oublier que le même état-major avait également prévu la violation du territoire neutre de la Suisse. Si cette dernière ne s'est pas produite, il n'en faut peut-être pas chercher la cause ailleurs que dans les résistances de la Belgique et les échecs de l'Autriche.

Il n'y a pas d'école allemande où ne circulent des cartes dans lesquelles toutes les parties de la France

peuplées jadis par les Francs sont portées comme possessions de l'empire germanique. Le général von Bernhardi écrivait en 1913 [1] : « Il faut que la France soit terrassée de façon qu'elle ne puisse plus jamais s'opposer à nous.... Ce serait une guerre au couteau que nous aurions à faire à la France, une guerre qui détruirait à jamais la situation de grande puissance de la France. Si la France, malgré la diminution de sa population, ose engager une pareille lutte, elle doit se préparer à être rayée du nombre des puissances qui ont le droit de parler dans le concert européen et à être soumise définitivement à une dépendance politique. »

M. Clemenceau [2], ancien président du conseil des ministres, a publié le récit d'une conversation « qu'un grand banquier d'une des villes les plus importantes du Nord » eut avec S. E. von Bernstorf, ambassadeur d'Allemagne aux États-Unis et que recueillit un de ses amis d'Amérique, occupant lui-même une position distinguée dans le monde diplomatique » ce qui, dit M. Clemenceau, « m'interdit d'élever un doute sur l'exactitude des informations ».

« Cette guerre, écrit à M. Clemenceau le diplomate en question, est abominable. Elle ne peut pas se pardonner. Il n'est que trop manifeste qu'elle n'a d'autre raison d'être que l'ambition conquérante de Guillaume II et surtout peut-être de son entourage.... Défendez-vous jusqu'à la fin. car il faut bien que je le reconnaisse : la vie de la France, voilà pourquoi vous combattez. » Et ce diplomate qui — détail caractéristique, est un admirateur de Guillaume II, — racontait la conversation ci-dessous qu'eut un « richard de Berlin », dans le fumoir d'un casino américain, avec l'ambassadeur von Bernstorf : « Eh bien, Excellence, qu'est-ce que le kaiser va prendre à la France quand

1. *Deutschland und der nächte Kriege*. 2e édit.
2. Voir *L'Homme enchaîné*, 13 octobre 1914.

nous serons vainqueurs? » demanda le « richard berlinois ». Et l'ambassadeur répondit, « s'aidant de ses doigts pour n'oublier aucun article de la somptueuse addition :

« 1° Toutes les colonies françaises, sans exception, même le Maroc complet, et l'Algérie, et aussi la Tunisie.

« 2° Tout le pays compris depuis Saint-Valéry, en ligne droite jusqu'à Lyon, soit plus d'un quart de la France : plus de quinze millions d'habitants.

« 3° Une indemnité de dix milliards.

« 4° Un traité de commerce permettant aux marchandises allemandes d'entrer en France sans payer aucun droit, pendant vingt-cinq ans, *sans réciprocité* : après quoi la continuation du traité de Francfort.

« 5° Promesse de la suppression, en France, du recrutement pendant vingt-cinq ans.

« 6° Démolition de toutes les forteresses françaises.

« 7° Remise par la France de trois millions de fusils, trois mille canons et quarante mille chevaux;

« 8° Droits de patente des brevets allemands, *sans réciprocité*, pendant vingt-cinq ans;

« 9° Abandon par la France de la Russie et de l'Angleterre.

« 10° Traité d'alliance de vingt-cinq ans avec l'Allemagne. »

M. Clemenceau ajoutait : « Voici d'une façon littérale, conclut mon correspondant, ce que le comte von Bernstorf a appelé les « *dix commandements allemands* ». Quant aux deux autres alliés, il a dit après cela : « l'Allemagne achètera la Russie et *finira* l'Angleterre. « Alors « l'Angleterre trahie se retournera contre la Russie, et « toutes les deux nous appelleront à leur secours. *Il faut « réduire la France, la couler pour jamais, en faire une nation « comme le Portugal ou la Turquie — même si nous devons « tuer cinq millions de Français.* »

L'ambassadeur von Bernstorf étant devenu célèbre

aux États-Unis par l'intempérance de son langage et la violence de ses sentiments, il n'est guère permis de douter qu'il ait tenu les propos transmis à M. Clemenceau. On peut les expliquer par le désir qu'il avait de bien convaincre son auditoire que, la France étant condamnée, il n'y avait pas lieu de s'intéresser à elle. Mais ses rodomontades sont confirmées par la conduite de Guilllaume II. L'obstination qu'il a mise à contraindre ses troupes de marcher vers Dunkerque et Calais, même au prix d'énormes sacrifices en hommes et en officiers, témoigne du prix qu'il attachait à la prise de possession de nos ports de la Manche. Il n'est point douteux que si l'Allemagne avait été victorieuse, elle les aurait conservés pour compléter sa province belge.

Par là Guillaume a montré aussi la nature de ses sentiments à l'égard de l'Angleterre. Ceux-ci étaient traduits, quotidiennement, depuis plusieurs années, dans la presse allemande, dans les termes les plus violents. Ils n'étaient ignorés ni du gouvernement ni du peuple de la Grande-Bretagne.

En 1910, un socialiste anglais M. Blatchford annonçait à ses compatriotes, dans un petit livre sur le *Danger allemand*, qu'avant cinq ans l'Allemagne ferait la guerre à l'Angleterre et il en donnait les motifs : « La population de l'Allemagne, disait-il, s'accroît rapidement. L'Allemagne a besoin de colonies. L'Angleterre a pris toutes les colonies qui en valaient la peine. Elle tient l'Inde, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Égypte et toutes les parties les plus désirables de l'Afrique. L'Allemagne a soif de commerce et d'influence dans les mers extérieures; l'Angleterre tient les forteresses, les stations de charbon à travers tout le globe : Gibraltar, Malte, Chypre, Suez. L'Allemagne éprouve le besoin de ports plus nombreux et d'un littoral maritime plus étendu. » Et M. Blatchford en déduisait que l'Allemagne ferait la guerre à l'Angleterre pour s'emparer des colonies et des ports qu'elle convoitait.

Il n'est pas inutile de rappeler que Guillaume II avait déjà tenté d'opérer un rapprochement de son empire avec la France, en vue de combattre l'Angleterre. La France n'ayant pas consenti à trahir l'amitié qui déjà la liait à la Grande-Bretagne, l'Allemagne attaquerait d'abord la France et lui prendrait ses ports du Nord, en même temps que ceux de la Belgique. Elle pourrait ainsi tout d'abord rivaliser sur mer avec l'Angleterre; plus tard elle lui ferait subir le même sort qu'à la France. On éditait à Berlin des cartes géographiques dans lesquelles toute la partie de l'Angleterre qui a été peuplée par des Saxons figurait dans le protectorat de l'empire germanique.

Enfin, parmi les raisons réelles de la guerre, il faut noter la crainte que la puissance croissante de la Russie inspirait à l'Allemagne. Cette crainte date en Allemagne d'une époque reculée. Frédéric II ne redoutait rien tant que l'invasion des « hordes indisciplinées[1] » de la Russie et il n'avait pas tort, car, en 1760, sous le règne d'Élisabeth Pétrovna, il vit les Russes entrer dans Berlin, piller les caisses de l'État et les arsenaux, détruire les fabriques de poudre, puis s'emparer de la Poméranie. Peut-être auraient-ils absorbé la Prusse elle-même, si Élisabeth n'était pas morte au cours des succès de ses troupes, car elle avait pour le roi de Prusse une haine violente.

Bismarck redoutait les Slaves au point qu'en 1872, il empêcha l'empereur François-Joseph d'accorder à son empire le régime trialiste réclamé par les Slaves d'Autriche-Hongrie et qui les aurait attachés à la monarchie des Habsbourg en leur attribuant une part dans la discussion de la politique et des affaires. Le successeur immédiat de Bismarck, le chancelier Caprivi, redoutait aussi la puissance slave. En 1893, devant la commission du budget du Reichstag, il laissait percer ses inquié-

1. Voir Rambaud, *Histoire de la Russie*, p. 443.

tudes dans les déclarations que voici[1] : « La Russie est en voie de développement. Ce pays est bien éloigné d'avoir atteint son point culminant aux points de vue économique et militaire. Grâce à ses ressources en céréales, charbon, etc., il peut devenir, au point de vue économique, l'État le plus indépendant, et, au point de vue militaire, l'État le plus puissant de toute l'Europe. » Enfin, dans les discours rappelés plus haut du chancelier actuel, M. de Bethmann-Hollweg, il faut relever la phrase : « Le tsar mettra toujours sur pied plus de soldats que nous. »

Prononcées à la suite de la guerre des Balkans, ces paroles indiquent l'inquiétude que les succès obtenus par les Slaves des Balkans contre les Turcs, dans cette guerre, avaient provoquée dans l'esprit des hommes d'État allemands. La Turquie vaincue et les Slaves vainqueurs, c'était l'influence du slavisme substituée à celle du germanisme dans le sud-est de l'Europe. Effrayé par cet événement, Guillaume II eut sans doute la pensée qu'il arrêterait par une guerre les progrès de la Russie et du slavisme. Et s'il avança l'heure de cette guerre, c'est, de l'avis de tous les militaires informés, parce qu'il voyait la Russie réorganiser son armée et construire des voies ferrées stratégiques avec une activité telle que dans deux ou trois ans elle eût été inattaquable.

D'après M. Bernstorf, l'Allemagne victorieuse aurait « acheté la Russie ». En faut-il déduire que Guillaume II et ses pangermanistes considéraient la conscience russe comme une quantité négligeable? On a cité cette opinion de l'historien allemand Mommsen : « Quelle erreur de s'intéresser à la race slave. Mais c'est une race inférieure, incapable d'une haute culture; les Slaves ne se développeront que dans la mesure où ils accepteront notre civilisation germanique[2]. » On serait tenté de

1. G. Bourdon, *L'Énigme allemande*, p. 435.
2. Voir Georges Blondel, *Les Embarras de l'Allemagne*, p. 238.

croire que Guillaume II partageait l'opinion de cet historien pangermaniste, lorsque l'on constate l'insolence avec laquelle il traita le gouvernement de Saint-Pétersbourg en 1909, celle, plus grande encore, qu'il apporta dans ses relations personnelles avec le tsar Nicolas II au mois de juillet 1914 et la désinvolture avec laquelle il déclara la guerre à la Russie.

§ X. — GERMANISME ET SLAVISME.

En obligeant la Russie à prendre les armes — et l'on verra plus bas que c'est lui personnellement qui l'y a contrainte, — Guillaume II a posé la question la plus grave de toutes celles qui intéressaient l'avenir de l'empire germanique, celle de la lutte séculaire du slavisme et du germanisme, et il a posé cette question dans les conditions les plus défavorables au germanisme qu'il soit possible d'imaginer, puisque du côté des Slaves se trouvaient d'avance, en raison de leurs alliances ou ententes, la France et l'Angleterre.

Les Slaves seuls représentent, aujourd'hui, en Europe, une masse de population très supérieure à celle des Germains. En face des 62 millions de Germains que compte l'empire allemand et des 12 millions de Germains de l'Autriche, soit au total 74 millions d'individus appartenant à la race germanique, la Russie dresse ses 160 millions de Slaves ou d'individus étroitement unis aux Slaves sous le gouvernement de Pétrograd. Il faut ajouter que les Slaves se multipliant plus vite que les Germains, l'énorme différence qui existe entre les deux groupes de populations ira sans cesse en s'accroissant dans l'avenir. « La différence, a dit M. E. Théry, qui sépare déjà la race saxonne de la race slave (212 Russes pour 100 Allemands) est trop grande et l'excédent des naissances et des décès (moyenne des douze dernières années : Allemagne, 14 pour 1 000 habitants; Russie, 30 pour 1 000 habitants) est trop en faveur de cette dernière pour que l'Allemagne puisse jamais espérer rega-

gner le terrain perdu. Elle est déjà dominée par le nombre, et cette domination deviendra plus impérieuse et plus redoutable pour son existence nationale au fur et à mesure que la Russie — dont la population européenne doublera en moins de trente années, — développera son outillage économique, perfectionnera ses moyens de transports, augmentera ses armements et deviendra par cela même, la plus formidable puissance politique et militaire du monde. »

En déclarant la guerre à la Russie, parce que celle-ci prenait la défense de l'indépendance de la Serbie, Guillaume II a ouvert la lutte non seulement entre les Germains de son empire et les Slaves de l'empire moscovite, mais aussi entre les Germains de l'Autriche et les Slaves soumis à la monarchie des Habsbourg. Or, il existe, en Autriche-Hongrie, 24 millions de Slaves Tchèques, Croates, Serbes, etc., etc., qui, depuis des siècles, sont en rébellion plus ou moins ouverte contre les 12 millions de Germains de la Haute et Basse-Autriche et contre les Magyars de la Hongrie. Que feront tous ces Slaves le jour où les armées de François-Joseph auront été définitivement battues par les Russes? Que feront, à ce même moment, les Polonais, les Roumains, les Italiens que la monarchie des Habsbourg traite en peuples conquis et méprisés ? L'empereur Guillaume n'a-t-il pas vu que la question slave tout entière était posée par sa déclaration de guerre à la Russie et que sa solution serait la ruine complète des Germains si les armées germaniques n'étaient pas victorieuses à la fois contre la Russie, contre la France et contre l'Angleterre?

Enfin, le jour où Guillaume II entraîna la Turquie dans *sa* guerre, il ne se rendit pas compte qu'il grossissait le nombre des ennemis du germanisme en semant l'inquiétude chez tous les peuples des Balkans où les Slaves sont en majorité. L'Allemagne, l'Autriche et la Turquie victorieuses, tous ces Slaves, ainsi que les Roumains et les Grecs ne seraient-ils pas frustrés du

profit de leurs victoires antérieures sur les Turcs et condamnés à retomber sous le joug du sultan en même temps que sous la domination de l'Autriche et de l'Allemagne?

La raison suprême de la guerre ne peut en somme être cherchée que dans la folie mégalomane dont Guillaume II était atteint et qu'il avait communiquée à son peuple.

Quant aux prétextes par lesquels il a prétendu justifier sa conduite, ils ne sauraient résister au moindre examen critique. Ni la Russie, ni la France, ni l'Angleterre ne voulaient la guerre; elles en avaient donné une preuve dès 1898 au congrès de la Haye, en acceptant les propositions de limitation des armements du tsar — propositions repoussées par l'Allemagne et l'Autriche; elles en donnèrent une nouvelle preuve à la fin du mois de juillet 1914, ainsi que les documents diplomatiques le démontrent d'une manière irréfutable. L'Autriche elle-même montra au dernier moment qu'elle était disposée à éviter la guerre. L'Allemagne seule la voulait, c'est l'Allemagne qui en est responsable au plus haut degré et la plus lourde part de responsabilité doit être attribuée à son empereur parce que c'est lui qui, dans son omnipotence, a dirigé, pendant vingt-six ans, l'éducation de son peuple de telle sorte qu'une guerre européenne avait été rendue inévitable.

Le conflit diplomatique entre l'Autriche et la Serbie, d'où cette abominable guerre devait sortir ne fut qu'un prétexte : on en aura la preuve incontestable par la lecture des documents diplomatiques.

CHAPITRE V

LES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES ET LES RESPONSABILITÉS DE LA DÉCLARATION DE GUERRE

§ I. — L'AUTRICHE ET LA SERBIE.

Le prétexte invoqué par le gouvernement austro-hongrois pour ouvrir le conflit entre l'Autriche et la Serbie d'où devait sortir la conflagration générale de l'Europe, fut l'assassinat de l'archiduc héritier François-Ferdinand et de sa femme.

L'assassin était un Serbe, sujet austro-hongrois; le crime avait été commis, le 28 juin 1914, à Sarajevo, capitale de la Bosnie qui est peuplée par des Serbes et qui fut annexée par l'Autriche, en 1909, malgré les protestations des populations bosniaques et du gouvernement de la Serbie. L'assassinat de l'archiduc était un de ces crimes politiques auxquels s'exposent les conquérants et les oppresseurs, que commettent des individus exaltés et qui traduisent — il faut bien le reconnaître — l'hostilité des populations opprimées, sans que celles-ci en puissent être rendues responsables. Si le gouvernement austro-hongrois n'avait pas eu d'autre souci que d'obtenir la punition des coupables et des garanties contre de nouveaux attentats, aucun conflit international n'aurait pu naître de l'assassinat de l'archiduc et

de sa femme[1]. Mais les conférences diplomatiques qui eurent lieu pendant le mois de juillet et certaines révélations faites depuis le début de la guerre prouvent que les intentions de l'Autriche dépassaient les limites d'une action judiciaire.

Une année avant le crime de Sarajevo, le gouvernement de François-Joseph avait tenté d'ouvrir un conflit belliqueux avec la Serbie et d'y entraîner l'Italie et l'Allemagne. Ce fait fut révélé à la tribune de la Chambre italienne des députés le 6 décembre 1914 par un ancien président du conseil, M. Giolitti.

Au cours de la seconde guerre balkanique, le 9 août 1913, alors qu'il était à la tête du gouvernement italien, le ministre des Affaires étrangères, M. di San Giuliano, lui télégraphia : « L'Autriche nous fait con-

1. Le *Livre Bleu* serbe, distribué au Parlement en décembre, contient la déclaration suivante, faite au gouvernement austro-hongrois dès le 29 juin par le représentant de la Serbie à Vienne : « Le gouvernement royal serbe réprouve de toutes ses forces l'attentat de Sarajevo et, de son côté, il donne l'assurance qu'il fera loyalement tout ce qui est nécessaire pour empêcher que se produise sur son territoire une agitation ou une action pouvant nuire à ses relations, déjà si délicates, avec l'Autriche-Hongrie. *Je pense que mon gouvernement est prêt à remettre à la justice tout complice s'il est prouvé qu'il s'en trouve en Serbie.* »

M. Pachitch prévient les représentants de la Serbie à l'étranger; il se refuse à croire que l'on puisse rejeter sur le peuple serbe la responsabilité d'un crime politique commis par un sujet austro-hongrois.

L'instruction de l'attentat se poursuit, sans que le gouvernement serbe soit informé de ses résultats, ni du parti que la monarchie austro-hongroise compte en tirer. La *Nouvelle Presse Libre* seule l'éclaire : « *Nous ne pouvons*, écrit-elle, *terminer notre affaire avec la Serbie que par une guerre.* »

Le 20 juillet, M. Jovanovitch, représentant de la Serbie à Vienne, télégraphie qu'il lui est toujours impossible d'être fixé sur les intentions réelles du gouvernement autrichien. Il redoute la guerre, l'opinion austro-hongroise estimant que la Serbie, épuisée par ses deux dernières campagnes, n'opposera pas une longue résistance.

naître ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie, et elle déclare qu'une telle action de sa part ne peut être considérée que comme défensive. Elle espère faire jouer le *casus fœderis* de la Triple-Alliance que je juge inapplicable en la circonstance. Je cherche à combiner nos efforts avec ceux de l'Allemagne en vue d'empêcher une telle action de la part de l'Autriche, mais il serait nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive. Nous ne croyons donc pas qu'il existe de *casus fœderis*. »

La prétention de l'Autriche à se poser comme menacée par la Serbie était d'autant plus singulière que si la Bulgarie avait rouvert la guerre contre les alliés Serbes, Grecs et Monténégrins, c'était à l'instigation de l'Autriche.

L'Italie refusa de se laisser entraîner dans cette aventure; l'Allemagne, qui était en train d'augmenter son armée agit de la même façon, et l'affaire n'eut pas de suite. L'heure de Guillaume II n'avait pas encore sonné.

Lorsque survint l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand, l'empereur François-Joseph reprit l'exécution de son projet avec, cette fois, la complicité manifeste de l'Allemagne. Dès les premiers jours de juillet, les journaux de Vienne et de Berlin ouvrirent une violente campagne contre la Serbie. Le 2 juillet, notre ambassadeur à Vienne télégraphiait au ministre des Affaires étrangères de France que le gouvernement austro-hongrois se proposait de réclamer de la Serbie une enquête « dans des conditions intolérables pour sa dignité », qu'elle serait obligée de repousser et d'où sortirait « le grief permettant de procéder à une exécution militaire[1] ». Le 6 juillet le représentant de l'Autriche-

1. *Livre Jaune* français, n° 8.

Hongrie à Saint-Pétersbourg laissait entendre au ministre des Affaires étrangères russe que son gouvernement « serait peut-être obligé de rechercher sur le territoire serbe les instigateurs de l'attentat de Sarajevo, ce qui amenait M. Sazonow à lui donner des conseils de prudence[1]. Le 15 juillet notre ambassadeur à Vienne signale la violence des attaques de la presse autrichienne et les provocations à la guerre. La *Militærische Rundschau* déclarait : « L'instant nous est encore favorable.... Actuellement c'est à nous qu'appartient l'initiative. La Russie n'est pas prête. Les facteurs moraux et le bon droit sont pour nous, de même que la force. » La *Neue Freie Presse* réclamait « une guerre au couteau contre le panserbisme » et, « au nom de l'humanité, l'extermination de la maudite race serbe ». Un document consulaire transmis à notre gouvernement le 20 juillet disait[2] : « Ce qui paraît certain c'est qu'on cherche à provoquer le refus de la Serbie. Il y a ici (à Vienne) et pareillement à Berlin, un clan qui accepte l'idée du conflit à dimensions généralisées, en d'autres termes la conflagration. L'idée directrice est probablement qu'il faudrait marcher avant que la Russie ait terminé ses grands perfectionnements de l'armée et des voies ferrées, et avant que la France ait mis au point son organisation militaire. » Le 21 juillet, M. Jules Cambon, notre ambassadeur à Berlin, télégraphiait à Paris que l'Allemagne procédait aux « avis préliminaires de mobilisation[3] ».

Cependant, afin d'endormir les inquiétudes qui commençaient à naître et que traduisaient les Bourses de Berlin et de Vienne, les gouvernements germaniques affectaient la plus grande tranquillité. On parlait bien d'une note qui allait être remise par le gouvernement

1. *Livre Jaune* français, n° 10.
2. *Ibid.*, n° 14.
3. *Ibid.*, n° 15.

austro-hongrois à la Serbie, mais, à Berlin, le ministre des Affaires étrangères déclarait ne pas en connaître la nature et, à Vienne, on disait à notre ambassadeur que « le ton et les demandes formulées permettaient de compter sur un dénouement pacifique ».

§ II. — L'ULTIMATUM DE L'AUTRICHE A LA SERBIE.

Le 23 juillet, le gouvernement austro-hongrois faisait remettre à celui de Serbie une note qui fut considérée par tous les gouvernements et tous les journaux comme un véritable ultimatum, et un ultimatum rédigé de telle sorte que la Serbie se trouvât dans l'impossibilité de l'accepter.

La note autrichienne rappelait d'abord que le 31 mars 1909 le gouvernement serbe avait fait la déclation suivante :

« La Serbie reconnaît que, par le fait accompli vis-à-vis de la Bosnie, elle n'est pas atteinte dans ses droits et qu'elle se conformera, par conséquent, aux décisions que les puissances prendront, conformément à l'article 25 du traité de Berlin.

« En même temps que la Serbie se range aux conseils des grandes puissances, elle s'engage à renoncer à l'attitude de protestation et d'opposition qu'elle a adoptée depuis octobre dernier ; elle s'engage d'autre part à modifier sa direction vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie et à vivre à l'avenir avec celle-ci en bonnes relations de voisinage. »

La note ajoutait que l'histoire des dernières années et en particulier les douloureux événements du 28 juin dernier avaient démontré l'existence en Serbie d'un mouvement ayant pour but de détacher certaines parties de l'Autriche-Hongrie de la monarchie, et que les assassins du 28 juin reçurent les armes et les bombes dont ils étaient munis, d'officiers et de fonctionnaires apparte-

à la Narodna Obrana; et, enfin, que l'envoi des assassins et de leurs armes en Bosnie fut organisé et réalisé par les autorités de la frontière serbe.

Le gouvernement austro-hongrois avait le devoir de mettre un terme à ces agissements. Il exigeait que le gouvernement serbe fît publier en première page de son *Journal Officiel* du 29-13 juillet la déclaration suivante :

« Le gouvernement royal de Serbie condamne la propagande dirigée contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des menées qui ont pour but de détacher de la monarchie austro-hongroise des territoires qui lui appartiennent, et il regrette très sincèrement les conséquences funestes de ces menées criminelles.

« Le gouvernement royal serbe regrette que des officiers et des fonctionnaires serbes aient pris part à cette propagande et aient ainsi compromis les relations de bon voisinage amical que le gouvernement royal serbe s'était solennellement engagé à observer dans sa déclaration du 31 mars 1909.

« Le gouvernement royal, qui désapprouve et rejette toute tentative d'immixion dans les destinées des populations de quelque partie de l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère comme son devoir d'aviser de la façon la plus catégorique les officiers et fonctionnaires ainsi que la population tout entière du royaume, qu'il agira avec la plus grande sévérité à l'avenir contre toutes personnes qui se rendraient coupables de pareils agissements et qu'il s'emploiera de toutes ses forces à les prévenir et à les réprimer. »

Cette déclaration devait être portée à la connaissance de l'armée royale par un ordre du jour de Sa Majesté le roi et publiée dans l'organe officiel de l'armée. Le gouvernement royal serbe devait s'engager d'autre part :

1° A supprimer toute publication qui exciterait à la haine et au mépris de la monarchie et dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de celle-ci :

2° A procéder à la dissolution immédiate de l'association dite « Narodna-Obrana », à confisquer tous les instruments de propagande de cette association et à agir de la même façon contre les autres sociétés et associations serbes qui s'adonnent à la propagande contre l'Autriche-Hongrie.

Le gouvernement royal prendra les mesures nécessaires pour que les sociétés dissoutes ne puissent pas continuer leur activité sous un autre nom et sous une autre forme;

3° A éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie, tant en ce qui concerne le corps enseignant que les méthodes d'enseignement, tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie;

4° A éloigner du service militaire et de l'administration en général tous les officiers et fonctionnaires coupables de propagande contre la monarchie austro-hongroise : le gouvernement austro-hongrois se réserve de communiquer leurs noms au gouvernement royal et de signaler les faits qui leur sont reprochés;

5° A accepter la collaboration en Serbie des organes du gouvernement austro-hongrois dans la suppression du mouvement subversif dirigé contre l'intégrité territoriale de la monarchie;

6° A ouvrir une enquête judiciaire contre les partisans du complot du 28 juin se trouvant sur le territoire serbe; des « organes » délégués par le gouvernement austro-hongrois prendront part aux recherches y relatives;

7° A procéder d'urgence à l'arrestation du commandant Voija Tankosic et du nommé Milan Ciganovic, employé de l'État serbe, que les résultats de l'instruction de Sarajevo indiquent comme étant compromis dans l'attentat du 28 juin;

8° A empêcher par des mesures efficaces le concours des autorités serbes dans le trafic illicite des armes et

explosifs à travers la frontière, à licencier et à punir sévèrement les fonctionnaires de service à la frontière à Shabatz et à Loznica, coupables d'avoir aidé les auteurs du crime de Sarajevo, en leur facilitant le passage de la frontière;

9° A donner au gouvernement austro-hongrois des explications sur les propos injustifiables de hauts fonctionnaires serbes, tant en Serbie qu'à l'étranger, qui, malgré leur position officielle, n'ont pas hésité, après l'attentat du 28 juin, à s'exprimer dans des interviews d'une manière hostile envers la monarchie austro-hongroise;

10° Enfin, à avertir sans retard le gouvernement austro-hongrois de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents.

Un mémoire concernant les résultats de l'instruction de Sarajevo à l'égard des fonctionnaires mentionnés aux paragraphes 7 et 8 est annexé à cette note.

Le gouvernement austro-hongrois attend la réponse du gouvernement royal au plus tard jusqu'au samedi 25 de ce mois, à six heures du soir.

Cette note fut remise le 23 juillet à 6 h. 30 du soir, par le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade au gouvernement serbe.

Le gouvernement austro-hongrois adressait, en même temps, à ses ambassadeurs en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Italie, en Russie et en Turquie une circulaire dans laquelle, après avoir rappelé les engagements pris par la Serbie en 1909, il s'efforçait d'établir qu'ils n'avaient pas été tenus, que la Serbie avait encouragé tous les mouvements dirigés contre l'Autriche-Hongrie et était devenue le foyer d'une agitation criminelle.

La longanimité du gouvernement impérial et royal à l'égard de l'attitude provocatrice de la Serbie était inspirée du désintéressement territorial de la monarchie austro-hongroise, et de l'espoir que le gouverne-

ment serbe finirait par apprécier à sa juste valeur l'amitié de l'Autriche-Hongrie. L'Autriche-Hongrie s'attendait surtout à une pareille évolution dans les idées politiques de la Serbie lorsque, après les événements de 1912, le gouvernement impérial et royal rendit possible, par son attitude désintéressée et sans rancune, l'agrandissement si considérable de la Serbie.

Cette bienveillance n'a aucunement modifié les procédés du royaume, qui a continué à tolérer sur son territoire une propagande dont les funestes conséquences se sont manifestées le jour où l'héritier présomptif de la monarchie et son illustre épouse devinrent les victimes d'un complot tramé à Belgrade.

En présence de cet état de choses, le gouvernement impérial et royal a dû se décider à entreprendre de nouvelles et pressantes démarches à Belgrade, afin d'amener le gouvernement serbe à arrêter un mouvement incendiaire menaçant la sûreté et l'intégrité de la monarchie austro-hongroise.

Le gouvernement impérial et royal est persuadé qu'en entreprenant cette démarche, il se trouve en plein accord avec les sentiments de toutes les nations civilisées qui ne sauraient admettre que le régicide devînt une arme dont on puisse se servir impunément dans la lutte politique, et que la paix européenne fût continuellement troublée par les agissements partant de Belgrade.

A l'appui de ce qui précède le gouvernement impérial et royal tient à la disposition des Puissances un dossier élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin.

Le paragraphe de cette circulaire qui mettait à la disposition des puissances « un dossier élucidant les menées serbes et les rapports existant entre ces menées et le meurtre du 28 juin » était de nature à faire supposer que le gouvernement austro-hongrois tenait à justifier devant l'Europe la gravité de la note qu'il venait d'adresser à la Serbie; mais, par contre, il était de

nature à faire considérer comme trop court le délai de quarante-huit heures accordé au gouvernement serbe pour donner sa réponse [1].

Le gouvernement russe, s'appuyant sur cette considération, fit une démarche pour que le délai imposé à la Serbie fût prolongé. Il adressait à son ambassadeur à Vienne la note suivante pour être communiquée au ministère des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie : « Le délai accordé à la Serbie pour répondre est si limité que les puissances ne peuvent prendre aucune mesure pour éviter les complications qui menacent de se produire. Le gouvernement russe espère que le gouvernement autrichien prolongera le délai. Comme le gouvernement autrichien s'est d'ailleurs déclaré prêt à faire connaître aux puissances les données sur lesquelles il a basé ses demandes à la Serbie, le gouvernement russe espère que ces renseignements seront fournis de manière à permettre aux puissances d'examiner l'affaire. Si celles-ci trouvent bien fondées certaines des demandes de l'Autriche, elles seraient en état de conseiller le gouvernement serbe dans ce sens. Si le gouvernement autrichien n'était pas disposé à prolonger le délai, non seulement il agirait à l'encontre des traditions internationales, mais encore sa communication aux Puissances s'en trouverait-elle dépourvue de toute interprétation pratique. » Le ministre des Affaires

1. Le 24 juillet, le prince Alexandre, régent de Serbie, faisait une démarche personnelle auprès du Tsar, affirmant l'intention du gouvernement serbe d'accepter « les conditions austro-hongroises compatibles avec la situation d'un État indépendant, ainsi que celles dont l'acceptation nous sera conseillée par Votre Majesté ». Il signalait la brièveté du délai accordé à la Serbie et ajoutait : « Nous pouvons être attaqués après l'expiration du délai par l'armée austro-hongroise qui se concentre sur notre frontière. Il nous est impossible de nous défendre et supplions Votre Majesté de nous donner son aide le plus tôt possible. » (*Livre Orange* russe, n° 6.)

étrangères de la Grande-Bretagne fit appuyer cette note à Vienne par son ambassadeur [1].

Le gouvernement austro-hongrois repoussa cette demande. Les journaux de Vienne en informèrent le public par le communiqué suivant : « Le gouvernement russe a demandé au gouvernement austro-hongrois, par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Saint-Pétersbourg, le comte Szapary, et de son représentant à Vienne. que le délai stipulé dans la note à la Serbie soit prolongé de quelques jours. Le gouvernement austro-hongrois a refusé d'accéder à ce désir, d'une façon courtoise, mais ferme. Le gouvernement austro-hongrois se place au point de vue suivant, à savoir que le règlement des affaires avec la Serbie constitue une affaire qui n'intéresse que l'Autriche-Hongrie et la Serbie. La monarchie était décidée, dès le début, à maintenir ce point de vue, quelles que soient les circonstances, et à refuser toute tentative d'intervention. »

Il était impossible de mieux souligner le caractère d'ultimatum attribué par l'Autriche à sa note. Ce qu'elle voulait c'était bien la soumission absolue de la Serbie de bon gré ou par la force.

Le 25 juillet, M. Sazonof, ministre des Affaires étrangères de Russie, déclarait à l'ambassadeur d'Angleterre que « l'action de l'Autriche visait, en réalité la Russie. L'Autriche voulait renverser le *statu quo* actuel dans les Balkans et y établir sa propre hégémonie [2] ». Le même jour, l'ambassadeur d'Angleterre à Rome télégraphiait à Sir Edward Grey que d'après l'opinion du secrétaire général d'Italie « l'Autriche ne s'arrêtera qu'à l'acceptation sans réserve de sa note par le gouvernement serbe. D'après une information digne de foi, l'Autriche aurait l'intention de s'emparer du chemin de

1. Voir *Livre Blanc* anglais, n° 26.
2. *Ibid.*, n° 16.

fer de Salonique [1]. » Le 27 juillet, l'ambassadeur d'Angleterre estime que « le gouvernement austro-hongrois veut à tout prix la guerre avec la Serbie » [2].

La presse européenne fut unanime à envisager la question de cette manière. Le *Times* disait le 25 juillet : « Nous n'hésitons pas à dire que la crise nous semble encore plus aiguë que celles qui se sont produites entre la monarchie dualiste et la Serbie en 1908 et 1909 et en 1912-1913. Telle est aussi l'opinion de Berlin et de Saint-Pétersbourg. On estime dans ces deux capitales que l'Autriche est allée trop loin pour pouvoir reculer. Par l'envoi de ce qui est en somme un ultimatum elle a, croit-on, brûlé ses vaisseaux. Certaines de ses demandes sont dures et humiliantes à l'extrême. Elles atteignent directement les droits souverains de la Serbie en tant qu'État indépendant : elles sont — déclarent avec satisfaction les chauvins allemands — autant de soufflets pour elle. »

Après avoir rappelé que cet « ultimatum » était le troisième envoyé à la Serbie depuis quelques années, la *Neue Freie Presse* de Vienne ajoutait : « ou bien la Serbie renoncera volontairement à ses rêves ou bien elle y sera contrainte ».

Les journaux allemands considéraient la guerre comme inévitable. La *Gazette de Francfort* du 24 juillet disait : « La note autrichienne, tant en sa forme que par ses exigences, est telle que seul un État profondément humilié pourrait l'accepter. La forme de la note est si catégorique et elle est conçue sur un tel ton de commandement qu'un État indépendant ne pourrait s'y soumettre qu'après une guerre perdue ou pour éviter une guerre sans espoir. »

La *Post*, journal conservateur pangermaniste, donnait une note semblable : « Cette démarche, écrivait-

1. *Livre Blanc* anglais, n° 19.
2. *Ibid.*, n° 41.

elle, ne laisse aucune issue possible à la Serbie. Ce n'est pas une note, c'est un ultimatum des plus rigoureux.... Le conflit pourra-t-il rester localisé ? Dans les cercles diplomatiques, on serait bien en peine de répondre. Tout dépendra de l'attitude de la Russie. Si elle reste impassible, la paix européenne est assurée. Mais en sera-t-il ainsi? »

Diverses informations parties de Berlin, de Rome ou de Saint-Pétersbourg affirmèrent que ni l'Allemagne ni l'Italie n'avaient été consultées par l'Autriche avant l'envoi de la note à la Serbie, mais il est permis de concevoir plus que des doutes sur le fait que l'Autriche-Hongrie seule en était responsable [1].

Le 24 juillet, dans l'après-midi, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, M. de Schoen, rendait visite à notre ministre des Affaires étrangères par intérim M. Bienvenu-Martin et lui lisait une longue note dans laquelle la conduite de l'Autriche était amplement et formellement approuvée et qui se terminait par la déclaration suivante: « Le gouvernement allemand estime que la question actuelle est une affaire à régler exclusivement entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, et que les puissances ont le plus sérieux intérêt à la restreindre aux deux parties

1. Le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'Allemagne déclara, le 25 juillet, au chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Berlin « que quoiqu'il eût été accusé d'avoir su le contenu de la note autrichienne, il n'en avait, de fait, aucune connaissance préalable ». (*Livre blanc* anglais, n° 18.) La même déclaration fut faite à Sir Edward Grey par l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, mais l'ambassadeur ajoutait que « après avoir présenté cette note l'Autriche ne pouvait reculer ». (*Ibid.*, n° 25.) Le 30 juillet, l'ambassadeur anglais à Vienne télégraphie : « Sans pouvoir vérifier personnellement l'exactitude du fait, je tiens d'une source privée que l'ambassadeur d'Allemagne avait connaissance préalable du texte de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie et qu'il le télégraphia à l'empereur d'Allemagne. En tout cas, je tiens de l'ambassadeur lui-même qu'il en approuve chaque mot. » (*Ibid.*, n° 95.)

intéressées. Le gouvernement allemand désire ardemment que le conflit soit localisé, toute intervention d'une autre puissance devant, par le jeu naturel des alliances, provoquer des conséquences incalculables [1]. » Une déclaration analogue fut faite le lendemain au gouvernement d'Angleterre. Elle prenait une gravité exceptionnelle du fait qu'à Vienne et à Berlin la presse affirmait la résolution du gouvernement austro-hongrois de pousser ses exigences jusqu'à la guerre et celle du gouvernement allemand d'appuyer l'Autriche si la Russie donnait son concours à la Serbie.

Avant que le gouvernement serbe eût fait connaître sa réponse à l'ultimatum de l'Autriche, le correspondant à Berlin de la *Gazette de Francfort* télégraphiait à ce journal un article dont la conclusion menaçante était : « Pour localiser ce conflit, qui est jusqu'ici exclusivement un conflit entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, *l'Allemagne prend définitivement position*. Si la Russie avait une conduite telle que le cas se produisît qui est prévu *dans le traité de l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie*, l'Allemagne saurait, sans hésitation, sans erreur, immédiatement, remplir ses devoirs d'alliée. »

L'Allemagne prenait dans cette affaire une attitude semblable à celle qu'elle eut au moment de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. On se rappelle qu'alors elle menaça la Russie d'intervenir en armes en faveur de l'Autriche si le gouvernement de Saint-Péterbourg appuyait les réclamations et protestations des Serbes. La Russie ayant cédé en 1909, on pensait, à Berlin comme à Vienne, qu'elle céderait de nouveau. M. Clemenceau [2] a raconté qu'à cette époque le correspondant à Paris du journal autrichien *Neue Freie Presse* « venait aux bureaux de l'*Homme libre* (en ce temps-là) lui répé-

1. *Livre Jaune* français, n° 28.
2. *L'Homme enchaîné*, 23 octobre 1914.

ter ce mot de l'ambassadeur d'Autriche : « la Russie cédera, elle a toujours cédé ».

A Berlin comme à Vienne, on croyait la Russie incapable de tenir tête militairement à l'Allemagne. Le 25 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne à Vienne se déclarait « convaincu que la Russie, ayant reçu des assurances que l'Autriche-Hongrie n'annexera aucun territoire serbe, se tiendra à l'écart pendant le châtiment que l'Autriche-Hongrie est résolue à infliger à la Serbie ». Son collègue d'Angleterre lui ayant demandé « si le gouvernement russe ne pourrait pas se trouver forcé par l'opinion publique d'intervenir en faveur d'une race de même souche », il répondit que « tout dépendait du caractère personnel du ministre russe des Affaires étrangères, qui pourrait facilement résister à la pression de quelques journaux s'il le voulait ». Il ajoutait que la « Russie ne serait pas assez imprudente pour prendre une mesure qui aurait probablement pour résultat de soulever mainte question frontière intéressant la Russie et de mettre à la refonte les problèmes suédois, polonais, ruthène, roumain et persan ». Puis, faisant allusion aux alliances russes, il dit que : « de plus, la France n'était nullement en état de faire face à une guerre [1] ».

L'ambassadeur d'Allemagne à Vienne ne faisait que traduire l'opinion du gouvernement de Berlin. Le 26 juillet le chargé d'affaires d'Angleterre à Berlin télégraphiait à Sir Edward Grey : « Le sous-secrétaire d'État me dit que l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg avait rapporté qu'au cours d'un entretien avec le ministre russe des Affaires étrangères, celui-ci avait déclaré que si l'Autriche annexait des bouts de territoire, la Russie n'y resterait pas indifférente. Le sous-secrétaire d'État en conclut que la Russie n'agi-

1. *Livre Blanc* anglais, n° 32.

rait pas si l'Autriche n'annexait pas de territoire[1]. »

Cette manière de voir persista dans l'esprit des représentants de l'Allemagne jusqu'au dernier moment. Le 29 juillet, l'ambassadeur d'Angleterre à Rome télégraphiait que, d'après le ministre des Affaires étrangères d'Italie, « il semblait difficile de faire croire à l'Allemagne que la Russie prenait les choses au sérieux[2] ». Le même jour l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne télégraphiait à Sir Edward Grey : « L'ambassadeur d'Allemagne fait semblant de s'étonner que la Russie attache une telle importance aux affaires serbes[3]. »

L'Allemagne et l'Autriche, par une singulière ignorance des réalités, assimilaient le conflit austro-serbe de 1914 à l'affaire de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine. Or, une différence profonde existait entre ces deux questions. La Bosnie et l'Herzégovine étant des provinces de l'empire ottoman, la Russie avait pu s'en désintéresser, accepter le fait accompli et intervenir auprès de la Serbie pour le lui faire accepter. Mais le gouvernement de Berlin, dans cette circonstance, blessa cruellement la Russie en faisant publier les menaces d'intervention armée qu'il lui avait adressées, alors qu'au moment où elles se produisirent le gouvernement de Saint-Pétersbourg avait décidé de ne pas intervenir par la force. (Voir ci-dessus, p. 130.)

En 1914 il s'agissait de l'écrasement par l'Autriche d'un peuple slave autonome, qui avait de tout temps placé son indépendance sous la protection de la Russie. Si le tsar le laissait écraser, il perdait toute autorité sur les Slaves des Balkans et provoquait dans son propre empire un très vif mécontentement. Tout ce qu'il pouvait faire était d'amener la Serbie à reconnaître ses torts et à les réparer.

1. *Livre Blanc* anglais, n° 33.
2. *Ibid.*, n° 80.
3. *Ibid.*, n° 94.

Les documents officiels témoignent que la Russie accomplit très énergiquement ce devoir; mais il lui était impossible de conseiller à la Serbie de se placer sous l'hégémonie de la monarchie des Habsbourg. Un conseil de ce genre ne saurait être donné à aucune puissance indépendante par aucun gouvernement ayant lui-même le souci de sa propre indépendance. Or, l'ultimatum de l'Autriche-Hongrie ne dissimulait guère l'intention de cette dernière de courber la Serbie sous son hégémonie.

Le gouvernement de Berlin lui-même reconnaissait que l'Autriche-Hongrie s'était montrée fort intransigeante. Le 25 juillet, le chargé d'affaires de la Grande-Bretagne à Berlin télégraphiait à Sir Edward Grey : « Le secrétaire d'État m'avoua confidentiellement son opinion que la note autrichienne laissait beaucoup à désirer comme document diplomatique. Il reconnaît également que le gouvernement serbe ne pouvait accepter certaines demandes de l'Autriche-Hongrie [1]. »

Dès le 24 juillet la Russie faisait publier un communiqué où perçaient ses véritables sentiments. Il y était dit : « Le gouvernement impérial, préoccupé par les surprenants événements qui viennent de se produire et par l'ultimatum adressé à la Serbie par l'Autriche-Hongrie, suit avec attention le développement du conflit austro-serbe, dans lequel la Russie ne peut rester indifférente. »

Le 25 juillet, le ministre des Affaires étrangères de Russie disait à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne « que la Serbie était tout à fait prête à punir ceux dont la culpabilité serait établie; mais qu'on ne pouvait pas s'attendre à ce qu'aucun État indépendant acceptât les demandes politiques qui avaient été formulées. » Il ajoutait que : « la Russie ne saurait permettre à l'Autriche d'écraser la Serbie et de devenir la puissance prépondérante dans les Balkans [2] ».

1. *Livre Bleu* anglais, n° 18.
2. *Ibid.*, n° 17.

La Russie manifestait, le même jour, son désir de voir internationaliser la question austro-serbe, même en dehors de sa propre intervention [1]. Il faut ajouter que ses conseils de modération furent appuyés à Belgrade par les représentants de la France, de l'Angleterre et de l'Italie [2].

§ III. — LA RÉPONSE DE LA SERBIE ET LA RUPTURE DES RELATIONS AUSTRO-SERBES.

La réponse de la Serbie témoigne que ces conseils avaient été bien accueillis. Le gouvernement serbe affirmait que « depuis le 18 mars 1889, aucune tentative n'avait été faite tant de la part des gouvernements serbes que de leurs organes, dans le but de changer

1. Le 25 juillet, le ministre des Affaires étrangères de Russie déclarait qu'il « aimerait voir placer la question sur une base internationale, car les engagements pris par la Serbie en 1909, auxquels il est fait allusion dans l'ultimatum autrichien, ont été donnés, non pas à l'Autriche, mais aux Puissances. Si la Serbie faisait appel aux Puissances, la Russie serait toute prête à se tenir à l'écart et à laisser la question entre les mains de l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie. » « La Russie ne saurait permettre à l'Autriche d'écraser la Serbie et de devenir la Puissance prépondérante dans les Balkans; et si la Russie se voit assurée de l'appui de la France, elle ne reculera pas devant les risques de la guerre. » (*Livre Blanc* anglais, n° 17.)

2. Le 25 juillet, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Paris télégraphiait à Sir Edward Grey que le gouvernement français, avait, par l'intermédiaire du ministre de Serbie à Paris, donné à la Serbie un conseil analogue à celui du gouvernement anglais (*Livre Blanc* anglais, n° 15.) Or, le 24 juillet Sir Edward Grey avait télégraphié à son représentant à Belgrade : « La Serbie devait promettre que s'il est établi que des fonctionnaires serbes, quelque subalternes qu'ils puissent être, furent complices de l'assassinat de l'archiduc à Sarajevo, elle donnera à l'Autriche la plus complète satisfaction. Elle devait certainement exprimer de la sympathie et du regret. Pour le reste, le gouvernement serbe doit répondre aux demandes autrichiennes selon son appréciation des intérêts de la Serbie. » (*Ibid.*, n° 12.)

l'état de choses politique et juridique créé en Bosnie et Herzégovine »; que la Serbie avait en maintes circonstances, « donné des preuves de sa politique pacifique et modérée pendant la durée de la crise balkanique »; que le gouvernement serbe ne pouvait pas « être rendu responsable pour les manifestations d'un caractère privé »; que le gouvernement serbe « se rendant au désir du gouvernement impérial et royal (austro-hongrois) était disposé à remettre au tribunal tout sujet serbe, sans égard à sa situation et à son rang, pour la complicité duquel, dans le crime de Sarajevo, des preuves lui seraient fournies, et spécialement à faire publier à la première page du journal officiel en date du 13 (26) juillet, l'énonciation suivante : « Le gouvernement royal de « Serbie condamne toute propagande qui serait dirigée « contre l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire l'ensemble des « tendances qui aspirent en dernier lieu à détacher de la « monarchie austro-hongroise des territoires qui en font « partie, et il déplore sincèrement les conséquences « funestes de ces agissements criminels. Le gouverne- « ment royal regrette que certains officiers et fonction- « naires serbes aient participé, d'après la communication « du gouvernement royal et impérial, à la propagande « sus-mentionnée, et compromis par là les relations de « bon voisinage auxquelles le gouvernement royal serbe « était solennellement engagé par sa déclaration du « 3 mars 1909. Le gouvernement royal qui désapprouve « et répudie toute idée ou tentative d'une immixtion « dans les destinées des habitants de quelque partie de « l'Autriche-Hongrie que ce soit, considère de son devoir « d'avertir formellement les officiers et fonctionnaires « et toute la population du royaume que, dorénavant, il « procédera avec la dernière rigueur contre les personnes « qui se rendraient coupables de pareils agissements, « qu'il mettra tous ses efforts à prévenir et à réprimer. »

Le gouvernement serbe s'engageait à porter cette « énonciation à la connaissance de l'armée royale par

un ordre du jour, au nom de Sa Majesté le roi » et à la faire publier « dans le prochain bulletin officiel de l'armée ».

Le gouvernement serbe s'engageait en outre : à présenter à la Skoupchtina une disposition de loi sur la presse punissant « de la manière la plus sévère la provocation à la haine et au mépris de la monarchie autro-hongroise » ainsi que « toute publication dont la tendance générale serait dirigée contre l'intégrité territoriale de l'Autriche-Hongrie »; à « dissoudre la société Narodna Obrana et toute autre société qui agirait contre l'Autriche-Hongrie »; à « éliminer sans délai de l'instruction publique en Serbie tout ce qui sert ou pourrait servir à fomenter la propagande contre l'Autriche-Hongrie »; à « éloigner du service militaire ceux pour qui l'enquête judiciaire aura prouvé qu'ils sont coupables d'actes dirigés contre l'intégrité du territoire de la monarchie austro-hongroise »; à « accepter sur son territoire la collaboration des organes du gouvernement impérial et royal en tant que cette collaboration répondrait aux principes du droit international et à la procédure criminelle ainsi qu'aux bons rapports de voisinage »; à « ouvrir une enquête contre tous ceux qui sont ou qui, éventuellement, auraient été mêlés au complot du 15 juin, et qui se trouveraient sur le territoire du royaume. Quant à la participation à cette enquête des agents ou autorités austro-hongrois qui seraient délégués à cet effet par le gouvernement impérial ou royal, le gouvernement royal ne peut pas l'accepter, car ce serait une violation de la Constitution et de la loi sur la procédure criminelle; cependant, dans des cas concrets des communications sur les résultats de l'instruction en question pourraient être données aux agents austro-hongrois »; à « renforcer et étendre les mesures prises pour empêcher le trafic illicite d'armes et d'explosifs à travers la frontière » et à « punir sévèrement les fonctionnaires des frontières

sur la ligne Schabatz-Loznitza, qui ont manqué à leur devoir et laissé passer les auteurs du crime de Sarajevo »; à « donner des explications sur les propos que ses fonctionnaires, tant en Serbie qu'à l'étranger, ont eu après l'attentat dans des entrevues et qui d'après l'affirmation du gouvernement impérial et royal, ont été hostiles envers la monarchie, dès que le gouvernement impérial et royal lui aura communiqué les passages en question de ces propos, et dès qu'il aura démontré que les propos employés ont, en effet, été tenus par les dits fonctionnaires, quoique le gouvernement royal lui-même aura soin de recueillir des preuves et convictions »; à « informer le gouvernement impérial et royal de l'exécution des mesures comprises dans les points précédents aussitôt que chaque mesure aura été ordonnée et exécutée ».

Le gouvernement serbe déclarait, enfin, être « prêt comme toujours d'accepter une entente pacifique, soit en remettant cette question à la décision du tribunal international de la Haye, soit aux grandes puissances qui ont pris part à l'élaboration de la déclaration que le gouvernement serbe a faite le 18 (31) mars 1909 ».

La Serbie, en somme, s'inclinait devant toutes les exigences du gouvernement austro-hongrois; elle ne faisait de réserves qu'au sujet de celles qui auraient porté atteinte à son indépendance d'État autonome reconnu tel par toutes les puissances.

Le gouvernement serbe exposait, dans un communiqué officiel, de la manière suivante, les conditions dans lesquelles cette note avait été remise au représentant de l'Autriche-Hongrie à Belgrade : « Aujourd'hui, à 5 h. 45, le gouvernement serbe a remis sa réponse à la note austro-hongroise. Le ministre d'Autriche-Hongrie, en recevant cette réponse a déclaré qu'il devait la comparer aux instructions qu'il avait reçues de son gouvernement et qu'aussitôt après il donnerait une réponse définitive.

« Peu après, le ministre austro-hongrois s'est rendu au ministère des Affaires étrangères et a déclaré qu'il ne pouvait pas se montrer satisfait de la réponse du gouvernement serbe, et qu'il quittait le soir même Belgrade, avec le personnel de sa légation.

« Il a terminé en disant que les relations diplomatiques devaient être considérées comme entièrement rompues entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie. »

Les motifs pour lesquels le gouvernement austro-hongrois repoussait la réponse de la Serbie furent exposés dans une note communiquée officiellement à la presse, où il était dit que la « réponse serbe était dépourvue de sincérité », que « les concessions faites n'avaient aucune importance », que « le gouvernement serbe n'avait pas l'intention sérieuse de mettre fin » aux menées hostiles à l'Autriche, que « la proposition de saisir le tribunal de la Haye était « inacceptable », parce que « plusieurs heures avant la remise de la réponse... la mobilisation de l'armée serbe avait déjà eu lieu », etc. Toute la déloyauté habituelle de la diplomatie austro-hongroise se trouvait condensée dans cette note où le gouvernement de Vienne ne donnait en somme qu'un seul argument, à savoir qu'il doutait de la sincérité des intentions et des engagements du gouvernement serbe.

§ IV. — L'IMPRESSION EN EUROPE.

Cependant, en Angleterre, en Serbie, en France, en Russie même, la presse croyait à la possibilité d'éviter la guerre entre l'Autriche et la Serbie. Le *Times* du 27 juillet exprimait l'opinion répandue dans ces pays lorsqu'il disait : « La Serbie, semble-t-il, a accepté en substance pour ainsi dire presque toutes les demandes très rigoureuses qui lui ont été adressées. L'Autriche-Hongrie veut-elle fermer la porte aux négociations sans tenir compte des conséquences très probables qui en résulteraient pour elle et pour l'Europe? Nous conti-

nuerons à ne pas le croire, aussi longtemps que le sabre n'aura pas été tiré du fourreau. »

Le grand journal de Londres insistait ensuite sur les sentiments pacifiques de la Russie, de la France et de l'Angleterre et sur leur désir de voir le conflit apaisé par un accord entre l'Autriche et la Serbie; mais afin que l'Autriche et l'Allemagne fussent nettement informées des dispositions de la Grande-Bretagne, il affirmait la fidélité de cette dernière à ses ententes et amitiés. « La paix, disait-il, est, en réalité, le premier intérêt de l'Entente et le premier intérêt de l'Angleterre. Aussi bien l'une que l'autre n'épargneront aucun effort pour la conserver, mais tous les plans qui pourraient être basés sur la supposition que la politique de l'une ou de l'autre s'est modifiée ou est susceptible de se modifier sont condamnés à échouer. Nos amitiés sont fermes. Nous nous attacherons à cette tâche (maintenir la paix) avant toutes choses, mais, si dans certains milieux se manifeste le désir de mettre à l'épreuve notre fidélité à un principe touchant à la base de notre amitié et qui garantit l'équilibre des forces en Europe, on ne nous trouvera pas moins prêts et moins décidés à les défendre avec toute la force de l'empire. Voilà comment nous concevons ce que nous impose notre intérêt, notre devoir et notre honneur. L'Angleterre n'hésitera pas à faire ce qu'elle doit. »

L'Italie était intervenue à Belgrade, dès le début, pour « recommander la modération, le calme et des décisions prudentes », affirmait *La Tribuna* du 24 juillet. Deux jours plus tard, on télégraphiait de Rome à Paris [1] : « L'Italie qui n'a pas été prévenue d'avance de la démarche que l'Autriche allait faire à Belgrade et qui n'a eu partant aucune influence dans l'attitude étrangement intransigeante de son alliée, n'a pas eu à prendre d'engagement spécial vis-à-vis de l'Autriche. Son action dans ces pre-

1. *Écho de Paris*, 27 juillet 1914.

mières phases du conflit austro-serbe, se bornera donc à faire un effort diplomatique tendant à localiser strictement le conflit et à modérer l'action offensive de l'Autriche contre la Serbie. »

Le 26 juillet, notre ministre des Affaires étrangères par intérim télégraphiait à nos ambassadeurs : « L'Italie à qui la note autrichienne a été communiquée vendredi, sans demander d'appui ni même d'avis, n'a pas, en l'absence du marquis de San Giuliano, pu répondre à la demande russe d'insister à Vienne pour une prolongation du délai.... Il ne faut pas oublier que l'Italie n'est tenue par les engagements de la Triple-Alliance que si elle a été préalablement consultée [1]. »

A Berlin, le 25 juillet, à huit heures du soir, lorsque les journaux publièrent le refus par l'Autriche de recevoir la réponse serbe et la rupture des relations diplomatiques entre les gouvernements austro-hongrois et serbe, il se produisit des manifestations belliqueuses bruyantes. Dans l'avenue *Unter den Linden*, une foule composée de plusieurs milliers de personnes poussa de violentes acclamations, entonna le chant de guerre anti-français *Wacht am Rhein* et se rendit devant l'ambassade d'Autriche-Hongrie où elle acclama l'ambassadeur appelé au balcon. Dans les cafés, on réclamait des chants patriotiques et guerriers.

M. Bienvenu-Martin télégraphiait le 26 juillet à nos ambassadeurs : « Il se produit une véritable explosion de chauvinisme à Berlin.... M. Jules Cambon estime que, aux premières mesures militaires de la Russie, l'Allemagne répondrait immédiatement et n'attendrait vraisemblablement pas un prétexte pour nous attaquer [2]. »

L'ambassadeur d'Allemagne à Paris, M. de Schœn faisait, le 26 juillet, auprès du directeur politique de notre ministère des Affaires étrangères une démarche dont le

1. *Livre Jaune* français, n° 50.
2. *Ibid.*, n° 50.

but évident était d'informer le public que la France et l'Allemagne étaient d'accord pour agir sur la Russie en vue du maintien de la paix, en laissant entendre qu'elles se heurtaient au mauvais vouloir du gouvernement de Saint-Pétersbourg [1] et il est à peine utile d'ajouter que la manœuvre de l'ambassadeur d'Allemagne fut aisément déjouée : il suffit de lui faire observer que le devoir de l'Allemagne était d'agir principalement et tout d'abord sur son alliée, car c'est par cette dernière que le conflit avait été ouvert. Or, l'Allemagne ayant, dès le premier instant affirmé qu'elle approuvait la conduite du gouvernement austro-hongrois, la mauvaise foi de l'ambassadeur d'Allemagne était mise ainsi en pleine lumière.

A Saint-Pétersbourg, dès le début de la crise, de graves mesures avaient été prises dans un conseil des ministres à la suite duquel, le tsar d'après le *Times*, aurait dit : « Nous avons supporté cet état de choses pendant sept ans et demi. C'en est assez. » La Russie ne s'était pas méprise sur les intentions de l'Autriche. Le 27 juillet, son ministre des Affaires étrangères « fit remarquer » à l'ambassadeur d'Autriche « que bien qu'il s'en explique parfaitement le motif, l'ultimatum avait été rédigé de manière à le rendre absolument inacceptable dans son ensemble par le gouvernement serbe. Quoique les demandes fussent à certains égards assez raisonnables, il y en avait d'autres non seulement impossibles à mettre à exécution immédiate, étant donné qu'elles comportaient la revision des lois serbes en vigueur, mais encore incompatibles avec la dignité de la Serbie comme État indépendant [2]. » Le gouvernement russe en avait nécessairement conclu que l'Autriche prendrait des mesures militaires contre la Serbie aussitôt que possible, d'où « la nécessité pour la Russie d'en prendre à son tour afin de ne pas être surprise ».

1. *Livre Jaune* français, n° .
2. *Livre Blanc* anglais, n° 56, 57, 61 et 62.

Pendant que se produisaient les faits rappelés ci-dessus, le président de la République quittait la Russie où il était allé faire visite au tsar et Guillaume Ier rentrait d'une croisière dans le Nord. Le kaiser arriva à Potsdam le 26 juillet; M. Poincarré ne rentra à Paris que le 29 juillet.

§ V. — L'INTERVENTION DE L'ANGLETERRE.

Dès le 26 juillet, l'Angleterre avait proposé une conférence dans laquelle les quatre grandes puissances étrangères au conflit austro-serbe, c'est-à-dire, l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie en chercheraient la solution pacifique. Le ministre des Affaires étrangères de la Grande-Bretagne fit, à ce sujet, le 27 juillet, la déclaration suivante à la Chambre des Communes :

« J'ai reçu vendredi dernier de l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie la note que cette puissance a communiquée à toutes les puissances et qui a depuis paru dans la presse. Cette note contenait le texte des réclamations autrichiennes auprès de la Serbie. Je vis, dans l'après-midi de ce même jour, les ambassadeurs étrangers et leur dis qu'aussi longtemps que le conflit concernerait seulement l'Autriche et la Serbie, l'Angleterre ne saurait intervenir à aucun titre, mais que si les relations entre l'Autriche et la Russie devenaient plus tendues, de ce fait la paix de l'Europe serait alors mise en jeu, ce qui nous concernerait certes tous.

« J'ignorais alors la position qu'allait prendre la Russie vis-à-vis de ce conflit, mais il m'a paru que si la Russie prenait une part active, la seule chance de sauvegarder la paix de l'Europe serait que les quatre puissances qui ne sont pas directement touchées par la question serbe, c'est-à-dire l'Allemagne, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne, fissent des efforts simultanés auprès des gouvernements autrichien et russe pour les amener à suspendre toute action militaire, tandis que

les puissances déjà nommées essaieraient de trouver un terrain d'accord.

« C'est alors que j'appris la rupture des relations diplomatiques entre l'Autriche et la Serbie. Je demandai immédiatement aux gouvernements français, allemand et italien s'ils consentiraient à ce que leurs ambassadeurs se réunissent ici en conférence. D'autre part, j'ordonnai à nos ambassadeurs auprès de ces mêmes puissances de demander que les représentants français, allemands et italiens à Vienne, Saint-Pétersbourg et Belgrade, informassent leur gouvernement de la conférence proposée, les invitant en même temps à cesser toute action ultérieure et à attendre le résultat de cette conférence.

« Les réponses à ces propositions ne me sont pas encore complètement parvenues.

« Je crois que ma proposition peut fournir la base sur laquelle le groupe des puissances déjà mentionnées pourrait trouver un accord raisonnable. Il ne faut pas oublier qu'à partir du moment où la question cesse de se confiner à l'Autriche et à la Serbie, elle englobe toutes les puissances et ne peut manquer de se terminer par la plus grande des catastrophes que l'Europe ait jamais vues. Personne ne pourrait alors prévoir les limites du conflit, dont les conséquences directes ou indirectes seraient incalculables. »

Le 28 juillet, des notes officieuses faisaient savoir que le gouvernement de Berlin « tout en reconnaissant le principe de la conférence de Londres » la jugeait inopportune parce que des conversations étaient engagées directement entre l'Autriche et la Russie.

Le gouvernement de Saint-Pétersbourg croyait, à ce moment, sans nul doute, à la possibilité d'une solution pacifique du conflit car, afin d'apaiser l'opinion publique russe très excitée contre l'Autriche, il faisait publier, le 28 juillet, le communiqué ci-dessous : « Les nombreuses manifestations patriotiques qui se sont produites ces

jours derniers, tant dans la capitale que dans d'autres villes de l'empire prouvent que la politique ferme et paisible de la Russie a trouvé un écho sympathique dans les masses profondes de la population. Le gouvernement espère toutefois que cette expression des sentiments du peuple ne sera nullement considérée comme teintée de défaveur à l'encontre de puissances avec lesquelles la Russie vit en paix et désire vivre en paix immuablement. Tout en puisant sa force dans l'élan de l'esprit populaire et en invitant ses sujets à conserver la réserve et le calme, le gouvernement impérial continue à veiller à la dignité et aux intérêts de la Russie. »

§ VI. — LA DÉCLARATION DE GUERRE A LA SERBIE.

Le même jour, 28 juillet, le journal officiel de la monarchie austro-hongroise publiait la déclaration de guerre à la Serbie et faisait transmettre ce document à toutes les puissances. Il était conçu dans les termes que voici :

« Le gouvernement royal de Serbie n'ayant pas répondu d'une manière satisfaisante à la note qui lui avait été remise par le ministre d'Autriche-Hongrie à Belgrade, à la date du 23 juillet 1914, le gouvernement impérial et royal se trouve dans la nécessité de pourvoir lui-même à la sauvegarde de ses droits et intérêts et de recourir, à cet effet, à la force des armes. L'Autriche-Hongrie se considère donc, dès ce moment, en état de guerre avec la Serbie. »

Le même jour encore, les journaux de Berlin annonçaient que des combats avaient commencé entre les troupes autrichiennes et serbes. L'Autriche-Hongrie, avec ses 50 millions d'habitants, se jetait sur le petit royaume serbe qui compte seulement 5 millions d'habitants, avec la résolution de l'anéantir.

§ VII. — LA MOBILISATION PARTIELLE RUSSE.

Le 29 juillet, la Russie répondait aux actes de l'Autriche par une mobilisation partielle de ses troupes. L'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg en faisait part à Sir Edward Grey dans les termes suivants : « L'ordre de mobilisation partielle a été donné aujourd'hui. Conformément à vos instructions je communiquai au ministre des Affaires étangères la substance de votre télégramme du 28 courant à Berlin.... Il m'expliqua que la mobilisation ne serait dirigée que contre l'Autriche. »

Dans le télégramme du 28 auquel il est fait allusion Sir Edward Grey avait insisté auprès du gouvernement allemand en faveur de la conférence annoncée au parlement anglais, mais, faisant allusion à la perspective d'un échange direct de vues entre l'Autriche et la Russie, il déclarait que c'était « la meilleure des procédures » et il ajoutait : « je crois comprendre que le ministre des Affaires étrangères a proposé un échange amical de vues au gouvernement autrichien ; si ce dernier accepte, cela diminuera sans doute la tension et rendra la situation moins critique ». L'Angleterre entrait donc, pour éviter la guerre, dans les vues du gouvernement de Berlin qui s'était montré plus favorable à une entente directe de la Russie et de l'Autriche qu'à une conférence des Puissances. Cette concession ne devait être d'aucune utilité.

Dans le télégramme par lequel il annonçait la mobilisation partielle russe, l'ambassadeur d'Angleterre disait[2] : « Je crains que l'ambassadeur d'Allemagne (en Russie) ne contribue pas à adoucir les choses s'il se sert dans ses rapports avec son gouvernement du même langage que celui qu'il a employé en causant aujourd'hui avec moi. Il a accusé le gouvernement russe

1. *Livre Blanc*, n° 67.
2. *Ibid.*, n° 78.

d'avoir par sa mobilisation mis en péril la paix de l'Europe et quand je fis allusion à tout ce qui avait été fait dernièrement par l'Autriche, il s'est borné à me répondre qu'il ne pouvait discuter cette affaire. Je lui fis remarquer que les consuls autrichiens avaient avisé tous les sujets austro-hongrois capables de service militaire d'avoir à se rendre sous les drapeaux; que l'Autriche avait déjà effectué une mobilisation partielle, et qu'elle venait de déclarer la guerre à la Serbie. De tout ce qui s'était passé pendant la crise balkanique, l'Autriche avait dû se rendre pertinemment compte que la Russie ne saurait sans humiliation se soumettre à une action semblable. Si la Russie n'avait pas indiqué clairement en mobilisant son attitude résolue, l'Autriche aurait exploité les désirs pacifiques de la Russie, et se serait crue autorisée à pousser les choses aussi loin que bon lui semblait. »

§ VIII. — L'INTRANSIGEANCE DE L'AUTRICHE ET DE L'ALLEMAGNE.

Cette conversation donne une idée fort exacte des sentiments qui existaient en Angleterre d'une part, en Allemagne de l'autre. En Angleterre, on faisait tout pour apaiser le conflit austro-serbe et le conflit austro-russe; en Allemagne, non seulement on ne faisait rien en vue de la paix, mais on excitait les passions. Aussi, le 28 juillet, le ministre des Affaires étrangères de Russie télégraphiait-il à son ambassadeur à Londres : « Mes entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne confirment mon impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche. Le cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît n'exercer aucune action sur son alliée. L'ambassadeur trouve insuffisante la réponse de la Serbie. Cette attitude allemande est tout particulièrement alarmante. Il me semble que mieux que toute autre puissance,

l'Angleterre serait en mesure de tenter encore d'agir à Berlin pour engager le gouvernement allemand à l'action nécessaire. C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation [1]. »

Les appréciations du ministre des Affaires étrangères de Russie étaient pleinement confirmées par ce qui se passait le même jour à Berlin. Le chancelier de l'empire déclinait la proposition de conférence de l'Angleterre, se déclarait favorable à des pourparlers directs entre la Russie et l'Autriche, mais ajoutait que si la Russie mobilisait, il ne « serait plus à même de prêcher la modération à Vienne [2] ». Ce qu'il voulait, évidemment, c'était que la Russie restât inactive, tandis que l'Autriche prenait des mesures militaires très étendues. S'il affectait d'être favorable à des conversations directes entre le gouvernement de Saint-Pétersbourg et celui de Vienne, c'était uniquement pour faire gagner du temps à l'Autriche et en faire gagner à l'armée allemande.

Dans cette même conversation, il disait que si la

1. *Livre Blanc* anglais, n° 54.

2. Le 28 juillet l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin télégraphiait à Sir Edward Grey : « Sur l'invitation du chancelier impérial, j'ai été voir Son Excellence ce soir. Il me pria de vous faire part de son désir de travailler d'accord avec l'Angleterre au maintien de la paix générale comme nous avions pu le faire lors de la dernière crise européenne. Il n'avait pu accepter votre proposition d'une conférence des représentants des grandes puissances, parce que pareille conférence aurait eu, à son avis l'air d'un « aréopage » composé de deux puissances de chaque groupe et siégeant pour juger les deux autres puissances ; mais l'impossibilité où il s'était trouvé d'accepter la conférence proposée ne devait pas être considérée comme incompatible avec son grand désir de nous prêter une coopération effective. Vous pouviez vous assurer qu'il était en train de faire de son mieux tant à Vienne qu'à Saint-Pétersbourg pour amener ces deux gouvernements à examiner ensemble la situation d'une manière directe et amicale. Il comptait bien voir commencer et aboutir cet examen. » (*Livre Blanc* anglais, n° 75.)

Russie mobilisait « l'Autriche se verrait dans l'obligation de prendre des mesures analogues et si la guerre en résultait, la responsabilité en incomberait entièrement à la Russie. » L'ambassadeur d'Angleterre lui ayant fait observer que si l'Autriche refusait de faire le moindre cas de la note serbe, note qui cédait sur presque tous les points aux demandes autrichiennes, et qui, en tout cas, offrait une base de discussion, il lui incomberait assurément quelque part de responsabilité », le chancelier « riposta qu'il ne désirait pas discuter la note serbe; d'après le point de vue de l'Autriche qui était aussi le sien, sa querelle avec la Serbie ne regardait qu'elle-même, et la Russie n'avait rien à y voir. » A la fin de la dépêche par laquelle il rendait compte de cette très grave conférence à Sir Edward Grey, l'ambassadeur d'Angleterre ajoutait : « Mon collègue autrichien me dit aujourd'hui qu'une guerre générale était tout à fait improbable, étant donné que la Russie n'était ni en humeur ni en état de faire la guerre. Je pense que cette théorie est la conviction de bien des gens ici. »

C'est sans doute sous l'influence de cette illusion puérile, commune au gouvernement de Vienne et à celui de Berlin, que l'Autriche-Hongrie refusa la proposition de pourparlers directs qui lui fut faite par la Russie[1],

1. Le 28 juillet, l'ambassadeur d'Angletere à Vienne télégraphiait à Sir Edward Grey : « L'ambassadeur de Russie m'informe que le gouvernement austro-hongrois a rejeté la proposition du gouvernement russe à l'effet de régler le conflit austro-serbe au moyen d'une discussion directe entre le ministre russe des Affaires étrangères et l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg qui serait autorisé à ces fins. »

La Russie n'en persistait pas moins à vouloir éviter la guerre, car l'ambassadeur anglais ajoutait que son collègue de Russie était favorable à la proposition d'une « conférence à Londres des puissances moins directement intéressées », et ne doutait pas que cette proposition fût acceptée par son gouvernement. (*Livre Bleu* anglais, n° 74.)

en prétextant, comme le chancelier germain, que sa note à la Serbie ne pouvait pas « servir de base de discussion » parce qu'elle n'intéressait que le gouvernement serbe.

Le 28 juillet, M. Dumaine, notre ambassadeur à Vienne, télégraphiait à Paris : « Le comte Berchtold vient de déclarer à Sir M. de Bunsen que toute intervention tendant à la reprise de la discussion entre l'Autriche et la Serbie, sur la base de la réponse serbe, serait inutile et d'ailleurs trop tardive, la guerre ayant été officiellement déclarée à midi. Parmi les soupçons qu'inspire la soudaine et violente résolution de l'Autriche, le plus inquiétant est que l'Allemagne l'aurait poussée à l'agression contre la Serbie afin de pouvoir elle-même entrer en lutte avec la Russie et la France dans les circonstances qu'elle suppose devoir lui être le plus favorables [1].

Les soupçons auxquels M. Dumaine faisait allusion étaient d'autant plus légitimes que le 28 on apprenait simultanément la mobilisation des réservistes austro-hongrois et des mouvements de concentration des troupes allemandes sur nos frontières et sur celles de la Belgique et du Luxembourg.

Mais l'Allemagne, tout en rendant la guerre inévitable, cherchait déjà à en rejeter la responsabilité sur la Russie et la France. Le 29 juillet, le chancelier de l'empire, parlant à l'ambassadeur d'Angleterre « s'inquiétait des bruits de mobilisation en Russie et de l'adoption par la France de certaines mesures que, d'ailleurs, il ne spécifia point. » L'ambassadeur anglais ajoutait : « Il parla plus tard de ces mesures à mon collègue français, qui l'informa que son gouvernement n'avait rien fait de plus que le gouvernement allemand, c'est-à-dire rappelé les officiers en congé. Son Excellence nia que le gouvernement allemand eût pris cette mesure; mais le fait est néanmoins avéré [2]. »

1. *Livre Jaune* français, n° 83.
2. *Livre Blanc* anglais, n° 76.

§ IX. — L'ACTION CONCILIATRICE DE L'ANGLETERRE, DE L'ITALIE ET DE LA FRANCE.

Malgré les préparatifs de l'Allemagne, le gouvernement britannique et ses agents continuaient de faire tout leur possible pour écarter la guerre. Ils y étaient puissamment encouragés par le gouvernement italien; celui-ci insistait le 29 juillet [1] auprès de l'Allemagne « dans le sens d'une adhésion à l'idée d'un échange de vues à Londres ». Le ministre des Affaires étrangères d'Italie était d'avis « que cet échange de vues tiendrait la porte ouverte dans le cas où les communications directes entre Vienne et Saint-Pétersbourg n'aboutiraient à rien ». Il avait en outre « informé le gouvernement allemand que l'opinion publique en Italie ne pardonnerait pas au gouvernement italien si ce dernier n'avait pas fait toutes les démarches possibles pour éviter la guerre » et il avait insisté « pour que le gouvernement allemand coopère à ces fins ». Enfin, « si l'impossibilité était démontrée de persuader à l'Allemagne de prendre part à la négociation », le ministre italien « serait encore partisan de l'idée que l'Angleterre et l'Italie, représentant chacune un groupement, continuassent à échanger leurs vues ».

Malheureusement, tous les efforts se heurtaient à un plan arrêté d'avance entre l'Allemagne et l'Autriche. Le 29 juillet, l'ambassadeur d'Angleterre à Vienne télégraphiait à Sir Edward Grey [2] qu'il était devenu impossible « de faire une démarche utile pour arrêter la guerre avec la Serbie » en raison de l'appel que l'empe-

1. *Livre Blanc* anglais, n 80. Dépêche de l'ambassadeur d'Angleterre à Sir Edward Grey.
2. *Ibid.*, n° 79.

reur adressait à son peuple et qui venait d'être publié[1]. Il croyait cependant qu'il serait possible d'arrêter l'intervention militaire de la Russie si le gouvernement austro-hongrois « voulait transformer en un engagement absolu envers l'Europe la déclaration qui a été faite à Saint-Pétersbourg dans le sens que l'Autriche ne songe ni à détruire l'indépendance serbe, ni à acquérir des territoires serbes; mais il ajoutait : « l'ambassadeur d'Italie est convaincu que le gouvernement austro-hongrois s'y refuserait ».

§ X. — LES AMBITIONS DE L'AUTRICHE.

Les dispositions véritables de l'Autriche-Hongrie pouvaient être déduites sûrement d'un télégramme de l'ambassadeur d'Angleterre à Rome[2] où il était dit : « De tout ce que j'apprends de Berlin et de Vienne, je suis bien forcé de tirer la conclusion que l'Autriche n'acceptera aucune médiation des puissances entre elle et la Serbie. » Une dépêche de l'ambassadeur anglais à Constantinople[3] disait encore à sir Edward Grey : « J'ai lieu de croire que les projets autrichiens s'étendent bien au delà du Sandjak et d'une occupation punitive du

1. Dans cette lettre, l'empereur François-Joseph déclarait : « Les agissements d'un adversaire plein de haine me forcent, après de longues années de paix, à prendre l'épée pour sauvegarder l'honneur de ma monarchie, pour la protection de son prestige, de sa position, de sa puissance, pour la sûreté de ses possessions. » Il accusait la Serbie de vouloir « enlever par la violence des territoires inséparables de l'Autriche-Hongrie ». Il laissait entendre que la Serbie était responsable de l'assassinat de l'archiduc héritier et concluait : Je dois donc m'occuper de créer, par la force des armes, les garanties indispensables qui doivent assurer à mon pays le calme intérieur et une paix durable à l'extérieur; mais il ne faisait aucune allusion à la nature de ces « garanties » et demandait la victoire au « Tout-Puissant ».

2. *Livre Blanc* anglais, n° 81.

3. *Ibid.*, n° 81.

territoire serbe. Cette conclusion m'est suggérée par une observation émise par l'ambassadeur d'Autriche, à propos de la déplorable situation économique de Salonique sous l'administration grecque et du concours sur lequel l'armée autrichienne pouvait compter de la part de la population musulmane mécontente du régime serbe. » Autrement dit, l'Autriche voulait, en faisant la guerre à la Serbie, rouvrir toute la question des Balkans avec le concours de la Turquie. Et il n'est pas possible de supposer qu'elle eût conçu un si vaste projet sans être d'accord avec l'Allemagne.

§ XI. — L'ALLEMAGNE MOBILISE ET TENTE L'ANGLETERRE.

Le gouvernement de Berlin affectait encore de se poser en médiateur entre l'Autriche et la Russie, mais il mobilisait en secret et s'efforçait d'obtenir la neutralité de l'Angleterre, non seulement contre la Russie mais encore contre la France. Il promettait au gouvernement britannique de respecter notre territoire continental, sinon nos colonies, et lui offrait « un arrangement de neutralité générale entre l'Allemagne et l'Angleterre » dont les termes seraient discutés ultérieurement[1]. L'ambassadeur d'Angleterre refusait de se

1. *Livre Bleu* anglais, n° 85. Dépêche de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne en Allemagne à Sir Edward Grey, du 26 juillet. M. Goschen disait, parlant du chancelier allemand : « Il se laissa ensuite aller à faire l'offre suivante pour s'assurer la neutralité britannique. Il me dit que selon sa conception du principe essentiel de la politique britannique, la Grande-Bretagne ne consentirait jamais à se tenir à l'écart de façon à laisser écraser la France dans un conflit éventuel. L'Allemagne, cependant, ne visait pas ce but. Si la neutralité de la Grande-Bretagne était assurée, toute assurance lui serait donnée que le gouvernement impérial n'avait pour but aucune acquisition territoriale aux dépens de la France, à supposer que la guerre s'ensuivît et qu'elle se terminât à l'avantage de l'Allemagne. Je lui posai une question au sujet des colonies françaises. Il me répondit qu'il ne pouvait s'engager d'une manière semblable à cet égard. Pour la

laisser entraîner dans cette voie. Sir Edward Grey laissait entendre à l'Allemagne que dans le cas d'une intervention de la France elle ne pourrait pas compter sur la neutralité de l'Angleterre [1].

C'est sur le ton d'une véritable indignation que Sir Edward Grey repoussa l'idée de condamner l'Angleterre à la neutralité tandis que l'Allemagne s'emparerait des colonies françaises et, tout en respectant le territoire de la France, écraserait cette dernière « au point d'en

Hollande, Son Excellence me dit que, tant que les adversaires de l'Allemagne respecteraient l'intégrité et la neutralité des Pays-Bas, l'Allemagne serait prête à assurer le gouvernement de Sa Majesté, qu'elle en ferait autant. Les opérations que l'Allemagne pourrait se trouver dans la nécessité d'entreprendre en Belgique, dépendraient de ce que ferait la France; mais après la guerre l'intégrité de la Belgique serait respectée si ce pays ne se rangeait pas contre l'Allemagne. En terminant, Son Excellence me déclara que, depuis qu'il était chancelier, il avait eu pour but ainsi que vous le saviez, d'arriver à une entente avec l'Angleterre; il espérait que ces assurances pourraient devenir la base de l'entente qu'il désirait. Il avait en vue un arrangement de neutralité générale entre l'Allemagne et l'Angleterre; et, quoiqu'il fût encore trop tôt pour en discuter les détails, l'assurance de la neutralité britannique dans le conflit que pourrait peut-être provoquer la crise actuelle, lui permettrait d'entrevoir la réalisation de son désir. Son Excellence m'ayant demandé mon opinion quant à la manière dont vous envisageriez sa demande, je lui répondis qu'à mon avis il était peu probable que, dans les circonstances actuelles, vous fussiez disposé à vous engager d'une façon quelconque, et que vous désireriez garder toute liberté. »

1. Le 29 juillet Sir Edward Grey télégraphiant à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris une conversation qu'il venait d'avoir avec M. Cambon, ambassadeur de France à Londres, disait : « Après avoir dit à M. Cambon combien la situation me paraissait grave, j'ajoutai que j'avais l'intention de dire aujourd'hui à l'ambassadeur d'Allemagne qu'il ne fallait pas se méprendre au ton amical de nos conversations, jusqu'à se bercer de la certitude que nous resterions à l'écart si tous les efforts pour conserver la paix que nous faisions actuellement en commun avec l'Allemagne échouaient. Mais je continuai en disant à M. Cambon que je croyais devoir lui dire aussi que l'opinion publique ici envisageait la difficulté actuelle d'un point de vue tout à fait différent de celui qu'on

faire un satellite de la politique allemande. » « Un pareil marché [1], faisait dire Sir Edward Grey au chancelier de l'empire germanique, serait pour nous une honte telle que jamais l'honneur de notre pays ne se laverait de la souillure. » Sir Edward Grey repoussait avec le même mépris la proposition « de faire bon marché » des « obligations et des intérêts » de l'Angleterre « relatifs à la neutralité belge ». Il refusait dédaigneusement de « prêter l'oreille à pareil marchandage [1] ».

avait adopté pendant la crise marocaine d'il y a quelques années. Dans le cas du Maroc, la dispute intéressait d'abord la France, et l'Allemagne, qui pour l'écraser, semblait lui chercher une querelle d'Allemand sur une question qui formait l'objet d'une convention spéciale entre la France et nous-mêmes. Dans le cas actuel, nous ne nous croyions pas appelés à jouer un rôle actif dans le différend entre l'Autriche et la Serbie, même si la question se posait entre l'Autriche et la Russie. Ce serait alors une question de la suprématie du Teuton ou du Slave — une lutte pour la suprématie dans les Balkans — et notre idée avait toujours été d'éviter d'être entraînés dans une guerre pour une question balkanique. Si l'Allemagne s'y trouvait mêlée et la France aussi, nous n'avions pas décidé de notre attitude. Ce serait un cas que nous aurions à examiner. La France alors aurait été entraînée dans une querelle qui n'était pas la sienne, mais dans laquelle par suite de son alliance, son honneur et ses intérêts l'obligeaient à s'engager. Nous n'étions pas liés par des engagements et nous aurions à décider ce qu'exigeraient les intérêts britanniques. Je croyais devoir lui dire cela, parce que, comme il le savait, nous prenions toute précaution à l'égard de notre flotte, et que j'étais sur le point d'avertir le prince Lichnowsky de ne pas tabler sur notre neutralité. » (*Livre Blanc* anglais, n° 87.)

Le même jour Sir Edward Grey disait à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres : « La situation était très grave. Tant qu'il n'y aurait pas d'autre question que celle déjà posée, nous n'aurions aucune raison d'intervenir. Au cas, pourtant, où l'Allemagne puis la France s'y trouveraient mêlées, l'affaire s'élargirait au point d'englober tous les intérêts européens. Or dans cette éventualité, je ne voudrais pas qu'il se méprît au ton amical de nos conversations.... jusqu'à en conclure à notre abstention. » (*Ibid.*, n° 89.)

1. Le 30 juillet répondant à la proposition de neutralité de l'Angleterre qui avait été faite par l'Allemagne, Sir Edward Grey télégraphiait à son ambassadeur à Berlin : « Le gouvernement de Sa Majesté ne saurait un seul instant prêter l'oreille à la

M. Cambon ayant remis sous les yeux du ministre des Affaires étrangères d'Angleterre les lettres échangées en 1912, entre lui-même et le ministre, au sujet du concours que l'Angleterre et la France pourraient être appelées à se donner réciproquement en cas d'attaque de l'une ou de l'autre par une tierce puissance, et une note sur les mesures militaires prises par l'Allemagne contre la France, d'où il résultait que l'éventualité prévue en 1912 se produisait, Sir Edward Grey faisait informer le gouvernement français par son ambassadeur à Paris que le conseil des ministres d'Angleterre allait examiner la question [1].

Le gouvernement français ayant insisté pour savoir si l'Angleterre viendrait à l'appui de la France dans le cas où elle serait attaquée par l'Allemagne, et ayant fait valoir qu'une déclaration du gouvernement britannique dans le sens de cet appui pourrait empêcher la

proposition allemande à l'effet de s'engager à rester neutre dans les conditions indiquées. Ce que le chancelier nous demande, en somme, est tout bonnement de nous engager à rester les bras croisés pendant que l'Allemagne s'emparerait des colonies françaises et écraserait la France elle-même.... Au point de vue matériel, une pareille proposition est inacceptable, car tout en ne lui enlevant pas de territoire en Europe, l'Allemagne pourrait écraser la France au point de lui faire perdre sa situation de grande puissance et d'en faire un satellite de la politique allemande. Mais, toutes ces considérations à part, ce serait pour nous une honte de passer, aux dépens de la France, un pareil marché avec l'Allemagne, une honte telle que jamais l'honneur de notre pays ne se laverait de la souillure. Ce que le chancelier nous demande encore, c'est de faire bon marché de nos obligations et de nos intérêts relatifs à la neutralité belge. Nous ne pouvons non plus, en aucune façon, prêter l'oreille à un pareil marchandage. Ceci posé, il n'y a pas lieu d'examiner si la perspective d'une convention générale neutraliste à l'avenir entre l'Angleterre et l'Allemagne offrirait des avantages positifs suffisants pour nous dédommager de nous être liés les mains à l'heure qu'il est. Il est de notre devoir de conserver notre entière liberté d'action.... » (*Ibid.*, n° 101.)

1. *Livre Blanc* anglais, n° 104.

guerre, Sir Edward Grey répondait[1] que l'Angleterre n'avait pas donné lieu à l'Allemagne de « supposer qu'elle n'interviendrait pas », qu'elle avait « nettement refusé de déclarer qu'elle resterait neutre », qu'elle était allée jusqu'à faire savoir que « dans le cas où la France et l'Allemagne se verraient impliquées dans une guerre « l'Angleterre y serait elle-même entraînée », mais que le gouvernement britannique devait consulter le Parlement. « Des développements ultérieurs pourraient modifier la situation et amener le gouvernement et le Parlement à considérer qu'une intervention serait justifiée. La protection de la neutralité de la Belgique pourrait notamment avoir une influence sinon décisive du moins importante sur l'orientation de la politique britannique[2]. »

Dans la note à laquelle il a été fait allusion plus haut, remise le 30 juillet au gouvernement britannique, M. Cambon disait : « L'armée allemande a ses avant-postes sur nos bornes frontières; hier, par deux fois des patrouilles allemandes ont pénétré sur notre territoire. Nos avant-postes sont en retraite à dix kilomètres en arrière de la frontière. Les populations ainsi abandonnées à l'attaque de l'armée adverse protestent; mais le gouvernement tient à montrer à l'opinion publique et au gouvernement britannique que l'agresseur ne sera en aucun cas la France. Tout le 16e corps de Metz, renforcé par une partie du 8e venu de Trèves et de Cologne occupe la frontière de Metz au Luxembourg

1. *Livre Blanc* anglais, n° 119. Télégramme adressé le 31 juill[et] par Sir Edward Grey à l'ambassadeur d'Angleterre à Paris.

2. On a publié une lettre du président de la République a[u] roi d'Angleterre ayant également pour objet d'engager le gouvernement britannique à se prononcer d'une façon formelle [au] sujet de l'attitude qu'il prendrait et la réponse du roi d'Angleterre. Il ressort très nettement de la correspondance diplomatiq[ue] que dès le premier jour du conflit l'Angleterre fit connaître [à] l'Allemagne l'impossibilité dans laquelle elle se trouverait [de] s'y soustraire si la France y était engagée.

Le 15e corps d'armée de Strasbourg a serré sur la frontière; sous menace d'être fusillés, les Alsaciens-Lorrains des pays annexés ne peuvent pas passer la frontière; des réservistes par dizaine de milliers sont rappelés en Allemagne; c'est le dernier stade avant la mobilisation et, nous n'avons rappelé aucun réserviste. Comme vous le voyez, l'Allemagne l'a fait. J'ajoute que toutes nos informations concordent pour montrer que les préparatifs allemands ont commencé samedi 25, le jour même de la remise de la note autrichienne. Ces éléments... nous permettent de faire la preuve au gouvernement britannique de la volonté pacifique de l'une et des intentions agressives de l'autre [1]. »

§ XII. — LA RUSSIE ET L'AUTRICHE.

Le 30 juillet, le ministre des Affaires étrangères de Russie prévenait les ambassadeurs d'Angleterre et de France que « le gouvernement russe avait la preuve absolue que l'Allemagne était en train de faire, sur terre et sur mer, des préparatifs contre la Russie, notamment dans la direction du golfe de Finlande [2] ». Cependant, pour tromper le gouvernement russe, l'ambassadeur d'Allemagne « supplia » M. Sazonof de faire un dernier effort en vue de la paix. Cédant à ces instances, le ministre russe s'engagea « à arrêter tous ses préparatifs militaires » si l'Autriche, « reconnaissant que son conflit avec la Serbie a pris le caractère d'une question d'intérêts européens », se déclarait prête à éliminer de son ultimatum « les points qui violent le principe de la souveraineté de la Serbie ». Ni l'Allemagne ni l'Autriche ne tinrent aucun compte de cette concession, le chancelier d'Allemagne prétendant « que la mobilisation russe contre l'Autriche a fortement con-

1. *Livre Blanc* anglais, n° 97.
2. *Ibid.*, n° 105.

trecarré ses efforts d'inculquer à Vienne la paix et la modération[1].

La mauvaise volonté des deux gouvernements germains était si évidente que la Russie dut prendre des mesures en vue de sa mobilisation générale. L'Autriche ne pouvant plus, dès lors, s'illusionner sur les intentions de la Russie, fit mine de céder : son ambassadeur à Saint-Pétersbourg reçut l'autorisation « de s'entretenir avec le ministre russe des Affaires étrangères » et de lui « donner des explications au sujet de l'ultimatum de l'Autriche à la Serbie[2] ». L'Autriche manifestait donc enfin ou affectait de manifester l'intention de causer avec la Russie.

§ XIII. — L'ALLEMAGNE ET LE KRIEGSGEFAHR.

L'Allemagne n'en poursuivait pas moins sa mobilisation générale. Le 31 juillet, le chancelier impérial déclarait à l'ambassade d'Angleterre à Berlin[3] que « l'armée et la flotte russes, étant en pleine mobilisation » le gouvernement allemand allait proclamer le « Kriegsgefahr » et que la mobilisation s'ensuivrait immédiatement. En réalité, l'Allemagne procédait déjà à des concentrations de troupes sur ses frontières orientales et occidentales.

§ XIV. — LA NEUTRALITÉ DE LA BELGIQUE.

C'est à ce moment que la question du respect de la neutralité de la Belgique fut soulevée par l'Angleterre. Le 31 juillet, Sir Edward Grey télégraphia à l'ambassadeur d'Angleterre en France[4] : « J'espère encore que

1. *Livre Blanc* anglais, n° 108.
2. *Ibid.*, n° 110.
3. *Ibid.*, n° 112.
4. *Ibid.*, n° 114.

la situation n'est pas irrémédiable; mais, étant donnés les préparatifs de mobilisation en Allemagne, il est devenu pour le gouvernement de Sa Majesté britannique, en raison des traités existants, essentiel de s'informer si le gouvernement français est disposé à prendre l'engagement de respecter la neutralité de la Belgique tant que celle-ci n'aura pas été violée par une autre puissance. » Le même télégramme était envoyé en même temps à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

Sir Edward Grey faisait, en outre, savoir au gouvernement belge qu'il présumait que celui-ci « maintiendrait la neutralité de son pays jusqu'à la limite de ses forces [2] ».

A la demande qui lui était adressée par l'Angleterre, le secrétaire d'État de Berlin répondit, le 31 juillet, qu'il devrait consulter le chancelier et l'empereur et laissait entendre que « toute réponse de leur part risquerait de dévoiler au moins une partie de leur plan de campagne en cas de guerre. Il lui paraissait, par conséquent, douteux qu'il leur fût possible de donner une réponse quelconque [1]. » Il était facile de déduire de ce langage que l'Allemagne était décidée à ne pas respecter la neutralité de la Belgique.

Notre gouvernement répondit à la demande de Sir Edward Grey : « Le gouvernement français est résolu à respecter la neutralité de la Belgique, et ce n'est qu'au cas où une autre puissance violerait cette neutralité que la France pourrait se trouver dans l'obligation d'agir autrement, dans le but d'assurer sa propre défense. Cette assurance a été donnée à plusieurs reprises. Le président de la République en a parlé au roi des Belges, et le ministre de France à Bruxelles a renouvelé sponta-

1. *Livre Blanc* anglais, n° 115.
2. *Livre Blanc* anglais, n° 122. Télégramme de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin à Sir Edward Grey rendant compte de son entretien avec le secrétaire d'État de l'empire.

nément cette assurance aujourd'hui au ministre des Affaires étrangères belge[1]. »

Le 31 juillet également le ministre de France à Bruxelles, en mettant sous les yeux du ministre des Affaires étrangères un télégramme de l'agence Havas « décrivant l'état de guerre en Allemagne », lui disait : « Je profite de cette occasion pour déclarer qu'aucune incursion des troupes françaises n'aura lieu en Belgique, même si des forces importantes étaient massées sur les frontières de votre pays. La France ne veut pas avoir la responsabilité d'accomplir vis-à-vis de la Belgique, le premier acte d'hostilité. Des instructions dans ce sens seront données aux autorités françaises[2]. »

Le 1er août, Sir Edward Grey disait à l'ambassadeur d'Allemagne que la réponse de son gouvernement relative à la neutralité de la Belgique « était très regrettable, car en Angleterre l'opinion publique s'intéressait à cette neutralité ». Si elle était violée par l'un des belligérants, « tandis que l'autre la respecterait, il serait très difficile de retenir l'opinion publique en Angleterre ». L'ambassadeur d'Allemagne ayant alors demandé à Sir Edward Grey « si au cas où l'Allemagne promettrait de ne pas violer la neutralité belge l'Angleterre s'engagerait à rester neutre », le ministre anglais répondit « qu'il ne pouvait pas donner cette promesse », que l'attitude de l'Angleterre « serait dictée dans une large mesure par l'opinion publique anglaise », que celle-ci s'intéressait vivement à la neutralité belge, mais qu'il ne pouvait cependant l'assurer de la neutralité de l'Angleterre « à cette seule condition ». L'ambassadeur d'Allemagne ayant voulu connaître les autres conditions et ayant suggéré que « l'Allemagne pourrait s'engager à respecter l'intégrité de la France et de

1. *Livre Blanc* anglais, n° 125. Télégramme de l'ambassadeur de Grande-Bretagne à Paris à Sir Edward Grey, en date du 31 juillet.

2. *Livre Gris* belge, n° 9.

ses colonies », Sir Edward Grey refusa de prendre aucun engagement, répétant que l'Angleterre devait « garder toute liberté d'action [1] ».

Le 1er août le gouvernement belge faisait savoir à celui de la Grande-Bretagne que « la Belgique désire et entend que les autres puissances observent et maintiennent sa neutralité, qu'elle a l'intention de sauvegarder par tous les moyens en son pouvoir [2] ».

§ XV. — LA RUSSIE PACIFIQUE. L'ALLEMAGNE BELLIQUEUSE, SON ULTIMATUM A LA RUSSIE.

Malgré les dispositions manifestement agressives de l'Allemagne, le gouvernement russe ne désespérait probablement pas encore du maintien de la paix, car le 31 juillet, accédant à une suggestion de l'Angleterre, il adressait à toutes les puissances une note indiquant que si l'Autriche consentait « à arrêter la marche de ses troupes sur le territoire serbe, et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a assumé le caractère d'une question d'intéret européen, elle admet que les grandes puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au gouvernement austro-hongrois sans laisser porter atteinte à ses droits d'État souverain et à son indépendance, la Russie s'engage à conserver son attitude expectante [3] ».

Le même jour, l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg déclarait [4] au ministre des Affaires étrangères de Russie que « son gouvernement était prêt à discuter la substance de l'ultimatum adressé par

1. *Livre Blanc* anglais, n° 123. Dépêche de Sir Edward Grey à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin.

2. *Livre Blanc* anglais, n° 128. Télégramme de l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Bruxelles à Sir Edward Grey.

3. *Ibid.*, n° 132.

4. *Ibid.*, n° 133.

l'Autriche à la Serbie ». M. Sazonof en exprimait sa satisfaction et manisfestait l'espoir que le gouvernement britannique « assurerait la direction des discussions qui auraient lieu à Londres avec la participation des grandes puissances ». L'Autriche et la Russie se montraient donc d'accord pour internationaliser le conflit austro-serbe et maintenir la paix européenne.

Ces dispositions pacifiques dérangeaient sans doute les plans du gouvernement de Berlin, car, le même jour, 31 juillet, il sommait la Russie de procéder à la démobilisation complète de ses troupes et annonçait qu'il « se considérait dans l'obligation d'ordonner la mobilisation générale de l'armée allemande sur les frontières russe et française, si, dans les douze heures le gouvernement russe ne prenait pas l'engagement d'accéder à la demande de l'Allemagne ». L'ambassadeur d'Allemagne avait porté ces faits à la connaissance du gouvernement français vers sept heures du soir et avait laissé « entrevoir la possibilité d'avoir à demander ses passeports[1] ». L'Allemagne craignant de voir échapper le prétexte de la guerre précipitait son action.

Le 1er août, l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin ayant insisté auprès du secrétaire d'État allemand sur la nécessité pour l'Allemagne de favoriser la conversation de la Russie avec l'Autriche, « le secrétaire d'État aux Affaires étrangères affirma que l'Autriche n'avait consenti à entrer en pourpalers que grâce à l'influence allemande à Vienne, et que, si la Russie n'avait pas mobilisé contre l'Allemagne, tout aurait pu s'arranger. Cette dernière, en ne répondant pas à la demande de démobilisation formulée par l'Allemagne, aurait nécessité la mobilisation allemande. » La Russie, allant jusqu'à l'extrême limite des concessions, avait déclaré « que sa mobilisation n'impliquait pas néces-

1. *Livre Blanc* anglais, n° 117. Télégramme de l'ambassadeur d'Angleterre à Paris à Sir Edward Grey.

sairement la guerre, et qu'elle pouvait bien rester mobilisée pendant des mois sans que l'état de guerre s'ensuivît ».

Le ministre allemand après avoir cité ces déclarations ajoutait : « Il n'en était pas de même pour l'Allemagne. Celle-ci avait pour elle la rapidité, la Russie avait la supériorité numérique. Pour sauvegarder donc sa sécurité, l'empire allemand ne saurait donner à la Russie le temps d'amener des troupes de toutes les parties de son vaste territoire. Jusqu'ici la Russie n'avait pas encore donné de réponse, bien que le gouvernement impérial lui eût accordé plusieurs heures au delà du délai tout d'abord fixé. L'Allemagne avait donc donné l'ordre de mobilisation, et son représentant à Saint-Pétersbourg avait reçu pour instruction d'informer le gouvernement russe, à partir d'un certain délai, que le gouvernement impérial considérait le silence de la Russie comme établissant l'état de guerre[1]. »

Tandis que le gouvernement allemand manifestait ces dispositions intransigeantes, celui de Saint-Pétersbourg se montrait encore disposé à négocier avec l'Autriche. Le 1er août, M. Sazonof indiquait à l'ambassadeur d'Autriche « son désir de maintenir les relations sur un pied d'amitié » et il ajoutait : « Le vrai problème à résoudre en ce moment est pourtant de savoir si l'Autriche devait écraser la Serbie et en faire sa vassale, ou bien si elle devait laisser cet État libre et indépendant. » Il disait ensuite aux ambassadeurs de France et d'Angleterre, en leur répétant ces paroles et en rappelant qne l'armée autrichienne était en train de bombarder Belgrade, capitale de la Serbie, ville entièrement ouverte, « qu'au cours de la crise balkanique il avait eu occasion de faire entendre de la façon la plus claire au gouvernement austro-hongrois que toute attaque de l'Autriche contre la Serbie aurait pour conséquence

1. *Livre Blanc* anglais, n° 138.

inéluctable la guerre avec la Russie.... Il y allait pour la Russie d'une question de vie ou de mort. La politique de l'Autriche avait été d'un bout à l'autre tortueuse et dépourvue de scrupule. Comptant sur l'appui de l'Allemagne, son alliée, elle s'était imaginée pouvoir narguer la Russie. La politique de l'Allemagne avait été également équivoque et hypocrite. Peu importait que l'Allemagne eût connu ou ignoré les termes de l'ultimatum autrichien. Ce qui importait, c'était que l'Allemagne n'était intervenue que lorsqu'il était trop tard pour que son influence à Vienne eût un effet quelconque. L'Allemagne n'avait pas eu la main heureuse dans le choix de ses représentants à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Le premier était un russophobe enragé qui n'avait fait qu'exciter l'Autriche; le second avait fait croire à son gouvernement que jamais la Russie ne ferait la guerre. »

M. Sazonof se déclarait « épuisé de ses efforts incessants pour éviter la guerre. Jamais il n'avait opposé à une proposition quelconque une fin de non-recevoir. Il avait accepté la proposition d'une médiation par l'Angleterre et l'Italie; il avait accepté la proposition d'une convention directe entre l'Autriche et la Russie, mais toujours, soit par des réponses évasives, soit par des refus formels, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient rendu vaines toutes les tentatives faites en faveur de la paix. Les agissements du gouvernement austro-hongrois et les préparatifs de l'Allemagne avaient forcé la Russie à mobiliser, et la mobilisation de l'Allemagne avait rendu la situation désespérée. » Cependant M. Sazonof déclarait que « en aucun cas la Russie ne commencerait les hostilités [1] ».

1. *Livre Blanc* anglais, n° 139.

§ XVI. — LA MOBILISATION ALLEMANDE ET LA MOBILISATION FRANÇAISE.

Le même jour (1er août) l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin télégraphiait à sir Edward Grey : « Il vient d'être donné des ordres pour la mobilisation générale de la flotte et de l'armée. La date du premier jour de la mobilisation est le 2 août [1]. »

Le gouvernement russe nous ayant informé en même temps de cette mobilisation générale de l'Allemagne, notre ministre des Affaires étrangères, président du conseil des ministres, fit appeler le 1er août, à cinq heures et demie, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris et lui dit tout d'abord : « Vous mobilisez, nous le savons. » L'ambassadeur gardant le silence, M. Viviani ajouta : « Cette attitude de votre gouvernement nous a dicté la nôtre. Nous avons été obligés de prendre des précautions analogues aux vôtres. Nos dispositions pacifiques demeurent entières : nous voulons la paix et la meilleure preuve que je puis vous en donner, c'est qu'à l'heure présente le parlement français n'est pas convoqué, ce que nous serions constitutionnellement obligés de faire si nos intentions n'étaient pas pacifiques. » L'ambassadeur d'Allemagne ayant fait observer que des incidents de frontières pourraient se produire, M. Viviani lui répondit fort justement : « Comment supposer qu'ils viennent du côté français? Il n'est pas un de nos régiments que nous n'ayons maintenu par précaution à 10 kilomètres de la frontière quand les troupes allemandes sont au pied du poteau frontière. »

Cependant, au moment même où il préparait l'ordre de mobilisation générale, le gouvernement français s'efforçait encore, comme ceux de Russie et d'Angleterre, de maintenir la paix. Le 2 août, l'ambassadeur

1. *Ibid.*, n° 142.

d'Angleterre à Paris rendait compte à Sir Edward Grey d'un entretien qu'il venait d'avoir avec le président de la République, dans lequel celui-ci, faisant allusion aux manœuvres tentées par le gouvernement de Berlin pour rejeter « les responsabilités sur la Russie », affirmait que la Russie n'avait proclamé l'ordre de mobilisation générale qu'après l'Autriche, que « les mesures prises par le gouvernement allemand équivalaient à la mobilisation générale, que la mobilisation générale en France deviendrait nécessaire « comme mesure défensive »; que la France avait déjà « quarante-huit heures de retard sur l'Allemagne au point de vue des préparatifs militaires », que nos troupes avaient l'ordre de se maintenir à dix kilomètres de la frontière « de façon à parer à toute accusation de provocation envers l'Allemagne », tandis que les troupes allemandes étaient sur notre frontière et avaient fait « des incursions en France », que « malgré les mobilisations l'empereur de Russie s'est déclaré prêt à laisser continuer les conversations entre son gouvernement et l'ambassadeur d'Allemagne en vue du maintien de la paix; qu'enfin le gouvernement français désire sincèrement la paix et ne désespère pas, même à l'heure qu'il est, d'éviter la guerre[1] ».

§ XVII. — GUILLAUME II ET NICOLAS II. LA DÉCLARATION DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE A LA RUSSIE.

Tandis que les gouvernements d'Angleterre, de Russie et de France multipliaient leurs efforts pour le maintien de la paix, l'empereur Guillaume rendait par sa conduite envers le tsar la guerre inévitable, tout en essayant d'en faire peser la responsabilité sur le gouvernement russe. Le 28 juillet, à dix heures quarante-cinq du soir, il télégraphiait à Nicolas II : « Avec une grande inquiétude j'apprends l'impression que l'action austro-hon-

1. *Livre Blanc* anglais, n° 134.

groise a produite dans ton empire. L'agitation sans scrupule qui s'exerce depuis des années en Serbie a déterminé l'assassinat de François-Ferdinand. Les Serbes sont encore dominés par l'esprit qui les a poussés à l'assassinat de leur roi et de leur reine. Sans aucun doute, tu conviendras avec moi que tous deux, comme tous les autres souverains, avons intérêt à ce que tous ceux qui portent la responsabilité de cet horrible crime soient punis.

« D'autre part, je comprends très bien combien pour toi et ton gouvernement il est difficile d'aller contre l'opinion publique. Grâce à l'amitié qui depuis longtemps me lie étroitement à François-Joseph, je déploie sur l'Autriche-Hongrie toute mon influence pour la pousser à s'entendre ouvertement et pacifiquement avec la Russie. J'espère ardemment que tu aideras mes efforts pour éloigner les difficultés actuellement existantes. »

Le tsar répondait, le 29 juillet, à dix heures du matin :

« Je me réjouis de te savoir rentré en Allemagne en ce moment sérieux. Je te prie vivement de m'aider. Une guerre honteuse a été déclarée à un pays faible. L'indignation est énorme en Russie, je la partage. Je prévois que bientôt je ne pourrai plus résister aux pressions qui s'exercent sur moi et que je serai obligé de prendre des mesures qui provoqueront la guerre.

« Pour éviter le malheur que serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre ancienne amitié, de faire tout le possible pour empêcher l'allié d'aller trop loin. »

L'empereur Guillaume répond le 29 juillet, à six heures trente du soir, par une justification complète de la conduite de l'empereur François-Joseph et l'invitation indirecte à la Russie de ne pas prendre de mesures militaires, ce qui, évidemment placerait cette dernière dans un état d'infériorité par rapport à l'Autriche : « J'ai reçu ton télégramme. Je partage ton désir de maintenir la paix. Cependant, je ne puis considérer la guerre austro-

hongroise comme une guerre honteuse, parce que l'Autriche-Hongrie sait, par expérience, que les promesses de la Serbie, quand elles n'existent que sur le papier, ne valent rien. Selon moi, l'action austro-hongroise doit être considérée comme une tentative pour obtenir que cette fois les promesses serbes soient maintenues. Je suis fortifié dans cette opinion par l'engagement du Cabinet austro-hongrois de ne rechercher aucune conquête territoriale en Serbie. Je crois qu'une entente directe entre ton gouvernement et Vienne est possible et désirable; une entente que, comme je te l'ai dit, mon gouvernement appuierait de toutes ses forces. Naturellement les mesures militaires pourraient être considérées par l'Autriche-Hongrie comme une menace, et pourraient provoquer le malheur que nous voulons conjurer et rendre impossible la mission médiatrice que j'ai assumée avec empressement ensuite de ton appel à mon amitié et à mon aide. »

Le 30 juillet, à une heure de l'après-midi, le tsar avait répondu au télégramme de l'empereur Guillaume du 29 juillet dans les termes suivants : « Je te remercie cordialement de ta prompte réponse. Ce soir, j'envoie Tatischef avec instructions. Les mesures militaires actuelles étaient déjà décidées il y a cinq jours environ pour nous défendre contre les préparatifs autrichiens. J'espère de tout mon cœur que ces mesures n'empêcheront pas ta tâche de médiateur à laquelle je tiens beaucoup. Nous avons besoin de ta pression sur l'Autriche-Hongrie pour qu'elle s'entende avec nous. »

Le 30 juillet, dans la soirée, le tsar télégraphia de nouveau, à Guillaume II, pour lui donner « sa parole » que les troupes russes ne prendront aucune attitude hostile tant que dureront les tractations : « Je te remercie cordialement pour ta médiation qui fait espérer une solution pacifique. Véritablement il est impossible d'arrêter nos préparatifs militaires, rendus nécessaires par la mobilisation autrichienne. Nous ne

désirons pas une guerre et tant que dureront les tractations avec l'Autriche, mes troupes ne prendront aucune attitude hostile, je t'en donne solennellement ma parole. J'ai confiance dans la grâce de Dieu, et j'espère en le succès de ta médiation à Vienne, pour le bien de notre pays et la paix européenne. Cordialement et tout dévoué à toi. »

Le 30 juillet, à minuit, l'empereur Guillaume, ne tenant aucun compte de la parole du tsar, le somme d'arrêter les mesures militaires de la Russie : « Pendant que ma médiation, assumée selon ton désir, entre ton gouvernement et le gouvernement viennois était en pleine action, tes troupes ont été mobilisées contre mon alliée l'Autriche-Hongrie, ce qui a rendu mon action presque illusoire. Néanmoins je la continuai. Or, je reçois des nouvelles certaines sur tes préparatifs belliqueux à mes frontières. La responsabilité de la sûreté de mon empire m'oblige à prendre des contre-mesures défensives. J'ai fait tous mes efforts en faveur du maintien de la paix. Je ne porterai pas la responsabilité du malheur qui menace le monde civilisé. En ce moment, tu as encore la possibilité de le conjurer. Personne ne menace l'honneur et la force de la Russie, qui aurait pu attendre le résultat de mes efforts. L'amitié que pour toi, pour ton pays, j'ai jurée au lit de mort de mon grand'père, m'a toujours été sacrée et je suis demeuré fidèle à la Russie dans les moments les plus difficiles, dans la dernière guerre notamment. Aujourd'hui la paix européenne ne peut être sauvée que par toi si la Russie se décide à arrêter les mesures militaires qui menacent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. »

Le 31 juillet, à une heure de l'après-midi, l'empereur d'Allemagne annonce qu'il décline la mission conciliatrice que le tsar l'avait prié de remplir. « Mon ambassadeur a été chargé de signaler à ton gouvernement les dangers et les graves conséquences d'une mobilisation. Comme je te le disais hier dans mon

dernier télégramme, l'Autriche-Hongrie ne mobilise contre la Serbie qu'une partie de son armée. Si maintenant, comme c'est certain, tu mobilises contre l'Autriche-Hongrie, la mission que tu m'as confiée est rendue difficile, sinon impossible. La difficulté de la décision à prendre repose maintenant sur tes épaules. Tu as la responsabilité de la guerre ou de la paix. »

Dès ce moment la guerrre était voulue par Guillaume II. Le 3 août, à sept heures trente du soir, l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg remettait au gouvernement du tsar la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie marquant ainsi la résolution de Guillaume II de provoquer la guerre que Nicolas l'avait prié d'empêcher, que la Russie voulait éviter et que l'Angleterre et la France, avec le concours de l'Italie, s'étaient efforcées de prévenir par une médiation à laquelle l'Allemagne avait refusé de s'associer.

§ XVIII. — GEORGE V ET GUILLAUME II.

Les relations de l'empereur d'Allemagne avec le roi d'Angleterre témoignent, de leur côté, que Guillaume II voulait réellement cette guerre, car ses efforts n'avaient d'autre but que d'obtenir la neutralité de l'Angleterre.

Les télégrammes échangés entre le roi d'Angleterre et le kaiser furent publiés dans le courant du mois d'août par la *Gazette de l'Allemagne du Nord*.

Dans un premier télégramme en date du 30 juillet, le prince Henri de Prusse, frère de Guillaume, dit : « Guillaume, qui est ennuyé, fait son possible pour faire droit à la requête de Nicolas tendant à travailler au maintien de la paix.... Nous n'avons pris aucune mesure d'aucune sorte, bien que nous puissions être contraints à le faire si nos voisins continuent les leurs. Il en résulterait une guerre européenne. Si vous désirez réellement et sincèrement empêcher cette épouvantable catastrophe, puis-je vous proposer d'user

de votre influence sur la France et aussi sur la Russie pour obtenir qu'elles restent neutres? Dans mon opinion, votre intervention serait de la plus grande valeur. »

Le roi George répondit le jour même au prince Henri : « Merci de votre télégramme. Très heureux des efforts de Guillaume pour s'entendre avec Nicolas en faveur du maintien de la paix. J'ai le plus vif désir qu'une aussi effroyable calamité qu'une guerre européenne puisse être évitée. Mon gouvernement fait de son mieux pour que la Russie et la France ajournent leurs mouvements de troupes si l'Autriche se contente d'occuper Belgrade et le territoire serbe avoisinant en garantie d'un règlement satisfaisant de ses réclamations, tandis que les autres pays arrêteront simultanément leurs préparatifs de guerre.

« J'ai la conviction que Guillaume usera de son influence sur l'Autriche pour lui faire accepter cette proposition. Il montrerait ainsi que l'Allemagne et l'Angleterre travaillent ensemble à empêcher ce qui serait une catastrophe internationale. Assurez, je vous prie, Guillaume, que je fais et que je continuerai de faire tout ce qui est en mon pouvoir pour conserver la paix de l'Europe. »

Le 31 juillet, l'empereur Guillaume, tout en se déclarant favorable aux propositions de George V, lui annonçait qu'il venait de recevoir la nouvelle que Nicolas II mobilisait sa flotte et son armée. « Il n'a pas même attendu, disait-il, les résultats de la médiation à laquelle je m'employais, et il m'a laissé sans nouvelles. Je vais à Berlin pour assurer la sécurité de mes frontières de l'est où déjà de grosses forces russes ont pris position. » Il laissait entendre, en somme, qu'il préparait la guerre.

Le roi George V répondit, le 1er août, qu'il avait télégraphié au tsar sa volonté de faire ce qu'il pourrait pour empêcher la rupture des relations entre les puissances en cause.

Le même jour, le prince Lichnowsky, ambassadeur d'Allemagne à Londres, envoya la dépêche suivante au chancelier de Bethmann-Hollweg : « Sir Edward Grey vient de m'appeler au téléphone et m'a demandé si je pensais pouvoir déclarer que nous n'attaquerions pas la France si la France restait neutre dans une guerre germano-russe. J'ai dit que je pensais pouvoir assumer la responsabilité de cette déclaration. »

Le 1er août, l'empereur d'Allemagne télégraphiait à George V : « Je viens de recevoir la communication de votre gouvernement m'offrant la neutralité de la France avec la garantie de la Grande-Bretagne. A cette offre était liée la question de savoir si, à cette condition, l'Allemagne n'attaquerait pas la France. Pour des raisons techniques, ma mobilisation, qui a été ordonnée cette après-midi sur les deux fronts, est et ouest, doit s'accomplir selon les préparatifs commencés. Des contre-ordres ne peuvent être donnés et votre télégramme est malheureusement venu trop tard. Mais si la France offre sa neutralité, qui sera alors garantie par l'armée et la flotte anglaises, je m'abstiendrai d'attaquer la France et j'emploierai mes troupes ailleurs. Je souhaite que la France ne montre aucune nervosité. Les troupes, sur ma frontière, sont en ce moment arrêtées, par ordres télégraphiques et téléphoniques, dans leur marche en avant au delà de la frontière française. »

Le même jour, le chancelier allemand télégraphiait à l'ambassadeur de Londres, prince Lichnowsky : « L'Allemagne est prête à acquiescer aux propositions anglaises si l'Angleterre garantit, avec ses forces militaires et navales, la neutralité française dans le conflit russo-allemand. La mobilisation allemande s'est effectuée aujourd'hui, en réponse aux provocations russes, et avant l'arrivée des propositions anglaises. Par conséquent, notre concentration à la frontière française ne peut être modifiée. Nous garantissons d'ailleurs que

d'ici au lundi 3 août, à sept heures du soir, la frontière française ne sera pas franchie, si l'assentiment de l'Angleterre nous est parvenu à ce moment. »

Le roi George V répondait au télégramme de Guillaume II : « Je pense qu'il s'est produit un malentendu à propos de la suggestion qui aurait été faite au cours d'une conversation amicale entre le prince Lichnowsky et Sir Edward Grey, où ils discutaient comment un conflit armé entre l'Allemagne et la France pourrait être retardé jusqu'à ce qu'on ait trouvé un moyen d'entente entre l'Autriche-Hongrie et la Russie. Sir Edward Grey verra le prince Lichnowsky demain matin pour déterminer qu'il y a bien eu malentendu de la part de ce dernier. »

Le 2 août, le prince Lichnowsky télégraphiait à M. de Bethmann-Hollweg l'explication suivante : « Les suggestions de Sir Edward Grey, basées sur le désir de garder la neutralité, de la part de l'Angleterre, ont été faites sans accord préalable avec la France et ont été, depuis, abandonnées comme futiles. »

L'ambassadeur d'Allemagne avait, en réalité, trompé son gouvernement sur les dispositions de l'Angleterre; et il ne pouvait l'avoir fait que sciemment, car Sir Edward Grey lui avait, à plusieurs reprises, indiqué la nécessité dans laquelle se trouverait la France de soutenir la Russie et l'obligation qui s'imposerait à l'Angleterre d'entrer en scène à la suite de la France.

La publication des documents qui précèdent par la *Gazelle de l'Allemagne du Nord* avait évidemment pour but de provoquer des dissentiments entre la France et l'Angleterre, en insinuant que le gouvernement britannique avait songé à séparer la France de son alliée russe dans un conflit où, la Russie étant attaquée par l'Allemagne, le traité d'alliance franco-russe devait nécessairement entrer en application. Mais ce qui ressort le plus clairement de la correspondance échangée entre le roi d'Angleterre et le kaiser, c'est la

tentative faite par ce dernier pour obtenir de l'Angleterre qu'elle se tînt à l'écart de la guerre que l'Allemagne allait faire à la France et à la Russie.

§. XIX. — LA VIOLATION DE LA NEUTRALITÉ DU LUXEMBOURG ET DE LA BELGIQUE PAR L'ALLEMAGNE.

Le 1er août, M. Davignon, ministre des Affaires étrangères de Belgique télégraphiait aux représentants de la Belgique que le ministre de France à Bruxelles lui avait fait la déclaration suivante : « Je suis autorisé à déclarer qu'en cas de conflit international le gouvernement de la République, ainsi qu'il l'a toujours déclaré, respectera la neutralité de la Belgique. Dans l'hypothèse où cette neutralité ne serait pas respectée par une autre puissance, le gouvernement français, pour assurer sa propre défense, pourrait être amené à modifier son attitude [1]. »

Au moment même où la France renouvelait à la Belgique les engagements de respecter sa neutralité, l'Allemagne nous accusait d'avoir l'intention de la violer et en prenait prétexte pour la violer elle-même. Le 2 août elle faisait remettre au ministre des Affaires étrangères belge une note « très confidentielle » où il était dit [2] : « Le gouvernement allemand a reçu des nouvelles sûres d'après lesquelles les forces françaises auraient l'intention de marcher sur la Meuse par Givet et Namur. Ces nouvelles ne laissent aucun doute sur l'intention de la France de marcher sur l'Allemagne par le territoire belge.... C'est un devoir impérieux pour l'Allemagne de prévenir cette attaque de l'ennemi. Le gouvernement allemand regretterait très vivement que la Belgique regardât comme un acte d'hostilité contre elle le fait que les mesures de l'ennemi de l'Allemagne l'obligent

1. *Livre Gris* belge, n° 150.
2. *Ibid.*, n° 20.

de violer aussi, de son côté, le territoire belge. Afin de dissiper tout malentendu, le gouvernement allemand déclare ce qui suit : 1° L'Allemagne n'a en vue aucun acte d'hostilité contre la Belgique. Si la Belgique consent, dans la guerre qui va commencer, à prendre une attitude de neutralité amicale vis-à-vis de l'Allemagne, le gouvernement allemand de son côté s'engage, au moment de la paix, à garantir l'intégrité et l'indépendance du royaume dans toute leur ampleur. 2° L'Allemagne s'engage, sous la condition énoncée, à évacuer le territoire belge aussitôt la paix conclue. 3° Si la Belgique observe une attitude amicale, l'Allemagne est prête, d'accord avec les autorités du gouvernement belge, à acheter contre argent comptant tout ce qui est nécessaire à ses troupes et à indemniser pour les dommages quelconques causés en Belgique par les troupes allemandes. 4° Si la Belgique se comporte d'une façon hostile contre les troupes allemandes et particulièrement fait des difficultés à leur marche en avant par la résistance des fortifications de la Meuse ou par des destructions de routes, de chemins de fer, tunnels ou autres ouvrages d'art, l'Allemagne sera obligée, à regret, de considérer la Belgique en ennemie. Dans ce cas l'Allemagne ne pourrait prendre aucun engagement vis-à-vis du Royaume, mais elle devrait laisser le règlement ultérieur des rapports des deux États l'un vis-à-vis de l'autre à la décision des armes. »

Si le gouvernement de Guillaume II avait pensé que ces menaces amèneraient le gouvernement belge à trahir les devoirs que la neutralité lui impose, il ne tarda pas à revenir de ses illusions. Le 3 août, à sept heures du matin, le ministre des Affaires étrangères de Belgique, répondant à la note allemande, disait : « Cette note a provoqué chez les représentants du roi un profond et douloureux étonnement. Les intentions qu'elle attribue à la France sont en contradiction avec les déclarations formelles qui nous ont été faites le 1er août,

au nom du gouvernement de la République. D'ailleurs, si, contrairement à notre attente, une violation de la neutralité belge venait à être commise par la France, la Belgique remplirait tous ses devoirs internationaux et son armée opposerait à l'envahisseur la plus rigoureuse résistance. Les traités de 1839 confirmés par les traités de 1870 consacrent l'indépendance et la neutralité de la Belgique sous la garantie des Puissances et notamment du gouvernement de sa majesté le roi de Prusse. La Belgique a toujours été fidèle à ses obligations internationales; elle a accompli ses devoirs dans un esprit de loyale impartialité; elle n'a négligé aucun effort pour maintenir et faire respecter sa neutralité. L'atteinte à son indépendance dont la menace le gouvernement allemand constituerait une flagrante violation du droit des gens. Aucun intérêt stratégique ne justifie la violation du droit. Le gouvernement belge en acceptant les propositions qui lui sont notifiées sacrifierait l'honneur de la nation en même temps qu'il trahirait ses devoirs vis-à-vis de l'Europe. Conscient du rôle que la Belgique joue depuis plus de quatre-vingts ans dans la civilisation du monde, il se refuse à croire que l'indépendance de la Belgique ne puisse être conservée qu'au prix de la violation de sa neutralité. Si cet espoir était déçu, le gouvernement est fortement décidé à repousser par tous les moyens en son pouvoir toute atteinte à son droit [1]. »

Le gouvernement du roi Albert Ier avait déjà, le 29 juillet, « décidé de mettre l'armée sur le pied de paix renforcée [2] » afin de bien indiquer sa résolution de ne laisser violer par personne sa neutralité.

Après la remise de la réponse de son gouvernement à l'Allemagne, le roi Albert télégraphiait au roi d'Angleterre [3] : « Me souvenant des nombreuses marques d'ami-

1. *Livre Gris* belge, n° 22.
2. *Ibid.*, n° 8.
3. *Ibid.*, n° 25.

tié de Votre Majesté et de ses prédécesseurs, de l'attitude amicale de l'Angleterre en 1870, et de la preuve de sympathie qu'elle vient encore de nous donner, je fais un suprême appel à l'intervention diplomatique du gouvernement de Sa Majesté pour la sauvegarde de la neutralité de la Belgique. »

Le même jour, le ministre de Belgique à Londres télégraphiait à M. Davignon : « J'ai montré votre télégramme au ministre des Affaires étrangères qui l'a communiqué au conseil des ministres. Le ministre des Affaires étrangères m'a dit que si votre neutralité était violée, c'était la guerre avec l'Allemagne[1]. »

§ XX. — LE DÉBUT DES HOSTILITÉS.

L'Allemagne avait violé déjà la neutralité du Luxembourg et se disposait à violer celle de la Belgique.

Le 2 août, le ministre de la Grande-Bretagne à Bruxelles télégraphiait à Sir Edward Grey : « Le gouvernement belge confirme officiellement que des troupes allemandes ont pénétré dans le Grand-Duché de Luxembourg[2]. »

Le même jour, le ministre d'État du Luxembourg télégraphiait à Sir Edward Grey que des « troupes allemandes avaient, le dimanche 2 août, de grand matin, pénétré sur le territoire luxembourgeois ». Il ajoutait : « Le gouvernement luxembourgeois n'a pas manqué de protester énergiquement contre cette agression auprès des représentants de sa majesté l'empereur d'Allemagne à Luxembourg. Une protestation identique va être transmise télégraphiquement à Berlin au secrétaire d'État des Affaires étrangères[3]. »

Le 2 août, à la suite d'un conseil tenu par les ministres

1. *Livre Gris* belge, n° 26.
2. *Livre Blanc* anglais, n° 146.
3. *Livre Blanc* anglais, n° 147.

de la Grande-Bretagne, Sir Edward Grey informait notre ambassadeur à Londres que « si la flotte allemande entrait dans le Pas de Calais ou traversait la mer du Nord pour entreprendre des hostilités contre les côtes ou les bateaux français, la flotte anglaise donnerait, pour l'en empêcher, toute la protection dont elle serait capable ». Cette déclaration avait pour objet de rassurer la France au sujet de ses côtes et mers du nord, en raison de ce que toute sa flotte était concentrée dans la Méditerranée. Le gouvernement anglais était alors en train de discuter les déclarations qu'il ferait au Parlement, et en particulier la question de savoir s'il considérerait la violation de la neutralité de la Belgique comme un *casus belli*[1].

Le 3 août, le gouvernement français offrait à la Belgique le concours de cinq corps d'armée pour le cas où elle serait attaquée[2].

Le même jour, l'Italie déclarait à l'ambassadeur d'Allemagne : « La guerre entreprise par l'Autriche et ses conséquences, ont, d'après les dires de l'ambassadeur d'Allemagne lui-même, un but agressif. Les deux choses sont donc en contradiction avec le caractère purement défensif de la Triple-Alliance et, dans ces conditions, l'Italie restra neutre[3]. »

Le 4 août, Sir Edward Grey était informé par son ministre à Bruxelles que le gouvernement allemand se trouvait « dans l'obligation de prendre, au besoin par la force, les mesures qu'il considère comme indispensables en vue des opérations menaçantes de la France ». Fidèle à ses habitudes de déloyauté, l'Allemagne affectait de croire que la France avait l'intention de traverser la Belgique pour attaquer l'empire. En réponse à ce

1. *Livre Gris* belge, n° 148.
2. *Livre Bleu* anglais, n° 151.
3. *Ibid.*, n° 152.
4. *Ibid.*, 154.

renseignement, Sir Edward Grey télégraphiait le jour même, 4 août, au représentant de l'Angleterre à Bruxelles : « Veuillez porter à la connaissance du gouvernement belge que, dans le cas où l'Allemagne exercerait sur lui une pression pour le faire se départir de la neutralité, le gouvernement de sa majesté britannique s'attend à ce qu'il résiste à cette pression par tous les moyens dont il dispose; que le gouvernement de sa majesté britannique l'aidera dans cette résistance : et que, le cas échéant, le gouvernement de sa majesté britannique est prêt à se joindre à la Russie et à la France pour offrir immédiatement au gouvernement belge une action commune pour résister à l'emploi par l'Allemagne de la force en Belgique, ainsi qu'une garantie du maintien de son intégrité et de son indépendance à l'avenir [1]. »

Le 4 août, le chancelier de l'empire d'Allemagne formulait cyniquement à la tribune du Reichstag le mensonge relatif à la prétendue intention de la France de violer le territoire belge pour attaquer l'Allemagne et tentait de légitimer par ce mensonge la violation de ce même territoire par les troupes allemandes. « Nous nous trouvons, disait-il [2], en état de légitime défense et la nécessité ne connaît pas de lois. Nos troupes ont occupé Luxembourg et ont, peut-être, déjà pénétré en Belgique. Cela est en contradiction avec les prescriptions du droit des gens. La France a, il est vrai, déclaré à Bruxelles qu'elle était résolue à respecter la neutralité de la Belgique, aussi longtemps que l'adversaire la respecterait, mais nous savions que la France se tenait prête pour envahir la Belgique. La France pouvait attendre. Nous pas. Une attaque française sur notre flanc dans la région du Rhin inférieur aurait pu devenir fatale. C'est ainsi que nous avons été forcés de passer outre aux protestations justifiées des gouvernements luxembourgeois et belge.

1. *Livre Bleu* anglais, n° 155.
2. *Livre Gris*, belge, n° 35.

L'injustice que nous commettons de cette façon, nous la réparerons dès que notre but militaire sera atteint[1]. »

1. Au cours de la guerre, l'Allemagne mit au jour un autre prétexte pour tenter de légitimer sa violation de la neutralité belge. L'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* publia, le 25 octobre 1914, un document relatif à une entrevue, en 1912, d'un colonel anglais avec un général belge, dans laquelle il avait été question du concours que l'Angleterre pourrait donner à la Belgique dans le cas où sa neutralité serait violée. Le colonel anglais Bridges ayant dit que dans cette éventualité le gouvernement britannique procéderait à un débarquement, le général belge Jungbluth répondit : « Mais vous ne pourriez débarquer chez nous qu'avec notre consentement » et l'anglais ne fit aucune objection à cette réserve. La seule déduction qui puisse être tirée de ce fait est que l'Angleterre était décidée à protéger la neutralité de la Belgique, comme c'était son devoir en vertu des conventions internationales qui ont créé cette neutralité.

La presse allemande ayant essayé d'en déduire que l'Angleterre avait projeté de *violer* la neutralité belge, Sir Edward Grey autorisa la publication d'une dépêche adressée par lui-même, le 7 avril 1913, au ministre d'Angleterre à Bruxelles, où il disait : « Le ministre belge m'a informé de rumeurs d'origine anglaise qu'il ne pouvait préciser, ayant trait au débarquement de troupes en Belgique par la Grande-Bretagne afin de devancer le passage possible de troupes allemandes à travers ce pays vers la France, je lui ai dit pouvoir être certain d'affirmer que le gouvernement actuel ne violerait jamais le premier la neutralité belge et que je ne croyais pas qu'aucun gouvernement anglais prît une telle initiative que l'opinion publique n'approuverait jamais. Ce que nous avions considéré — et la question était passablement embarrassante — c'était ce qu'il serait désirable et nécessaire que nous fissions, nous, garants de la neutralité belge, si cette neutralité était violée par une puissance quelconque. Si nous étions, par exemple, les premiers à violer la neutralité et à débarquer des troupes en Belgique, ce serait permettre à l'Allemagne d'en faire autant. Ce que nous désirions dans ce cas pour la Belgique, aussi bien que pour tout autre pays neutre, c'était que la neutralité fût respectée; et aussi longtemps qu'elle ne serait pas violée par une autre puissance, nous n'enverrions certainement pas de troupes à travers son territoire. »

L'attitude de la Grande-Bretagne à l'égard de la Belgique fut toujours, en somme, la même que celle de la France, et conforme aux conventions internationales : respecter la neutralité belge et la défendre si elle était violée par une puissance quelconque.

§ XXI. — L'ALLEMAGNE SOLLICITE DE NOUVEAU LA NEUTRALITÉ ANGLAISE. SA DEMANDE EST REPOUSSÉE

Même à l'heure où il violait la neutralité du Luxembourg et de la Belgique, le gouvernement de Guillaume II ne désespérait pas d'obtenir la neutralité de l'Angleterre. Le 4 août, le ministre des Affaires étrangères allemand télégraphiait à son ambassadeur à Londres de donner au gouvernement britannique « l'assurance formelle que même en cas de conflit armé avec la Belgique, l'Allemagne s'engageait à n'annexer sous aucun prétexte du territoire belge » et il ajoutait avec une singulière naïveté : « L'engagement solennel que nous avons pris à l'égard de la Hollande de respecter strictement sa neutralité, constitue la preuve de la sincérité de la déclaration sus-énoncée. Il est évident, en effet, qu'il ne nous serait pas possible de tirer un profit quelconque d'une annexion de territoire belge sans nous agrandir en même temps aux dépens de la Hollande[1]. »

Le même jour Sir Edward Grey étant prévenu que les troupes allemandes avaient pénétré sur le territoire belge et que Liége avait été sommée de se rendre, télégraphiait à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne à Berlin : « Dans ces conditions, et vu que l'Allemagne a refusé de nous fournir au sujet de la Belgique les mêmes assurances données la semaine dernière par la France en réponse à notre demande faite simultanément à Berlin et à Paris, nous sommes obligés de réitérer la même demande et d'exiger qu'il lui soit fait, ainsi qu'à notre télégramme de ce matin (n° 153) une réponse satisfaisante, qui devra nous être parvenue ici ce soir avant minuit. Dans le cas contraire vous demanderez vos passeports et déclarerez que le gouvernement britannique se voit dans l'obligation de prendre toutes

1. *Livre Bleu* anglais, n° 157.

les mesures en son pouvoir pour sauvegarder la neutralité de la Belgique et faire respecter un traité auquel l'Allemagne aussi bien que l'Angleterre a souscrit[1]. »

§ XXII. — LA RUPTURE DE L'ANGLETERRE ET DE L'ALLEMAGNE.

Les résultats que donnèrent l'exécution de ces instructions forment l'objet d'une longue dépêche publiée au *Livre Bleu*[2] et à laquelle fut donnée une grande publicité sous la forme suivante : « Sir Edward Goschen expose qu'à la question de savoir si l'Allemagne respecterait la neutralité de la Belgique, M. de Jagow, secrétaire d'État à l'office impérial des Affaires étrangères, répondit négativement, parce que les troupes allemandes, le matin même, avaient déjà franchi la frontière belge. La neutralité de la Belgique était déjà violée. Cette violation, disait-il, était nécessaire, parce qu'il s'agissait de pénétrer en France par le chemin le plus rapide et le plus facile, de façon à avoir une grande avance sur les opérations françaises et de frapper le plus tôt possible un coup décisif. C'était pour l'Allemagne question de vie ou de mort. Un temps considérable aurait été perdu s'il avait fallu pénétrer par le Sud, où la rareté des routes et la puissance des forteresses auraient retardé la marche, ce qui aurait donné aux Russes le temps d'amener des troupes sur la frontière allemande. La rapidité, ajouta M. de Jagow, est le grand atout de l'Allemagne. Celui de la Russie est d'être un réservoir inépuisable de soldats.

« L'ambassadeur observa que le fait accompli était très grave et demanda s'il n'était pas encore temps de donner aux troupes allemandes l'ordre de quitter la

1. *Livre Blanc* anglais, n°s 158 et 159.
2. *Ibid.*, n° 160.

Belgique. M. de Jagow répondit que pour les motifs sus-énoncés, cela était impossible.

« Dans l'après-midi l'ambassadeur d'Angleterre informa M. de Jagow que si, à minuit, l'Allemagne n'avait pas donné l'assurance qu'elle ne poursuivrait pas la violation de la frontière belge et n'arrêtait pas ses troupes, les relations diplomatiques seraient rompues et la Grande-Bretagne prendrait toutes les mesures nécessaires pour maintenir la neutralité de la Belgique et faire respecter le traité signé par l'Allemagne et par la Grande-Bretagne.

« M. de Jagow répondit qu'il maintenait sa réponse antérieure, la sûreté de l'empire d'Allemagne exigeant absolument que les troupes allemandes traversassent la Belgique. L'ambassadeur d'Angleterre insista disant qu'en présence des conséquences terribles de cet acte, M. de Jagow changerait peut-être d'opinion avant minuit, mais M. de Jagow répliqua que le délai, fût-il prolongé de vingt-quatre heures, ou plus, sa réponse serait toujours la même. « En ce cas, répondit l'ambas- « sadeur d'Angleterre, il ne me reste qu'à réclamer mes « passeports. »

« Il était environ sept heures; un court entretien suivit. M. de Jagow exprima ses profonds regrets de voir s'écrouler toute sa politique et celle du chancelier, qui consistait à gagner l'amitié de l'Angleterre, afin d'arriver, par l'intermédiaire de cette puissance, à se rapprocher de la France.

« L'ambassadeur se rendit ensuite chez le chancelier. Celui-ci, fort agité, entama aussitôt un discours qui dura une vingtaine de minutes. Il déclara que la décision de la Grande-Bretagne était vraiment terrible et ajouta : « Comment, pour un mot, pour le mot neutralité, pour « un mot qui, en temps de guerre fut si souvent mé- « prisé; comment, pour un simple morceau de papier, « la Grande-Bretagne va faire la guerre à une nation « apparentée dont le seul désir est d'être amie! Tous

« mes efforts dans ce sens se trouvent anéantis par « cette dernière et terrible décision, et toute ma poli- « tique depuis mon arrivée aux affaires s'écroule comme « un château de cartes. L'acte de la Grande-Bretagne « est inconcevable. C'est comme si on frappait dans le « dos un homme qui défend sa vie contre deux assail- « lants. Je tiens la Grande-Bretagne pour responsable « des terribles événements qui pourront s'ensuivre. »

« L'ambassadeur d'Angleterre répliqua que si, pour des raisons stratégiques, la violation de la neutralité belge était une question de vie ou de mort pour l'Allemagne, c'était aussi pour l'honneur de la Grande-Bretagne une question de vie ou de mort de respecter un engagement solennel et de faire tout son possible pour défendre la neutralité de la Belgique contre des attaques. « Cet engagement solennel doit « simplement être observé, sinon quelle confiance « aurait-on à l'avenir dans les promesses de la Grande- « Bretagne. »

« Le chancelier répondit : « Mais à quel prix cet « engagement sera-t-il tenu? Le gouvernement britan- « nique y a-t-il songé? » L'ambassadeur observa alors que la crainte des conséquences ne constituait pas une excuse pour violer les engagements solennels, mais le chancelier était si surexcité, si abasourdi de la décision de l'Angleterre si peu disposé à entendre raison, que l'ambassadeur renonça à jeter de l'huile sur le feu en continuant la discussion.

« Le chancelier déclara enfin qu'en se joignant aux ennemis de l'Allemagne, la Grande-Bretagne lui portait un coup d'autant plus violent que, presque jusqu'au dernier moment, l'Allemagne, travaillant de concert avec l'Angleterre, avait coopéré à ses efforts pour le maintien de la paix entre l'Autriche et la Russie.

« L'ambassadeur répondit qu'il était, en effet, tragique de voir deux nations entrer en conflit au moment même où leurs relations étaient devenues plus cordiales.

« L'ambassadeur rentra à l'ambassade, et un peu avant neuf heures, il déposa un télégramme faisant au Foreign Office un rapport sur ces entrevues. Son télégramme fut accepté, mais apparemment il ne fut jamais transmis par le bureau télégraphique.

« Vers neuf heures et demie, le sous-secrétaire d'État, M. Zimmermann, vint voir l'ambassadeur d'Angleterre. Celui-ci fit observer que l'Angleterre exigeait une réponse nette à minuit au plus tard. M. Zimmermann reconnut que cela équivalait à une déclaration de guerre, puisque l'Allemagne ne pouvait pas donner l'assurance réclamée; puis M. Zimmermann laissa à l'ambassadeur une feuille volante du *Berliner Tageblatt* annonçant la déclaration de guerre de l'Angleterre à l'Allemagne.

« Une foule de manifestants, déjà massée dehors, poussait des cris hostiles et jetait des pierres contre la maison. Un pavé étant tombé au milieu du salon où se trouvait réuni le personnel de l'ambassade, l'ambassadeur téléphona à M. de Jagow, qui fit déblayer la rue. M. de Jagow vint ensuite exprimer à l'ambassadeur ses vifs regrets de l'incident, qui, disait-il, déshonorait Berlin, et expliqua que la publication de la nouvelle par cette « peste » de *Berliner Tageblatt* n'avait pas été autorisée, sans quoi un service d'ordre eût été établi. Les excuses de M. de Jagow furent complètes.

« Le lendemain 5 août, un aide de camp de l'empereur arriva chez l'ambassadeur d'Angleterre et lui déclara sur un ton acerbe : L'empereur me charge d'exprimer à Votre Excellence ses regrets pour les incidents d'hier soir, mais de vous dire, par la même occasion, que ces incidents vous donnent une idée des sentiments de son peuple à l'égard de l'acte de la Grande-Bretagne, faisant cause commune avec d'autres nations contre ses vieux alliés de Waterloo. Sa Majesté vous demande aussi de dire au roi qu'il était fier de ses titres d'amiral de la marine britannique et de feld-

maréchal de l'armée anglaise, mais qu'après ce qui vient d'arriver, il est obligé de se dépouiller immédiatement de ces titres. »

« L'ambassadeur raconte ensuite son départ de Berlin et les mesures d'ordre qui furent prises à cette occasion. Il n'eut pas à souffrir, comme ses collègues russe et français, des avanies de la foule. Il fut poliment accompagné à la gare, et son voyage eut lieu d'une façon confortable. »

Dans la déclaration de guerre à l'Allemagne le gouvernement britannique eut soin de faire connaître nettement le motif qui déterminait sa décision. « En présence, y était-il dit, du rejet pur et simple de la demande faite par le gouvernement britannique à l'Allemagne d'assurer que celle-ci respecterait la neutralité belge, sous condition de réciprocité, l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin a reçu ses passeports et le gouvernement anglais a déclaré au gouvernement allemand que l'état de guerre existait entre la Grande-Bretagne et l'empire allemand à partir du 4 août à onze heures du soir. »

En somme, le but poursuivi par le gouvernement de Berlin dans ses relations avec celui de Londres était double : amener l'Angleterre à contraindre la France de se séparer de son alliée russe et décider l'Angleterre à rester elle-même neutre tandis que les troupes allemandes violeraient la neutralité de la Belgique pour envahir le territoire français. Ces démarches mettaient en pleine lumière : d'une part la déloyauté cynique du gouvernement de l'empire germanique, traitant de « simple morceau de papier » la convention internationale qui garantit la neutralité de la Belgique et au bas de laquelle se trouve la signature de la Prusse, d'autre part la naïveté de ce même gouvernement dont les membres, seuls en Europe, semblaient ignorer la solidité de la Triple-Entente, la volonté irréductible de l'Angleterre de lutter contre l'hégémonie germanique et sa résolution de protéger dans ce but la neutralité

de la Belgique en même temps que l'indépendance de la France.

Par cette conduite, l'Allemagne devait fatalement provoquer une guerre générale telle que l'histoire n'en avait jamais enregistré de semblable.

§ XXIII. — LES DÉCLARATIONS DE GUERRE.

Il n'est point inutile de grouper ici les déclarations de guerre qui se produisirent successivement, afin de mettre sous les yeux le tableau des affreux conflits sanglants provoqués par les ambitions et les appétits de l'empire germanique. Le 1er août l'Allemagne déclare la guerre à la Russie; le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique; le 4 août, l'Angleterre déclare la guerre à l'Allemagne; le 5 août, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Russie; le 5 août, le Monténégro déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie; le 6 août, la Serbie déclare la guerre à l'Allemagne; le 11 août le Monténégro déclare la guerre à l'Allemagne; le 11 août, la France déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie; le 13 août, l'Angleterre déclare la guerre à l'Autriche-Hongrie; le 23 août, le Japon déclare la guerre à l'Allemagne; le 29 août, l'Autriche-Hongrie déclare la guerre à la Belgique; enfin, le 12 octobre, le sultan déclare l'état de guerre entre la Turquie et les puissances de la Triple-Entente, puis proclame la guerre sainte de l'Islam. Plus de la moitié des populations qui peuplent la terre se trouvaient dès lors engagées dans l'affreuse guerre voulue et provoquée par Guillaume II et son peuple. Le 23 mai 1915, l'Italie, en déclarant la guerre à l'Autriche, a ouvert une phase nouvelle de cet immense conflit.

§ XXIV. — NOUVELLES PROPOSITIONS DE L'ALLEMAGNE A LA BELGIQUE.

A la suite de la prise de Liége, le gouvernement de l'empire germanique, dans le but évident de calmer les inquiétudes provoquées chez les neutres par la violation du territoire belge, engagea de nouveaux pourparlers en vue d'amener la Belgique à résipiscence. Le matin du 9 août 1914, le baron Fallou, ministre de Belgique à la Haye, télégraphiait au ministre des Affaires étrangères de Belgique : « Ministre Affaires étrangères m'a prié de vous transmettre les informations suivantes, parce que ministre Amérique Bruxelles s'y refuse. La forteresse de Liége a été prise d'assaut après une défense courageuse. Le gouvernement allemand regrette très profondément que, par suite de l'attitude du gouvernement belge contre l'Allemagne, on en est arrivé à des rencontres sanglantes. L'Allemagne ne vient pas en ennemie en Belgique, c'est seulement par la force des événements qu'elle á dû, à cause des mesures militaires de la France, prendre la grave détermination d'entrer en Belgique et d'occuper Liége comme point d'appui pour ses opérations militaires ultérieures.

« Après que l'armée belge, a, par sa résistance héroïque contre une grande supériorité, maintenu l'honneur de ses armes, le gouvernement allemand prie le roi des Belges et le gouvernement belge d'éviter à la Belgique les horreurs ultérieures de la guerre. Le gouvernement est prêt à tous accords avec la Belgique qui peuvent se concilier avec son conflit avec la France. L'Allemagne assure encore solennellement qu'elle n'a pas l'intention de s'approprier le territoire belge et que cette intention est loin d'elle. L'Allemagne est toujours prête à évacuer la Belgique aussitôt que l'état de guerre le lui permettra. »

Le ministre des Affaires étrangères de Belgique, M. Davignon, répondait le 12 août 1914 à M. Fallou : « La proposition que nous fait le gouvernement allemand reproduit la proposition qui avait été formulée dans l'ultimatum du 2 août. Fidèle à ses devoirs internationaux, la Belgique ne peut que réitérer sa réponse à cet ultimatum, d'autant plus que depuis le 3 août sa neutralité a été violée, qu'une guerre douloureuse a été portée sur son territoire et que les garants de sa neutralité ont loyalement et immédiatement répondu à son appel. »

La démarche infructueuse faite par le gouvernement de Berlin auprès de la Belgique révèle un des traits essentiels de la politique allemande. L'arrêt mis à la marche de ses troupes par l'armée belge lui avait fait comprendre — trop tard — la grande faute commise en violant la neutralité; elle essayait de la réparer [1].

§ XXV. — L'ALLEMAGNE RESPONSABLE DE LA DÉCLARATION DE GUERRE. SON PLAN.

De l'historique et des documents ci-dessus il résulte avec évidence pour tous les hommes de bonne foi, que le jour où l'Autriche adressa son ultimatum à la Serbie, le gouvernement de Guillaume II avait arrêté, d'accord avec celui de François-Joseph, un plan dont les traits principaux sont d'un rétablissement facile : l'Autriche-

1. Il a été affirmé à diverses reprises qu'au moment de la prise d'Anvers, une nouvelle tentative fut faite auprès du gouvernement belge. Sur la demande du maréchal von der Goltz, un ministre d'État belge, M. Woeste, aurait quitté Bruxelles pour Anvers où se trouvaient le roi et le gouvernement et aurait transmis des vues allemandes d'après lesquelles les « choses pourraient s'arranger », si l'armée belge était maintenue dans le camp retranché d'Anvers pendant toute la durée de la guerre. La réponse du roi fut la sortie de son armée avec armes et bagages pour aller rejoindre les armées françaises et anglaises contre les armées allemandes. (Voir *Petit Parisien*, 25 décembre 1914.)

Hongrie obtiendrait de la Serbie une soumission qui placerait cette dernière sous l'hégémonie et même la domination des Habsbourg, ou bien les armées austro-hongroises entreraient dans le minuscule royaume serbe, l'écraseraient et lui imposeraient des conditions d'existence qui en feraient une simple province de la monarchie des Habsbourg. Si la Russie intervenait en faveur de la Serbie, l'Allemagne donnerait l'appui de sa puissante armée à l'Autriche-Hongrie. Si le gouvernement de Nicolas II cédait aux menaces de l'Allemagne, il serait déconsidéré non seulement aux yeux des Slaves, mais aussi à ceux de la France et de l'Angleterre et auprès des populations de l'empire russe. Si la Russie ne cédait pas, Guillaume II espérait que les armées allemandes et austro-hongroises auraient facilement raison des troupes russes dont l'organisation passait pour être encore très imparfaite. Afin de faciliter la défaite de la Russie, Guillaume II agirait sur l'Angleterre dont il escomptait la neutralité et obtiendrait qu'elle empêchât l'intervention de la France dont il croyait qu'elle était résolue à éviter, par tous les moyens, une guerre pour laquelle elle n'était pas prête. Il pensait du reste, qu'en envahissant la France par la Belgique, les troupes allemandes seraient à Paris en une vingtaine de jours et que Paris serait l'otage de la guerre. Toutes les bonnes troupes allemandes pourraient alors se porter, avec celles de l'Autriche-Hongrie, sur les frontières de la Russie.

Le plan de Guillaume II ressemblait fort à celui du Picrocholle de Rabelais : il était aussi « kolossal » et tout aussi peu scientifique que celui du potentat flagellé par notre grand railleur.

Cependant, tous les militaires et diplomates de l'entourage du kaiser étaient convaincus de sa facile réalisation. On eût fait hausser les épaules à tous les princes, généraux et officiers ou soldats de l'empire germanique, si l'on s'était avisé de leur dire que les troupes françaises

opposeraient la moindre résistance aux armées germaniques. Quant aux diplomates du kaiser, ils avaient inspiré à l'Allemagne entière la conviction qu'une formidable révolution éclaterait en France dès la première heure de la mobilisation et affirmé à leur maître — sachant lui être agréables — que l'Angleterre resterait neutre, tandis que la Belgique ouvrirait docilement ses frontières devant les armées allemandes. Le prince Lichnowsky, ambassadeur de l'empire germanique à Londres, n'allait-il pas, au moment du conflit, jusqu'à télégraphier à Berlin que l'Angleterre était prête à contraindre par la force la France de renier son alliance avec la Russie? Et cela au moment même où notre gouvernement s'engageait à protéger par les armes la neutralité de la Belgique, et se préparait à mobiliser pour appuyer la Russie.

Les accès de colère qu'eurent le chancelier de l'empire et le kaiser lorsqu'ils apprirent la résolution de l'Angleterre de ne pas laisser violer le territoire belge, témoignent de la suffisance puérile qui les avait inspirés dans la confection de leurs plans. Les chefs de l'État allemand fournissaient au monde entier, par leur conduite, la preuve irréfutable que la « kultur » allemande ne comporte ni le développement de l'esprit critique, ni l'application de la méthode d'observation et d'expérience. La guerre voulue, préparée depuis vingt-six ans par Guillaume II n'était pas encore commencée que les désillusions et les déboires se produisaient.

CHAPITRE VI

LA FORCE APPELLE LA FORCE
LES PEUPLES UNIS CONTRE L'EMPIRE GERMANIQUE

§ I. — L'ESPRIT DE DOMINATION DE L'ALLEMAGNE A CRÉÉ LA GUERRE.

Le président de l'Institut Carnegie, à Pittsburg (États-Unis d'Amérique), M. Church, écrivait, le 30 novembre 1914, dans le *Times*, au sujet du manifeste des intellectuels allemands : « Ce que vous dites de votre militarisme éveille en moi la conviction que la guerre actuelle a commencé, en puissance, il y a 25 ans, lorsque Guillaume II, montant sur le trône, se déclara arbitre suprême de la guerre et y prépara la nation. Ses enfants furent élevés à se considérer, dès l'âge le plus tendre, comme des soldats voués à un destin de carnage.... Et de la famille impériale à toutes les familles allemandes, tous les enfants furent élevés de même. Oublieuse de Kant, l'Allemagne s'est nourrie du matérialisme sensuel de Nietzsche, des instincts sanguinaires de Bernhardi, des rêves malsains de Treitschke et de l'amoralité de Bulow, et tout ce que nous connaissons de votre empereur, de ses enfants, de ses soldats, de ses hommes d'État et de vous autres. ses professeurs, nous montre à l'évidence, une Allemagne se croyant à part des autres nations, supérieure et décidée à imposer cette supériorité par la guerre.... »

Un autre savant des États-Unis, le docteur Elliot, président de la grande université de Harward, écrivait de son côté, vers le même temps, dans le *New-York Times* :

« L'Allemagne unie a, pendant quarante ans, mis en valeur la théorie que la force était la source de toute grandeur personnelle et nationale. Les directeurs de l'éducation allemande s'inspirèrent de cette nouvelle religion.

« L'Allemagne rejeta avec mépris tous les préceptes chrétiens sur l'humilité, la douceur, la justice, la pitié et l'amour. L'objet de son adoration devint : la force, le courage, l'énergie. Que les faibles périssent ; que les doux et les humbles s'inclinent devant les forts et les orgueilleux ; que les incapables meurent. Le monde est toujours avec le plus fort ; le plus fort doit être le maître.

« D'éminents penseurs allemands imaginèrent un supplément de doctrine à cette religion de l'Age de pierre ; ils édifièrent une théorie mystique de l'État, entité majestueuse et grandiose qui comprend toutes les activités de la nation et les guide vers un but suprême ; à cet idéal tout Allemand doit une obéissance absolue.

« L'Allemand moderne est toujours contrôlé, dirigé, commandé ; il aspire à commander à son tour et à discipliner ceux qui sont plus faibles que lui. Il n'est pas un homme libre au sens français, anglais ou américain du mot ; il préfère ne pas l'être.

« La guerre actuelle est le résultat inévitable de ce désir d'impérialisme, de l'autocratie du gouvernement allemand, de l'enrichissement rapide et de cette religion de la force.

« Cette nouvelle morale allemande, dont les commandements sont : sois actif, sois viril, sois dur, sois cruel, sois un maître, est l'auteur responsable de la guerre. C'est cet état de retour à la barbarie qui a finalement engendré le conflit où se débat l'Europe moderne. »

Dans ces quelques lignes les deux savants amé-

ricains mettent bien en relief la mentalité créée par l'éducation que reçut Guillaume II comme tous les Hohenzollern, et qu'il a fait donner à son peuple. Ainsi que je l'ai déjà montré, le résultat de cette éducation a été la création d'un peuple affolé par un égoïsme excessif, par l'idée que la force seule est utile, qu'avec la force on peut arriver à tout, et par la conviction que l'Allemagne étant la plus forte des nations est appelée par le destin à dominer toutes les autres et à régner sur la terre entière. Cette conviction l'a conduite à envisager le militarisme et la guerre comme les institutions les plus sublimes que l'homme puisse concevoir et les seules propres à créer la grandeur des peuples. « Sans notre militarisme, déclarent les « 93 intellectuels » allemands, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. » Notez qu'ils disent « militarisme » et non « puissance militaire ». Ce qu'ils vantent, ce qu'ils glorifient ce ne sont pas les forces militaires indispensables à chaque nation pour protéger son territoire ou son honneur, c'est la force brutale incarnée dans les armes, c'est la doctrine qui envisage la force et son emploi *offensif* comme un idéal. Et c'est ainsi, en effet, que toute l'Allemagne a été rendue « militariste » par son éducation.

Après avoir été les métaphysiciens de l'idée du droit, ses philosophes sont devenus les métaphysiciens de l'idée de la force. Ils n'avaient pas compris ce qu'est réellement le droit; ils n'ont pas compris non plus ce que peut ou ne peut pas faire la force; ils n'ont pas prévu les désillusions qui seraient infligées par les faits à leur égoïsme féroce ainsi qu'à leurs brutales et antiscientifiques théories.

Considérant le droit comme l'arme impuissante des « faibles », ils n'ont pas vu que partout, dans la nature, les faibles deviennent, par leurs associations, supérieurs aux forts, et que la confiance dans le droit crée la plus puissante des forces.

L'Allemagne du xx[e] siècle n'est, en somme, pas moins mystique que celle de Kant, mais elle a transporté le mysticisme du domaine du spiritualisme dans celui du matérialisme.

§ II. — FAUSSETÉ DE LA THÉORIE ALLEMANDE DE LA FORCE ET ORIGINE EXPÉRIMENTALE DE L'IDÉE DU DROIT. L'ABUS DE LA FORCE DÉTERMINE L'UNION DES FORCES MENACÉES.

En fait, il est faux, comme les Allemands l'ont cru et affirmé, que la force soit la cause déterminante de l'évolution ascendante des êtres et que le droit soit créé par la force.

Il est faux que, soit dans les sociétés humaines, soit même parmi les animaux, la force constitue l'arme la meilleure dans la lutte pour l'existence. L'histoire des êtres vivants actuels et celle des individus ou des espèces qui ont disparu dans le long cours des siècles, témoignent que les animaux les plus forts, les mieux armés pour l'offensive, tels que les grands carnassiers terrestres ou carnivores aériens, meurent fréquemment sans se multiplier et finissent par disparaître en tant qu'espèces, en raison de la peine qu'ils ont à se nourrir et de l'isolement qui en résulte, tandis que des êtres faibles, parfois totalement dépourvus d'armes offensives ou défensives, vivent, se multiplient et se perpétuent à travers d'innombrables siècles, tout simplement parce qu'ils s'associent et se prêtent une aide mutuelle en vue d'échapper aux êtres de proie qui les menacent. L'histoire de l'humanité nous montre, de son côté, les individus qui, en raison de leurs forces physiques ou intellectuelles, se croient tout permis à l'égard de leurs semblables, rapidement supprimés par ceux dont ils prétendent abuser. Dans les sociétés primitives où cha-

que individu peut se défendre contre les abus des autres, on ne connaît pas les gens que nous qualifions de « criminels », c'est-à-dire commettant, contre leur prochain, des actes condamnés par le corps social dont ils font partie. Dans les sociétés civilisées, les gens qui prétendent abuser de leurs forces finissent à la potence ou sur l'échafaud. Ils ne peuvent réussir que dans les périodes profondément troublées et encore leurs succès ne sont-ils, en général, que de courte durée. Les tyrans eux-mêmes eurent fort souvent, en dépit de leur omnipotence, une fin malheureuse, par le fait de ceux qu'ils avaient tyrannisés. L'histoire des peuples et des nations abonde en faits de même nature. Tous les grands empires belliqueux et conquérants succombèrent sous les coalitions des peuples qu'ils avaient conquis et battus, et tous les monarques ayant tenté d'établir leur hégémonie sur une portion du globe ont fini misérablement, écrasés par les nations qu'ils avaient voulu dominer.

Parmi les hommes, en fait, comme parmi les animaux, chaque individu est porté par le souci de sa conservation et par la nécessité de satisfaire ses besoins, à se défendre contre ceux qui menacent sa vie ou contrarient ses efforts d'expansion vitale et, partout, dans toute la nature, sur tous les points du globe, à toutes les époques, les individus, les espèces ou les peuples qui se sentent trop faibles pour se protéger isolément, s'unissent, s'associent pour la défense réciproque de leur vie, de leur liberté, de leurs intérêts. Et c'est ainsi que toujours les plus forts, lorsqu'ils abusent de leur force, succombent, à une heure donnée, sous l'union des faibles. La théorie allemande relative à la suprématie de la force est donc absolument fausse et antiscientifique.

La conception allemande d'après laquelle la force créerait le droit, n'est pas moins fausse que la théorie de la suprématie de la force. L'idée du droit, corollaire

de celle du devoir, naît naturellement des relations que les individus entretiennent les uns avec les autres, soit dans la famille, soit dans la société.

Dans la famille, l'enfant, d'abord exclusivement égoïste en raison des besoins impérieux qu'il éprouve, s'attache petit à petit à la mère qui le nourrit, le soigne, le distrait, satisfait, en un mot, tous ses besoins naturels, tandis que la mère elle-même s'attache à son enfant en raison du plaisir et, plus tard, des sentiments affectueux que celui-ci manifeste en réponse aux soins dont il est l'objet. Comme toutes les mères et tous les enfants agissent de la même manière, l'idée se développe chez tous les individus d'un même corps social que la mère a le devoir de soigner ses enfants et que ceux-ci ont le devoir d'en témoigner de la reconnaissance à leur mère.

Simultanément, une autre idée se développe dans tous les esprits : celle que l'enfant, en raison de son incapacité à satisfaire lui-même ses besoins, a le droit d'exiger que ceux-ci soient satisfaits par les parents qui l'ont mis au monde. L'enfant lui-même, avant qu'il ait atteint l'âge de raison, avant qu'il ait pu concevoir aucune idée métaphysique, montre par ses gestes, ses cris, ses impatiences, qu'il considère sa mère comme ayant le devoir de le nourrir, de le soigner, de satisfaire ses besoins. Il n'est pas exagéré de dire qu'il exerce ce que tout le monde, autour de lui, considère comme son droit, avant même d'avoir pu concevoir l'idée du droit. Il repoussera, par exemple, les aliments qui déplaisent à son odorat et à son goût; il refusera de se tenir dans une immobilité contraire à son besoin d'activité ou de prendre des attitudes qui lui font éprouver quelque gêne ou douleur, de garder le silence quand il éprouve le besoin de parler, etc. Pour le contraindre de suivre leurs conseils ou d'obéir à leurs ordres, ce n'est pas à une conception métaphysique du devoir ou du droit que les parents feront appel, mais à la menace ou à

l'application des châtiments corporels, manifestation de la supériorité de leur force, ou bien à la menace de l'intervention de quelque être mystérieux, croquemitaine, ange ou dieu qui le châtiera s'il ne fait pas ce qui lui est prescrit ou fait ce qui lui est interdit. On emploiera les mêmes moyens pour l'empêcher d'user de ses forces mal à propos ou d'une façon nuisible à autrui. Dans les deux cas, on fait appel, pour le dominer, à des forces supérieures à la sienne.

L'enfant cédera à ces forces parce qu'il se sentira trop faible pour entrer en lutte avec elles; mais il prendra sa revanche de ce qu'il considérera comme des actes de tyrannie, en refusant à ses parents les manifestations d'affection et de reconnaissance sur lesquelles ils croyaient pouvoir compter.

Dans le but d'éviter que les parents abusent de leurs forces et d'inciter les enfants au respect de leurs parents, toutes les sociétés humaines ont adopté des préceptes plus ou moins nettement formulés, que les parents transmettent à leurs enfants par l'exemple et l'éducation, que les poètes chantent dans leurs poèmes, que les philosophes érigent en doctrine, que les livres sacrés des religions et les codes des nations imposent, à titre de lois, avec des sanctions divines ou humaines. Et si ces préceptes sont les mêmes chez tous les peuples ainsi que dans les diverses philosophies ou religions, c'est qu'ils ont partout leur origine dans les mêmes faits naturels.

Chez tous les peuples, les relations des divers membres du corps social les uns avec les autres déterminent des faits analogues à ceux qui se produisent dans la famille. Même dans les tribus les plus sauvages, avant qu'aucune théorie morale ou politique ait été conçue et formulée, chacun se considère comme ayant un droit de vivre égal à celui de tous les autres, et chacun est disposé à employer ses forces pour faire respecter ce qu'il considère comme son droit, avant

même d'avoir l'idée du droit. Ici encore le fait précède l'idée, et ce fait trouve son application dans le domaine des divers besoins naturels. Chaque membre du corps social prétend, non seulement que sa vie soit respectée, mais encore que nulle entrave ne soit mise à ses mouvements, à ses déplacements, aux efforts qu'il fait pour se nourrir, s'abriter et se loger, s'unir sexuellement, etc. Il considère, en un mot, tous les actes relatifs à la satisfaction de ses besoins naturels comme représentant autant de droits également naturels. Et il n'y a dans cette idée rien de métaphysique, elle répond à des réalités, car rien n'est plus réel que les besoins.

Rien encore n'est plus réel que l'égoïsme engendré, chez tous les individus, par la nécessité de satisfaire leurs besoins naturels et tous ont une tendance plus ou moins prononcée à user de leurs forces au profit de leur égoïsme, même au détriment des autres.

Ceux-là seuls ne font pas un mauvais usage de leurs forces physiques ou intellectuelles qui ont été influencés par une éducation altruiste capable de contre-balancer leur égoïsme naturel.

La base de cette éducation sociale, comme celle de l'éducation familiale, n'est nullement métaphysique. Nous avons en France un proverbe qui en résume les deux principes essentiels : « Ne fais pas aux autres ce que tu ne veux pas qu'ils te fassent ; rends aux autres les services que tu désires qu'ils te rendent. » Sous une forme plus philosophique, on peut dire que l'éducation sociale française a pour objet de persuader à tous les membres du corps social qu'ils ont intérêt à ne jamais abuser des forces matérielles ou intellectuelles dont ils disposent, car tout abus de la part de l'un détermine presque fatalement un abus analogue de la part des autres.

Dans nos écoles publiques, on ajoute souvent à ces préceptes purement pratiques et répondant à des

réalités indiscutables, quelques formules plus ou moins métaphysiques. On y oppose volontiers l'idée du droit à celle de la force; on y enseigne que le droit prime la force, que chacun doit respecter sa propre dignité et celle de ses semblables, que la bonté, l'humanité, la fidélité à la parole donnée et aux amis sont les plus hautes des vertus, etc. L'enfant ne comprend pas bien cette métaphysique; il n'en réclame même pas l'explication, mais il la transforme en idées directrices de sa conduite d'autant plus volontiers que l'expérience acquise dans ses relations avec des camarades très divers par le tempérament, le caractère, la force physique, l'intelligence, etc., lui inspire rapidement la certitude que le meilleur moyen de se faire aider et aimer, est d'aider les autres et de les aimer.

Donnée depuis des siècles à toutes les générations des Français, soit par les Églises, soit par les écoles des philosophes — car la morale de nos Diderot et de nos d'Alambert matérialistes ne diffère pas de celle des spiritualistes ou des prêtres — cette éducation a fait de la France une nation généreuse, amoureuse de la justice et du droit, respectueuse des autres nations, entichée même de quelque donquichottisme, mais assez soucieuse de sa dignité pour exiger que les autres la respectent, et encline à placer toujours l'honneur au-dessus des intérêts matériels.

Dans le domaine social comme dans le domaine familial, les lois interviennent pour créer une force supérieure à celle de chaque individu et ayant pour objet d'empêcher les abus de force que chacun pourrait commettre; mais les lois seraient impuissantes si elles n'étaient pas en harmonie avec les mœurs et la mentalité créées par l'éducation.

La loi, la justice et le gendarme ne doivent d'ailleurs avoir pour objet que la défense des forces physiques ou intellectuelles de chacun des membres du corps social contre la force de chacun de ses semblables ou

de la collectivité elle-même. Pour que cette défense soit également active et efficace au profit de chacun, la tendance de tous les peuples a toujours été et sera de plus en plus, dans l'avenir, de confier la confection des lois et leur exécution à l'ensemble du corps social agissant, soit directement, soit au moyen de mandataires ou représentants choisis par tous les membres de la société.

Les innombrables évolutions ou révolutions dont l'histoire des divers peuples nous a conservé le souvenir n'ont jamais eu d'autre objet que de substituer à la force d'un seul ou d'un petit nombre de membres du corps social la force de tous les individus qui constituent la nation. On a pu dire, avec une formule métaphysique, que dans ces événements sociaux, le droit luttait contre la force, l'humanité contre la barbarie, l'équité contre l'injustice, la bonté contre la méchanceté, etc.; en fait, la lutte était celle de forces rivales s'exerçant dans des directions contraires. Dans ces luttes la force d'un tyran, d'une aristocratie ou d'une oligarchie, si grande qu'elle soit, est toujours vaincue, à une heure donnée, par les forces coalisées du plus grand nombre. Il n'y a, comme l'a bien vu La Boëtie, de servitude véritable que la servitude volontaire.

Les relations que les diverses nations entretiennent les unes avec les autres prêtent à des considérations analogues. Chacune, en dehors de toute conception métaphysique du droit, cherche à vivre, à se mouvoir, à se répandre dans le monde, à user, en un mot, de toutes ses forces pour satisfaire ses besoins. Et toutes ont intérêt à ce qu'aucune d'entre elles n'abuse des forces dont elle est dotée. Plus la civilisation s'est développée, et plus s'est manifestée, sur tous les points du globe, la résolution de chaque peuple de se protéger contre les abus de la force que pourraient commettre les autres peuples. De là sont nées les armées et les flottes de guerre; de là aussi sont issues les ententes et

alliances des peuples en vue de leur défense contre ceux qui voudraient abuser de la force. Depuis plusieurs siècles, toutes les fois qu'une nation de l'Europe a essayé d'imposer sa domination aux autres, il s'est produit des coalitions qui rendirent vaines les ambitions excessives.

Dans ce domaine, comme dans celui de la famille et de la société, le fait a précédé l'idée. La conception métaphysique du droit n'a fait que traduire avec plus ou moins d'exactitude les faits et ceux-ci témoignent qu'il n'existe aucune force nationale assez grande pour dominer les forces multiples susceptibles de s'associer contre elle. Tous les peuples qui ont cherché dans la guerre le moyen d'opprimer les autres ont fini par être les victimes de leurs ambitions belliqueuses, non point parce qu'ils avaient violé un droit plus ou moins métaphysique, mais parce qu'ils avaient provoqué la révolte de forces résolues à se défendre et qui s'unirent dans ce but.

L'histoire de tous les temps enseigne en outre que rien n'est capricieux comme le sort des combats; que les peuples en apparence les plus forts peuvent être vaincus par des peuples paraissant plus faibles; que l'on ne connaît la valeur des chefs d'armée qu'après les batailles et que les généraux les plus habiles peuvent subir de lamentables défaites; que la guerre, en un mot, est soumise à des conditions si multiples et d'une prévision si difficile que bien fol est le peuple qui s'y fie.

Le vice capital de la « kultur » soi-disant supérieure de l'Allemagne est de n'avoir pas vu ces faits. Aveuglée par le mysticisme qu'elle a transporté de la philosophie panthéiste dans la philosophie matérialiste, elle s'est moquée du droit, de la justice, de la dignité, de l'humanité, de la bonté, qu'elle considérait comme des « faiblesses »; elle s'est vantée d'avoir chassé ces idées de l'éducation donnée à son peuple, et de les avoir remplacées par l'égoïsme le plus féroce, par des ambitions

et des appétits insatiables; elle n'a pas vu que sa mentalité, comme sa conduite, provoqueraient nécessairement des coalitions plus fortes que sa force.

Quant à la faculté d'organisation dont elle se vante au point de s'être donnée pour but « d'organiser l'Europe par la guerre », les faits témoignent que l'Allemagne ne la possédait pas au degré qu'elle croyait avoir atteint. Elle a commis dans son organisation militaire des fautes si graves qu'il en devait nécessairement résulter la défaite de ses armées.

Pendant près d'un demi-siècle, l'état-major allemand a préparé la guerre actuelle avec un soin tellement minutieux que personne, en Allemagne, ne doutait de l'immense supériorité de l'armée germanique sur toutes les autres armées et que la victoire était considérée comme devant couronner nécessairement toutes les batailles qui seraient livrées par les troupes allemandes. Or, on va voir que des erreurs très lourdes avaient été commises et l'avaient été à cause de l'absence d'esprit critique par lequel sont caractérisées toutes les manifestations intellectuelles de l'Allemagne.

III. — LA CONCEPTION ALLEMANDE DE LA GUERRE.

Le principe général sur lequel les autorités militaires allemandes appuient leur conception de la guerre peut être résumé dans la formule « faire à l'ennemi le plus de mal possible afin de l'amener le plus vite possible à s'incliner devant la force et à signer la paix dans les conditions imposées par le vainqueur ». En 1870, le octobre, appliquant cette formule à la France, Bismarck disait : « Nous ne devons pas perdre de vue le but de la guerre, à savoir, une paix avantageuse. Plus sera grand le nombre de Français maltraités, plus ils désireront vivement la paix, quelles que soient les conditions que nous proposerons. » Le 17 janvier 1871, il disait encore, sous l'influence de l'irritation que lui

faisait éprouver la résistance de la France : « Si dans l'étendue du territoire que nous occuperons, nous ne pouvons pas tout garnir de nos troupes, nous enverrons de temps en temps une colonne volante vers les localités qui se montreront récalcitrantes, nous fusillerons, pendrons et brûlerons. Si cela arrive quelquefois, ils finiront par devenir raisonnables [1]. » C'est à table que le chancelier de fer tenait ces propos.

Dans son cabinet, il était plus sage, sans être moins dur : il pesait alors, en homme d'État, les conséquences que ses brutalités pourraient avoir, soit au point de vue des sentiments qu'elles inspireraient aux Français, soit à celui de l'influence qu'elles auraient sur l'esprit des étrangers. Il connaissait les difficultés de la victoire et tenait à finir la guerre le plus tôt possible; il redoutait, d'autre part, qu'un écrasement trop étendu de la France n'inspirât des inquiétudes aux gouvernements dont il avait obtenu la neutralité. Aussi n'écouta-t-il pas toujours le général de Moltke dans l'établissement des conditions de la paix. C'est contre son avis, notamment, qu'il consentit à nous laisser Belfort, afin de satisfaire notre orgueil national.

A partir du jour où Guillaume II prit, en Allemagne, la direction des affaires et des esprits, les principes posés par Bismarck revêtirent aux yeux des gouvernants, des autorités militaires et de tous les directeurs de l'opinion publique allemande, un caractère nouveau, adapté aux mœurs nouvelles que l'autocrate voulait inspirer à son peuple. Il fut entendu que les armées allemandes ne devraient jamais hésiter à détruire les habitations ou les monuments et à massacrer les populations, pourvu qu'elles espérassent accroître par ces actes leurs chances de victoire. On terroriserait l'ennemi non combattant afin de démoraliser ses armées.

1. Moritz Busch, *Le comte de Bismarck et sa suite pendant la guerre de France*, 1870-71.

Il fut entendu ensuite que les troupes allemandes devraient anéantir les usines, ateliers, fabriques, chantiers, etc., de l'ennemi, afin de supprimer toute concurrence aux établissements similaires de l'Allemagne. N'ayant plus les moyens de produire les fers, les aciers, les tissus, etc., en vue desquels ses industries furent créées, le vaincu serait, économiquement, à la discrétion du vainqueur. On lui imposerait, du reste, des conditions de paix qui lui enlèveraient toute possibilité de lutter contre l'industrie allemande.

En vue de l'incendie systématique des maisons particulières ou des monuments publics, les soldats allemands furent pourvus d'explosifs spéciaux, capables de déterminer rapidement, sous un petit volume, l'incendie. D'autres reçurent des torches ou des réservoirs de pétrole, avec lequel ils mettraient le feu aux maisons.

Les aéroplanes et les dirigeables du type « Zeppelin » furent également construits non seulement en vue des reconnaissances militaires ou des opérations de guerre contre les troupes, les places fortes, etc., mais aussi pour la destruction des maisons particulières et des monuments publics et le massacre des populations, afin de les terroriser.

Il n'y a pas, en un mot, d'instruments de destruction, conformes ou contraires aux conventions internationales, dont le gouvernement germanique n'ait doté ses armées afin de les rendre aussi nuisibles que possible aux armées et aux populations de l'ennemi.

La destruction des villages et des villes devait être complétée, dans la conception de la guerre chère à Guillaume II et à son peuple, par la suppression de tout ce qui n'appartient pas à la race germaine, afin que l'on pût remplacer les populations par des Germains. Les races inférieures et dégénérées devraient faire place, en tout lieu où s'étendrait la force allemande, à la race supérieure des Germains.

Les plus « scientifiques » proposaient pour atteindre

ce but la suppression systématique des populations parmi lesquelles les armées allemandes pénétreraient. Le Dr Rommel, par exemple, voulait que l'on inoculât des maladies infectieuses aux gens que les armées n'auraient pas massacrés.

Ceux qui se piquaient de quelque modération préconisaient le système de « l'évacuation ». L'Allemagne étant surpeuplée et ne possédant que des terres de valeur inférieure sous un climat peu favorable à l'agriculture, la guerre devait avoir pour but la conquête de territoires mieux favorisés par la nature, d'où l'on expulserait les habitants afin de les remplacer par des Germains. En 1913, alors que l'Allemagne entière, surexcitée dans ses appétits et ses ambitions par les ligues pangermanistes, appelait de ses vœux une guerre de conquête avec la France, un écrivain populaire de l'autre côté du Rhin, M. Daniel Frymann[1], qui passe pour masquer un haut personnage politique, écrivait : « L'idée de l'évacuation d'une terre habitée par des Européens... fait dresser les cheveux sur la tête des forts en histoire ; elle est contraire au droit des gens moderne qui protège la propriété privée des belligérants, mais si on approfondit les conditions spéciales du peuple allemand, encerclé en Europe, menacé, si sa croissance se poursuit, d'étouffement à moins qu'il ne se donne de l'air, on doit conclure que le cas peut se produire où il exigerait des adversaires de l'Est ou de l'Ouest vaincus des terres vides d'hommes. » L'auteur voulait que le problème de l'évacuation fût discuté en public, afin que les « adversaires » de l'Allemagne n'ignorassent pas que « les mesures extrêmes ont leurs partisans » et gardassent « une certaine prudence dans leur excitation du *furor teutonicus* ».

Appliquant cette théorie à la France, il disait : « Il

1. Daniel Frymann, *Wenn ich der Kaiser Waer* (Si j'étais l'empereur), Leipzig, 1913, 1er novembre.

faudra écraser la France. Nous exigerons en outre qu'on nous cède autant de territoires français qu'il nous en faudra pour être pour toujours en sûreté. Ces territoires seront évacués de tous leurs habitants. » Un autre écrivain qui signait Tannenberg annonçait, en 1911, l'expulsion des Français de tous les territoires qui nous seraient pris et leur remplacement par des soldats allemands[1]. Il est bon de rappeler, pour faire comprendre la gravité de cette théorie, que l'Allemagne a déjà exproprié par la force, en vertu d'une loi de 1908, de nombreux propriétaires polonais au profit d'Allemands.

L'empereur Guillaume lui-même, dans un discours prononcé en 1907, à la suite des troubles que les socialistes provoquèrent à Berlin, et dont le but était de détourner la pensée des populations allemandes de la situation intérieure vers « l'ennemi héréditaire », s'écriait : « Et maintenant je veux terminer par le mot que le grand poète H. de Kleist a écrit dans son *Prince de Hambourg*, lorsque Koswitz répond au Grand-Électeur : « Que nous importe la règle selon laquelle notre ennemi « est battu, quand il est à nos pieds, lui et tous ses éten- « dards ? La règle qui l'abat est la plus haute de toutes. » L'art de l'abattre, nous l'avons appris et nous brûlons de l'envie de le pratiquer encore dans la suite. » En d'autres termes « qu'importe le droit et la forme, pourvu que nous soyons les plus forts[2] ».

Malgré ces faits et en dépit des violences déjà commises en 1870 par les armées allemandes, nos cerveaux de Latins imbus du respect de la vie humaine, de la propriété privée et du « droit commun » se refusaient à croire que les théories exposées plus haut pussent être appliquées dans toute leur horreur par une nation qui se vantait d'être parvenue à une civilisation supérieure à

1. Voir *Le Temps*, 12 mars 1915.
2. Voir *Le Petit Journal*, 21 novembre 1914.

celle de tous les autres peuples et à la plus parfaite des morales. Force nous est aujourd'hui de reconnaître que les théories les plus folles et les plus barbares traduisaient simplement les projets des autorités militaires allemandes et de Guillaume II.

En appliquant à la guerre actuelle les principes de Bismarck avec une férocité que le chancelier de fer lui-même aurait flétrie, Guillaume II et François-Joseph, ainsi que leurs généraux et soldats et leurs peuples s'étaient imaginés qu'ils démoraliseraient les populations et les armées contre lesquelles ils avaient entrepris la guerre; les faits ont établi la vanité de leurs prévisions. Tout d'abord, la violation de la neutralité de la Belgique, la destruction systématique des villages et des villes belges, le massacre des femmes, des vieillards, des enfants, la déportation des hommes, les ravages exercés par le canon et l'incendie sur toutes les parties de la Belgique et du nord de la France où les armées allemandes ont pénétré, ont eu pour premier effet de provoquer dans les populations belges et françaises une surexcitation patriotique dont jamais, au cours de l'histoire des deux pays, elles n'avaient donné le spectacle. Les deux peuples les plus paisibles peut-être de la terre, ont été transformés par le vandalisme allemand au point que le philosophe tremble à la pensée des représailles dont l'Allemagne pourra être l'objet lorsque, à son tour, elle subira l'envahissement des armées alliées contre sa barbarie.

L'Angleterre et la Russie de leur côté, ont compris la nécessité de se mettre à l'abri du vandalisme. Sachant que si elles laissaient écraser la Belgique et la France leur sol ne tarderait pas à être foulé par la botte sanglante du vainqueur, elles ont provoqué la convention du 4 septembre 1914 par laquelle « les gouvernements britannique, français et russe s'engagent mutuellement à ne pas conclure de paix séparée au cours de la présente guerre » et « conviennent que lorsqu'il y aura

lieu de discuter les termes de la paix, aucune des puissances alliées ne pourra poser des conditions de paix sans accord préalable avec chacun des autres alliés ».

Le 12 novembre, au banquet annuel du lord-maire de Londres, lord Kitchener, ministre de la Guerre dans le gouvernement britannique, soulignait l'entente formulée dans cette convention lorsqu'il annonçait que près d'un million et demi de volontaires anglais attendaient, en se préparant à la guerre, le signal de venir combattre à côté des Français et déclarait : « Nous combattons depuis bientôt trois mois aux côtés de nos camarades français, et l'admiration de nos troupes pour la glorieuse armée française augmente chaque jour. » Et le ministre exprimait la confiance dans la victoire finale grâce à la persistance de l'accord des deux peuples et de l'action combinée des deux armées. Le chef du parti conservateur, M. Balfour, dont la présence auprès de lord Kitchener affirmait l'union des deux grands partis anglais, disait, à son tour : « Nous avons combattu côte à côte avec les Français. J'espère que les Français ont appris à apprécier hautement nos qualités, comme il est certain que nous avons appris à admirer les leurs. Nous savons que jamais, à travers les âges, ne sortira de notre mémoire le souvenir de ces jours où Français et Anglais luttent côte à côte, contre l'ennemi commun, pour la civilisation. » Après avoir salué la Serbie à laquelle « l'Autriche n'arrachera pas une existence si noblement défendue », le Japon qui a, « le premier des alliés, atteint le but vers lequel il marchait », la Belgique violée cyniquement par les Allemands, « la vaillante armée russe et son admirable organisation », le chef du parti conservateur déclarait : « La poursuite d'un grand objet unit les alliés les uns aux autres. Comme aucun d'eux ne s'inspire de motifs mesquins, il n'y a aucun danger de désaccord entre eux. Cinq nations combattent non pas seulement pour

elles, mais pour la civilisation et pour tous les petits États cherchant à vivre en conformité de leur propre idéal sans redouter l'intervention d'un insolent agresseur. »

L'émotion provoquée par le vandalisme germain s'est répandue en dehors des nations belligérantes : il n'y a pas un seul peuple au monde, en dehors de la Turquie, qui n'ait flétri les massacres, les incendies, les bombardements dont les troupes allemandes se sont rendues coupables en Belgique et en France. C'est en termes traduisant une violente indignation que les intellectuels de tous les pays se sont exprimés sur la conduite des armées de Guillaume II. Contre cette indignation, les intellectuels allemands ont essayé de réagir en niant les faits ou en feignant de les expliquer; mais la mentalité germanique véritable est exprimée par des personnages officiels dans des termes tels que toute négation ou toute justification devient impossible. Au moment où des protestations contre la barbarie des troupes allemandes se produisaient dans toutes les parties du monde et même, plus discrètement, en Allemagne, le général von Disfurth[1] écrivait dans le *Tag* de Berlin : « Il est au-dessous de notre dignité de défendre nos troupes contre les accusations injustes de l'intérieur ou de l'extérieur. Nos troupes et nous-mêmes, nous ne devons d'explications à personne, nous n'avons rien à justifier, rien à excuser. Tout ce que feront nos soldats pour faire du mal à l'ennemi, pour attacher la victoire à leurs drapeaux, tout cela sera bien fait et tout est justifié d'avance, du moins devons-nous le considérer comme tel. Nous n'avons pas du tout à nous occuper de l'opinion des autres pays, même neutres. Et si tous les monuments, tous les chefs-d'œuvre d'architecture qui sont placés entre nos canons et ceux de l'ennemi allaient au diable, cela nous serait parfaite-

1. Voir *L'Écho de Paris*, 28 octobre 1914.

ment égal.... On nous traite de barbares, qu'importe! Nous en rions. Nous pourrons tout au plus nous demander si nous n'avons pas lieu de mériter ce titre.... Que l'on ne nous parle plus de la cathédrale de Reims et de toutes les églises, de tous les palais qui partageront son sort. Nous ne voulons plus rien entendre. Que de Reims nous vienne la nouvelle d'une deuxième et victorieuse entrée de nos troupes! Tout le reste nous est égal! »

Écrites par un général, à une heure où toute la presse allemande est soumise à la censure la plus despotique, ces exhortations à la violence pouvaient, sans nul doute, être considérées comme officieuses sinon tout à fait officielles et donnaient une idée exacte de la mentalité des milieux gouvernementaux et militaires allemands.

Précisant la pensée allemande, M. Maximilien Harden écrivait, vers le même temps, dans sa revue *Zukunft*, avec sa brutalité habituelle : « De quel côté est le droit?... Demandez au hêtre qui lui a donné le droit d'élever sa cime plus haut que le pin et le sapin, le bouleau et le palmier.... De quel côté est le droit? Du côté où se trouve la force, droit ou non, nous tiendrons[1]. »

§ IV. — LES FAUTES D'ORDRE MILITAIRE COMMISES PAR L'ALLEMAGNE.

Je ne veux pas discuter les questions de droit et d'humanité que ces excitations soulèvent. Les Allemands ne connaissent ni le droit, ni l'humanité. Je me bornerai à faire observer qu'un gouvernement et un peuple résolus à ne tenir compte que de la force et à étendre leur domination par la force sur tous les autres peuples, n'auraient dû commettre aucune faute dans l'organisation de leurs puissances de brutalité. Il fallait, notamment, qu'ils créassent un organisme militaire

1. Voir *Le Matin*, 31 octobre 1914.

d'une puissance extraordinaire et construit d'après des principes d'une rigueur scientifique absolue. La révélation de leurs projets — révélation dont le cynisme dépasse toute imagination — devait, en effet, provoquer des inquiétudes très vives non seulement chez leurs voisins immédiats, mais aussi dans le monde entier. Il fallait, pour parler net, que les armées allemandes fussent assez nombreuses, assez fortement organisées et armées et assez habilement conduites pour défier celles de tous les autres peuples. Par là seulement auraient pu, sinon se justifier, du moins s'expliquer les prétentions de l'empire germanique à dominer le monde et à violer systématiquement toutes les règles de l'équité, de la bonne foi et de l'humanité. Or, la puissance militaire de l'Allemagne ne remplissait aucune de ces conditions.

L'empire germanique commit une première faute grave en n'appliquant pas dans toute son intégralité le régime de la nation armée inauguré par Frédéric Ier, auquel Frédéric II dut tous ses succès militaires et qui a engendré l'esprit militariste des populations de la Prusse.

Dans le système adopté par Frédéric II, tous les Prussiens devaient le service militaire pendant vingt ans, restaient sous les drapeaux pendant dix-huit mois ou deux ans, lors de leur premier appel et, en temps de paix, pendant quelques semaines chaque année. L'instruction se faisait dans des camps où Frédéric lui-même commandait souvent et où l'on n'apprenait ni mouvements inutiles de parade, ni maniements d'armes compliqués. « L'armée prussienne, dit un commentateur des mémoires de Frédéric II, était une véritable milice nationale.... Frédéric avait une armée de 200 000 combattants, tous les jours prête à marcher. » Jamais, ajoute le commandant François [1], à qui j'em-

1. *Rosbach, Iéna, Waterloo*, I, p. 84.

prunte ces citations, aucune armée avant celle de Frédéric II « n'avait été aussi directement issue de la nation et aussi complètement son image. Son recrutement national lui assurait d'importants éléments d'ordre et de discipline, en faisant affluer dans son sein des hommes... qui venaient simplement y accomplir un devoir, sinon envers la patrie, du moins envers le souverain. » Et cette armée était l'image de la nation, car les paysans qui la formaient y avaient pour officiers les hobereaux sous les ordres et la direction desquels ils travaillaient en temps normal.

L'empire germanique a conservé ces principes, mais il a introduit dans leur application une modification dont les conséquences n'avaient pas été prévues par son gouvernement. Il s'est abstenu d'appeler sous les drapeaux tous les jeunes gens de chaque contingent annuel aptes à la vie militaire. Jusqu'à la loi de 1913, on n'incorporait chaque année que 59 à 60 p. 100 du contingent, de sorte que 40 p. 100 environ de la jeunesse allemande n'était pas du tout instruite en vue de la guerre.

Cette façon de procéder eût été excellente si l'empire germanique avait pratiqué, comme la France, une politique purement défensive à l'égard de ses voisins, mais la politique de l'empire germanique a toujours été une politique nettement offensive, agressive même à l'égard de tous les peuples d'Europe dont elle aurait dû prévoir la coalition à une heure déterminée. Or, si sa population est numériquement supérieure à celle de la France et à celle de l'Angleterre, elle ne représente que le tiers de celle de la Russie et le quart de celles de la Triple-Entente. Le gouvernement impérial aurait dû, en conséquence, imiter Frédéric II et faire passer tous ses sujets valides sous les drapeaux. Ne l'ayant pas fait et ayant provoqué par son agression brutale la coalition de la France, de la Russie, de l'Angleterre et de la Belgique, il se trouve, malgré le nombre formidable d'hommes dont il dispose, dans une situation dont les

défectuosités se sont manifestées après deux mois de combats.

« On a pu, fait observer justement le lieutenant-colonel Rousset, obtenir la masse, mais au détriment certain de la valeur. Mieux encore ou pire, à tous ces sujets médiocres et disparates, il a fallu donner une instruction hâtive, bâclée, dans des dépôts, par des cadres de fortune. Ces derniers eux-mêmes ont dû être appelés sur le front pour combler les vides énormes qui y étaient faits. Tout cela est le signe manifeste et sûr de la désorganisation de l'armée allemande [1]. » Tout cela, dirai-je à mon tour, prouve le vice de la méthode soi-disant « scientifique » des Allemands, car cela témoigne qu'ils n'ont pas mis la constitution et l'organisation de leur armée en harmonie avec leur politique extérieure ou qu'ils n'ont pas réglé celle-ci d'après la constitution et l'organisation de leur armée.

Cette erreur ne saurait être imputée aux autorités militaires qui ont toujours réclamé l'augmentation des effectifs de leur armée et l'extension de l'incorporation à tous les jeunes gens valides de chaque contingent annuel. Mais quelle que fût leur prétention à l'absolutisme, ni Bismarck ni Guillaume II n'osèrent être logiques dans l'application de leur théorie de la force. Ils étaient obligés de compter avec les dépenses formidables que l'application rationnelle du régime militaire de Frédéric aurait exigée et avec les résistances des populations à des charges militaires que la vie économique des temps modernes rend intolérables. Ils étaient condamnés à l'illogisme et ainsi aurait dû apparaître à leurs propres yeux l'erreur qu'ils commettaient en affirmant leur prétention à dominer le monde entier.

Les autorités militaires espérèrent, sans doute, compenser l'insuffisance numérique des effectifs par l'adoption de nouvelles pratiques de combat dont le principe

1. Voir *Le Petit Parisien*, 24 octobre 1914.

consiste à se protéger le plus possible contre l'ennemi, tout en s'efforçant de lui faire le plus de mal possible. Dans le but d'appliquer ce principe, les autorités militaires allemandes substituèrent à la guerre des grandes batailles en plein air, dont la sauvagerie se revêtait d'une indiscutable grandeur, — car les hommes se battaient face à face, à découvert — la guerre des tranchées où se terrent les combattants, d'embuscades où ils se dissimulent sous les bois, derrière les buissons, dans les fossés, couchés à terre et s'efforçant de voir sans être vus, de tuer sans être tués.

En application du même principe, l'Allemagne habilla ses soldats et ses officiers avec des uniformes de couleurs ternes, se confondant avec celles du sol et fit disparaître les signes distinctifs au moyen desquels les sous-officiers et officiers pourraient être reconnus par l'ennemi. Profitant de ce que nous n'imitions pas cet exemple, elle créa des tireurs spéciaux, ayant pour rôle, dans les combats, de viser nos officiers. Au début de la guerre, nous en avons perdu un grand nombre que leurs galons transformaient en cibles pour les sections de « tireurs d'officiers ».

La plupart de ces pratiques ont été rendues nécessaires par la formidable puissance des fusils, des mitrailleuses et des canons et l'on ne peut que regretter qu'elles aient été trop négligées dans l'instruction des troupes françaises, car dans les premières semaines de la guerre l'ignorance que nous en avions nous a occasionné des pertes énormes.

Les Allemands y ajoutèrent une foule de ruses dont la déloyauté n'est pas contestable. On vit des soldats allemands se déguiser en soldats belges ou français avec les vêtements des morts, afin de pouvoir s'approcher jusqu'à portée de tir des troupes de la France ou de la Belgique sans en avoir rien à craindre [1]; d'autres se

1. *La Liberté* du 2 novembre 1914 a publié le récit d'un officier supérieur ayant assisté au passage de l'Yser, où se trouve le fait

munissaient, pour un motif analogue, de brassards du service de santé ou de la croix-rouge, d'autres plaçaient en avant de leurs compagnies des vieillards, des femmes ou des enfants, afin d'empêcher le tir de l'ennemi.

Autant les soldats allemands se sont montrés habiles et ardents dans l'application de toutes les ruses destinées à les protéger, autant ils sont inaptes à se battre en ordre dispersé, ce qui est pourtant le meilleur moyen de diminuer l'efficacité du tir de l'ennemi. Dans l'application de cette forme de combat, les autorités militaires se sont heurtées à l'absence absolue de tout esprit d'initiative individuelle chez leurs hommes. Ceux-ci ne se battent que quand ils sont sous l'œil de leurs chefs. Dans toute action offensive, les soldats allemands marchent en masses compactes, tous les chefs ayant le fouet ou le revolver à la main, contre ceux qui tendraient à se séparer de la masse. Cette conduite est absolument contraire au principe général de la tactique allemande, mais elle est nécessitée par la mentalité du soldat et même de l'officier germain. Le résultat inévitable de son application est de déterminer des pertes énormes chaque fois que l'offensive est ordonnée. Sur la Marne, sur l'Aisne, sur l'Yser, en Pologne et dans la Prusse orientale, les Allemands ont été véritablement fauchés. Dans leurs armées le nombre des morts est, comparativement à celui des blessés, beaucoup plus grand que dans les nôtres.

Tandis que l'armée allemande violait ainsi dans la pratique son principe « scientifique », l'armée française, qui d'abord avait été surprise par les ruses des Allemands, en est venue très vite, grâce à l'esprit d'initiative de nos soldats, non seulement à éviter les ruses

suivant : « Ce sont 600 Allemands revêtus de l'uniforme belge qui ont les premiers franchi le fleuve et mis aussitôt en action leurs mitrailleuses. Mais ce subterfuge fut rapidement découvert, et les faux Belges furent exterminés en quelques minutes. »

plus ou moins déloyales de l'ennemi, mais encore à mettre en application le principe que l'armée allemande elle-même ne pouvait pas appliquer. Tous les témoins des opérations militaires qui se sont déroulées à partir de la bataille de la Marne sont unanimes à signaler la très grande supériorité des Français dans le combat. « La nécessité, dit le général Bonnal[1], où sont les chefs allemands de lancer des attaques en masse, les seules susceptibles de réussir avec leurs soldats, a eu pour effet la production d'hécatombes, tandis que l'adversaire, ménager des vies humaines, parce qu'il le peut, ne subissait que des pertes relativement faibles. En d'autres termes, les soldats français, anglais et belges sont capables d'attaquer à la baïonnette en partant de la formation en tirailleurs sur un rang, alors que les Allemands ont besoin, pour foncer sur l'ennemi, de se sentir les coudes, en formation sur plusieurs rangs serrés. Les premiers risquent peu, les seconds beaucoup. Chez les uns, les pertes sont faibles; chez les autres elles sont énormes, et par suite démoralisantes. »

Les pertes « énormes » que subissent les Allemands, dans toutes leurs attaques contre les troupes françaises, anglaises, russes ou belges ne seraient pas « démoralisantes », si elles étaient suivies de succès. Les soldats qui, dans une bataille, échappent à la mort ou aux blessures oublient vite ceux qui tombèrent à côté d'eux et c'est parce qu'elles le savent que les hautes autorités militaires allemandes ont adopté le système des attaques en masse compacte, avec l'espoir qu'elles terroriseraient l'ennemi tout en satisfaisant la mentalité allemande, mais il est facile de comprendre qu'une armée se démoralise rapidement lorsqu'elle constate à la fois l'impuissance de ses masses à enfoncer l'ennemi et l'énormité des pertes que ces mêmes masses subissent. Quel put être le sentiment des soldats allemands lors-

1. Voir *Le Matin*, 8 novembre 1914.

qu'ils traversèrent l'Yser sur les cadavres de leurs camarades accumulés en telles quantités qu'ils formaient des ponts en travers de la rivière? Et quelle fut la pensée des survivants lorsque, après avoir vu combler la rivière avec leurs tués et leurs blessés, ils furent obligés de la repasser en vaincus et chassés par l'ennemi? Quelle armée pourrait résister à la démoralisation qui suit nécessairement des combats où des pertes énormes ne sont suivies que de déboires?

En somme, pour ce qui est de la conduite des troupes dans le combat, la science militaire allemande s'est montrée fort inférieure à la science militaire française : elle gaspille le sang des soldats comme si la source en était inépuisable et elle viole ses propres principes généraux. Il en est ainsi parce que ses idées relativement à l'éducation des individus et des peuples sont essentiellement antiscientifiques. Elle a créé des masses obéissantes jusqu'au suprême sacrifice, mais dépourvues de toute initiative, alors que la guerre moderne exige au plus haut degré l'emploi de toutes les qualités individuelles.

Les faits qui se sont déroulés depuis le commencement de la guerre témoignent encore de la supériorité de la science militaire française sur la science militaire allemande au point de vue de la conception générale du rôle de l'artillerie. Puisque les Allemands adoptent pour principe essentiel qu'il faut chercher à faire le plus de mal possible à l'ennemi en s'exposant le moins possible à ses coups, il est de toute évidence que l'artillerie doit être douée d'une très grande mobilité et que, par conséquent, il faut la doter de pièces assez légères pour qu'on puisse les déplacer rapidement avec le minimum d'effort. C'est ce qu'ont cherché à obtenir les techniciens de notre armée avec le canon de campagne de 75 millimètres. Sa légèreté permet de le déplacer avec une extrême rapidité; grâce à un mécanisme spécial il peut, en outre, être utilisé à volonté, soit pour le

tir à trajectoire tendue soit pour le tir courbe, et, par conséquent, être dissimulé à l'ennemi; enfin, son projectile à la mélinite détermine des effets terribles de destruction en raison de la manière dont il éclate, de la régularité de son éclatement et de la puissance de son explosif. Dès le début de la guerre les Allemands ont été frappés de sa puissance formidable en même temps que de l'habileté de nos artilleurs, habileté que la simplicité des mécanismes permet à nos hommes d'acquérir rapidement. La supériorité de notre 75 sur le 77 allemand a été signalée par tous les correspondants militaires étrangers; son seul défaut est de n'agir efficacement qu'à environ 6 000 mètres.

Très préoccupés, non sans raison, d'agir à grande distance, de lancer des projectiles assez gros pour détruire les maisons et les monuments, et d'attaquer des troupes ou des ouvrages masqués, les Allemands se sont, aussitôt après la guerre de 1870, mis à la recherche de pièces pouvant réaliser ces diverses conditions. Ils créèrent d'abord un obusier de 105 millimètres assez léger pour être utilisé comme pièce de campagne, mais dont le tir était lent, avec une portée ne dépassant pas 6 000 mètres en tir tendu et 2 000 mètres en tir courbe. Son projectile ne pesait que 13 kilogrammes et ne pouvait agir que sur des ouvrages de faible résistance. En 1912, ils construisirent un nouvel obusier de 150 millimètres lançant jusqu'à 7 500 mètres un projectile qui pèse 40 kilogrammes, c'est celui que nos soldats appellent la « marmite ». Il convient pour attaquer les villages et les ouvrages de campagne. Il a été encore jugé insuffisant : on lui adjoignit un mortier de 210 millimètres et un obusier de 280 millimètres qui peuvent être utilisés contre les fortifications permanentes; c'est avec ces pièces qu'ont été démolis les forts de Liége, de Namur et d'Anvers. Elles furent aidées par un mortier de 420 millimètres dont l'armée allemande ne possède qu'un petit nombre d'exemplaires

et qui ne peut être utilisé, en raison de son énorme poids, que dans des conditions tout à fait spéciales.

Dans la conception de toutes ces pièces, les artilleurs allemands commirent une grave erreur scientifique : exclusivement préoccupés d'obtenir des projectiles très puissants et agissant à grandes distances, ils oublièrent de tenir compte du poids des pièces. Celui-ci est tel que le déplacement des gros canons et obusiers est très difficile, surtout lorsque les pluies ont amolli la terre.

Le très grand poids de l'artillerie lourde allemande et la difficulté de son déplacement offrent encore l'inconvénient de n'en pouvoir utiliser les pièces que dans des positions fixes où il est facile de détruire leur personnel dès que la position est repérée, tandis que l'artillerie légère française échappe aux gros projectiles allemands avec la plus grande facilité, en raison de sa mobilité.

L'état-major allemand avait beaucoup compté sur son artillerie lourde pour réduire à l'impuissance notre artillerie de campagne qui pouvait être attaquée d'une distance très supérieure à celle de sa propre portée. Mais notre 75 s'est défendu par son extrême mobilité. Quant à l'action des gros projectiles allemands sur les troupes, elle est considérée comme faible par tous nos officiers et soldats et par tous les correspondants de guerre étrangers. Le bruit que font les détonations et l'éclatement des obus est terrible, mais les soldats s'y habituent et se protègent facilement en se couchant.

Le projectile éclate dans le sol où il s'enfonce en creusant de très grands trous et ses éclats jaillissent en gerbes presque verticales. Les hommes qui ont eu soin de s'étendre sur le sol ne reçoivent ces éclats qu'au moment où ils retombent sans force.

Les inconvénients résultant du poids de l'artillerie lourde constituent la principale raison pour laquelle nos artilleurs ont beaucoup hésité devant son adoption. Ils cherchaient une pièce dont la portée très longue fût

combinée avec un poids qui ne mît pas obstacle à sa mobilité. La guerre nous a surpris avant que le problème fût entièrement résolu. Notre armée se plaignit, dès les débuts de la campagne, de l'absence d'artillerie à longue portée et d'obusiers assez puissants pour démolir les ouvrages, les constructions et les tranchées. Ce défaut, grâce à l'activité de nos constructeurs et à l'ingéniosité de nos artilleurs fut assez promptement corrigé.

Dans le courant de novembre nous avions déjà en service trois sortes de pièces d'artillerie lourde : nos anciens obusiers de 120 long et de 120 court dont le tir est lent, mais qui lancent à 6 000 mètres de très puissants projectiles ; le 155 Rimailho [1] qui, grâce à sa division en deux

1. *Le Matin* du 12 décembre 1914 a publié une lettre d'un artilleur qui contient des détails fort intéressants sur le 155 millimètres Rimailho.

« C'est nous, dit-il, qui portés aux premières lignes, nous chargeons de rendre les tranchées allemandes intenables et permettons à nos mordants fantassins de s'en emparer. Nos bons 155 explosifs font là aussi leurs ravages, car nos fantassins voient distinctement sauter en l'air les bras et jambes des Boches atteints par l'explosion du terrible engin. Souvent même, grâce aux renseignements fournis par nos aviateurs, nous arrivons à réduire au silence les batteries lourdes adverses. »

Au sujet des caractères et du rôle du 155, le même artilleur disait : « Bien que considérablement plus lourd que le 75, il peut, grâce à la faculté qu'il a de se démonter en deux parties, évoluer rapidement et faire, aussi bien que l'artillerie légère, des mises en batterie dans des endroits très difficiles. Il tire certainement moins vite... mais c'est que nous envoyons des « marmites ».

« Les effets du 155 sont effroyables : jugez-en par quelques exemples choisis parmi ce que nous considérons comme nos exploits : Un des derniers jours du mois d'août, un de nos aviateurs signale la présence d'un état-major allemand dans le petit village de D.... Aussitôt on nous donne l'ordre d'aller le bombarder ; nous partons au grand trot. Moins d'une demi-heure après, nous sommes en batterie, à bonne portée, et, en trois minutes, voilà que, par quatre, notre batterie crache cinquante-sept marmites sur le village. « L'effet fut foudroyant, car l'avion observateur qui vient atterrir près de nous annonce la destruction totale du hameau et de tout ce qu'il contenait. Quelques

parties, est d'une assez grande mobilité et lance, en tir très courbe, des projectiles à plus de 6 000 mètres et le 105 millimètres du Creusot qui lance à 12 000 mètres et au delà des projectiles contenant près de deux kilogrammes d'explosif, et dont la mobilité est presque égale à celle du canon de 75. C'est grâce à ces pièces que nous avons pu, dès le mois de novembre, lutter avec avantage contre l'artillerie lourde allemande et détruire des tranchées.

Dans le domaine de l'artillerie comme dans la conduite du combat les autorités militaires françaises se sont montrées beaucoup plus « scientifiques » que les autorités allemandes, car elles ont appliqué, beaucoup mieux que celles-ci, le principe d'après lequel, en raison de la formidable puissance des explosifs modernes, il faut que l'artillerie soit aussi mobile que possible afin de pouvoir se soustraire rapidement aux projectiles de l'ennemi. Nous pouvons seulement regretter que le gouvernement n'ait pas, longtemps avant la guerre, pris les mesures nécessaires pour que notre armée fût dotée, dès le début de la campagne, de toute l'artillerie à longue portée qui lui était nécessaire. Une observation analogue doit être faite, d'ailleurs, au sujet de tous les éléments de notre artillerie. Ainsi que je l'ai écrit[1] dans un livre publié au cours de la discussion de notre loi

jours après, nous collaborons avec un groupe de 75. Un régiment bavarois ne peut être délogé d'un bois et on fait appel à nous pour mener à bien cette opération. Nous inondons par un tir fauché bien réglé l'abri de l'ennemi ; sa position devient intenable et il est forcé de fuir précipitamment du bois. C'est alors que le 75 se met de la partie; une batterie de celui-ci à notre droite et une autre à notre gauche se chargent de cueillir les Boches. Le soir même, lorsque nous avançons, nous pouvons constater nos ravages; sous bois les cadavres sont si serrés qu'ils restent debouts entre les arbres; à la sortie, des sections entières ont été fauchées, formant de sinistres monceaux. Nous avions fait, en une heure, près de dix-huit cents victimes. »

1. *Nos Forces militaires* (Paris, F. Alcan).

militaire, on aurait dû compenser l'infériorité numérique de notre armée par la multiplication des canons et des mitrailleuses.

La tactique et la stratégie des autorités militaires allemandes n'a pas répondu mieux que l'organisation des armées et que la conception de l'artillerie aux exigences véritablement scientifiques de la guerre moderne. Les critiques militaires de tous les pays ont noté la grave faute commise par l'état-major allemand dans la disposition des troupes sur les deux théâtres de la guerre. Ils ont fait observer, par exemple, que si les deux millions de soldats de première valeur lancés à travers la Belgique sur notre territoire dès le premier jour du conflit avaient été maintenus sur la rive droite de la Meuse, ils eussent constitué une avalanche d'autant plus irrésistible que notre mobilisation encore inachevée ne nous permettait de leur opposer que des effectifs égalant à peine le tiers de ceux des armées d'invasion. « Avant la guerre, dit le général Bonnal[1], nous présumions que les Allemands attaqueraient la France par le nord-est et par la Belgique en deux masses inégales : l'une, la plus forte, débouchant d'Alsace-Lorraine; l'autre d'Aix-la-Chapelle, de Malmédy et de Trèves, *sans jamais passer sur la rive gauche de la Meuse.* » Les précautions étaient prises en vue de cette attaque, mais, ainsi que le fait observer le général Bonnal « ce que nous n'avions pas pressenti, c'est qu'au lieu d'envoyer contre nous 25 corps d'armée de première ligne, c'est 50 corps, ou le double dont nous recevions le choc par l'adjonction des corps *bis* destinés, proclamaient les Allemands, à former des réserves sur la rive droite du Rhin. » Le général Bonnal ajoute : « Nous avions été joués. Le 21 août, lorsque s'engagea la bataille de Charleroi où nous prîmes l'offensive, la majorité de nos forces se trouvaient en haute-Alsace,

1. Voir *Le Matin*, 12 novembre 1914.

sur les Vosges et en Lorraine. » On ne saurait faire un reproche à l'état-major allemand d'avoir « joué » le nôtre; mais on peut se demander s'il fut sage de notre part de prendre l'offensive à Charleroi alors que nous devions déjà connaître l'énorme supériorité numérique des armées allemandes ayant pénétré en Belgique. Par contre, il est probable que si les 50 corps d'armée de l'Allemagne s'étaient jetés sur la France sans franchir la Meuse et en une masse compacte, on n'aurait pas pu les arrêter avant qu'ils eussent atteint Paris. En s'étendant depuis Charleroi jusqu'à Belfort, ils se donnèrent un front si vaste qu'il manquait de profondeur et qu'ils ne purent pas empêcher le généralissime Joffre de reconstituer les armées françaises et de reprendre sur la Marne et l'Ourcq, avec le concours de l'armée de Paris, une offensive qui n'eût pas été possible contre une masse plus compacte. « La France, dit le général Bonnal, en faisant allusion à la victoire de la Marne, était sauvée. » Elle était sauvée grâce à l'admirable vaillance de nos troupes, à la confiance qu'avait su leur inspirer le sang-froid doublé d'habileté de leur chef et à l'initiative hardie que prit le général Galliéni en envoyant sur l'Ourcq toute la partie combattante de l'armée de Paris; elle était sauvée aussi par la faute que les Allemands avaient commise en étendant leur front au delà des limites indiquées par la véritable science militaire.

Après la bataille de la Marne, ils furent contraints par l'immense étendue de leur front, de s'accrocher au sol, de s'y enterrer dans des tranchées et des carrières qui leur permirent, il est vrai, de ne pas trop reculer, mais condamnèrent leurs armées à la situation de troupes assiégées, c'est-à-dire impuissantes pour de nouvelles actions offensives. Ils ont pu ainsi continuer d'occuper les départements envahis, mais tandis que leurs troupes restaient impuissantes, les Français et les Anglais augmentaient considérablement leurs effectifs,

fabriquaient des fusils, des canons, des projectiles et des poudres et se préparaient pour le jour où les circonstances permettraient une offensive énergique et décisive. Dans un discours prononcé à Strasbourg le 25 mai 1905, Guillaume II avait indiqué comme procédés supérieurs de tactique « les tranchées et les fils de fer »; ses leçons n'ont été que trop bien suivies par ses généraux. En renonçant à la guerre de « mouvements » ils se sont condamnés à la défaite.

En résumé, ni dans l'organisation de leur armée et l'incorporation de leur jeunesse, ni dans la tactique imposée à leurs troupes, ni dans la conception de leur artillerie, ni dans la conduite de leurs armées, les hautes autorités militaires et le gouvernement de l'empire germanique n'ont justifié leurs prétentions à être les maîtres ès sciences militaires. Ils ont fait du colossal, non du « scientifique » et c'est pour cela que, fatalement, ils seront vaincus. Ils l'auraient été beaucoup plus vite si nos autorités militaires n'avaient pas été arrêtées dans la réalisation de leurs conceptions par des considérations dans lesquelles la recherche de la popularité passait avant le souci de la défense nationale.

§ V. — LES FAUTES D'ORDRE MARITIME COMMISES PAR L'ALLEMAGNE.

Dans la conception et l'organisation de la marine de guerre allemande, Guillaume II et son gouvernement ont commis un certain nombre d'erreurs dont les conséquences apparaissent aujourd'hui.

Il importe, avant d'en faire l'examen, de noter que contrairement à l'opinion de la plupart de nos journaux, ce n'est pas Guillaume II qui a conçu l'idée de la création d'une marine allemande et qui en a commencé la réalisation. L'honneur en revient à son aïeul Guillaume Ier et à Bismarck. C'est pour avoir des ports sur la mer du Nord qu'ils soulevèrent, en 1863, l'affaire

dite des « Duchés » et qu'ils s'emparèrent du Sleswig. Ce sont eux aussi qui créèrent le port de Wilhelmshaven et entreprirent la construction du canal de Kiel dont l'objet était de permettre aux navires le passage de la mer Baltique dans la mer du Nord et réciproquement, sans emprunter les détroits scandinaves.

Il entrait dans les plans de Bismarck de doter l'empire germanique d'une marine, parce qu'il voulait répandre les produits de l'industrie allemande dans le monde entier, sous la protection du pavillon de l'empire; mais étant hostile à l'expansion coloniale, il ne demandait à la marine de guerre dont il commença l'organisation, que l'exaltation du commerce et de la navigation commerciale de l'Allemagne. En politique habile, il savait que la puissance du nouvel empire ne pouvai s'établir et se consolider qu'à la condition de ne pas créer d'inquiétudes dans les deux grands États européens qui avaient, par leur neutralité, permis à la Prusse de vaincre la France et de s'imposer aux États germaniques.

De même qu'on l'avait vu, en 1875 et en 1887, renoncer à ses projets de guerre contre notre pays devant l'opposition de la Russie dont il redoutait les forces militaires et celle de l'Angleterre qui l'inquiétait par sa puissance navale, on le vit rechercher simultanément l'alliance de la Russie et l'amitié de la Grande-Bretagne, qu'il éloignait ainsi de la France et dont l'attitude bienveillante lui permettait de consacrer toutes ses forces au développement de la puissance économique et militaire de l'empire. Tant qu'il dirigea les destinées de l'Allemagne, la marine dont il l'avait dotée ne provoqua aucune inquiétude parmi les Anglais dont la suprématie maritime restait incontestée.

La mégalomanie puérile de Guillaume II eut vite fait de transformer radicalement cette situation. Deux ans après la retraite à laquelle il condamna brutalement le

fondateur de l'empire germanique, les liens d'amitié et d'intérêts qui unissaient l'Allemagne à la Russie étaient rompus et les défiances de l'Angleterre s'éveillaient.

Lorsque Guillaume II déclara solennellement : « Notre avenir est sur mer », toute l'Europe comprit qu'à la puissance militaire dont Bismarck avait doté l'Allemagne il rêvait d'ajouter une puissance maritime non moins grande. Lui-même, du reste, laissa percer ses ambitions dès que la flotte de l'empire germanique eut acquis une certaine valeur. Au fur et à mesure que le nombre, la dimension et la force des cuirassés allemands s'accroissaient, les discours du kaiser s'amplifiaient, ses appétits de conquêtes s'avivaient et l'audace de sa parole s'accroissait, jusqu'au jour où, à Brême, il formula son rêve « d'empire mondial » qui grisa l'Allemagne.

Depuis ce jour, le *delenda Britannia* devint la marotte de son cerveau déséquilibré et celle de son peuple. S'il continua de faire construire des navires de guerre, c'était avec la pensée de les lancer un jour contre ceux de la Grand-Bretagne et d'en user pour la conquête des colonies britanniques, que dis-je? pour la prise de possession de la Grande-Bretagne elle-même.

Alors se produisent des avances publiques, confidentielles ou secrètes à la France et aux Français, avec l'aveu que s'il recherche notre amitié, c'est pour la tourner au profit de ses ambitions mondiales et contre la puissance maritime à laquelle il veut substituer celle de son propre empire. Et comme ni le gouvernement français ni la plupart des hommes d'État français ne consentirent à devenir les complices de ses envies ou de ses haines, il décida d'écraser la France avant d'attaquer l'Angleterre.

L'opposition faite par le gouvernement britannique, en 1912, à son désir de s'emparer d'Agadir, dont il aurait pu faire un port de guerre dominant l'entrée de la Méditerranée et les routes de l'Afrique, avança l'heure du conflit par lequel l'Europe est, aujourd'hui, ensan-

glantée. Il n'y a pas un journaliste, un orateur, un homme d'État, un citoyen quelconque de l'empire germanique qui, à partir de l'humiliation subie par l'orgueil allemand devant Agadir, n'ait juré de détruire l'Angleterre, en passant sur le corps de la France, si la France ne reniait pas l'amitié anglaise.

L'illusion qu'un jour la flotte allemande pourrait détruire la flotte britannique fut le seul motif qui conduisit Guillaume II à rejeter les propositions maintes fois faites par le gouvernement libéral anglais de procéder à une limitation des constructions navales des deux côtés de la mer du Nord. Guillaume voulait avoir une marine plus forte que celle de la Grande-Brelagne; il n'admettait pas que les réalisations de sa volonté fussent arrêtées par une convention internationale quelconque. Les conventions étaient bonnes pour les « faibles »; les forts devaient les dédaigner. Dans son infatuation d'impulsif, il ne voyait pas que la Grande-Bretagne, n'ayant pas d'autres forces de guerre à développer que celles de sa marine, pouvait faire pour leur création et leur entretien des sacrifices devant lesquels, inévitablement, l'Allemagne, puissance avant tout militaire, serait contrainte de reculer.

Le fait s'est produit. Malgré des efforts inouïs, l'Allemagne n'est jamais parvenue à atteindre la faculté de construction des chantiers anglais, et la flotte britannique s'est constamment maintenue supérieure de 60 p. 100 à la flotte germanique, conformément aux décisions du gouvernement et du parlement de la Grande-Bretagne.

Conscientes de leur infériorité, les escadres de Guillaume II n'osent pas sortir de leurs ports; elles abandonnent à celles de l'Angleterre et de la France la maîtrise absolue des mers européennes, en condamnant l'empire germanique à un blocus dont les effets se sont fait sentir sur son alimentation et ses approvisionnements militaires.

Dans l'espoir de compenser cette faiblesse, l'amirauté allemande tenta de faire pratiquer à un certain nombre de ses croiseurs la guerre de course. Elle y a obtenu quelques succès, particulièrement dans l'Océan Indien et dans le Pacifique; le commerce britannique y a perdu une cinquantaine de bâtiments; mais, comme il arrive toujours en pareil cas, ces succès furent éphémères : les croiseurs allemands qui couraient les mers ont été coulés les uns après les autres ou bien internés dans les ports neutres où ils s'étaient réfugiés.

Dès le début de la guerre le *Gœben* et le *Breslau*, dans la Méditerranée, n'échappèrent à nos croiseurs et à ceux de l'Angleterre qu'en se réfugiant dans les Dardanelles où ils furent achetés par les Turcs. Plus tard, l'*Emden*, qui avait fait d'assez importantes prises dans l'Océan Indien, fut coulé près de l'île des Cocos par un croiseur anglais, tandis que quatre canonnières allemandes et le croiseur autrichien *Kaiserin-Elisabeth* périssaient dans le port de Kiao-Tchéou pris par les Japonais. Dans le Pacifique, une escadre allemande commandée par l'amiral von Spee avait détruit deux vieux cuirassés anglais dans les eaux chiliennes, mais elle était battue bientôt, près des îles Falkland, par une escadre envoyée d'Angleterre et perdait sur place quatre de ses croiseurs sur cinq. Dans l'Atlantique, le croiseur allemand *Kœnigsberg* était embouteillé dans une rivière africaine, tandis que, dans le Pacifique, le *Geier* était interné à Honolulu. Vers le milieu du mois de décembre, le pavillon germanique n'était plus porté dans les océans lointains que par trois ou quatre navires dont l'existence était condamnée. Le 15 mars, après la destruction du *Dresden* par les Anglais il ne restait plus à la mer que le *Karlsruh* aujourd'hui disparu. Une fois de plus était confirmée cette loi, dont la France souffrit sous Louis XIV et Louis XV, que la guerre de course devient rapidement impuissante lorsque les croiseurs ne sont pas appuyés par de fortes escadres.

Ayant échoué dans la guerre de course, l'amirauté allemande conçut le projet de pratiquer la guerre de surprise, avec des croiseurs rapides, contre les villes ouvertes. Le 17 décembre 1914, des croiseurs allemands exécutèrent un raid contre les ports ouverts anglais de Harthpool, Scarborough et Whitby, bombardèrent des maisons et tuèrent ou blessèrent un certain nombre de personnes. Sans utilité pratique au point de vue militaire, les opérations de ce genre sont tellement contraires à la plus vulgaire morale et aux principes du droit international que leur seul effet consiste dans la surexcitation du sentiment patriotique. A la suite du bombardement des trois ports nommés plus haut, il se produisit dans toute la Grande-Bretagne une forte reprise des engagements volontaires. Le 24 janvier, l'amirauté allemande fit procéder à un raid analogue à celui dont il est question plus haut, mais la flotte anglaise était en défiance. Les croiseurs allemands furent surpris par une escadre de croiseurs de bataille anglais très forts; ils prirent la fuite mais l'un d'eux, le *Blücher*, qui avait déjà participé au raid du 17 décembre, fut coulé et deux autres subirent des avaries importantes. L'Allemagne put en déduire que les raids contre des villes ouvertes ne sont pas sans danger pour les navires qui les exécutent. Elle ne les a pas renouvelés.

L'amirauté allemande avait beaucoup compté sur les sous-marins pour détruire les cuirassés et croiseurs ennemis. Au début de la guerre, trois croiseurs cuirassés anglais furent en effet coulés par des sous-marins. Ils n'étaient sans doute pas suffisamment éclairés et commirent la faute de vouloir se prêter réciproquement secours. En décembre, un vieux cuirassé anglais fut encore coulé dans la Manche par un ou deux sous-marins. Le *Jean-Bart* reçut une torpille dans son avant au cours d'une expédition où il était isolé dans l'Adriatique, mais il ne fut que légèrement endommagé. Si plus tard

le *Gambetta* fut coulé dans l'Adriatique c'est qu'il n'était pas gardé par des contre-torpilleurs.

Par contre des navires français et anglais ont pu bombarder pendant des journées entières, à maintes reprises, les batteries allemandes des côtes belges sans subir la moindre attaque des sous-marins allemands. Ceux-ci et ceux de l'Autriche se sont également montrés impuissants à l'égard des très nombreux navires par lesquels les troupes anglaises et celles des colonies françaises ou anglaises ont été transportées sur le continent pour prendre part aux opérations militaires du nord de la France et de la Belgique.

Ces faits confirment l'opinion émise par un certain nombre de nos officiers et par moi-même que les sous-marins sont à peu près impuissants contre les grands batiments à artillerie autour desquels des contre-torpilleurs ou des torpilleurs de haute mer exercent une surveillance attentive.

L'amirauté allemande a tenté une autre sorte d'emploi des sous-marins qui, à première vue, semblait devoir être efficace : elle a décidé, en janvier 1915, de les employer à la destruction des navires de commerce des belligérants ou des neutres qui tenteraient de pénétrer dans les ports de la Grande-Bretagne ou dans ceux du nord de la France. Du 15 février à la mi-juillet, 193 navires belligérants ou neutres ont été coulés sur près de 32 milles longs-courriers qui ont fréquenté les ports britanniques et jamais le commerce anglais n'a été aussi prospère. L'amirauté allemande en est pour l'odieux d'avoir tenté d'effrayer le commerce mondial avec deux douzaines de sous-marins, dont quelques unités seulement ont pu agir et dont beaucoup sont détruites.

Se sentant incapables de faire protéger leurs côtes ou de menacer celles de l'ennemi par des escadres offensives qui sont inférieures à celles de l'Angleterre et de la France et par des sous-marins, les amirautés

allemande et autrichienne eurent, dès le début de la guerre, recours aux mines flottantes. Elles en posèrent en abondance et un peu partout dans la mer du Nord d'une part, dans l'Adriatique de l'autre. Elles y mettaient d'autant plus d'ardeur que leur navigation marchande devait être rendue à peu près impossible par le fait que la maîtrise absolue de la mer allait appartenir à l'Angleterre et à la France. Dans la pose de ces engins destructifs, l'Autriche et l'Allemagne ne tinrent, du reste, aucun compte des prescriptions de la convention sur laquelle, l'une et l'autre avaient, à la Haye, apposé leur signature. Afin de rendre ses opérations de pose plus faciles, l'amirauté allemande employa des navires neutres en plusieurs circonstances que l'amirauté anglaise a signalées. Dès les premières heures de la guerre, des navires furent coulés par les mines allemandes et autrichiennes, navires de guerre et navires marchands, et ni l'Allemagne ni l'Autriche ne furent épargnées dans ces pertes qu'elles avaient elles-mêmes provoquées. Dès les premiers jours, un contre-torpilleur allemand fut coulé dans la mer du Nord, par une mine allemande et un torpilleur autrichien subit le même sort, dans l'Adriatique, par le fait d'une mine autrichienne. Mais ce fut la navigation des neutres qui souffrit le plus cruellement. L'Angleterre, non seulement avait évité de poser des mines mais encore avait organisé un service spécial pour les relever, afin de maintenir la liberté de la navigation. Le 22 août 1914, elle attirait l'attention des puissances neutres sur les dangers auxquels les navires se trouvaient exposés dans la mer du Nord, par suite de la pose des mines allemandes. Le Danemark, la Suède et la Norvège avaient, de leur côté, placé des mines dans le grand Belt et à l'entrée de leurs ports, en prévenant les navigateurs des précautions à prendre.

A la fin du mois de septembre, une quinzaine de navires de commerce dont huit anglais, cinq danois, un

norvégien et un suédois ayant été coulés par les mines allemandes dans la mer du Nord, l'Angleterre prit une mesure radicale : elle ferma elle-même par des mines la mer du Nord et le Pas de Calais, en ne laissant ouvert à la navigation qu'un étroit passage dans l'Ouest. « L'amirauté britannique alors a déclaré la mer du Nord zone militaire et a prévenu les navigateurs des graves dangers auxquels ils seraient exposés en raison soit des mines mouillées, soit des navires de guerre exerçant un service de surveillance, s'ils pénétraient dans cette zone, excepté dans les parties strictement énoncées par l'amirauté. A partir du 5 novembre, les navires qui passeraient une ligne partant du point nord des îles Hébrides (à l'ouest de l'Écosse) par les îles Féroé pour aboutir à l'Irlande, ne pouvaient le faire qu'à leurs risques et périls, et les navires désireux de commercer avec la Norvège, la Baltique, le Danemark, la Hollande doivent passer par la Manche et le Pas de Calais, longer la côte est de la Grande-Bretagne jusqu'à l'île Farne, d'où une route sud leur est indiquée pour se rendre jusqu'au phare de Lindesnœv (pointe sud de la Norvège); de là ils peuvent suivre leur destination[1]. » Malgré ces précautions, de nouveaux accidents se sont produits, soit dans la mer du Nord elle-même, soit en dehors, car l'Allemagne fit poser des mines, probablement au moyen de navires portant un pavillon neutre, jusque dans le voisinage des côtes occidentales de l'Irlande. D'autre part, des sous-marins purent franchir le barrage des mines du Pas de Calais pour aller torpiller des navires de commerce dans la Manche.

Instruments aveugles d'une guerre contraire à la morale humaine et aux conventions internationales, les mines allemandes firent, en somme, encore plus de mal, directement ou indirectement, à l'empire germa-

1. Voir Rousseau, *La Guerre de Mines*, in *Temps*, 9 décembre 1914.

nique qu'aux ennemis de l'Allemagne et aux neutres. Non seulement elles coulèrent des navires de guerre allemands, mais encore elles déterminèrent l'établissement du blocus de la mer du Nord par l'Angleterre.

L'infériorité des flottes allemandes et autrichiennes par rapport aux flottes de l'Angleterre et de la France a eu pour conséquence la perte des colonies de l'empire germanique. Maîtresses absolues des océans, l'Angleterre, la France et le Japon ont eu vite fait de s'emparer des territoires sur lesquels flottait le pavillon de l'empire germanique. Dès le mois d'août 1914, le Togo fut occupé par un corps expéditionnaire franco-anglais et les îles Samoa furent prises par des troupes anglaises de la Nouvelle-Zélande appuyées par le croiseur français *Montcalm*. Au mois de septembre, les navires de l'Australie anglaise s'emparèrent de la Nouvelle-Guinée et de la Nouvelle-Poméranie allemandes. Pendant le même temps, une expédition franco-anglaise entreprenait la conquête du Cameroun. Au mois de novembre, les Japonais s'emparaient, en Chine, de la colonie allemande de Kiao-Tcheou pour laquelle Guillaume II avait fait d'énormes sacrifices et qui avait à ses yeux une importance accrue par la haine et la crainte que le Japon lui inspirait. Dans l'Afrique centrale les Belges et les Français ont entrepris de chasser les Allemands des territoires que la France leur a concédés en 1911 par la convention du Maroc. Celle-ci, du reste, se trouve annulée par la déclaration de guerre de l'Allemagne à la France. Parmi les motifs qui poussèrent Guillaume à déclancher la guerre se trouvait le désir de prendre toutes nos colonies; il se trouve que déjà l'Allemagne a perdu toutes celles qu'elle possédait.

Guillaume II n'a pas compris que si la marine et les colonies sont des éléments de puissance morale d'une immense valeur, elles exigent de la part de la nation qui les veut posséder une politique essentiellement pacifique. S'il avait étudié avec quelque esprit critique

l'histoire du règne de Louis XIV, il aurait constaté que la France fut très puissante, au point de vue maritime et colonial, tant qu'elle eut une politique continentale relativement pacifique. Dès que le roi Soleil conçut la pensée d'établir son hégémonie sur l'Europe et se lança dans la politique des conquêtes continentales, il lui devint impossible de maintenir sa marine dans l'état de force que lui avait fait atteindre Colbert et il vit nos colonies passer aux mains de l'Angleterre, tandis que de formidables coalitions européennes se formaient contre lui et le condamnaient à subir la ruine de ses ambitions[1] avec la perte de ses conquêtes.

Guillaume II apprendra, en somme, à ses dépens et aux dépens des populations allemandes, qu'il est impossible à une nation quelconque, si riche et si forte soit-elle, de pratiquer simultanément une politique de conquêtes militaires continentales et une politique maritime et coloniale offensive à travers les océans. L'Angleterre doit l'énorme développement de sa puissance maritime, coloniale, industrielle et commerciale à ce que, depuis la mort de Cromwell, elle a renoncé à la politique de conquêtes européennes qui avait été conçue par le grand dictateur militariste.

Grâce à l'extraordinaire développement pris sous l'impulsion de Bismarck par l'industrie, le commerce, la marine marchande et l'émigration allemandes, l'empire germanique avait acquis dans le monde entier une situation que jamais aucun peuple ni aucun gouvernement n'avait obtenue. Guillaume II n'a pas compris que pour conserver cette admirable position, il ne devait user de sa marine que comme d'un instrument de défense d'une expansion résolument pacifique. En la créant pour dominer l'univers et fonder un empire mondial, il l'a condamnée à l'impuissance et a préparé la

1. Voir J.-L. de Lanessan, *Notre Défense maritime*, 1913 (Paris, F. Alcan).

ruine de son empire car il a soulevé contre ses ambitions tous les peuples qui prétendent conserver leur indépendance et user de ce qu'ils considèrent comme leurs droits nationaux.

§ VI. — CE QUE LES GERMAINS NE COMPRENNENT PAS.

Guillaume II et ses sujets ignorent, il est vrai, ce que c'est que l'indépendance et se moquent du droit comme de l'honneur. Mais les Français ont déjà versé leur sang dans maintes révolutions pour conserver leur indépendance, livré d'innombrables batailles pour défendre leur honneur, et leur esprit est imprégné, par une éducation multiséculaire, de l'idée que le droit est supérieur à la force et cette conviction les rend plus forts que la force. Un officier qui prit part au combat très violent livré, en Belgique, près du village de Ramscapelle, où notre infanterie prit aux Allemands 7 mitrailleuses et 300 prisonniers, racontait une anecdote très caractéristique de la mentalité française[1] : « Au plus vif du combat, trois lièvres apeurés étaient sortis de leur gîte et couraient à travers champs. Sans souci des balles qui sifflaient à leurs oreilles, vingt soldats s'élancèrent à leur poursuite et, après une chasse fort mouvementée, les capturèrent. » L'officier ajoutait : « Ce mépris du péril, c'est là tout le secret de la vaillance de nos soldats. L'Allemand va au combat sans enthousiasme, parce qu'il y est obligé. Quelle différence avec nos petits pioupious français et belges et les joyeux Tommy anglais, qui volent au feu plutôt qu'ils n'y courent, parce qu'ils savent qu'ils défendent le droit et la civilisation contre la barbarie. »

Le Germain qui, se piquant de philosophie, disait, en haussant les épaules « les héros de Corneille ont sans cesse à la bouche des mots tels que « mon honneur, ma « gloire, ma vertu » ; vous ne trouverez rien de pareil dans

1. Voir *La Liberté*, 4 novembre 1914.

notre littérature et c'est là ce qui dans la vôtre nous choque le plus » ne se doutait pas que les idées d'honneur, de gloire, de vertu, de droit deviennent des puissances plus grandes que la « force » lorsqu'elles ont été inspirées pendant une longue série de générations à tous les membres d'une société humaine par les pères et les mères, par les maîtres des écoles et des universités, par les écrivains et les orateurs, par tous les hommes que cette société vénère et devant lesquels ses membres s'inclinent unanimement parce qu'ils représentèrent, en même temps qu'un haut idéal, les philosophies les plus audacieuses comme les religions les plus mystiques.

Les Germains ne savent pas, ne peuvent pas savoir, en raison de l'éducation qu'ils ont reçue, que cet idéal est la puissance la plus grande de toutes celles qui existent au monde et qu'il est vraiment « scientifique », tandis que le soi-disant « réalisme » de la culture germaine n'est qu'une conception chimérique d'esprits brumeux et mystiques.

L'incommensurable orgueil et l'excessive confiance en leur puissance militaire inspirés aux Allemands par l'éducation qu'ils reçoivent depuis un demi-siècle et la folle mégalomanie de leur empereur ont aussi rendu l'empire germanique incapable d'apprécier exactement les sentiments et les forces des autres nations. La lecture des documents diplomatiques récemment publiés révèle chez les dirigeants de l'empire germanique une ignorance des réalités et une naïveté incompréhensibles pour quiconque n'a pas étudié de très près l'évolution subie par la mentalité allemande sous l'influence du gouvernement de Guillaume II. N'étaient-ils pas au-dessous de leur tâche délicate, les ambassadeurs de l'Allemagne et de l'Autriche qui affirmaient à qui les voulait écouter et persuadaient à leurs ministres que la « Russie céderait » dans l'affaire de la Serbie « comme elle avait toujours cédé », qui représentaient l'armée

russe comme inexistante ou inorganisée, et le peuple russe en proie à l'anarchie révolutionnaire, qui dépeignaient enfin la Russie comme incapable de supporter le poids militaire, financier et politique d'une guerre? Que peut-on penser de ce chancelier de l'empire, de ce ministre des Affaires étrangères d'Allemagne, de cet ambassadeur allemand à Londres qui s'imaginaient pouvoir amener l'Angleterre, non seulement à laisser violer la neutralité de la Belgique et écraser la France, mais encore à contraindre, par la menace de sa flotte, le gouvernement français à violer son traité d'alliance avec la Russie? Guillaume II, son chancelier, ses ministres, ses ambassadeurs ignoraient-ils que la Grande-Bretagne avait en 1875, puis en 1887, et, enfin, au moment d'Agadir, pris parti pour la France contre l'Allemagne, en manifestant par ses actes le regret d'être restée neutre en 1870 et de n'avoir pas compris alors le danger qui résulterait pour l'Angleterre elle-même de la formation d'un grand empire militaire au cœur de l'Europe? Ignoraient-ils que la Grande-Bretagne s'était toujours dressée contre les gouvernements qui tentèrent d'imposer leur hégémonie à l'Europe? Ne connaissaient-ils pas l'histoire de Louis XIV et celle de Napoléon Ier? Comment pouvaient-ils être assez naïfs pour supposer que l'Angleterre laisserait l'empire germanique s'établir à Anvers, à Dunkerque ou à Calais, s'emparer de la Tunisie, de l'Algérie et du Maroc qui le rendraient maître de la Méditerranée, de l'Égypte, de la route des Indes, s'annexer des colonies françaises qui lui assureraient une situation considérable dans la mer Rouge, dans les mers extrême-orientales, dans le Pacifique et dans l'Atlantique? Guillaume II et ses serviteurs ne faisaient-ils point preuve de la plus enfantine naïveté, lorsqu'ils proposaient à sir Edward Grey de livrer à l'Allemagne les colonies françaises en attendant l'heure où elle pourrait prendre les colonies anglaises? Pouvaient-ils

supposer les Anglais assez stupides pour ne pas se douter que l'écrasement de la France et la défaite de la Russie seraient fatalement suivies de l'attaque de l'Angleterre réduite à ses seules forces et isolée en Europe? Quelle opinion peut-on avoir de ce sous-secrétaire allemand aux Affaires étrangères qui, en pleine guerre, lorsque l'avenir de l'Europe se joue sur les champs de bataille de la Belgique, de la France, de la Prusse orientale, de la Galicie et de la Bukovine, déclare naïvement à un député hollandais que la victoire de l'empire germanique serait suivie de l'absorption économique de la Hollande, du Danemark, de la Suède, de la Norvège et sans doute de la Suisse? Comment expliquer la mentalité de ces professeurs allemands qui, à la même heure, affirment que si l'empire germanique a provoqué la guerre, c'est pour « organiser » l'Europe?

Lorsque Guillaume II et ses ministres ont contraint la Turquie de déclarer la guerre à l'Angleterre, à la France et à la Russie et de proclamer la guerre sainte, ont-ils été assez aveugles et assez ignorants pour ne pas se douter que l'entrée en scène des Turcs provoquerait inévitablement, à une heure donnée, celle des Italiens, et qu'il y aurait beaucoup de chances pour que d'autres peuples se tournassent vers la Triple-Entente? La Turquie n'est-elle pas, en effet, leur ennemie traditionnelle? Son alliance avec l'Allemagne ne devait-elle pas les amener fatalement à les éloigner de cette dernière?

Que penser, des innombrables publications cyniquement mensongères et odieusement brutales répandues par l'Allemagne dans tous les pays neutres pour les gagner à sa cause en les trompant ou en les menaçant? Si les dirigeants de l'empire germanique avaient été doués du moindre sens critique n'auraient-ils pas compris, qu'une heure viendrait où les mensonges seraient dévoilés, où les menaces provoqueraient l'indignation générale?

§ VII. — L'INDIGNATION GÉNÉRALE PROVOQUÉE PAR LA CONDUITE DE L'ALLEMAGNE.

Bismarck, Bernarhdi, von der Goltz et toute l'école militariste allemande ont recommandé de faire aux populations des pays envahis le plus de mal possible afin de les amener à implorer la cessation des hostilités et la pitié du vainqueur. En 1870, Bismarck, leur maître à tous, s'écriait à Versailles, devant Paris en flammes : « Ça ne suffit pas, il faut que nous sentions le roussi d'ici »; et les troupes de Guillaume II ont cru faire acte habile en appliquant avec docilité et amplification les théories de leurs chefs. Mais les généraux, officiers et soldats qui ont massacré, pillé, incendié, bombardé tout le long de leur route ont oublié dans quel temps ils vivaient. Ces procédés étaient, jadis, capables de démoraliser les armées en terrorisant les populations. A notre époque de grande civilisation, ils devaient produire des effets contraires à ceux que Bismarck, Bernarhdi et von der Goltz en attendaient. Ils ont fait des héros avec une jeunesse qui renonce à la joie de vivre pour la gloire de mourir; ils ont soulevé contre l'Allemagne toutes les femmes qui ont vu massacrer des enfants et des jeunes filles, tous les vieillards qui ont vu fusiller des octogénaires; et cette indignation, cette colère légitime ont franchi les frontières des populations égorgées, des territoires envahis; elles se sont répandues dans le monde entier. Il n'y a pas de peuple, en dehors des Turcs, qui enseignèrent ces horreurs à von der Goltz, chez lequel on n'entende retentir des malédictions contre la barbarie germanique, où l'on ne trouve stupide et criminelle la rage avec laquelle les armées germaniques bombardent les villages et les villes, les châteaux et les chaumières, les usines et les taudis des ouvriers, les monuments publics les plus artistiques et les plus sacrés, comme si les pierres

étaient responsables des défaites et des pertes énormes de soldats ou d'officiers qu'elles ont subies devant Liége, sur la Marne et l'Ourcq, le long de l'Yser et autour de Dixmude ou d'Ypres, dans l'Argonne, aux abords de Verdun et sur les rives de la Meuse ou de la Vistule et du Niémen.

Guillaume II, ainsi que ses généraux ou soldats et les « intellectuels » allemands qui approuvent la destruction de Louvain, de la cathédrale de Reims, de l'hôtel de ville d'Arras, de la halle aux drapiers d'Ypres, etc., etc., ont oublié, dans leur démence, que si les vainqueurs ont toujours raison, il n'en est pas de même des vaincus. Les Germains victorieux auraient pu se vanter de leur vandalisme; l'Allemagne et l'Autriche vaincues, non seulement seront flétries par l'univers entier mais encore devront payer tout ce qu'elles auront volé, incendié, détruit, bombardé et ruiné. Les ruines vaudront d'autant plus cher qu'elles seront plus illustres. Au capital représentant tout ce qui aura été volé ou détruit se joindront les intérêts représentés par les misères, les désolations et les massacres infligés aux populations paisibles.

CHAPITRE VII

LA SITUATION MILITAIRE ET INTERNATIONALE AU MILIEU DE 1915
LES CONDITIONS NÉCESSAIRES DE LA PAIX DU MONDE

§ I. — L'ATTAQUE IMPRÉVUE ET BRUSQUÉE DES ARMÉES ALLEMANDES.

Au moment où Guillaume II, par un acte criminel de son caprice impérial, jeta sur nos frontières, à travers la Belgique, deux millions et plus de ses meilleures troupes, avec ses généraux les plus renommés, notre mobilisation, encore inachevée, ne nous permettait de mettre en ligne que des effectifs numériquement très inférieurs à ceux de l'envahisseur et des chefs n'ayant pas encore l'expérience de la guerre de ruses, d'embuscades, de traîtrises, de tranchées que l'état-major allemand préparait depuis un demi-siècle.

L'Angleterre et la Russie, surprises comme nous par une agression que rien ne justifiait, étaient moins prêtes encore que nous-mêmes à y résister. Le corps expéditionnaire prévu par le gouvernement britannique pour une guerre continentale dans laquelle la Grande-Bretagne serait entraînée, ne comptait guère plus de cent mille hommes dont le transport en France ou en Belgique exigerait un certain nombre de jours. Quant à la Russie,

en raison du petit nombre relatif de ses voies ferrées et de l'immense étendue de son territoire, plusieurs semaines lui étaient nécessaires pour concentrer en un point quelconque de ses frontières les masses considérables d'hommes dont elle dispose. La Serbie elle-même, malgré les menaces incessantes dont elle était l'objet de la part de l'Autriche depuis plus d'une année, ne pouvait guère être prête à repousser l'assaut qu'elle allait subir, car ses troupes, ses finances et son matériel de guerre venaient d'être gravement éprouvés par une guerre ayant duré pendant près de trois ans. Si Guillaume II avait précipité les événements, c'était pour profiter des conditions défavorables dans lesquelles se trouvaient la Triple-Entente et la Serbie, et s'il avait brusquement interrompu les entretiens diplomatiques ouverts entre les chancelleries à la suite de l'ultimatum adressé par l'Autriche à la Serbie le 23 juillet, c'était pour que ni la France, ni la Russie ni l'Angleterre n'eussent le temps de procéder à la mobilisation que lui-même opérait. Mais, jusqu'au 31 juillet, il avait fait croire à son désir de travailler à l'apaisement du conflit, afin d'endormir les gouvernements et les peuples dont il croyait pouvoir faire les victimes de sa formidable puissance militaire. Il mobilisait ses troupes, il les transportait jusqu'au pied des poteaux de nos frontières et aux portes de la Belgique, tandis que les gouvernements de la Triple-Entente travaillaient presque naïvement au maintien de la paix.

En France, non seulement on ne croyait pas à la guerre, mais on ignorait, jusque dans nos milieux militaires, quelle sorte de guerre allait nous être faite. Non moins chevaleresques au XXe siècle qu'aux temps de Jeanne d'Arc, de Bayard, de Turenne et de la Révolution, nos Français croyaient qu'il leur suffirait de dédaigner la mort et de « cogner dur » pour vaincre les hordes germaniques. Ils payèrent cher nos traditions de combats à visage découvert et de batailles à pro-

cédés loyaux. C'est par milliers, qu'aux premiers jours de la guerre, furent fauchés, en Alsace, en Lorraine, en Belgique, nos trop vaillants soldats et leurs chefs trop hardis, par des mitrailleuses dissimulées derrière les buissons, dans le creux des fossés, dans l'obscurité des bois, par les mines tapies sous les chemins et par les fusils d'Allemands enfouis dans un sol dont ils empruntaient la couleur pour se dissimuler aux regards.

Si l'habileté professionnelle des généraux allemands avait égalé leur génie de fourberie, la France n'eût pas échappé à l'avalanche des barbares qui tombaient sur elle, après avoir emprunté à toutes les sciences de destruction leurs secrets de ruine, de meurtre, d'incendie, et ravi aux bêtes de proie leurs instincts les plus sanguinaires.

Pour l'honneur de notre race, si nos troupes ignoraient l'hypocrisie, le mensonge, la fourberie et la barbarie, elles avaient, comme les Français de toutes nos grandes époques historiques, une admirable souplesse de l'esprit jointe à une indomptable vaillance du cœur. Ces qualités de race et la ferme résolution de défendre l'honneur de la France en même temps que les foyers de la patrie, rendirent nos armées plus fortes que la force brutale, sauvage et déloyale des Germains.

Avec de pareilles troupes, les grands chefs de guerre ne pouvaient nous faire défaut. Nous eûmes les Joffre, les Galliéni, les Foch, les Castelnau, etc. — je ne puis ni ne veux les nommer tous — et une pléiade de colonels, chefs de bataillon ou d'escadron, capitaines, lieutenants et sous-lieutenants, sous-officiers dont, chaque matin, les ordres du jour de l'armée nous ont fait connaître les noms et les hauts faits. Beaucoup moururent en héros; à leur place se sont levés des héritiers de leur vaillance, de leur science militaire et de la paternelle autorité qui les fait aimer autant que respecter par leurs hommes.

§ II. — LES VICTOIRES DE LA MARNE ET DES FLANDRES, LES SUCCÈS DES RUSSES ET DES SERBES, LES ARMÉES ALLEMANDES CONDAMNÉES PARTOUT A LA DÉFENSIVE.

Grâce à ces admirables chefs et à l'affectueuse confiance qu'ils inspirèrent aux troupes, les défaites de Charleroi, de l'Alsace ou de la Lorraine furent suivies de la plus glorieuse retraite qui ait jamais été opérée par une grande armée. « Chaque soir, me disait un officier, nos hommes, victorieux dans la journée, s'étonnaient qu'on les contraignît à rétrograder et juraient de se venger le lendemain de leur involontaire recul. » Lorsque, sur la Marne et sur l'Ourcq, le concours de l'armée de Paris envoyée par le général Galliéni permit de leur donner l'ordre d'avancer, ce fut avec un indescriptible enthousiasme qu'ils se jetèrent sur les Germains. Par avance, ils étaient sûrs de la victoire.

Le nombre nous faisant encore défaut, ainsi que certains éléments du matériel de guerre, il nous fut impossible de tirer de la victoire de la Marne tous les fruits qu'en d'autres conditions elle aurait donnés. Les hordes germaines refoulées sur la ligne de l'Aisne s'accrochèrent au sol de la Champagne, de l'Argonne, des Hauts-de-Meuse, de la Woëvre, s'enfouirent dans les carrières, se cachèrent dans des bois et des tranchées, et, sur un front de plusieurs centaines de kilomètres, prirent l'attitude d'assiégés, sous la protection de leur artillerie lourde à longue portée. Les généraux allemands persistaient dans la faute qu'ils avaient commise lorsqu'ils allongèrent leurs lignes au delà de la Meuse et ils en commettaient une seconde en se condamnant à une défensive étendue depuis Belfort jusqu'à l'Oise d'abord, et, bientôt, pour éviter notre débordement, jusqu'à la mer du Nord.

Tantôt sur un point et tantôt sur un autre, ils cherchaient, il est vrai, à forcer nos propres lignes, en

jetant sur elles les masses compactes de leur infanterie protégée par leurs gros canons. Mais nos troupes avaient appris le nouvel art de la guerre et notre pièce légère, extrêmement mobile, de 75 millimètres, fauchait les épais bataillons germains, en se gaussant des énormes « marmites » impuissantes d'une artillerie si lourde qu'il est impossible de la déplacer lorsque les terres sont détrempées par la pluie.

Arrêtées dans leur marche sur Paris et désespérant de pouvoir, désormais, l'atteindre, les troupes du kaiser tentèrent de se porter sur Dunkerque et Calais pour, de là, menacer l'Angleterre. Mais si elles purent, un instant, traverser l'Yser, ce ne fut que sur des ponts formés par les cadavres de leurs fantassins et pour le repasser bientôt sous la mitraille, en le comblant avec leurs blessés et leurs morts. Après la défaite de la Marne qui leur ferma la route de Paris, elles subirent les hécatombes de l'Yser qui leur barraient la route de Calais.

Le kaiser pouvait, il est vrai, se vanter auprès des populations trompées et barbares de son empire, de tenir sous les griffes sanglantes de son aigle la totalité de la Belgique et une partie du nord de la France; il pouvait glorifier ses généraux et ses soldats pour les ruines accumulées partout où ils passèrent; il pouvait se réjouir des massacres de femmes, de vieillards, de prêtres, d'enfants commis par des hordes ivres d'alcool et de sang; il pouvait faire étaler dans les vitrines berlinoises les photographies des monuments publics bombardés et des maisons particulières incendiées; mais, les batailles de la Marne et des Flandres, suivies des progrès incessants de toutes les parties de notre ligne offensive lui apprirent que ses armées ne feraient plus un seul pas en avant des tranchées où elles s'étaient enfouies. Il vit notre matériel de guerre s'accroître chaque jour, nos canons à longue portée s'ajouter à nos pièces de campagne pour dévaster les

tranchées et détruire les batteries de ses troupes, nos fantassins s'initier joyeusement à la guerre moderne, tandis que ses soldats se rendaient par la faim et le découragement, dès qu'ils pouvaient échapper au fouet ou au revolver de leurs officiers.

Pendant que les attaques en masses compactes des troupes allemandes se brisaient contre le front inviolé de nos lignes, en couvrant le sol de cadavres démembrés par notre 75, les soldats de l'Angleterre, de l'Inde anglaise, du Canada, de nos colonies africaines, etc., et nos jeunes classes de 1914 et 1915 affluaient sur le front de nos armées, en accroissaient quotidiennement les effectifs et préparaient l'heure où nos généraux pourront entreprendre une offensive assez vigoureuse pour chasser les barbares de notre sol et de celui de la Belgique [1].

Pendant que ces faits se produisaient en Occident, les Russes arrêtaient, par une vigoureuse résistance, les

1. Dans son éditorial du 31 décembre 1914, le *Times* résumait la situation militaire dans l'ouest, de la façon suivante :

« Nous arrivons à la nouvelle année dans des conditions très favorables. Si les Alliés ont été éprouvés au début, c'est parce qu'ils n'étaient pas préparés à la guerre, mais les Allemands, en dépit de quarante années de préparation, ont cessé depuis longtemps de remporter de nouveaux avantages et sont maintenant arrêtés sur tous les points. Il ne reste plus qu'à frapper les coups qui les réduiront à merci. »

Le compte rendu officiel des opérations du 7 au 17 février 1915 disait au sujet de la situation de nos armées pendant cette période : « Malgré les conditions (climatériques) défavorables, cette période a été bonne pour nous. D'abord notre artillerie a obtenu de très brillants résultats, les communiqués quotidiens les ont enregistrés. L'ennemi ne peut visiblement pas tirer autant que nous, et la supériorité de nos approvisionnements en munitions s'affirme de plus en plus. Ensuite notre infanterie a fait preuve en Artois, en Champagne, dans l'Argonne et en Alsace d'un esprit progressif très développé que le succès a couronné. » Depuis la publication de ce résumé jusqu'à la fin du mois de juillet, les deux caractères essentiels de la conduite de nos troupes qu'il signale se sont notablement accentués.

troupes allemandes qui, ayant pénétré en Pologne avant la concentration des armées du tsar, prétendaient s'emparer de Varsovie; ils battaient les Autrichiens en s'emparant de la Galicie, prenaient Przemysl et s'emparaient de plusieurs cols des Carpathes sur les routes qui conduisent à la plaine hongroise. Les plans de l'état-major allemand échouaient piteusement en Russie comme en France et les armées allemandes de l'Orient, à l'instar de celle de l'Occident, n'échappaient à la déroute qu'en s'enfouissant dans des tranchées.

Plus tard, il est vrai, les armées allemandes de l'Est, profitant de l'insuffisance de munitions à laquelle la Russie avait été condamnée par la fermeture hivernale du port d'Arkangel, ont pu refouler les armées du grand-duc Nicolas en dehors des Carpathes et de la Galicie et s'emparer de Varsovie; mais, par d'habiles manœuvres, les armées russes se sont conservées intactes et retiennent des millions d'Austro-Allemands dans les plaines marécageuses de la Vistule, du Bug, etc., d'où il n'est certain qu'elles puissent sortir plus tard, si elles continuent de s'y enfoncer.

Quant à la « petite » Serbie que l'Autriche-Hongrie avait compté pouvoir dévorer, si je puis dire, en « une seule bouchée », elle infligea, en décembre, une telle défaite aux troupes autrichiennes que celles-ci furent contraintes d'évacuer totalement son territoire [1].

1. Le prince héritier de Serbie, Alexandre, commandant en chef des troupes serbes, consacra leur victoire par un ordre du jour où il disait :

« Dans ce moment solennel, quand sur notre fière Belgrade, serbe de nouveau, est arboré le drapeau serbe victorieux, je veux avant tout accomplir un devoir de reconnaissance envers ceux de nos frères que nous avons délivrés des Turcs et qui luttent avec nous. »

Le prince concluait en saluant la Paix qui couronnera dignement, pour ses héros, les victoires de la grande Serbie; plus grande, plus puissante et plus heureuse qu'elle ne le fut jamais.

Dans la séance de la Skoupchtina serbe du 7 décembre, le président du conseil des ministres, M. Patchich, avait précisé la situation de la Serbie en termes d'une remarquable exactitude : « Dans cette lutte le peuple serbe n'a pas à choisir, car, entre la vie et la mort on ne choisit pas. La Serbie est contrainte à la lutte, et elle luttera avec la même énergie inébranlable qu'elle a déployée il y a un siècle, à la bataille de Kossovo, qui décida de la résurrection de la patrie. » Le gouvernement ajoutait que la lutte à laquelle la Serbie avait été condamnée par l'Autriche était une « lutte pour l'émancipation et l'union à la mère patrie de tous nos frères asservis, Serbo-croates et Slovènes. » L'Autriche s'était proposé d'écraser la Serbie; elle avait en réalité ouvert l'ère de l'émancipation de tous les Slaves de son empire, car quelques jours après la lecture de cette déclaration ministérielle l'armée serbe, profitant de la faute que les généraux Autrichiens avaient commise en allongeant outre mesure le front de leur armée, enfonçait l'une de ses ailes et contraignait toute l'armée à battre en retraite dans le plus affreux désordre, en évacuant tout le territoire Serbe. Le vieux roi Pierre, accompagné de ses deux fils, avait donné le signal de la bataille en tirant lui-même le canon et déclarant : « Soldats, votre vieux souverain est ici pour mourir ou vaincre avec vous. » Il vainquit grâce à l'admirable vaillance de ses troupes. Après cette victoire, la Serbie doit se féliciter de n'avoir pas accepté la théorie exposée, en réponse au *Livre Jaune* français par l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, disant : « La Serbie est un de ces petits États qui n'ont pas les mêmes droits que les grands. » Un personnage autrichien écrivait à l'un de mes amis, au sujet de l'ultimatum de l'Autriche au gouvernement serbe : « Nous avons montré à l'Europe comment un grand État doit parler à un petit »; la petite Serbie a montré par sa vaillance qu'elle était digne du respect de la grande Autriche.

Tandis que ces événements se produisaient sur les théâtres européens de la guerre, les Turcs, commandés ou dirigés par des officiers allemands de choix, se faisaient battre lamentablement dans le Caucase par les Russes et en Égypte par les troupes anglo-égyptiennes chargées de la garde du canal de Suez, tandis que les populations musulmanes, indifférentes à la proclamation de la guerre sainte par le sultan de Constantinople, envoyaient du Caucase, de l'Inde, de la Tunisie, de l'Algérie, du Maroc, du Sénégal, etc., des sectateurs de Mahomet combattre sous les drapeaux de la Russie, de l'Angleterre et de la France.

§ III. — LES PEUPLES DES BALKANS, LES OPÉRATIONS DES DARDANELLES ET LA QUESTION DE CONSTANTINOPLE.

Pendant ce temps aussi, les peuples des Balkans, soucieux d'empêcher le relèvement de la domination tyrannique des Turcs, comprenaient le danger des divisions provoquées par la seconde guerre balkanique, et manifestaient le désir de se rapprocher. La Roumanie que son Hohenzollern maintenait depuis une trentaine d'années sous l'hégémonie de l'Allemagne et de l'Autriche, en dépit de ses affinités latines, avait acquis, en 1913, la certitude qu'elle ne pouvait compter pour la défense de ses intérêts ni sur l'Allemagne ni sur l'Autriche[1], tandis qu'elle avait eu le concours de

1. M. Take Jonesco a raconté dans son journal, *La Roumanie*, les menaces que le gouvernement austro-hongrois adressa à celui de Bucarest avant la seconde guerre balkanique. « En mai 1913, raconte M. Take Jonesco, le comte Berchtold chargea le ministre austro-hongrois de Bucarest de communiquer au gouvernement roumain — auquel s'étaient adressés Serbes et Grecs pour l'éventualité d'une attaque de la part de la Bulgarie — que « l'Autriche « défendrait la Bulgarie les armes à la main. »

C'était dire à la Roumanie que, quoique alliée de l'Autriche, elle serait attaquée par cette dernière, si elle s'opposait à l'écrasement de la Serbie (voir *Le Temps*, 30 décembre 1914).

la Russie, pour conclure le traité de Bucarest qui l'agrandit. Elle avait trop d'esprit pratique pour ne pas comprendre que la guerre actuelle lui fournissait l'occasion de réaliser ses ambitions séculaires, en arrachant à l'Autriche-Hongrie les Roumains de la Transylvanie et de la Bukovine. L'un de ses hommes d'État les plus considérables M. Take Jonesko disait, le 9 décembre 1914, que dans la guerre actuelle « toute nation restant hors de la lutte commet un suicide moral d'abord, un suicide politique et économique ensuite » et il indiquait de la manière suivante les raisons particulières qu'avait la Roumanie d'entrer en scène : « La nation roumaine, latine par ses origines, démocratique et libérale par la culture qu'elle a puisée en France, est trop petite pour arriver à un grand développement cultural et économique.... En Autriche-Hongrie, particulièrement dans les régions de la Transylvanie et de la Bukovine, voisins immédiats du royaume, se trouve une vaste contrée bien délimitée qui est habitée par près de 4 millions de Roumains, mélangés d'un million et demi tout au plus de populations variées d'autres races : Hongrois, Allemands, Saxons, disséminés dans la masse roumaine. Avec ces territoires, la Roumanie formerait un État de 13 millions d'habitants, dont plus de 11 millions purement Roumains. Elle pourrait alors remplir sa mission civilisatrice de nation latine en Orient.... La guerre actuelle, où nous voyons l'heureuse alliance des nations libérales de l'Occident avec la Russie pleine d'avenir, constitue une occasion absolument unique pour la Roumanie de réaliser ce programme sans mettre en danger son indépendance ni ses libertés.... Le pays est absolument unanime à ce sujet. » M. Take Jonesco ajoutait qu'une condition indispensable de l'entrée en action de la Roumanie était l'entente de la Serbie et de la Bulgarie et il concluait : « Aussi je conjure les États balkaniques de ne pas s'attarder à une poli-

tique mesquine et locale et de se pénétrer de la grandeur de l'heure présente, autrement, malheur à tous[1]. »

Vers le même temps, le journal de M. Take Jonesco, *La Roumanie*[2], avertissait les Bulgares de la faute qu'ils commettraient si, pour s'agrandir du côté de la Macédoine, ils comptaient sur l'appui de l'Autriche. « L'Autriche, disait le grand journal roumain, a été fatale à la Bulgarie pendant l'année 1913. Pour quiconque a été au courant jour par jour, heure par heure, des négociations diplomatiques de 1913, il est certain que sans l'action de l'Autriche jamais la deuxième guerre balkanique ne serait arrivée. Elle ne serait pas moins fatale en 1914 et 1915. L'Autriche veut aller un jour ou l'autre à la mer Égée, le long du Vardar. A une Bulgarie vassale, elle permettrait peut-être de s'établir pour un temps en Macédoine. Ce qu'elle veut, ce qu'elle poursuit, c'est de s'y établir elle-même avec un pied sur la mer Égée et un autre, par l'Albanie, sur l'Adriatique. Il est clair, absolument clair, qu'en réalité l'intérêt de la Bulgarie ne coïncide nullement avec ceux de l'Autriche, et l'amitié avec l'Autriche, si on s'y entêtait, serait pour la Bulgarie, cette fois-ci encore, plus fatale que l'année passée. »

Le mouvement d'opinion indiqué par M. Take Jonesco est allé sans cesse en s'accentuant en Roumanie tandis que le gouvernement de Bucarest se rapprochait d'une part de l'Italie, de l'autre de la France, et prenait des mesures en vue d'une entrée en campagne. Celle-ci fut annoncée comme prochaine, à Paris, par les membres d'une mission officielle roumaine au cours d'un banquet qui leur fut offert le 10 janvier[3]. Ultérieurement, M. Istrati, député et ancien ministre roumain, à la suite

1. Voir *Le Matin*, 11 décembre 1914.
2. Voir *La Roumanie*, 29 novembre 1914.
3. Voir *Le Temps*, 11 janvier 1915.

d'un séjour en Italie, déclarait, à Paris, à un rédacteur du *Petit Journal*[1] : « Notre intervention, et je vous autorise bien volontiers à le répéter, se produira dans bien peu de semaines.... On dit que devant la catastrophe imminente, l'Autriche-Hongrie serait résignée à nous laisser occuper la Transylvanie, à condition que nous nous engagions à ne pas marcher contre elle. Vraiment la malice est cousue de fil blanc. Il ne nous suffit pas d'occuper, il nous faut conserver. Et comment pourrions-nous nous flatter de conserver nos provinces reconquises et nos frères délivrés, si l'Allemagne et l'Autriche étaient finalement victorieuses? La défaite des deux empires complices voilà quel doit être notre objectif, le but unique vers lequel doivent tendre tous nos efforts. Combinés à ceux de l'Italie, ils constitueront un appoint qui peut être décisif. Aidant au triomphe de la civilisation sur la barbarie destructive et sauvage, nous justifierons en même temps la conquête des territoires que nous revendiquons et qui sera d'autant plus assurée que nous les aurons mérités davantage. Enfin, l'union étroite de la France, de l'Italie et de la Roumanie, attestera la communauté des aspirations, la solidarité des intérêts des trois nations latines. »

L'avertissement donné aux Bulgares par M. Take Jonesko se produisit à un moment où certains hommes politiques de Bulgarie, habilement travaillés par l'Autriche et l'Allemagne, poussaient le gouvernement de Sofia à sortir de la neutralité et à envahir la Macédoine qui fut attribuée, en 1913, à la Serbie par le traité de Bucarest. Or, un pareil acte eût entraîné fatalement une reprise de la guerre dans les Balkans, et c'est encore la Bulgarie qui en aurait subi les conséquences. Le gouvernement du tsar Ferdinand le comprit car il fit devant le Sobranié, à la fin du mois de novembre 1914, des déclarations formelles au sujet de la neutralité bulgare,

1. Voir *Le Petit Journal*, 27 janvier 1915.

ajoutant que celle-ci serait maintenue, « même si la Roumanie abandonnait la sienne ». Par cette attitude M. Radoslavoff donnait satisfaction à l'opinion du peuple bulgare qui, dès le début de la guerre, s'était tourné vers la Russie, n'oubliant pas qu'il lui doit son indépendance[1].

1. Vers la fin de janvier, un revirement se produisit dans l'opinion des Bulgares les plus favorables à l'Autriche. Le chef de ce parti, M. Ghenadief, au cours d'une mission officielle en Italie, fit au correspondant du *Matin* les déclarations suivantes : « Avec la Roumanie, les négociations sont en bonne voie, autant même dire qu'elles ont abouti. La Roumanie restituera à la Bulgarie une partie de ce qu'elle a acquis à la suite de la seconde guerre balkanique. Le gouvernement roumain prépare actuellement l'opinion publique à cette restitution.

« Quant à la Serbie, les négociations entamées avec elle en vue de la restitution du territoire macédonien avait décidé le gouvernement serbe à proposer à la Grèce de donner une satisfaction à la Bulgarie.

« La Grèce a aquiescé à cette proposition, à condition d'obtenir elle-même de la Serbie une compensation comprenant entre autres concessions, la région de Monastir. »

« En ce qui concerne la Turquie, ajoutait le correspondant du *Matin*, comme j'exprimais mon étonnement qu'après le puissant effort de la Bulgarie dans la direction de Constantinople, les hommes d'Etat bulgares déclarent se désintéresser de la Thrace, M. Ghenadief me dit que la Bulgarie fit la guerre à la Turquie pour libérer la Macédoine, et que la Thrace sans Constantinople ne présente pas d'intérêt, que la Bulgarie, qui doit son indépendance aux sacrifices de la Russie et qui maintenant possédant un débouché sur la mer libre ne peut pas moralement contrecarrer les visées de la Russie sur Constantinople, ni dépenser 150 millions annuellement pour s'y maintenir éventuellement.

« M. Ghenadief a eu des paroles flatteuses pour la France, champion du principe des nationalités où les causes justes finissent toujours par triompher. »

Le correspondant du *Times* à Bucarest télégraphiait le 27 janvier à ce journal :

« L'opinion roumaine est maintenant favorable à des concessions territoriales raisonnables à la Bulgarie. Il semble qu'il n'y a pas de grande différence entre ce que la Roumanie est disposée à offrir et ce que la Bulgarie est disposée à accepter.

« Le public roumain considère un arrangement prochain avec la Bulgarie comme le préliminaire nécessaire de l'action militaire roumaine. »

La Bulgarie regrette particulièrement Andrinople qu'elle perdit dans la dernière guerre balkanique, le port de Cavala qui fut attribué à la Grèce sous la pression de la France et de l'Angleterre et malgré l'opposition de la Russie, et la partie de la Macédoine voisine des frontières bulgares, qui fut attribuée à la Serbie. Ce n'est que par une entente des puissances balkaniques, réalisée sous la haute garantie de la Triple-Entente que la Bulgarie peut espérer obtenir la réalisation de la totalité ou, au moins, d'une partie de ses vœux. La Serbie lui abandonnerait probablement les districts où les Bulgares sont plus nombreux que les Serbes, si elle obtenait pour elle-même l'accès de la mer Adriatique à travers l'Albanie. De même, Andrinople et la Thrace pourraient revenir à la Bulgarie le jour où les Turcs auront été chassés d'Europe. La Grèce, enfin, pourrait céder le port de Cavala à la Bulgarie qui le convoite, le jour où elle serait elle-même autorisée à s'étendre dans l'Albanie et en Asie Mineure. La Bulgarie, en un mot, ne peut réaliser ses ambitions que par un accord avec la Roumanie, la Grèce et la Serbie, à la suite du triomphe des Serbes et des puissances de la Triple-Entete. Le jour où elle le comprendra bien, l'union des États balkaniques ne tardera pas à être un fait accompli.

Dans une interview recueillie au début de janvier 1914, par un rédacteur du *Corriere d'Italia*, M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères de Russie, a nettement formulé le désir que le gouvernement russe éprouve de voir s'établir l'union des États balkaniques en dehors de toute hégémonie : « Ce sont les Allemands et les Autrichiens, dit-il, qui ont semé et qui s'efforcent encore de semer la discorde parmi les peuples balkaniques, nous comptons cependant sur le bon sens de ceux-ci pour qu'ils fassent uniquement une politique balkanique, et non pas une politique personnelle; d'autant plus qu'une politique s'appuyant sur des intérêts

strictement locaux ne servirait pas leurs intérêts à l'avenir[1]. »

Il est impossible que les gouvernements et les peuples des Balkans ne soient pas fortement impressionnés par les événements qui se déroulent du côté de Constantinople. La destruction des forts du détroit des Dardanelles, commencée le 19 février 1915, reprise au mois d'avril à la fois par terre et par mer aura pour conséquence inévitable, dans un délai plus ou moins rapproché, la prise et l'occupation de Constantinople par la Russie, l'Angleterre et la France, jusqu'à ce que, la guerre étant terminée, la question d'Orient puisse être définitivement réglée par un congrès européen. Il est impossible que la Bulgarie, la Roumanie et la Grèce ne comprennent pas la nécessité de se créer des titres au partage de la Turquie d'Europe, par une intervention armée dans les événements dont après les Dardanelles, le Bosphore et Constantinople vont être le théâtre.

A défaut de leurs gouvernements que l'Allemagne et l'Autriche travaillent par les moyens les moins honnêtes, les peuples des Balkans ont tous compris la nécessité de leur intervention. Il est permis d'espérer que leur volonté triomphera des intrigues de cour.

1. Voir *Le Temps*, 9 janvier 1915.

§ IV. — LA NEUTRALITÉ ARMÉE ET L'INTERVENTION DE L'ITALIE.

A la question des Balkans se rattache étroitement celle du sort qui serait fait à l'Italie si les deux empires germains triomphaient dans la guerre actuelle. Pour s'en faire une idée exacte, les Italiens n'ont qu'à se rappeler les décisions de ce congrès de Vienne où, en 1815, l'Autrichien Metternich fit décider la subordination de l'Italie tout entière à la monarchie des Habsbourg ou à des familles alliées aux Habsbourg. Le souvenir de cette humiliation et de la brutale domination de l'Autriche-Hongrie sur l'Italie hantait la pensée du premier ministre actuel d'Italie, M. Salandra, lorsqu'il disait, le 20 décembre 1914, à la tribune du Sénat italien : « Si, il y a un siècle, l'année 1815 marqua une paix que l'Italie dut déchirer pour se reconstituer en nation, je souhaite que l'année 1915 apporte une paix permettant à l'Italie d'acquérir plus de gloire et plus de grandeur. » Les applaudissements unanimes qui soulignèrent ces paroles indiquaient la préoccupation dominante du parlement italien.

Depuis la constitution du royaume d'Italie, tous les Italiens sans exception désirent non seulement le développement intérieur de leur pays, mais encore l'extension de son autorité sur les provinces autrichiennes peuplées par des Italiens et la prédominance de la marine italienne dans l'Adriatique. Au moment où le prince de Bülow fut nommé ambassadeur d'Allemagne à Rome, la *Gazette de Cologne* ayant nié qu'il fût chargé d'offrir le Trentin à l'Italie, le député Torre écrivait dans le *Corriere della sera* : « Le démenti était presque superflu pour nous car il est évident que les événements ont une extension si grande et auront une répercussion si vaste que la prétendue union du Trentin à l'Italie ne pourrait être pour nous une compensation égale et

même pourrait être, si elle tendait à immobiliser l'Italie, un dommage grave et irrémédiable. » Faisant allusion aux mauvais traitements infligés par l'Autriche, depuis quelques années, aux Italiens de son empire, l'auteur de l'article y voyait un moyen employé par le gouvernement de François-Joseph pour s'attirer les sympathies des Yougo-Slaves, rivaux des Italiens dans le nord de l'Adriatique, et ajoutait : « L'archiduc François-Ferdinand était convaincu que la première guerre des Habsbourg devait être faite contre l'Italie, non contre la Serbie; une guerre qui aurait abouti victorieusement contre l'Italie aurait donné à la monarchie un prestige plus fort vis-à-vis des Slaves des Balkans. L'assassinat de l'archiduc a précipité les choses dans une autre direction, mais s'il a changé le processus extérieur des événements, il n'a pas changé effectivement la logique politique de l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne peut-elle renverser cette situation? Au point où nous en sommes, cela ne lui est pas possible.... L'Allemagne est trop engagée en faveur de l'Autriche-Hongrie pour qu'elle puisse en même temps coopérer à faire valoir les intérêts divergents de l'Italie. Berlin a fait une politique trop unilatérale; aujourd'hui il en contaste les conséquences. Mais comment pourrait-il les changer[1]? »

Manifestement inspiré par le ministre des Affaires étrangères, M. Sonnino, cet article mettait bien en lumière la situation réelle de l'Italie vis-à-vis de ses anciens alliés. Attirée dans la sphère de l'Allemagne par sa crainte injustifiée de la France, l'Italie n'était aux yeux de Bismarck qu'une sorte de gendarme destiné, en cas de guerre, à immobiliser quelques corps d'armée français dans les Alpes[2]. Elle fut constamment

1. Voir *Le Temps*, 20 décembre 1914.

2. Le prince de Bülow a écrit dans son livre sur *La politique de l'Allemagne* (p. 80), au sujet de la présence de l'Italie dans la Triplice germanique :

« Il y a des politiciens qui hésitent à attribuer une vraie valeur

traitée par le chancelier de fer et par Guillaume II avec un profond mépris et ses intérêts furent toujours sacrifiés à ceux de l'Autriche par le gouvernement de Berlin. Or, les intérêts italiens sont entièrement opposés aux intérêts autrichiens. Pour son extension dans la Méditerranée orientale, il lui fallait le concours ou du moins la bienveillance de la France et de l'Angleterre, dont elle ne tarda pas à se rapprocher. Quant à ses légitimes ambitions dans l'Adriatique, elle ne peut les réaliser qu'au détriment de l'Autriche. En provoquant la guerre actuelle, le gouvernement de François-Joseph lui a fourni une occasion de les faire valoir, d'autant plus favorable qu'il lui suffit de se rapprocher des Slaves attaqués par l'Autriche pour obtenir le concours des peuples balkaniques, de la Russie et des alliés de la Russie.

à la présence de l'Italie dans la Triple-Alliance. Ils doutent que l'Italie soit en mesure et qu'elle ait le désir de marcher la main dans la main avec l'Autriche et avec nous dans toutes les complications éventuelles de la politique internationale. Même si ces doutes étaient fondés, ce qui n'est pas le cas, étant donnée la loyauté des facteurs dirigeants de l'Italie et l'intelligence politique du peuple italien, ils ne démontreraient pas absolument que la participation de l'Italie à la Triple-Alliance est dénuée de valeur même si l'Italie ne pouvait pas marcher dans toutes les situations, jusqu'aux limites extrêmes, avec l'Autriche et nous, même si l'Autriche et nous nous ne pouvions pas nous lancer avec l'Italie dans toutes les complications des engrenages de la politique mondiale, l'existence de l'alliance empêcherait cependant chacune des trois puissances de se ranger aux côtés de l'adversaire des deux autres.

« C'est ce qu'envisageait le prince de Bismarck, lorsqu'il disait un jour qu'il lui suffisait qu'un caporal italien avec le drapeau italien et un tambour auprès de lui fît face à l'ouest, c'est-à-dire vers la France et non à l'est, c'est-à-dire dans la direction de l'Autriche. Tout le reste dépendra de la façon dont se posera éventuellement une cause de conflit en Europe, de la vigueur que nous montrerons alors au point de vue militaire et des résultats qu'obtiendront nos soldats et nos diplomates. La valeur suprême et totale d'une alliance ne s'éprouve qu'en cas de guerre. »

L'une des erreurs de la politique italienne, — erreur due sans doute à l'influence de l'Allemagne — fut son hostilité à l'égard des Salves des provinces adriatiques. Elle n'avait pas compris que pour lutter contre la monarchie des Habsbourg il était indispensable qu'elle s'entendît avec les Serbes. Un premier pas fut fait dans cette voie lorsque le roi d'Italie actuel épousa la fille du roi de Monténégro, Nicolas Ier. Celui-ci, au mois d'octobre 1914, traçait le programme de la politique italienne pour l'avenir lorsque, dans un message au roi Victor-Emmanuel III, il disait : « Cette terrible guerre européenne, si on la dépouille des ornements diplomatiques dont doivent la décorer les chancelleries, date d'un siècle; elle est, espérons-le, la révolte finale des nations opprimées par l'œuvre injuste du Congrès de Vienne.... La *neutralité observée jusqu'à maintenant par votre auguste patrie italienne a été d'une aide puissante à la cause du droit contre la cause de l'oppression.* Nous, Serbes du Monténégro et de Serbie, qui, à notre tour, sommes sur le point de conquérir cette unité nationale que nos poètes, nos penseurs et nos souverains ont chantée, implorée et préparée, en suivant le sentier tracé par Mazzini, Cavour et Garibaldi, nous mettons notre confiance dans l'Italie.... Aidez-nous à conquérir la place qui nous attend sur les marches de l'autel de la justice! Nous croyons fermement que l'Italie, lorsqu'elle aura, au prix de nouveaux sacrifices, réuni tous ses fils exilés sous les plis de son glorieux drapeau, inaugurera une ère de rapports amicaux et intimes avec le jeune monde slave, qui a reçu d'elle de si grands bienfaits, et qui, en échange, offre la collaboration d'une race jeune et enthousiaste à la grande tâche entreprise par nos protecteurs au nom de la civilisation et de la liberté. »

Dans l'interview citée plus haut, M. Sazonoff, après avoir encouragé l'Italie à dessiner sa politique dans l'Adriatique et l'avoir félicitée pour l'occupation de

Vallona en s'étonnant de ce que le drapeau albanais flottât encore sur ce port à côté de celui de l'Italie, « car il n'existe pas d'état albanais », ajoutait : « mais nous voudrions qu'on laissât vivre aussi d'autres peuples, tels que la Serbie et le Monténégro, qui ont des droits imprescriptibles ». Il engageait en outre l'Italie à s'entendre avec la Roumanie, car « elles n'ont toutes deux qu'un seul ennemi à combattre, l'Autriche ».

L'Allemagne fournit au gouvernement italien une seconde raison d'entrer en scène le jour où il contraignit la Turquie à se lancer dans le conflit européen. Menacée en Tripolitaine par la guerre sainte que le sultan a proclamée, et se rappelant l'aide que la Turquie reçut de l'Allemagne dans la guerre italo-turque, l'Italie ne pouvait être assez folle pour laisser passer l'occasion de déchirer le traité de Lausanne et de s'annexer les îles de la mer Égée qu'elle occupa au cours de cette guerre. Les opérations de bombardement dont les Dardanelles sont le théâtre, l'occupation inévitable de Constantinople par les alliés qui leur succédera et la disparition probable de l'empire ottoman étaient de nature à provoquer l'entrée en scène de l'Italie, pour peu que son gouvernement possédât la clairvoyance manifestée par la majorité du peuple de la péninsule.

Quant à l'insurrection albanaise provoquée par l'Autriche, elle devait avoir pour résultat inévitable d'amener l'Italie à faire occuper le port de Vallona par ses bersagliers, ce qui lui permettrait de fermer l'Adriatique devant la flotte autrichienne le jour où elle y aurait intérêt.

L'Allemagne et l'Autriche, en somme, firent tout ce qu'il fallait pour que la neutralité de l'Italie fût nécessairement transformée en hostilité dans un bref délai. Le ministère Salandra-Sonnino fut, sans doute, constitué dans ce but avec l'assentiment et l'appui de tous les partis. L'opinion publique se détournait de l'Alle-

magne et regardait du côté des Slaves. Dans la séance de la Chambre du 4 décembre, le député Labriola disait justement que l'Union balkanique ne pouvait porter aucun préjudice à l'Italie tandis que : « L'Allemagne, au contraire, n'a jamais caché sa prétention à l'hégémonie dans tous les domaines, politique, économique, intellectuel. Chaque augmentation de sa puissance constitue dès lors une menace permanente pour le développement pacifique des autres peuples. »

Un député républicain, M. Chiesa, exprima le vœu que l'Italie intervînt « dans l'immense conflit européen » et déclara que si le gouvernement savait comprendre les enseignements de l'histoire, « ses amis républicains et lui seraient ce jour-là avec le gouvernement ».

Dans la séance du 3 décembre, le gouvernement, par la voix de M. Salandra, fit connaître avec une très grande netteté son sentiment. Après avoir justifié la neutralité dans laquelle l'Italie s'était enfermée dès le début du conflit, M. Salandra ajouta, aux applaudissements unanimes de la Chambre : « *Cependant, la neutralité proclamée librement et loyalement observée ne suffit pas à nous garantir des conséquences du bouleversement immense qui prend chaque jour plus d'ampteur et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin*. Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est peut-être en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affirmer et à soutenir; elle a sa situation de grande puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissements possibles des autres États. *Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante, non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité.* (*Applaudissements très vifs et prolongés. Toute la Chambre, debout, fait une longue et chaleureuse ovation au président du conseil.*) Par conséquent, le suprême souci du gouvernement a été et est encore

la préparation complète de l'armée et de la marine. (*Applaudissements.*) *L'expérience qui nous vient de l'Histoire, et plus encore des événements auxquels nous assistons, doit nous enseigner que, si l'empire du droit cesse, la force demeure l'unique garantie du salut d'un peuple.* (*Applaudissements, bravos répétés.*) L'Italie, qui n'a aucun dessein d'opprimer par la violence, doit cependant s'organiser et se précautionner avec le plus de vigueur possible pour n'être opprimée ni avant ni après. (*Nouveaux applaudissements.*) »

Faisant appel à l'union et à la solidarité de « tous les Italiens », M. Salandra ajoutait : « L'heure actuelle exige un gouvernement fort et durable. Si votre vote nous donne force et stabilité, nous pourrons supporter le poids pesant de nos responsabilités, nous pourrons poursuivre la tâche ardue et incessante à laquelle nous consacrons toute l'énergie de notre esprit, pour la défense des intérêts présents de la patrie, *avec le souci vigilant des futures destinées de l'Italie dans le monde.* » (*Applaudissements chaleureux et prolongés.*)

Tous les députés, debout, crient : « Vive l'Italie! » Seuls, les socialistes orthodoxes s'abstiennent.

Quand, ensuite, M. Comandini invite la Chambre à envoyer son salut à l'héroïque Belgique, sa proposition est saluée par les cris répétés de : « Vive la Belgique! »

La discussion devant la Chambre des députés se termina par le vote presque unanime de l'ordre du jour de confiance suivant : « La Chambre, reconnaissant que la neutralité de l'Italie a été proclamée de plein droit et après mûre réflexion, exprime sa confiance au gouvernement qui, conscient de ses graves responsabilités, saura engager dans la forme et par les moyens les plus appropriés une action conforme aux suprêmes intérêts nationaux. »

Le 16 décembre, au moment où le Sénat allait clore la discussion, M. Salandra fit des déclarations analogues à celles que la Chambre avait approuvées. Faisant

allusion à la neutralité italienne, il dit : « Aucun événement n'est survenu qui soit de nature à changer notre ligne de conduite. Nous reconnaissons que nos responsabilités sont très grandes parce qu'on nous laisse notre pleine liberté d'action. Que ferons-nous? Dans son discours, M. di San Martino nous a donné la formule : nous ferons de la politique italienne. Nous devons suivre les événements au point de vue italien et déterminer notre action d'après ces événements. Le gouvernement agira selon sa conscience dans ce moment où les destinées du pays lui sont confiées, et il lui faut la confiance du pays, pleine et sans condition, par l'intermédiaire des Assemblées qui le représentent. Ainsi qu'il l'eut de la Chambre, il l'attend aujourd'hui du Sénat. » (*Vives approbations.*)

Le Sénat vota unanimement l'ordre du jour que voici : « Le Sénat, après avoir entendu les déclarations du gouvernement, les approuve et déclare approuver la proclamation de la neutralité. Mais au cas où la neutralité ne serait pas suffisante, il appartiendrait au gouvernement de veiller à la préparation complète de l'armée et de la marine. »

Par sa loyale neutralité l'Italie facilita notablement la tâche des puissances de la Triple-Entente. Par son accord non dissimulé avec la Roumanie, et par les sympathies qu'elle a montrées pour la cause des Serbes, elle facilitera beaucoup l'union des peuples des Balkans qui sera également profitable à la Triple-Entente. Mais, dès, le début de la guerre, il devient évident qu'elle ne pourrait pas se maintenir sur le terrain de la neutralité. Lorsque, le 23 mai, elle est entrée dans la lutte, elle n'a fait que suivre ses destinées naturelles. Les succès qu'elle a déjà obtenus témoignent qu'elle était digne de réaliser ses légitimes ambitions.

§ V. — LE PORTUGAL VOUDRAIT PRENDRE PART A LA GUERRE A CÔTÉ DE LA TRIPLE-ENTENTE.

La situation du Portugal dans le grand conflit européen revêt un caractère spécial. Quoique lié depuis fort longtemps à l'Angleterre par un traité dont les clauses ne sont guère connues, il était appelé à rester neutre; mais, dès le début de la guerre, l'Allemagne manifesta son intention de s'emparer de sa colonie de l'Angola. Il en résulta le vote, le 23 novembre, par le parlement de la République portugaise, d'une loi autorisant le pouvoir exécutif à faire intervenir le Portugal militairement dans le conflit quand il le croirait nécessaire. Un ministère national se constitua en vue de l'exécution de cette loi, sous la présidence de M. Coutinho d'Azevedo. Le 14 décembre, la Chambre des députés accorda un vote de confiance au nouveau cabinet, après avoir entendu la déclaration ministérielle où il était dit : « Tout en se préoccupant de la défense sacrée des colonies, qui sera fermement assurée par une participation de tous les éléments nécessaires à l'intangibilité de la souveraineté nationale, le gouvernement assurera l'intervention du Portugal dans la guerre, convaincu qu'il est que sur le champ de bataille de l'Europe, comme dans les colonies, se joue l'avenir de la patrie, et qu'on y lutte pour garantir son indépendance. »

L'excessive division des partis qui existe dans le parlement portugais et l'opposition du Sénat empêchèrent ce vote de se traduire en actes. Le ministère dut même se retirer et une grave crise fut ouverte; mais le pays semble toujours favorable à la Triple-Entente.

§ VI. — LA NEUTRALITÉ DE L'ESPAGNE.

En Espagne, l'opinion est partagée entre les deux groupes de puissances engagées dans la guerre. Les éléments libéraux sont favorables aux nations de la Triple-Entente, particulièrement à l'Angleterre et à la France; les éléments ultramontains se montrent sympathiques à l'Allemagne et à l'Autriche envisagées comme favorables à la doctrine romaine de la religion d'État, et hostiles à la France qu'ils représentent comme « maudite de Dieu ». Entre ces deux éléments contraires, le gouvernement espagnol se trouve dans une situation difficile et ne peut se maintenir en équilibre qu'à la condition de s'attacher à une neutralité stricte. Néanmoins, les ministres d'Alphonse XIII ne laissent passer aucune occasion de manifester leurs sympathies pour notre pays. Au mois de septembre 1914, lorsque le nouvel ambassadeur espagnol à Paris fut reçu par le président de la République, il insista sur l'affection que son roi porte à la France. C'était à la veille de notre victoire de la Marne. Depuis cette époque, l'impuissance des armées allemandes à forcer nos lignes et nos victoires des Flandres ont confirmé les sympathies de nos amis d'Espagne et refroidi le zèle de ceux de l'Allemagne, en faisant naître chez les seconds le désir de jouer le rôle de pacificateurs trop pressés. Les accords conclus par l'Espagne avec l'Angleterre et la France au sujet du Maroc et les liens particuliers qui unissent l'Espagne à l'Angleterre sont de sûrs garants d'une neutralité bienveillante à l'égard de la Triple-Entente.

Dans les autres pays neutres de l'Europe (Suisse, Hollande et États Scandinaves), où l'Allemagne jouissait avant la guerre de sympathies plus ou moins étendues, les sentiments à son égard se sont beaucoup modifiés au spectacle de la violation cynique et barbare de la

neutralité de la Belgique et des crimes sans nombre contre le droit commun commis par les armées allemandes, sur l'ordre et avec les excitations de leurs chefs.

§ VII. — LA NEUTRALITÉ DE LA SUISSE ET SES SENTIMENTS.

La Suisse n'ignore pas que les plans de l'état-major allemand prévoyaient la traversée de son territoire par les armées autrichiennes ou allemandes; elle a dû procéder à la mobilisation de ses troupes et faire pour cela de gros sacrifices[1]. Elle s'inquiète, d'autre part, en voyant la presse allemande soutenir une thèse soi-disant juridique d'après laquelle les neutres n'auraient pas le droit d'empêcher le passage des armées belligérantes et ne pourraient employer leurs troupes qu'au maintien de l'ordre à l'intérieur. Un éminent professeur de droit suisse, M. Bluntschli, répondant à cette thèse monstrueuse écrit, non sans raison : « Le fait de défendre le droit des neutres par les armes et de repousser une attaque à main armée ne supprime pas la qualité de neutre; au contraire il la fortifie. » Et le *Tageblatt*, journal conservateur de Berne, appuyant cette argumentation, ajoutait : « Nous voulons une Suisse libre et indépendante, capable de remplir sa

1. Dans une interview publiée par *Le Petit Journal* (10 janvier 1915) le président de la Confédération helvétique, M. Motta, se plaignait de la situation économique créée par la guerre. Les industries manquent de matières premières, les hôtels n'ont rien gagné. Le chômage des hommes à l'armée — 300 000 hommes au début — est désastreux. Ils ne travaillent pas et beaucoup de leurs familles doivent être entretenues. Les dépenses de la mobilisation ont été de 110 millions. On a dû faire un premier emprunt de 30 millions, un second de 50. En mars on créera un impôt de guerre d'au moins 100 millions, un impôt sur le tabac, peut-être le monopole.

mission civilisatrice d'après son libre jugement ou point de Suisse du tout. »

Avant la guerre, la Suisse allemande tout entière était favorable à l'Allemagne; elle applaudit aux premiers succès des armées du kaiser et faisait des vœux pour leur triomphe; mais la conduite que les troupes allemandes ont tenue en Belgique et dans le nord de la France et — il faut bien le dire — les victoires de la France sur la Marne et des Alliés sur l'Yser — ont été suivies d'une modification de ces sentiments. « Les sympathies, avouait le président Motta à un représentant du *Petit Journal*[1] ont beaucoup diminué. » Il ajoutait : « Les sympathies, dues aux affinités de races, à la ressemblance des deux langues, aux relations commerciales et aux liens de famille ne comportent, pour la France, aucun sentiment d'une hostilité que notre histoire et nos traditions rendent impossibles. Quant au gouvernement, dont le devoir est de maintenir une neutralité absolue, sa tâche est difficile, car le sort des neutres est de provoquer les défiances des deux côtés. » Il disait encore : « La presse catholique s'est divisée. Une partie a soutenu l'Allemagne, une autre, avec énergie, la France. Le parti socialiste, de son côté, a été en général de sympathie française. »

Quant à la partie de la Suisse où l'on parle notre langue, elle a été à peu près unanimement, dès le début, favorable à la France. M. Régamey a écrit à cet égard dans *Le Petit Journal*[2] : « Constatons d'abord que les cantons de langue française sont incontestablement nos amis et qu'ils font ouvertement des vœux en notre faveur. Les Allemands s'en indignent, harcèlent de réclamations le Gouvernement fédéral, et leurs journaux manifestent leur colère par des articles comme celui des *Leipziger Neueste Nachrichten* qui, dernière-

1. Voir *Le Petit Journal*, 10 janvier 1915.
2. Voir *Le Petit Journal*, 12 janvier 1915.

ment, écrivaient que la presse de Genève, Lausanne et Neufchâtel « répand avec une véritable volupté mensonges sur mensonges, contre l'Allemagne ». La presse ainsi injuriée par l'organe pangermaniste combat simplement mais fermement pour la vérité. Grâce à elle, la campagne de fausses nouvelles entreprise par les Allemands a échoué, et, dans les cantons où les sympathies allemandes étaient accentuées, un revirement se fait sentir qui, maintenant, ira en augmentant. L'aspect des rues dans les villes de langue française est bien fait, du reste, pour exaspérer ceux qu'on n'appelle jamais autrement que les Boches. Quantité de magasins ont ajouté à leurs marchandises habituelles des étalages de nos journaux de la guerre, de cartes postales illustrées, d'images militaires, d'estampes artistiques. Les devantures de librairie contiennent tous les livres français d'un caractère nettement patriotique. Bien entendu, les albums de Hansi sont en bonne place. Vous chercheriez vainement une carte postale, une image allemandes. Partout, dans les kiosques, chez les si nombreux marchands de tabac, même chez les coiffeurs, partout, des portraits de nos généraux, Joffre en tête, des scènes de la guerre, des reproductions des plus émouvants tableaux de nos peintres militaires de l'année terrible, des portraits de Napoléon Ier, des cuirassiers chargeant, enfin la cathédrale de Reims en flammes. A côté, l'admirable Albert de Belgique et la reine, le roi et la reine d'Angleterre, le tsar et la tsarine, avec des cartes postales et des images reproduisant, en noir ou en couleurs, tous les soldats des armées alliées. »

« Tout cela, ajoutait M. Régamey, explique l'exaspération des Allemands. » Les Suisses ne peuvent plus ignorer, d'ailleurs, — car la presse allemande ne s'est pas privée de le leur dire — que si l'empire germanique triomphait, l'Helvétie n'échapperait pas à l'hégémonie économique et politique des vainqueurs.

§ VIII. — LA HOLLANDE ET LES ÉTATS SCANDINAVES MENACÉS PAR L'ALLEMAGNE.

La Hollande, le Danemark, la Suède ont été prévenus, au cours même de la guerre, par le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères d'Allemagne et par des professeurs ou publicistes allemands de l'absorption économique dont ils seraient l'objet de la part de l'empire germanique si celui-ci était victorieux et il en est résulté des inquiétudes manifestes dans la majeure partie de leurs populations. Les gouvernements hollandais et scandinaves, malgré leurs sympathies pour l'Allemagne, ont dû prendre une attitude de loyale neutralité qu'ils n'avaient pas au début de la guerre.

Le 27 janvier 1915, le président du conseil des ministres de la Hollande déclara : « Nous devons maintenir sous les drapeaux la totalité de notre armée parce que des incidents peuvent se produire d'un moment à l'autre qui nous obligent à recourir aux armes. C'est le seul moyen que nous ayons de nous faire respecter par les belligérants comme nous l'avons été depuis le commencement de la guerre. Le gouvernement possède des informations que, dans l'intérêt du pays, il lui est impossible de rendre publiques, même en séance secrète. A l'heure actuelle, la situation de la guerre est équilibrée; mais les perspectives peuvent changer à tout moment, des incidents peuvent survenir et exiger que la force militaire entière des Pays-Bas soit immédiatement disponible. A tout moment, la crise peut surgir, entraînant la Hollande avec une violence inattendue. Par conséquent, il est absolument nécessaire de garder en pleine force la totalité de la puissance militaire hollandaise. »

Le Danemark, la Suède et la Norvège ont jugé prudent de se mettre d'accord sur l'attitude à prendre envers les belligérants. L'entrevue qu'eurent à Malmoë

les rois et les ministres des trois États le 20 novembre 1914, a consacré cet accord, en soulignant le désir qu'ont tous les Scandinaves de conserver l'indépendance économique et politique dont ils jouissent aujourd'hui.

Les dispositions véritables des États scandinaves furent très nettement exprimées, vers l'époque de la réunion de Malmoë, dans une conversation qu'eut un rédacteur de la *Tribuna* avec les ministres des Affaires étrangères de Suède et de Norvège qui prirent une part importante aux conférences des trois rois. Faisant allusion aux manœuvres par lesquelles les agents de l'Allemagne essayaient d'inspirer aux Suédois la crainte de prétendues ambitions russes, le ministre de Suède, M. Wallenberg disait : « En Suède, on craignait la Russie.... Entre la Suède et la Russie, il n'y a plus de malentendus.... Nous maintiendrons la paix jusqu'au bout. C'est, nous le savons, notre intérêt et à moins qu'on n'attaque notre indépendance, rien ne pourra nous faire changer d'attitude. » Le ministre de Norvège, M. Ihben fut plus formel encore : « Tant que je serai ministre, déclara-t-il, la Norvège ne s'engagera pas dans une guerre.... Cette guerre est absurde ; cette guerre est une folie au point de vue international et à celui du sentiment.... Nous sommes liés depuis longtemps à la Russie par les plus amicales relations. On a cherché à nous persuader que la Russie avait des visées sur la Norvège comme sur la Suède, mais nous ne nous sommes pas laissé duper. Non ; nous savions, à l'épreuve, quelle est la sincérité de l'amitié russe à notre endroit. » Relativement à la fermeture de la mer du Nord par l'amirauté anglaise, il dit : « Ce peut être gênant, certainement ; mais quoi qu'il en soit, la mesure ne nous rend pas extrêmement nerveux. L'amirauté anglaise nous a indiqué une route à suivre pour les navires qui se dirigent vers le Sud et une autre route pour nos navires de fort tonnage qui traversent l'Océan de Bergue aux États-Unis. Notre flotte marchande ne

sera pas paralysée pour cela. Sans doute, c'est là une mesure ennuyeuse, c'est une des charges de la guerre — de la guerre des autres. Et voilà un argument de plus qui milite en faveur de la paix. » Le rédacteur de la *Tribuna*, lui ayant demandé ce que ferait la Norvège si l'un des belligérants songeait à occuper Christiansund, d'où l'on peut dominer la Baltique, M. Ihben répondit très nettement : « Nous serions là pour l'empêcher. » Comme le journaliste italien lui faisait part du projet mis en avant en Amérique et envisagé favorablement en Italie, d'une ligue des neutres qui, à un certain moment, pourrait offrir ses bons offices pour mettre fin à la guerre, le ministre norvégien répondit : « C'est là un projet qui a toutes nos sympathies. Nous nous sommes déjà entendus avec la Suède pour maintenir la paix. Cela nous a permis de dégager nos frontières et de limiter notre mobilisation à la flotte et aux troupes de la côte[1]. »

En Danemark, les cérémonies officielles du 1er janvier furent l'occasion de manifestations sympathiques à la France de la part de nombreux habitants de Copenhague, et le roi, à la fin d'un banquet officiel, exprima des sentiments pacifiques non moins sincères que ceux des ministres de Suède et de Norvège. « Tous les Danois, dit-il, s'unissent pour souhaiter que la paix dont nous avons joui pendant les mois écoulés soit conservée au pays. Nous avons une grande sympathie pour ceux qui souffrent, et c'est justement pour cette raison que nous sommes infiniment reconnaissants à la Providence de la paix qui nous est accordée. Nous désirons garder le pays que nous avons reçu de nos ancêtres et nous espérons, avec l'aide de Dieu, que notre pays continuera à jouir des bénéfices de la paix. Dieu protège le Danemark ! »

Un écrivain suédois du sud-Amérique, M. Bjorkman

1. Voir *Le Temps*, 29 décembre 1914.

Audestringher, à la suite d'un voyage dans les trois royaumes scandinaves, a fait connaître, en rentrant en Amérique, ses impressions dans les termes suivants[1] : « Au début, les populations scandinaves, et surtout la classe intellectuelle, inclinaient vers l'Allemagne; maintenant, toute la Scandinavie est anti-allemande. Les missionnaires de la culture germanique, envoyés en grand nombre, comme aux États-Unis, pour obliger les gens à penser comme eux, passèrent vite, avec leur brutalité native, de la prévenance aux avertissements, puis aux menaces, et inspirèrent, au lieu d'amitié, la plus vive irritation. Les idées qu'ils répandaient achevèrent de déplaire. Des paroles, les Allemands passèrent aux actes et ce fut pire. Le bois fut déclaré contrebande de guerre. Des mines allemandes, posées un peu partout, firent sauter des navires suédois et norvégiens : le croiseur *Berlin* entra clandestinement dans le fort de Dromtheimd, etc. Le résultat final a été l'entente des trois royaumes, pour la défense de leur neutralité, unissant des forces qui pourraient aller à un million d'hommes. Au début, une certaine quantité de cuivre et des approvisionnements de toutes sortes passèrent de Scandinavie en Allemagne. Aujourd'hui, il n'en est plus ainsi. Les efforts désespérés des agents allemands, pour acheter du cuivre, du fer ou du pétrole à n'importe quel prix, n'aboutiront pas. » Il ajoutait : « Personne ne croit, en Europe, que la guerre se terminera par une victoire allemande. »

Un journal créé par les Allemands à la Haye pour agir sur la Hollande et les États scandinaves offrait à la Suède, la Finlande, si elle se rangeait du côté des Germains et faisait entendre des menaces à l'adresse de tous les récalcitrants : « Celui qui n'est pas pour nous, disait-il, est contre nous. Il n'existe pas d'autre issue,

1. Télégramme de New-York (5 janvier 1915) publié par les journaux de France.

et le monde, autour du peuple allemand, aura désormais à choisir entre la méthode allemande et le courroux allemand[1]. » Les États scandinaves ont choisi le maintien loyal et intégral de leur neutralité. En agissant de la sorte, ils ont fait preuve de sagesse, car le triomphe de la Triple-Entente auquel leur neutralité contribuera indirectement est la meilleure garantie qu'ils puissent avoir du maintien de leur indépendance politique et économique.

Le mécontentement de la Hollande et des États scandinaves a été considérablement accru, à partir du milieu de février 1915, par la mesure que l'amirauté allemande prit en vue de bloquer toutes les côtes de la Grande-Bretagne et du nord de la France au moyen des sous-marins. Menacés de voir couler leurs navires avec les équipages et les passagers sans avis préalable, les neutres maritimes ont protesté auprès du gouvernement de Berlin, sans renoncer à la navigation. Nous reviendrons plus bas sur cette question.

En somme, au milieu de l'année 1915, toutes les nations de l'Europe, autres que la Turquie, sont soit en guerre avec les Empires Germains (Russie, France, Angleterre, Belgique, Serbie et Italie), soit sur le point d'entrer en conflit avec eux (Roumanie), soit d'une neutralité défiante (Bulgarie et Grèce), soit d'une neutralité angoissée (Suisse, Danemark, Suède et Norvège).

En dehors de l'Europe, deux peuples et deux gouvernements se trouvent en face de la guerre qui ensanglante notre continent dans une situation particulière : le Japon et les États-Unis.

§ IX. — LE RÔLE DU JAPON. LA QUESTION DE SON INTERVENTION ARMÉE.

Le Japon a déjà rempli à son honneur les obligations qui lui étaient imposées par son traité d'alliance avec

1. Voir *La Liberté*, 13 novembre 1914.

la Grande-Bretagne. En prenant possession de la colonie allemande de Kiao-Tchéou, il a libéré la Chine, notre Indo-Chine et lui-même, de l'influence que l'empire germanique prétendait exercer dans les mers extrêmes-orientales.

L'occupation de Kiao-Tchéou par l'Allemagne eut lieu en 1897, dans des conditions qu'il n'est pas inutile de rappeler aujourd'hui. Deux missionnaires allemands ayant été assassinés par des Chinois, le gouvernement de l'empire germanique fit immédiatement opérer un débarquement de troupes dans la baie de Kiao-Tchéou sans que la Chine eût été prévenue de l'agression dont elle allait être l'objet; puis il exigea qu'une partie du territoire voisin de la baie lui fut concédée à titre de location avec le droit d'établir des fortifications pour protéger l'établissement qui allait être créé. La Chine effrayée par les menaces et le coup de force dont elle était l'objet, accorda tout ce qu'on lui demanda, ce qui n'empêcha pas les Allemands de se conduire à l'égard des populations avec une telle brutalité que le Chantoung fut le centre du mouvement insurrectionnel provoqué, en 1900, par les « boxeurs », contre tous les Européens établis en Chine.

De grandes manifestations eurent lieu en Allemagne au moment de la prise de possession de Kiao-Tchéou. Guillaume II chargea solennellement son frère, le prince Henri de Prusse, d'aller, à la tète d'une escadre, planter le drapeau allemand sur la terre de Chine. Au moment où le prince s'embarqua, à Kiel, le kaiser prononça un discours retentissant, qui fut considéré comme une prise de possession de la mer par l'empire germanique. Il menaçait de son « poing ganté de fer » tous ceux qui ne s'inclineraient pas devant le « Michel allemand » et avertissait les Chinois qu'ils n'eussent pas à tenter « de regarder en face » les nouveaux maîtres de Kiao-Tchéou.

Le prince Henri, en débarquant sur le sol de la

Chine, affirma non moins solennellement, qu'une « grande époque était venue pour l'Allemagne et pour sa marine » et le chancelier de l'empire, M. de Bülow, affirma devant le Reichstag que « l'intervention de l'Allemagne au Chantoung n'était pas le résultat d'une décision improvisée, mais celui d'une politique réfléchie ». Cet acte constituait, en réalité, l'inauguration théâtrale de la politique personnelle de Guillaume II.

Tandis que Bismarck n'avait voulu pour l'Allemagne qu'une marine défensive et représentative, sans colonies importantes, car il pensait que l'empire naissant devait consacrer toutes ses forces et toutes ses ressources à son développement intérieur, Guillaume rêvait d'étendre l'hégémonie germanique sur le monde entier. Il créait une flotte de guerre pour lutter contre la marine britannique et se mettait en quête de colonies pour assurer la prépondérance militaire et économique de l'Allemagne dans toutes les parties du monde.

L'Extrême-Orient attirait ses regards ambitieux plus que toute autre région et provoquait sa cupidité au point que l'une de ses principales préoccupations était de lancer l'Europe entière contre le Japon et la Chine, sous le prétexte que les Jaunes constituaient un danger redoutable pour toutes les nations européennes. Il se plaisait à les représenter en marche à travers l'Asie et la Russie contre les peuples de l'Occident. Au fond, il en avait peur.

Il en donna une preuve manifeste lorsque s'ouvrit la guerre actuelle. Afin d'éviter la prise de possession de Kiao-Tchéou par les Japonais, il offrit au Mikado un traité de paix dont le Japon établirait lui-même les conditions, pourvu qu'il s'engageât à respecter la colonie allemande et à retourner ses armes contre la Russie. N'attachant lui-même aucune valeur aux conventions qui portent la signature de la Prusse, comme celle qui garantissait la neutralité de la Belgique, il supposait le Japon capable de déchirer, sans aucun scrupule de

conscience, les conventions qui le lient à l'Angleterre, à la Russie et à la France.

Le Mikado répondit aux avances et à la déloyauté du kaiser comme l'avaient fait la Belgique, l'Angleterre et la France, alors que les diplomates allemands tentèrent de les séparer les unes des autres et de la Russie. « Vous vous êtes trompé lourdement, dit en substance le mikado au kaiser, en croyant le Japon capable de commettre un crime qui serait comparable à celui que représente la violation de la neutralité belge », et il ajoutait « que le jour où tomberait la dernière base de la culture allemande en Extrême-Orient, serait un des plus glorieux dans l'histoire japonaise ». Faisant allusion à la loyauté du Japon, le baron Katou, déclarait devant la Diète, au nom du gouvernement : « Le Japon se devait à lui-même d'être fidèle à sa parole. »

Les Japonais n'avaient pas seulement chassé l'Allemagne de Kiao-Tchéou, ils collaborèrent encore avec les navires de guerre anglais à la poursuite et à la destruction des croiseurs allemands qui faisaient la chasse aux bâtiments marchands dans le Pacifique et ils coulèrent tous les bateaux que l'empire germanique entretenait dans la mer de Chine. Leur rôle a donc été déjà considérable. Il a provoqué dans la presse allemande de véritables cris d'indignation contre « le peuple aux yeux plissés de l'île orientale » que le *Lokal Anzeiger* de Berlin accuse — singulière ironie germanique — de « lâche fourberie », parce qu'il s'est montré fidèle aux conventions internationales portant sa signature.

Le rôle du Japon a-t-il pris fin en même temps que la domination allemande en Chine? Il ne semble pas que ce soit l'opinion du gouvernement japonais, car, au début de décembre 1914, dans son message à la Diète, le mikado déclarait : « L'alliance avec l'Angleterre, la France et la Russie a été cimentée dans les circonstances actuelles, par les plus forts liens d'amitié.... Mais la grande guerre n'est pas encore terminée et nous

comptons sur la loyauté et la bravoure de nos sujets pour atteindre le but final aussi vite que possible. » Il y avait, évidemment, dans ces paroles, une sorte d'engagement de concourir, s'il était nécessaire, avec la Triple-Entente à la guerre européenne, afin qu'elle pût être terminée rapidement. C'est ainsi qu'elles furent interprétées par la plupart des journaux japonais et par la population à laquelle ces journaux s'adressent.

Le Japon, sans aucun doute, était tout disposé à faire figurer sur les champs de bataille européens les trois ou quatre cent mille hommes bien armés, admirablement instruits et commandés, qu'il peut distraire de son armée sans affaiblir sa défense intérieure. Les nations de la Triple-Entente devaient-elles lui manifester le désir qu'il leur prêtât ce concours?

Avec M. Stephen Pichon, ancien ministre des Affaires étrangères, M. Clemenceau, ancien président du Conseil des ministres et un certain nombre de publicistes de Paris ou de la province, je n'hésitai pas à répondre à cette question par une très nette affirmation.

L'argument capital qui fut donné par les partisans de l'intervention japonaise et que j'appuyai à mon tour, était tiré de la nécessité de mettre fin aussitôt que possible à la guerre de barbarie scientifique par laquelle les empires germains déshonorent l'humanité, troublent la vie économique de toutes les nations du globe et dépeuplent par le massacre, ruinent par le bombardement ou l'incendie tous les territoires sur lesquels leurs armées ont pénétré. Cette guerre ne pouvant désormais finir que par l'écrasement des Germains, plus seront nombreuses les nations unies contre eux et plus rapide sera cet écrasement nécessaire.

Les adversaires de l'intervention des armées japonaises dans la guerre européenne ont objecté que le gouvernement du mikado voudrait, sans doute, faire payer très cher son concours, qu'il exigerait de très grosses sommes ou la cession de territoires tels que

l'Indo-Chine française, les îles Sakhalines russes, etc. Quelques-uns même parlèrent du port de Hambourg, car, étant entrés dans la voie des hypothèses de cette sorte, il n'y avait pas de motif pour qu'ils s'y arrêtassent. Mais c'était prêter au Japon une avidité qu'il n'a certainement pas et, surtout, c'était devancer les négociations que les diplomates de la Triple-Entente auraient pu entamer avec ceux du mikado si l'Angleterre, la France et la Russie s'étaient mises d'accord sur le principe d'une extension de la Triple-Entente à la grande puissance extrême-orientale avec laquelle elles ont déjà signé des conventions particulières. Je suis, quant à moi, peu porté à croire que les Japonais aient les prétentions qui leur étaient prêtées par les adversaires de leur intervention dans les affaires de l'Europe.

Ceux-ci ont formulé une deuxième objection d'ordre sentimental, si je puis dire, qui n'est pas sans valeur. Ils redoutent que l'intervention du Japon dans une grande guerre européenne et dans le Congrès international qui la suivra aient pour conséquence de grandir la puissance japonaise dans de telles proportions qu'il en pourrait résulter un danger pour l'Europe. Reprenant à leur compte les conceptions de Guillaume II sur le « péril jaune », ils redoutent que l'intervention du Japon dans les affaires européennes soit suivie d'une entente de ce dernier avec la Chine contre l'Europe, ou d'une main mise du Japon sur l'empire chinois qui aurait des conséquences plus redoutables encore.

Ceux qui raisonnent de la sorte jugent les Japonais et les Chinois en prenant pour mesure la mentalité européenne, ou pour parler plus exactement, la mentalité germanique. Or, il n'y a rien de commun entre cette mentalité et celle des peuples de l'Extrême-Orient. On ne fera jamais un Germain avec un Japonais ou un Chinois. Je n'en veux, pour le moment, d'autre preuve que l'empressement avec lequel le Japon s'est allié aux puissances de la Triple-Entente et la joie causée en

Chine par l'expulsion des Allemands de l'Empire du Milieu.

Sans vouloir m'étendre davantage, je conclus de ces considérations qu'autant les armées japonaises pourraient être utiles pour écraser les Germains ennemis de l'humanité, autant les diplomates japonais pourraient nous aider dans l'œuvre qui, après la guerre, aura pour but de créer et de garantir l'indépendance des diverses nationalités qui nous auront aidé à réprimer les appétits et les ambitions de l'Allemagne.

Plus, du reste, seront nombreuses les puissances qui prendront part au Congrès par lequel seront réglées les questions multiples posées au cours de la guerre provoquée par les ambitions des Germains et plus il y aura de chances pour que les solutions soient conformes aux intérêts généraux de l'humanité et respectées dans l'avenir.

§ X. — LA NEUTRALITÉ DES AMÉRICAINS ET LEURS SENTIMENTS A L'ÉGARD DE LA CONDUITE DE L'ALLEMAGNE.

Les États-Unis se trouvent, en face du grand conflit qui met aux prises toutes les grandes nations de l'Europe et le Japon, dans une situation tout à fait spéciale. Le message annuel adressé au Congrès par le président Wilson, au début du mois de décembre 1914, notait que la grande république américaine « entretient des relations amicales avec toutes les autres nations et que cela constitue la grandeur de la nation américaine », puis il disait : « La guerre que nous considérons avec stupéfaction et anxiété a interrompu non seulement les moyens de faire le commerce, mais aussi la production. En Europe, elle détruit les hommes et les ressources d'une façon inaccoutumée, effrayante. Les nations européennes auront bientôt, à plusieurs points de vue, besoin de nos services plus qu'elles n'en ont jamais eu besoin; et il est aussi naturel que les nations

que l'Europe fournissait habituellement d'un grand nombre d'articles de manufacture et de commerce comptent sur nous pour approvisionner leurs marchés devenus vides.

Entre ces lignes il est assez facile de lire la pensée intime du président de la République des États-Unis. Il considérait son pays comme ayant la bonne fortune d'échapper, en raison de sa situation géographique et de ses relations avec toutes les puissances, aux horreurs de la plus barbare des guerres que le monde ait connues et comme appelé à fournir à toutes les nations les objets naturels ou manufacturés qu'elles ne pourraient plus produire, en attendant de jouer le rôle de médiateur lorsque les belligérants seraient épuisés. Or, s'il y avait, dans cette pensée, une part de vérité, elle contenait une part non moins grande d'illusion. La tourmente provoquée par les ambitions et les appétits des Germains est telle que nulle nation du globe ne peut ou ne pourra y rester étrangère. Il était impossible que les États-Unis échappassent aux répercussions d'un conflit qui jetait une moitié du monde contre l'autre. Il devait arriver une heure où l'esprit et les intérêts de ses populations seraient touchés par les événements européens.

La violation brutale et cynique de la neutralité de la Belgique et les atrocités que les armées allemandes y commirent, provoquèrent tout d'abord aux États-Unis une profonde émotion et des manifestations à peu près unanimes de réprobation. Le président Wilson s'en faisait l'écho lorsque, dans son message, il parlait, avec la modération et la prudence exigées par ses hautes fonctions, de « la stupéfaction » et de « l'anxiété » provoquées par la guerre des Germains. Plus libre dans l'expression de ses sentiments, l'un de ses prédécesseurs, M. Théodore Roosevelt écrivait, le 23 septembre, dans la revue *Outlook*. « Le Luxembourg et la Belgique ont, tous deux, été les victimes du plus fort. Mais les Belges ont, en tout cas, sauvé l'honneur. Les sympa-

thies du monde sont à eux et l'on en pourra voir l'effet à l'heure du règlement final. Une paix qui ne redresserait pas les maux infligés à la Belgique et n'en préviendrait pas le retour, ne serait pas une paix. » Il prévoyait que l'un des résultats de la guerre provoquée par Guillaume II serait « le développement de la démocratie en Allemagne et une substitution au moins partielle du gouvernement par le peuple au gouvernement de celui qui estime tenir de Dieu un droit de gouverner le peuple ». Au début du mois de janvier 1915, revenant sur ces questions, il émettait, dans l'*Independant Weekly Magazine*[1], un jugement sévère sur la violation de la neutralité belge et des conventions de la Haye par l'Allemagne et critiquait vivement le silence gardé en face de ces actes. « Violer les traités comme a fait l'Allemagne pour la Belgique, disait-il, est un crime abominable, se taire là-dessus et recommander aux autres de se taire, c'est pratiquer le culte de la couardise. » En diverses circonstances, il attira, en outre, l'attention de ses compatriotes sur les dangers qui menaceraient les États-Unis si l'Allemagne triomphait dans la guerre actuelle [2].

Dans un livre qu'il a publié récemment sur *L'Amérique et la guerre*, l'ancien président proteste contre « la neu-

1. Dépêche de New-York (5 janvier 1915) publiée par les journaux français.

2. Le 3 novembre 1914, le correspondant du *Times* à Washington télégraphiait à ce journal un discours de M. Roosevelt, dans lequel l'ancien président de la République déclarait avoir eu connaissance de « plans faits par au moins deux des empires engagés dans la guerre actuelle », ayant pour objet de « s'emparer de San Francisco et de New-York afin de les rançonner au point de réduire le pays à merci ».

Le professeur allemand Kun-Meyer, agent du gouvernement germanique aux États-Unis, ayant affirmé que d'après M. Roosevelt « l'Allemagne vaincrait », l'ancien président fit publier par le *Morning Post* le démenti suivant : « C'est un mensonge. Ce qui s'est passé est ceci : Le professeur vint me voir et développa ses idées sur la guerre. Il me dit que l'Allemagne avait enfoncé

tralité passive et égoïste » de certaines puissances qui « reculent devant l'effort nécessaire pour imposer le respect de l'humanité et des conventions internationales », car « l'humanité et la justice absolue sont les lois fondamentales de la vie politique. S'adressant à ses compatriotes, il leur dit : « Aucun ennemi ne pourrait nous attaquer plus injustement que la Belgique ne l'a été, c'est un cas extrême. Et comme nous n'avons élevé aucune protestation lorsque ce cas s'est produit, quel droit aurions-nous à l'appui du monde civilisé, si nous nous trouvions dans la même situation que la Belgique? Nous n'aurions pas le droit d'espérer l'intervention d'aucune autre puissance, puisque nous-mêmes nous avons refusé d'intervenir. » Faisant allusion aux peuples massacrés, il dit encore : « Si un jour nous sommes attaqués à notre tour, ces nations ne pourront ressentir qu'une satisfaction assez naturelle à nous voir souffrir les maux qu'elles-mêmes ont subis sans que nous ayons rien fait pour les soulager. »

L'ancien président de la République américaine, dont les ambitions ne sont pas épuisées, n'aurait certainement pas tenu ce langage s'il n'avait été convaincu de traduire la pensée de la majorité de ses compatriotes.

la Russie, mettrait la France à bas et serait maîtresse de la Manche l'été prochain.

« — Alors, ajouta le professeur, nous ferons passer en masse nos troupes en Angleterre et nous prendrons Londres!

« — Oui, dis-je, et alors vous devrez vous battre contre les États-Unis.

« — Pourquoi? dit le professeur.

« — Parce que, si nous ne vous combattons pas, vous nous traiterez comme la Belgique. » (Voir *Le Matin*, 23 janvier 1915.)

Faisant allusion à la violation des conventions de la Haye par l'Allemagne il disait encore : « Si, un moment, j'avais supposé que la signature de ces conventions de la Haye ne signifiait rien de plus que l'expression d'un désir pieux que chaque puissance avait la liberté de dédaigner avec impunité si ses intérêts le lui commandaient, je n'aurais certainement pas permis que nous fussions partie dans une farce si pernicieuse. »

C'est sans nul doute aussi l'opinion courante des Américains qu'exprimait le président de l'Université Harvard, l'éminent M. Charles W. Elliot lorsqu'il disait, en octobre, dans le *New-York Times*, que « le poids tout entier de l'opinion américaine est du côté des Alliés dans la présente guerre » en raison de l'autocratie exercée par le gouvernement de l'empire germanique, de la tyrannie imposée au Slesvig-Holstein et à l'Alsace-Lorraine, de l'invasion de la Belgique à la suite d'une révoltante violation des traités, des cruautés et des destructions dont les armées allemandes se rendaient coupables à l'encontre de toutes les lois et qui sont de nature à « faire haïr et mépriser la nation qui les emploie ».

L'opinion de la grande majorité du peuple américain était exprimée également, en décembre 1914, par M. James Beek, ancien ministre de la Justice des États-Unis, lorsqu'il concluait des documents diplomatiques publiés en Europe : 1° Que l'Allemagne et l'Autriche se concertèrent secrètement, en temps de paix, pour imposer leur volonté à l'Europe et à la Serbie dans une question qui affectait l'équilibre européen. 2° Que l'Allemagne a toujours eu les moyens d'obliger l'Autriche à se montrer raisonnable et conciliante, mais que jamais l'Allemagne n'a utilisé ces moyens. Elle a, au contraire excusé et peut-être poussé l'Autriche dans la voie de la violence. 3° Que l'Angleterre, la France et la Russie se sont montrées constamment et sincèrement désireuses de maintenir la paix et que, dans ce but, non seulement elles excusèrent l'acte irréfléchi de l'Autriche, mais encore qu'elles firent toutes les concessions possibles dans l'espoir d'éviter la guerre. 4° Que l'Autriche ayant mobilisé, la Russie avait le droit d'en faire autant. 5° Que l'Allemagne, en déclarant brusquement la guerre à la Russie pour n'avoir pas démobilisé, alors que les autres puissances avaient offert des concessions et que les négociations continuaient, a précipité la guerre.

En résumé, que « l'attitude et la ligne de conduite de ces deux puissances durant les pourparlers qui précédèrent la guerre incitent certainement à admettre la possibilité d'un plan préconçu visant à la guerre ».

Le *New-York Times* dont l'influence est considérable de l'autre côté de l'Atlantique, donnait, vers le milieu de décembre 1914, un tableau de la situation de l'Allemagne où éclataient encore les véritables sentiments du peuple des États-Unis. « Subissant, disait-il, la condamnation morale du monde civilisé, secondée seulement par l'Autriche et la Turquie, deux pays arriérés et expirants, luttant désespérément contre les armées de trois grandes nations que viendraient certainement aider les États encore neutres si la décision devait être longtemps différée, l'Allemagne répand le sang de ses héroïques sujets dans une lutte sans espoir, qui ne peut que retarder et non modifier l'exécution de l'arrêt fatal. » Après avoir rappelé l'ignorance et les maladresses des ambassadeurs allemands et les plans de l'état-major de Berlin qui comptait écraser rapidement la France pour se jeter ensuite sur la Russie, le grand journal américain ajoutait : « La ruée n'a pas été irrésistible. Elle a été arrêtée, elle a été repoussée. Quand les envahisseurs furent rejetés de la Marne sur l'Aisne et les frontières belges, la défaite décisive de l'Allemagne fut inscrite sur le livre de la destinée et proclamée devant l'univers attentif. » Il rappelait que la France, l'Angleterre, la Russie disposent de forces qui s'accroissent chaque jour et ajoutait : « Il y a encore un présage plus sinistre pour l'Allemagne. Le monde ne veut pas et ne pourra pas permettre à l'Allemagne de sortir victorieuse de cette guerre. Avec une Allemagne dominant toute l'Europe, la paix et la sécurité disparaîtraient de la terre. Il y a deux mois, le monde comprenait confusément ce qu'est l'Allemagne, il le comprend aujourd'hui parfaitement. Aussi, si l'Angleterre, la France et la Russie ne pouvaient pas la vaincre, l'Italie avec deux millions

d'hommes, les vigoureux Hollandais, les Suisses, hommes solides dans la bataille, les Danois, les Grecs, les peuples des Balkans viendraient à leur aide et veilleraient à ce que l'ouvrage soit fait une fois pour toutes. Pour leur propre paix et leur sécurité, les nations doivent démolir l'imposant édifice du militarisme qui est devenu, au centre de l'Europe, le danger du monde, la plus grande menace. » L'écrivain américain concluait de ces faits et considérations que le peuple allemand n'avait peut-être qu'un moyen d'éviter le sort qui le menace : la révolution. « Leipzig, disait-il, commença et Waterloo acheva l'émancipation du peuple français.... Sainte-Hélène l'a définitivement assurée.... Est-ce que les Allemands seront assez aveugles pour continuer jusqu'à ce qu'ils aient leur Waterloo et leur Sainte-Hélène? »

Un Hollandais éminent, qui habite les États-Unis, M. Van Vorst résumait l'opinion américaine, dans *Le Gaulois*, le 3 janvier 1915, de la manière suivante :

« Au début de la guerre les Américains ont été lents à ajouter foi aux récits des atrocités qui avaient été commises en Belgique et en France. Que des hommes civilisés aient été capables d'arracher l'un après l'autre les ongles à un pauvre prisonnier, cela parut aux Yankees incroyable. Que l'on pût d'autre part mutiler des petits enfants, torturer des femmes et des vieillards, brûler vifs des soldats déjà blessés... on demandait des preuves. Ces actes de furie sadique représentaient typiquement la violation de ce que l'Américain chérit le plus. Quand il a enfin su que les histoires rapportées étaient vraies, il n'a plus tenu compte ni des races ni des frontières. Il n'a plus aperçu que l'idéal, le cher idéal pour lequel la France combat, en mettant une fois de plus son amour de la liberté humaine au-dessus de toutes considérations d'intérêt. L'opinion publique américaine s'est portée vers les alliés dans un mouvement que rien n'arrêtera. »

Le gouvernement de l'empire germanique fit, dès le début de la guerre, des efforts considérables pour tromper l'opinion publique américaine sur la nature des événements diplomatiques et militaires qui se produisaient en Europe et sur la conduite des armées allemandes dont il faisait cyniquement nier les attentats contre le droit commun, les bombardements dévastateurs et les massacres de vieillards, d'enfants, de femmes, de prêtres. Mais quel que fut à cet égard le zèle des agents de l'Allemagne, leur propagande apparut très vite impuissante. Dès le 25 octobre, l'*Evening Post*, de New-York, déclarait : « Quand même toutes les dépêches que nous avons reçues du côté des alliés auraient été fausses, des faits tels que la violation de la neutralité de la Belgique et le mépris affiché par le chancelier d'Allemagne pour les traités n'en subsisteraient pas moins et ne continueraient pas moins à servir de base aux jugements que nous portons sur les origines de la guerre. Rien ne peut modifier cela. »

Quoique l'Atlantique les protège dans une large mesure contre les ambitions des gouvernements européens, les États-Unis ne seraient pas à l'abri de celles de l'Allemagne si Guillaume II réalisait le projet que laissent percer les pangermanistes lorsqu'ils le qualifient « empereur du monde ». Dans un article donné par lord Roberts au trimestriel des États-Unis *Hibbert Journal* quelque temps avant sa mort, l'éminent militaire avertissait les Américains des dangers auxquels ils seraient exposés si l'empire germanique sortait victorieux de la guerre actuelle : « Aux États-Unis, en Angleterre, disait-il [1], la guerre n'est que le dernier moyen à employer quand une querelle n'a pu être arrangée autrement. Mais les Allemands ont été élevés avec une autre manière de voir. Ils ont été habitués à ne regarder la paix que comme une halte dans la vie

1. Voir Paul-Louis Hervieu, in *Nouvelle Revue*, janvier 1915.

d'une nation qui doit être prête à la guerre peut-être pour l'année suivante. Ne laissez pas germer dans vos esprits des idées fausses, si l'Allemagne est victorieuse, ce sera la chute de l'empire britannique, si l'Allemagne est victorieuse ce sera aux États-Unis qu'incombera la lourde responsabilité de défendre le monde entier. »

Le sentiment du président Wilson se manifesta, au début de 1915, par un acte caractéristique. Trois membres de la Chambre, d'origine allemande, ayant déposé un projet de résolution tendant à ce que « dans l'intérêt de l'humanité, il soit mis un terme à l'embarquement d'armes pour les alliés en Europe » le ministère des Affaires étrangères de la grande république, M. Bryan, s'empressa de donner l'assurance à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne que le gouvernement était absolument étranger à cette proposition, et la grande presse protesta contre toute idée de limiter un droit dont les neutres ont toujours joui. Le *New-York Herald* faisait justement observer que le gouvernement allemand lui-même avait vendu des armes à des belligérants et ne voudrait certainement pas renoncer à ce droit, et le grand organe new-yorkais ajoutait : « Le gouvernement américain fera de même parce qu'il est neutre et qu'il entend conserver tous les droits de neutre [1]. » Il aurait pu ajouter que si, aujourd'hui, les

1. Voir *Le Temps* du 2 janvier 1915.

Dans une lettre adressée au président de la Commission sénatoriale des Affaires étrangères, M. Bryan précisa la pensée du gouvernement des États-Unis au sujet de la contrebande de guerre :

Après avoir dit qu'aucun article du code international n'impose aux neutres l'obligation de restreindre le commerce des munitions de guerre, il ajoutait :

« Si des citoyens des États-Unis, partisans de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, pensent que le gouvernement des États-Unis, dans sa conduite, porte tort en quelque mesure à la cause de ces puissances, ce sentiment résulte du fait que, sur les hautes mers, la puissance navale allemande et austro-hongroise est jusqu'à présent inférieure à celle de l'empire britannique. C'est l'objet des opérations des belligérants dans les hautes mers

partisans américains de l'Allemagne prétendent supprimer le droit pour les commerçants et industriels des États-Unis de vendre des armes aux belligérants, c'est parce que, la Triple-Entente étant maîtresse de la mer, les armes ne peuvent parvenir qu'aux nations qui se défendent contre l'Allemagne.

Il est également permis de penser que la note adressée à la fin de décembre 1914, au gouvernement de la Grande-Bretagne par celui des États-Unis relativement à la visite des navires neutres exercée par l'Angleterre et la France fut provoquée par les plaintes de commerçants ou d'industriels gênés dans la contrebande de guerre à laquelle ils se livraient, contrebande rendue difficile sinon impossible depuis que, la mer du Nord ayant été fermée, l'Angleterre et la France peuvent surveiller les chargements des navires à destination des pays neutres d'Europe. L'importance de cette note fut d'ailleurs beaucoup exagérée. Les États-Unis y reconnaissaient formellement le droit de visite; ils demandaient seulement qu'il fût exercé de manière à gêner le moins possible la navigation et le président Wilson avait soin de faire publier, en même temps que la note, une déclaration flétrissant la conduite des armateurs

et non le devoir d'un pays neutre d'empêcher la contrebande d'arriver à l'ennemi. Ceux qui, dans notre pays, sympathisent avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie semblent supposer que nous avons l'obligation, pour remplir nos devoirs de neutralité, d'empêcher tout commerce de contrebande et de faire disparaître ainsi les différences résultant de la force navale relative des belligérants. Nous n'avons aucune obligation de cette sorte.

« Il serait contraire à la neutralité, et ce serait un acte de partialité, que d'adopter cette ligne de conduite, à supposer que le pouvoir exécutif pût le faire. Si l'Allemagne et l'Autriche ne peuvent pas importer de contrebande des États-Unis, ce n'est pas une raison pour que les États-Unis aient le devoir de fermer leur marché aux alliés. Les marchés des États-Unis sont ouverts au monde entier, dans les mêmes conditions, à toutes les nations, belligérantes ou neutres. » (*La Dépêche de New-York*, 26 janvier 1915).

américains qui dressaient de faux manifestes [1]. Beaucoup de navires, par exemple, portaient du cuivre (contrebande de guerre) dissimulé sous du blé ou du seigle ou sous des balles de coton. Le président Wilson faisait, en quelque sorte, lui-même, par anticipation, la réponse de l'Angleterre à la note de son gouvernement. Comment, en effet, les États-Unis pourraient-ils se plaindre que les visites exercées par la Triple-Entente fussent trop sévères s'ils avouent eux-mêmes officiellement les fraudes et la déloyauté de certains armateurs américains.

La situation des États-Unis par rapport aux belligérants fut beaucoup modifiée par la résolution que prit l'Allemagne, relativement au blocus par les sous-marins, des ports et des côtes de la Grande-Bretagne et du nord de la France. Les neutres étaient menacés, au même titre que les belligérants, de voir couler leurs navires avec les équipages, les passagers et les cargaisons, sans aucun avis préalable. Cette mesure de piraterie devait être et fut, en effet, mise en pratique à partir du 18 février. Les États-Unis et les neutres protestèrent; l'Angleterre et la France, tout en prenant des mesures contre les sous-marins, décidèrent « d'arrêter et de conduire dans leurs ports les navires portant des marchandises présumées de destination, propriété ou provenance ennemie; les navires et les cargaisons ne seront point confisqués à moins qu'ils ne soient sujets à être condamnés pour d'autres motifs ». C'était le blocus

1. Voici le texte de cette déclaration dont la signification ne saurait échapper au lecteur : « Le gouvernement ne peut traiter en toute confiance la question de la contrebande qu'autant que les manifestes des armateurs sont d'une loyauté absolue. Ceux des armateurs américains qui dissimulent de la contrebande de guerre, par exemple sous le nom de coton, ont mis le gouvernement dans un grand embarras. Aussi longtemps qu'il se présentera des cas de cargaisons suspectes du même genre, les soupçons se porteront sur toutes les autres cargaisons, lesquelles, tout naturellement, seront exposées à des perquisitions. »

complet des ports de la mer du Nord exercé par l'Angleterre et la France, dans des conditions conformes aux lois et coutumes de la guerre navale; il était impossible qu'il n'en résultât pas de très grandes privations pour l'Allemagne. M. Asquith, en faisant connaître à la Chambre des communes, le 2 mars 1915, la décision des Alliés, la justifiait dans les termes énergiques que voici : « La guerre ayant toujours été conduite par l'Allemagne en négation systématique de toutes les conventions internationales, on pourrait à peine dire que sa nouvelle menace des sous-marins constitue un autre pas en avant dans sa campagne de pillage et de piraterie. Pouvons-nous, et ici je m'adresse aux neutres, rester tranquillement assis comme si nous nous trouvions toujours sous la protection des règlements qui régissent la conduite civilisée de la guerre? Je ne le pense pas. » (*Applaudissements.*)

L'accueil fait par les États-Unis à la décision des Alliés, indiqua que l'opinion publique y était préparée comme à la seule réponse que la France et l'Angleterre pussent faire aux mesures de piraterie criminelle prises par l'Allemagne.

Mais le mécontentement devint très vif dans la population américaine lorsqu'elle apprit le torpillage du *Lusitania*, grand paquebot anglais sur lequel se trouvaient environ 150 Américains dont plus de 100 furent noyés. On n'avait pas cru, aux États-Unis, que l'Allemagne oserait commettre un acte aussi criminel. Poussé par l'opinion publique, le gouvernement de la République fut obligé d'adresser à celui de Berlin une note dans laquelle il se plaignait énergiquement de la violation des lois internationales. Celles-ci veulent que les navires opérant un blocus respectent la vie des équipages et des passagers, même si le bâtiment arrêté est porteur de contrebande de guerre, et qu'avant de saisir ce bâtiment le navire bloqueur procède à sa visite. Or, le *Lusitania* avait été coulé par un sous-marin allemand,

sans aucun avertissement préalable et nul secours n'avait été porté aux passagers.

A la note des États-Unis, le gouvernement allemand n'ayant répondu que par des considérations à côté, l'opinion publique américaine s'irrita et le président Wilson dût accentuer son attitude. Le 24 juillet il adressa au gouvernement de Berlin une note dans laquelle il rappelait les droits des neutres et les devoirs des belligérants, protestait de nouveau contre le torpillage du *Lusitania* et terminait par une invitation formelle à ne pas renouveler de pareils actes. « L'amitié elle-même, disait-il, l'oblige à dire au gouvernement impérial allemand que la répétition de la part des commandants de navires de la marine impériale allemande d'actes contraires à ces droits (des neutres) devra être considéré par le gouvernement des États-Unis, pour peu qu'ils affectent des citoyens américains, comme délibérément inamicale. » La presse de tous les pays vit dans cette dernière phrase une sorte d'ultimatum. Sa gravité fut soulignée par l'annonce de préparatifs de guerre aux États-Unis et par l'attitude de la presse allemande qui déclara ne pas vouloir renoncer aux opérations des sous-marins.

Dans l'Amérique du sud, les sentiments inspirés par l'Allemagne paraissent ne guère différer de ceux qui animent les habitants des États-Unis.

Le *New-York Herald* a publié, au milieu de novembre 1914, une interview fort intéressante, à ce point de vue, d'un diplomate brésilien, M. F. Graça Aranha, dans lequel il est dit : « Argentine, Brésil et Chili, nous sommes trois États sud-américains à dépenser, pour l'armée et la marine, de 50 à 100 millions de dollars par an uniquement pour nous garder contre l'Allemagne, car il règne entre nous une paix que nul ne médite de troubler. Aussi, dès que sera écrasé, comme il ne saurait manquer de l'être, l'esprit de conquête mondiale qui anime l'Allemagne, nous nous entendrons pour

demander le désarmement au Congrès de la Paix qui suivra la guerre, et comme nous serons, sur ce point, en plein accord avec les États-Unis notre action commune aura quelque poids. Dans une entrevue récente, M. Winston Churchill a dit que si les Alliés étaient vaincus, ce serait le tour des États-Unis. Je le crois aussi. Mais parce que la violation de la doctrine de Monroë entraînerait les États-Unis, mon pays désire ardemment le succès des Alliés; il aime l'Angleterre, et la France plus encore. Puisse leur triomphe assurer l'ère de la paix dans les deux hémisphères! »

Des réserves ont été faites dans la presse au sujet de l'attitude du Chili. Il n'est guère contestable que son gouvernement mit peu de zèle, dans les débuts de la guerre, à protéger la neutralité qu'il affirmait vouloir garder. On ne saurait s'en étonner lorsqu'on sait que le Chili s'est placé, depuis 1879, époque où il s'empara de deux provinces péruviennes, sous la direction intellectuelle et militaire et presque sous l'hégémonie de l'Allemagne. Certains habitants du Chili allaient même, dit-on, jusqu'à se qualifier de « Prussiens d'Amérique », en imitant les allures arrogantes et belliqueuses des Allemands. Il ne semble pas cependant que la population entière du Chili ait suivi sans résistance la voie dans laquelle son gouvernement voulait l'entraîner. Elle a été péniblement impressionnée par l'accaparement de grandes propriétés auxquelles les Allemands se sont livrés et par l'insolente attitude des propriétaires. D'éminents écrivains du Chili ont ouvert contre l'hégémonie allemande des campagnes qui paraissent n'avoir pas été infructueuses. Dans les derniers mois de 1914, le gouvernement chilien a manifesté sa résolution de faire respecter sa neutralité. Ce fut une des causes de la perte des croiseurs allemands du Pacifique. Il est, du reste, certain que de l'attitude des États-Unis dépendra jusqu'à la fin de la guerre celle des États américains du Sud.

§ XI. — LES INQUIÉTUDES MANIFESTÉES EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE-HONGRIE.

L'hostilité générale des esprits à l'égard de l'empire germanique, dans toutes les parties du monde, et l'échec des plans de l'état-major allemand expliquent les inquiétudes qui se sont manifestées, depuis les derniers mois de l'année 1914, dans les milieux officiels et dans la presse d'Allemagne. Après les formidables échecs et les pertes énormes subis par ses armées sur les bords de l'Yser, Guillaume II parlait, dans une proclamation à ses troupes, de « l'heure de l'épreuve ». Le 30 novembre, le kronprinz, avouait à un journaliste américain, sous l'impression de ses revers personnels, que « la guerre actuelle n'était pas nécessaire », qu'elle « n'avait aucune raison d'être », que « le Français se bat magnifiquement et qu'il est l'égal des troupes allemandes », que le « haut commandement français appelle toute notre admiration[1] ». Le 3 décembre, à la tribune du Reichstag, le chancelier de l'empire disait que « l'heure du danger » a sonné et parlait du « souci commun pour le bien de la patrie » qui unit l'empereur et les représentants de l'empire « jusqu'à la mort ».

A propos d'une séance du Reichstag tenue à huis clos, « ce qu'il y a pour nous d'intéressant, faisait observer le *Times*, c'est la préoccupation anxieuse qui s'y révéla de voir violer le sol de la patrie allemande ». Devant la commission du Reichstag, le chancelier laissa échapper ce mot, relevé par la *Gazette de Woss* : « Il importe que la nation se restreigne le plus possible afin de pouvoir *tenir* le plus longtemps possible. » Le journal fut saisi pour avoir reproduit le propos.

L'enfant terrible de la presse germaniste, M. Maximi-

1. Voir *Le Temps*, 4 décembre 1914.

lien Harden, écrivait, dans sa revue *Zukunft*, dès le 15 novembre : « Inutile de dissimuler à personne que l'Allemagne est en danger.... Les vrais lâches sont ceux qui refusent de voir les faits et fardent leurs visages du rouge d'un optimisme qui n'est pas dans leur cœur. La bataille est plus dure que la plupart ne le croient. Il y a eu des surprises agréables ; elles ont été suivies d'amers désappointements.... Tout un printemps de la jeunesse allemande est abattu ou froissé par la faux ; des centaines de milliers de ceux qui restent sont voilés de crêpe, des milliers plongés dans l'angoisse. Richesse et fortune, à la maison ou dans les champs, sont une proie prête pour le vautour[1]. » Le 19 décembre, il écrivait : « Il ne faut pas que la confiance allemande s'éteigne

1. Le *Daily Mail* a publié, à la fin de novembre 1914, les impressions qu'un banquier scandinave rapportait de Hambourg et où figuraient les observations suivantes :

« Les hommes d'affaires conscients sont, à Hambourg, au désespoir. Que l'Allemagne soit ou non victorieuse, Hambourg, disent-ils, sera ruiné pour beaucoup d'années. Des centaines de maisons de commerce ont déjà sombré. De nombreux armateurs ont perdu tout leur capital et n'ont plus que des dettes ou des hypothèques sur leurs navires. Si l'Allemagne pouvait être victorieuse, elle pourrait peut-être récupérer quelques-unes de ses pertes, mais jamais en trouver la pleine compensation, et si elle est vaincue il n'y aura, pour le commerce ruiné, aucun secours à attendre d'elle. En tout cas, le commerce avec l'étranger deviendra très difficile.... Il faudra un demi-siècle pour que les haines s'apaisent....

« Hambourg, quoi qu'il advienne, sera ruiné par la guerre, simplement parce que la Prusse est devenue l'État dirigeant dans la Confédération germanique.

« Il est possible qu'on soumette le monde par le fer et par le feu, mais ce n'est pas avec des soldats et des canons qu'on dirige le mouvement des affaires. Il n'y a pour la génération présente, aucune chance de reprendre le situation qu'elle occupait. Sans doute le temps panse toutes les blessures, mais nul de ceux qui vivent aujourd'hui ne verra le retour des beaux jours qu'il a connus.

« Les hommes d'affaires ne voient aucun moyen d'éviter la catastrophe. » (Voir *Le Petit Journal*, 27 novembre 1914.)

dans le froid, le vent, la neige et la boue. Il est de notre devoir de lui fournir pour cette longue course à travers des passages difficiles plus d'aliment que pour une brève course victorieuse. Et ce devoir nous interdit de prétendre hypocritement que nous sommes déjà au but, tandis que jamais encore toutes les mottes de terre n'ont été retournées contre nous avec autant de rage qu'en cette fin d'année. La collection des Livres bleu, orange, jaune se vend à bas prix dans les pays neutres ayant sur la manchette la note alléchante : « défendu « en Allemagne ». La grande majorité de ces neutres sont contre nous.... Une grande puissance et deux peuples belliqueux de l'Europe orientale doivent allonger et raffermir le front de nos ennemis. Et le discours du trône de l'empereur du Japon donne à entendre que la vaillance de ses troupes sera encore mise à l'œuvre.... Il faut que l'Allemagne veille et se tienne prête aux plus dures nécessités. Celui qui cherche à l'endormir (prince ou valet) se rend coupable d'un crime pour lequel il n'y aura ni pardon ni prescription[1]. »

A la fin du mois de décembre, le *Lokal Anzeiger* ayant questionné les plus hauts personnages militaires de l'empire sur la situation et l'avenir de la guerre n'obtenait que des réponses extrêmement vagues. « Un pour tous, tous pour un, disait le général de Moltke, ancien chef d'état-major, c'est dans cette formule que réside la puissance de l'Allemagne. La foi en Dieu et la force allemande triompheront. » Le ministre de la Guerre, von Falkenhayn, se compromettant moins encore, disait : « J'ai foi en la justice éternelle et en la puissance du glaive allemand. » Le kronprinz de Bavière, le général von Klück et le kronprinz d'Allemagne qui avaient pu compter les coups impuissants du « glaive allemand » sur la Marne et dans les Flandres se montraient plus réservés encore que les autres. « Ni phrases

1. Voir *Le Matin*, 2 janvier 1915.

ni souhaits, mais de la volonté et du labeur », disait le premier; « résister », disait le second; « du sang-froid, résister », répondait le troisième. Vers le même moment, à Mézières, à la fin d'un banquet d'officiers et de soldats, célébré à l'occasion de la Noël, l'empereur Guillaume lui-même, désillusionné du rêve qu'il avait fait de commencer la nouvelle année dans Paris ou dans Varsovie conquises par ses troupes, laissait échapper, comme un soupir, ce mot : « Dieu a voulu que l'ennemi nous contraigne à célébrer *ici* cette solennité. » « Ici », à Mézières loin de Paris inviolé, loin de Varsovie inconquise; ici, près d'une frontière que nous serons bientôt sans doute contraints de repasser comme si « unser Gott » ne nous connaissait plus! Le 1er janvier, il avouait, dans une proclamation à ses armées que « la situation était sérieuse et la tâche ardue ».

Le 2 février, faisant allusion aux mesures que les autorités allemandes ont dû prendre pour éviter que les populations de l'Empire soient condamnées à la famine, par le blocus dont les ports allemands sont l'objet, l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* disait : « La nation allemande se trouve en face d'un problème qui ne s'était posé jusqu'ici que dans les villes assiégées.... Ce serait le fait d'une légèreté criminelle de nous bercer du vague espoir que la guerre peut se terminer par la victoire de nos armées, avant que la suffisance de nos approvisionnements ait été mise à l'épreuve. » (Voir *Le Matin,* 3 février 1914.)

La gravité des inquiétudes que le blocus de la mer du Nord inspire aux autorités allemandes, fut bien mise en relief par l'offre que le gouvernement de l'Empire fit à celui des États-Unis, de faire contrôler par des agents américains la distribution des céréales qui seraient expédiées pour les populations allemandes, et que l'Angleterre laisserait passer. Cette humiliation sera évitée à l'orgueil germanique, car l'Angleterre et

la France sont bien résolues à ne rien laisser passer qui puisse servir au ravitaillement de l'Allemagne [1].

Quant aux manœuvres par lesquelles l'Allemagne a tenté d'émouvoir les neutres en sa faveur, les « intellectuels » eux-mêmes ne tardèrent pas à en comprendre la vanité ou même le danger. A la fin de novembre, le *Berliner Tageblatt* publiait un article du professeur Max Dessoir où se trouvait l'aveu que « le manifeste des

1. Le *Times* du 4 mars 1915 a indiqué la seule réponse qui pouvait être faite à la proposition allemande.

« En substance, disait-il, l'Allemagne dit à Washington qu'elle peut consentir à suspendre ses manœuvres de pirate, s'abstenir de menacer les navires et les existences des Américains, si l'Angleterre lui permet d'importer tous les vivres qui lui sont nécessaires, par l'entremise d'agences dont les noms seront communiqués au gouvernement des États-Unis et qui opéreront leurs livraisons aux mains de marchands allemands autorisés pour la consommation de la population civile seule.

« Nous avons déjà expliqué que l'acceptation d'une telle proposition serait se soumettre à un chantage, admettre que la piraterie allemande nous avait intimidé, inviter l'ennemi à reprendre les mêmes procédés quand il aurait importé assez de vivres pour atteindre la prochaine récolte.

« Mais d'autres objections devraient frapper un peuple pratique comme les Américains. Quelles garanties aurions-nous que les vivres importés serviraient seulement à la population civile allemande? Une promesse de Berlin? Les Américains en connaissent la valeur aussi bien que nous.

« Sont-ils disposés à la garantir? Si oui, comment, par quels moyens se proposent-ils, le cas échéant, de faire respecter leur garantie? Enverront-ils une armée d'agents américains pour surveiller les agences allemandes dans les ports, les marchands autorisés dans chaque ville, dans chaque village de l'empire? L'Allemagne a invoqué la nécessité comme une excuse suffisante pour toutes les violations des traités et des lois dont elle s'est rendue coupable. Pourquoi supposer qu'elle renoncerait à invoquer la même nécessité pour échapper une fois de plus aux engagements qu'elle devrait prendre ?

« Nous avons la confiance que, réflexion faite, l'impossibilité absolue de ce projet sera reconnue de l'autre côté de l'Atlantique, et le plan allemand considéré comme une simple ruse diplomatique. »

93 intellectuels » ainsi que les « brochures et articles de journaux spécialement écrits pour l'étranger et les conférences faites par des savants allemands, telles que celles du professeur Ostwald en Scandinavie, avaient produit un effet contraire à celui qu'on attendait[1] ».

Sous l'influence d'inquiétudes provoquées par l'échec des plans de l'état-major allemand, la prolongation de la guerre, les succès des alliés et la rareté des vivres ou des matières nécessaires à la guerre, tous ceux qui poussèrent à cette affreuse aventure la rendirent inévitable ou la provoquèrent, ont cherché déjà à dégager leur responsabilité. Le chancelier de l'empire qui, à la fin de juillet, affirmait la nécessité pour l'Allemagne de violer la neutralité de la Belgique en traitant de « chiffon de papier » le traité par lequel l'Allemagne elle-même l'avait garantie, osa dire, le 3 décembre, devant le Reichstag, que la guerre avait été « imposée » à l'Allemagne, qu'elle était pour l'Allemagne une guerre purement « défensive », dont la responsabilité incombait à la Russie et à l'Angleterre, — pourquoi pas aussi à la France et à la Belgique — qu'elle avait été conçue dans le but d'anéantir l'Allemagne, et autres cyniques mensonges que le Reichstag, affectant d'y croire, couvrait de ses applaudissements. Et à l'heure même où les armées allemandes incendiaient les maisons, bombardaient sans raison, par simple rage, les monuments les plus sacrés et les plus artistiques, violaient les femmes avant de leur arracher les seins pour bâillonner d'autres victimes, mutilaient les enfants ou les jetaient dans les flammes pêle-mêle avec leurs mères et leurs aïeux, pillaient les châteaux, les boutiques ou les fermes, volaient l'outillage des usines, les bijoux des femmes et jusqu'aux jouets des enfants, M. de Bethmann-Hollweg se plaignait devant le Reichstag de ce que « ses compatriotes sans défense sont maltraités en pays

1. Voir *Le Temps*, 1er décembre 1914.

ennemi d'une manière qui est une honte pour la civilisation ». Un autre des principaux responsables de la guerre actuelle, le général de Moltke qui, étant chef d'état-major prépara les engins de massacre et d'incendie de cette affreuse guerre, affirme à présent : « Personne en Allemagne ne voulait la guerre et moi moins que personne. » Le kronprinz, qui, depuis son entrée dans la vie publique, n'eut pas de préoccupation plus constante et plus ardente que d'encourager la propagande belliqueuse des ligues pangermanistes contre la France, l'Angleterre et la Russie[1] déclarait sur le ton d'un enfant menteur et qui craint le fouet, dans l'interview rappelée plus haut : « Quant à l'accusation d'être le chef du parti de la guerre, je suis véritablement fâché que les gens ne me connaissent pas mieux. Il n'y a pas de parti de la guerre en Allemagne, il n'y en a jamais eu. » Enfin, Guillaume II ne prononce pas un discours, ne rédige pas une proclamation sans se lamenter sur les attaques dont l'Allemagne est l'objet et se poser en victime des ennemis qui veulent « écraser » son empire.

François-Joseph lui-même, qui, depuis plusieurs années, cherchait à faire la guerre à la Serbie et ne recula pas, pour satisfaire ses haines et ambitions devant la certitude d'une guerre générale, osait affirmer le 31 décembre 1914, dans un ordre du jour à son armée,

1. En 1913 parut avec le titre *L'Allemagne en armes*, un livre violemment pangermaniste pour lequel le kronprinz avait écrit une hymne à l'épée où il disait : « Ce n'est qu'appuyé sur notre bon glaive allemand que nous pourrons conquérir la place au soleil qui nous revient.... Jusqu'à la fin du monde, c'est à l'épée qu'appartiendra la décision suprême.... Si le peuple allemand tout entier est décidé à risquer joyeusement ses biens et sa vie, le monde peut être plein de diables, nous saurons en triompher.... » La même année il envoyait au concours hippique de Bruxelles un cheval qu'il avait baptisé *Nancy*. Au Reichstag, dans sa tribune officielle, il applaudissait les attaques d'un orateur contre l'Angleterre. (Voir Paul Vergnet, *La France en danger*, p. 25 et suiv.)

que la guerre fut « imposée à la monarchie et à sa fidèle alliée » par de « nombreux et puissants ennemis ».

Nous voilà loin des harangues enflammées par lesquelles, pendant vingt-six ans, Guillaume II excita le pangermanisme de ses sujets, provoqua leurs ambitions et leurs appétits, menaça le monde entier de sa « poudre sèche » et de son « glaive aiguisé »; loin des heures où le kronprinz chantait les joies de la guerre et appelait de ses vœux le jour où son cheval foulerait l'asphalte des boulevards de Paris après avoir passé sous l'arc de triomphe de l'Étoile; loin du moment où la presse allemande annonçait l'entrée des troupes du kaiser à Paris pour le vingtième jour de la guerre; loin de l'époque, si récente pourtant, où Guillaume II et ses diplomates parlaient au roi des Belges, au roi de la Grande-Bretagne, à l'empereur de Russie et à la République française comme si l'Allemagne était déjà maîtresse de l'Europe. A la Belgique ils signifiaient qu'ils violeraient sa neutralité, simplement parce que tels étaient leurs intérêts ou leur bon vouloir; à la France ils demandaient de trahir la Russie; à l'Angleterre ils prétendaient imposer qu'elle laissât fouler sans protestation le territoire belge et qu'elle contraignît, par sa flotte, la France à trahir ses alliés; à la Russie, enfin, ils avaient l'audace de signifier qu'elle devait laisser écraser son alliée et protégée, la minuscule Serbie, par l'Autriche-Hongrie. Et parce que la Belgique invoquait la convention internationale signée par toute l'Europe, y compris la Prusse, qui garantit l'inviolabilité de son territoire, parce que l'Angleterre restait fidèle à son amitié pour la France et à la défense de ses propres intérêts, parce que la France montrait sa résolution d'exécuter loyalement ses obligations envers la Russie, parce que la Russie refusait d'assister dans une impassibilité honteuse à l'écrasement de la Serbie par l'Autriche et à l'asservissement des Slaves par les Magyars, Guillaume II, son armée et son peuple se considérant

comme supérieurs et invincibles (*Deutschland uber alles*) contraignaient la Belgique, la France, l'Angleterre et la Russie à une guerre dont elles ne voulaient pas, qu'elles s'étaient efforcées d'écarter, qu'elles étaient unanimes à flétrir comme « inutile et déraisonnable » ainsi que devait le déclarer plus tard le kronprinz.

Le kaiser et son peuple entier montraient alors pour cette guerre un enthousiasme délirant. Guillaume était acclamé par Berlin et couronné « empereur du monde ». Ses généraux, ses officiers et jusqu'à ses plus humbles soldats préparaient leurs lauriers, en attendant qu'ils se livrassent au viol, à la débauche, à la soûlerie qui détendraient leurs nerfs, au pillage qui les enrichirait, aux incendies, aux bombardements et aux massacres qui feraient trembler les peuples à leur approche. Les chants guerriers retentissaient *Unter den Linden*, dans les concerts, les théâtres, les cafés et les plus humbles guinguettes. Il n'y avait pas alors un seul Allemand qui ne manifestât sa joie de voir surgir la guerre parce qu'il n'y en avait pas un seul qui doutât d'une prompte et fructueuse victoire.

§ XII. — MOUVEMENT D'OPINION EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE EN FAVEUR DE LA PAIX.

Dès que la vérité leur est apparue, ils ont pensé à dégager leur responsabilité et se sont préoccupés des moyens de mettre fin le plus tôt possible à une aventure dont les suites leur apparaissent redoutables. Le 25 décembre, la *Gazette de Francfort* publiait une lettre de son correspondant de Berlin où, après l'aveu « nous n'avons pas écarté de nos frontières la pression qui les menace à l'est et à l'ouest », il était dit : « Personne en Allemagne, pas même nos gouvernants, ne sait quand nous signerons la paix et quelle sera cette paix. Tout ce que nous savons, c'est qu'il faut qu'elle soit honorable. » Comme elle ne pourrait l'être au point de vue

allemand qu'avant la pénétration des alliés dans les provinces allemandes, il s'est produit, à la fin de 1914, un mouvement d'opinion en faveur d'une paix aussi prompte que possible. Le *Daily Mail* reproduisit une conversation particulière dans laquelle un membre du Reichstag avait fait les déclarations très significatives que voici : « Si la guerre continue longtemps, elle ramènera l'Allemagne cinquante ans en arrière, au moins. Il n'est pas douteux que nous aurons à payer non seulement nos frais de guerre, mais encore les dégâts causés aux pays alliés. Mon opinion, partagée par une grande partie des Allemands de classe moyenne est que nous devons saisir toute occasion favorable d'offrir des conditions de paix avant de nous trouver en situation de n'avoir plus rien à offrir. Je suis certain qu'elles ne tarderont pas à être publiquement exprimées[1]. »

Le 12 décembre, *Le Temps*, faisant allusion aux bruits qui couraient en divers pays écrivait : « Les rumeurs de paix essaient en ce moment leur efficacité sur l'opinion italienne. Ces bruits répandus à Rome et dans d'autres centres de la péninsule sont destinés, dans l'esprit de leurs auteurs, à calmer les désirs d'intervention qui agitent de plus en plus nos voisins d'au delà des Alpes. Les mêmes invites pacifiques ont été importées à plusieurs reprises en France de divers pays neutres où on les avait fait éclore dans l'espoir de détendre nos énergies. » Certains socialistes de la Hollande, de la Belgique et peut-être d'ailleurs, d'accord avec des « camarades » allemands qui, eux-mêmes, étaient certainement en relation avec les autorités germaniques, firent à une heure donnée, des efforts visibles pour déterminer dans les milieux populaires un mouvement en faveur de la paix. C'est surtout après notre victoire de la Marne, que prirent corps et qu'allèrent

1. Voir *Le Temps*, 24 décembre 1914.

sans cesse en s'accentuant jusque vers le milieu de décembre, les bruits d'une paix séparée de la France et des États germaniques, tandis que l'Autriche faisait des tentatives pour traiter séparément avec la Serbie.

Relativement à ce dernier fait, M. Clemenceau écrivait le 15 décembre[1] : « Il est à ma connaissance personnelle que le gouvernement de Vienne, si arrogant au mois de juillet, si méprisant envers son faible voisin, et si ouvertement décidé à rayer la Serbie de la carte des nations, a essayé à *deux reprises*, de l'amener à des conversations en vue de la paix. La source de mes renseignements est telle que je suis en mesure de défier toute contradiction.... Il est vrai, fit-on dire à M. Pachitch, que nous avons été vite en affaire, mais au fond nous sommes gens raisonnables et nous ne demandons pas mieux que de nous arranger. Causons. Cela ne vous engage pas, et vous apercevrez bientôt qu'il y a des chances d'accommodement. Qu'a répondu M. Pachitch? Il s'est refusé avec indignation à tout essai de négociations séparées. Son pays, a-t-il dit, faisait cause commune avec ses alliés. Il ne pourrait penser à la paix que le jour où sera atteint le résultat définitif d'une guerre imposée par la volonté austro-allemande, c'est-à-dire quand l'Allemagne se verra contrainte de renoncer à ses velléités de domination universelle par la dictature de la Prusse sur l'ensemble du monde. » Quelques jours plus tard[2], M. Clemenceau disait encore : « En ce qui concerne la Serbie, il est avéré maintenant que le cabinet de Vienne s'est tourné du côté d'Athènes pour essayer de désarmer ceux dont il a fait délibérément ses irréconciliables ennemis.... C'est donc à M. Venizelos, directement, que s'est adressé M. le ministre d'Autriche-Hongrie à Athènes, sans même attendre la grande déroute de

1. Voir *L'Homme enchaîné*, 13 décembre 1914.
2. Voir *L'Homme enchaîné*, 26 décembre 1914.

Serbie.... Il a officiellement sollicité l'intervention de M. Venizelos en vue d'amener la Serbie à conclure une paix séparée avec l'Autriche.... Il offrait de respecter l'intégralité du territoire serbe, en se contentant d'occuper quelques points stratégiques.... Il offrait formellement de « se désintéresser des prétentions bulgares sur la Macédoine », c'est-à-dire de trahir la Bulgarie après l'avoir poussée à la trahison.... M. Venizelos écouta courtoisement et répondit, de sa voix douce et ferme, par un refus formel de transmettre au gouvernement serbe de telles propositions. »

Les affirmations de M. Clemenceau n'ayant pas été contredites, on est autorisé à admettre que vers la fin de novembre ou au début de décembre, alors que l'Autriche avait conscience de la fâcheuse situation dans laquelle ses armées se trouvaient en Serbie, le gouvernement de François-Joseph tenta de traiter séparément avec celui du roi Pierre. Ce fait nous montre une fois de plus jusqu'à quel degré de platitude et de déloyauté peut tomber le Germain lorsqu'il sent la fortune lui devenir défavorable. Après avoir provoqué la plus épouvantable des guerres pour asservir et conquérir la Serbie, l'Autriche la sollicitait de conclure avec elle la paix. Après avoir jeté, au moment de la seconde guerre des Balkans, la Bulgarie contre la Grèce et la Serbie, c'est à la Grèce que l'Autriche demandait de servir d'intermédiaire de paix entre elle et la Serbie; après avoir excité de nouveau la Bulgarie à se jeter sur la Macédoine pour l'arracher à la Serbie, elle promettait à la Serbie de lui laisser les mains libres contre la Bulgarie. Toutes ces ignominies, toutes ces trahisons, l'Autriche les commettait avec cette inconscience du Germain pour qui l'honneur, la parole donnée, les conventions écrites et signées, ne sont qu'armes des « faibles », et elle était assez naïve pour croire que la Serbie, que la Grèce prendraient au sérieux sa parole, ses projets de convention, ses engagements et ses

offres de paix! Il ne me semble pas que l'histoire d'aucun peuple ait conservé le souvenir d'autant de sottise alliée à autant de mauvaise foi.

Sans y attacher plus d'importance qu'il ne convient, je ne puis passer sous silence les bruits qui coururent à la fin de l'année 1914 et au début de l'année 1915, dans la presse des divers pays, relativement à un mouvement d'opinion qui se serait produit en Autriche en vue d'une paix séparée de la monarchie des Habsbourg avec les puissances de la Triple-Entente. Vers la fin du mois de décembre 1914, la *Gazette de Lausanne* publia une interview d'un ancien diplomate autrichien où se manifestait l'opinion de ce que l'on pourrait appeler les « Autrichiens autonomes » ceux qui ont eu conscience de la lourde faute commise par François-Joseph, le jour où, malgré les humiliations et les pertes consécutives aux défaites de Sadowa, il plaça son royaume sous la direction d'abord, sous l'hégémonie ensuite de l'empire germanique. « Depuis le 7 octobre 1879, déclarait le diplomate autrichien au journal suisse, date à laquelle nous signâmes un pacte d'alliance avec l'Allemagne et l'Italie, nous avons servi d'instrument à la politique du roi de Prusse. Nous avons été trop longtemps serfs; les conditions sont propices; libérons-nous du joug allemand et signons la paix. » Il ajoutait, non moins justement : « Notre existence est menacée; quelle que soit l'issue de cette guerre, nous avons le devoir de nous en retirer pendant qu'il en est temps encore, nous n'avons rien à espérer d'un empire allemand victorieux. » A ces observations très justes, il en ajoutait une autre non moins exacte en déclarant que l'Autriche ne devait plus se « préoccuper outre mesure de cette politique orientale, où nous avons, disait-il, usé nos meilleures forces depuis trente ans »; mais, cédant aux étranges illusions dont les Germains sont coutumiers, il ajoutait : « Nous pourrons songer alors à reconquérir une prépondérance dans l'Europe centrale. En faisant la paix dès mainte-

nant nous pouvons espérer conserver le *Statu quo ante*, le service que nous rendrions à la coalition nous autorisant à avoir quelques exigences. »

Parmi ces exigences le diplomate faisait figurer la prétention de conserver la Transylvanie et la Bukovine, c'est-à-dire les régions peuplées par les Roumains et toutes les provinces qu'habitent des Slaves, tandis que la Serbie et le Monténégro seraient dédommagés par l'abandon d'une partie de l'Albanie. Poursuivant sa chimère, le diplomate autrichien ajoutait : « De cette façon nous dressons contre l'Italie, notre alliée d'hier, notre ennemie de toujours, les peuples balkaniques; nous l'isolons de l'Europe et nous l'empêchons d'avoir la maîtrise dans l'Adriatique. Il sera trop tard pour elle de vouloir sortir de sa neutralité menaçante; elle aura contre elle l'Autriche et toute la coalition. » Le diplomate autrichien ne prévoyait pas que trois semaines après ces déclarations, l'Italie en s'emparant de Valona, s'assurerait la possession de la porte d'entrée et de sortie de l'Adriatique. Il ne prévoyait pas non plus que, renonçant à ses anciennes erreurs, l'Italie se mettrait d'accord avec la Roumanie et la Serbie, c'est-à-dire avec les Latins et les Slaves des Balkans contre l'Autriche et finirait par se lancer dans la lutte. Le diplomate autrichien abandonnait Constantinople et les Turcs à la Russie, dans la pensée que celle-ci appuierait le maintien du *statu quo* dans la monarchie des Habsbourg malgré les Roumains de la Bukovine et de la Transylvanie, malgré les Polonais de la Galicie, malgré les Slaves de la Bohême et des provinces méridionales de la Monarchie. Il oubliait, d'autre part, que l'Autriche battue par les Russes et par la Serbie, réduite à l'impuissance et déconsidérée par la déloyauté de sa conduite au moment de l'éclosion de la guerre actuelle et pendant la guerre des Balkans, n'a plus aucun titre à manifester la moindre « exigence ». Enfin, s'il eût regardé de près ce qui commençait déjà

de se passer, à la fin de 1914, dans l'intérieur de la monarchie des Habsbourg, il aurait vu s'élargir les fissures qui, depuis le jour où François-Joseph est monté sur le trône, n'ont cessé de se former entre les différentes parties du bloc hétérogène austro-hongrois.

A la suite des graves échecs, incessamment répétés, subis par les armées austro-hongroises, des tendances séparatistes très prononcées se sont manifestées en Hongrie où la guerre actuelle fut d'abord accueillie avec un grand enthousiasme en raison de la haine très vive que l'on y éprouve pour les Serbes et les autres Slaves. On craignait particulièrement, en Hongrie, que la formation d'une grande Serbie, entraînant les populations slaves situées entre le royaume Magyar et l'Adriatique, séparât définitivement ce royaume de la mer en affaiblissant sa puissance et l'on comptait sur la guerre actuelle pour mettre fin aux ambitions de la Serbie sinon à son existence. Les désillusions qui se sont produites au spectacle des Russes devenus maîtres de la Galicie et de la Bukovine et des Roumains se préparant à envahir la Transylvanie, tandis que les Serbes expulsaient les armées autrichiennes de leur territoire ont calmé les sentiments belliqueux des Magyars.

Dès la fin du mois de novembre, l'opposition commença de protester contre la guerre et de préconiser la paix. Le 22 novembre, les journaux suisses publiaient la dépêche suivante : « Un nombre considérable de députés hongrois, parmi lesquels plusieurs députés du parti indépendant, ainsi que le comte Apponyi, M. de Wlassick, les comtes de Karolyi et plusieurs ministres ont tenu une réunion à Budapest. Tous les députés sans exception ont proclamé leur désir de la paix. « La « Hongrie ne voulait pas la guerre, mais elle y fut poussée « par les événements de Sarajevo. Si l'Allemagne n'avait « pas insisté, un accord serait intervenu avec la Serbie, « comme cela fut le cas en 1909 pendant l'annexion de la « Bosnie-Herzégovine. » Le comte Apponyi a affirmé, de

son côté, que la Hongrie voulait bien venger l'archiduc, mais n'avait pas l'intention de déchaîner la guerre mondiale. « Aujourd'hui, a-t-il dit, nous avons le droit « d'espérer que la paix se fera plus vite que l'on ne le « croirait, car la Serbie elle-même, éprouvée par tant de « misère, se soumettrait aux conditions modestes que le « gouvernement lui proposerait pour contribuer à une « issue pacifique. » Un député kossuthiste a demandé formellement de faire la paix, malgré l'insistance de l'Allemagne, qui ne cherche qu'à baser son avenir sur la ruine des petites nations. Cette expression a provoqué un débat pénible et, pour la suite de la discussion, les journalistes présents ont été écartés [1]. »

Ainsi qu'il ressort des paroles du comte Apponyi, on croyait alors, en Hongrie comme en Autriche, que la Serbie consentirait à traiter séparément. Le refus qu'elle opposa aux propositions du gouvernement de Vienne, les victoires qu'elle remporta et les progrès des Russes vers le territoire hongrois ne firent qu'accroître les inquiétudes des Magyars. De violentes manifestations populaires eurent lieu à Budapest et dans d'autres villes hongroises.

Le président du Conseil des ministres de Hongrie, le comte Tisza fit lui-même, devant la Chambre des députés, des déclarations d'une telle gravité qu'une partie de son discours ne figura pas dans les comptes rendus officiels. « Il dit en résumé, déclara un correspondant du *Morning Post* [2], que l'invasion de la Hongrie intéressait au plus haut point les peuples et les armées des deux alliés, mais que, puisque son importance semblait être méconnue de l'état-major général, la Hongrie en ferait une affaire personnelle et saurait trouver le moyen de faire revenir ceux de ses enfants qui combattent au loin pour défendre contre l'invasion ennemie

1. Voir *La Liberté*, 24 novembre 1914.
2. Voir *Le Temps*, 24 décembre 1914.

leur propre pays. Cela fut dit en insistant sur ce point que la Hongrie est un État indépendant, dans son union avec l'Autriche, et capable, s'il le fallait, d'une action indépendante....

« L'attitude du comte Tisza a provoqué une autre manifestation de la part des chefs de l'opposition. Une déclaration a été signée par tous les membres du comité national appartenant à l'opposition, y compris le comte Apponyi, le comte Andrassy, Tusth, le comte Karolyi, le comte Battyany. Cette déclaration invite le peuple hongrois à se tenir prêt à défendre les frontières sacrées « de notre royaume, disent-ils, au cas où les « autorités dans les mains desquelles nous avons mis nos « forces n'obéiraient pas aux vœux de leur chef suprême : « le peuple hongrois ». Les auteurs de cette déclaration demandèrent au premier ministre de la signer. Il répondit que cela ne lui était pas possible, mais il promit aux signataires de faciliter la distribution et l'affichage de ce document dans le pays. »

Les déclarations du comte Tisza produisirent un effet d'autant plus grand qu'il était connu pour avoir poussé très ardemment à la guerre. Il comptait alors sur la force des armées austro-hongroises et sur un concours efficace des armées allemandes. Les armées autrichiennes n'ayant subi que des échecs et la Hongrie étant menacée directement par les Russes d'un côté, par la Roumanie de l'autre, il se rendit au quartier général du kaiser pour solliciter l'envoi de troupes allemandes. Non seulement il l'obtint mais encore François-Joseph lui remit en quelque sorte le pouvoir suprême dans la Monarchie en remplaçant le comte Berchtold par son *alter ego*, le baron Burian, à la tête du ministère commun austro-hongrois. François-Joseph voulut arrêter par cet acte le mouvement d'indépendance de la Hongrie, mais il soumit, en fait, à cette dernière la direction de son empire. Comme, en même temps, les troupes austro-hongroises furent placées sous le haut

commandement des autorités militaires allemandes et comme le comte Tisza n'est que l'agent de l'Allemagne, celle-ci fut, désormais, la maîtresse des destinées de la monarchie des Habsbourg.

Tandis que les Hongrois menaçaient de se rendre indépendants, les Tchèques manifestaient leurs sympathies pour la Russie si bruyamment que des mesures de répression furent prises par le gouvernement de Vienne [1]. Quant aux Slaves du Sud ils parurent vouloir s'insurger contre les mesures prises par le gouvernement de Vienne en vue de la mobilisation de nouvelles troupes [2].

Enfin, l'Autriche elle-même manifesta des dispositions à se séparer de l'Allemagne. Le 11 janvier 1915, le correspondant du *New-York Herald* à Pétrograd télégraphiait à cette feuille : « Les journaux d'ici mettent en évidence un article de la *Neue Freie Presse* de Vienne, dans lequel l'auteur déclare que l'honneur de l'armée autrichienne est sauf, car elle se trouvait en présence d'un ennemi plus fort que l'Allemagne. La paix pourrait bien être conclue maintenant [3]. »

Sans exagérer l'importance de tous ces faits, il y a lieu d'en tenir compte d'autant plus que les armées

1. *La Liberté* du 14 janvier 1915 publia la dépêche suivante de Genève : « Suivant des informations de Prague, les principaux notables de la ville, parmi lesquels plusieurs députés, ont envoyé à l'empereur François-Joseph une pétition demandant que les mesures les plus énergiques soient prises pour protéger la Bohême contre l'invasion russe. En cas de refus, les habitants de la Bohême seraient disposés à pactiser avec les Russes pour sauver leur pays. La haine contre l'Allemagne augmente chaque jour. »

2. *Le Matin* du 28 janvier a publié des dépêches annonçant de graves émeutes à Laybach, à Karlstadt, à Moravitza, à Trieste. Les émeutiers criaient : A bas la guerre! A bas Niernce! (l'Allemand) et déchiraient les affiches de la mobilisation. Dans la lutte entre les émeutiers et la police ou la troupe, il y eut des morts.

3. Voir *Le Petit Journal*, 13 janvier 1915.

autrichiennes paraissent ne pas être capables de prendre une revanche sérieuse de leurs défaites, que leurs soldats des nationalités slave, polonaise, roumaine, italienne montrent peu de dispositions à se battre vigoureusement contre les Russes, que leurs chefs militaires ont fait preuve d'une notoire incapacité, que les finances de l'Autriche sont dans un état détestable et que la disette commence à s'y faire sentir. Toutes ces raisons ont déterminé l'Allemagne à prendre le commandement des armées austro-hongroises; mais, s'il en résulte un vif mécontentement parmi les Autrichiens, il ne paraît pas devoir en résulter une amélioration de la situation des armées austro-hongroises.

§ XIII. — LES TENTATIVES ALLEMANDES DE PAIX SÉPARÉE AVEC LA FRANCE ET LA RUSSIE.

Passons à l'Allemagne. Ayant constaté l'échec des plans de son état-major et prenant conscience de la fâcheuse situation dans laquelle se trouvaient ses armées en France et en Pologne où elles ne pouvaient se maintenir qu'en s'enfouissant dans le sol, l'Allemagne tenta un rapprochement avec la France. Après les défaites qu'elle subit tour à tour sur la Marne et sur l'Yser, on vit ses journaux les plus violemment anti-français entreprendre l'éloge des troupes françaises et du commandement militaire français, reconnaître la vaillance et l'esprit chevaleresque de la nation française, avouer que la France n'avait été pour rien dans l'éclosion de la guerre, et, rejetant toutes les responsabilités du conflit en même temps que toutes les haines germaniques sur l'Angleterre, offrir à la France une entente qui délivrerait son territoire des armées allemandes et lui rendrait immédiatement la paix, pourvu qu'elle se séparât de l'Angleterre et de la Russie.

Le Petit Parisien publia, le 25 décembre 1914, une

lettre de Berne dans laquelle se trouvaient des renseignements précis sur certaines démarches faites en vue de la paix auprès du gouvernement helvétique par M. Eyschen, chef du gouvernement luxembourgeois. « M. Eyschen, disait le correspondant de Berne, obéissant à on ne sait quelles suggestions, est venu inviter le conseil fédéral à offrir sa médiation à la France et à l'Allemagne en vue d'ouvrir des négociations pour la paix. M. Eyschen était allé à la Haye. Son argument principal était que, l'issue de la guerre étant encore douteuse, aucun des belligérants ne pouvant se croire vainqueur, le moment était opportun pour commencer à parler de paix. « Plus tard, ajoutait le vieil « homme d'État, quand le fléau de la balance aura « penché d'un côté ou de l'autre, il sera trop tard pour « parler de négociations à une nation enivrée par la « certitude d'une prochaine victoire. » J'ai lieu de croire que le gouvernement néerlandais a accueilli sans enthousiasme les ouvertures de M. Eyschen. Je sais d'une façon certaine que le gouvernement suisse, tout en rendant hommage au sentiment qui pouvait inspirer M. Eyschen, lui a répondu par une fin de non-recevoir polie, mais catégorique. » Les parties essentielles de ce récit ont été confirmées par le président de la Confédération dans une interview publiée par *Le Petit Journal*[1].

1. Voir *Le Petit Journal* du 10 janvier 1915. « Je me permis, déclare M. Régamey, de citer des articles de journaux qui ont montré le premier ministre du Grand-Duché de Luxembourg, chargé, par le gouvernement allemand, de demander à la Suisse d'intervenir en faveur de la paix. » M. Motta répondit : « Je dois vous dire que cela n'a jamais fait l'objet des délibérations du Conseil. M. Eyschen a passé à Berne. Je crois qu'il a fait quelques démarches. Était-il autorisé? Je ne sais. Peut-être agissait-il de son initiative privée, dans le désir, surtout, de soulager son pays, le plus tôt possible, de l'occupation étrangère, car ce pays, aussi, souffre beaucoup! Du reste, il ne semble pas que le moment soit encore venu de songer à ouvrir, avec succès, des négociations en vue de la paix. »

Le *Journal de Genève* ayant, à la fin de décembre, affirmé que « des efforts avaient été commencés autrefois et continués depuis par l'Allemagne pour conclure une paix séparée avec la France » l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* démentit cette assertion qui fut maintenue par le correspondant parisien du journal suisse.

La *Gazette de Wesminster* a raconté, vers le milieu de novembre 1914, que des avances avaient été faites à la Russie en vue d'une paix séparée. « Si l'on en croit, disait-elle, les bruits qui courent, la Russie, à son tour, aurait reçu de l'Allemagne des propositions de paix qui ont été repoussées, cela va sans dire, en conformité de l'entente signée par les alliés qui, faisant la guerre en commun, signeront aussi la paix en commun. Nous ne devons pas attacher d'importance à ces tentatives. Nous devons seulement y voir l'indice que l'Allemagne ne pourra jamais venir à bout de la tâche qu'elle a entreprise. » Il faut voir dans les bruits relatifs aux tentatives qui auraient été faites en vue de paix séparée, soit de l'Autriche avec la Serbie, soit de l'Allemagne avec la France ou la Russie, une preuve de la persistance, parmi les Autrichiens et les Allemands ou leurs amis, de l'illusion qui domina les manœuvres de la diplomatie allemande à la fin du mois de juillet et qui la conduisit à agir, tantôt auprès de la France pour la séparer de la Russie, tantôt auprès de l'Angleterre pour la séparer de la France.

§ XIV. — DÉCLARATIONS FRANÇAISES, ANGLAISES ET RUSSES CONTRE TOUTE PAIX SÉPARÉE.

En ce qui concerne la France, cette illusion paraît avoir persisté dans les cerveaux germains même après que le président de la République, recevant le nouvel ambassadeur des États-Unis, eut déclaré : « Nous sommes déterminés à remplir jusqu'au bout le devoir

qui nous a été imposé. Pour qu'elle soit longue et heureuse, pour qu'elle ne soit pas illusoire et trompeuse, il faut que la paix soit garantie par la réparation intégrale des droits violés et préservée contre des attentats futurs. » Quoiqu'elle eût été déjà exprimée par M. Poincaré devant le front des troupes, lorsqu'il remit au général Joffre la médaille militaire, cette affirmation n'avait pas mis fin aux amabilités et aux avances faites à la France par les journaux d'outre-Rhin. Ils espéraient, sans doute, qu'un jour viendrait où un parti se constituerait en France en faveur d'une paix conclue séparément pour assurer à notre pays des avantages immédiats. Certains journaux germains n'étaient-ils pas allés jusqu'à chanter les louanges de certaines personnes sur lesquelles ils croyaient pouvoir compter en vue de la réalisation de leur rêve d'isoler la France de ses alliés?

Le ton de la presse germanique n'a changé qu'après le 22 décembre 1914, jour où dans la déclaration du gouvernement français, se trouva cette observation applaudie unanimement par la Chambre et le Sénat : « La France et ses alliés ont dû subir la guerre, ils la feront jusqu'au bout. Fidèle à la signature qu'elle a attachée au traité du 4 septembre dernier, et où elle a engagé son honneur, c'est-à-dire sa vie, la France, d'accord avec ses alliés, n'abaissera ses armes qu'après avoir vengé le droit outragé, soudé pour toujours à la patrie française les provinces qui lui furent ravies par la force, restauré l'héroïque Belgique dans la plénitude de sa vie matérielle et de son indépendance politique, brisé le militarisme prussien, afin de pouvoir reconstruire sur la justice une Europe enfin régénérée. » Je ne veux pas rappeler les injures par lesquelles fut accueillie, au delà du Rhin, cette affirmation de la solidarité de notre pays avec ses alliés pour continuer la guerre jusqu'à la seule paix qui puisse être conforme aux intérêts et à l'honneur de la France.

Les colères provoquées en Allemagne par la déclaration du gouvernement de la République furent d'autant plus violentes et, si j'ose dire, d'autant plus légitimes qu'elles formaient, en quelque sorte, l'écho de celles qui avaient été applaudies par le Parlement britannique à une heure où les armées de la Belgique, de la France et de l'Angleterre éprouvaient de sérieuses difficultés.

Le 28 août 1914, après avoir déposé une proposition de message d'admiration au roi des Belges, le premier ministre d'Angleterre, M. Asquith, disait à la Chambre des Communes : « Très peu de mots sont nécessaires pour appuyer cette proposition. La guerre qui ébranle actuellement dans ses fondations mêmes le système européen tout entier, a son origine dans un conflit dans lequel notre pays n'était pas directement intéressé. Nous avons lutté de toutes nos forces, comme chacun sait, pour empêcher la crise d'éclater, et lorsque cela fut devenu impossible, pour en limiter le champ. Il est essentiel, et je crois opportun, qu'on sache clairement quand et pourquoi nous sommes intervenus.

« Ce fut seulement lorsque nous nous fûmes trouvés en présence de cette double alternative : tenir ou renier nos engagements solennels, justifier la confiance mise en nous ou nous incliner devant la force brutale, que nous avons tiré l'épée. Nous ne nous repentons pas de notre décision.

« La tâche qui nous incombait était une de celles auxquelles une grande nation jalouse de sa renommée, une race élevée comme la nôtre dans ce pays de liberté, ne pouvait se dérober sans se couvrir d'une honte éternelle. Nous étions contraints de par des obligations précises et supérieures d'affirmer et de maintenir l'indépendance menacée d'un État neutre. La Belgique n'avait aucun intérêt à elle propre à défendre, si ce n'est les intérêts suprêmes et prépondérants de chaque État, grand ou petit, digne de ce nom, à savoir : le

maintien de son intégrité et de sa vie nationale. (*Applaudissements.*)

« L'Histoire nous enseigne que le devoir de faire triompher le grand principe qui est, après tout, le principe fondamental de la civilisation et du progrès, a incombé parfois aux moments les plus critiques dans le passé aux États relativement petits sous le rapport de l'étendue et de la population, mais grands en courage et en ressources, à Athènes, à Sparte, aux cantons suisses, et si glorieusement, il y a trois siècles, aux Pays-Bas. (*Nombreux applaudissements.*)

« Jamais, j'ose l'affirmer, ce devoir n'a été plus clairement reconnu et jamais il n'a été plus vigoureusement et plus courageusement rempli que durant les dernières semaines par le souverain belge et par la nation belge. Ils ont envisagé sans crainte et malgré la supériorité écrasante de leurs adversaires les horreurs de l'invasion, de la dévastation, des spoliations et des outrages de toutes sortes. Ils ont résisté vigoureusement et avec succès aux ruées successives de formidables masses armées. La défense de Liége sera toujours le thème d'un des plus beaux chapitres des annales de la liberté. Les Belges ont conquis la gloire immortelle qui appartient au peuple qui préfère sa liberté à son bien-être matériel, à sa sécurité et à la vie elle-même. (*Tonnerre d'applaudissements.*)

« Et nous sommes fiers de leur alliance et de leur amitié. Nous les saluons avec respect et avec honneur. Nous sommes avec eux de cœur et d'âme, parce qu'à leurs côtés et avec eux, nous défendons en même temps deux grandes causes : l'indépendance des petits États et l'inviolabilité des obligations internationales. (*Applaudissements.*)

« Par cette motion, nous demandons à la Chambre de leur donner aujourd'hui l'assurance, au nom du Royaume-Uni et de l'empire tout entier, qu'ils peuvent compter jusqu'au bout (*Tonnerre d'applaudissements*) sur

notre dévouement et notre appui absolu. » (*Applaudissements nourris et prolongés.*)

L'engagement pris par le gouvernement britannique d'appuyer « jusqu'au bout » la Belgique était suivi d'un autre engagement que prit le ministre de la Guerre, lord Kitchener, devant la Chambre des Lords : celui de constituer une armée assez forte et assez nombreuse pour faire face à tous les devoirs imposés par une guerre dont il disait justement qu'elle serait « dure et longue ». « L'Allemagne, ajoutait-il en terminant, a appelé sous les drapeaux presque toute sa population mâle. Ses forces subiront une diminution constante, tandis que les renforts que nous préparons iront en augmentant de façon continue jusqu'à ce que nous ayons en campagne une armée qui, comme quantité et comme qualité, soit à la hauteur des responsabilités de l'empire britannique.

« L'armée qui est actuellement en voie de formation peut assez rapidement atteindre en campagne l'effectif permanent d'un certain nombre de divisions. Toutefois, si la guerre devait se prolonger, si des revers devaient se produire, toute la nation et l'empire seraient appelés à faire des sacrifices dépassant ceux qui ont été déjà demandés. Le Parlement et la population sauraient les faire en présence de la nécessité urgente pour le pays. »

Le 9 novembre, au banquet du lord-maire de Londres, lord Kitchener annonça qu'outre les contingents coloniaux arrivés ou en route et les effectifs déjà en action sur le continent « 1 250 000 hommes sont actuellement l'objet d'un entraînement et attendent pour partir le premier signal ». Et M. Asquith faisait, au point de vue du rôle de la Grande-Bretagne dans la guerre, la très importante déclaration suivante : « Notre ennemi s'est proposé trois objectifs : Paris, Varsovie et Calais. Il n'en a atteint aucun, mais cela ne suffit pas. Ce n'est pas à la légère que nous avons tiré l'épée du fourreau : nous ne l'y remettrons pas avant que la Belgique ait

recouvré plus qu'elle n'a sacrifié, ni avant que la France soit adéquatement protégée contre toute menace, ni avant que les droits des plus petites nationalités soient placés sur des fondations inattaquables, ni avant que la domination militaire prussienne soit finalement détruite. C'est là une grande cause, digne d'une grande nation, et, pour la mener à bien, il importe que chacun, jeune ou vieux, donne ce qu'il a et fasse ce qu'il peut. » (*Vifs applaudissements*.)

Le 12 novembre 1914, dans le message adressé au Parlement, le roi disait : « Dans tout mon empire, il y a une ferme détermination d'assurer, au prix de n'importe quel sacrifice, le triomphe de nos armées et la justification de notre cause. » L'un des membres les plus pacifistes de la Chambre Haute, lord Bryce, appuyait la déclaration du message dans les termes suivants : « Il ne peut être question de paix en ce moment; une paix arrangée aujourd'hui ne serait qu'un armistice durant lequel les nations en guerre se prépareraient à un nouveau conflit. » Le 11 novembre, le chancelier de l'échiquier, M. Lloyd George, qui fut un des partisans les plus chauds d'une entente de l'Angleterre avec l'Allemagne, déclarait devant une énorme assistance, au City Temple : « La guerre actuelle est une guerre terrible, horrible.... L'erreur fondamentale des calculs allemands devient de jour en jour plus manifeste. Ce peuple commence à comprendre que la justice est la plus grande de toutes les forces militaires. Dans une lutte prolongée, c'est le cœur qui décide et l'injustice affaiblit le cœur des nations.... Il me semble voir la main de la justice graduellement, lentement, mais sûrement étreindre la victoire.... La justice est le meilleur soutien de la bravoure et la bravoure assurera le triomphe durable de la justice. »

Le 8 janvier 1914, à la Chambre des Lords, après que le ministre de la Guerre de la Grande-Bretagne eut fait connaître les résultats des engagements volontaires par

lesquels se recrute l'armée anglaise et rappelé que six armées, formées chacune de trois corps d'armée (ce qui fait plus de 700 000 hommes) étaient en voie d'organisation en Angleterre, l'un des hommes qui s'étaient le plus activement prononcés pour le désarmement international et l'entente de l'Angleterre avec l'Allemagne, — lord Haldane, lord grand chancelier, déclarait : « Nous ne combattons pour rien de moins que l'existence nationale. Nous ne pourrons accepter d'autre victoire que celle qui préviendra le retour d'une situation pareille à celle où nous sommes aujourd'hui.... L'obligation du service militaire n'est devenu, de près ni de loin, une nécessité. Mais, étant donné l'intérêt national, le gouvernement s'inclinerait, s'il le fallait, devant cette nécessité et n'y ferait aucune objection de principe. » Cette parole, particuliérement grave dans la bouche d'un parlementaire libéral, prononcée au nom d'un ministère radical, indique jusqu'à quel point le patriotisme anglais était surexcité. Les sentiments de l'Angleterre se sont encore traduits par l'entrée dans le ministère libéral des principaux chefs du parti conservateur et par l'organisation des ateliers militaires.

Le langage tenu dans les derniers temps par les représentants officiels de la Russie n'est pas moins net que celui des autorités françaises et anglaises. Les agents de l'Allemagne en Italie ayant fait courir le bruit, au début de 1915, que la Russie serait disposée à discuter les conditions d'une paix séparée, l'ambassadeur de Russie à Rome fit publier par la presse italienne le communiqué suivant : « Malgré tous les démentis précédents, certains journaux continuent à reproduire, de source allemande, des renseignements sur de prétendues difficultés financières de la Russie et sur ses prétendues velléités de chercher à conclure une paix séparée. L'ambassadeur de Russie, se référant à sa communication antérieure à ce sujet, déclare

encore une fois que ces nouvelles sont dénuées de tout fondement et ne peut que répéter son communiqué du 3 janvier où il fut expressément établi que la Russie ne songera pas à discuter la question de la paix tant que ses ennemis ne seront pas réduits à accepter les conditions que les alliés considéreront comme la seule garantie d'une paix durable. » (*Havas*, 25 janvier 1915.)

Le ministre de Russie à Stockholm, répondant aussi à de faux bruits répandus en Suède par les agents allemands, fit publier la note ci-dessous : « Les engagements de complète solidarité contractés à Londres, le 4 septembre 1914, restent absolument inviolables, les relations entre la Russie, la Grande-Bretagne et les autres alliés étant plus étroites et plus cordiales que jamais. »

Le gouvernement russe fit publier, en même temps, la note ci-dessous : « Devant la commission du budget de la Douma, le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré *que le gouvernement demeure fidèle à l'esprit du manifeste impérial et à son accord avec ses alliés.* » (*Agence Havas*, 25 janvier 1915.) Enfin, le 26 janvier 1915, le *Messager du gouvernement* publiait le communiqué officiel suivant du gouvernement russe :

« Dès le début de la guerre, toutes les opérations de nos armées et flottes alliées ont formé un seul bloc. La coordination de tous les mouvements a été parfaite et telle que tous les buts essentiels de la guerre soient atteints dans les meilleures conditions possibles. Quelles que soient les épreuves temporaires qu'impose cette guerre et si longues que soient les périodes exigeant des alliés une tension extraordinaire des forces, cette coordination des opérations alliées a suscité dans les esprits et dans les cœurs belges, français, anglais, russes, japonais, serbes et monténégrins une confiance inébranlable dans la victoire finale des alliés.

« L'esprit commun à toutes les armées, le fait qu'elles bénéficient toutes et chacune de l'ensemble des forces militaires et des moyens techniques disponibles, le développement coordonné des opérations — tout cela fait que chaque épisode de guerre qui se produit dans l'une ou l'autre des armées alliées intéresse et touche de près chacune de ces armées en particulier : un enlèvement à la baïonnette de tranchées ennemies sur l'Yser ou dans l'Argonne nous est aussi cher et aussi proche de notre cœur que l'est, pour nos alliés, un enlèvement de positions ennemies ou une prise de canons en Pologne, Galicie ou Prusse orientale. L'exploit du Belge, de l'Anglais, du Français s'identifie tellement à l'exploit du soldat russe qu'il en résulte l'impression que tous ces exploits s'accomplissent sous un seul et même drapeau.

« Des gens qui sont très éloignés du cours des opérations peuvent se demander si le degré d'intensité de la guerre sur le front anglo-franco-belge correspond aux efforts que nous déployons sur le nôtre. Mais aujourd'hui comme alors chacune des parties est à l'abri de tout reproche. Toutes les opérations de nos alliés, dans tout leur détail, témoignent de l'extrême hardiesse des troupes anglo-franco-belges, de l'art extraordinaire de leurs chefs et de leur résolution immuable de rompre le réseau d'obstacles de tout genre élevés par les Allemands et de porter les opérations sur le territoire allemand. »

L'accord absolu des trois puissances de la Triple-Entente est trop nettement indiqué par les déclarations officielles de leurs représentants pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Mais il n'est pas inutile de rappeler ici que l'entente financière conclue à Paris, à la fin du mois de janvier 1915, par les ministres des Finances de la France, de l'Angleterre et de la Russie complétait celle du 4 septembre 1914. Cette entente établit la solidarité la plus complète entre les ressources financières

des alliés et détermine les moyens qu'ils pourront employer pour aider financièrement les petits États qui donneraient leurs concours à la Triple-Entente.

Il résulte de ces ententes — et les empires germaniques ne peuvent l'ignorer — que nulle paix ne sera signée qu'après un accord complet de la France, de l'Angleterre et de la Russie sur les conditions qui seront imposées aux vaincus. La Serbie et le Japon ne traiteront sans doute pas dans d'autres conditions que celles arrêtées par la Triple-Entente.

§ XV. — LES CONDITIONS NÉCESSAIRES DE LA PAIX.

Quant à ces conditions, elles doivent découler du but que l'Allemagne et l'Autriche s'étaient proposé d'atteindre en provoquant la guerre, de la manière dont celle-ci a été conduite et de la nécessité d'assurer la paix du monde pendant une durée aussi longue que possible.

Le but des Germains, en provoquant la guerre, était d'imposer leur domination à l'Europe et leur hégémonie au monde entier. Les premières conditions de la paix devront, en conséquence, avoir pour objet d'assurer à chaque nationalité, petite ou grande, les moyens de conserver ou de recouvrer son indépendance politique et économique.

Le tsar a promis aux Polonais la reconstitution de l'ancien royaume de Pologne sous l'hégémonie de la Russie. Il sera nécessairement appuyé dans la réalisation de cette réforme par les autres puissances de la Triple-Entente et même par les États du centre de l'Europe, car les uns et les autres auront intérêt à ce qu'un grand État indépendant dans toute la mesure du possible soit établi à l'ouest de l'immense et très puissant empire moscovite. La Galicie qui est peuplée en majorité de Polonais serait donc détachée du domaine des Habsbourg.

La Roumanie devra être complétée et unifiée par le rattachement à ses territoires actuels de toutes les parties de l'empire austro-hongrois qui sont peuplées par une majorité de Roumains, telles que la Transylvanie et la Bukovine. Elle comprendra que le plus sûr moyen de réaliser son unification nationale consiste à intervenir dans le conflit actuel et de prendre elle-même possession des territoires qui font l'objet de ses légitimes revendications. Il est probable que le souci de ses intérêts l'emportera sur les intrigues et les menaces austro-allemandes.

A la Serbie devront être rattachés ou associés, soit en une nation unique, soit plutôt en une confédération, les pays habités par les Serbo-Croates, c'est-à-dire la Slavonie, la Croatie, la Bosnie et l'Herzégovine, une partie du Banat de Temesvar et les anciens confins militaires. Pour que l'indépendance de ce groupe soit garantie, il faudra lui assurer des relations directes avec l'Adriatique, sauf à prendre des mesures pour éviter qu'aucun conflit d'ordre maritime puisse se produire entre lui et l'Italie devenue prépondérante dans l'Adriatique.

En élargissant les bases de cette confédération Yougo-Slave, il conviendrait d'y faire entrer les pays Slovènes ou Wendes (c'est-à-dire la Styrie, la Carinthie et la Carniole) qui sont également peuplés par des Slaves, et qui se trouveraient condamnés à des conditions économiques défectueuses s'ils restaient isolés.

Au nord de l'Autriche, on pourra reconstituer un royaume tchèque indépendant avec la Bohême et la Moravie dont la majorité des habitants appartient à la race Slave et n'a jamais supporté qu'impatiemment le joug des Germains de l'Autriche.

La Hongrie dépouillée des provinces habitées par les nationalités polonaises et slaves qu'elle opprime depuis des siècles, elle-même peuplée par une race tourarienne isolée au milieu des Serbes, des Roumains et des Polonais, ne formera plus qu'un État trop faible pour

inquiéter les voisins échappés à sa tyrannie. Les Magyars subiront les conséquences de la faute qu'ils commirent en se faisant, dans cette guerre, les séides des Germains de l'Allemagne et les complices des Germains de l'Autriche.

Réduite à la Haute et à la Basse-Autriche, qui sont peuplées à peu près exclusivement par des Germains, la monarchie de Habsbourg pourrait entrer dans une Confédération germanique du Sud où figureraient les États méridionaux de l'empire germanique actuel. A toutes les époques de l'histoire, jusqu'en 1866, les provinces catholiques de l'Allemagne ont marché d'accord avec l'Autriche dont elles sont rapprochées par la communauté de la religion et par les conditions économiques, les unes et les autres étant surtout agricoles. La Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, etc., formeraient cette confédération avec la partie germanique de l'Autriche. Si les provinces rhénanes de l'Allemagne étaient douées de quelque sagesse, elles provoqueraient la formation d'une confédération du Rhin dans laquelle il serait facile de leur garantir l'indépendance économique et politique qu'elles ont perdue après Sadowa.

Les frontières de la Belgique devraient être reportées jusqu'au Rhin, pour assurer à ce pays les moyens de protéger son indépendance plus facilement qu'il n'a pu le faire au début de la guerre actuelle.

Quant à la France, autant il est naturel qu'elle rentre en possession de l'Alsace et de la Lorraine, autant elle aurait tort de songer à s'annexer des provinces nouvelles. Ce qui fait sa force, ce qui lui a permis de résister à la puissance germanique, c'est la parfaite unité nationale dont elle jouit depuis de nombreux siècles. Elle compromettrait cette unité en s'adjoignant des territoires peuplés par des Germains. Elle ne pourrait demander sans inconvénient que certaines rectifications stratégiques ou économiques de frontières.

La Hollande devra obtenir des garanties efficaces pour son indépendance politique et économique, tandis que le Sleswig, peuplé en grande partie de Danois, devra revenir au Danemark qui en fut dépouillé par la Prusse à la veille de Sadowa. Le Danemark, la Suède et la Norvège feraient, d'autre part, preuve de sagesse, en transformant l'accord qu'ils ont conclu au cours de la guerre, pour la sauvegarde de leur neutralité, en une confédération dont les forces unies seraient assez grandes pour assurer le maintien de leur indépendance politique et économique.

Il serait indispensable, en outre, que tous les États secondaires dont nous venons de parler vissent garantir leur sécurité par des engagements formels des grandes puissances auxquelles ils devront leur situation nouvelle. Il ne faut pas qu'à l'avenir aucun d'entre eux ne soit exposé à subir le sort qui vient d'être infligé à la Belgique par l'empire de Guillaume II.

Ainsi que l'a fait observer très justement l'ancien président de la République des États-Unis, M. Roosevelt, il est quelque peu ridicule et humiliant que les signatures mises au bas des conventions internationales ne comportent aucune obligation ni sanction pour les signataires et puissent être traitées par l'un ou l'autre d'entre eux comme de « simples chiffons de papier » sans que tous les autres soient obligés d'intervenir pour réprimer la violation de la signature donnée.

Les puissances neutres étant les plus intéressées à ce que la neutralité de chacune d'entre elles soit respectée par les grandes puissances, devraient être toutes liées par une convention internationale les obligeant à intervenir avec leurs forces propres pour protéger celle dont la neutralité serait menacée. Aujourd'hui que toutes ces puissances possèdent des armées, une pareille convention constituerait une garantie sérieuse pour chacune d'elles. L'Allemagne n'aurait pas violé la neutralité de la Belgique si la Hollande, les États

Scandinaves et la Suisse avaient dû prendre la défense des Belges.

L'intervention de la Turquie dans la guerre actuelle en faveur de l'Allemagne et contre les puissances de la Triple-Entente a soulevé une grave question qu'il sera impossible au prochain congrès européen de ne pas résoudre : celle de l'existence de l'empire ottoman. Déjà presque chassés de l'Europe par les dernières guerres balkaniques, les Turcs, après les défaites nouvelles auxquelles ils ne sauraient échapper, après l'occupation de Constantinople par les alliés qui ne peut être mise en doute, sont condamnés à perdre ce qui leur reste de territoire européen. Si les Bulgares ne sont pas assez fous pour laisser échapper l'occasion qui se présente de reconstituer le bloc balkanique, ils peuvent redevenir les maîtres d'Andrinople qu'ils perdirent dans leur folle et traîtresse équipée contre leurs alliés grecs et serbes de la veille et même rentrer en possession de la partie de la Macédoine où dominent les populations de leur nationalité.

Il ne dépend que de la Bulgarie qu'il se constitue une confédération des Balkans par laquelle la Roumanie, la Serbie, la Grèce, le Monténégro et la Bulgarie garantiraient réciproquement leur indépendance tout en constituant une force assez grande pour qu'aucune grande puissance ne soit capable de leur imposer son hégémonie. Ce serait la paix assurée dans tout le sud-est de l'Europe par la disparition des rivalités ambitieuses des grandes puissances.

La Russie jouira nécessairement d'une situation particulière dans la discussion du sort à faire à Constantinople, soit qu'elle désire l'annexer à son empire, soit qu'elle estime préférable de l'internationaliser, ainsi que les Dardanelles, dans des conditions qu'il lui serait facile de déterminer d'accord avec les autres puissances.

Quant à la Turquie d'Asie, il sera d'autant plus difficile de la maintenir sous l'autorité des Turcs qu'ils y

sont combattus par toutes les races. Comme ils se sont montrés incapables d'organiser, de gouverner et d'attirer à eux les populations d'un empire qu'ils avaient fondé exclusivement par la conquête, et qu'ils n'ont plus ni base géographique ni source ethnique, ils ne peuvent que perdre entièrement une domination repoussée par toutes les populations auxquelles ils s'étaient imposés. L'empire asiatique turc est fatalement condamné à disparaître. Ses territoires devraient être répartis entre la Russie dans le Nord; la Grèce qui pourrait revendiquer assez légitimement une partie des îles de la mer Égée et de l'Albanie mais dont l'inaction est absolument incompréhensible; la France qui ne manque pas de droits sur la Syrie et Alexandrette; l'Italie qui s'est déjà fait une place importante dans le sud de l'Asie mineure; l'Angleterre qui est en train de conquérir la Mésopotamie, etc.

Consciente de sa qualité de grande puissance, l'Italie n'a pas voulu attendre d'un congrès l'unification à laquelle tous les Italiens aspirent depuis le jour où Rome est devenue la capitale de la péninsule. Les populations italiennes du Trentin et de Trieste, de l'Istrie et de la Dalmatie jouiront pleinement de leur nationalité le jour où elles seront rattachées à l'Italie, mais à partir de ce jour-là, l'Autriche sera écartée de l'Adriatique où l'Italie, déjà maîtresse de l'entrée et de la sortie par l'occupation de Vallona deviendra tout à fait prépondérante. La chute de l'empire ottoman aura aussi, comme conséquence naturelle, le maintien de la domination italienne sur les îles de la mer Égée dont elle s'est emparée au cours de la guerre de la Tripolitaine.

Afin d'assurer la paix entre toutes les nationalités organisées sur les bases que je viens d'indiquer sommairement et de rendre impossible la reconstitution d'une puissance assez forte pour être capable d'imposer son hégémonie à l'Europe, il sera indispensable de pro-

céder à une entente générale de toutes les puissances en vue de la limitation des armements terrestres et maritimes de chacune, ainsi que l'avait proposé le tsar Nicolas II en 1898 et que l'ont admis l'Angleterre, la France, l'Italie, les États-Unis, etc. Il faut que la plus abominable des guerres qui ont ensanglanté le globe soit suivie de conventions susceptibles d'empêcher le retour des horreurs par lesquelles les Germains déshonorent l'humanité.

Les deux empires germaniques furent seuls, dans les congrès de la Haye, à rejeter les propositions de limitation des armements : ils tenaient à conserver le droit de développer leurs armées et leurs flottes jusqu'à ce qu'ils pussent les considérer comme assez fortes pour vaincre celles de toutes les autres puissances européennes et pour permettre aux Germains d'établir leur domination sur toutes les autres nationalités. Celles-ci, après avoir échappé au danger qui les menaçait, commettraient un acte de pure folie si elles ne prenaient des mesures efficaces pour rendre impossible toute nouvelle tentative de même nature, par quelque puissance que ce soit. L'Allemagne et l'Autriche pourraient d'autant moins se plaindre de la limitation de leurs armements terrestres ou maritimes que la mesure serait générale et décidée par toutes les nations civilisées.

En somme, le but des Germains, en provoquant cette affreuse guerre, ayant été d'imposer leur hégémonie ou leur domination à toutes les autres races et nationalités, le droit et le devoir de ces dernières sera de prendre des dispositions pour assurer leur indépendance et pour la protéger dans l'avenir contre toute menace de même nature.

La manière abominable dont la guerre a été conduite par les Germains, nécessite une deuxième catégorie de conditions de paix assez rigoureuses pour que jamais les armées d'aucun peuple ne soient tentées de se comporter comme le font celles de l'Allemagne, de l'Autriche

et de la Turquie. Puisque les Germains et les Turcs ne veulent connaître ni les traités internationaux, ni le droit, ni l'humanité, il sera indispensable qu'en établissant les conditions de la paix, les puissances victorieuses ne se reposent ni sur les paroles ni sur les signatures des vaincus. Ceux-ci ne connaissant que la force, c'est par des mesures reposant sur l'application de la force qu'il sera nécessaire de procéder, afin d'assurer aux populations pillées, privées de leurs maisons, de leurs terres et de leurs industries, violées, torturées et massacrées, les réparations matérielles qu'exigent les maux de toute sorte qui leur ont été infligés par la barbarie germanique.

Des mesures énergiques et efficaces devront être prises afin d'assurer aux nations que les Germains ont attaquées sans motifs, le remboursement des énormes dépenses que la guerre leur a imposées. Il résulte des documents les plus sérieux et en particulier des déclarations faites par les diplomates allemands au nom du gouvernement de Guillaume II, que si la France avait été vaincue, l'empire germanique non seulement lui aurait imposé le remboursement de ses dépenses militaires qui sont formidables, mais encore l'aurait contrainte à lui abandonner ses colonies et probablement une portion de son territoire métropolitain. L'Allemagne et l'Autriche vaincues ne pourraient donc trouver inéquitable que les puissances victorieuses exigent le remboursement, par les empires qui ont voulu la guerre, de toutes les dépenses que celle-ci aura imposées aux nations attaquées. Elles ne seraient pas non plus autorisées à se plaindre de ce que le paiement de ces indemnités fût garanti par une occupation plus ou moins étendue des pays vaincus, ainsi que l'Allemagne le fit en France après la guerre de 1870, et par la mainmise sur les chemins de fer de l'État germanique et, au besoin, sur les douanes. Les vainqueurs pourraient même, s'ils le voulaient, imitant la

conduite des Allemands en Belgique et dans le Nord de la France, contraindre les usines des vaincus à travailler à leur profit, soit pour contribuer au paiement de l'indemnité de guerre, soit pour compenser les destructions systématiques des usines françaises et belges à laquelle les armées allemandes se sont livrées. Quant au chiffre de l'indemnité de guerre à imposer aux Germains, il sera, nécessairement, d'autant plus élevé que la guerre aura duré plus longtemps et que les destructions systématiques de propriétés privées ou de monuments publics et les massacres des civils auront été plus considérables. Il importe que les adeptes de la Force apprennent à leurs dépens quels risques ils encourent lorsque, par leurs abus, ils contraignent les nations à s'allier pour constituer des forces capables de résister à celle dont ils abusent.

En résumé, les puissances qui se sont alliées pour répondre aux attaques injustifiées des empires germaniques ne devront traiter de la paix que toutes ensemble, elles ne devront signer la paix qu'à l'heure où les empires germaniques seront assez réduits pour être contraints de subir les conditions des vainqueurs et, enfin, ces conditions devront être telles que la paix du monde soit assurée pour un temps indéterminé.

§ XVI. — CONCLUSION.

La défaite des empires allemand, autrichien et turc apparaît, à l'heure où j'écris ces lignes, absolument certaine à tous les observateurs clairvoyants, pour des raisons qu'il est possible de résumer en quelques propositions :

L'empire turc sera vaincu, écrasé et probablement détruit parce qu'il a follement rompu avec les seules nations qui, de tout temps, protégèrent son existence (France et Angleterre), pour se mettre au service de celles qui depuis un demi-siècle manifestaient l'ambi-

tion de l'absorber après l'avoir domestiqué (Autriche et Allemagne); parce que ses troupes, dont l'organisation fut confiée à l'Allemagne, ne sont ni organisées, ni armées, ni approvisionnées, ni instruites; parce qu'il a contre lui toutes les populations grecques, arméniennes, arabes, etc. qu'il opprime depuis cinq siècles; parce que l'autorité du sultan de Constantinople n'ayant jamais été respectée par les musulmans non Turcs, la proclamation de la guerre sainte, sur laquelle l'empereur Guillaume comptait pour soulever les populations islamiques de la Russie et des colonies anglaises ou françaises, a laissé le monde de l'Islam indifférent; parce que son gouvernement est entre les mains d'une poignée d'hommes corrompus et corrupteurs, plus incapables encore que les sultans de diriger ses destinées.

L'empire austro-hongrois sera vaincu et disloqué parce qu'il n'a jamais su gouverner de manière convenable les populations de nationalités diverses qui entrent dans sa composition et qu'il les a opprimées au point de provoquer parmi elles d'incessantes révolutions, toujours réprimées avec une excessive brutalité; parce qu'il a mécontenté d'une façon toute particulière les Slaves, qui représentent la majorité de ses sujets, ainsi que les Roumains et les Italiens qui en constituent un élément important par le nombre et l'intelligence; parce que sa conduite diplomatique fut constamment déloyale à l'égard de la Russie, de la France, de l'Angleterre, de la Turquie et des peuples des Balkans, de l'Italie et même de l'Allemagne; parce que ses généraux ont fait preuve d'une telle incapacité que l'état-major de Berlin a dû s'emparer du haut commandement des troupes austro-hongroises; parce que la diversité ethnique de ses soldats et officiers rend impossible leur solidité et leur fidélité dans une guerre où la monarchie des Habsbourg est en lutte avec la Russie protectrice naturelle des Slaves et libératrice

des Polonais, avec la France, amie des Roumains et des Italiens et avec l'Angeterre qui fut toujours bienveillante pour les mêmes populations, c'est-à-dire avec des peuples dont le programme comporte la libération de toutes les nationalités opprimées, tandis que la victoire des Germains d'Autriche et d'Allemagne et des Magyars de la Hongrie aurait pour conséquence inévitable le maintien de ces mêmes nationalités sous le joug dont elles se plaignent depuis des siècles; parce que François-Joseph, en s'alliant avec les Turcs, oppresseurs des Balkans, s'est nécessairement aliéné les nationalités grecque, roumaine, serbe et même bulgare, dont le retour plus ou moins complet sous la tyrannie de l'empire ottoman suivrait fatalement le triomphe de cet empire; parce que, enfin, l'Autriche-Hongrie est, comme la Turquie, soumise à un gouvernement dont les vices la condamnent à une destruction dont la date n'a été qu'avancée par la faute grossière qu'elle a commise, d'accord avec l'Allemagne, en ouvrant la lutte du Germanisme contre le Slavisme, dans des conditions particulièrement défavorables pour les Germains.

L'empire d'Allemagne doit être et sera vaincu parce que ses ambitions et appétits excessifs, ses prétentions à courber l'Europe sous son hégémonie et la brutalité de sa conduite diplomatique ont fait se dresser contre lui les quatre plus grandes puissances de l'Europe : la Russie, l'Angleterre, la France et l'Italie; parce que la Triple-Entente, fondée en vue du maintien de la paix, a été contrainte de se transformer en une Triple-Alliance défensive dont la puissance est supérieure à celle des empires germaniques au triple point de vue du chiffre des populations, des effectifs militaires, des flottes de guerre et de la capacité financière ou économique; parce que les conditions dans lesquelles le kaiser a pris l'offensive contre la Serbie, la Russie, la France et l'Angleterre, a permis à l'Italie de conserver la neutralité à

l'heure où l'Allemagne aurait eu le plus grand besoin de son concours; parce que l'alliance de l'Allemagne avec la Turquie a mécontenté la Roumanie qui, en outre, trouverait dans la défaite des Germains une occasion unique de s'annexer ses congénères de la monarchie des Habsbourg, la Grèce dont les ambitions les plus légitimes seraient compromises par le triomphe des empires germains et ottoman et même la Bulgarie dont tout l'avenir dépend de la ruine des Turcs; parce qu'en poussant l'Autriche à opprimer la Serbie, le kaiser a soulevé contre les Germains toutes les populations slaves de la monarchie des Habsbourg; parce que le triomphe de l'Autriche, en cette guerre folle autant que criminelle, marquerait le retour de l'Italie sous une hégémonie des Habsbourg semblable ou pire que celle qu'établit le congrès de Vienne; parce que la violation cynique et inutile de la neutralité de la Belgique a provoqué des inquiétudes chez tous les neutres voisins des territoires allemands et la réprobation de tous les politiques honnêtes dans tous les pays; parce que les massacres d'otages, de citoyens paisibles, de vieillards, de femmes, d'enfants et de religieux ou religieuses, accompagnés de l'incendie systématique des villages et des villes, des monuments publics, des églises et des cathédrales, et toutes les violations du droit international commises par les armées de Guillaume II ont provoqué l'indignation du monde entier; parce que les mesures de piraterie sous-marine prises sous le prétexte de bloquer les ports anglais et français, ont troublé les intérêts de tous les pays neutres; parce qu'il en est résulté la nécessité pour la Grande-Bretagne et la France — maîtresses indiscutables des mers, car les escadres allemandes n'osent pas sortir de leurs ports — d'établir un blocus sévère de la Manche, de la mer du Nord, de la Méditerranée et de l'Adriatique, d'où résultera la disette des vivres et des matières premières dans tous les territoires de l'Allemagne et de l'Autriche;

parce que les armées et les flottes allemandes ne sont ni assez puissantes ni assez bien organisées et commandées pour répondre à la prétention du kaiser d'étendre son empire sur le monde entier; parce que ni Guillaume II ni son gouvernement et ses généraux ne remplissent les conditions et n'ont les qualités qu'eussent exigées leurs ambitions mondiales et leurs appétits inassouvissables; parce que, enfin, les Germains, corrompus par une science fausse et une éducation vicieuse, se sont mis par leur vanité puérile et leur barbarie scientifique au banc de l'humanité tout entière.

Je n'ajoute pas que les Germains doivent être vaincus parce qu'ils sont les ennemis du droit — car ils ne veulent connaître ni le droit, ni la justice, ni l'humanité — mais je conclus qu'ils seront vaincus parce que, abusant de leurs forces, ils ont provoqué l'union de toutes les forces qu'ils dédaignaient ou voulaient opprimer, et groupé toutes les puissances physiques, intellectuelles ou morales contre la seule puissance qu'ils connaissent et qui est la plus faible de toutes : la force matérielle.

TABLE DES MATIÈRES

67-15. — Coulommiers. Imp. Paul BRODARD. — 9-15.

